LE MONDE ÉCONOMIE

un nouveau droit du travail

■ Emploi: 12 pages d'annonces classées



55° ANNÉE - Nº 16808 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

**MARDI 9 FÉVRIER 1999** 

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



### Jordanie: la tâche difficile du roi Abdallah

PLUSIEURS dizaines de chefs d'Etat ont assisté, lundi 8 février à Amman, aux funérailles du roi Hussein, décédé la veille d'un cancer. Son successeur, Abdallah, a appelé les Jordaniens à l'unité, assurant qu'il poursuivrait la politique de son père. Il aura la tâche difficile. Parce que sa population est majoritairement d'origine palestinierme, la stabilité de la lordante dépend des négociations israélo-palestiniennes, tandis que l'économie est durement touchée par l'embargo à l'encontre de l'Irak.

> Lire pages 2 et 3 et notre éditorial page 15

## Sang contaminé : le procès sans précédent

Trois magistrats et douze parlementaires vont juger, à partir de mardi, Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé

L'ancien premier ministre et ses deux anciens ministres sont poursuivis devant la Cour de justice de la République pour « homicides involontaires » • Au cœur des débats : la gestion, en 1985, de la lutte contre la propagation du sida

MARDI 9 FÉVRIER, à 10 heures, commencera devant la Cour de justice de la République le procès de Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé, poursuivis pour « homicides involontaires » dans le dossier du sang contaminé. Pour la première fois depuis le début de la Ve République, trois anciens ministres -dont un ancien premier ministre - vont devoir répondre devant la justice d'actes qui sont susceptibles de constituer des délits et qui ont été commis dans l'exercice de leurs fonctions. Les douze juges parlementaires et les deux magistrats professionnels qui entoureront le président Christian Le Gunehec auront à juger non pas des actes intentionnels mais des «imprudences», des «fautes d'inattention et de négligence », des « manquements aux obligations de prudence et de sécurité » dans la manière dont les trois anciens ministres ont pris en charge, en 1985, la lutte contre la propagation de l'épidémie de sida.



Trois ministres devant la Cour de justice Douze députés et sénateurs en robe de juge Le combat de Sylvie Rouy, contaminée le 2 août 1985
 Portrait : Monsieur le président « Le Gu » Les points de vue de Philippe Mangeot et de Dany Cohen Pour une justice équitable

contaminé, la France s'apprête à vivre un moment grave de son Histoire. Parce qu'au-delà du sort de trois ministres, dont un chef de gou-

vernement, devant Cour de justice de la

comparaître République, il met en jeu

trois éléments-clés de notre vie publique future : la place de la justice dans l'équilibre des pouvoirs; la pénalisation de la vie politique en général, celle de l'action publique dans le domaine de la santé publique en particulier ; le partage de la responsabilité entre le savant et le politique.

Comme de tout procès, il faut

AVEC le procès du sang souhaiter qu'il soit conduit de manière juste et équitable ; plus que pour tout autre procès, la faire l'objet d'une vigilance par ticulière, tant sont grandes les inquiétudes qu'ont fait naître les conditions dans lesquelles M™ Dufoix et MM. Fabius et Hervé vont devoir répondre de

leurs actes de gouvernement. Cette affaire est - faut-il le rappeler? - au cœur de deux carences françaises, deux maux propres à notre système : le premier relève du conscient collectif, qui toujours préfère punir plutôt que réparer : le second a trait aux privilèges du prince, des princes en l'occurrence, qui n'ont plus lieu d'être.

J.-M. C.

Lire la suite page 15

#### ■ Défaite de Gerhard Schröder

ion roude-verte avant oerdu les elections dans le Land de Hesse, le chancelier allemand n'a plus de majorité au Bundesrat, ce qui risque de paralyser son action.

#### ■ Kosovo à huis clos

Jacques Chirac a ouvert la conférence de Rambouillet en réaffirmant la détermination de la communauté internationale à trouver un terme au



#### ■ La « Giselle » de Sylvie Guillem

La danseuse étoile signe sa première création pour le Ballet national de Finlande, tout en interprétant le rôle-titre. Avec la volonté de montrer toute la modernité de Giselle.

#### ■ La droite en ordre dispersé

ICOLE IOTA

MERRIAL LUCK

18H30

François Bayrou a confirmé dimanche qu'il conduirait une liste autonome UDF aux européennes. Pour Philippe Séguin, la seule liste de l'opposition sera celle du RPR et de DL p. 10 et 11

#### Affaire de l'ARC

Jacques Crozemarie, fondateur de l'Association pour la recherche sur le cancer, sera jugé devant le tribunal corp. 36 rectionnel.

Affernagne, 3 DM; Amilles-Guyana, 9 F; Austicha, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 SCAN; Cote-d'Ivoire, 850 F CFA; Danemark, 15 KRD; Espagne, 225 PTA; Grande-Bratagne, 11; Gho; 500 DR; Irlande, 1,48 C; Italia, 2500 C; Lucembourg, 48 FI; Maroc, 10 DH; Norvige, 14 KRN; Psys-Bax, 3 FL, Portugal CON, 250 PTE; Réunion, 9 F; Sériégal, 850 F CFA; Suède, 15 KRS; Suège, 2,10 FS; Turisse, 1,2 Din; USA (NY), 2 S; USA (others), 2,50 S.

M 0147 - 209 - 7,50 F

### L'Espagnol inconnu de Toulouse, symbole des républicains de la « retirada »

Qui était Diego Rodriguez Rollado? Son nom, parmi celui de six autres « martyrs » français, est gravé sur un mur de la prison Saint-Michel de Toulouse où il fut enfermé par les Allemands, puis fusillé. C'est l'Espagnol inconnu de Toulouse, un réfugié républicain « mort pour la France » dont personne ne sait rien, le symbole de l'histoire tragique de la communauté espagnole de Toulouse, capitale de l'antifranquisme pendant plus de trente ans. Toulouse, qui célèbre, cette année, le soixantième anniversaire de la « retiroda » (le

Après la défaite de l'Ebre, l'Espagne républicaine est sur le point de mettre genoux à terre. Les troupes franquistes vont s'emparer de Barcelone, la rouge et noire. Les premiers jours de février 1939, quelque 500 000 personnes se jettent sur les routes du Nord, à travers les Pyrénées. Débandade misérable, à dos de mulet et la faim au ventre. Retraite hagarde dans la neige et le froid. Le bouclier des Pyrénées derrière eux, les réfugiés espèrent avoir atteint, en France, le bout de leurs souffrances.

er ouvre des can milliers de personnes.

Finalement, 20 000 réfugiés républicains s'installeront à Toulouse où, dans les années 40, ils représentent un dixième de la population. La plupart des hommes valides entrent immédiatement dans la résistance. Ce sont ces « guerilleros espagnols » qui fondèrent les premiers maquis du sud-ouest de la France. Acte majeur d'intégration qui ne suffit pas cependant à clore l'épisode de l'exil. Les réfugiés espagnols, après la querre, logent en baraquement et travaillent dur. " On n'avait droit qu'à la pelle et la pioche, témoigne José Tamborero, un ancien maçon agé de quatrevingt-quatre ans. C'est nous qui avons construit les égouts de la ville mais les Français fermaient leurs portes, . . Le drame a fini quand on s'est mélangé et que j'ai pu aller travailler chez les gens », raconte l'ancien plombier Honorato

Aujourd'hui, le mélange est réussi, grâce au travail que les « trente glorieuses » ont offert et que les réfugiés ont accompli. Soixante ans après. Toulouse est une ville métissée, euro-

Mais, en guise d'accueil, le gouvernement | péenne avant l'heure, où « l'Espagne pausse sa corne », chante Claude Nougaro. Les rues regorgent de pan y vino, de bars à tapas et de bodeguitas. Les festivals de musique, de danse ou de cinéma ibériques, les expositions de la jeune peinture espagnole rythment une vie culturelle et nocturne qui s'apparente à la movida madrilène. Si, sur les bancs des squares et des rambieras près de la place Wilson, les vieux, au soleil, parlent encore castillan ou catalan, leurs enfants se sont fait des noms sur la ville, dans toutes les professions, et leurs petits-enfants, à l'école, ressemblent à s'y méprendre à de jeunes Gascons ou Rouergats.

La nostalgie reste cependant plantée au cœur des survivants de la « retirada ». Chacun a constitué son livre de souvenirs dans lequel il a inscrit les épisodes dramatiques de sa vie et gardé quelques photos jaunies et douloureuses. Et l'ex-militant anarchiste de la CNT ne se mélange toujours pas à celui du PC, lequel n'a que mépris pour l'ancien du PS. Pour eux, « l'histoire ne pardonne pas à celui

Jean-Paul Besset

### Les rescapés du déluge

LES RUGBYMEN de l'équipe de France se sont imposés de justesse (10-9) face à l'irlande. samedi 6 février, à l'occasion de la première journée du Tournoi des cinq nations. Les Français doivent ce succès à leur courage sous le déluge de chandelles, ces coups de pied haut en l'air qui perturbent le jeu des meilleurs, organisé par les hommes au trèfie, et à un essai d'Emile Ntamack. Dans l'autre match, l'Ecosse a créé la surprise en venant à bout du pays de Galles (33-20), prochain adversaire de l'Irlande. Aux Etats-Unis, sur les pistes de Vail (Colorado), les skieurs autrichiens ont affirmé leur domination sur les championnats du monde en s'imposant dans les deux descentes, samedi 6 et dimanche 7 février.

Lire pages 24 à 26

## Internet, bulle spéculative ou poule aux œufs d'or?

des utopistes du XIXº siècle et des hippies des années 70, aujourd'hui, les « communautés » sont devenues virtuelles, elles sont cotées en Bourse et valent des fortunes. Les rachats récents de la société Netscape par American Online (premier

firmes Excite par @Home et GeoCities par Yahoo, ont déclenché une explosion des cours de Bourse des sites internet qualifiés de « portails " (sésames pour le monde internet), de ce que l'on appelle des d'une bulle spéculative de plus, « communautés virtuelles ».

lée des sociétés Internet à Wall Street, la polémique enfle aux Etats-Unis. Les valeurs Internet sont-elles en train d'écrire la grande histoire du XXI siècle ou la petite histoire après celle des compagnies de radio

dans les années 20 et des sociétés de biotechnologie dans les années 80? Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine, et Bili Gates, président de Microsoft, font partie de ceux qui estiment que la flambée sera de courte durée. Tout comme l'hebdomadaire britannique The Economist qui titrait, dans son édition du 30 janvier :

> Stephan Paternot, cofondateur avec Todd Krizelman du site « portail » TheGlobe.com, pense lui tout le contraire. Son postulat est simple. La croissance des sociétés Internet ne repose plus sur la technologie mais sur leur capacité à attirer de la publicité ou à générer du commerce électronique. Exemple parmi d'autres de ces sociétés qui défient les règles classiques de la finance: TheGlobe.com vaut 650 millions de dollars (575 millions d'euros) en Bourse alors que son chiffre ans pour voir les pleins effets de d'affaires est celui d'une PME et que

« Pourquoi les actions Internet vont

son activité est déficitaire. Si les sociétés Internet sont des gouffres financiers, elies représentent un relais de croissance inespéré pour les industries matures, dont les sociétés de télécommunications et celles de communication (médias et publicité).

**Enguérand Renault** 

Lire la suite page 15

## Un Français en Belgique



LE SORT du sidérurgiste wallon Cockerill est remis entre les mains d'Usinor. Soucieux de s'inscrire dans la réalité belge. Francis Mer. PDG du groupe français, multiplie les précautions. Pas de plan social durci, des hommes de Cockerill nommés à des postes-clés chez Usinor: le patron se donne trois cette fusion.

Lire page 19

International 2	Aujourd'hoi2
France-societé	Météorologie, jeuxZ
Régions12	Immobilier/annonces 2
HorizonsB	Culture
Carnet 17	Guide culturel 3
Entreprises18	Kiospie3
Communication	Abonnements3
Tableau de bord 21	Radio-Television 3

## ELIE WIESEL PRIX NOBEL



Une nuit dans le Connecticut. Un juge énigmatique séquestre cinq personnages et les entraîne sous la menace dans un étrange procès.

Editions du Seuil

### INTERNATIONAL

PROCHE-ORIENT Une quarantaine de chefs d'Etat, de gouvernelundi 8 février en fin de matinée, aux funérailles du roi Hussein de

Jordanie, décèdé la veille. 

LE ROI ABDALLAH, qui a prêté serment dimanche, a reçu le président améri-cain, Bill Clinton, qui lui a renouvelé la confiance des Etats-Unis en espé-

rant que la continuité de la politique jordanienne conduira à une stabilité plus grande dans la région. Hamza, fils de Hussein et de la reine Noor, a été désigné, dimanche, prince héritier, conformément au vœu de son père. • LA SYRIE, dont les relations avec la Jordanie étaient tendues, a décidé, à la surprise générale, de proclamer un deuil national de trois

jours et de reporter à mercredi le ré-férendum qui devait se tenir, ce 8 février, sur la réélection pour sept ans du président Hafez El Assad. (Lire notre éditorial page 16.)

## Le roi Abdallah de Jordanie veut incarner la continuité

Une quarantaine de chefs d'Etat et de gouvernement étrangers ont assisté, lundi 8 février à Amman, aux obsèques du roi Hussein. La veille, le nouveau souverain hachémite avait prêté serment et appelé son peuple à l'unité, en assurant qu'il poursuivrait la politique de son père

#### AMMAN

de notre envoyé spécial Conformément à la tradition musulmane qui impose de promptes funérailles, le roi Hussein devait être enterré, lundi 8 février à Amman, à l'issue d'une cérémonie de trois heures, et en présence d'une quarantaine de chefs d'Etat, qui avaient commencé à arriver en Jordanie dans la soirée de dimanche.

Après Tony Blair et le numéro un algérien Liamine Zeroual, le président Jacques Chirac et son épouse ont atterri à 23 heures à l'aéroport Reine Alia d'Amman, accueillis par le premier ministre jordanien. Au même moment, Bill Clinton s'envolait vers la Jordanie, avec à ses côtés les anciens présidents Gerald Ford, Jimmy Carter et George Bush. Conduite par le président Ezer Weizman, une importante délégation israélienne où figurent Benyamin Nétanyahou et deux anciens premiers ministres – Shimon Pérès et Itzhak Shamir – sera également présente aux ob-

Le prince Abdallah n'aura été régent que vingt-quatre heures. Dimanche 7 février, peu avant midi, la mort attendue de son père, le roi Hussein, l'a propulsé roi de Jordanie, petit pays de quatre millions et demi d'habitants incrusté au centre d'une région où la paix se dérobe. L'issue fatale ne faisait guère de doute. Rapatrié par avion

sanitaire des Etats-Unis, vendredi matin, le roi Hussein avait été immédiatement transporté, agonisant, à la cité médicale Al-Hussein pour - pudique précaution de langage - y poursuivre un traitement qui avait déjà échoué dans un hôpital américain. Son entourage le disait « cliniquement mort », ajoutant qu'il ne devait de survivre qu'à une machine. Et pourtant, un impossible espoir s'était emparé de beaucoup, suscité par les déclarations de la famille expliquant, curieusement, que le cœur et le

cerveau du malade étaient encore

. UNE SEULE FAMILLE »

Dimanche, à la mi-journée, la télévision a brutalement mis fin à d'éventuelles illusions. Par un bref communiqué suivi de la lecture du Coran, les Jordaniens ont appris que leur roi venaît de mourir. « Nous annonçons le décès du plus précieux, du plus grand des hommes, feu le doyen de Al al-Beit (les descendants du Prophète), qui a rendu son dernier soupir dimanche à 11 h 43 (heure locale) et que Dieu a choisi de rappeler à lui », a indiqué le gouvernement dans le texte lu devant les caméras

L'accession au pouvoir du roi Abdallah s'est faite rapidement et avec la volonté visible que tout se passe calmement, conformément aux textes. Cravate noire et coiffé d'un keffieh à damiers rouge et bianc, le prince Abdallah, devenu automatiquement roi dès le décès de son père, s'est aussitôt adressé aux Jordaniens pour les appeler à l'unité et leur assurer qu'il poursuivrait la politique de son prédécesseur. « Nous préserverons son héritage dans l'édification d'une Jordanie forte, a-t-il assuré. Je vous demande à tous de rester unis en toute lovauté, comme une seule fa-

Deux heures plus tard, il arrivait au Parlement pour jurer, une main sur le Coran, « de protéger la Constitution et de demeurer fidèle à la nation ». La prestation de serment faite devant quatre-vingts députés, quarante sénateurs et en présence de ses quatre frères et de ses deux oncles, dont le prince Hassan - limogé il y a moins de deux semaines - n'a duré que quelques secondes au terme desquelles le roi a rapidement quitté la salle pour s'entretenir avec les parlementaires puis inspecter le détachement militaire venu lui rendre

En début de soirée, respectant en cela un volonté paternelle explicite, il signait son premier décret royal en nommant prince béritier son demi-frère Hamza, premier fils de la reine Nour. Pour avoir donné l'impression qu'il ne ferait pas de même s'il était un jour roi, le prince Hassan, frère cadet du roi Hussein et alors prince héritier désigné, avait récemment été écarté taines de journalistes et comde trône. Militaire de carrière, le nouveau roi est apparu en civil, comme pour contredire les commentaires qui soulignent son excellente formation professionnelle mais doutent de son sens politique. Il a pris soin aussi d'être accompagné de son oucle, le prince

mentateurs rassemblés à Amman pour les obsèques, les officiels jordaniens assurent sur tous les tons que leur pays poursuivra la politique entreprise par le roi Hussein. qu'il s'agisse de politique économique, de démocratisation, de politique étrangère et, surtout pour

#### Boris Eltsine décide de guitter sa maison de repos

A la surprise générale, Boris Eltsine s'est envolé de Moscou pour la Jordanie, hundi 8 février à 6 heures du matin, afin d'assister aux obsèques du roi Hussein. Le président russe a pris cette décision, dimanche dans la soirée, contre l'avis de ses médecins, a précisé l'agence Interfax, et alors que le premier ministre Evgueni Primakov s'apprêtait à se rendre à Amman.

Hospitalisé le 17 janvier pour un « ulcère aigu et saignant », M. Eltsine était depuis huit jours « en convalescence » dans une maison de santé proche de Moscou. Le 18 janvier, le médecin-chef du Kremlin, Serguel Mironov, expliquait que « les voyages en avion ne seront, bien sûr, pas possibles avant deux mois et demi, trois mois » et qu'il fandrait au président « près d'un mois [de traitement] avant de revenir à un travail actif ». Ce déplacement à l'étranger de Boris Eltsine est le premier depuis octobre 1998, des maladies à répétition l'ayant contraint à annuler quatre voyages officiels, dont un en France.

Hassan, qui a failli être roi à sa place. Les Jordaniens y ont décelé le symbole de l'unité que le roi appelle de ses vœux, au sein du pays comme au sein de la famille royale, déchirée apparemment par les luttes internes de ces dernières se-

Rendus susceptibles par les interrogations répétées des cence qui est du processus de paix israélo-palestinien et des relations

entre Amman et Jérusalem. Le même message a été lourdement répété à Jacques Chirac lors du bref entretien qu'a eu le président français avec le premier ministre jordanien, à son arrivée à l'aéroport d'Amman. « En dépit des difficultés et de la mort de son pro-

moteur, la paix est toujours vivante dans notre conscience, a assuré Fayez Al Taraounah au président de la République. Depuis 1953, la paix était la ligne de Hussein, et Abdallah a baigné dans cette atmosphère. C'est donc non seulement un soldat, mais également un homme politique prét à assumer toutes les charges liées à sa fonction. »

Jacques Chirac a garanti à la Jordanie le soutien politique et, surtout, financier de Paris. Plus que toute autre menace potentielle, la délicate situation économique d'un pays frappé par la pauvreté, le chômage et la récession fait craindre d'éventuels débordements aux effets incontrôlés. Depuis trois jours, les promesses de soutien économique parviennent de tous côtés. Madeleine Albright avait ouvert le feu lors de son récent passage à Amman; elle a, depuis, été suivie par les Emirats arabes unis, la Banque mondiale et Israël dont le premier ministre vient d'annoncer que, pour alléger le fardeau économique de son voisin et alder à maintenir la stabilité dans la région, il avait donné l'ordre de baisser toutes les taxes à l'importation des marchandises jordaniennes.

«La France, a annoncé pour sa part M. Chirac, s'associera, avec l'Union européenne, à l'effort de solidarité justifié au bénéfice de la Jor-

Georges Marion

Britan Salie

200 -

24.

 $\mathcal{G}_{\alpha\beta}^{-1}(x) = -\frac{1}{2} x^{-\alpha}$ 

stan ......

dire :

•

#### Hamza est le nouveau prince héritier

Abdailah de Jordanie a désigné, dimanche, son demi-frère, Hamza, prince héritier, dans un décret royal promuleué quelques heures après le décès du roi Hussein, a-t-on annoncé de source officielle. « Les membres de la famille royale se sont réunis sous la présidence du roi Abdallah et ont décidé de (...) désigner le prince Hamza héritier du trône », indique un communiqué du palais royal rendu public dimanche soir.

Né en mars 1980, le prince Hamza est l'ainé des quatre enfants du souverain défunt et de la reine Noor, sa quatrième épouse. Connu pour être très proche de son père, il poursuit des études à la prestigieuse académie militaire britannique de Sandhurst, près de Londres. Le roi Hussein, qui avait désigné Abdailah prince héritier, le 25 janvier, avalt exprimé le vœu que son fils ainé, une fois devenu roi, choisisse son deml-frère Hamza comme prince héritier.

### Des voitures qui affichent le portrait du défunt...

de notre envoyé spécial

Le roi Hussein de Jordanie est mort, dimanche 7 février peu avant midi. Aussitôt, la radio et la télévision ont déversé sur la ville la lancinante psalmodie du Coran et les cloches des églises d'Amman se sont mises à sonner. Rompant avec une longue période de sécheresse, une pluie froide et insistante tombait sur le pays depuis plusieurs jours, saluée comme l'ultime cadeau de Dieu à un royaume dont le souverain agonise. Bientôt, un brouillard gris et dense s'est installé sur la capitale, suivi d'une pluie redoublée, comme si le ciel accompagnait le deuil des Jordaniens. Dans le centre de la ville rapidement déserté, les boutiques ont baissé leurs rideaux de fer et arboré un drapeau noir. Bordées de crêpe, les photos du roi défunt ont été suspendues aux murs des bâtiments publics tandis que le personnel des grands hôtels épinglait au revers de sa veste un ruban noir surmonté d'une petite couronne dorée. Puis le pays s'est installé dans quarante jours de

Après quelques tergiversations, les autorités ont autorisé la foule à se rassembler devant l'hôpital où le roi se mourait. Débordant le service d'ordre, quelques milliers de Jordaniens s'y sont donné rendezvous pour y crier leur douleur et invoquer Dieu. Mais le reste de la ville est demeuré calme et transi. L'armée s'est déployée dès le début de l'après-mi-

des forces spéciales et de la garde royale que commandait le nouveau roi sont visibles aux principaux carrefours, sur les grands axes et devant le Parlement entouré de véhicules blindés. Dans la salle octogonale moquettée de vert du Parlement, le souverain s'est figé au garde à vous devant le portrait de ment.

LA LONGUE LITANIE DU CORAN Dans son dos ont alors édaté des applaudissements, mais également quelques sanglots venus des tribunes du public. Sur le perron, après la cérémonie, seuls quelques vieux sénateurs se laissaient aller à de rares commentaires, assurant leurs interlocuteurs de leur confiance dans les capacités politiques du jeune roi Abdallah.

En deux jours d'agonie, les Jordaniens ont eu le temps de se préparer à la disparition de leur roi. Dès dimanche après-midi, de nombreuses voitures affichaient le portrait du défunt ; certaines roulaient avec un drapeau noir accroché à la portière. Dans le quartier chic d'Abdoun, dimanche soir, une maison patricienne, toutes portes ouvertes, déversait sur la rue la longue litanie du Coran chantée à travers de puissants haut-parleurs.

### Une armée disciplinée, pilier de la monarchie

HÉRITIÈRE de la célèbre Légion arabe - fondée en 1921 à l'instigation de la Grande-Bretagne pour assurer la défense de l'émirat de Transjordanie et commandée, à partir de 1939, par Glubb Pacha, un ex-génétal britannique, qui fut relevé de ses fonctions en 1956 par le roi Hussein –, l'armée jordanienne est le pilier de la monarchie. Le nouveau roi Abdallah y a été officier, notamment dans les forces spéciales, après avoir été formé à Sandhurst, le Saint-Cyr britannique.

L'armée jordanienne intervint en Irak en 1941, contre Rachid Ali Al Gailani qui s'était moutré favorable aux forces de l'Axe, puis elle prit part à la première guerre israéloarabe de 1948, lors de l'indépendance de l'Etat hébreu. Elle a résisté aux forces israéliennes lors de la prise de Jérusalem par Tsahal en 1967. Considérée par les experts militaires étrangers comme une armée de maintien de l'ordre, elle a écrasé les fedayin palestiniens lors de la bataille d'Amman qui dura dix jours en septembre 1970 et qu'on a appe-

lé ensuite « Septembre noir ». Encadrée par des officiers bédouins et tcherkesses, l'armée royale, disciplinée et bien tenue, formée à ses débuts par des officiers britanniques, compte de nombreux soldats d'origine palesti-

TRENTE MIRAGE F-1 En dépit de son professionna-

lisme, cette armée - forte de quelque 104 500 hommes et dotée d'une réserve entraînée 30 000 hommes tous services confondus, sans compter les 10 000 hommes qui servent dans les forces de sécurité du ministère de l'intérieur – ne peut se mesurer avec ses voisines suréquipées et très supérieures en nombre, telles les armées israélienne et syrienne. Selon l'Institut international des études stratégiques (IISS) de Londres, les forces royales jordaniennes se sont fournies surtout auprès des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni. La Jordanie possède aussi des aumes antiaériennes d'origine sovié-

L'armée de terre aligne 90 000 hommes, qui composent essentiellement deux divisions blindées, deux divisions d'infanterie mécanisée, une brigade indépendante de la Garde royale, une brigade des forces spéciales et une brigade d'artillerie de campagne. Soit 1220 chars de combat, quelque 1 100 véhicules blindés et transports de troupes, 115 canons tractés, 370 canons montés sur camion, 4 800 lance-roquettes (dont des Apilas français), 360 canons antiaériens, près de 800 batteries de missiles sol-air russes et américains. La marine, basée à Aqaba, sur la mer Rouge, compte 480 hommes, à bord de patrouilleurs côtiers. L'armée de l'air compte 13 500 hommes. Elle est dotée de 95 avions de combat, soit trois escadrons d'une cinquantaine de F-5 américains anciens, deux escadrons avec 30 Mirage F-1 (armés de missiles air-air du groupe français Matra), un escadron de 16 F-16 américains, des hélicoptères américains antichars et des hélicoptères français de transport. - (AFR)

## Bill Clinton: « Aujourd'hui, mon ami est au paradis »

 AUX ÉTATS-UNIS, le président Bill Clinton a déclaré qu'« il n'y a pas de mots pour dire ce qu'il représentait pour moi en tant qu'ami et inspirateur », après l'annonce de la mort du souverain hachémite. « Aulourd'hui, mon ami est au paradis ». a ajouté le chef de la Maison Blanche dans un hommage rendu à la contribution du roi Hussein en faveur de la paix au Proche-Orient. « Résolu dans son soutien à la paix au Proche-Orient, il était admiré par les Américains et aimé par son

A l'Organisation des Nations unies, à New York, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a salué «l'un des partenaires les plus précieux des Nations unies pour la paix ». Le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Michel Camdessus, a indiqué qu'une mission du Fonds, actuellement à Amman, se tenait à la disposition des autorités jordaniennes. La Banque mondiale continuera d'assurer un « soutien entier » à la Jordanie et à son nouveau souverain, a précisé pour sa part le président de l'institution, James Wolfensohn.

● EN EUROPE, le premier mi-

nistre britannique, Tony Blair, a ren- kistan, la Malaisie et la Thailande du hommage au monarque, qui a « œuvré sans relâche en faveur de la paix au Proche-Orient ». « Il était en permanence la voix de la raison, c'est quelque chose de très rare », a ajouté le chef du gouvernement travailliste britannique.

« Par son intelligence, son discernement et son engagement infatigable, il n'a cessé de donner de nouvelles impulsions au processus de paix au Proche-Orient, ni d'agir pour un équilibre pacifique et juste », a pour sa part estimé le chancelier allemand, Gerhard Schröder. Même ton du président du conseil italien, Massimo D'Alema, qui a qualifié le souverain hachémite de « grand protagoniste de la paix ». Dans un télégramme adressé, dimanche, au nouveau roi Abdallah de Jordanie, le président Boris Eltsine a exprimé ses « condoléances sincères » pour la mort de son père en lui faisant part de « sa profonde tristesse ».

• EN ASIE, le premier ministre japonais, Keiso Obuchi, a formulé l'espoir que la Jordanie poursuive « les efforts pour la paix dans le monde, notamment pour une paix durable au Proche-Orient ». Le Paont exprimé leur tristesse. Le roi du Cambodge, Norodom Sihanouk, a rendu « un très fervent hommage » à la mémoire de Husseln de Jordanie, « un très grand roi » qui, a-t-il souligné, « avait énormément fait pour la grandeur et le développement général de son royaume, le bien-être, le bonheur et la prospérité de son peuple et la paix entre les nations ».

• AU MAGHREB, le roi Hassan II du Maroc a estimé qu'il était un souverain « sage » et « une personnalité forte qui a marqué la scène internationale par son action en faveur des causes de son pays et du monde arabo-musulman ». Dans un message de condoléances adressé au nouveau roi Abdallah de Jordanie, le souverain marocain écrit que le peuple jordanien «a perdu un grand roi » et « l'un des symboles de son unité et de sa souveraineté ». Pour le roi du Maroc, Hussein était « un ami sincère et fidèle qui a toujours fait preuve (...) d'une loyauté inégalable, d'une immense modestie, de nobles vertus (\_), de pondération et de modération dans la parole et

Le président tunisien, Zine El-

Abidine Ben Ali, avait exprimé sa « tristesse » et son « émotion » dans un message de condoléances adressé au nouveau roi Abdallah peu après l'annonce de la mort du roi Hussein, l'un « des plus grands dirigeants politiques de ce siècle ».

• AU PROCHE-ORIENT, le président égyptien Hosni Moubarak a fait part de sa « douleur » et de sa « tristesse après la mort, dimanche, du roi Hussein II, un frère généreux et un ami cher, qui a lutté jusqu'à son dernier souffle pour assurer la stabilité de sa patrie ». Le président iranien. Mohammad Khatami, a adressé un message de condoléances au roi Abdallah de Jordanie dans lequel il a souhaité « le renforcement des relations bilatérales pour réaliser les objectifs de la nation islamique et servir les intérêts des deux pays ».

Toutefois, la presse franienne de lundi se déchaînait contre le nouveau roi de Jordanie, Abdallah ibn Hussein, à la suite de ses déclarations affirmant que l'Iran constituait une « menace » pour certains pays de la région. Les journaux de Téhéran n'étaient pas tendres non plus avec son père, le roi Hussein, décédé dimanche, rappelant surtout

ses liens avec Israel et les Etats-Unis, mais aussi ses relations avec l'ancien chah d'Iran. Le journal Abrar, proche des conservateurs, rappelle les origines maternelles d'Abdallah, qu'il qualifie de « roi britannique de Jordanie », et l'accuse de vouloir « appliquer une poli-tique coloniale de division entre l'Iran

et les Arabes ». L'Arabie saoudite a perdu «un frère et un cher ami » a déclaré, lundi, le prince héritier saoudien, Abdallah Ben Abdel Aziz, qui se trouve à Amman pour les obsèques. Dans une déclaration rapportée depuis Amman par l'agence officielle saoudienne SPA, le prince s'est déclaré « certain que le roi Abdallah de Jordanie, ses frères et le peuple jordanien pourront préserver ce qui a été réalisé » sous le règne du roi Hus-

Dans le Golfe, la presse a rendu un vibrant hommage à la mémoire du roi Hussein de Jordanie, et le journal saoudien al-Yorn a souligné que le souverain avait « quitté le monde en paix avec tous les pays iques, ainsi qu'avec les pays amis de la Jordanie ». - (AFP,



the way the same Section Assessed The state of the s S. MESTYL CO.

Financian de repor

Marie Maries per a ger A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

THE PARTY WAS TRAINED. **es da dec**eta e Sacar de la l ger g supervision in the party Bergel den bie ber ber ber

### Une armée distrib pilier de la metate

ere relati

a complete as his a feetige PER SERVICE STATE OF THE PARTY the territories of the second the state of the state of the state of SERVICE PROPERTY OF THE PARTY. to 國語 医对抗性病毒性 化二氯甲基甲基 الما التي المروار المروا<del>ري وهذا المروار المر</del> লম্ভ জীয়া, কৌনি 🕒 👵 🕾 🦠 🕾 SHEAT CARE I THAT HAS A PART OF THE PART O Compression and the Compression of 藍 宮 福藤樹 ( a) はたがたり、こ 大學學 计一种设计器 不一 医原子 人名 All their thought a few or the the gas a think they be a second Especials, other of Angel Heart and a con-E de germalinger på der i 1000 De Branch Branch of Commercial

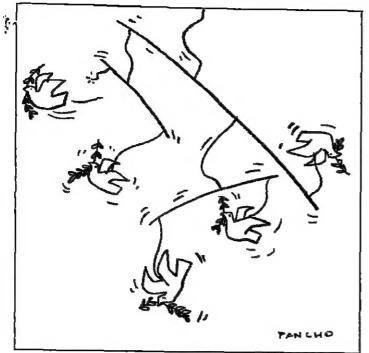
Company of the second s tality interference on a conthe property on the same المراج والمهاجين المناسين ويستجوز الإ state waste a promotive with the A STATE OF THE PARTY OF THE PAR Less. W. C. Communication

private appropriate and and and are APPLICATION AND COLUMN 實際 超過電子 医甲二十二 BELL SNE CHINESES The springer of the same The second of HARAS TO PROPERTY - T. 野が海線 ・ のからいす。 \*\*\* Maring at Island CARRE ...

all a suppose of the second 京都 海南 田田 ライガー・・・ Contract the same of HAM THE TANK THE T AND SHOWS AND STREET Burney and the con-William A. Charles PART BY MANUAL TO THE PARTY OF The second second A STATE OF THE STA

Mary Mary Mary E TOTAL TRANSPORT

Park the state of the state of FRANCE STATE THE PARTY NAMED IN COLUMN THE STATE OF THE S



### Les médias israéliens ont largement couvert les derniers jours du souverain

de notre correspondant Le gouvernement israélien a observé une minute de silence à la mémoire du roi Hussein lors d'un conseil des ministres spécial, réuni dimanche peu après l'annonce officielle de son décès. Le drapeau national sera mis en berne sur les bâtiments administratifs et les mairies pendant les funérailles.

Une importante délégation devait représenter Israel à Amman lundi matin. Dirigée par le président Ezer Weizman, elle comprend le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, le chef de l'opposition travailliste, Ehoud Barak, l'ex-ministre de la défense, Itzhak Mordehaï, candidat depuis peu au poste de premier ministre, Leah Rabin, la veuve du chef de gouvernement assassiné en noministres Shimon Pérès et Itzhak Shamir, et Ephraim Halevy, aujourd'hui directeur du Mossad, dont les contacts, intensifs avec le roi Hussein avaient ouvert la voie à l'accord de paix signé entre Israel et la Jordanie en octobre 1994.

Contrairement au traité passé avec l'Egypte, qui n'a débouché que sur une « paix froide », cet ac-

#### Rassemblement Place Rabin à Tel-Aviv

Leah Rabin, la veuve de l'ancien premier ministre israélien Itzhak Rabin, a participé, dimanche 7 février, à Tel-Aviv, sur la place où son mari a été assassiné en 1995, à un émouvant rassemblement à la mémoire du roi Hussein de Jordanie.

Plusieurs centaines de personnes se sont réunles sur cette place Rabin où une grande banderole proclamait notamment: « Les Israéliens disent adieu au roi Hussein », tandis que des images sur la vie du souverain hachémite étaient diffusées sur écrans vidéo. Deux rayons de lumière émis par de gros projec-teurs symbolisant le souverain hachémite et l'ancien premier ministre israélien se sont reloints à une trentaine de mètres dans le del

cord devait, selon les estimations de l'époque, ouvrir la voie à une « paix chaude », grâce notamment au charisme du roi, presque unanimement apprécié en Israel, et à l'intérêt mutuel des deux partenaires à renforcer leurs liens économiques. Malgré un début timide de coopération (des entreprises israélieunes, notamment textiles, emploient quelque 3 000 personnes en jordanie), cette perspective ne s'est pour l'instant pas réalisée, loin s'en

Les relations jordano-israéliennes ont jusqu'à présent résisté aux coups de boutoir portés par Benyamin Nétanyahou au processus de paix. Au-delà du blocage des négociations, les relations personnelles entre M. Nétanyahou et le roi ont sévèrement pâti de deux initiatives du premier : sa décision d'ouvrir un tunnel passant sous le Mont du Temple en vieille ville de Jérusalem en septembre 1996, qui avait entraîné des affrontements sanglants entre Palestiniens et Is-

raéliens; puis son feu vert à la tentative d'assassinat de Khaled Meshal, un dirigeant du Hamas établi à Amman, un an plus tard.

Depuis, M. Nétanyahou n'avait pas été invité dans la capitale jordanienne. Le roi Hussein était par la suite intervenu lors des moments de crise dans les négociations israélo-palestiniennes: lors de la finalisation de l'accord sur Hébron, puis pour sortir de l'ornière les pourpariers de Wye Plan-

Son appétit de couverture médiatique a joué un tour à Benyamin Nétanyahou à l'occasion du décès du roi de Jordanie. Vendredi, après que les agences de presse eurent annoncé sa « mort clinique. de source officieuse, M. Nétanyahou, qui s'attendait manifestement à une confirmation avait convoqué en début d'aprèsmidi une conférence de presse pour rendre hommage au roi défunt. Afin de ne pas déplaire à ses alliés religieix; il entendait la don-ner avant le début du shabbat. Cette confirmation s'étant fait attendre, il avait annulé la conférence de presse, renvoyant chez eux les journalistes après les avoir fait attendre plus d'une heure...

Ce faux pas n'a pas échappé à la famille royale à Amman. Le quotidien Haaretz a cité, dimanche, un proche de la famille déclarant : Nous préférons que Benyamin Nétanyahou ne vienne pas aux funérailles du roi Hussein. » Ce proche ajoutait cependant que, s'il décide maleré tout de venir. « il sera recu avec tout l'honneur qui hui revient ».

« VISION PARTAGÉE »

Les médias israéliens ont abondamment couvert les derniers iours du roi Hussein, y compris par de longues émissions en direct. Une des images qui a manifestement le plus contribué à faire aimer Hussein par les Israéliens, outre son émouvant discours lors de l'enterrement de Yitzhak Rabin, a été celle de sa visite de condoléances aux parents de jeunes filles israéliennes tuées par un soldat jordanien, il y a deux ans, lors d'une excursion à la frontière israélo-jordanienne. A Bet Shemesh, près de Jérusalem, d'où étaient originaires les sept victimes, le roi s'était assis auprès des parents en deuil et avait partagé leur douleur en toute simplicité.

« Nous avons tous perdu un ami (...), un grand dirigeant, et aussi un grand stratège de la paix » entre la Jordanie et Israēl, a déclaré Benyamin Nétanyahou. Certes, a-t-il recounu, «il pouvait y avoir entre nous des divergences », mais c'est toujours « la vision partagée de la paix qui nous a guidés ». Les relations entre Israel et la Jordanie sont pour le roi Abdallah « une pierre angulaire stratégique », a-t-il ajouté, rendant compte d'une conversation « très chaleureuse » avec le nouveau souverain haché-

Interrogé sur les chances d'une rencontre avec Hafez El Assad en marge des funérailles du roi Hussein, au cas où le président syrien s'y rendrait kul aussi, M. Nétanyahou a répondu : « Israel veut, et est prêt, à poursuivre les pourparlers de paix, qui sont importants pour les deux Etats (...). La paix n'est pas moins nécessaire à la Syrie qu'elle ne l'est pour nous. » (Intérim.)

## La Syrie repousse de trois jours le référendum présidentiel sur la réélection de Hafez El Assad

Un geste inattendu de la part de Damas

DAMAS de notre envoyé spécial

Un drapeau en beme dans une rue en fête. A Damas, pavoisée comme jamais à la veille du référendum proposant un nouveau mandat de sept ans pour le président Hafez El Assad, la longue agonie du roi Hussein avait été jusqu'alors reléguée au second plan. Le quotidien Tichrine ne lui avait consacré, dimanche matin 7 février, qu'une quinzaine de lignes tout au bas de sa « une ». En début d'après-midi, le deuil de l'ambassade du royaume hachémite était donc passé totalement inaperçu dans une avenue Abou Roumané surchargée de banderoles et régulièrement parcourue de véhicules klaxonnant à tout-va.

La coıncidence entre les funérailles jordaniennes, partagées par des dizaines de chefs d'Etat, et la reconduction du président syrien, dans une allégresse tout officielle, aurait cependant poussé à son extrême le lendemain, hundi 8 février, le contraste entre les deux pays. Dans un geste inattendu et remarqué, les autorités syriennes décidaient donc en fin d'après-midi de repousser de deux jours le scrutin et de décréter trois jours de deuil prenant effet immédiatement. Alors que la plupart des capitales

arabes avaient elles aussi annoncé des périodes de deuil pour s'associer à la Jordanie, cette décision de dernière minute permettait à la Syrie d'éviter de se singulariser parmi

Samedi, alors que les éloges funebres se multipliaient, le ministre des affaires étrangères, Farouk Al Chareh, avait simplement regretté · la détérioration de la santé du roi » et ajouté que la succession en Jordanie était « une affaire intérieure ». Le ministre réagissait en fait aux déclarations alarmistes de plusieurs responsables israéliens qui redoutaient que la Syrie ne profite de la situation pour tenter de déstabiliser le royaume hachémite. « Dire que la Syrie menace la Jordanie sont des propos erronés et insensés. Lorsque Israel parle d'une éventualité d'une ingérence, c'est en fait une ingérence de sa part dans les affaires jordaniennes », avait-il

En dépit des circonstances dramatiques, le ministre n'avait pourtant pas épargné le royaume de ses critiques en expliquant que les Jordaniens n'étaient pas « tout à fait indépendants ». Car la succession à la tête du royaume hachémite intervient alors que les relations sont au plus mai entre Damas et Amman. Leur dernière dégradation en traité de paix entre Israel et la Jordanie, en 1994. Hostile à une logique d'accords de paix séparés, la Syrie a souvent dénoncé les efforts déployés par le roi Hussein envers Israel et qui ne se sont jamais accompagnés, selon elle, du moindre geste vis-à-vis de Damas.

EFFET GÉNÉRATION » Les autorités syriennes ont critiqué ensuite l'attitude de la Jordanie sur un dossier qui les obnubile : la coopération militaire israéloturque. Très inquiètes face à cette « tenaille » stratégique, elles n'ont pas eu de mots assez durs lors de la participation des Jordaniens, en tant qu'observateurs, à des manœuvres conjointes en Méditerranée, début 1998. Le ton est encore monté d'un cran en octobre, lors de la crise entre Damas et Ankara qui accusait la Syrie d'héberger clandestinement le chef du Parti des travailleurs du Rurdistan (PKK) Abdullah Öcalan. De son côté, Amman a accusé les Syriens de retenir prisonniers des dizaines de Jordaniens et de considérer la Jordanie comme le terrain de prédilection des services secrets israé-

Si Hafez Al Assad avait pris le soin de téléphoner au roi Hussein,

date remonte à la signature du le 19 janvier, à son retour au royaume après six mois de traitement anticancéreux aux Etats-Unis, la Syrie a cependant été le seul pays arabe a n'avoir pas félicité le prince Abdallah lors de sa désignation comme prince héritier à la place de son oncle, Hassan, le 25 janvier.

Ce remplacement a pourtant été considéré favorablement par la Syrie, qui ne manquait pas de griefs à l'encontre du régent. Il lui était en effet imputé, pour une large part. l'intérêt jordanien vis-à-vis de l'axe israélo-turc. Mais Hassan était aussi - et surtout - considéré par Damas comme trop proche des Prères musulmans, dont la branche syrienne avait trouvé refuge en lordanie après la répression brutale d'une tentative d'insurrection, au début des années 80.

L'arrivée au pouvoir d'Abdallah, trente-sept ans, coïncide également avec la lente ascension du fils du président Assad, Bachar, trentequatre ans, dans les rouages du pouvoir en Syrie. Si l'« effet génération » ne garantit blen sûr jamais à lui seul une politique, surtout dans ce cas précis, il peut néanmoins favoriser à l'avenir une éventuelle reprise de contacts.

Gilles Paris

### Forte progression des résultats de Rhône-Poulenc en 1998

"L'année 1998 marque l'aboutissement de notre strutégie de recentrage sur les sciences de la rie, arec la création et la mise sur le marché de Rhodia ainsi que Hoechst.

Les sciences de la rie de Rhône-Poulenc, notamment la pharmacie. sont aujourd hui engagées dans une réritable dynamique de croissonce. Les résultats de 1998 confirment que nos noureaux produits, en particulier l'anticancéreux Taxoteres, l'antithrombotique Loreno.rs, l'insecticide Regent\* et l'herbicide Balance\*, sont les leviers de cette croissance. Pur ailleurs, les réorganisations mises en œurre commencent à produîre leurs effets positifs, en particulier en termes de rentubilité.

Nous disposons aujourd'hui de tous les atouts pour ussurer le succès d'Arentis.

Jean-René Fourtou Président-Directeur Général

(+11.800)

#### Comptes consolidés 1998

Chiffre d'affaires : 86 797 MF / 13 232 M€ (+2.5 %)111 Résultat net : 4 224 MF / 644 M€ Arant éléments exceptionnels (2.1.2) Résultat net : 4 210 MF / 642 M€ (+23.2 a) Bénéfice net par action : (+12.5 ool 11.45 FF / 1.74 € Bénéfice net pur action avant amortissement des goodwills:

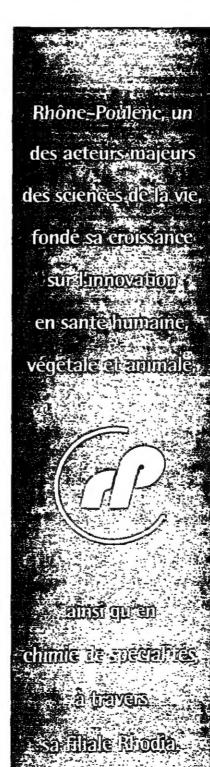
> Sciences de la vie Chiffre d'affaires consolidé : 51 466 MF (+ 6.2 %) 121 Résultats liés à l'exploitation: 8 701 MF (+ 25.2 0o)

15.25 FF / 2.33 €

■ Pharma =

Rhône-Poulenc Rurer. Pasteur Mérieux Connaught, Centeon Chiffre d'affaires consolidé : 34 484 MF (+ 7.2 %) (3) Résultats liés à l'exploitation: 5 716 MF (+ 23.6 %)

Les ventes de nouveaux produits représentent aujourd'hui 25 % du chiffre d'affaires de la pharmacie contre 19 % en 1997. La grande majorité des pays contribue à ces progrès, et en particulier



• Cancérologie (+ 42.4 40111): Taxotere?. commercialisé dans 68 pays. + 50.8 % (# à 2 244 Mf : Campto + 208 % (3) et Granocyte + 12,8 % (5). Thrombose/Cardiologie (+10.5%)<sup>[1]</sup>: Lovenox 2/Clexane 2+33, 146151 a 3 618 MF. Système Nerveux Central: Rilutek<sup>8</sup>, seul traitement contre la sciérose latérale amyotrophique autorisé, +24,1% (3). • Respiratoire/Allergie: Nasacorts AQ +94.4% a 498 MF. La stabilisation des ventes d'Azmacort\* est en cours. en ligne avec les objectifs.

• Vaccins (+10.5 %) [3]: vaccin contre la grippe +22.8 % [3] à 1053 MF et vaccin polio injectable. Ipol<sup>©</sup> +59.4 %<sup>[3]</sup> à

 Santé Végétale et Animale = Rhône-Poulenc Agro,

Rhône-Poulenc Animal Nutrition, Rhône-Poulenc Jardin, Merial Chiffre d'affaires consolidé : 17 225 MF (+ 4 %)131

Résultats lies à l'exploitation : 3 586 MF (+16.8 %)

Croissance des volumes de ventes de produits nouveaux, notamment le ipronil avec l'insecticide Regents +67.2 % (3) à 799 MF) et l'herbicide Balances (à 412 MF pour sa 1ett année de lancement sur les grands marchés). Les ventes de l'antiparasitaire externe Frontlines augmentent rapidement [+62 % [3] à 1773 MF) en Europe et aux Etats-Unis. Le lancement de l'antiparasitaire Eprinex\* sur le marché des bovins a permis a Merial(4) de stabiliser sa position sur ce marché.

#### Rhodia

Chiffre d'affaires consolidé : 36 323 MF (- 2,4 46)(1) Résultats liés à l'exploitation : 2 717 MF (+ 30,2 %)

La rentabilité de Rhodia continue de s'améliorer, en ligne avec les objectifs. De nouveaux progrès sont attendus

Un dividende brut par action de 6 francs sera proposé par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale des Actionnaires

(4) 5 periodic compossible 12 harridge (approximation of the property of th

du 26 mai 1999.

www.rhone-poulenc.com

VERT 0.800.40.53.43





## Un huis clos s'engage à Rambouillet sur l'avenir du Kosovo

Les représentants de toutes les parties prenantes au conflit, enfermés dans le château, ont entamé des négociations indirectes, par l'intermédiaire des médiateurs internationaux, à partir des documents élaborés par les pays membres du Groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie

rence a été ouverte par le président de la

République, Jacques Chirac, qui a affirmé

Les discussions sur l'avenir du Kosovo se sont ouvertes, samedi 6 février à Rambouillet, avec quelques heures de retard, en présence de toutes les parties prenantes au conflit. Les autorités serbes

Après l'ouverture solennelle de la

conférence de Rambouillet sur le

Kosovo par Jacques Chirac, samedi

6 février, les grilles du château se

sont refermées, fermement proté-

gées par des escouades de CRS. Un

huis clos s'est engagé à l'intérieur

dont pratiquement rien ne filtre,

au grand dam des quelques cen-

taines de journalistes, dont beau-

coup sont venus de l'étranger, qui

battent désespérément la semelle

Lors d'une conférence de presse

au terme de la première journée

de négociations, dimanche, la plu-

part des questions de la presse ont

par les deux délégations

Les délégations serbe et koso-

vare à la conférence de Rambouil-

let ont publié un communiqué

commun après l'attentat de Pris-

tina, qui a fait trois morts samedi

6 février : « Les trois négociateurs

bouillet annoncent que les deux délé—

gations participantes ont reçu avec

regret et indignation la nouvelle de

l'attentat à la bombe de Pristina, la

nuit dernière, qui a causé la mort de

civils innocents. Les deux délégations

participantes condamnent cet acte

dans les termes les plus forts et

demandent que les auteurs soient

arrètés et traduits en justice aussitôt

d'autres actes similaires, vise à faire

obstacie aux efforts engagés

aujourd'hui à Rambouillet où les

deux délégations participantes tra-

Kosovo ». – (AFP.)

litique pacificique au problème du

que possible. Cet acte làche, comme

rédiateurs) de la réunion de Ram-

dans les rues de Rambouillet.

L'attentat de Pristina

condamné

qu'il n'était pas question pour elles de s'asseoir à la même table que les « terrola réunion, qui ont visiblement pour consigne d'en dire aussi peu que possible : les discussions, affirmèrent-ils, s'étaient engagées de façon « constructive et sérieuse »; les deux délégations, serbe et albanaise, avaient condamné l'attentat

les représentants de l'Armée de libération

du Kosovo (UCK), en précisant toutefois

contre), ce qui était présenté comme un signe positif par le porte-parole américain; mais toutes les questions de fond ou presque furent écartées comme « hypothétiques » ou prématurées. Les délégués serbes et albanais du Kosovo sont logés à deux étages différents du château, dans des chambres équipées d'ordina-

commis la veille à Pristina (lire ci-

teurs qui leur permettent de travailier. Elles n'ont pas à ce stade de rencontre directe, les trois négociateurs (Christopher Hill pour les Etats-Unis, Wolfgang Petritsch pour l'Union européenne et Boris Majorski pour la Russie) effectuant des navettes entre les étages. Les délégués, jusque-là, se sont pliés à la règle du huis clos qui a pour but d'éviter que, de part et d'autre, les propagandes et polémiques extérieures s'emparent de chaque sujet de la négociation, la rendant encore plus difficile.

#### PRINCIPES DIRECTEURS

Serbes et Albanais ont entre les mains plusieurs documents élaborés par le Groupe de contact pour l'ex-Yougoslavie, qui rassemble les représentants des puissances médiatrices (Etats-Unis, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Russie). L'un de ces documents énonce un certain nombre de principes directeurs qui ne sont pas négociables, a précisé dimanche le porte-parole américain, Philip Reeker, puisque les deux parties étaient supposées y souscrire en

PLUS DE SON, plus d'images. été rejetées par les porte-parole de pas été publié. Il a seulement été confirmé qu'il prévoit un accord intérimaire pour trois ans définissant une « autonomie substantielle » pour le Kosovo. Autrement dit, ni statu quo ni non plus modification des frontières de la Fédé-

ration yougoslave par un accès du

Kosovo à l'indépendance.

avaient finalement laissé partir de Pristina ristes ». Après ce prélude tendu, la confé-

Trois autres textes, présentés comme des « annexes », portent sur l'organisation d'élections, sur la « Constitution » du Kosovo, et sur les pouvoirs d'un futur \* médiateur » qui serait désigné par la communauté internationale Bien qu'aucune précision n'ait là non plus été donnée, on pense au représentant civil qui avait été nommé pour superviser la mise en œuvre des aspects non militaires de l'accord de Dayton, incamant puis par des interventions des deux coprésidents de la conférence, le ministre français des affaires étrangères, Hubert l'édrine, et son homologue britannique, Robin Cook. Les négociations se sont enga-

la détermination de la communauté internationale à mettre un terme au conflit, le président de la République a une commune détermination à en quelque sorte la tutelle internationale sur la Bosnie. A ce stade, c'est le président

> le plus sur l'exercice de Rambouillet, lors de son discours introductif de samedi (lire ci-dessous). Après une nuit d'intenses pressions diplomatiques sur Belgrade de vendredi à samedi, exercées en particulier par le Quai d'Orsay, les autorités serbes avaient finalement laissé la délégation albanaise au complet (y compris donc les représentants du mouvement indépendantiste armé, l'UCK) décoller de Pristina pour Paris et la

conférence avait pu s'ouvrir à

Rambouillet avec quelques heures de retard. Devant Serbes et Alba-

nais, assis de part et d'autre d'une

des salles lambrissées du château,

français Jacques Chirac qui en a dit

campé l'enjeu de l'exercice. Rappelant en premier lieu qu'avant le problème institutionnel et géopolitique de l'avenir du Kosovo, c'est du « sort des femmes, des hommes et des enfants qui vivent sur cette terre » qu'il s'agit, il a réaffirmé le cadre imposé et non discutable: autonomie mais maintien des frontières. L'objectif est de faire la paix, mais «il ne s'agit pas de l'oubli », a-t-il ajouté en affirmant que les crimes commis devraient être jugés. Il a rappelé avec fermeté que la communauté interna-

tionale n'accepterait pas sans réa-

gir que la négociation tourne

court ; sans évoquer explicitement

l'idée d'un recours à la force, il l'a

sous-entendue, associant Euro-

péens, Américains et Russes dans

mettre un terme au cycle des violences qui « bafoue les principes essentiels de la dignité humaine » et « menace, de proche en proche, tout le sud-est de l'Europe ».

gées dimanche à huis clos, pas directement

mais au moyen de navettes effectuées par

les négociateurs internationaux entre les

deux délégations cloîtrées dans le château

« Un déploiement international accepté par tous nous paraît nécessaire pour garantir le silence des armes », a encore dit le président de la République, laissant ainsi entendre que l'envoi d'une force multinationale devait à ses yeux faire partie de l'accord que l'on recherche à Rambouillet, mais laissant entendre du même coup que cela n'est pas encore entré dans le tronc commun des principes déjà admis par tous et non négociables.

Claire Tréan

. ....

T- 40 100

----

电力车

### « Nous voulons la paix sur notre continent » déclare Jacques Chirac

VOICI les principaux extraits du discours aussi, que la justice passe et que les coupables prononcé par Jacques Chirac à l'ouverture de la « réunion de Rambouillet », samedi 6 février :

« Il est des moments, rares, où l'Histoire est dans la main de quelques hommes. Tel est le cas, aujourd'hui, pour vous qui prenez place à la table des négociations. C'est le sort du Kosovo, mais c'est surtout le sort des femmes, des

hommes et des enfants qui vivent sur cette terre dont vous allez déterminer le des-VERBATIM tin. Le cadre de cette négociation a été clairement défini par le Groupe de contact. Les principes d'une autonomie substantielle vont vous être présentés. Il vous appartient de les préciser et de leur donner corps pour qu'à l'intérieur des frontières existantes, tous les habi-

» Il ne s'agit pas de l'oubli. Nul ne peut oublier venant à Rambouillet. Ce texte n'a 🐪 le fils perdu ou le village détruit. Il foudro, là

leur personne et de leur droit (...) »

tants de la province, quelle que soit leur origine,

puissent vivre dans la paix et dans le respect de

soient fugés. La France, vous le savez, a connu les horreurs de la guerre. Elle a connu le visage de la barbarie. Mais elle a su panser des blessures que l'on croyait éternelles (...) Vous représentez des peuples qui appartiennent pleinement à l'Europe. Et c'est aussi pourquoi l'idée d'une guerre au Kosovo nous est insupportable (...) En vous appelant à faire cette pats, je vous invite à faire vôtres les valeurs de liberté, de démocratie et de tolérance qui constituent le fondement de l'Union européenne. C'est ainsi que vous reprendrez votre place dans la famille européenne (...) »

» La communauté internationale unanime s'est mobilisée. Son action n'est dirigée contre personne. Elle s'exerce au bénéfice de tous. Mais, sachez-le, la France, pas plus que ses partenaires européens, américain ou russe ne tolérera que persiste un conflit qui bafoue les principes essentiels, de la dignité humaine. Nous s'accepterans pas que ce cycle des violences menace, de proche en proche, la stabilité de tout le sud-est de l'Europe. Nous voulons la paix sur notre continent vous attend. » (...) Souteru par le Conseil de sécurité; et donc

par toute la communauté internationale, épaulé par tous les moyens mis à sa disposition, le Groupe de contact dispose de l'autorité nécessaire pour faire triompher le droit, la justice et la paix. Au-delà, il conviendra de prévoir le dispositif d'accompagnement indispensable à la mise en œuvre de cet accord (...) Un déploiement international accepté par tous nous paraît nécessaire pour garantir le silence des armes. (...)

» Aux représentants des deux parties, Serbes et Albanais du Kosovo, Je dis : la paix est entre vos mains. Je fais appel à votre sens des responsabilltés. Je fais appel à votre courage. Non pas le courage qui conduit à la guerre, à la vengeance et à un cycle sans fin de violences absurdes. Mais au vrai courage, plus grand et plus noble. Le courage d'accepter la négociation et de faire la paix (...)Soyez-en assurés : lorsque vous repartirez de Rambouillet, c'est une page de l'histoire de l' L'Europe qui aura été tournée, je vous exhorte à faire triompher les forces de la vie sur les forces ·de:la mort. Le monde vous regarde. Le monde

## Une force de paix de 30 000 hommes sous contrôle britannique

e. Dela

force de baix au Kosovo en cas d'un accord à Rambouillet, l'OTAN s'est inspirée d'un précédent : la mise sur pied, en 1995-1996, de l'IFOR (Implementation Force) en Bosnie, qui devait donner naissance à l'actuelle SFOR (Stabilization Force). A ceci près que, telle qu'elle est en cours de planification à Bruxelles, la force au Kosovo aura des effectifs moitié moindres que ceux de l'IFOR: 30 000 hommes au lieu de 60 000. Mais le schéma de la nouvelle force - v compris l'acceptation par les Etats-Unis que des GI au sol

o un command cain - est semblable à celui de l'IFOR, dont la tâche a été de controler et de désarmer les belli-

devrait être sous le contrôle du seul commandement de l'OTAN

composante pritannio pour l'IFOR, cela avait été le cas. Aujourd'hui, l'ARRC est commandé par le général britannique Sir Michael Jackson, qui n'est pas un novice : il a commandé la divi-La force de paix au Kosovo sion britannique de l'IFOR incluant d'autres unités (Néerlandais, Malais et Tchèques).

opérationnel en permanence, à savoir l'état-major du corps de Selon le déroulement de la réaction rapide (ARRC), qui conférence de Rambouillet, le dépend du commandant suprême général Clark doit soumettre son des forces alliées en Europe plan, cette semaine, au comité (Saceur) à Mons (Belgique), le militaire de l'OTAN. Cette force de général américain Wesley Clark. L'ARRC est un état-major, basé à paix sera organisée en cinq brigades de quelque 5 000 hommes chacune, dont l'une sera vraisemblablement maintenue en réserve en Macédoine. Soit de l'ordre INTERNATIONAL SCHOOL OF MANAGEMENT

> seront blindées ou motorisées. Cette prééminence britannique dans le commandement explique que le gouvernement de Tony Blair jusqu'à 8 000 hommes au Kosovo, au Kosovo nécessite de réunir des

d'une quinzaine de bataillons opé-

rationnels, chargés de tenir diffé-

rents secteurs à définir au Kosovo.

Trois de ces brigades d'infanterie

de notre envoyé spécial

sur la sécurité a été l'occasion pour

le nouveau gouvernement alle-

mand de réaffirmer la continuité de

sa politique de défense. Le chance-

lier Gerhard Schröder, les ministres

des affaires étrangères, Joschka

Fischer (Verts), et de la défense,

Rudolf Scharping, ont. tour à tour, Insisté sur la nécessité de maintenir

les liens transatlantiques et de ren-

forcer la capacité d'action de

l'Europe au sein de l'OTAN. Ce

double impératif a été particulière-

ment manifeste à propos du

Kosovo. La Conférence internatio-

nale sur la sécurité, qui se tient à

Munich le premier week-end de

février, coîncidait avec la réunion

de Rambouillet. Aussi l'attitude de

la communauté internationale

dans les Balkans a-t-elle été lon-

guement évoquée par les ministres

La 35 Conférence internationale

POUR BÂTIR son projet de puissent directement dépendre Rheindahlen (Allemagne), à forte c'est-à-dire le contingent national moyens d'observation relative- tional de l'ARRC sous contrôle brile plus nombreux aux côtés de troupes issues, en majorité, de six pays européens, notammentl'Allemagne (3 000 hommes), les Pays-Bas, la Belgique, l'Italie (qui aurait l'intention de revendiquer, avec 2 500 hommes, la surveillance de la frontière avec l'Albanie pour contrôler les flux migratoires vers la Péninsule). C'est un effort particulièrement important pour le

#### MISSION DE LIAISON

Rovaume-Uni.

Outre des moyens aériens en Italie et aéronavals en Adriatique, autour du porte-avions Enterprise, la contribution américaine - dans un scénario qui exclut un blocage de la situation par les Serbes ou par les Kosovars - pourrait s'élever jusqu'à 4000 hommes, soit pour constituer l'élément de base de la brigade d'intervention maintenue en réserve en Macédoine, soit pour remplir au sol des missions de renseignement, de communications et a étudié l'éventualité d'envoyer de logistique. En effet, l'opération

ment sophistiques, comme des avions espions américains U2, des appareils de surveillance américains Orion et français Atlantique. des avions de guerre électronique britanniques Canberra et français Gabriel, et des drones (avions sans pilote) allemands CL-289.

Pour ce qui est de la participation française, la planification prévoit de déployer une quarantaine d'aéronefs (avions et hélicoptères), depuis l'Italie et à bord du porteavions Foch en Adriatique, et de transformer en une brigade de quelque 5 000 hommes l'actuelle force d'extraction à pied d'œuvre, aujourd'hui, en Macédoine et chargée pour l'heure de la protection des vérificateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) au Kosovo. De même, la France a d'ores et déjà désigné des moyens de surveiller le trafic maritime en

Adriatique. L'intention de la France est d'avoir une part des responsabilités au sein de l'état-major interna-

tannique. Au ministère de la défense, à Paris, on affirme que la préparation de la force de paix au Rosovo se fait en totale concertation avec le Royaume-Uni. Mais l'affaire n'est pas aussi simple en réalité. L'ARRC est un commandement allié qui appartient à la chaîne hiérarchique intégrée de l'OTAN, d'où les Français sont absents. Pour remédier à cette situation, il semble qu'on s'oriente vers la solution adoptée pour l'IFOR en Bosnie, à savoir l'instauration d'une mission française de liaison auprès de l'ARRC. Ce qui est, observe un proche du ministre français de la défense, « une résinsertion praematique et en douceur » de la France dans les instances intégrées de l'OTAN à trois mois du cinquantième anniversaire de l'Organisation militaire à Washington, où les alliés discuteront d'un nouveau concept stratégique définissant les rapports Europe-Etats-

Jacques Isnard

49.00

10.3

Ing.

G.Z.

#### Membre et/ou accréditée ISM

ACBSP - ECBE - IACBE - WAUC

Pour cadres et dirigeants de 30 à 45 ans, diplômés de l'enseignement supérieur, le seul MBA accrédité USA Europe compatible avec votre vie professionnelle :

International Executive **Master of Business Administration** 

■ 520 h de formation intensive en management international :

diplôme ieMBA accrédité

10 séminaires mensuels à PARIS

Certificats en Management International

2 mois à NEW YORK et thèse

Corporate Finance International Marketing

120 heures à Paris ou New York

## MBA

Master of Business Administration in International Management

Programme intensif, avec stage intégré, de 12 mois dont 8 mois en FLORIDE : MBA accrédité.

International School of Management 148, rue de Grenelle, 75007 Paris Tél. : 01-45-51-09-09 - Fax : 01-45-51-09-08 nent gérés par international School of Man email: nfo@ism-mba-edu

La Conférence internationale sur la sécurité envisage l'intervention militaire

gères ainsi que par les responsables de l'OTAN. Deux questions ont dominé les débats : une éventuelle intervention militaire de l'OTAN au Kosovo et la légitimation par l'ONU d'une action de force. Sur le premier point, tous les responsables occidentaux sont d'accord pour dire que l'envoi de troupes internationales sera nécessaire pour garantir un accord sur le statut du Kosovo. Les principaux pays européens se sont montrés prêts à envoyer un contingent mais les Allemands insistent maintenant sur le caractère indispensable de la présence américaine.

de la défense et des affaires étran-

Il reste à convaincre Slobodan Milosevic d'accepter les troupes étrangères au Kosovo. Rambouillet ne sera un succès que si l'accord est garanti par la présence de forces internationales sur le terrain, a rap-

pelé à Munich Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN. La menace de frappes aériennes réactivée par l'OTAN est un des moyens envisagés pour amener les Serbes à accepter un accord. En revanche, le secrétaire américain à la défense, William Cohen, a été parfaitement clair: il n'est pas question d'envoyer des forces au Kosovo pour imposer la paix en l'absence d'un accord entre les Serbes et les Albanais, «Aucun membre de l'OTAN n'v est prêt », a-t-il dit. Pour les Américains, les frappes aériennes seraient actuellement la seule action envisageable en cas d'échec à Rambouillet.

On retrouve ici la question de la légitimité internationale d'une intervention, c'est-à-dire d'un mandat du Conseil de sécurité de l'ONU où les Russes (et les Chinois) ont un droit de veto. La possibilité de frappes aériennes a été décidée

par le Conseil atlantique et cette décision demeure. Pour l'envoi de troupes au Kosovo il faudrait, en principe, une résolution du Conseil de sécurité. En cas d'accord à Rambouillet, il serait sans doute possible d'obtenir l'acquiescement -voire la participation - des Russes. En revanche, si les Russes menaçaient d'utiliser leur droit de veto, un consensus paraît se dégager entre alliés sur le fait que l'OTAN peut agir sans mandat de l'ONU dans des circonstances exceptionnelles « pour éviter des catastrophes humanitaires », a souligné Joschka Fischer. Cette prise de position constitue une évolution 🧶 significative de la coalition au pouvoir à Bonn, alors que les Verts sont traditionnellement réservés face à toute intervention militaire avec, et a fortiori sans, mandat de l'ONU.

Daniel Vernet

Bullion Co. Act of the المنافقة الأراب 製御内が 1 m

**期间的 "**" ---

Charles to hard to 2.2/527 Miles n. 無地 (All 1971) 12 11 11 Fa Highwa remains in motions

Express promotions \$1 100 per -

1 **美術** 表现行标准 Minister was WATER TOWN 

Marine Committee PARTY WAS THE

## L'Ethiopie accuse l'Erythrée de bombarder des civils

ASMARA. L'armée éthiopienne a lancé, lundi 8 février, de nouvelles attaques soutenues par des hélicoptères d'assaut et des avions de chasse à la frontière entre l'Ethiopie et l'Erythrée, a affirmé le ministère érythréen des affaires étrangères. De leur côté, les autorités éthiopiennes ont accusé, dimanche, leur adversaire d'avoir bombardé des populations civiles. Deux jours après la reprise des hostilités entre les deux Etats de la Come de l'Afrique, le secrétaire général du Conseil de sécurité de l'ONU, Kofi Annan, les a appelés à cesser immédiatement les hostilités et à œuvrer en faveur d'un règlement politique de leur conflit frontalier.

Les deux pays - l'Erythrée est devenue indépendante de l'Ethiopie après un référendum pacifique en 1993 - se sont retournés l'un contre l'autre en mai 1998. Motif invoqué : les frontières contestées, tracées par l'ancienne puissance colonisatrice, l'Italie. Le triangle de Badmé, enjeu des combats de samedi, est un territoire rocailleux d'une superficie de 390 km² situé à l'extrémité Ouest de la frontière. L'Erythrée l'avait occupé durant le bref conflit armé de mai et juin 1998. Les combats avaient cessé à la mi-juin, les deux parties s'engageant à respecter une trêve négociée sous l'égide des Etats-Unis. - (Reuters.)

### Pas de nouveaux pays invités à adhérer à l'OTAN en avril

MUNICH. Le chancelier aliemand Gerhard Schröder a exclu, samedi 6 février, lors d'un forum sur la défense à Munich, que l'OTAN lance en avril, lors de son prochain sommet, de nouvelles invitations à adhérer à des pays d'Europe de l'Est. C'est la première fois qu'un dirigeant d'un pays membre de l'Alliance atlantique indique explicitement que l'OTAN n'engagera de négociations avec aucun autre pays de l'Est après l'adhésion, prévue dans les prochaines semaines, de la Pologne, la République tchèque et la Hongrie. Neuf autres pays postulent à l'intégration : Slovénie, Roumanie, Bulgarie, Slovaquie, Lituanie, Let-

tonie, Estonie, Macédoine et Albanie. En juillet 1997, lors du dernier sommet de l'OTAN, il avait été annoncé que les candidatures de cinq pays - Roumanie, Slovénie et les trois Etats baltes - feraient l'objet d'un examen en avril 1999. La Russie et la Chine ont réitéré, dimanche, par le biais de leurs représentants au forum de Munich, leur opposition à l'élargissement du bloc militaire. Le ministre roumain de la défense, Victor Babuic, a pour sa part estimé que la politique de « la porte ouverte » de l'OTAN risquait de perdre toute crédibilité si l'Alliance ne choisit pas de nouveaux membres. - (AFP. Reuters.)

■ SUISSE : les électeurs ont approuvé, dimanche 7 février, par près de 75 % des votes, une révision constitutionnelle assouplissant les conditions d'éligibilité au gouvernement helvétique. Alors que depuis cent cinquante ans les sept membres du conseil fédéral étaient obligatoirement choisis dans sept cantons différents, le Parlement pourra dorénavant élire plus d'un représentant par canton, mais il devra veillet à assurer « une représentation équitable des diverses régions et communautés linguistiques au gouvernement ». L'entrée en vigueur de cette nouvelle disposition pourrait intervenir dès l'élection, le

■ MACÉDOINE : les maires albanais des villes de Tetovo et Gostivar, Ajladin Demiri et Rufi Osmani, condamnés en 1997 à plusieurs années de prison pour avoir hissé des drapeaux albanais sur leur mairie, ont été libérés, samedi 6 février, en vertu d'une loi votée jeudi par le Parlement issu des élections de novembre 1998. Cette amnistie permettra à quelque 900 prisonniers d'être libérés avant terme ou de bénéficier de réduction de peine. - (AFP.)

■ NIGERIA : le groupe pétroller anglo-néerlandais a proposé d'investir 8,5 milliards de dollars (7,5 milliards d'euros) sur cinq ans pour revitaliser son secteur pétrolier, selon le Financial Times du lundi 8 février. Shell, qui produit environ la moitié du brut du pays (près de 2 millions de barils par jour), est en discussion avec le gouvernement nigérian et d'autres compagnies pétrolières sur ce projet. - (AFR)

■ ARABIE SAOUDITE : contre toute attente, les Saoudiens ont exclu, samedi 6 février, une participation étrangère à la production pétrollère nationale. Ils ont limité les investissements étrangers à l'exploitation industrielle des réserves de gaz. Les compagnies américaines avaient cru que l'invitation du secrétaire d'Etat à l'énergie, Bill Richardson, à Riyad marquait un tournant dans la politique

ASIE ■ INDONÉSIE: Djakarta a accepté, dimanche 7 février, le principe d'une consultation organisée par les Nations unies pour évaluer le soutien aux propositions sur l'autonomie du Timor-Oriental, tout en continuant à s'opposer à la qualifier de référendum. Le ministre des affaires étrangères indonésien, Ali Alatas, a déclaré aux journalistes qu'il était d'accord avec son homologue portugais, Jaime Gama, sur le principe de consulter les Timorais. Ali Alatas espère que l'accord finai sera trouvé pour la fin avril, sur la base des propositions d'autonomie énoncées par les Nations unies. Il a insisté sur le fait que la « seconde option » indonésienne prévoyant l'indépendance du Timor serait proposée après que les Timorais se soient prononcés sur le plan

■ CORÉE-DU-SUD : Le révérend Moon, chef de l'Eglise de l'Unification, a célébré 40 000 mariages, dimanche 7 février, au stade olympique de Séoul, lors d'une cérémonie à laquelle assistaient quelque 120 000 fidèles. Parmi les couples, 28 000 étaient déjà mariés et les 12 000 autres, originaires de 193 pays, faisaient l'objet de mariages arrangés par la secte et ne se connaissaient que depuis quelques heures ou quelques jours. Cette cérémonie est la cinquième de ce type à se

tenir dans le monde. - (AFP) ■ CHINE : le dissident Sun Weibang, condamné à douze ans de « rééducation par le travail » pour avoir participé aux manifestations de Tiananmen en 1989, a été libéré après dix ans de détention, a annoncé, dimanche 7 février, le Centre d'information sur le mouvement démocratique et les droits de l'homme en Chine. Sun Weibang a pu regagner son domicile, vendredi 5 février, à Qingdao, dans le nord de

la Chine, précise l'organisation, basée à Hong Kong. - (Reuters.) ■ TCHÉTCHÉNIE : l'ancien chef de guerre Chamil Bassaiev a dissous, dimanche soir 7 février, son mouvement politique afin de respecter la charia (la loi islamique) et a appelé les autres partis de la République russe indépendantiste à suivre son exemple, a rapporté, lundi, l'agence Itar-Tass. Selon M. Bassalev, dans un Etat islamique, il ne doit pas y avoir d'organisations qui divisent les musulmans en groupes distincts. L'ancien chef de guerre a donc appelé, dimanche, à la télévision les autres mouvements politiques tchétchènes à suivre

son exemple. - (AFP.) ■ AFGHANISTAN: le commandement des talibans s'apprête à discuter de la demande des Etats-Unis d'expulser ou de leur remettre Oussama Ben Laden, suspecté d'avoir organisé deux attentats antiaméricains meurtriers, a déclaré, samedi 6 février, un porte-parole des « étudiants en religion ». ~ (AFP.)

## La droite allemande gagne les élections en Hesse en s'opposant à la double nationalité

Le scrutin de dimanche constitue un revers considérable pour la coalition SPD-Verts

Les principaux responsables de la défaite de la gauche allemande sont les Verts, qui perdent plus du tiers de leur électorat. Le chancelier Gerpris de la majorité au Bundesrat, ce du va limiter son action. Les chrétiens-démodu code de la nationalité. Leur positionnement à droite a payé.

BONN

de notre correspondant

manche 7 février, une cuisante dé-

faite en Hesse, la région de Franc-

fort. Le Parti social-démocrate

(SPD) et les Verts, qui dirigeaient

ensemble la région depuis 1991,

perdent la majorité, qui revient à

Union chrétienne-démocrate

(CDU) et à son allié libéral. Ce

dernier retourne de justesse au

Parlement avec 5,1 % des voix

(7,4% lors du dernier scrutin de

Par rapport à 1995, la CDU pro-

gresse de 4,2 points, recueillant

43,4 % des suffrages. Le SPD

gagne 1,4 % à 39,4 %, mais ses al-liés Verts perdent plus du tiers de

La gauche allemande a subi, di-

アアフ

7,4 % des suffrages. La droite aura lemagne. Elle a recueilli dans de ceux qui votaient pour la pre-56 sièges au Parlement régional, la gauche 54.

Emmenée par un jeune loup de quarante ans, Roland Koch, un avocat qui se situe à l'aile droite du parti, la CDU a transformé le scrutin en un référendum contre la réforme du code de la nationalité projetée par le gouvernement Schröder. Celle-ci prévoit notamment d'accorder la nationalité allemande aux étrangers vivant en Allemagne au bout de huit ans, sans leur demander de renoncer à leur nationalité d'origine. La CDU a lancé une vaste pétition contre cette mesure, qui ouvrirait la voie à la naturalisation rapide de plus de 4 millions d'étrangers, sur un leur électorat, passant de 11,2 % à total de 7,3 millions vivant en Al-

toute l'Allemagne un million de signatures, dont plus de la moitié en

La CDU a touché une corde sensible de la population: plus des deux tiers des Allemands rejettent le double passeport, y compris plus d'un tiers de l'électorat SPD. Pendant la campagne, de nombreux observateurs craignaient que la CDU ne se coupe du centre en menant cette campagne qualifiée de xénophobe par la gauche. C'est finalement le contraire qui s'est passé : la CDU a attiré des électeurs du SPD qui ne se maintient que parce qu'il a pris des électeurs aux Verts. La CDU fait une percée remarquée auprès des jeunes, recueillant 43 % des voix

mière fois.

La victoire de la CDU, que l'on disait très affaiblie pour des années, sauve Wolfgang Schäuble, successeur de Helmut Kohl à la tête du parti, dont la stratégie droitière aurait été violemment remise en cause par une défaite. Mais le véritable gagnant du scrutin est sans doute le ministre-président de Bavière et président de l'Union chrétienne-sociale (CSU), Edmund Stoiber, dont les idées musclées semblent s'imposer à toute la droite.

Les grands perdants du scrutin sont les Verts, qui perdent de plus du tiers de leur électorat dans la région d'origine du ministre des affaires étrangères Joschka Fischer. Les Verts de Hesse ont été impliqués dans des mini-scandales de corruption et ont eu trois ministres de l'environnement pendant la législature. Ce parti, qui avait été le premier à participer à un gouvernement régional en 1985, a du mal à vieillir : il n'a recueilli que 9 % des voix auprès des électeurs de moins de vingt-cina ans, contre 20 % lors du scrutin précédent.Les militants ont sans doute été déçus de voir que leur arrivée au pouvoir à Bonn n'entraînait pas de sortie rapide du nucléaire et que l'Allemagne pourrait participer à une intervention au Kosovo. Paradoxalement, les militants Verts estiment ne pas imposer suffisamment leurs vues à Bonn, mais ce sont les projets qui leurs sont chers, comme la réforme du code de la nationalité et la sortie du nucléaire, qui ont offert la victoire à la droite.

#### La perte de la majorité au Bundesrat risque de paralyser les réformes du chancelier Schröder BONN En votant Schröder, les électeurs celui de la défense de l'école privée

de notre correspondant L'avertissement est sévère pour le gouvernement du chancelier Gerhard Schröder. Cent jours après son

#### ANALYSE.

Les électeurs allemands ont installé une sorte de « cohabitation à la française »

arrivée au pouvoir, la gauche allemande perd son bastion de Hesse au profit d'une droite que l'on crovait monbonde pour des années. . : turque. On ne peut pas encore par Ce résultat surprise ôte au gouvernement ses demières illusions : vilipendé depuis des semaines par la presse allemande et la classe politique bonnoise, et pas seulement par l'opposition, il affirmait, au regard des sondages, jouir du soutien de la population. Même si le chancelier Schröder continue d'être populaire, la défaite en Hesse bat en brèche cette certitude. Car les enseignements essentiels du scrutin sont à tirer au niveau national. Les électeurs ont clairement sanctionné le projet gouvernemental de réforme du code de la nationalité et la gestion chaotique du gouvernement depuis son arrivée au pouvoir, en particulier dans le domaine nu-

En renvoyant leur gouvernement régional, les électeurs de Hesse ont aussi fait perdre à la gauche la majorité absolue qu'elle détenait au Bundesrat, la chambre haute qui représente les Länder. Pour réformer l'Allemagne, le gouvernement Schröder va donc devoir s'entendre avec l'opposition. Ce sera le cas d'abord en ce qui concerne le code de la nationalité ; ce sera le cas aussi en matière économique. Les projets de M. Lafontaine, qui doit déjà tenir compte des groupes de pression allemands (entreprises, agriculteurs, automobilistes) et qui doit réviser son budget depuis qu'un arrêt explosif de la Cour constitutionnelle de Karsruhe a ordonné, à la mi-janvier, une forte baisse de l'impôt des familles, seront difficiles à mettre en

#### CONSENSUS FORCE

La gauche risque de se retrouver dans la même situation qu'Helmut Robi lors de sa dernière législature, incapable d'imposer sa « grande réforme fiscale », bloquée par la gauche qui dominait alors le Bundesrat. Les électeurs allemands ont installé une sorte de « cohabitation à la française ». Le partage des pouvoirs va forcer les différentes forces de la société à résoudre les problèmes dans le consensus. Dans les faits, le basculement du Bundesrat risque d'entraîner un ralentissement voire une paralysie à Bonn, dans un pays qui refuse obstinément les réformes. Au cours de sa dernière législature, Helmut Kohl n'est pas parvenu à moderniser l'État social, en raison de l'opposition de la population, alors que le chômage s'envolait. Les quelques réformes qu'il avait imposées lui ont coûté la victoire, la population ayant un sentiment d'injustice sociale.

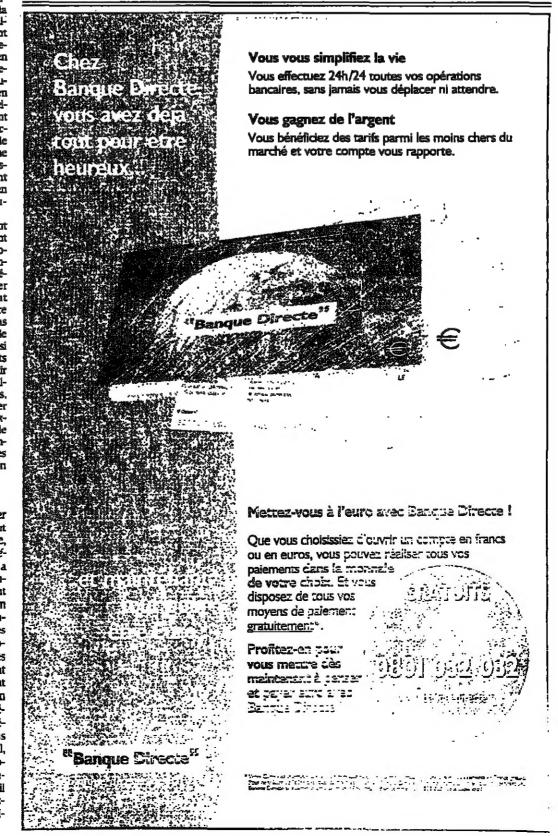
avaient demandé un retour en arrière. Le chancelier a tenu promesse, ses principales décisions avant été... d'annuler les réformes de Helmut Kohl sur les retraites, les licenciements dans les PME, le remboursement des médicaments et des congés maladie, etc. Mais les réformes de fond de l'Etat social et des retraites n'ont pas commencé, alors que le chômage frappe 4,1 millions de personnes. La réforme du code de la nationalité était le grand projet de société,

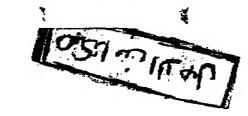
résolument moderne, de la gauche, visant à intégrer la communauté let d'un phénomène comparable à

en France en 1984, mais le gouvernement Schröder va devoir trouver le moyen de régler le dossier dans le consensus. Le ministre-président de Basse-Saxe, Gerhard Glogowski (SPD), a appelé à ouvrir des discussions avec la CDU, proposant d'accorder aux enfants d'étrangers nés en Allemagne la double nationalité jusqu'à 23 ans. La réforme du code de la nationalité n'est pas morte, assure le SPD, mais le scrutin d'hier vient de le rappeler : la population allemande reste frileuse devant le changement, l'Allemagne très difficile à moderniser.

Arnaud Leparmentier

A. Le.





## FRANCE-SOCIÉTÉ

COUR DE JUSTICE Mardi 9 février, à 10 heures, débutera le procès de Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé, poursuivis pour avoir commis des « imprudences »,

des « fautes d'inattention et de négligence » et des « manquements aux obligations de prudence et de sécurité » dans la façon dont ils ont gére, en 1985, la lutte contre la pro-

DEE par Christian Le Gunehec, la Cour de justice de la République (CIR) comprend douze juges parlementaires et deux magistrats professionnels. ● TROIS DOSSIERS seront au cœur des débats : l'absence de sélection chez les donneurs de sang ; les retards dans la mise en œuvre du dépistage systématique;

la Norvège (en mai), l'Autriche et Diagnostics Pasteur. Selon la

commission, les responsables de la

santé publique auraient sciemment

les retards dans la mise en œuvre des processus d'inactivation du virus du sida par le chauffage des pro-duits anti-hémophiliques. (Lire aussi pages 7 et 8, 13 à 15.)

## Le procès des ministres dans l'affaire du sang contaminé

Sous la présidence de Christian Le Gunehec, douze juges parlementaires et deux magistrats professionnels vont juger, à partir du 9 février, Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé, poursuivis pour « homicides involontaires » dans le dossier du sang contaminé

POUR la première fois depuis l'avènement de la Cinquième République en 1958, trois anciens mi nistres, dont un ancien premier ministre, vont devoir répondre devant la justice, en vertu de la Constitution, d'actes qui sont susceptibles de constituer des délits et ayant été commis dans l'exercice de leurs fonctions. Pour la première fois, ces membres de gouvernement ne sont pas poursuivis pour des actes intentionnels, tels que pouvaient l'être et d'entente avec l'ennemi, mais pour des «imprudences», des fautes d'inattention et de négligence », des « manquements aux obligations de prudence et de sécurite' . qui ont involontairement entrainé la mort de certains de leurs administrés ou de lourdes incapacités physiques.

Pour la première fois enfin, ces responsables ne seront pas jugés sous le coup d'une accusation soutenue par le représentant institutionnel de la société qu'est le parquet, mais à la suite de l'action engagée par des victimes ou familles de victimes et par la seule volonté des trois magistrats de la Cour de cassation qui ont instruit le dossier pendant quatre ans.

Ainsi s'expose, près de quinze ans après les faits, le procès d'exceptions, hors du droit commun, qui s'ouvre, mardi 9 février, devant la Cour de justice de la République, institution hybride, mi-judiciaire, mi-politique, créée en 1993 et qui verra comparaître sur le banc des prévenus: Laurent Fabius, ancien premier ministre et actuel président de l'Assemblée nationale, Georgina Dufoix, ancienne ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat à la santé.

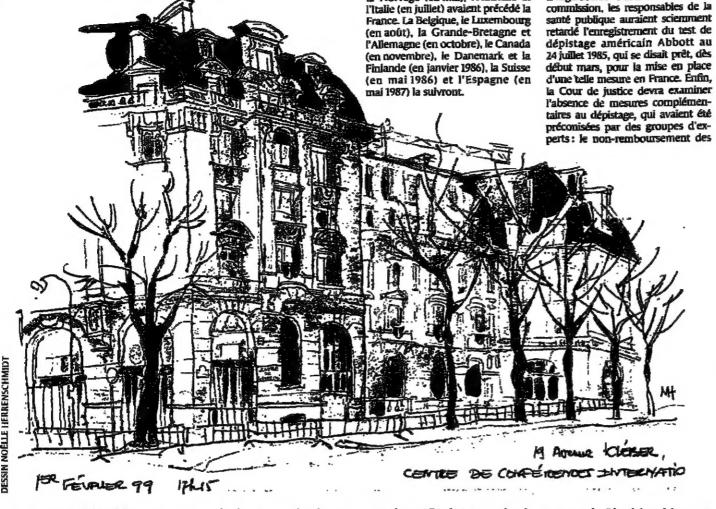
Trois semaines de débats et plu-

#### Un procés prévu pour durer trois semaines

Le procès de la Cour de justice de la République s'ouvrira le 9 février et devrait durer trois semaines, à raison de quatre iours d'audience du mardi au vendredi. Il se tiendra dans les locaux du Centre de conférences internationales, avenue Riéber. dans le XVI arrondissement de Paris. La CJR, qui ne dispose pas encore de sa propre salle d'audience, a dépensé près de deux millions de francs (304 900 euros) pour la location imputables aux trois ministres. et les travaux de la salle d'audience.

A une vaste salle à lambris dorés a été préférée une salle plus petite de 140 places, qui sera complétée par une autre, dans laquelle une partie du public pourra suivre les débats retransmis en direct. Les audiences ne seront pas enregistrées et les photographes ne seront pas admis au sein du prétoire. Plus de 120 journalistes de toutes nationalités couvriront le

sieurs jours de délibéré devront permettre de répondre à ces seules questions: Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé ont-ils, par imprudence, involontairement causé la mort de Paul Pérard, septuagénaire contaminé en mai 1985 par le virus du sida à la suite d'une opération à cœur ouvert et de Charles-Edouard Pernot-Cochin. un bébé contaminé à la même date par une exsanguino-transfusion pratiquée à sa naissance? Ont-ils involontairement, en août 1985, atteint à l'intégrité physique d'Yves Aupic, quarante ans, contaminé à la suite d'une intervention chirurgicale, et de Sylvie Rouy (lire page 8), accouchement? Edmond Hervé, seul cette fois, a-t-il involontairement causé la mort de Pierre Rous-



tan, sexagénaire hémophile, contaminé par des dérivés sanguins non chauffes entre avril et septembre 1985, et de Hanattah Malik, alors àgée de vingt-huit ans, contaminée, en avril 1985, lors d'une opération du cœur ? Enfin, les trois ministres ont-ils involontairement causé la mort de Sarab, l'enfant de cette jeune femme, contaminée trois ans plus tard au stade materno-fœtal et décédée à l'âge de deux

Au-delà de la stricte saisine de la Cour de justice, limitée à ces sept plaintes (après étude parmi vingtdeux), c'est toute l'affaire du sang contaminé, et son ombre chiffrée - les 4 400 cas de transfusés et hémophiles concernés, dont plus de la moitié à ce jour ont développé la maladie et 40 % sont décédés -, qui sera soumise à l'examen de la juridiction. Au travers de ces sept dossiers individuels, seront pointées les trois « fautes », relevées par la commission d'instruction dans son arrêt de juillet 1998, diversement

1. L'absence de sélection chez les donneurs de sang. Ce volet de l'affaire a signé, s'agissant des contaminations posttransfusionnelles, la « sinistre exception francaise »: expression des magistrats de la commission d'instruction. Car si le taux de contamination des hémophiles est du même ordre de grandeur en France que dans les principaux pays occidentaux, celui des transfusés est infiniment plus important (quatre fois l'Italie, cinq fois l'Espagne, six fois l'Allemagne et treize fois le Royaume-Uni).

Cette « sinistre exception » a tésulté notamment de la mauvaise application, voire de l'inapplication, par les centres de transfusion sanguine (CTS), d'une circulaire de la direction générale de la santé (DGS) datée du 20 juin 1983 qui préconisait d'écarter « les donneurs à risque ». Or celle-ci n'a pas empêché, entre autres, les collectes de rue ou dans les prisons, responsables, en 1985, de près de 40 % des contaminations des lots sanguins servant à la transfusion.

La question posée à la Cour de justice est donc de savoir si, comme l'a estimé la commission d'instruction, qui n'a relevé sur ce chapitre que la seule responsabilité d'Edmond Hervé, l'ancien secrétaire d'Etat à la santé a « failli à sa mission » en faisant preuve de « négligence », « en ne tirant pas (pendant plus d'un an) les conséauences de

matière de prévention du sido, », et

œuvre du dépistage systéma-

Annoncé le 19 juin 1985 à l'Assemblée nationale par Laurent Favirus du sida chez les donneurs de le août suivant, par un arrêté mi-

résultent du fait que, attachés à une stricte chronologie des prises de décision françaises, les magistrats de la commission d'instruction ont relevé ce qu'ils ont appelé « des retaràs fautifs, découlant du primat de l'économique sur le sanitaire ». Tous bius, le dépistage systématique du concernés, MM. Fabius et Hervé, M= Dufoix, sont soupçonnés sang a été rendu obligatoire au d'avoir bloqué « pendant plusieurs mois » le dépistage systématique nistériel daté du 23 juillet. Les « pour des raisons commerciales », Etats-Unis (en mars), les Pays-Bas, afin de favoriser la firme française

Les éventuelles fautes soumises à tests par la Sécurité sociale ayant l'apgréciation de la Cour de justice, provoqué, selon la commission d'instruction, « un offlux de personnes à risque vers les établissements 1 ª août, du fait de la non-création de centres de dépistage anonymes et gratuits. Et l'absence d'enquêtes transfusionnelles qui auraient per-mis de rappeler les personnes transfusées entre le 1º janvier 1980 et le du chauffage des produits antihé-31 décembre 1985, afin de leur proposer un test et d'éviter la propagation de l'épidémie. La mesure ne sera décidée qu'en mars 1993.

3. Les retards dans l'inactivation du virus du sida par le chauffage des produits antihémophiliques.

Par un arrêté daté du 23 juillet 1985, les pouvoirs publics ont instauré de fait une période transitoire pendant laquelle, jusqu'au 1º octobre, les centres de transfusion sanguine pouvaient commercialiser, aux côtés de produits antihémophiliques chauffés, des dérivés non chauffés. Or des études transmises à la direction générale de la santé, des le premier trimestre de 1985, démontralent qu'ils étaient tous contaminés. Sur ce point, la Cour de justice devra ré-

#### « Des retards fautifs, découlant du primat de l'économique sur le sanitaire »

pondre à la commission d'instruction en ce qu'elle a estimé que, « après la publication (de l'arrêté de juillet] qui portait en lui-même des effets néfastes pour la santé publique », «l'inaction » tant d'Edmond Hervé et de Georgina Dufoix était « susceptible de caractériser des fautes d'imprudence et de négligence » en relation avec les conta-

Sur tous ces points, la défense demandera la relaxe des prévenus. Ainsi, les avocats de Laurent Fabius devraient plaider que le gouvernement d'ajors avait agi « dans des délais conformes, sinon meilleurs, que ce qui a été fait dans d'autres pays . Ils pourraient soutenir également que la firme américaine Abbott pratiquait du « bluff commercial ». Les conseils de Georgina mophiliques demeuralt du domaine des experts.

Jean-Michel Dumay

#### Deux magistrats professionnels, douze députés et sénateurs en robe de juge



CHALLE Magistrat



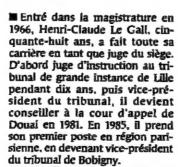
Bernard Challe s'était alors trouvé au cœur d'une polémique après que le SCPC eut été saisi par des élus socialistes, en juillet 1995, du cas de l'attribution au fils d'Alain Juppé d'un appartement de la Ville de Paris. Le SCPC avait répondu que les circonstances du délit d'ingérence « pourraient être réunies ». Quelques jours auparavant, l'ancien garde des sceaux, Jacques Toubon, avait annoncé la démission de M. Challe, immédiatement démentie par l'intéressé.

En janvier 1996, il a été nommé conseiller à la Cour de cassation avant d'être élu, par ses pairs, juge titulaire à la Cour de justice de la

Sa juge suppléante est Fran-



LE GALL Magistrat



En 1992, il passe à la cour d'appel de Paris, où il exercera les fonctions de président de chambre d'accusation. En 1995, il est nommé conseiller à la Cour de cassation, avant d'être élu par ses pairs juge titulaire de la Cour de justice de la République, en 1997.

Son juge suppléant est Bernard



■ Médecin généraliste, Jean-Paul Bacquet, cinquante ans, député du Puy-de-Dôme, ne cache pas qu'il a suivi avec passion, « comme tous les médecins », dit-il, l'affaire du sang contaminé. La remise en cause du savoir scientifique, la difficulté à répondre à la douleur des victimes, la concertation complexe entre médecins et politiques a souvent été au centre des réflexions qu'il a exprimées devant

ses amis socialistes. Volontiers modéré, apprécié par la droite autant que par la gauche, ce partisan de Laurent Fabius, au sein du PS, fait figure d'élément conciliateur dans les débats qu'ont pu avoir entre eux les juges parle-

Suppléant: Alain Barrau

(député PS, Hérault) Militant socialiste depuis le congrès d'Epinay, fabiusien, Alain Barrau, cinquante-deux ans, député de l'Hérault, ancien maire de Béziers, s'est spécialisé sur les questions européennes. Il avait suivi avec attention, cependant, le procès Garretta.

Il a toujours affiché le souci que ce nouveau procès « ne sombre pas dans l'irrationnel ». De son rôle de juge parlementaire, il dit seulement: « Ce sera un test sur la nature humaine de l'homme poli-



CAZENEUVE Député PS

...

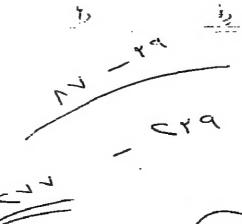
...

10

■ Quelques années passées au sein des cabinets ministériels, au début de sa carrière, ont pu familiariser Bernard Cazeneuve, trente-cinq ans, député de la Manche, avec le processus de décision administratif et politique dont il sera forcément question au cours du procès. Par la suite, il a opté pour une carrière politique, au sein du Mouvement des radicaux de gauche, puis au Parti socialiste, et fait partie des jeunes entrés à l'Assemblée nationale en 1997. Il s'est fait remarquer comme rapporteur de la mission d'information sur le Rwanda. Il est coprésident du Cercle Micromégas, qui réunit des membres de cabinets ministériels et d'entreprises privées proches de M. Fabius.

 Suppléante : Laurence Dumont (députée PS, Calvados)

Mathématicienne de formation, àgée de quarante ans, Laurence Dumont, députée du Calvados, est l'une des deux femmes élues parmi les juges parlementaires. Elle fait partie, elle aussi, des députés entrés à l'Assemblée nationale pour la première fois en 1997. Mitterrandiste, proche de Louis Mermaz, elle est membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.





La Cour de instice de la

pour la première tois so

. . .

All to Sullage An Arige الموسود أوأشات we will now 1000 and which is

> · Constant ب روينسون 3.1 · 11·16人20 State of the last WHEN TO THE

---100 No. 15 ---A 87 480 ---1 ... · 1 A STEEL CONTRACTOR AND ACT TO 1 3 miles

MARKET. A . 11 Mar. 12 40 15 A. S. straiter Torr

LE PROCÈS DU SANG CONTAMINÉ

Un risque de « contre-procès » du fait d'un déséquilibre inhabituel en droit pénal

Pour la première fois, la Cour de justice de la République va avoir à juger trois anciens ministres.

Plusieurs particularités vont accroître le caracties de la République en faveur de Me Dufoix et Hervé. Le fait aussi que dix-sept témoins sont mis en examen dans le volet non ministériel du dossier.

POUR la première fois depuis le début de la Ve République, trois anciens ministres s'apprêtent à répondre d'une infraction pénale pour des faits qu'ils ont commis dans l'exercice de leurs fonctions. Ils seront jugés par la Cour de justice de la République (CJR), une juridiction ad hoc, à caractère politique et judiciaire, qui siégera pour la première fois. Créé en 1993, la CJR est composée de douze parlementaires (six sénateurs et six députés) et de trois magistrats professionnels: elle est le fruit d'un compromis entre la nécessité de définir la responsabilité pénale des ministres et la volonté des politiques de garder une certaine

contaminé

maîtrise de ce processus. • Création : la CJR a été créée 27 juillet 1993, qui dispose que « les membres du gouvernement sont pénalement responsables des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions et qualifiés de crimes ou délits au moment où ils ont été commis ». Il s'agissait, en pleine affaire du sang contaminé, de clore la polémique née de la tentative infructeuse des parlementaires de mettre en accusation les trois anciens ministres socialistes

responsabilité des ministres, les parlementaires adoptent, dans l'urgence, une révision de la Constitution qui, en créant la CJR, met un terme à « l'infamie » que constituait la Haute Cour.

Organisation: la CJR peut être saisie par « toute personne qui se prétend lésée par un crime ou un délit commis par un membre du gouvernement dans l'exercice de ses fonctions ». Il suffit de déposer une plainte qui sera examinée par une commission de requêtes chargée de faire le filtre des dossiers qui hi

Composée de trois conseillers à la Cour de cassation, deux conseillers d'Etat et deux conseillers à la Cour des comptes, la commission des requêtes ordonne le classepar la loi constitutionnelle du . ment de la plainte ou sa transmission au procureur général de la CIR aux fins de saisine de la commission d'instruction. Ses décisions ne sont pas susceptibles

Jugée recevable, la plainte est instruite par la commission d'instruction de la CJR, composée de trois conseillers de la Cour de cassation. Quand l'instruction est terminée, elle renvoie le dossier au procureur général près la CJR, qui prend ses réquisitions. La commission d'instruction décide alors s'il réformer le système de mise en y a lieu ou non de renvoyer les robe noire des magistrats pour les

ministres devant la formation de jugement de la CIR. Dans l'affaire du sang contaminé, la commission d'instruction, qui instruisait jusqu'alors pour « empoisonne-ment », a décidé, le 17 juillet 1998, de renvoyer Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé pour «homicides involontaires et atteintes involontaires à l'intégrité des personnes ».

• Ponctionnement: la CJR, qui siégera pour la première fois depuis sa création, doit tout inventer. Ses contours et ses attributions out été définis par une loi organique du 23 novembre 1993, mais le texte est resté silencieux sur nombre de détails, qui se revèlent cruciaux dans l'organisation du procès.

La procédure suivie lors des débats est celle des procès correctionnels, ce qui confère moins de pouvoir au président de la CJR, Christian Le Gunehec, que dans une procédure criminelle. La question de la motivation ou non du jugement a longtemps fait débat : les juges de la CJR ont décidé, à l'issue d'une ultime réunion, de motiver le jugement qu'ils rendront (Le Monde du 4 février).

Les quinze juges de la Cour ont aussi décidé de leur tenne vestimentaire (ils porteront tous la procès correctionnels) et de leur rémunération éventuelle (les

magistrats professionnels recoi-

vent une prime, mais les juges par-

lementaires ont refusé d'être rémunérés au-delà de leur indem-

nisation d'élus). Il a aussi été convenu que les juges parlementaires ne poseraient pas directement de questions aux témoins et aux prévenus. Ce sera, sauf exception, au président Le Gunehec de formuler les questions en leur nom.

• Les particularités du procès du sang contaminé: plusieurs inconnues demeurent à l'ouverture du procès, liées, pour partie, à la nature du dossier. En premier lien, le statut de la CJR interdit aux victimes de se porter partie civile au procès, dérogeant en cela aux principes fondamentaux de la justice pénale. Hormis les familles de victimes dont les plaintes ont été retenues, et qui seront entendues à titre de témoins par la Cour, les victimes n'auront pas l'occasion de faire valoir leur point de vue. Un « contre-procès » devrait donc logiquement s'organiser en marge de l'audience, les associations de victimes étant bien déterminées à se faire entendre.

La deuxième particularité de ce procès est le statut de l'accusation. Le ministère public, représenté par le procureur général près la Cour de justice, Jean-François Burgelin, assisté de l'avocat général Roger Lucas, a requis, par deux fois au cours de l'instruction, un non-lieu contre les trois anciens ministres socialistes. Sans partie civile et sans accusation formelle, le procès inhabituel en droit pénal.

La troisième inconnue réside dans l'aftitude des personnes appelées à témoigner devant la CJR, dont une partie est mise en examen dans le volet non ministériel du sang contaminé (voir ci-contre). Certains témoins importants ont annoncé leur intention de ne pas déposer devant la CJR, considérant que leurs mises en examen, qui devraient déboucher sur leur renvoi devant une juridiction, entrent en contradiction avec leur statut de témoin.

Cécile Prieur

### Le volet non ministériel de l'affaire

OUTRE le procès des trois anciens ministres devant la Cour de justice de la République (CJR), l'affaire du carcéral. sang contaminé comporte un second volet, non minis- Mª Bertella-Geffroy a clos son instruction, qui tériel, dans lequel d'anciens responsables administratifs et sanitaires sont mis en cause: Ouverte fin 1993, l'instruction de la juge parisienne Marie-Odile Bertella-Geffroy, qui a unis en examen treme-deux personnes pour « empoisonnement » ou « complicité d'empoisonnement », est désonnais close. Die sept d'entre elles sont appelées à témoigner devant la CIR.

Les personnes mises en examen sont d'anciens membres des cabinets des trois ministres, d'anciens responsables de centres de transfusion sanguine, d'anciens fonctionnaires de la direction générale de la santé ainsi que des médecins spécialistes de l'hémophilie. Il leur est reproché d'avoir contribué à freiner la mise à disposition pour les hémophiles de produits chauffés non contaminés par le virus du sida, d'avoir retardé la mise en place du dépistage systématique du virus du sida dans les dons de sang afin de favoriser la firme française Diagnostics Pasteur et d'avoir collecté du sang

dans des milieux à hants risques, notamment en milieu

comprend 126 tomes, le 21 octobre 1998. Elle atti aujourd'hui les réquisitions du parquet de Paris afin de décider s'il y a lieu ou non de renvoyer les trente-deux personnes mises en examen pour «empoisonnement» • ou « complicité d'empoisonnement » devant une cour d'assisses ou un tribunal correctionnel. Elle va devoir tenir compte de l'arrêt rendu le 2 juillet 1998 par la Cour de cassation, qui a restreint le champ de la qualification

La juge pourrait donc requalifier les faits, en choisis-sant soit une qualification délictuelle qui relèverait du tribunal correctionnel, solt la qualification de « violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner», qui relève, comme l'empoisonnement, de la cour d'assises. Sa décision pourrait peser sur le cours du procès des trois anciens ministres devant la CIR.

#### aux côtés du président Le Gunehec



FRANÇOIS COLCOMBET Député PS

Magistrat, fils de magistrat, François Colcombet, député de

l'Allier, âgé de soixante et un ans,

connaît parfaitement la machine

judiciaire. Membre fondateur et

président du Syndicat de la magis-

apparue parmi les toxicomanes. De 1986 à 1988, il a aussi présidé

la 2 chambre civile de la cour

d'appel de Paris, qui a eu à

connaître des dossiers d'indemni-

Au sein de la CJR, il s'est battu en

vain pour que les parlementaires

ne revêtent pas la robe noire des

juges : « Nous jurerons en qualité

de député ou de sénateur, dit-il.

Nous devons donc porter le costume de notre qualité. » Fabiusien.

il est membre du comité de rédac-

tion de la revue Esprit, qui a

dénoncé la pénalisation de la

responsabilité politique des

Suppléant: Alain Vidalies

Député en 1988, battu en 1993,

réélu en 1997, Alain Vidalies, qua-

rante-sept ans, avocat, a fait toute

sa carrière politique dans les

Landes où, fidèle de feu Jean

Poperen, il s'est parfois opposé à

Henri Emmanueli lorsque ce der-

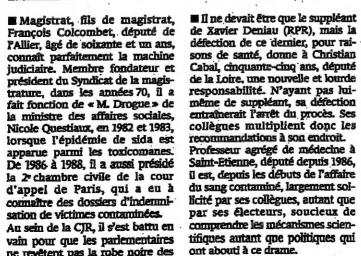
nier présidait le conseil général.

(député PS, Landes)

sation de victimes contaminées.

trature, dans les années 70, il 2







■ Avocat au barreau de Pontoise, proche d'Alain Madelin, Philippe Houillon, quarante-sept ans, député du Val-d'Oise, défendra, au nom de Popposition, la présomption d'innocence lorsque ce volet de la réforme de la justice viendra devant l'Assemblée nationale. Plus familier du droit des affaires que du droit pénal, ses collègues l'ont sollicité pour le prier de modérer les déclarations de... son suppléant, Charles de Courson (UDF), avec lequel il a cependant

 Suppléant : Charles de Courson (député UDF, Marne) Charles de Courson, quarante-six

ans, député de la Mame, est devenu l'un des juges les plus controversés de l'Assemblée. Surnommé le « Fouquier-Tinville » du Palais-Bourbon, ce magistrat de la Cour des comptes ne cache pas sa défiance à l'égard de la « justice politique ». A ses yeux, les responsables politiques doivent relever des juridictions de droit commun, comme tout citoyen.

Il n'a pas dissimulé, non plus, son hostilité à l'égard de Laurent Fabius. En 1993, en pleine campagne pour les législatives, il l'avait violemment attaqué dans un tract faisant référence à l'affaire du sang contaminé (Le Monde du 14 janvier). Cependant, il se défend de toute partialité et assure que « chacun doit, dans ce procès, laisser ses opinions au ves-



OLLIER Député RPR

Ancien conseiller auprès du premier ministre Pierre Messmer, puis auprès du garde des sceaux Alain Peyrefitte, dans les années 70, Patrick Ollier, cinquante-quatre ans, député des Hautes-Alpes, est l'un des seuls juges à avoir pu expérimenter, comme il le dit lui-même, « le fonctionnement pratique d'un centre de décision, à très haut niveau, lorsque le ministre vous donne délégation de le représenter lors de réunions ».

Administrateur de l'hôpital de Briancon et du centre de transfosion sanguine qui en dépend, il s'est penché sur les défaillances de fonctionnement du CNTS, a relu les comptes rendus du procès Garretta et consulté des médecins et des juristes. Conscient de sa lourde responsabilité, il avoue mal domnir la nuit depuis que le procès approche et demande : « A quoi servirait un jugement politique si c'est pour se retrouver, au lendemain du verdict, seul avec sa conscience? »

Suppléant: Thierry Lazzaro (député RPR, Nord)

Député du Nord, âgé de trente-huit ans, Thieny Lazzaro est, avant tout, un cadre du RPR. Il fait partie des rares jeunes députés arrivés dans la « vague bieue » de 1993 qui ont survécu à la débâcie de la droite en 1997. Ancien inspecteur des impôts, il a abandonné ses activités professionnelles pour se consacrer entièrement à la politique, et Nicolas Sarkozy l'a promu à la tête de la fédération RPR du Nord.

#### Six ans de procédure

- 5 octobre : la juge d'instruction Sabine Foulon se déclare incompétente pour instruire une plainte pour « empoisonnement » contre Laurent Fahius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé. Les ministres ne peuvent être jugés que devant la Haute-Cour. novembre : Laurent Fabius demande à s'expliquer devant un

jury d'honneur et propose une réforme constitutionnelle permettant de renvoyer les ministres devant une juridiction ordinaire. Quelques jours plus tard, François Mitterrand estime du « devoir » des parlementaires

de faire fonctionner normalement la Haute Cour en attendant une réforme « indispensable ».

- 19 et 20 décembre : après que

Laurent Fabius a accepté de faire déposer une nouvelle proposition de résolution le visant lui-même, l'Assemblée nationale et le Sépat adoptent dans les mêmes termes, et à la quasi-unanimité, une résolution mettant en accusation M. Fabius, M™ Dufoix et M. Hervé pour « non-assistance à personne en danger ». Le dossier est renvoyé devant les cinq magistrats de la commission d'instruction de la Haute Cour, composée de conseillers à la Cour de

- 5 février : la commission d'instruction de la Haute Cour

constate que les délits retenus contre les trois anciens ministres sont prescrits. Elle renvoie l'affaire devant le Parlement afin qu'il vote une nouvelle mise en accusation sur le fondement de l'homicide involontaire, la prescription étant plus tardive puisqu'elle commence le jour du décès de la victime.

- 27 juillet : adoption de la loi constitutionnelle créant la Cour de justice de la République (CJR), nouvelle juridiction chargée de juger les ministres pour les crimes et délits commis dans l'exercice de leurs fonctions.

1994

- 20 janvier : une première plainte pour « empoisonnement » est déposée devant la CJR contre M. Fabius, M™ Dufoix et M. Hervé.

- 18 juillet : la commission des requêtes de la CJR ayant déclaré recevables les onze plaintes déposées contre les anciens ministres, une information judiciaire est ouverte par le procureur général pour administration de substances nuisibles à la santé ». Elle est confiée à la commission d'instruction de la CIR.

 20 septembre : la commission d'instruction requalifie les faits en « complicité d'empoisonnement ». 27-30 septembre : Georgina Dufoiz, Edmond Hervé et Laurent

Fabius sont mis en examen pour « complicité d'empoisonnement » par la commission d'instruction de **1997** 

- 11 mars : le procureur général près la Cour de justice, Jean-François Burgelin, rend un réquisitoire de non-lieu pour les trols anciens ministres. Il estime que la « responsabilité politique » ne relève pas du droit pénal.

- 13 mars: la commission d'instruction de la CIR décide de poursuivre son instruction après que la juge Bertella-Geffroy lui a communiqué de nouveaux documents.

 11 juin : le procureur général près la Cour de justice requiert un nouveau non-lieu contre les trois anciens ministres. Il estime que le gouvernement a, en 1985, agi dans des « délais conformes ». - 2 juillet : saisie d'une autre affaire, la Cour de cassation redéfinit le crime d'empoisonnement en estimant que « la seule connaissance du pouvoir mortel de la substance administrée ne suffit pas à

caractériser l'intention homicide » 17 juillet : la commission d'instruction renvoie les trois anciens ministres devant la CJR. Elle requalifie les faits en « homicides involontaires et atteintes involontaires à l'intégrité des personnes ».







## Le combat de Sylvie Rouy, contaminée le 2 août 1985 par le virus du sida

Elle est une des sept victimes dont la plainte a été retenue par la Cour de justice de la République

Le 2 août 1985, alors qu'elle venait d'accoucher

sanguine à l'hôpital d'Evry (Essonne). La veille, le 1º août 1985, était entré en viqueur l'arrêté imposant de tester tous les dons de sang. Elle

craint une « parodie de procès ». Les anciens ministres, nous dit-elle, « ne seront-ils pas jugés par des potes ? ».

de son premier fils, Sylvie Rouy fut contaminée par le virus du sida à la suite d'une transfusion

SYLVIE ROUY en veut beaucoup aux politiques. Et un peu au destin, qui lui a valu d'être la « dernière morte d'une guerre, après l'armistice ». C'est le 2 août 1985 que le virus du sida lui a été inoculé. Elle venait d'accoucher de son premier fils, à l'hôpital d'Evry

Une transfusion sanguine lui fut prescrite pour compenser une légère anémie. La veille, le 1º août, prenait effet l'arrêté du 23 juillet 1985 imposant de tester les lots sanguins pour y dépister des anticorps anti-VIH.

Ce règlement ne prévoyait pas la vérification des réserves de sang prélevées auparavant. « Et moi. di t-elle le plus calmement du monde, i'ai recu des stocks, du sang datant des premiers mois de 1985. » La maladie, en apparence, n'a pas fait son chemin.

On en chercherait vainement la trace sur le visage rond et lumineux de cette jeune femme de trente-six ans. L'apparence trompe, pourtant: \* Mon corps accepte mal la trithérapie. Quand le réveil sonne, le matin, il me faut dix minutes avant de pouvoir me désengourdir et marcher. Je me sens terriblement fatiguée. »

Le 26 août 1987, Sylvie Rouy donnait naissance à son deuxième fils, dans le même établissement hospitalier. Le mois suivant, coup de téléphone du médecin-accoucheur à son domicile. La date de la transfusion subie lors du permier accouchement étant « critique ». ce dernier l'informe qu'il a pratiqué sur elle un test de dépistage du sida. Que ce test s'avère positif. Qu'il faudrait donc qu'elle se fasse suivre et soumette son mari et ses enfants à des tests. « Et il a raccro-

Sylvie peine à se remémorer ce qu'elle a ressenti à ce moment précis. La mémoire a fait œuvre sélective. « Il me semble, en fait, que je n'ai pas réagi. Parce que, à l'époque, le sida, on ne savait pas trop ce que c'était. On n'avait pas Son médecin traitant, pendant un an, se contente de lui prescrire des tests mensuels pour vérifier sa

■ Militant socialiste de longue

date. François Autain, médecin

généraliste, sénateur de la Loire-

Atlantique, âgé de soixante-trois

ans, a surtout fait carrière en poli-

tique. Trois fois secrétaire d'Etat

dans les gouvernements de Pierre

Mauroy, notamment auprès du

ministre des affaires sociales, Il

connaît de l'intérieur l'énorme

administration de la santé et des

Fabiusien, il continue aujourd'hui

à s'occuper d'affaires sociales au

sein du conseil de surveillance de

la Caisse nationale d'assurance-

Suppléant : Claude Saunier

connaissent bien, comme tous les

« Bretons du PS ».

maladie des travailleurs salariés.

(sénateur PS, Côte-d'Armor)

affaires sociales.

consulté un jour par hasard, qui l'oblige à se frotter pour de bon à taux de T4 (lymphocytes). Un vocabulaire abscons pour Sylvie, qui s'initiera vite, néanmoins, un premier bilan sanguin la condui-

sant tout droit à l'hôpital. En 1996, alors que la maladie s'est déclarée depuis six ans, les médecins du CHU de Nancy la jugent « au seuil de la mort ». Après trois mois passés en chambre stérile, elle ne pèse plus que trente kilos, ne marche plus, ne parle plus, s'injecte elle-même à longueur de journée de la morture de portes permettant d'accéder aux cellules.

« je me voyais mal rester huit heures par jour dans une bulle en verre sans contact avec mes collègues. Mentalement, ça ne me convenait pas. Ça faisait sidatorium. » En cas de refus, lui fait-on savoir, c'est le départ ou le « comité de réforme » et la longue maladie. «Là, j'ai compris que le directeur savait... »

A son syndicat, l'USP (Union syndicale pénitentiaire), auquel elle demande d'intervenir, le directeur laissera entendre qu'elle a sans doute la cuisse bien légère

« Un pour Fabius, un pour Dufoix, un pour Hervé. (...) Si je survis jusqu'au 9 février, ces cachets auront peut-être servi à quelque chose. Je représenterai tous ceux qui ne sont plus là pour témoigner »

phine grace a une pompe. « Il y avait autour de moi une odeur de terre mouillée. Une odeur de mort. » Elle décide d'aller « mourir tran-

quillement » chez elle, projet heureusement contrecarré par le professeur Jacques Leibowitch, consulté à l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches (Hauts-de-Seine). Sous trithérapie, Sylvie reprend vite du poil de la bête.

"Dans mon malheur, estime-telle, j'ai eu une grande chance. » Le bon médecin. Un mari et des enfants qui n'ont pas eté contaminés, maigré la longue période d'ignorance de leur état sérologique. L'absence-de-maladies opportunistes, mis à part deux zonas. Pour un peu, elle passerait sous silence tout le reste, ce qui est « dur à vivre ». Comme le fait que sa maladie l'ait contrainte d'abandonner un métier de surveillante

Un beau jour de retour de vacances, le directeur de la maison d'arrêt où elle travaille lui propose un poste fixe : la « porte de déten-« Il était totalement démuni, le tion », pièce vitrée de deux mètres pauvre... » C'est un jeune médecin, carrés d'où se commande l'ouver-

pour avoir été contaminée de la sorte. Le regard perdu dans le vide. Sylvie ajoute: «Je n'oublierai

Cet épisode la convaint de se

lancer dans la bataille. Elle informe ses deux garçons de cinq et sept ans de sa maladie, évoque son exclusion professionnelle dans les médias régionaux, ne cache plus sa maladie dans sa bourgade de 10 000 habitants. « Il faut voir, poursuit-elle, comment mes coilègues parlaient des détenus raldaes du sida, avant de savoir que je l'avais l C'est pour ça que j'étais triste de quitter la prison. Les voyous-qui-avalent le sida, je leur glissais des petits mots pour leur faire comprendre qu'on était dans la même galère. » Depuis deux ans, elle fait fonction de greffière auprès d'un juge d'application des

médiocres, elle l'a emmené chez un pédopsychiatre, qui lui a fait remarquer la concomitance entre mauvais résultats scolaires et

dégradation de l'état de santé de sa mère. « Mon fils a fini par dire au psychiatre que, s'il n'était pas né, je ne serais pas malade. »

La tête inclinée pour cacher l'émotion qui la gagne, elle avoue son soulagement de voir approcher la date du procès : « Je peux lui dire: "Tu vois, le procès va se tenir. Ce n'est pas toi le coupable." » Pour l'épargner, elle prend sur elle en permanence. Parce qu'elle l'amène chaque matin à l'école. elle ne peut se permettre de rester à la maison, les matins de grande fatigue. « J'avale des vitamines, et j'y vais. La maladie, on la vit seule. C'est trop lourd pour les autres. »

Chaque matin, elle pense au procès à venir. « Un pour Fabius. un pour Dufoix, un pour Hervé », se dit-elle en ingurgitant les trois cachets de son traitement. «Si je survis jusqu'au 9 février, ces cachets auront peut-être servi à quelque chose. le représenterai tous ceux qui ne sont plus là pour témoigner. »

Elle n'attend pas vengeance, mais fustice. « La France nous doit bien ca. » Une sanction pénale, de la prison, « ce à quoi les accusés auraient droit s'ils étaient de simples ouvriers, et comparaissaient aux assises vour homicide ». « Dans les milieux autorisés, on savait déià au moment de ma transfusion que cinquante personnes étaient contaminées chaque semaine. La preuve, c'est que les proches des politiques ne se faisaient pas transfuser... On n'a pas hésité à sacrifier des vies humaines pour attendre que le test de l'Institut Posteur soit prêt, pour défendre les intérêts économiques

Elle craint pourtant une « parodie de procès ». Les politiques ne seront-ils pas jugés « par des députes, des potes ? Les victimes, tanpies témoins, et non parties civiles, ne se contenteront-ils pas de répondre sagement à des questions, « sans pouvoir dire à Fabius ce qu'on pense de lui »?

Plus qu'en la justice, Sylvie croit en la médecine. Elle ose espérer n remède sera trouvé son fils aîné qui l'inquiète. Comme mal « et que, si c'est un autre pays il alternait les notes excellentes et que le nôtre qui fait cette découverte, on ira frapper à sa porte sans attendre nos industriels ».

Pascale Krémer

## La crainte des élus face à la « judiciarisation »

La plupart d'entre eux prônent la modération envers Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé

IL Y A ENCORE quelques années, plusieurs d'entre eux, notamment à droite, avaient très du-rement fustigé les trois anciens ministres, dans l'affaire du sang contaminé. Aujourd'hui, très rares sont les responsables politiques qui ne réclament pas que l'on fasse preuve de mesure à l'égard de Laurent Fabius, de Georgina Dufoix et d'Edmond Hervé et qui ne mettent pas en garde contre la tentation de pénaliser ou de « judiciariser » l'action politique.

François Hollande (PS) et Robert Hue (PCF) ont franchement émis des réserves, dimanche 7 févriet, sur la légitimité même du procès des trois anciens ministres socialistes. « Je pense que la justice doit faire son travail, mais ne doit pas se substituer au débat démocratique et à ce que peut sanctionner le peuple, c'est-à-dire, le jour de l'élection, le suffrage universel », a ainsi déclaré M. Hue sur TF1. Invité de l'émission « Public », le secrétaire national du PCF a exprimé le souhait d'une « clarification du rapport entre la responsabilité pénale et la responsabilité politique », en évoquant des « dérives » et « une sorte de chasse à l'homme politique ». « Il faut effectivement que, pour les Français, il soit blen clair qu'il n'y a pas de traitement de faveur parce qu'on est politique, mais, en même temps, attention à cette évolution, à cette pénalisation de la vie politique », a-t-

M. Hollande souhaite, pour sa part, que le procès « fasse apparaitre la vérité ». « On aurait pu s'y prendre différemment. On aurait pu éviter de traduire deux hommes et une femme qui avaient une responsabilité politique mais pas forcément une responsabilité pénale », a dit le premier secrétaire du PS au

« Club de la presse d'Europe 1 ». L'opposition affiche le plus souvent des considérations semblables. Christine Boutin (UDF) a invité chacun à reconnaître « les drames » des familles, « mais égavé de Charette (UDF) est allé plus loin, jugeant « tout à fait inéquitable » que M. Fabius soit « trainé devant > un tribunal. S'exprimant sur le sens du procès, François Léotard a défendu les prévenus.

qui avaient pris « les décisions justes et courageuses ». Laurent Fabius, notamment, a reçu des marques de solidarité de plusieurs personnalités de droite. « l'ai dit personnellement un certain nombre de bétises, j'ai pu être blessant à son egard », a déclaré Eric Raouit (RPR), le 5 février, sur France-Inter, avant d'estimer qu'il faut aujourd'hui « aborder ce dossier avec beaucoup de mesure ». Même Patrick Ollier (RPR), pourtant juge titulaire à la CIR, a affirmé à son tour que l'attitude de M. Fabius « force le respect ». Jacques Toubon (RPR) a cependant tenu à souligner qu'ail faut que les hommes politiques acceptent d'être

TONALITÉ DIFFÉRENTE La question de la responsabilité est posée par tous. Ainsi, le président du Sénat, Christian Poncelet (RPR), considère qu'« il y a des actes qui pourraient être traduits devant un tribunal administratif, mais pas devant un tribunal pénal ». Selon lui, il est « urgent de se pencher sur la sécurité juridique des élus ». Michel Charasse, sénateur (PS) du Puy-de-Dôme, invité du « Forum de Radio-J », a dénoncé la «judiciarisation permanente », estimant que cela « conduit la République à de graves déboires ». « A force de tout responsabiliser, cela a deia provoqué, en ce qui concerne les maires, le retrait de 40 % d'entre eux aux dernières élections municipales. Et cela provoque surtout le fait que plus aucun élu ne fait rien », a ajouté l'ancien ministre.

Seuls Charles Pasqua (RPR) et Laurent Dominati (DL) ont donné une tonalité un peu différente, qui a parfois choqué dans leur propre rop: \* La justice innocentera s'il y a innocence », a ainsi laconiquement commenté M. Pasqua, interrogé, le 3 février, sur France-Info. Le même jour, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, M. Dominati, secrétaire général de DL, onne solidarité » des socialistes à l'égard des anciens ministres, « car ce n'est pas un procès politique, c'est un procès de justice ».

Rle. B

### Douze députés et sénateurs en robe de juge aux cotés du président Le Gunehec



AUTAIN Sénateur PS Loire-Atlantiaue



MICHEL DREYFUS-SCHMIDT Sénateur PS Territoire de Belfort

■ Avocat, Michel Dreyfus-Schmidt, soixante-six ans, sénateur du Territoire de Belfort, était déjà juge titulaire de la Haute Cour de justice en 1993. Il a été élu à la même place au sein de la Cour de justice de la République dès la création de cette dernière. Membre du comité directeur du CRIF et ancien président de la section française du Congrès juif contaminé. mondial, il a toujours dénoncé les attaques antisémites dont

tenue qu'il considère comme illé-Professeur d'histoire et de géogragale pour les élus. phie, entré dès les années 60 en politique, autrefois proche de Jean Suppléante : Josette Durieu Poperen, Claude Saunier, sénateur (sénatrice PS, Hautes-Pyrénées) des Côtes-d'Armor, est maire de Professeur d'histoire-géographie, Saint-Brieuc. A ce titre, il est donc Josette Durieu, fabiusienne, est la une des figures politiques du deuxième femme parmi les juges. département voisin de celui de Entrée dans la carrière politique en l'ancien ministre Edmond Hervé, 1985, âgée de soixante et un ans, maire de Rennes et député d'Illesénatrice des Hautes-Pyrénées, et-Vilaine. Les deux hommes se elle s'est spécialisée, jusqu'ici,

dans les questions européennes.

M. Fabius, dont il est proche, a pu

faire l'objet. Par ailleurs, des les

premières réunions des juges par-

lementaires, il s'est élevé en vain

contre le port de la robe noire des

juges de tribunaux correctionnels,



DEJOIE LUC Sénateur RPR Loire-Atlantique

■ Notaire (il a même été président de l'Association des notaires de France), Luc Dejoie, sénateur de la Loire-Atlantique, assure avoir l'habitude de « la discrétion » et des « affaires sensibles ». Il n'avait, en son temps, suivi que de loin le procès Garretta et n'a pas voulu consulter d'experts ou de scientiflaues sur le dossier du sang

« Seuls les faits et les témoignages exposés en audience compteront », explique-t-ll, en assurant qu'il est certain que « tout caractère partisan - sera exclu au procès. Président de conseil général, àgé de soixante-huit ans, il a largement délégué ses attributions à ses viceprésidents, mais compte revenir dans son département durant les

• Suppléant: Patrice Gélard (sénateur RPR, Seine-Maritime) Professeur de droit, membre de la commission des lois du Sépat et rapporteur pour avis du budget de la justice, Patrice Gélard, sénateur de la Seine-Maritime, est un expert de la matière juridique plus qu'un familier du système judiciaire. Au Sénat, ce parlementaire âgé de soixante ans est l'un des adversaires les plus constants du projet de loi sur la parité et du



MASSON Sénateur RPR Loiret

■ Corrézien d'origine, Paul Masson, soixante-dix-huit ans, sénateur du Loiret, est « donc » chiraquien de cœur. Après avoir débuté sa carrière dans les anciennes colonies françaises, il est devenu préfet. Il a dirigé le cabinet du ministre de la défense, en 1978. Membre de la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat, il s'est spécialisé dans les affaires de sécurité, de coopération judiciaire et de gendarmerie.

 Suppléant : René-Georges Laurin (sénateur RPR, Var) Croix de guerre, médaille de la Résistance, médaille des Evadés, René-Georges Laurin est un héros de la seconde guerre mondiale. Ce notaire de soixante-dix-sept ans, maire de Saint-Raphaël, sénateur du Var, est entré en politique dès 1944 au côté du général de Gaulle, dont il fut l'attaché de presse en 1947. Parlementaire depuis 1958, il était déjà membre de la Haute Cour en... 1959.



Sénateur DI

Après avoir commencé sa vie dans l'entreprise, Hubert Falco, cinquante et un ans, sénateur et président du conseil général du Var, est très vite entré en politique à la fin des années 60. Il avait déjà attentivement suivi le premier procès Garretta mais a consulté, depuis, de nombreux médecins et juristes. Refusant l'idée d'un procès politique, il ne croit pas à l'apparition d'un clivage droitegauche et assure : « C'est l'homme qui, en moi, se déterminera, bien

plus que l'élu. » Suppléant : José Balarell (sénateur DL, Alpes-Maritimes) Avocat honoraire au barreau de Nice, membre de la commission des lois du Sénat, José Balarello, soixante-douze ans, sénateur des Alpes-Maritimes, longtemps président de l'office HLM de Nice, fut un proche de Jacques Médecin.

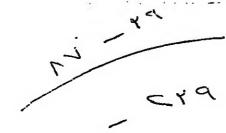


JEAN-JACQUES HYEST Sénateur UDF Seine-et-Marne

■ Déjà élu à la Cour de justice de la République lorsqu'il était député, Jean-Jacques Hyest a été reconduit dans cette responsabilité au Sénat, qu'il a rejoint, en 1995, comme élu de Seine-et-Mame. Agé de cinquante-cinq ans, ce fonctionnaire territorial, à l'origine, passe pour bien connaître le droit et le monde judiciaire. Edouard Balladur, alors premier 🜋 ministre, l'avait choisi pour une mission sur la formation des magistrats et des avocats, en 1994. « J'ai toujours su que la responsabilité du juge est une responsabilité écrasante », dit-il. Il a longtemps côtoyé Edmond Hervé et Laurent Fabius lorsqu'il était député ; il les connaît bien et les estime, mais assure n'avoir jamais évoqué le procès avec eux.

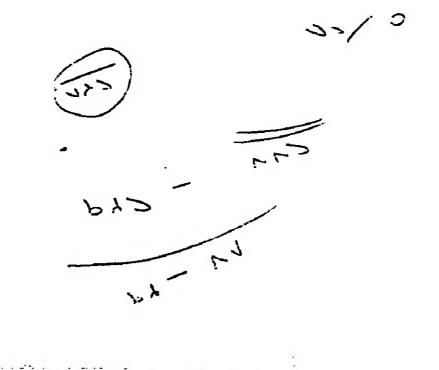
Suppléant : Jean-Marie Poirier (sénateur UDF, Val-de-Marne) Ancien conseiller d'Etat, normalien, agrégé d'anglais, Jean-Marie Poirier, soixante-neuf ans, a choisi la carrière politique après un court passage, en 1959, au cabinet de Roger Frey, alors ministre de l'information. Giscardien, il a été porte-parole de l'ancien président lors de sa dernière année à l'Elysée et jusqu'à sa défaite, en 1981.

Dossier réalisé par Raphaëlle Bacqué et Cécile Prieur. Lire aussi page 13 le portrait du président Le Gunehec









# exainte des élus



Noms	Stephane Priol, Jean-Pierre Laruelle.		
Mission .	Aider les entreprises à passer l'an 2000 sur les plans informatique, industriel et business. Les conseiller sur la meilleure solution à mettre en place, quel que soit l'avancement de leur projet.  Sont les partenaires-conseils de Valeo dans la mobilisation de ses 155 sites internationaux autour d'un projet An 2000 impliquant egalement l'ensemble de ses fournisseurs.  D'ou : plus de 80% des sites préparés au passage à l'an 2000 depuis fin 1998, et donc libres d'entreprendre tout nouveau projet d'envergure.		
Une de leurs références			
Credo	Etre pret pour l'an 2000, c'est aujourd hui un véritable avan- tage concurrentiel pour les entreprises."		
Web:	www.ibm.com/services fr		
Telephone	0 801 835 426		

IBM Global Services
Des gens qui pensent. Des gens qui agissent.

business people



### M. Mégret ambitionne de devancer M. Le Pen aux européennes

LE FRONT NATIONAL-Mouvement national, qui s'est réuni pour la première fois en conseil national, dimanche 7 février, a plébiscité la candidature de Bruno Mégret à la tête de la liste qu'il présentera aux élections européennes du 13 juin. Le président du FN-MN soumettra à l'approbation du comité national, début mai, les candidatures retenues par la commission d'investiture.

Lors d'une conférence de presse organisée à l'issue de ce comité national, qui a eu lieu à Sathonay-Camp, le siège de la fédération du Rhône, tenue par Denis de Bouteiller, le trésorier du parti, M. Mégret a rappelé ses ambitions. Il espète « gagner la primaire des listes de droite, Pasqua, Le Pen, de Vîlliers » et « arriver en troisième position derrière les listes du PS et du RPR ... Faisant fi des sondages qui n'accordent pas plus de 5 % à sa future liste, il estime que l'objectif est « réaliste », même s'il le qualifie d'« ambitieux ».

Il souhaite séduire les souverainistes, électeurs du Front national, mais aussi au-delà, en se montrant « optimiste » face à un Jean-Marie Le Pen enfermé dans une vision apocalyptique: « La grande différence, c'est que pour Jean-Marie Le Pen et ses amis tout est foutu dépuis la signature du traité d'Amsterdam, alors que nous considérons au contraire qu'il existe des possibilités d'inverser le cours des choses », a-til déclaré, en ajoutant que, selon lui, « la liste Le Pen, c'est le constat de la fin de la France » tandis que « la liste Mouvement national, c'est la reconquête de la souveraineté nationale ».

Accusé - notamment par Yvan Blot (Le Monde du 5 février) - de vouloir « abandonner progressivement ce qui fait le cœur du proeramme du Front national ». le président de ce parti d'extrême droite a réaffirmé qu'il resterait «fidèle aux 300 mesures » qu'il a en grande partie rédigées. D'ailleurs, le coup d'envoi de sa campagne électorale sera donné par 18 février, salle Wagram, à Paris.

Parallèlement à cette campagne. le président du FN-MN va faire « une tournée des départements » afin de mobiliser les militants frontistes, très sollicités en ce moment par M. Le Pen. Soucieux de démontrer que, contrairement à ce qu'a affirmé récemment M. Blot il n'existe aucun différend avec le conseiller régional de Rhône-Alpes et président de l'association culturelle païenne Terre et Peuple. Pierre Vial, il a indiqué que le FN-MN a créé un « forum d'action culturelle » dont la présidence a été confiée à ce dernier. En outre, M. Mégret a annoncé la réorganisation du service d'ordre, rebaptisé « Département Protection Assistance ».

De son côté, lors d'un « conseil national extraordinaire » du Front national de la leunesse, au cours duquel Samuel Maréchal a cédé la place de président à un ancien militant de l'Action française, Guillaume Luyt, Jean-Marie Le Pen s'est gausse de son ex-numéro deux, baptisé à l'occasion « Bruno I" le dérisoire ». « Vous vous étes trompé de guerre, vous vous êtres trompé de bataille. M. Nabotléon », s'est-il exclamé en affirmant que « le jusant [marée descendante) va remporter cet espèce de magma d'ambitions, de frustrations, d'erreurs d'appréciation, de

Christiane Chombeau

#### MEDECINE-PHARMA. Stage de pré-restrée Encadrement scientifique aunuel Des taux de succès de 2 à 3 fois supérieurs à la moyenne des **IPESUP** 75004 Paris: 01 43 25 63 39 3615 PESUP

REUSSIR

## Le RPR et l'UDF confrontent leurs visions de l'Europe

Philippe Séguin refuse à la fois l'« eurobéatitude » des centristes et l'« euroallergie » de Charles Pasqua. François Bayrou dénonce ceux qui vont « vers l'Europe avec des mines de chien battu ». La droite s'assume « plurielle »

Le conseil national de l'UDF a adopté, dimanche 7 février à Bordeaux, le principe d'une liste autonome aux élections européennes du 13 juin. M. Bayrou, qui conduira cette liste, a admis qu'il y avait là un

« risque », mais, a-t-il ajouté, « le pire risque eût été de ne rien faire (...) et, au bout du compte, de disparaître ». Aucun dirigeant centriste ne s'est prononcé pour une liste d'union avec le RPR et Démocratie libérale.

M. Bayrou a revendiqué l'existence d'une « opposition plurielle » qui correspond à la « majorité présidentielle ». La veille, devant un millier de jeunes RPR, Philippe Séguin avait anticipé sur la campagne qu'il s'apprête

.- JE VOUDRAIS PROFITER DES EUROPÉENNES

POUR VOUS DIRE CE QUE JE PENSE DE

à conduire en dénonçant à la fois l'« euro-béatitude » et l'« euroallergie ». Face aux listes de l'UDF et de Charles Pasqua, le président du RPR souhaite incarner la liste « officielle » de l'opposition aux socialistes.

BORDEAUX de notre envoyée spéciale Sagement, les conseillers nationaux de l'UDF ont levé la main pour approuver leur projet euro-

péen et le principe d'une liste autonome aux élections européennes. Avec mesure, ils ont applaudi les orateurs qui alternaient à la tribune. Sans excès, ils ont confirmé au président de leur parti, François Bayrou, qu'ils attendaient de lui qu'il menat la campagne. « Puisque vous le voulez. et si votre bureau politique en décide ainsi dans quelques jours. le conduirai » la liste UDF, a finalement acquiescé M. Bayrou, en concluant la réunion du conseil national de l'UDF, convoqué à Bordeaux dimanche 7 février.

Le sort en était joué depuis une quinzaine de jours, mais la décision est désormais officielle : l'UDF partira sous ses propres couleurs au scrutin du 13 juin. Si les centristes sont encore loin d'avoir trouvé l'allant et le dynamisme indispensables à une campagne électorale réussie, ils ont, au moins, fait la démonstration qu'Ils sont tous d'accord pour y participer. De Bernard Bosson à Hervé de Charette, en passant par Alain Lamassoure et Pierre Méhaignerie. pas un responsable n'est venu soutenir le contraire à une assemblée

dont l'opinion était faite. Même Jacques Barrot, initialement l'un des plus fervents partisans d'une liste d'union de l'opposition. absent dimanche pour cause d'indisposition, a concédé, dans un message aux participants, que « les conditions » de l'union « ne semblent pas être aujourd'hui réu-

À LA REMORQUE DE PERSONNE » Concis, le billet de Raymond Barre résumait, en peu de mots, les préoccupations des centristes : « L'UDF veut ainsi prouver au'elle existe, a écrit l'ancien premier ministre. Je m'en réjouis. Je souhaite que ses élus, ses militants se mobilisent et entraînent de nombreux électeurs à voter pour cette liste. Mais la présence compte plus, du point de vue politique, que le résultat obtenu. Celui-ci montrera, en tout état de cause, que l'UDF peut peser dans les élections françaises à venir. Personne ne peut soutenir de bonne foi que l'UDF est prête à des manœuvres politiciennes: elle est dans l'opposition et entend y rester. Mais elle n'est à la remorque de personne et entend se déterminer selon ses principes et ses convictions. \*

De fait, chacun avant en mémoire le score de la liste conduite par Simone Veil en 1989 (8,42 %). personne ne s'est aventuré à for-



soir du 13 juin. « Je sais que c'est un risque, a reconnu M. Bayrou, mais le pire risque eût été de ne rien faire, de ne rien dire, de nous taire, par confort et par conformisme, et, au bout du compte, de disparaître. » De fait, aussi, le ressentiment à l'égard du RPR, aigu depuis les conditions de l'élection de la nouvelle présidente du conseil régional Rhône-Alpes, était flagrant, comme en ont témoigné les applaudissements, un peu plus nourris que les autres, qui ont salué la présence d'Anne-Marie Comparini. « Le fait est gu'on nous a claqué la porte au nez », a résumé M. de Charette à propos du RPR, en une formule qui a fait florès.

A l'endroit du RPR, en général, et de Philippe Séguin, en particulier, M. Bayrou s'est chargé de formuler les critiques les plus sévères. Revenant sur l'épisode de Rhône-Alpes, un « révélateur », le président de l'UDF a déclaré : « On pouvait comprendre que nous ayons des divergences. Que l'on change d'avis trois, quatre fois dans la même journée, c'est déjà plus difficile à comprendre. Mais il est carrément inacceptable qu'immédiatement après ce soient des injures, des diffamations, un ton que l'on n'utilise pas à l'égard de ses pires ennemis i » M. Bayrou a déploré que le RPR ait tenté d' « imposer » M. Séguin comme tête de liste à l'UDF. « par intimidation », « le seul qui, sur le sujet [de l'Europe], ne pouvait pas être rassembleur ».

ADDITIONNER LES SOUTIENS »

« C'eût été admettre que nos concitoyens ont raison lorsqu'ils pensent qu'un homme politique peut changer d'avis et de conviction comme de chemise », a ironisé M. Bayrou. « Nous ne sommes pas des eurobéats, mais nous n'alions pas vers l'Europe avec des mines de chien battu », a-t-il ajouté, répondant ainsi aux propos tenus la veille par M. Séguin (lire ci-dessous), en présence de Wilfrid Martens, président du Parti populaire européen et de son groupe au Parlement de Strasbourg.

L'ancien ministre de l'éducation a revendiqué, pour l'avenir, une «opposition plurielle », où le RPR et l'UDF soient « à égalité de droits et de devoirs ». Cette opposition. il tés européens soient élus à la représentation la situe dans le cadre d'une « majorité présidentielle ». Et, puisque Jacques Chirac serait « une référence commune », le président de l'UDF s'est empressé de placer sa future liste sous son haut patronage, pour ne pas laisser au RPR le de l'entraîner sous leur bannière, at-il déclaré. Ce n'est pas rendre service à la fonction présidentielle que partis. L'intérêt du président de la République, c'est qu'il puisse addi-

Cécile Chambraud

## « Un processus fédératif que nous voulons poursuivre »

RÉUNI dimanche 7 février, à Bordeaux, le conseil national de l'UDF a adopté une série de propositions sur l'Europe, rassemblées dans un document intitulé « Vers une nouvelle Europe », qui servira de base à la campagne de la liste conduite par François Bay-



Dons une intrudOction à ce document d'une dizaine de pages, M. Bayrou écrit: « Pour nous, l'Europe, c'est une fédération d'Etats et de nations en train de se constituer, un processus fédératif, que nous voulons poursuivre. »

rou aux elections du 13 juin.

Au chapitre des institutions, le texte proposé « l'élaboration d'une Constitution européenne qui définira les droits et devoirs fondamentaux des citoyens européens; le statut et le fonctionnement des institutions de l'Union; une nouvelle répartition des compétences entre l'Union européenne et les Etats, qui concentre vers l'Union les missions d'intérêt véritable-

ment commun ». « L'Europe a besoin d'un visage. Les citoyens doivent pouvoir identifier la voix qui s'exprimera tant au sein de l'Europe, pour faire valoir les enjeux de nature économique et sociale, qu'auprès des grands ensembles mondiaux pour défendre les intérêts de l'Union dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité. Le président de l'Union assurera la présidence de la Commission et la fonction de haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune. (...) Afin de renforcer sa légitimité, nous proposons son élection, dans un premier temps, au suffrage universel indirect par un collège composé du Parlement européen et de parlementaires nationaux (...). A terme, nous prop sons qu'il soit élu au suffrage universel direct de l'ensemble des citoyens de l'Union. La durée de son mandat sera de cinq ans. Le président nommera les commissaires, qu'il pourra révoquer de sa propre initiative ou après un vote de

défiance du Parlement. » Le document plaide aussi pour que « les dépu-

proportionnelle dans le cadre de circonscriptions régionales ». En matière de sécurité l'UDF prône l'« élaboration d'un droit pénal européen », la « trans-

formation d'Europol en police fédérale européenne de type FBI », la « création d'un corps de douaniers européens », la « création d'un monopole du président de la Réparquet européen », la « création d'une force publique. « Certains ont entrepris de projection destinée aux opérations de maintien de la paix ».

Dans le domaine économique, l'UDF est partisane de « fixer à l'Europe un objectif de crois- de vouloir l'attirer dans le jeu des sance chiffré, en coordonnant les politiques budgétaires au sein d'un contrat de croisiance » et le « lancement d'un pros d'harmonisation fiscale progressive ». L'UDF tions, et non pas subir des soustracsouhaite aussi « accélérer la mise à disposition tions », au soir du 13 juin, a plaidé des pièces et des billets en euros » et « harmo- M. Bayrou. A droite, la campagne niser les taux, l'assiette et les modalités de re-électorale a commencé sur les chacouvrement de l'impôt sur les sociétés et son peaux de roue. transfert partiel ou total à l'Union ». Le « droit du travail » sera, lui aussi, harmonisé.

## Philippe Séguin veut incarner, seul, l'union de l'opposition

QUAND le haut fonctionnaire Philippe Séguin donnait des cours à Sciences-Po et trouvait une copie · hors sujet », il s'arrêtait à la deuxième page et, magnanime, il ne mettait pas de note. Samedi o février, le président du RPR, Philippe Séguin, a trouvé deux listes « hors sujet », parmi celles qui se préparent pour les élections européennes : la liste UDF que conduira François Bayrou et celle de Charles Pasqua. Magnanime, il ne leur a pas attribué de score.

Les affiches sont prêtes, « Europe-Séguin », sur le modèle de celles qui avaient assuré le succès de l'élection présidentielle de 1995, « Chirac-Séguin ». Les teeshirts sont déjà imprimés: « Les jeunes avec Séguin ». Les banderoles garantissent: « Séguin, j'y crois », « Rhône-Alpes avec Séguin ». Officiellement, M. Séguin n'est pas encore candidat aux élections européennes. Il attend, pour ce faire, la réunion, samedi 13 février, du conseil national du mouvement gaulliste. L'accueil organisé que lui ont réservé plus d'un millier de jeunes du RPR, samedi, dans une salle du Louvre destinée d'ordinaire à la présentation des collections de haute couture, avait seulement valeur de pi-

qure de rappel. Plus d'une heure durant, la garde rapprochée du président a fait monter la pression, à la manière des « shows » télévisés. Vincent Roger, son propre chef de nesse: « Un seul jour, un seul tour pour mettre la pâtée à Jospin!» Roger Karoutchi, ancien directeur de cabinet et député européen:

Séguin sera, j'en suis convaincu, en tête de toutes les listes. » François Fillon, en compagnon fidèle : « [l a la force d'Obélix, l'astuce d'Astérix, la sagesse de Panoramix. » Même si, reconnaît le porte-parole du RPR, « depuis quelque temps, on a perdu la recette de la potion magique ». Nicolas Sarkozy, enfin: « Le RPR est la première force d'opposition aux socialistes. »

CIMETIÈRE DES AMBITIONS

La chose est entendue. D'ici au 13 juin, date du scrutin, il y aura la liste d'union de l'opposition. conduite par le président du RPR. et des petites listes. Aussi sera-t-Il « inutile de croiser le fer avec ceux qui, pour un motif ou un autre, seront hors sujet ». « Le problème n'est pas de savoir si l'on est pour ou contre l'Europe (...). Le problème est de savoir quelle Europe nous voulons », a précisé M. Sé-

Impérial, le député des Vosges est sans illusions : « S'agissant des

d'impartialité entre le RPR et l'UDF ».

s'v serait pris autrement ».

« Le chef de l'Etat a un devoir d'impartialité »

Le député européen Jean-Louis Bourlanges (UDF), vigoureux par-

tisan d'une liste UDF aux élections européennes face à celles du

RPR et de DL, a déclaré, dans un entretien au journal du dimanche

(du 7 février), que, « pour que la majorité présidentielle sorte indemne,

voire renforcée de l'élection européenne, le chef de l'Etat a un devoir

« Ceux qui ont joué à fond la carte de l'intransigeance n'ont-ils pas en

fait cherché à pièger le président ? », demande M. Bourlanges, avant

de juger que, « des trois listes de l'opposition républicaine, celle de

l'UDF est la plus proche des engagements présidentiels, tant sur l'euro

que sur le refus de toute connivence avec l'extrême droite ». Il estime,

enfin, que « si Jacques Chirac avait vraiment voulu une liste unique, il

ambitions personnelles, les européennes ressemblent plutôt au cimetière des éléphants. » Mais, foin des hésitations des semaines passées, « nous allons y aller », pour expliquer « dans un immense effort pédagogique » ce qu'est l'Europe. « C'est notre devoir. C'est mon devoir », estime le président du RPR. D'un côté, il y a l'Europe des so-

cialistes, « un super-Etat, avec de super-impôts et de supercontraintes ». De l'autre, il y a l'Europe de Jacques Chirac, l' « Europe unie des Etats » qui n'est « pas un alibi au renoncement national, mais le levier qui doit favoriser la modernisation du pays ». « Aux dires de certains, les élections européennes [n'ont] aucune portée intérieure (...). Comment peut-on dire des choses pareilles? » Voilà pour Charles Pasqua.

Pour ceux - l'UDF en l'occurrence - qui se préoccupent de « boutique » et qui allaient se réunir, le lendemain, à Bordeaux, le trait est plus développé et plus mordant : « La proportionnelle au-

~~

torise toutes les fantaisies. Alors, on en profite souvent pour s'ébrouer, se divertir et même se dissiper. » Ceux-là souhaitent « à toute force passer à la toise du suffrage » pour « affirmer leur identité ou, plus simplement encore, rappeler leur existence ». Du reste, à quoi ont bien pu servir, si on mesure dans la durée, les scores réalisés dans le passé par les listes conduites par Bernard Tapie on Philippe de VIIliers, s'interroge sans pitié M. Sé-

SACRIFICE PERSONNEL

Le RPR est sans illusions. Il n'obtiendra sans doute pas la caution qu'il aurait pu espérer du président de la République s'il était parvenu à entraîner dans son sillage à la fois l'UDF et Démocratie libérale. « Les conséquences politiques des élections européennes [sont] généralement assez imprévisibles. Quoique à peu près toujours aberrantes. Plus précisément encore, elles s'apparentent à un vroi jeu de massacre... Ou, n'ayons pas peur des mots, à un véritable attrape-nigaud. Il est ainsi fortement déconseillé à tout homme politique responsable de se lancer dans une pareille aventure, où il n'y a que des coups à prendre. \*

M. Séguin a ainsi pris date pour son commentaire postélectoral du soir du 13 juin, pour le cas où le résultat serait très inférieur au niveau habituel atteint par la formation gaulliste. Il indique aussi de cette manière à quel point il se sacrifie au nom de la « reconquête ».

Mais d'ici là, tout sera mis en œuvre pour lutter contre « deux écueils : une sorte d'eurobéatitude

d'un côté, une véritable euroallergie de l'autre ». Le RPR compte sur son appareil pour faire la différence avec l'UDF et avec M. Pasqua. Rien ne sera négligé, pas même les figures imposées. Au lendemain de son investiture officielle, M. Séguin sera, dimanche 14 février, en Gironde, aux côtes d'Alain Juppé. Un rendez-vous prévu de longue date.

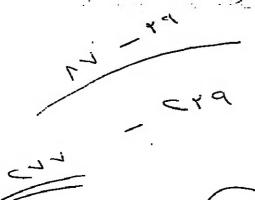
Jean-Louis Saux



précarité en France et ses effets sur la santé

Rapport, avis et recommandation du Haut Comité de la santé publique









1.00 3

## Le PS renvoie après 2001 la réforme de la taxe d'habitation

Même prudence sur l'intercommunalité

QUINZE MINISTRES entouraient Lionel Jospin, samedi 6 février à Paris, lors d'un séminaire d'une demi-journée organisé avec la direction du Parti socialiste - soit quarante-trois présents sur les cinquante-cinq membres du bureau national - sur le thème « Démocratie et territoires ». Deux ministres non socialistes, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, et Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, ont été entendus et, expliqualt un de leurs collègues, « ils ne se sont pas lancé de flé-

Dans ce séminaire, le second du genre, un premier ayant eu lieu le 25 avril 1998 à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) sur l'Europe, le PS a présenté plusieurs rapports : Bernard Poignant sur les finances locales, Gilles Savary sur la décentralisation, Michel Sapin sur les contrats de plan, André Laignel sur les fonds structurels; François Hollande, premier secrétaire du PS, a enjoint ses amis d'être « les pionniers de la décentralisation ». Mais la plupart des projets de réforme concernant la démocratie locale, adoptés lors d'une convention sur la démocratie en juin 1996, ont été renvoyés à l'horizon 2001 ou même 2007.

M. Hollande, après avoir centré la réflexion autour de trois thèmes « l'efficacité de l'organisation territoriale », « la lutte contre les inégalités territoriales » et « la démocratie locale » -, a annoncé la tenue d'une convention nationale sur les territoires au premier trimestre 2000. D'ici là, a-t-il indiqué devant la presse, « il y a des choses que nous pouvons ene t avant les élections municipales de 2001 », mais les réformes importantes seront renvoyées après cette date.

Le 4 février, lors du débat à l'Assemblée nationale sur le projet de loi sur l'intercommunalité, des députés socialistes, comme Bernard Roman, député du Nord, avaient proposé d'avancer sur l'élection au suffrage universel des structures intercommunales, en y recourant, dans une première étape, pour les conseils de communauté urbaine. Le ministre de l'intérieur avait plaidé pour une « réflexion approfon-

intercommunales mais, avait-il ajouté, « sans doute pouvons-nous aller plus vite dans le cadre des communautés urbaines, formule déjà bien rodée » (Le Monde du 6 février).

Samedi, M. Roman, comme Jean-Plerre Sueur, le maire d'Orléans (Loiret), auteur d'un rapport sur la politique de la ville, ont de nouveau plaidé pour l'élection au suffrage universel des structures intercommunales, mais la majorité du bureau national, emmenée notamment par Pietre Mauroy, maire de Lille et sénateur du Nord, a souhaité « s'engager doucement dans cette voie ». Pour M. Hollande, l'application de cette proposition ne peut être qu'une « perspective » pour les élections municipales de 2007. « Avant 2001, il n'est pas concevable de créer des structures d'agglomération élues ou suffrage universel », a-t-Il affirmé, en faisant état de sa volouté de « favoriser d'abord l'émerdes structures

ÉVITER « LES EFFETS PERVERS » Cette même prudence se re-

trouve sur la réforme de la taxe d'habitation, visant à introduire une mellieure prise en compte des revenus, qui a fait l'obiet d'un échange avec Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, et Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget. M. Hollande a fait état d'un « consensus » sur les difficultés de sa mise en œuvre et sur la nécessité de réaliser au préalable « les simulations nécessaires » aftn d'éviter « les effets pervers » des transferts à réaliset. «Ce n'est pas une réforme que *Deut improviser,* a souligné le dé puté de Corrèze. Le risque, c'est que les pauvres paient moins mais que les moins pauvres paient plus. » Même s'il s'agissait d'« un séminaire d'éclairage et non de décisions », M. Hollande a toutefols conclu qu'« il ne peut être question avant 2001 de modifier la taxe d'habitation selon le revenu, même si c'est une perspective de moyen et long terme ». Dans l'immédiat, a-t-il souligné, le PS entend privilégier sa réflexion sur « l'actualisation des valeurs locatives ».

Michel Noblecourt

### die » sur la question de l'élection di-M. Hue songe à Mme Buffet pour sa succession à la tête du PCF

LE SECRÉTAIRE NATIONAL du PCF a confirmé, dimanche 7 février, lors de l'émission « Public », sur TF 1, qu'il songeait à Marie-George Buffet pour prendre sa succession (Le Monde du 26 janvier). Elle « a toutes les qualités pour être à la fois longtemps ministre, et aussi, un jour peut-être, [exercer] des responsabilités au plus haut niveau du parti », a assuré M. Hue devant la ministre de la jeunesse et des sports. En présence de la philosophe Geneviève Fraisse, seconde sur la liste communiste aux élections européennes, M. Hue a aussi expliqué que cette « ouverture » signifiait que « les communistes, à eux seuls, n'ont pas réponse à tout dans la société ». Enfin, M. Hue a jugé «impuissante » la démarche d'Ariette Laguiller : « Elle a du mai à s'ouvrir, à sortir de ses replis. Je ne peux pas tomber dans ces anathèmes », a-t-fl

### Les communistes conservent la mairie de Saint-Martin-d'Hères

LA DÉMISSION, pour raisons de santé, de Joseph Blanchon (PCF) de ses mandats de maire et de conseiller général de Saint-Martind'Hères n'a pas fragilisé la majorité de gauche dans l'un de ses fiefs isérois. Au contraire, le Parti communiste consolide ses positions. La liste de la gauche « plurielle », emmenée par le communiste René Proby, a remporté, dimanche 7 février, les élections municipales avec 44,89 % des voix, gagnant près de dix points par rapport à 1995, et assurant deux sièges supplémentaires à la majorité municipale. Dans la cantonale partielle, José Arias (PCF), nettement en tête au premier tour, a bénéficié, dimanche, du report des voix de gauche, recueillant 58.89 % des voix. Le candidat de la droite, Daniel Chazai (RPR), a fait un score inférieur à celui de 1994.

■ EUROPÉENNES : Jack Lang a affirmé, samedi 6 février, que « ce qui compte, ce n'est pas la binette d'un tel ou d'un tel » mais la capacité des socialistes à « mener une campagne qui aura de la gueule, du panache, qui sera réver les Français». L'ancien ministre, qui avait été pressenti pour conduire la liste PS aux élections européennes, a réaffirmé qu'il n'avait « rien demandé à personne ».

■ CORSE : Paul Natali, sénateur RPR de Haute-Corse, a quitté, samedi 6 février, ses fonctions de président de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Bastia et de Haute-Corse. Fin janvier, le Conseil constitutionnel avait jugé ses fonctions de sénateur et de président de la CCI « incompatibles ».

## Européennes : M. Chevènement ne conduira pas une éventuelle liste de la « gauche républicaine »

A défaut d'un accord avec le PS, il propose la tête de liste à Sami Naïr

Jean-Pierre Chevènement a proposé que cette

fiste éventuelle soit conduite par l'universitaire européennes du 13 juin. Face à des délégués Le congrès du Mouvement des citoyens, réuni Sami Naïr. Mais il attend, d'abord, le résultat de du vendredi 5 au dimanche 7 février à Créteil, quasi unanimes en faveur d'une liste autonome, ses négociations avec le PS.

JEAN-PIERRE CHEVÊNE-MENT a sorti son joker. Sami Naîr, universitaire, actuel délégué interministériel au codéveloppement et aux migrations internationales, proche conseiller du ministre de l'intérieur, et un des huit vice-présidents nouvellement élus du Mouvement des citoyens

pourrait conduire une liste de la « gauche républicaine » aux élections européennes du 13 juin. Il s'agit d'une des deux hypothèses retenues, dimanche 7 février, par M. Chevènement, réélu président du MDC, par 98,14 % des suffrages, à l'issue de trois jours de congrès. Soulevé par les 570 délégués présents dans la salle, un tonnerre d'applaudissements a accueilli ce qui ne reste pour l'instant qu'une « hypothèse ».

n'a pas arrêté sa stratégie pour les élections

Même si elle prend la base des chevènementistes à rebroussepoil, la seconde hypothèse reste pourtant, au bout du compte, la plus vraisemblable. «La recherche d'une alliance dynamique avec le PS ne doit pas être écartée à la légère », a indiqué M. Chevènement, avant d'inviter les congres-

sistes à ne pas avoir un « réflexe de vierge effarouchée ». Une telle attitude reviendrait à douter de «l'âme » du MDC et de «sa fetmeté ». « C'est avec Llonei Jospin que nous pouvons jouer un rôle décisif », a-t-ii rappelé. Comme pour mieux souligner son appartenance au gouvernement et à la majorité « plurielle », le ministre de l'intérieur a, de toute façon, écarté l'hypothèse de conduire lui-même une liste autonome.

Las I A plus de 80 %, la salle rêvalt d'une liste autonome. «Le MDC n'est pas composé uniquement d'anciens du PS. Que signifierait pour eux, un retour au bercail. pulsqu'ils n'y ont jamais été? Quant aux autres, ils ont déjà donné », expliquait, samedi, Alain Periès de Seine-Saint-Denis, fortement applaudi, avant de conclure que le MDC représente « le fer de lance de la gauche républicaine, face à la gauche libérale, soumise au marché ». « Faire une liste avec le PS. je dis non merci », renchérit un délégué des Alpes-Maritimes,

prêt à « tendre la main aux répu-

blicains, au-delà de nos sensibilités

de gauche » et à proposer une liste composée de « républicains, de communistes et de gaullistes » dans l'esprit du « Conseil national de la Résistance ». Face à ces réactions univoques,

Jean-Pierre Michel, député MDC de Haute-Saône, a bien essayé de désamorcer les ardeurs de la salle pour la formation d'une liste autonome. Il a d'abord rappelé que sur le plan politique comme sur le plan national, le MDC « avait eu du mai à se remettre du score très mauvais » (2,54 %) obtenu aux européennes en 1994, Précisant que l'échéance de juin n'avait « rien de fondamental », il a donc convié les délégués à regarder plus loin et à « réfléchir aux jutures élections, à commencer par les prési-

ACCUEIL « DISCOURTOIS »

La décision finale ne sera prise de toute facon qu'au cours d'un conseil national extraordinaire qui se tiendra au plus tôt dans trois semaines, et au plus tard « au week-end des Rameaux », soit une semaine « avant Plaues », a

maintien du suspens permet au ministre de l'intérieur de faire monter les enchères, en cas de participation à une liste socialiste. L'ambition est d'obtenir autant de candidats en position éligible

que le PRG, soit au moins deux. Accueillis sous les sifflets d'une partie des militants, François Hoilande et Christophe Cambadélis qui menaient, dimanche, la délégation du PS, ont pu mesurer le climat de la saile, avant d'être applaudis à la demande expresse de Georges Sarre, président délégué du MDC, qui a qualifié ce premier accuell de « discourtois » mais d'« apolitique ».

« Nous ne cherchons pas de renfort. S'ils veulent venir avec nous, ils seront bien accueillis », a expliqué le premier secrétaire du PS devant les caméras, après le discours de M. Chevènement. Juste avant, embrassant chaleureusement Sami Naïr, il lui avait lancé: « Quoi que tu fasses, tu seras le

Alain Beuve-Mérv

Actualité, économie, loisirs,

sport, tout ce que vous

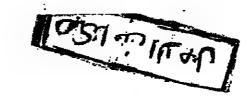
aimez dans ce journal est dans

la nouvelle BMW 316i.



La nouvelle BMW 316i sort cette semaine. Son prix aussi sort de l'ordinaire. 148 500 F;





place to the state of  $g_{\mu}(x)=g(\overline{y}_{\lambda_{1}, \lambda_{2}})(x)=x-x\overline{x}$ 

 $(\mathbf{x}_{i})^{-1} \mathbf{x}_{i}^{\mathbf{x}_{i}} = \mathcal{J}_{i}^{\mathbf{x}_{i}} \mathbf{x}_{i}^{\mathbf{x}_{i}} \mathbf{x}_{i}^{\mathbf{x}_{i}} + \mathbf{\hat{\mathbf{y}}}_{i}^{\mathbf{x}_{i}} \mathcal{J}_{i}^{\mathbf{x}_{i}} \mathbf{\hat{\mathbf{y}}}_{i}^{\mathbf{x}_{i}})$ 

. Σi¥i yayin merini di wani n

PHANEST IN THE CONT

AND ROMANNE ST

· 化新型物质等数 ""

not the to distance there it

A SPECIAL PROPERTY OF THE PARTY OF THE PARTY

So degendo destablista de la como en el

ALCOHOL STEWART

化酶 铁铁矿 统一一件

With the Latings of

**海山山南部 一川一** 

April 18 September 2018 - 18 July 18

Mary Mary Control a feire valuelister in in

Mr. Burn West

A Thin Charles

्रिक्ष्यांच्या संविद्याः

100 - 100 West 1 - 100 Burger and the me

**美国工作 建**加工等。18 50年 the second A STATE OF THE STA

**端**27年。 西亚 THE READ !

Company of the last

Abandonné au désordre urbanistique, l'espace prestigieux où se rejoignent Rhône et Saône est l'objet d'un gigantesque projet d'aménagement. La reconquête de la porte sud s'étalera sur un quart de siècle et nécessitera 25 milliards de francs d'investissement

LYON

de notre envoyé spécial Entre Saone et Rhône bat le cœur historique de Lyon, Mais à deux stations de métro de la place Bellecour, ce riche tissu urbain s'interrompt soudain, bloqué par une double barrière : au pied de la place Carnot, l'autoroute A 6 sort du tunnel de Fourvière et, avant d'obliquer vers le sud, traverse un centre d'échange - à la fois gare routière et espace commercial - qui déploie ses bastions fortifiés ; puis la gare SNCF de Perrache, juchée sur son viaduc haut de trois étages, corsetée par une batterle d'escalators, constitue un dernier verrou.

Pour franchir ces obstacles il faut se faufiler sous l'une des deux voûtes encore en fonction, lugubres boyaux qui passent sous les voies ferrées. Pourtant, de l'autre côté de cette muraille, la presqu'île se prolonge. Au-delà des prisons Saint-Joseph et Saint-Paul et de la gendarmerie adjacente, on trouve les médiocres HLM de Sainte-Blandine, regroupés autour d'une église. Le quartier compte aujourd'hui sept mille habitants. Ils étaient le double li v a une génération.

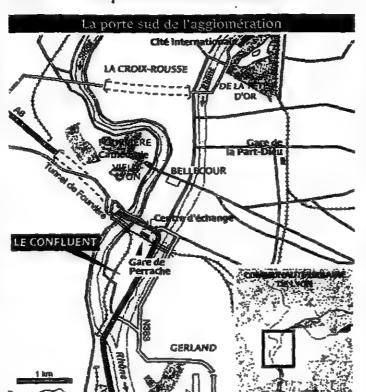
Sur le reste de ces 150 hectares, encadrés par l'autoroute qui longe le Rhône à grand bruit et les voies ferrées qui flient vers le sud, on remarque un autre exemple de l'architecture carcérale - une résidence pour les gendarmes et leurs familles, cernées de grilles -, un port

de plaisance ou végètent quelques péniches, des entrepôts, des emprises de l'EDF et le Marché d'intérêt national (MIN), appelé aussi marché de gros, immense bâtiment de béton inauguré en 1961. C'est là que s'est ouverte, en octobre 1998, l'exposition Lyon Confluence. Devant le succès remporté par une telle manifestation dans un endroit aussi peu festif (quinze mille visiteurs depuis le 15 octobre), elle a été prolongée jusqu'en avril.

CONCOURS RESTREINT

Avec Lyon Confluence, le maire de Lyon, Raymond Barre, entend réaménager l'ensemble de ce territolse. « Cette pointe qui descend vers la mer, indique-t-il, un rien lyrique, c'est une invite à se tourner vers l'avenir. J'ui donc fait faire une étude pour cadrer ce rève. » Il en est sorti un concours restreint qui opposait plusieurs équipes d'architectes: celle du japonais Kenzo Tange, celle de l'espagnol Ricardo Boffill et celle d'un autre espagnol, Oriol Bohigas, associé au français Thierry Melot et à la paysagiste Catherine Mosbach. Ce sont ces derniers qui ont gagné

Oriol Bohigas a été l'un des artisans du renouveau urbain de Barcelone dans les années 80 et 90. Thierry Melot est à la tête d'une grosse agence parisienne rompue aux chantiers lourds. Au marché de gros, leurs propositions sont développées à travers des plans, des maquettes, des photos et des dessins.



Le public, très divers, examine et discute longuement des aménagements présentés. Ceux-ci sont nés

le prolongement du centre de la ville. C'est un site prestigieux entre les deux fleuves, et une opportunité foncière à saisir puisque 80 % du sol parapublic. C'est aussi un lieu dont

toutes les fonctions sont aujourd'hui obsolètes. Pour en tirer partie, une stratégie globale s'im-

Deuxième constat : l'autoroute urbaine, infrastructure dépassée. lacère la ville au lieu de la servir. La condition sine qua non de tout aménagement est donc la disparition de cette voie rapide. Ce qui permettrait la reconquête des berges du Rhône et la résurrection du cours de Verdun enseveli sous le béton du centre d'échange de Per-

ECOMOUÉTE

If faut donc trouver une solution de rechange à cette traversée expresse. On peut attendre le grand contournement de Lyon par une rocade ouest. Dans ce cas, les édiles lyonnais devront patienter une bonne dizaine d'années avant de songer à aménager cette pointe. Il faut donc trouver une solution plus rapide mais supportable financièrement pour la communauté urbaine de Lyon (Courly). Les architectes préconisent de faire passer sous la colline de Sainte-Foy un tunnel autoroutier de 5,5 kilomètres qui relierait l'échangeur de Valvert à l'A 7, au-delà de la Mulatière. Le coût de cette construction est estimé à 4 milliards de francs (609 millions d'euros) et les délais seraient de cinq à buit ans.

L'actuel tunnel de Fourvière déboucherait donc sur le cours de

Verdun redevenu boulevard urbain. Le centre d'échange serait détruit et l'important centre commercial qui hi est attaché dispersé sur les parvis de la gare SNCF, restructurée et dégagée de sa gangue. Sept voies franchiraient, au niveau du sol, le viaduc de Perrache, reliant ainsi l'au-delà à l'en-deçà des voutes, barrière physique autant que frontière sociale. La reconquête de cet au-delà commencera des le début de l'avenue Charlemagne élargie, avec une grande place où, symboliquement, les Archives municipales, mémoires de la ville de Lyon, seront, dès l'an 2000, implantées à

la place d'un centre de tri postal. Le métro, dont le terminus est à Perrache, en surface, replongera sous terre et poursuivra sa course jusqu'au bout du confluent. Le viaduc de la SNCF, qui suit un chemin parallèle, sera isolé dans un caisson. au milieu de la trame urbaine. Celle-ci sera redessinée et étendue à l'ensemble du territoire. Quatre quartiers doivent être créés. Celui du Confluent, le plus méridional et le plus résidentiel, ponctué par une tour dédiée à l'Europe; celui de la Saône, tourné vers le port de plaisance entièrement réaménagé : celui de Sainte-Blandine, rénové et étendu jusqu'au Rhône; et celui de la gare, voué aux affaires, bureaux et commerces. L'extrémité de la presqu'ile accueillant un parc où les voles SNCF seront enfoules sous les déblais du tunnel autoroutier de

Le marché de gros dont le déménagement vers Corbas est acquis vers 2002, cédera la place à un équipement public lourd, e culturel, scientifique et technique >, souhalte Raymond Barre, Il devrait se dresser au centre d'un parc humide, qui s'appuierait sur les anciennes structures de la gare d'eau du XVIII \*siècle. Le projet d'un coût global de 20 à 25 milliards de francs (3 milliards à 3,8 milliards d'euros), devrait être achevé au bout d'une donc le temps de subir bien des modifications. Mais Il serait dommage du'il passe purement et simplement à la trappe.

Emmanuel de Roux

### Perrache, Lacroix-Laval : les précurseurs de Raymond Barre

LYON

de notre envoyé spécial A la fin du XVIII siècle, la pointe de la presqu'lle, entre Saône et Rhône, s'arrête aux environs de l'actuelle place Carnot. Au-delà, on trouve une polgnée d'îles dont les contours mouvants changent au gré des crues. Pourtant, dès cette époque, on songe à rattacher les plus importantes d'entre elles (l'île Mogniati à la terre ferme. Pour cela, il faut dompter le cours du Rhône, ici particulièrement erratique. C'est ce qu'envisage de faire Antoine-Michel Perrache, gul, en 1769, obtient de la municipalité lyonnaise de lancer une chaussée sur ces iles. Sur une levée, doublée d'un canal, il doit installer une série

de moulins et, un peu plus bas, une gare d'eau. Le tout est accompagné d'un projet immobilier. En dépit du renfort de l'architecte Soufflot, dépêché par le roi, les travaux avancent si lentement que ni la gare de bateaux ni les moulins n'auront le temps de fonctionner. En revanche, ils favorisent l'ensablement : la presqu'île s'allonge.

Sous l'Empire, on songe à l'aménagement fleuves. En 1826, le projet Perrache est définitivement abandonné. On lui substitue le plan de Lacrolx-Laval, qui propose à la municipalité un découpage des terrains en lots à vocation industrielle (entrepôts, moulins, nouvelle gare d'eau). Mais le chemin de fer

naissant va modifier une fois de plus ces desseins: le chemin de fer de Saint-Etienne (1833) ayant son terminus à la Mulatière, la ligne PLM qui arrive de Paris va établir son débarcadère plus haut pour bioquer le passage: la nouvelle gare, construite sur un rembiai et appelée Perrache (1856), provoque la rupture de la continuité urbaine. Au-delà des voûtes, la presqu'île, définitivetique de Lyon avec ses entrepôts, ses arsenaux, ses greniers, ses usines à gaz et sa batellerie. Le nouveau quartier Sainte-Blandine permet de loger les prolétaires affectés à ces industries. Au milieu des années 60, quand le plan au-

toroutier français se met en place, le maire de Lyon, Louis Pradel, obtient que l'A6 traverse sa ville, histoire d'inciter les automobilistes à y faire une halte. On construit donc l'autoroute sur le cours de Verdun, qui disparaît, et le long du Rhône, où les platanes de la promenade sont tous abattus. Ce verrou sera complété par la création du centre d'échange. L'« au-delà des voûtes » est défiouné du cœur historique d ville. Et le quartier Sainte-Blandine, déjà déshérité, ne tarde pas à dépérir. C'est l'ensemble de ces 150 hectares qu'il s'agit de re-

E. de R.

#### Les préalables financiers du projet

LYON de notre envoyé spécial

Raymond Barre (app. UDF) a annoncé urbi et orbi qu'il ne se représenterait pas aux élections municipales de 2001. Il entend quand même enraciner Lyon Confluence avant la fin de son mandat, deux ans à peine. « C'est un projet consensuel, estime-t-il. Peu à peu, j'ai vu le scerticisme se transformer en Inténit ... Est-ce suffisant? L'addition est lourde, même étalée sur un quart de siècle. Sans doute le programme a-t-il l'ambition d'accueilllr. sur ces 150 hectares, 30 000 habitants supplémentaires et de créer 10 000 à 15 000 emplois. Encore faut-il trouver 20 à 25 milliards de francs (3 à 3.8 milliards d'euros). moitié fonds publics pour les infrastructures lourdes, moitié fonds privés, notamment pour les 1,2 million de mètres carrés de logements et de bureaux. Avant mai, une société d'économie mixte (SEM) devrait être montée avec, aux côtés des collectivités, majoritaires dans le capital (ville et communauté ur-

#### CESSION **DE PARTS** D'UNE SOCIÉTÉ DE NÉGOCE À MAYOTTE

Actionnaire Principal (99 % des actions) cède totalité de ses parts d'une société de Négoce à Mavotte

SIM - BP 91 97600 MAMOUDZOU

Tél.: 02 69 61 11 13: demander la Direction Générale ou le Secrétariat Général Fax: 02 69 61 14 95

baine), des entreprises ou des établissements publics nationaux, importants propriétaires fonciers sur

Pour Henry Chabert (RPR), ad-Joint au maire chargé de l'urbanisme, il était inéluctable que, tôt ou tard, « un événement majeur se déroule ici, au sud de Lyon ». Selon lui, l'irréversibilité du projet tiendra à trois facteurs :

- la libération du foncier (dès aulourd'hul 85 hectares sont disponibles) et sa commercialisation: Mais les problèmes de dépoliution des terrains risquent de réserver des Surprises +;

- le bouclage du périphérique ouest ou toute autre solution qui permette de supprimer rapidement l'autoroute le long du Rhône; « Cette condition commande toute

l'opération » : - le prolongement de la ligne de métro vers le bout du confluent: « Un élément capital pour les promo-

· ACTES FONDATEURS · M. Chabert estime que les quali-

tés essentielles du projet Bohigas et Melot tiennent dans sa souplesse et dans la manière dont les liaisons nord-sud, de part et d'autre de Perrache, sont abordées. « On peut estimer, indique-t-il, que le transfert des archives ou l'implantation d'un grand équipement public au centre de ce territoire sont d'ordre symbolique. Mais il me semble que les véritables actes fondateurs de Lyon Confluence sont de l'ordre de l'investissement. Et le préalable foncier pourrait être arrêté des l'an 2000. »

Gérard Collomb, maire socialiste du 9 arrondissement et leader de l'opposition de gauche lyonnaise, ne tient pas un autre langage, tout en étant nettement moins optimiste. Pour lui, ce proiet . se réalisera quand seront resolus un certain nombre de problèmes » :

- celui du tunnel sous la colline de Sainte-Foy, qui n'est peut-être pas la meilleure solution pour contourner l'ouest de Lyon : il préférerait un boulevard périphérique semi-enterré, aussi économique et plus utile aux riverains :

-ceiui des transports en commun. A l'onéreuse prolongation du métro. M. Collomb préfère l'utilisation de l'actuelle ligne de chemin de fer où pourrait circuler ce qu'il appelle un « tram-train ». une sorte de RER avec deux arrêts sur le confluent.

Surtout, il juge irréaliste le montage financier de l'opération, basée sur une sous-estimation du prix d'achat des terrains publics. « On a tout simplement oublié les coûts de démolition et de dépollution, affirme-t-il. En revanche, côté vente, les prix attendus sont surestimés de 20 % à 30 % par rapport à ceux qui sont pratiqués à Lyon. La première tranche des travaux passe par la commercialisation de 260 000 mêtres carrés de bureaux alors qu'en 1997. sur toute l'agglomération lyonnaise,

on en a vendu 36 000. .. M. Collomb insiste : - On nous dit que l'addition sera étalée sur vingtcinq ans, voire trente. En réalité, on sait que ces dépenses se font sur les six ou sept premières années. Il faudra donc trouver 10 milliards de francs tout de suite. Ce aui risaue d'assécher les capacités d'investissement de la communauté urbaine pour ses autres opérations en cours. »

M. Barre croît quand même au rève. Il annonce pour demain le siècle des villes : « En Europe, après les nations, ce sont les cités qui vont entrer en concurrence. Lyon a l'opportunité de faire partie du club des grandes villes occidentales de notre continent, grâce à la place stratégique qu'elle occupe. Elle ne doit pas laisser echapper cette chance. >

de notre correspondant

La station de traitement des eaux usées de Dougas, que Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, devait inaugurer lundi 8 février, a radicalement changé la qualité de l'eau rejetée dans la Loire par l'agglomération nantaise : « Le taux de dépollution était de 30 %. Il est désormais de 90 % par temps sec et de 80 % par temps de pluie. Nous sommes en situation de développement durable car notre activité ne nuit plus à la Loire, qui a les capacités d'épurer, naturellement, le solde non traité », explique Patrick Rimbert, adjoint (PS) au maire de Nantes et président du Syndicat d'assainissement de l'agglomération nantaise (SAAN) qui réunit 23 communes représentant 550 000 habitants.

Construite par Bouygues et exploitée par Loire 21, une filiale de Vivendi, cette station a une canacité de traitement de la pollution sénérée par 600 000 habitants. Elle couvre la rive nord et complète le travail fait en rive sud par une station de moindre capacité. « Nous nous mettons à niveau pour au moins trente ans », affirme M. Rimbert, qui reconnaît pourtant que beaucoup reste toutefois à réaliser. Environ 90 % de la pollution de l'eau qui coule sous les ponts de Nantes sont en effet dus à des activités situées en amont de la capitale des Pays de la Loire.

DES CIENS DANS LA VILLE

La réalisation de cette station constitue le point d'orgue du plan Neptune 1 lancé en 1992 par l'Agence de l'eau Loire-Bretagne et le SAAN, qui a engagé I milliard de francs d'investissements jusqu'en 1998 (152,5 millions d'euros). Le

Nantes ne pollue quasiment plus la Loire ajoute une enveloppe de près de milieux naturels » sera menée bas-

500 millions de francs sur les années 1999 à 2003, qui permettra de poursuivre l'extension et la rénovation du réseau de collecte des eaux usées : « Comme toutes les villes, le développement urbain et industriel s'était fait pendant des décennies sans vision elobale du reiet des eaux. Toutes les eaux de la périphénie atterrissaient dans des collecteurs nantais qui n'avaient pas été prévus nour cela », poursuit M. Rimbert.

Neptune 2 prévoit aussi d'engager un travail qualitatif de fond sur les 250 kilomètres de cours d'eau de l'agglomération et les zones humides qui représentent un quart de son territoire. La « reconquête des

sin versant par bassin versant, rivière par rivière, ruisseau par ruisseau: « Nous travaillons sur les reiets bien sûr, sur les débits hydrauliques, mais aussi sur les aménagements niétonniers a ajoute le président du Syndicat d'assainissement, ravi de faire découvrir ou redécouvrir l'Ilette, l'Acheneau, le Gèvre ou la Chézine, petites rivières qui furent longtemps cachées parce que considérées comme des obstacles à l'urbanisation. Leurs rives restaurées mettront en valeur leur rôle de liens dans la ville.

Dominique Luneau

### Retard pour la ligne 2 du métro lillois

PRÉVUE pour le 21 juin, l'ouverture au public de la ligne 2 de métro entre Lille, Roubaix et Tourcoing ne pourra avoir lieu avant la seconde quinzaine d'août. Ce retard a été confirmé, vendredi 5 février, par le président de la communauté urbaine de Lille, Pierre Mauroy, qui a explique ce contretemps par « les manœuvres et les changements de stratégie des constructeurs ».

En 1996, Matra Transport s'était associé à parts égales avec Siemens pour créer Matra Transport International (MTI). La commande des soixante rames avait été confiée pour moitié au groupement Fives-Cail-Babcock (PCB)-Vevey et, pour l'autre, à GEC-Alsthorn. Mais ce dernier groupe, fabriquant des métros clés en main, concurrence Matra Transport. L'ensemble de la commande revient alors à FCB-Vevey, qui est racheté par le groupe Bombardier, concurrent de Siemens. Or Siemens est devenu majoritaire à 95 % de MTL Au final, les caisses de rame seront fabriquées dans les ateliers lillois de FCB, l'assemblage assuré par Siemens à Vienne (Autriche), pendant que Vevey continuera de suivre la conception du véhicule. - (Corresp.)

■ ILE-DE-FRANCE : le part naturel régional du Vexin et la ville de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise) out signé une convention « villeporte ». Le syndicat d'agglomération nouvelle apportera une aide financière au syndicat mixte d'aménagement et de gestion du PNR pour des actions de valorisation touristique et de promotion du patri-

moine culturel ainsi qu'en matière de développement économique. contrat Neptune 2, signé lundi entre les mêmes partenaires,

Monsieu

anguithingue a parti pesseria te en gratatiqua AT CONTRACTOR OF THE

ν.

**Christian Le Gunehec** présidera la Cour de justice de la République qui aura à juger, à partir du 9 février, trois anciens ministres - Laurent Fabius, **Georgina Dufoix et Edmond** Hervé - dans l'affaire du sang contaminé. Portrait d'une personnalité énigmatique et controversée

lisses du Palais.

on l'appelle «Le Gu ». Çe n'est pourtant président de la Cour de justice de la République (CJR) - créée par réforme constitutionnelle en remplacement de la Haute Cour pour juger pénalement les membres du gouvernement. Au siège parisien de cette toute nouvelle juridiction, surpiombant la place des invalides, Christian Le Gunehec semble savourer son ultime fonction, autant dire un bâton de maréchal. Agé de soixante-huit ans, président de la chambre criminelle de la Cour de cassation depuis 1988, il s'apprêtait à prendre sa retraite quand il a été élu par ses confrères de la « Cour de cass » en février 1997 pour inaugurer la présidence de la CJR et y honorer un mandat de trois ans. Il ne s'en cache pas : cet ultime honneur est une « petite revanche » pour le magistrat qui aurait aspiré à terminer sa carrière au sommet de la plus haute luridiction de France et qui s'en est vu rafler la place – celle de premier président de la Cour de cassation -

. 草1 起手を ありをお注象で

भूक्षेत्रकृति होत्रकः । प्रतिकारका प्रकार <u>१</u> पर

make the way they are the

All and Substitute The Comment

A straight at the straight of the

المارية والمحكومة والهاكل

 $\frac{1}{2}g_{\mu} = \frac{1}{2} \left( \frac{1}{2} g_{\mu} + \frac{$ 

 $\mathcal{P}(\mathcal{B}_{i}^{(k)}) = \sup_{i \in \mathcal{B}_{i}} \frac{1}{2} \operatorname{den}(i) + \operatorname{den}(i) + \operatorname{den}(i)$ 

a report discharge at the con-

are the secretary the court of the

and the open the green

catherine attended to the

Agriculture of the artist of the

septiment to the following of the

Part Comment

British and the Contraction of t

Aller to

و ووال

Commence of the second

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

क्षांक्रमा वार्थकान् ५ --

**美** 

Aller top. -

A STATE OF THE STATE OF

The state of the state of the

A STATE STATE OF THE STATE OF

tage strate -

क्षेत्रिक स्थापिक रहेत्व

erfela de la marca

A STATE OF THE STA

新型 1-第一1919 - 1-1

Applied and the same the same

E por t

Basilin (1) (1998) (1998) Artistan (1997)

to proper the second and the

and the second of the second

par Pierre Truche. Sur ce, il arrache méticuleusement le filtre de sa cigarette, s'assurant de garder bien à portée de main son paquet de Philip Morris. Christian Le Gunehec, qui ponctue sa grande courtoisie et son élégance bon enfant par de brefs mouvements bourrus, à deux pas d'une colère spontanée, n'ignore pas l'ambiguité de sa réputation. Ni les controverses dont il est la cible dans le procès des trois anciens ministres qu'il s'apprête à juger. Redouté par les avocats de la défense, ceux-ci ont même laissé entendre qu'ils pourraient demander sa récusation, au motif de sa

partialité. L'histoire personnelle de ce magistrat d'une droite plutôt anarchiste, se désignant lui-même « sons sensibilité politique fixe », a construit une personnalité énigmatique. Breton, né le 2 août 1930 a Auray (Morbihan), Christian Le Gunehec vient d'une famille d'esprit voltairien - activité peu reposante dans la Bretagne de l'époque. Son grand-père paternel, Jaïque, devenu instituteur en 1881 sous Jules Ferry, fut directeur de l'école de Carnac et fondateur du foyer laique de la même ville; son grand-père maternel, séminariste avant d'être maire de Carnac, proche du Parti radical, fut l'un des rares maires bretons à avoir prési-

ANS les cou- mille a longtemps été la seule du cimetière à rester sans croix. Le " grand-père paternel ayant été aussi juge de paix, il emmenait son petit-fils en flacre, vêtu de sa ceinture tricolore, sur les bancs du tribunal L'ambiance était plutôt déqu'inspire de contractée. « Ma vocation date de eu pour siget de rédaction, à six ans, "Que ferez-vous plus tard et pourquol? ", j'ai répondu : "Je veux être juge de paix pour avoir le temps de faire de la peinture." »

Devenu orphelin en deuxième année de droit, en charge de ses frères et sœurs, le jeune Christian Le Gunehec n'a pas les ressources pour devenir avocat. Il l'est provisoirement par obligation, alors que n'existe pas encore l'Ecole de la magistrature. « C'est l'une des affaires que j'ai eues à plaider qui m'a poussé à devenir magistrat », se souvient-il avec une jovialité soudaine. Il venait de rédiger l'acte d'accusation contre cinq garçons poursuivis pour « viol », quand le bâtonnier le commet d'office pour les défendre devant la cour d'assises. « J'ai si bien plaidé leur cause qu'ils ont eu cinq ans d'emprisonnement avec sursis au lieu des travaux forcés. On m'a félicité de mon succès. Mol. l'étais écœuré. l'ai décidé qu'à l'avenir je serai juge. » Peu après, il est nommé juge supoléant à Fort-de-France, puis procureur de la République à Cavenne, avant d'être appelé à la chancellerie à Parls, passant vingt-deux ans à la direction des affaires criminelles, puis près de dix ans à la présidence de la chambre criminelle de la Cour de cassation : « Dans les deux cas, une sorte de record », se plaît-il

« Le Gu » serait-il illégitime pour présider la Cour de justice dans l'affaire du sang contaminé? Plusieurs arguments joueraient en sa défaveur. Il faut remonter quelques années en arrière, jusqu'à la « première » affaire du sang contaminé : c'est le procès de Michel Garretta, ex-président du Centre national de tranfusion sanguine (CNTS), et des docteurs Allain, Netter, et Roux, condamnés pour « tromperie ». En juin 1994, l'avocat général requiert la cassation au motif que les faits relèvent plutôt de l'« empoisonnement ». Sous la présidence de Christian Le Gunehec, la Cour rejette le pourvoi du docteur Allain. Selon la rèele française de l'« arrêt à phrase unique », tous les motifs de la décision doivent se trouver dans l'arrêt prononcé, sans avoir à l'expliciter. Or le président ne s'en tient pas là. Au sortir du délibéré, il donne publiquement devant les victimes, la presse et les télévisions

de la Cour de cassation ne l'exclut pas. Christian Le Gunehec a-t-il commis une faute déontologique en explicitant l'arrêt ? A-t-il fourni plus qu'une explication, un commentaire, en ouvrant la voie à d'éventuelles poursuites ultérieures? A-t-il défié l'« autorité de la chose jugée »? Il s'en défend aujourd'hui, visiblement peu perturbé d'avoir fait entorse à la tradition de l'« arrêt à phrase unique ». C'est un autre procès, conclut-il habilement. Et qu'on n'attende

Sa légitimité à la présidence de la CJR dépend pourtant de cette subtilité juridique : savoir si les falts que le président aura à juger sont radicalement distincts ou connexes de ceux pour lesquels fut condamné le docteur Garretta, et si M. Le Gunehec a déjà eu à connaître ou non de l'affaire. Or la

pas de lui qu'il s'étende sur le su-

pas pour autant en quoi j'al été "rassurant". Ils racontent ce au'ils veulent », se contente-t-il de rétorquer en émettant un bref souffle nasal, signe chez lui de mécontentement. Sur ce, il conclut : « Si on veut demander ma récusation, eh bien qu'on le fasse! » inutile de dire que les avocats de la défense y avaient songé. Ils y

« ils ont demandé à me voir, je les al

reçus almablement, comme j'ai reçu

des témoins de la défense. Je ne vois

ont renoncé pour l'instant, comme lls ont écarté la possibilité de récuser un juge parlementaire (UDF) ostensiblement partisan de la condamnation des ministres, Charles-Amédée de Courson. En partie à la demande de Laurent Fablus, la stratégie immédiate est de ne pas prêter le flanc à la moindre accusation d'esquive et de se plier aux règles de la procédure.

On aura tout lu ces lours der-

« C'est un esprit imaginatif qui sait débrouiller des situations juridiques inextricables et rend des avis toujours surprenants. Quand nous sommes tous comme des mouches dans un bocal, c'est lui qui trouve la solution »

Cour européenne des droits de l'homme exige une impartialité des magistrats non seulement subjective mais objective, c'est-à-dire ayant toutes les apparences d'un tiers absolument impartial. Le droit français est moins exigeant sur ce point. Le président pourra en jouer. Comme il pourra sans doute compter sur le flou juridique d'un procès sans précédent et d'une juridiction imparfaite.

TERTAINS ont pu voir un autre indice de sa partialité en défaveur des trois anciens ministres dans la revue L'Hémophile: un article, paru en décembre 1997, rapporte que Christian Le Gunehec avait reçu deux mois plus tot Edmond-Luc Henry et Francis Graëve, respectivement président et président d'honneur de l'Association française des hémophiles (AFH). Le président Le Gunehec, indique la revue, « a tenu un discours très rassurant aux représentants de l'AFH ».

niers sur le président Le Gunehec. Du Canard enchaîné au Figaro Magazine, on l'a soupçonné d'avoir déjà son idée du verdict, et de désirer si ardemment la condamnation des ministres qu'il voudrait à tout prix assimiler le procès devant la Cour de justice à un procès d'assises, pour faire des prévenus des assassins à coup sûr. Certains avocats assurent qu'à l'évocation des témoins cités par la défense, il aurait ironisé par un « est-ce bien nécessaire?». Et qu'il tiendrait à ce point à donner une allure spectaculaire au procès qu'il aurait envisagé de faire siéger l'audience soit à Fleury-Mérogis, là où se tint le procès du réseau Chalabi, soit dans la fastueuse salle du Congrès, à Versailles. « C'est tout à fait ridicule, coupe-t-il, luttant apparemment contre l'éruption de sa propre colère. Vous me voyez demander à Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, l'autorisation d'utiliser la salle du Congrès pour le juger?»

La polémique a commencé avec

le choix éminemment symbolique de la couleur des robes. Costume d'audience ou costume civil ? Dans une note aux juges parlementaires, le président s'est prononcé pour le port de la robe pour tous. Par souci d'égailté des juges, allègue-t-il. A cause de son goût du faste et du protocole, ont prétendu ses détracteurs, certains ayant prétendu qu'il aurait même souhaité porter la robe rouge, traditionnellement réservée aux assises, dans un but partisan. « Je ne me voyais pas en rouge, couleur peu adaptée à l'affaire du sang, raconte tranquillement M. Le Gunehec, d'autant que ce manteau de fourrure est horriblement lourd. l'étais pour l'unité - tout le monde en civil ou en robe

noire. » S'ajoute à la suspicion d'adversité le fait que les différents postes occupés par le haut magistrat à la chancellerle ou dans l'administration le situent politiquement à droite : il fut directeur des affaires criminelles et des grâces sous Jean Lecanuet, Olivier Guichard et Alain Pevrefitte de 1974 à 1979 (dont il se sépara avant la rédaction de la loi sécurité et liberté). puis directeur du cabinet de lacques Chaban-Delmas, alors président de l'Assemblée nationale, de 1986 à 1988. Il fut procureur de la République à Paris, poste politique par excellence, dont on dit qu'il est fait pour « rendre des services, pas des ar-

Même s'îl est difficile d'attribuer la substance d'un arrêt, décidé de manière collégiale, au président de la chambre dont la voix n'est pas prépondérante, certaines jurisprudences prononcées par Le Gunehec ont prêté à controverses et conforté sa marque politique. Celle du 6 février 1996, par exemple, restreint considérablement le champ d'application du délit d'abus de bien sociaux » (atténué s'il sert économiquement l'entreprise) et prête à croire qu'elle est destinée à étouffer les « affaires ». Là encore, comme à l'issue du procès Garretta, Christian Le Gunehec a (trop?) parlé. Il s'est prononcé personnellement sur le sujet, non pas sur le seuil du Palais cette fois, mais lors d'un colloque organisé quelques mois plus tard par la Maison de l'avocat à Paris, dans lequel il soutenait la décision de la Cour de cassation.

Mais les cartes se brouillent. Le représentant du ministère public à la Cour de justice de la Répu-

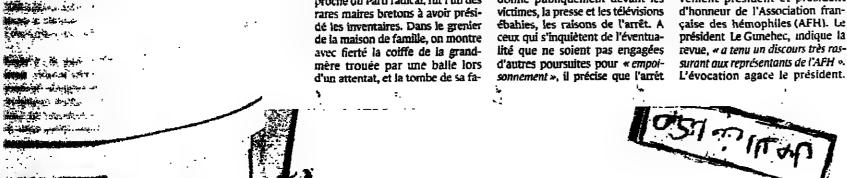
blique, le procureur Jean-François Burgelin, pourtant lui aussi marqué à droite, a prononce au bénéfice des anciens ministres socialistes deux réquisitoires de non-lieu. Par ailleurs, les différents arrèts rendus par la chambre criminelle de la Cour de cassation sous la présidence de « Le Gu » permettent difficilement d'établir une ligne politique univoque.

NSAISISSABLE, complexe, la personnalité du magistrat ne se range pas, comme certains l'auraient voulu, dans une case. « C'est un esprit imaginatif qui sait débrouiller des situations juridiques inextricables et rend des avis toujours surprenants. Quand nous ommes tous comme des mouches dans un bocal, c'est lui qui trouve la solution », commente un avocat général près la Cour de cassation. Quant à sa servitude supposée au pouvoir politique, ceia fait bondir le président de la CJR : 🗸 A trois reprises, j'ai failli être remercié de mes fonctions de directeur des affaires criminelles pour excès d'indépendance », affirme-t-il. Lors d'un mouvement de révolte dans le contingent militaire en 1975, notamment, il aurait été convoqué à Matignon et à l'Elysée pour avoir refusé de poursuivre devant la Cour de sûreté de l'Etat. \* De 1958 à 1981, ajoute-t-ll, je ne vois pas comment j'aurais été directeur des affaires criminelles dans un gouvernement de gauche. Et, du moins à l'époque, cette fonction avait pour mission de représenter les parquetiers auprès du ministre, pas le contraire. »

Quelques semaines avant le début du procès des ministres, submergé par les préparatifs pratiques et les derniers règlements protocolaires de cette cour d'exception qui doit tout inventer, Christian Le Gunehec prétendait avec un brin de coquetterie n'avoir pas commencé à étudier le dossier, « préférant avoir à luger avec une certaine virginité ». De quoi laisser sceptique. « Le Gu » est un travailleur de force. Homme de textes, habitué aux fonctions de parquetier et de juge du siège pour les subtilités formelles de la Cour de cassation, il s'apprête, pour la première fois. a présider une audience sur le fond. L'apothéose de sa carrière se joue là. En attendant, il arrache un filtre de sa Philip Morris, l'air de

Marion Van Renterghem





## Sang contaminé: trop de silences assourdissants

par Philippe Mangeot

A photo date de 1992 Des militants d'Act Up brandissent des pancartes où l'on discerne les visages maculés de peinture de Georgina Dufoix, de Laurent Fabius, d'Edmond Hervé. Cette photo, ou l'une de ses variantes, on l'a revue récemment dans des journaux. Avant que le procès des ministres n'ait lieu, le décor est planté. Les manifestations qu'Act Up a organisées devant le palais de justice où se tenait le procès des docteurs Garretta, Allain, Netter et Roux le constituent en partie. En contrepoint, d'autres images : le visage soucieux des trois ministres en rang d'oignon, ou le portrait solitaire de Laurent Fabius - au choix, le banc des accusés ou la bête traquée.

Cette scénographie vaut tout un discours. On y reconnaît d'emblée un récit archaïque et terrifiant : aux portes du palais, le peuple crie vengeance et réclame des têtes que la justice ne lui donnerait pas. D'un côté, les « lyncheurs », de l'autre, le « bouc émissaire ». termes que les éditorialistes reprennent à l'envi.

Depuis quelques jours, des journalistes appellent Act Up avec la même question: « Qu'allez-vous faire? . Jusqu'à nouvel ordre, nous ne ferons rien. Dans le ton des journalistes, on percoit une déception à peine dissimulée. C'est Act Up pris en flagrant délit d'inconséquence : nous ne tiendrions pas notre rôle, nous ne jouerions pas le jeu.

Les images que nous aurions pu fournir figuraient pourtant à merveille le dispositif d'un procès où les plaignants, faute de pouvoir se constituer partie civile, ne seront pas représentés. Dans les murs, les ministres; dans la rue, les victimes. Où l'on retrouve la vieille scénographie, et tous les scénarios associés: du côté des malades, l'image et les slogans assassins ; du côté des accusés, le discours et la parole mesurée. Ou encore : le privilège des puissants, pour lesquels la Cour de justice aurait été taillée sur mesure, contre le dénuement des petits, privés d'audience et interdits d'avocats. On a lu récemment ces deux scénarios : celui du « rituel sacrificiel », celui de la < justice de caste ».

Nous ne jouerons pas ce jeu, en effet. Nous n'irons pas dans la rue réclamer la tête des ministres au

que nous n'avons exigé celle des médecins à l'époque de leur proconvictions quant à leurs responsabilités respectives dans la contamination d'hémophiles et de transfusés. Mais nous ne prétendrons jamais faire justice quand la justice s'en charge, quelles que puissent être nos inquiétudes sur le fonctionnement de la justice.

Au début des années 90, nous avons manifesté pour la tenue d'un procès qui étudie la question de la responsabilité des politiques. Faute de ce procès, les quatre médecins jugés et condamnés étaient des victimes expiatoires offertes à l'opinion publique pour qu'elle passe sa colère. La violence des images que nous avons données à voir et que l'on exhume aujourd'hui n'a de sens que dans un contexte où l'inculpation des ministres étalt inimaginable. On a peut-être oublié l'énergie formidable déployée par quelques associations pour faire admettre l'existence d'un scandale que nul ne voulait reconnaître à l'époque. On ne se souvient manifestement pas davantage de la bataille que nous avons menée pendant des années, en amont et au-delà de l'affaire du sang contaminé, pour faire comprendre la nature politique d'une épidémie trop volontiers considérée comme une fatalité.

Maintenant, ce procès va commencer. Nous l'avions demandé. Nous aimerions pouvoir dire simplement que c'est à la justice identiques, des paragraphes entiers recopiés sans effort dans le dossier concocté par les avocats de Laurent Fabius (le président de l'Assemblée nous l'a fait parvenir il

a quelques semaines). De la lecture de ces articles, de la consultation de ce dossier, on retiendra d'abord une série d'omissions. A la longue, certains silences deviennent assourdis-

Silence, d'abord, sur les motifs du procès tels que les a définis la commission d'instruction. A la Cour de justice, il reviendra de démeler un certain nombre de points. Il y a des faits incontestés: c'est le cabinet du premier ministre qui dessaisit, le 9 mai 1985, le secrétaire d'Etat à la santé du dossier du dépistage ; c'est ce même cabinet qui retarde l'homologation du test de dépistage américain pour favoriser le développement du test français concurrent; c'est encore lui qui, le 20 mai, fait retirer d'un discours d'Edmond Hervé l'annonce du dépistage systématique des dons de sang, dont Laurent Fablus se chargera finalement un mois plus tard.

Entre ces faits, les liens sont incertains, les responsabilités obscures : Edmond Hervé s'en remet à Matignon: François Gros, conselller scientifique du premier ministre, déciare avoir agi avec l'avai de Laurent Fabius : Laurent Fabius dit n'en avoir rien su. Ces incertitudes justifient à elles seules la tenue d'un procès où l'on devra

Nous ne prétendrons jamais faire justice quand la justice s'en charge, quelles que puissent être nos inquiétudes sur le fonctionnement de la justice

de faire son travail. Nous nous en tiendrions là, n'était la série de textes publiés ces derniers temps dans la presse : un front commun d'historiens, de sociologues, de directeurs de revue, qui vise à disqualifier le procès avant même qu'il n'ait lieu. Jean-Claude Casanova, Olivier Mongin et Pierre Nora. Michel Crozier et Michel Bauer. Jean-Noël Jeanneney, Blandine Kriegel, Alain Minc. Michel Winock : tous récitent avec une application de bon élève des arguments

trancher, entre autres, entre l'hypothèse d'une responsabilité effective de Laurent Fablus et celle d'un dysfonctionnement au cabinet du premier ministre. De cet philosophes, d'économistes et de imbrogilo, nos auteurs ne disent mot. Ils ne retiennent que le 19 Juin, quand Laurent Fablus décide publiquement du dépistage des dons : « il a sauve des vies. »

Cet escamotage vide le procès de sa substance : il en falt un événement absurde et arbitraire. A ces petits faits vuigaires, on substitue une explication invérifiable : ce procès n'aurait d'autre motif que de désigner un coupable « qui soit à la hauteur du drame ». Prestige de la rhétorique, qui fait du désir de vérité formulé par les plaigrants une compulsion de lyn-

Silence, ensuite, sur deux des trois ministres inculpés. Dans ces textes, il n'est question qu'en passant de Georgina Dufoix et d'Ed-mond Hervé. Ces derniers semblent faire les frais d'une opération qui vise à ne disculper que le plus prestigieux des trois ministres: pour sauver Laurent Faune « exigence légitime de vérité ». un « souci légitime de faire reconnaître leur souffrance ». Pour être reprise à l'identique d'article en article, la concession n'en paraît que plus sèche et plus hautaine. Dans l'opération, des corps ont disparu. En face du pluriel indifférencié des « victimes », un homme seul. Celui-là a du corps. Il souffre. Les références extravagantes à Dreyfus, Caillaux et Blum servent d'abord à cela: Laurent Fablus est une incarnation.

A ces silences, il faut ajouter une dose de malhonnêteté intellec-

Plusieurs textes préviennent avec raison contre le risque de l'anachronisme. Déclaration d'intention irréprochable, si elle ne prenait appui sur des déclarations lénifiantes de quelques sommités

blus, on sacrifie ses confrères. Dans cet oubli, il y a comme un vice de forme. L'argument cent fois répété d'une « judiciarisation » de la vie politique qui paralyserait les élites dirigeantes aurait plus de polds s'll s'appliquait également aux trois ministres. On ne se souvient pas, cependant, d'avoir tellement entendu ceux qui s'offusquent aujourd'hui d'un tel procès quand fut instaurée, en 1993, la Cour de justice de la République, qui sanctionnaît le principe d'une responsabilité pénale des dirigeants. On sait, par ailleurs, que Laurent Fablus a décidé de faire cavalier seul en choisissant une défense indépendante de celle des autres inculpés, au risque que chacun renvole sur les autres la responsabilité dont II est accusé. De là le soupçon d'un argument de circonstance et de connivence, publié juste avant l'ouverture du procès, afin de discréditer d'avance la décision des juges au cas où elle ne serait pas favorable au président

Silence, enfin, sur les hémophiles et les transfusés, sur les matelle que ces textes la présentent, est aussi abstraite que désincarnée. Parfois, les victimes sont comptabilisées dans des pourcentages, des moyennes et des statistiques. Tout au plus leur reconnaît-on une « colère légitime ».

tuelle. Plusieurs textes préviennent avec raison contre le risque de l'anachronisme. Il faut éviter, disent-ils, de juger les faits de 1985 avec le savoir dont on dispose aujourd'hui. La déclaration d'intention serait irréprochable si elle ne prenalt nalvement appui sur une sélection des déclarations lénifiantes de quelques sommités. On voudrait rappeler aux auteurs d'aujourd'hui que, pour restituer sans anachronisme et sans partialité la teneur du débat de l'époque. Il faudrait au moins rendre justice à quelques sommités plus inquiètes que les premiers signes de l'épidémie avaient davantage affolées. Surtout, le fait que des informations contradictoires alent circulé dans la communauté scientifique et dans les journaux ne permet en rien de blanchir les responsables politiques. Ce serait oublier qu'en matière de santé publique le souci nécessaire de la vérité passe après le principe de précaution. En 1985, si les morts du sida étalent peu nombreux, ils n'en étaient pas moins réels. Dès lors, on aurait aimé qu'une politique un hypothèses les plus alarmantes et se soit déterminée en fonction du pire: sous-estimer un danger est autrement dangereux que le surestimer. A l'époque, on imaginait que la majorité des séropositifs ne

Pouvait-on prendre cependant le risque de condamner des milliers de personnes à vivre une vie estropiée, de les exposer à la haine et à l'exclusion? Laurent Fabius le sait bien, qui dit s'être fait traiter de pédé quand il a imposé le dépistage automatique des dons.

. Internet being the control of

 $(\alpha_1,\ldots,\alpha_n)^{-\alpha_n}$ 

140

Carrier Comment (1984)

والمراوم ولاك المجاهرة

----

TO THE THE PARTY.

化对价的 安娜 激光

STATE OF THE STATE

--- Tree E contra

· 传 特别等等"是

That williams . If you

To be the same

AND MORE - CHARLES

ALC TO THE MENTERS

in the sale of the company

人一時後 衛衛 好人

二 一一二二 權利

-- - M. (AM) 1/2" 1957

- Address Co

Derbite das inte

好 、 海南河南

---

नार गढ कार्नी ज्यांके

magnification of the Artifician

De silences en omissions, de légers déplacements en franches distorsions, on tente de soustraire l'affaire à l'histoire, aux victimes et à la décision des juges. Mais la position en surplomb » qu'adoptent les commentateurs s'autorise parfois d'une ambition plus haute: en critiquant la tenue même de ce procès, on veut pointer le risque d'une confusion entre responsabilité pénale et responsabilité politique qui mettrait en danger le fonctionnement de la démocratie. C'est ce que disent de concert les directeurs des trois plus importantes revues françaises.

On leur prêterait peut-être une oreille plus attentive si, après avoir émis des doutes sur la compatibilité du droit pénal avec les faits qui sont reprochés aux ministres, ils proposaient une solution juridique alternative crédible. Au contraîre, ils décrétent a priori, et sans autre forme de procès, l'innocence de Laurent Fablus. Ce faisant, ils évacuent d'un revers de main la question de la responsabilité en matière de santé publique que ce procès devrait avoir pour mission d'éclairer. Tant que cette question n'aura pas été sérieusement posée, on pourra en toute légèreté continuer de sacrifier les exigences de santé publique à des considérations économiques ou idéologiques. C'est ce qu'on a fait en 1985. C'est ce qu'on a fait en 1986, quand un projet de décret instaurant la vente libre des seringues a été oublié dans un tiroir parce qu'il semblait inopportun dans une période électorale. C'est ce qu'on a fait jusqu'en 1987, tant que la promotion publique du préservatif est restée interdite par la loi. Et c'est ce qu'on fait encore aujourd'hui, quand on accumule les retards en matière de prévention et d'information sur le virus de l'hépatite C ou quand on refuse de modifier les lois relatives à la toxicomanie. dont tout le monde s'accorde pour reconnaître les conséquences sanitaires désastreuses.

Philippe Mangeot est président d'Act Up-Paris.

## Une cour forcément partiale par Dany Cohen

de la République devant laquelle s'ouvre le procès des trols anciens ministres n'offre pas les garanties d'impartialité nécessaires. Trop de choses laissent à l'observateur le sentiment que la balance penche d'avance du côté de la

La composition de la Cour : que dirait-on d'un juge qui, bien avant le procès, distribuerait des tracts stigmatisant le comportement des accusés et ne verrait aucun inconvénient à faire ensuite partie de la luridiction chargée de décider s'ils sont ou non coupables? C'est pourtant ce que fit un des membres de la Cour, Charles de Courson. Le fait qu'il s'agisse d'un juge suppléant ne retire rien à la gravité de la chose.

On est en droit d'attendre d'un luge qu'il soit impartial. En pratique, rien ne permet d'avoir la certitude qu'un juge aborde un dossier sans le moindre préjugé: comment savoir ce qui se passe en son for intérieur ? Face à cette incertitude maieure, les parties au procès sont absolument impuissantes. Au moins doivent-elles pouvoir compter - c'est, dans notre système juridique, le corollaire de cette incertitude - sur la plus minimale des garanties: que l'impartialité « extérieure » du juge soit manifeste, ostensible, indiscutable et qu'en particulier seuls puissent siéger ceux qui ne se sont jamais prononcés sur l'affaire, car quiconque a déjà eu à juger du dossier ou de certains de ses aspects s'est inévitablement forgé, et a exprimé, une opinion.

Or meme cette garantie minimale fait ici défaut : la Cour est présidée par l'ancien président de la chambre criminelle de la Cour

formés tant par les victimes que par MM. Allain et Garetta, s'est prononcée le 22 juin 1994. Le fait que les anciens ministres n'étalent pas alors poursuivis n'y change rien ; il s'agissait bien de la même affaire. Il est dès lors superflu, en droit, d'alouter qu'on y trouvait déià les questions qui devaient ensuite être longuement débattues pour les ministres. Par quelque bout qu'on prenne les choses, se prononcer, c'est émettre une opinion et prendre publiquement position. C'est le contraire de la neutralité. C'est incompatible avec l'impartialité qui reste l'impérieux

Quant à l'argument selon lequel l'appréciation à porter pourrait l'être complètement indépendamment de celle déjà émise sous la houiette du même président sur la même affaire, il vient de connaître le sort qu'il mérite : l'assemblée plénière de la Cour de cassation a jugé (4 novembre 1998) que le fait d'avoir eu à statuer, même comme juge des référés, sur un dossier interdit au magistrat concerné de faire partie du tribunal appelé à trancher le fond du dossier, bien que l'appréciation à porter ne se situe pas sur le même registre. A plus forte raison doit-il en être ainsi au pénal : avoir déjà statué dans l'affaire du sang contaminé doit interdire de siéger à la Cour de justice de la République.

Le président Le Gunehec n'a pas seulement présidé la chambre qui a prononcé l'arrêt du 22 Juin 1994; il l'a commenté devant les micros. Comme on imagine que ce commentaire n'était pas à proprement parler critique, cela revient à dire que le signataire de la décision en a assuré la promotion médiatique - pratique exceptionnellement rare

de cassation qui, sur les pourvois chez les magistrats de ce niveau. Sur le fond, le propos était si, affranchi des principes fondamentaux de notre droft (il suggéralt qu'on pouvait poursuivre et condamner une personne deux fois pour un même fait) qu'il a contraint le premier président de la Cour de cassation à rectifier publiquement, fait sans précédent dans l'histoire de cette Cour. Il ne s'agit d'ailleurs nullement de remettre en cause la liberté de parole des magistrats, mais seulement d'observer qu'entre s'exprimer publiquement sur une affaire et être le président impartial d'une juridiction qui la jugera ensuite, il fallait choisir, que le choix fut fait de parler.

> Divers éléments auraient dû, au regard du droit comme de la déontologie, conduire M. Le Gunehec à renoncer

Une lecture attentive de l'arrêt du 22 juin 1994 met plus mal à l'aise encore. L'arrêt constate que les moyens invoqués par les parties civiles sont irrecevables et rejette les moyens (c'est-à-dire réfute tous les arguments) que les docteurs Garetta et Allain invoquaient pour obtenir la cassation de l'arrêt de la cour d'appel qui les condamnait. A ce stade de la lecture, on comprend que les pourvois en cas-

sation formés contre l'arrêt d'appel sont rejetés et qu'en conséquence le procès est terminé et les condamnations définitives. La chambre criminelle n'avait pas besoin d'ajouter quoi que ce soit.

C'est pourtant là que surgit un dernier passage où figure la phrase insolite, sibylline, qui dit qu'une accusation d'empoisonnement « serait susceptible de poursuites séparées », en somme pourrait justifier de nouvelles poursuites bien que l'affaire soit déjà jugée. Oublions un instant que cette affirmation heurte un principe fondamental en vigueur dans les pays démocratiques pour nous intéresser à la manière dont elle survient dans l'arrêt. Il s'agit d'un « moyen relevé d'office ». En clair, personne ne demandait à la chambre criminelle de se prononcer sur ce point, elle pouvait donc parfaitement s'en dispenser, mais c'est elle qui. de son propre chef - « d'office » -décide de s'en saisir. Elle a le pouvoir de le faire. Pouvoir dont elle use peu, estimant que si les avocats des justiciables ont mal fait leur travail, ce n'est pas à elle à pallier leurs carences. Il faut vraiment que la cour d'appel ait violé une règle de droit essentielle pour que la Cour de cassation franchisse le pas et se résolve à soulever de sa propre initiative l'argument qui n'avait été aperçu par personne. En un mot, il faut qu'elle estime indispensable de casser une décision qui, sans cette initiative, échappe-

rait à la censure. Rien de tel ici. C'est même l'inverse : la chambre criminelle se saisit d'office d'un moyen... qu'elle juge elle-même infondé. Mais alors, pourquoi le fait-elle? Il elit été si simple et conforme à la tradition judiciaire française d'extrême

d'appel sans passer par cette complication - d'autant que le point soulevé d'office, loin de tendre à préserver aucun principe fondamental, en heurte un de

développeraient pas la maladie.

On est tenté de chercher une finalité pratique à cette construction. Celle-ci se révèle à la lecture : la proposition « et qui serait susceptible de poursuites séparées », qui vient en toute fin de phrase, est inutile, aussi bien d'un point de vue logique que grammaticalement, à la réfutation de l'argument soulevé d'office; comment ne pas penser qu'elle a pour fonction d'ouvrir aux poursuites une voie qui eût été juridiquement insoutenable sans un signal fort venant du sommet de la hiérarchie pénale ?

Ces éléments auraient du, au regard du droit comme de la déontologie, conduire l'intéressé à renonter de lui-même, afin que la

juridiction conserve son crédit. Comme il n'est évidemment pas possible d'entendre comme témoins déposant sous serment plusieurs acteurs importants mis en examen dans l'information suscitée par l'arrêt du 22 juin 1994, le président a décidé qu'ils seraient entendus sans prêter serment, ce qui signifie qu'ils n'auront pas l'obligation de dire la vérité et que leurs dépositions n'auront pas la valeur de témoignages mais de simples renseignements. Mais ce pouvoir exceptionnel n'est accordé par le code de procédure pénale (art. 310) gu'au président de la cour d'assises et pas au président d'un tribunal correctionnel, dont le président de la Cour de justice em-

Dany Cohen est professeur de

prunte les pouvoirs.

AU COURRIER DU « MONDE »

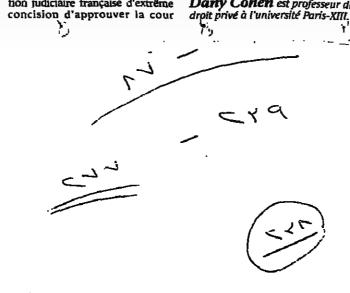
Pro-européen

Régulièrement, on peut lire dans vos pages des points de vue de Max Gallo où îl fait appel à l'orgueli national contre une véritable et moderne cinquième coionne, le Prussien de l'intérieur : le pro-européen. Pro-européen qui impose une nouvelle pax (germanique I) blessante à la conscience existentielle du Français.

Quelle belle image d'Epinal, bien nationaliste et revancharde, que la vision du Prussien botté et casqué à Versailles par un monsieur qui fait, dans ses ouvrages, l'apologie exaltée des bottes et uniformes quand ils sont français (napoléoniens de préférence). mais qui oublie parallèlement que, si le Prussien trouva prétexte à aller jusqu'à Versailles, c'est que les « bottés » et « casqués » de Napoléon III se seraient bien payé une balade à Berlin. Mais là est l'art du nationaliste va-t-en-guerre: dans un cas, c'est l'apport de la civilisation, dans l'autre, le retour à la barbarie. Que l'humanité cesse enfin d'entendre ces rancœurs identitaires et vendettas idiotes qui poussent à la haine et à ses conséquences parce qu'elles font croire que les êtres humains ne peuvent se côtoyer et vivre en

Permettez-moi, Monsieur Gallo, de vous laisser à vos livres d'histoire de France, si peu objectifs et travalllés à la sauce identitaire exacerbée, et de souhaiter que vous disparaissiez noyé dans l'Euroland, pour mon bonheur et celui de ceux qui veulent vivre en paix 🐙 en Europe. De disparaître de la facon la plus pacifique qui soit, pas celle que vous représentez avec vos hussards et autres marchands de mort et de gloriole : de disparaître dans l'oubli.

Gilles Collin Dampierre (Jura)





Allen in This grant

But the second

 $\lim_{n\to\infty}\frac{1}{n}\frac{d}{d}(n,n) \leq 2n-2d \leq n-2d \leq n-2d$ 

900

The second second September 1

Les sociétés de télécommunication voient le volume de transferts de données et de communications téléphoniques exploser grâce à Internet. France Télécom se réjouit ainsi du succès d'internet : il lui a permis de multiplier par presque trois le trafic de données en un an. Les sociétés de communication voient l'émergence d'un nouveau média qui a l'avantage de s'adresser directement aux cent millions d'internautes.

L'ENGEU PUBLICITAINE La bataille que se livrent ces

grands groupes pour contrôler internet fait monter les prix. Le géant des télécoms AT&T a mis la main sur Excite par l'intermédiaire de l'une de ses filiales, @Home. Pour sa part, Disney a acquis de son côté 43 % d'Infoseek. Tous les grands réseaux de télévision comme ABC, NBC et CBS devraient faire rapidement leur marché, Intel, le leader mondial des microprocesseurs, trouve lui aussi dans le phénomène internet un gisement de croissance: les entreprises et les particuliers doivent renouveler régulièrement leurs équipements informatiques pour obtenir plus de puissance. Une filiale de capitalrisque d'Intel finance d'ailleurs les

Internet évolue ainsi par vagues successives, attirant, à chaque fois, de nouveaux prédateurs. Il y a trois ans. l'enjeu était technologique. Microsoft était monté en ligne pour contrer l'émergence de Netscape. Aujourd'hui, c'est la publicité sur internet qui porte la vague. Entre 70 % et 90 % des maigres revenus des sites « portails » en

proviennent actuellement. Ce marché a représenté 1,5 milliard de dollars en 1998 (1,33 milliard d'euros) et devrait s'accroître à 15 milliards de dollars d'ici à 2002. AOL vient ainsi de signer un contrat de publicité d'un montant de 500 millions de dollars sur cinq ans avec First USA, le premier émetteur de cartes

Mais les perspectives se déplacent déjà sur le terrain du commerce électronique. Selon le cabinet Forrester Research, le commerce électronique a représenté 7,8 milliards de dollars (6,9 milliards d'euros) aux Etats-Unis. Il devrait atteindre 108 mililards d'ici à 2003. Un marché multiplié par quatorze en cinq ans i De telles occasions sont rares. L'émergence du commerce électronique devrait attirer tous les géants de la distribution spécialisés ou généralistes comme Wal-Mart.

Le commerce sur Internet insuffie une nouvelle croissance à des marchés matures. Si

Amazon.com, la librairie électronique, prend des parts de marché à la librairie traditionnelle Barnes & Nobles, elle touche aussi des personnes qui n'étaient jamais entrées dans une boutique de livres. Le vendeur de micro-ordinateurs Dell Computer l'a également compris. Sur un marché dont la croissance se ralentit, il a réussi à distancer ses concurrents en 1998, gráce aux commandes sur Internet. Une qua-

trième vague pourrait concerner les premium services ou services à valeur ajoutée, comme les services financiers. Pour avoir adopté Internet, le broker électronique Charles Schwab a ébranlé la puissance de la banque d'investissement Merrill Lynch. Celle-ci a décidé de se convertir à Internet.

LA MARGE ET LE VOLUME Pour Jacques Vallée, spécialiste du capital-risque dans la Silicon Valley, l'internet de demain n'aura rien à voir avec le Web d'aujourd'hui. Le programme Next Generation of internet (NGI), largement financé par le gouvernement américain, vise à contruire un réseau capable d'augmenter la puissance de transmission. Mais Il faut trou-

nouvelles applications pour ce La liste des nouveaux prédateurs s'allongeant et le nombre de cibles

ver les sociétés qui fourniront les

de qualité étant assez rare, les enchères devraient donc encore monter. Sur quelles bases ces sites « portails » seront-ils rachetés? Auparavant, la valorisation d'une société Internet dépendait de la belle histoire que voulaient bien raconter ses fondateurs. Aujourd'hui, les analystes exigent de connaître l'audience de ces sites (le nombre de pages visitées chaque jour) afin de pouvoir mesurer le potentiel publicitaire. Bientôt, ils demanderont que les sites dégagent des bénéfices.

Pour un site Web, les marges réalisées sur les revenus publicitaires sont de 60 % à 70 %. En revanche. le commerce électronique ne générera que des marges de 20 %, mais le volume d'activité sera plus important. Stephan Paternot prédit que, dès que les sites feront des bénéfices, le marché reviendra à des multiples de valorisation plus raisonnables: de l'ordre de quarante à soixante fois le bénéfice par action, contre des multiples de six cents à mille aujourd'hui. Le problème d'un site Web sera de faire croître la masse des bénéfices de sorte qu'elle compense la chute des multiples. Les cours de Bourse des sociétés qui y parviendront ne devraient pas chuter. Les autres ront, effectivement, emportées.

Enguérand Renault

### Pour une justice équitable

Suite de la première page

Aurions-nous été un peuple plus authentiquement démocratique, nous aurions fait une piace de plus en plus grande à la réparation, plutôt que de toujours privilégier la punition : car au début de cette tragédie française qui devalt faire près de quatre mille victimes, il y eut la colère de ceux qui les représentent. Colère motivée par le refus de l'Etat. d'entrer, comme ce fut le cas partout ailleurs, dans un processus de réparation. Refus qui renvoie à l'inadéquation de nombre de nos institutions, peu en phase avec l'affirmation de la société civile, au rang desquelles la justice administrative: le Conseil d'Etat n'admet que depuis peu la notion de responsabilité sans faute, qui ouvre droit à réparation. Donc, devant le refus de réparer, qui fut pris pour de l'Indifférence, les associations furent conduites à réclamer, et obtinrent, la pénalisation de l'action

publique. Celle-ci n'est pas, dans son principe, condamnable. Au contraire: elle comble un vide juridique qui permettait de poursuivre et de condamner un directeur d'administration centrale, et interdisait pour les mêmes faits de poursuivre le ministre. Au nom d'un vieux principe de droit romain - princeps a legibus solutus est-, tradult en français d'Ancien Régime par « le roi ne peut mal faire », et perpétué depuis. L'obiet de la Cour de justice de la République est de mettre fin à ce privilège.

Au demeurant, il devrait en aller simplement : les délits, a fortiori les crimes, doivent être jugés de la méme façon, quels qu'en soient les auteurs. Quant aux actes de gouvernement, ils ne peuvent plus relever seulement de la sanction politique, autrement dit électorale. D'abord, parce que le jugement des citoyens peut avoir besoin, pour se former, d'investigations rigoureuses, approfondies et publiques. Ensuite, parce que les actes de gouvernement peuvent conduire à commettre des infractions pénales : le procès Papon est venu en faire, tardivement mais salutairement, la démonstration. Même s'il est vrai qu'en matière de gouvernement l'infraction pénale mérite une définition particulièrement rigoureuse et précise.

Un défaut de réparation, et la colère - légitime - des représentants des victimes, un processus de normalisation de la vie publique à travers le recours à une juridiction : il eut été normal, dans ces conditions, de se préparer à un épisode judiciaire qui permette d'apaiser les passions, de démonter, dans toute leur complexité, les chaînes de commandement qui vont de l'expert au décideur, et d'en tirer la lecon pour l'avenir.

Aux citoyens, et parmi eux aux victimes et à leurs familles, ce procès doit non pas une vengeance, mais une mise à plat rigoureuse, menée contradictoirement et jusqu'au bout, des décisions prises, des conditions dans lesquelles elles

l'ont été, des informations dont disposait le gouvernement. Afin que ceux qui le méritent soient disqualifiés pour toute responsabilité future qu'ils viendraient à solliciter des électeurs. Afin que ceux qui ne le méritent pas soient promptement réintégrés, requalifiés en quelque sorte pour toute responsabilité dont ils s'estimeraient dignes. Vollà ce que l'on est en droit d'attendre de ce procès.

présidé à la mise en place de la Cour et à la mise en cause des trois ministres d'une part, la façon dont semblent avoir été écartés des arguments de fond d'autre part, font craindre le pire. Et laissent, avant même la première audience, une détectable impression de malaise.

La Cour de Justice de la République est tenue de respecter la loi commune, autrement dit le code pénal. Première surprise, première source de malaise : pour faire entrer des actes de gouvernement dans le cadre des crimes et délits prévus par le Code, il a fallu que la magistrature et le Parlement luimême se livrent à une gymnastique rappelant de fâcheux précédents historiques et aboutissant à qualifier, disqualifier, puis requalifier les actes de trois membres du gouvernement. Donc à faire ce qui, dans une démocratie qui cherche à se convertir en Etat de droit, devrait être, par définition, proscrit. Mais chacun a bien compris que ces requalifications étaient là uniquement pour déclencher le procès. Il fallait qu'il eût lieu, voilà tout l

D'où l'invention de cette Cour de justice dont ce procès sera le baptême du feu. Il fallait dépasser le blocage que constituait la Haute Cour, qui ne sert que pour le crime de haute trahison. Autrement dit. pour ainsi dire jamais. Mais, au lieu d'imaginer une solution claire et novatrice, les parlementaires, sous la pression de l'opinion, ont opté pour un dispositif bâtard, politicopénal, judiciaro-politique: car, en l'espèce, la Cour de justice est destinée à juger pénalement des responsabilités politiques. D'où le sentiment de malaise devant la confusion de deux registres. Il aurait été plus pertinent de profiter de l'occasion pour instituer deux procédures : l'une, pénale - donc clairement judiciaire -, destinée à juger les crimes ou délits éventuellement commis par des ministres dans l'exercice de leurs fonctions; l'autre, politique – donc issue de la représentation nationale -, destinée à sanctionner politiquement des fautes qui ressortent de la responsabilité politique. Ce second dispositif est à l'œuvre dans la démocratie américaine, où le Congrès peut sanctionner d'une peine d'amende ou d'inéligibilité l'un des siens face à un manquement aux règles éthiques du jeu politique.

D'entrée, nous avons donc quitté le processus d'origine - de normalisation de la vie publique - pour aller vers un procès d'exception. Et prendre le risque d'une justice de circonstance, pour ne pas dire d'oc-

casion. Car le président Le Gunehec eut une place éminente dans la qualification des faits reprochés aux ministres. Il était donc déjà intervenu au fli de cette affaire, contredisant lui-même le principe de « l'autorité de la chose jugée » : deuxième surprise, au-delà du ma-

Chemin faisant, nous approchons d'une justice politique qui ne dit pas son nom. Le défaut majeur - et inquiétant - de la Cour de Justice de la République telle qu'elle a été instituée est de mêler deux pouvoirs qui devraient rester sépa-Hélas ! les conditions qui ont rés. Sí les parlementaires - membres volontaires de la Cour! - se laissent entraîner, par leurs préjugés ou leurs intérêts politiques partisans - il y a à la Cour une majorité de droite -, à se conduire en justiciers, la démocratie vivra, en France, de nouveau, un de ces épisodes lugubres qu'il serait. alors juste de comparer à d'autres entreprises d'exécutions politiques camouflées en actes judiciaires.

La forme, les formes qui ont accompagné la naissance de ce procès sont donc source de maiaise. Il en est d'autres, qui touchent au

fond du dossier. Et d'abord ceci : il ne s'agit pas simplement de la pénalisation des décisions politiques, il s'agit de la pénalisation de ces décisions dans le domaine de la santé publique. Dans les pays où existe la conviction de l'efficacité du système de santé, la justice ne s'en fait pas le censeur : tout porte à croire que la France n'entre pas, ou pas encore, dans cette catégorie. Quoi qu'il en soit, il serait bon d'admettre au préalable qu'en matière médicale, le risque zéro n'existe pas ; et que l'aléa fait partie intégrante de tout acte thérapeutique. Le nier serait compromettre la relation médecinmalade

En outre, deux éléments semblent quelque peu minimisés. Au cœur de l'affaire dite du sang contaminé, il y a ce que Blandine Kriegel appelle la « sinistre exception française »: le fait que la France compte, en proportion, trois à quatre fois plus de personnes contaminées par transfusion, alors que la justice, attachée aux actes de trois ministres, a essentiellement enquêté sur la mise en œuvre des techniques de chauffage (destinées à inactiver les produits transfusés) et sur d'éventuels retards dans la mise en œuvre des tests de dépistage. Mais à l'origine du nombre des transfusés contaminés il y a le fait que la France se situait, ou se croyait, à l'avant-garde de la transfusion sanguine; et que notre système reposait largement sur une idée rédemptrice du don du sang – d'où sa pratique en milieu carcéral, c'est-à-dire, compte tenu de l'état de nos prisons, à hauts risques - et sur le laxisme dans la sélection des donneurs : la circulaire le réclamant n'a pas été appliquée, sous la pression de ceux qui y voyaient un signe de discrimination. S'y est ajouté le refus, tant des médecins spécialistes de l'hémophilie, que des associations de malades elles-mêmes, de revenir à

des traitements plus lourds - pré-

parés à partir du don de queiques donneurs - et de renoncer à des traitements devenus usueis et confortables.

Enfin, comment négliger une donnée essentielle, dans les domaines où l'expertise, la science du savant, sont décisives par rapport à la responsabilité du politique, à savoir les connaissances scientifiques de l'époque? Or, à l'époque, personne, du moins parmi les « experts » faisant autorité, n'établissait de lien entre séropositivité, induite par le sang contaminé, et maladie. Celui-ci ne s'imposera que dans le courant de 1986. Curieusement, personne ne semble vouloir se souvenir aulourd'hul que le pape de l'hématologie, le professeur Jean Bernard, assurait que « le risque du sida est moins grave que celui de l'hépatite ». Donc l'évaluation du risque, telle que pouvait la percevoir un ministre, avait de forts risques d'être fausse.

A travers la relation entre le savant-sachant, irresponsable, et le politique-ignorant, mais responsable, voici que réapparaît la question de la place de la justice dans la démocratie française. De tous temps, la justice, en France, a été soumise au pouvoir politique. Les dix années qui viennent de s'écouler l'ont vue, progressivement, prendre son indépendance : c'est heureux. Mais comme souvent. cette évolution se déroule en France par à- coups, dans une violence symbolique entre l'exécutif et le judiciaire. Nous sommes dans un de ces moments-symboles, avec un risque évident de dérapage : parce que ce procès laisse entrevoir la prétention à juger de tout, y compris dans un domaine où la circonspection devrait s'imposer au juge, celui de la santé publique, dans une acception, - qui peut rapidement devenir absurde -, du champ de la responsabilité poli-

Le vieux principe romain du privilège du prince, assurément désuet, ne doit pas céder la place à un précepte qui voudrait que le prince soit dissous dans la loi. Toute démocratie repose sur l'équilibre et la séparation des pouvoirs : ce procès marquera, de ce point de vue, le franchissement ou non, par la justice, de la limite au-delà de laquelle il faudrait lui opposer un contrepouvoir. C'est dire la responsabilité des juges de la Cour de justice de la République. Si, dans cette affaire, nous sommes passés du drame au scandale, c'est parce que nous sommes passés de la démocratie représentative à la démocratie d'opinion. Et les équilibres de celleci restent à définir.

C'est dire aussi notre responsabilité à tous, politiques, journalistes, militants d'associations, bref, citoyens : devenu nécessaire, dans un irrésistible enchaînement de circonstances dramatiques, ce procès doit maintenant avoir lieu dans la sérénité, sans passion ni mise en scène. C'est la condition pour qu'il soit juste et équitable. Et que le verdict finalement rendu soit incontestable et incontesté.

J.-M. C.

## Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05 Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90 internet: http://www.lemonde.fr

- ÉDITORIAL -

### Les « amis » du roi Hussein

ANS le groupe, au-jourd'hul vieillissant, des dirigeants arabes, le roi Hussein de Jordanie fut, la plupart du temps, un modèle de poudération. Il s'est battu contre les Palestimiens puls a su faire la paix avec Yasser Arafat : il s'est battu contre les Israéliens puis a été le deuxième chef d'Etat arabe. après l'Egyptien Sadate, à reconnaître son voisin de l'Ouest : grâce aux relations informelles et clandestines liées de longue date avec ce dernier. Il a su tenir en respect la Syrie, au nord, out ne lui voulait pas de bien ; avec l'Irak, au sud, qui ne lui a pas toujours voulu du bien non plus, il a su tisser d'importants liens économiques. Enfin, seul de ses pairs arabes ou à peu près, il a amorcé un début de démocratisation, qui a permis à un fort courant islamiste d'être représenté au Parlement d'Agonnan.

La performance n'est pas mince. Et tous les grands de ce monde, réunis hundi 8 février à Amman pour lui rendre le dernier hommage, le diront à satiété. Mais leur présence massive manifeste aussi leur inquiétude. De Boris Eltsine à Bill Chuton en passant par Elsraélien Renvamb Nétanyahou, chacun sait que la jordanie est le maillon faible de la région. Personne n'ose le dire publiquement, mais oul ne l'ignore : à plus de 60 % palestinienne, la population du royaume était animée de sentiments pour le moins ambigus à l'égard du roi ; elle ne voyait pas les bénéfices économiques de la normalisation avec Israel; elle n'a pas compris les mouvements désordonnés de la diplomatie du

pays à l'égard de l'Irak (d'abord pour Saddam Hussein, en 1991, puis contre, à partir de 1994...).

Afin d'exorciser une bonne dose d'inquiétude quant à l'avenir du pays, les « grands » vont dire haut et fort leur inébranlable confiance dans la pérennité de la maison hachémite. Pour certains d'entre eux. l'exercice relèvera de l'hyprocrisie. On pense, d'abord, à Benvamin Nétanyahou. Après tout, si le premier ministre israélien avait voulu autant de bien à la tordante qu'il l'a proclamé au lendemain du décès du roi Hussein, il n'aurait pas agi comme il l'a fait depuis son arrivée au pouvoir. En tornillant les négociations avec Yasser Arafat, M. Nétanyahou n'a cessé de mettre le roi en porte-à-faux face à sa population palestinienne. Faut-il rappeler, ici, qu'il ne déplairait pas à une bonne partie de la droite israé-Henne d'installer en jordanie le futur Etat palestinien?

On pense aussi à Bill Clinton. Le maintien de l'embargo commercial à l'encontre de l'Irak a privé la Jordanie de son principai partenaire économique. Après celle de l'irak, la population jordanienne pale le prix fort de l'embargo. Elle le supporte mal. Elle comprendrait encore moins que les Etats-Unis veuillent – comme ils en manifestent Pintention - embrigader la Jordanie dans leur bataille pour abattre le régime de Saddam Hussein. Ce ne sera pas dit lundi, dans le flot des louanges adressées à la mémoire du roi Hussein. Mais on peut beaucoup, à lérusalem et à Washington. pour assurer une transition paisible à Amman.

(le. Hende en édate par la SA LE MONDE Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani Duractoire : Jean-Marie Colombani : Dominique Alduy, directeur cineral : Noll-Jean Borgeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Pienel urs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenca, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomezo Directeur artistique : Dominique Roystesie Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment Secretaire general de la redaction : Alain Pourment
Palactions en ché :
Rain Pruchop, Edit Izraelenne; (Editorious et analyses);
Laurent Greissener (Suppléments et chières spéciaus); Michel Kannan (Débass);
Ente Le Boucher (International); Patrick Juriests (Pruncé); Franck Nosicha (Society); Claire Blandin (Entreproses);

osyme Savigneza (Culture); Christian Massol (Secretaria) de réduction Réducteur en chef technique : Enc Azan Manager: Intern Sold

Directeur exécutif : Ede Pialiona ; directeur délégué : Anne Chaustebou r de la direction : Alain Robit ; direction des relations internationales : Daniel Vernat ; portenariata audiovesiels - Bertrand Le Gendru Conseil de surveillance : Alstin Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-president

Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969), lacques Fauvet (1969-1963), ndré Laurens (1962-1985), André Fontaine (1983-1991), lacques Lesourne (1997-199 Le Monde est édité par la SA Le Monde Durée de la société : ciriquante ans a compter du 10 décembre 1944. Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société d'étile Les Rédacteurs du Monde. Fonds commun de placement des personnels du Mondi

#### IL Y A 50 ANS, DANS Se Monde

#### La condamnation du cardinal Mindszenty

Angleterre, l'archevêque de Cantorbéry, Thomas Becket, était assassiné pour avoir obstinément défendu les droits de l'Eglise contre l'absolutisme royal d'Henri II Plantagenêt. Le cardinal Mindszenty est aujourd'hui rayé de la vie publique hongroise pour avoir défendu les mêmes droits contre le totalitarisme des dirigeants communistes hongrois.

\*Le cardinal Mindszenty a conspiré contre la démocratie. clame-t-on à Budapest. A ce titre. il devait être condamné comme n'importe quel autre conspirateur. » Ouelle est donc cette démocratie que les activités du prélat hongrois ont si gravement menacée? La démocratie hongroise actuelle est le régime d'un pays gouverné despotiquement, sous le couvert d'une coalition asservie, par une minorité de communistes : 15 %

IL Y A près de huit cents ans, en des électeurs en 1945, 21 % seulement aux élections de 1947 malgré les pressions de toutes sortes.

Un seul obstacle jusqu'ici à la mise au pas intégrale de la Hongrie: l'Eglise catholique. Or, depuis 1945, cette Eglise était dirigée par une personnalite hostile aux communistes et sans la moindre confiance dans leur parole. Irréductible, intransigeant. le cardinal Mindszenty exigeait pour se rallier le maintien de tous les droits de l'Eglise et des garanties précises dont les communistes demandaient justement l'abandon. Pour réduire le rôle et l'influence de l'Eglise hongroise, il convenait donc en premier lieu d'abattre son chef. C'est aujourd'hui chose acquise grace au procès qui vient d'avoir lieu.

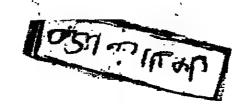
Jean Schwæbel (9 tévrier 1949.)

#### Le Monde sur tous les supports

Télématique : 3615 code LEMONDE Documentation sur Minitel: 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM: 01-44-08-78-30 Index et microfilms du Monde: 01-42-17-29-33 Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78



George Bush, ancien président américain

## « Je ne veux pas voir la France et les Etats-Unis s'éloigner de plus en plus »

Dans ses mémoires qui viennent d'être publiés en France, celui qui, en 1989, succéda à Ronald Reagan à la Maison Blanche s'explique sur la chute de l'URSS, la guerre avec l'Irak, les rapports entre Washington et ses alliés. Avec son conseiller Brent Scowcroft, il exprime ses inquiétudes sur l'avenir

« Vous qui, d'une crise à l'autre, de la réunification allemande à la dissolution de l'empire soviétique en passant par la consulter vos alliés européens, comment voyez-vous leur continent aujourd'hui, l'intégration européenne, l'avènement de l'euro ?

- George Bush : Pour être tout à fait honnête, je vous dirais que cela m'inquiète un peu. Comment vont se faire les interactions entre nous et cette Europe? Est-ce que nous allons avoir à traiter avec un vaste bloc commercial qui interdira certains de ses marchés aux produits américains? Cela m'inquiète parce que nous avons délà des difficultés avec l'Europe, sur l'agriculture par exemple. Je ne suis pas très, très inquiet, parce que je suis sur que les Etats-Unis pourront s'arranger avec l'Europe, avec ce qu'elle décidera. Je ne m'inquiète pas vraiment mais, par exemple, et contrairement à beaucoup dans mon équipe, je n'ai jamais pensé que l'euro était la réponse pour stabiliser l'Europe. Je vais être honnête avec vous : il y a même certains aspects de l'euro que le ne comprends pas pleinement. Je ne comprends pas comment cela va se passer quand un pays de l'Union tra mal et qu'il faudra que les autres allient à son se-

- Brent Scowcroft: Je crois que la plupart des Américains sont ambivalents à l'égard de l'intégration européenne. Moi, le pense que c'est une bonne chose. le crois qu'il faut que nous. Américains. sachions en profiter pour avoir une perspective plus large, pour avoir une conception plus globale de la communauté atlantique [que forment les Etats-Unis et l'UEJ. C'est vers plus d'intégration au sein de l'ensemble de cette communauté atlantique qu'il faut aller. Après tout, ce sont bien l'Union européenne et les Etats-Unis qui devront agir ensemble si l'on veut que l'état du monde soft meilleur pour

- Mais vous redoutez des conflits d'intérêt croissants rope en formation?

- G. B.: Ce n'est pas la relation entre les deux ensembles qui m'inquiète, les difficultés qui peuvent être créées par tel ou tel aspect de l'intégration européenne, mais les différends que nous pouvons avoir avec tel ou tel des membres de l'Union. Le fait que nous ne soyons pas aujourd'hui aussi proches de la France que nous l'étions à l'époque de ma présidence m'inquiète. A l'évidence, Paris et Washington ont des points de vue différents sur l'irak. Je ne veux pas voir nos deux pays s'éloigner ainsi de plus en plus l'un de l'autre. Si une telle évolution devait se confirmer, elle renforcerait le camp des isolationnistes et des protectionnistes aux Etats-Unis, ceux qui sont indifférents à nos relations avec nos alliés. Au Congrès, nous avons ainsi une coalition - d'isolationnistes et de protectionnistes - qui unit des élus de gauche, ceux qui sont proches des syndicats, des types un peu cinglés, comme Ross Perot, et une partie de

la droite républicaine. • Quand je suis arrivé à la Mai son Blanche, on m'avait dit: "Mitterrand est quelqu'un de difficile." Mais lorsqu'il y a eu des difficultés avec la France, avec Mitterrand, on a travaillé dur pour les résoudre. Aujourd'hui, le ne voudrais pas que nos deux pays soient de plus en plus distants, qu'il s'agisse de problèmes politiques ou économiques.

 Vous représentiez une manière de faire de la politique étrangère qui n'existe plus. Vous étiez un peu la dernière incarnation de cet establishment - très "Côte est", grandes universités, "Ivy League", comme on ditsoucieux de l'Europe. Aujourd'hul, on a l'Impression que la politique étrangère des Etats-Unis est largement aux mains du Congrès, aux mains d'éins qui pratiquent volontiers l'unilatéralisme, qui se comportent comme si l'Amérique était seule. ou à peu près, sur la scène inter-- G. B.; il y a une bonne part de

mythe dans cette affaire de l'establishment de la Côte est; après tout, j'ai passé une bonne partie de ma vie d'adulte au Texas... Je ne crois pas à cette thèse d'une génération ou d'une élite qui aurait dominé la politique étrangère des Etats-Unis. En revanche, le crois que le Congrès est, en effet, coupable de ce que vous dites, essayant de façonner la politique étrangère du pays, passant des résolutions qui n'ont aucun sens, cependant que l'administration n'en fait pas assez pour empêcher cette

» le crois que nous vivons un moment difficile. Le Congrès observe la Russie et ne veut pas dépenser d'argent. Le Congrès regarde la Chine et cultive une attitude critique à l'égard de Pékin. attitude que je trouve franchement préoccupante. Il y a des tentatives protectionnistes, un manque de compréhension pour l'Europe. Tout cela est, certainement, inquietant. Mais cela ne durera pas, cela ne va pas nous enfermer dans un comportement isolationniste. Le Congrès change, les administrations changent. Sur le long terme, les Etats-Unis resteront engagés dans l'exercice de leur leadership dans le monde.

- B. S.: Moi ie suis beaucoup moins confiant. Dans l'Amérique d'aujourd'hui, il y a vraiment une tendance au repli isolationniste. Et elle pourrait s'installer durable-

-On a l'impression que vous avez été surpris par la vitesse à laquelle se sont effondrés l'URSS et l'empire soviétique. - G. B.: Si vous nous aviez dit, en

1989, que nous allions voir, en l'espace de quatre ans, l'Allemagne unifiée, le mur de Berlin par terre, l'URSS en morceaux, je vous aurais répondu : pas possible, cela va trop vite. Oui, nous avons été surpris par la rapidité des événements. Une fois le mur de Berlin tombé. l'Allemagne unie - et, parce que Gorba-



tchev l'a accepté, une Allemagne unie dans l'OTAN -, alors on est allé très vite vers la fin de l'URSS.

- B. S.: Gorbatchev était vraiment un dirigeant soviétique à part. Aurions-nous eu affaire avec un homme du type Brejnev, on aurait peut-être toujours l'URSS.

- Justement, quand yous voyez l'état de la Russie d'aujourd'hui, ne pensez-vous pas que Gorbatchev a été trop vite ?

 G. B.: Les choses ne se passent pas comme cela. Quand les gens prennent le goût de la liberté, quand cette chose-là est dans l'air du temps, vous ne pouvez pas vous y opposer, sauf à utiliser massivement la force. C'est ce qui est arrivé à Gorbatchev. Qu'est-ce qu'on pouvait faire nous? Si, au moment de la chute du mur, j'avais cédé aux pressions de tous ceux aui. au Congrès ou ailleurs, dans la presse, me disaient d'aller danser avec les manifestants à Berlin, ajors là je pense que les Soviétiques auraient réagi, ne l'auraient pas permis. Et cela aurait reculé l'implosion de

– Tout de même, est-ce que les Occidentaux ne portent pas une part de responsabilité dans la situation de la Russie? C'est nous qui les avons poussés à passer du jour au lendemain à une économie de marché, à importer le modèle américain? Alors que les Russes n'y étalent aucunement préparés...

- G. B.: Je ne pense pas qu'on alt jamais fait cela, qu'on ait lié notre aide au passage à une économie de marché, le ne me souviens pas de cela, mais peut-être est-ce parce que le vicillis.

- Est-ce qu'une Russie qui s'effondre, sur tous les plans, qui n'a toujours pas ratifié l'accord Startt II sur le démantèlement des armes nucléaires les plus dangereuses, ne vous paraît pas plus dangereuse que l'ex-URSS?

-G. B.: Il y a quelque chose d'important ici. Il faut que la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis continuent à traiter la Russie avec respect. J'ai peur que nous ne fassions pas ce travail-ià, cette diplomatie-là. Il ne s'agit pas de leur signer des gros chèques, aux Russes. Ce qui compte, c'est de savoir rester en permanence en nous sommes partenaires, que nous savons ce par quoi ils passent, que nous n'essayons aucunement d'en tirer parti.

- Parions de l'Irak, de Saddam Hussein. On peut comprendre votre décision d'arrêter la guerre une fois les Irakiens chassés du Koweït en 1991. Mais on a l'impression que les Etats-Unis n'ont jamais vraiment assumé cette décision, qui supposait que vous laissiez Saddam Hussein au pouvoir à Bagdad en connaissance de cause et que

vous acceptiez qu'il y reste... - G. B.: Notre mission, celle que l'ONU nous avait confiée, celle que J'avais donnée à mes généraux, celle que les Britanniques, les Francais, la coalition arabe avaient acceptée, était de chasser les trakiens du Koweit. je suls toujours très offensé quand on dit : "Bush n'a pas fini le travail!." Vous imaginez ce qui se serait passé si l'on avait occupé Bagdad, ne serait-ce que quarante-huit heures! Il n'y aurait plus eu de coalition arabe, on aurait placé nos gars dans une situation de guérilla urbaine, on n'aurait jamais pu réunir la conférence de Madrid [qui démarra les négociations israélo-palestiniennes], etc.

 Là où je me suis trompé, c'est, à l'époque, à la fin de la guerre, quand J'ai pensé que Saddam Hussein ne résisterait jamais à une pareille défaite, à une telle humiliation. Je croyais qu'il ailait être chassé du pouvoir, qu'il serait dans l'incapacité de s'y maintenir. Et c'était l'opinion de tout le monde alors. Là, j'ai commis une erreur d'analyse.

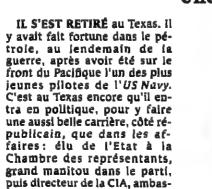
- On vous accuse d'avoir, vers la fin de la guerre, incité les Kurdes et les chiltes à se révolter, puis de les avoir laissé tom-

- G. B.: Là encore, je trouve cette accusation très offensante. Je croyais vraiment que les traidens allaient renverser Saddam. Mais nous n'avons jamais eu pour politique de dire aux Rurdes et aux chiltes : "Rési au coin des lèvres, bref la voltez-vous et on vous aidera à le peut-être pas tout à fait à tort, pour n'avoir pas empêché les hélicoptères de la garde nationale d'aller écraser les gens qui se révoltaient. Mais la guerre était finie et vous pouvez imaginer quelles auralent été les réactions dans l'opinion publique américaine, européenne ou arabe si nous avions continué à bombarder une armée traidenne en déroute, délà hors du Koweit...

- B. S.: Vraiment, ce que nous disions à l'époque était simple : Saddam est le problème du peuple iraklen. Si vous appelez cela un appel. une incitation à la révolte, très bien. Mais nous n'avons jamais laissé entendre que nous altions alder cette révolte. On était d'ailleurs très sérleusement inquiets de la possibilité d'un démembrement de l'Irak, ce dont personne ne voulait. »

> Propos recueillis par Jean-Marie Colombani et Alain Frachon

#### Une vie d'Américain



sadeur à Pékin, vice-président tout au long des ou 29 €), il parie avec toujours autant de passion deux mandats de Ronald Reagan à la Maison Blanche, avant d'occuper à son tour les responsabilités suprêmes (1988-1992). Une belle vie d'Américain.

A 75 ans, l'homme n'a pas beaucoup changé. Il a une façon de porter le costume sombre à fines tayures blanches, d'arborer une chemise taillée sur mesure et frappée à ses initiales, qui trahit l'héritage : la famille aisée de la côte Est, le père banquier et sénateur, l'éducation dans les meilleurs collèges et universités, la pratique assidue des sports de plein air. Et puis, très cuitivée, il y a la manière de tomber la veste, ce petit rictus aus-



trer, précisément, que George Herbert Walker Bush n'est pas que le représentant de la vieille élite de Nouvelle-Angleterre. Installé dans un salon du Ritz, en compaguie de Brent Scowcroft, ancien conseiller pour la sécurité nationale et

coauteur de ses Mémoires, A la Maison Blanche, quatre ans pour changer le monde (éditions Odile Jacob, 600 p., 190 F, de ce qui l'occupa le pius à la Maison Blanche : la

politique étrangère. A-t-il payé, en n'étant pas élu pour un second mandat, à l'Issue de la campagne de 1992, le fait d'avoir donné l'Impression qu'il délaissait le front intérieur? Fair play, Bush, le grand sportif, dit qu'il n'en croit rien, simplement que Bill Clinton a mené une bonne campagne et que lui n'a pas su convaincre les Américains que la reprise était là, au coin de la route. Une reprise qui fait toujours la bonne fortune du même Clinton.

Nicole Notat, secrétaire général de la CFDT, au « Grand Jury RTL-"Le Monde"-LCI »

## « Les relations sociales ne sont pas toujours aussi développées dans le public que dans le privé »

tré que, lorsqu'on parle des 35 heures, les salariés du privé sont plutôt pour, mais que ceux du public sont plutôt réservés... - C'est une réalité que l'on ne

rencontre pas seulement quand on

parle du temps de travail, mais

aussi quand il est question des retraites... Paradoxalement, les relations sociales, la pratique de la négociation. du contrat. l'acceptation du compromis pour traiter des choses qui sont communes aux chefs d'entreprise et aux salariés ne sont pas toujours aussi développées dans le public que dans le privé. Dans le privé, on prend mieux en considération les choses comme elles sont; on fonctionne moins sur la représentation ; on prend la réalité comme elle est, on l'analyse et on fait des propositions, soumises à négociation. Dans le public, il y a encore des progrès à faire. - Même dans le privé, cepen-

dant, on ne peut pas dire que

les 35 heures avancent beau- cords, dont nous avons signé négociations - pas à n'importe effective et qu'elle ne se trans-

 Nous avons comptabilisé, à ce Jour, 5 000 accords d'entreprise ~ 2 900 accords "Robien" et 2 000 ou 2 100 accords "Aubry" -, qui concernent 600 000 salariés. Ce sont des accords d'entreprise, où la réduction de la durée du travail est devenue effective et où l'on peut évaluer ses résultats. Nous prenons en compte les accords passés dans le cadre de la loi Robien, parce qu'ils ont anticipé sur la dynamique de la réduction de la durée du travail et qu'ils étaient inspirés par la même philosophie que les négociations qui ont lieu en ce moment. – Combien d'emplois l'ensemble de ces accords ont-ils crées ?

- Ils ont créé 50 000 emplois, et on peut estimer qu'ils en ont sauvé 20 000. Cent trente branches auront négocié d'ici la fin du mois de mars : cela, c'est donc le privé. Aujourd'hui, il n'y a pas encore énormément d'accords au niveau des branches : on en est à quarante ac-

vingt-six, ce qui veut dire qu'il y a encore de la marge. Si ces branches terminent leur négociation fin mars, il va y avoir une multiplication d'accords d'entreprise, qui sont nécessaires parce qu'un accord de branche ne crée pas, par lui-même, la réduction de la durée du travail.

» La réduction de la durée du

travail va devenir une réalité dans

le secteur privé, et, contrairement

à tous les pronostics catastrophiques qu'on a pu entendre sur l'« erreur » de cette réduction, je crois que nous serons en capacité de faire un bilan qui ira bien audelà de ce que, les uns et les autres, nous espérions en matière de développement du dialogue social et de modernisation des entreprises. Pensez-vous que, il y a encore un an ou un an et demi, nous aurions parié de la flexibilité et de l'annualisation comme on en parle aujourd'hui, c'est-à-dire comme de réalités qui sont sur la table des

quel prix, bien sur? Qu'on aurait parlé des conditions dans lesquelles les cadres vont, eux aussi, bénéficier de la réduction du temps de travail ? Qu'on allait traiter du recul de la précarité et d'un temps partiel qui ne soit pas un sous-contrat de travail ?

· Tout cela permet à la négociation de jouer à plein et produit des compromis et des équilibres qui vont dans le bon sens pour les entreprises. Après tout, si une entreprise se modernise, si elle est plus performante sur son terrain et si les salariés y trouvent un bénéfice en termes de nouveaux équilibres entre leur temps de travail et le reste de leur vie, tant mieux ! - Les discussions préalables à

la seconde loi ne sont-elles pas, tout de même, plus tendues ? Nous avons une demande préalable, c'est que la seconde joi

s'attache à préserver le mode d'emploi actuel, qui fait que la réduction de la durée du travail est

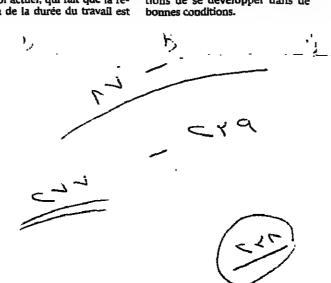
forme pas en nombre d'heures supplémentaires à due concurrence de la réduction légale. C'est un préalable sur lequel nous ne pourtons pas transiger. Il serait quand même assez paradoxal qu'au moment où l'on affiche la réduction du temps de travail, avec de l'annualisation et, donc, des conditions plus flexibles d'utilisation des salariés dans la semaine, dans le mois ou dans l'année, on ait besoin d'heures supplémentaires en plus!

» Quant au SMIC, ce serait, là aussi, un contresens d'imaginer, demain, deux SMIC dans ce pays. Peut-on imaginer qu'à travall égal il n'y ait pas salaire égal pour les smicards, alors qu'il y aura salaire égal pour d'autres classifications? Ce n'est pas envisageable. Il ne s'agit pas d'un durcissement ; il s'agit de créer les bonnes règles du jeu, qui permettront aux négociations de se développer dans de

- Que s'est-il passé chez PSA? Pourquoi le projet d'accord a-t-il été rejeté par les syndicats?

- Il faut se replacer dans le contexte de Peugeot, entreprise où la négociation sociale n'avait pas de grandes traditions. Dans un contexte où la concurrence est forte, avec, en arrière-plan, des problèmes lourds à résoudre - la pyramide des âges -, l'équilibre est dur à trouver. Dans un secteur où la pénibilité du travail est forte, quand on annonce encore plus de flexibilité pour plus de productivité, pour plus d'utilisation des équipements - par exemple l'ouverture le samedi -, cela fait un choc sur la tête des salariés. Eh bien, c'est l'occasion, pour les négociateurs, d'aller rediscuter, à la fois, avec les salariés et avec le patronat ! » Propos recueillis par

Patrick Jarréau, Olivier Mazerolle et Pierre-Luc Séguillon





THE REPORT OF MICH.

a feet a tribaceto peu-

SMAR SERVICE PROPERTY.

to Beller Workshipe many of the

ademinia part affertare since

gardinalisti in antidificati in tangga and a

- Water and the state of

the language are access

६ का प्रतिकाः प्राक्रकारी का

Committee of the Artist

Section 1986 Section

 $(2\pi i)^{\frac{1}{2}} (1-i)^{\frac{1}{2}} (1-i)^{\frac{1}$ 

Bentalin to the first of the second

magazin in the more your

المراز المراويونيونية فالمرجي العالم

EL LANGUAGE BOOK POLICE

And Branch Commencer

A STORY OF A STORY

January Valley of the

g 125 Chr. 126

Mary the Symon and

A STATE OF THE STA

grade and the second

AND CONTRACTOR 編集主義 (8) かん

PRODUCT CONTRACTOR

Service of the

Marie Committee

大い おおおい 本

Carlo Antiques

2 - 2 - - -

A STANKE . . . .

The same of the sa

Set Spring ...

of inames . . .

李 漢義 李 级 1000 1000

Carried St.

-

1 1 mm m

Francisco Victoria

Tarin Tarin

The state of the s

the state of the same

金田さらかり マニ

A CHAPTER OF

- 12 m The section of The state of the THE PROPERTY OF Fire of the second

- TENES - 1 - 1

MARKET TO STATE OF

A distribution of the second

Settle of the street of

MA TO A TO CHARLEST AND PROPERTY

degree is the contract of the

## Wassily Leontief

### Prix Nobel d'économie et maître en méthodologie

L'ÉCONOMISTE Wassily Leontief est mort à New York vendredi 5 février à l'âge de quatre-vingttreize ans. Considéré comme un maître en méthodologie, reconnu pour sa fécondité dans une approche de l'économie sachant combiner études de faits, modélisation et théorisation contrôlée, Wassily Leontief, qui a professé au total pendant quarante-quatre ans à Harvard, avait tenu à poursuivre ses recherches à l'université de New York jusqu'à l'âge de quatrevingt-cinq ans. Il est décédé dans le centre médical de cette institution.

C'est en 1973 que Wassily Leontlef, d'origine russe mais installé aux Etats-Unis depuis le début des années 30, avait reçu le prix Nobel de sciences économiques pour l'ensemble de ses travaux sur l'analyse Interindustrielle. Mais c'est en 1971, dans un discours prononcé devant l'American Economic Association, dont il avait pris la présidence un an plus tôt, que ce théoricien de l'économie avait présenté la forme la plus achevée de son étude sur les input-output (entréessorties), qui devait lui valoir cette récompense suprême.

Le grand œuvre de Leontief réside dans ce fameux tableau reliant 🐫 les flux d'entrée (input), à savoir les facteurs de production, aux flux de sortie (output) correspondant à ce qui est produit. Son idée de base consistait à mettre au point une représentation globale de l'économie permettant d'étudier les interdépendances entre les différents secteurs de cette même économie. Un concept dont il Elemetra progressivement l'application à des domaines aussi divers que le commerce extérieur, l'analyse des effets du désarmement, les problèmes d'environnement, voire le changement technologique, soulignent Michel Beaud et Gilles Dostaler (La Pensée économique depuis Keynes. Seuil-Economie, 1996).

Né en 1906 à Saint-Pétersbourg, leune diplômé (à dix-neuf ans) de l'université de cette ville devenue Leningrad, Wassily Leontief quitte rapidement la Russie pour étudier en Allemagne. Il effectue en 1931 une mission d'un peu plus d'un an en Chine, avant de s'installer aux Etats-Unis, d'abord au National Bureau of Economic Research de Washington, puis à l'université de Harvard où il est nommé professeur en 1946. C'est à partir de cette date et jusqu'en 1972 qu'il dirigera le Harvard Economic Research Project avant de rejoindre en 1976, trois ans après avoir reçu son prix Nobel, l'université de New York, dont il dirigera l'Institut d'analyse économique jusqu'à la fin de sa longue

L'ANALYSE ENTER-INDUSTRIELLE

Ses premiers articles publiés dans des revues économiques allemandes et américaines, aussi bien sur l'économie de la Russie que sur l'analyse statistique de l'offre ou de la demande, avaient permis à Wassily Leontlef de se distinguer très tôt dans l'art de combiner réflexion théorique, travail statistique et maîtrise de l'outil mathématique. C'est ce savant dosage qui devait lui permettre de déboucher sur le concept d'analyse interindustrielle qui lui valut le priz Nobel. En s'appuyant sur un travail théorique et et notre éditorial page 15).

à l'âge de guarante-cinq ans.

L'inhumation aura tieu dans l'intimité.

nercredi 10 (évrier, au cimetière inter-communal de Bondy (Seine-Saint-Denis).

[Brighte Chrvulller traumllalt au Monde depuis 1982, so sain du service de la conrecuon. Au journal comme silleurs, chacus a pu apprécare se gentillesse et sa disponibilité constante envers les saines. Ses collègues, constantes, exprinsent à se famille leur infince traisses et couts leur symputhis. La direction du journal s'associe à ces condobéances mynées.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M= Sabine Chouchen,

M. et M= Jean-Eric Chouchan,

M. et Mª Jean-Claude Chouchan.

ont la douleur de faire part du décès de

Patrick ChOUCHAN,

survenu le 6 février 1999 à l'aube de son

Les obsèques auront lieu mardi

On se réunitu à l'entrée principale du cimetière parisien de Bagneux à

Cet avis tiem lieu de l'aire-part.

- Solange et Charles Najman,

vous invitent à rendre hommage à

Maurice NAIMAN.

décédé le jeudi 4 février à l'hôpital Brous-

Nous nous réunirons au cimetière de

Nous resterons ensemble de 20 h 30 à

En ma douleur si on cherche

s'y prélasse : donc elle durera,

puisqu'elle a de quoi se supporter

la douleur, je crois, se retire de nous.

(Le Monde du 6 février.)

on trouvera que le plaisir

bien et finemen:

Car sans plaisir.

Bagneux, le mardi 9 février à 15 h 45.

Rendez-vous pone principale.

l'aube, à l'Elysée-Montmarire.

1, avenue Paul-Doumer,

Esther Welger-Burboza

er leurs amis

M. et M= Gérard Chouchan.

M. et M= Claude Barki.

Et toute la famille,

M. at Mr Laurent Choochan,

Benjamin, Jules, Margaux, Ferdinand, Léonard,

son épouse. Catherine Chouchan.

ses enfants,

leurs enfants.

ses petits-enfants.

statistique très lourd pour l'époque, compte tenu de la faible puissance des ordinateurs, il étudia concrètement les relations entre les différentes branches de l'industrie. A travers l'analyse des coefficients techniques s'appliquant à ces différents domaines, il construisit une matrice des relations établies entre quarante-quatre secteurs industriels, en évaluant les flux d'entrées et de sortie de chacun d'eux par rapport aux autres secteurs et en calculant les différents coefficients

existant entre eux. C'est à partir de cette matrice de base interindustrielle, améliorée au for et à mesure que se renforcaient les capacités de calcul des ordinateurs, que Wassily Leontief a pu augmenter le nombre des secteurs étudiés, élargir son étude aux achats et ventes effectués à destination des ménages, des administrations, étudier dans le temps les variations des coefficients techniques, calculer de nouveaux multiplicateurs de production. C'est en s'appuyant sur ce concept qu'il développa, en 1953, le fameux « paradoxe de Leontief » selon lequel les exportations des Etats-Unis seraient plus « intensives en travail » et moins « intensives en capital » que jeurs exportations. Une théorie qui prenait le contre-pied des

Serge Marti

■ LE ROI HUSSEIN de lordanie est mort d'un cancer, dimanche 7 février, à Amman. Il était âgé de soixante-trois ans (lire pages 2 et 3

thèses développées jusque-là.

#### NOMINATIONS

#### COUR DES COMPTES Jean-Pierre Teyssler, ancien

président de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), a été nommé conseiller maître en service extraordinaire à la Cour des comptes, lors du conseil des ministres de mercredi 3 février.

INE le 26 inillet 1940 à Niort (Deux-Sèvres), Jean-Pierre Teyssier est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (1965-1967). Il a été notamment secrétaire général de TF1 (1981-1983), directeur de la production et de la distribution de la Compagnie luxembourgeoise de télévision (1983-1986), chargé de mission auprès d'Edouard Balladur, ministre de l'économie (1986-1988), PDG de la Société du Loto national (1987-1989), délégué générai à la communication auprès de Jacques Chirac, maire de Paris (1989-1991), conseille auprès du PDG d'Eurocom, devenu Euro RSCG (1991-1994). Depuis juillet 1994 et jusqu'au 20 janvier, Jean-Pierre Teyssier étalt président de l'Institut national de l'audiovisuel (TNA).1

#### CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

François Lemasson a été nommé gouverneur du Crédit foncier de France, lors du conseil des ministres de mercredi 3 février. Il succède à Jérôme Meyssonnier, dont le mandat de trois ans n'a pas été renouvelé (Le Monde du 3 février).

[Né le 11 décembre 1943 à Hanoi (Vietnam), François Lemasson est diplômé de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole supérieure d'électricité, ancien elève de l'ENA (1975-1977). Li a été notamment conseiller technique au cabinet de Pierre Mauroy, premier ministre (1981-1982), attaché financier au Caire (1982-1984), avant d'occuper diverses fonctions à la direction du Trésor (1984-1989), il a été ensuite directeur sénéral adioint de la Caisse centrale de coopération économique, devenue en 1992 la Caisse française de développement (1989-1993). PDG du Comutoir des entrepreneurs (1993-1995). Directeur général du Consortium de réalisation (CDR) de septembre 1995 à fé-

vrier 1998, François Lemasson était, depuis février 1998, président du directoire de cette structure qui a repris les actifs sortis du bilan du Crédit lyonnais.]

#### DIPLOMATIE

Hubert Forquenot de La Fortelle a été nommé ambassadeur auprès de la Conférence du désarmement à Genève, en remplacement de Ioëlle Bourgois, nommée ambassadrice auprès de l'OCDE, par décret publié au Journal officiel du 3 février.

Né le 28 février 1942 à Paris, Hubert Forquenot de La Fortelle est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (1965-1967). Il a été notamment en poste à Tokyo (1968-1971), à La Haye (1975-1978), à Bonn (1982-1986) et à l'administration centrale du Qual d'Orsay, mais aussi membre des cabinets de Michel Jobert et de Jesm Sauvagnargues, ministres des affaires étrangères (1973-1975), de Raymond Barre, premier ministre (1978-1981), et d'André Giraud, ministre de la défense (1986-1987), avant d'être ambassadeur en Corée du Sud (1987-1991), Hubert Forquesot de La Fortelle a été ensuite directeur des relations internationales au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et parallèlement gouverneur pour la France auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) d'avril 1991 à mai 1994, puis ambassadeur en Arabie saoudite de mai

1994 à août 1998.1 Serge Smessow, ambassadeur au Kazakhstan, a été nommé ambassadeur au Kirghizstan en résidence à Almaty, en rempiacement d'Alain Richard, par décret publié au journal officiel du 5 fé-

[Né le 25 mars 1947 à Marsellle (Bouchesdu-Rhône), Serge Smessow est titulaire d'une licence d'anglais et d'une maitrise de russe. Il a été notamment en poste à Bucarest (1974-1976), à Vienne auprès de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (1986-1989), à Moscott (1990-1991), à Stockholm (1992-1994) et à l'administration centrale du Qual d'Orsay, Ambassadeur en Moldavie à partir de mars 1996. Serge Smessow a été nommé am au Kazakhstan le 13 Janvier.)

#### JOURNAL OFFICIEL

Au journal officiel du vendredi 5 février sont publies :

• Catastrophe naturelle: un arrêté portant constatation de l'état de catastrophe naturelle dans plusieurs départements.

 Audiovisuel: un décret soumettant les sociétés France Télévision Numérique, France Télé Films, Régions, Histoire SA et Mezzo au contrôle économique et financier de l'Etat.

● Conseil constitutionnel: une décision invalidant l'élection législative d'Aubagne (Bouches-du-Rhône) du 27 septembre 1998 (Le Monde du 5 février).

Au Journal officiel du samedi 6 février sont publiés :

• Monuments historiques: la liste des immeubles inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de 1925 à 1970 en Picardie, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Poitou-Charentes,

Rhône-Alpes et Réunion. Parachutisme: un arrêté relatif aux garanties de technique et de sécurité dans les établissements d'activités physiques et sportives qui organisent la pratique ou l'enseignement du parachutisme.

Au Journal officiel du dimanche 7 février sont publiés :

• immatriculation : un arrêté modificatif relatif à l'immatriculation des véhicules, obligeant notamment les sociétés de location à immatriculer leurs véhicules dans « le département de l'établissement où les véhicules sont mis à la disposition du locatoire au titre de leur premier contrat de location ».

• Patrimoine : un décret relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites.

• Presse : un décret et un arrêté relatif au Fonds de modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale.

#### AU CARNET DU « MONDE »

<u>Naissances</u>

– M. Jérôme CHOUCHAN et M=, née MASAKO KOMAMURA.

nont la joie d'annoncer la noissance de Noé.

frere de Segain. le 2 fevrier 1999, à Tokyo:

#### Anniversaires de naissance

- Entre Naisey et Paris : 60 ems. Joyeux anniversaire.

#### Heleon. Michel, Alexandra, Blandine.

 Vieillir, c'est organiser sa jeunesse au cours des ans.

#### Thierry.

Certains, académiquement, d'autres rugissants, les tiens, allègrement

Man' Pa'. Mus de Litre, Lot,

#### Déces

- Jean-François Combe, président du Cest. vice-présidente. Jacques Bahry, directeur géneral. Le personnel du Cest. Aquitaine-Poitou-Charentes. Le comité de direction, et l'ensemble du personnel du Cest.

Moulond ATT ALI, directeur du Cesi, Aquitaine-Poitou-Charentes

dans sa 58 annee, le vendredi 5 février

Nos remerciements pour l'œuvre

Mouloud An Ali était directeur du Cesi Aquitaine-Poitou-Charentes depuis 1978 apres avoir été formateur au Cesi.

Il a créé la formation d'ingémeur à Bordeaux et à Angoulème. Précedemment il avait été chargé de

missina au service de la parucipation de la direction régionale de Bordeaux du mi-Il clait diplômé de l'Institut des

«ciences politiques de Bordeaux (1965) et licencie en droit Il dian chevalier de l'ordre national du

SOUTENANCES DE THÈSE 83F TTC - 12,65 € la ligne Tarif Etudiants 99

#### Alain et Sonia - Marie-Maxence et Laurent Girerd, Serge et Jeanine Scibor. M. et M= Michel Galloni d'Istria et et leurs enfants. M= Colette Chevallier. M, et Mª Marc Calloni d'Istria et leurs Cloude Chevallier, Chantal Peaudecerf

ont la douleur de faire part du décès.

ont la douleur d'annoacer le décès de survenu le 26 janvier 1999, à l'âge de Brigitte CHEVALLUER,

#### Françoise GIRERD

Tous ceux qui l'ont connue et aimée sont priés d'assister ou de s'unir d'Inten-tion à la messe qui sera célébrée le jeudi metière du Père-Lachaise, à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

#### Remerciements Nadine, Marcel et Stéphanie remercient

l'amour que vous avez su partager autour Frédéric parti vers le soleiL

M. et M Benguigui Marcel, 7, allée du Bois. 78360 Montesson.

#### Anniversaires de décès

~ Le 8 février 1998,

#### Bereard BERRIER

Tous ses amis qui l'ont tant aimé se Car ne meurent que ceux que l'on

J'ai serré très fort les yeux pour

pour le garder en moi puis je les ai ouverts tota grands pour me présenter de muveau devant le monde.

- Il y a vingt ans, le 7 février 1979, le

#### François POTTON.

quittait sa famille. Elle demande à tous ses amis de penser

Souvenir

#### - Il v a six mois, le 9 août 1998, disparaissait à Ajaccio Charles ROUSSEL

Sa femme, Viviane, demande à tous ceux qui l'ont connu, donc apprecié et aimé, de penser à lin en ce jour.

> Vous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 17 h Permanence le samedi jusqu'à 16 heures

#### Communications diverses ACADÉMIE DIPLOMATIOUE

INTERNATIONALE

atergouvernementale fondée en 1926 Colloque annuel

DE LA MER NOIRE : uvec la participation des 11 Etats signutaires

vendredi 12 février 1999 – 9 h-18 h Renseignements/inscription:

Academie diplomatique internationale, 4 bis, avenue Hoche, 75008 Paris, Till.: 01-42-27-66-18, Fax: 01-46-22-09-18.

Le FW SYMPOSIUM, Correfour mondial des technologies de l'information Du 15 au 5 mars 1999 au Futuroscope à Poitiers

La Société mondiale de l'information : acteurs et victimes

Renseignements et inscriptions Tél.: 01-47-04-45-25 http://www.fwsymposium.org

Collège des études juives de l'Alliance Israélite taniverselle : de l'antisémitteme...

Forum sous la présidence du P Ady Steg, avec N. Hansson, R. Redeker. D. Sibony, P.-A. Taguieff, J. Tamero, S. Trigano dimanche 14 livries

de 14 heures à 18 heures tablissement Georges-Leven 30, bd Carnot, 75012 Paris Mº Pte-de-Vincennes - P.C. Sahel (PAF) Renseignements: 01-53-32-88-55 Site Internet : http://www.aiu.org

#### Conferences

- Institut des hautes études de l'Amérique latine Mercred: 10 février à 10 heures : Globalisation, décentralisation et pouvoirs locaux an Mexique et dans la région andine » par MM, les professeurs Jaime Aboites, Fernando Rosero et Guil-

lermo de la Pena. Mercredi 24 février à 10 heures : « L'évolution récente des débats sur l'économie du développement », confé-rence inaugurale de M\* le professeur

28, rue Saint-Guillaume, Paris 7. Amphithéatre premier étage.



#### LE MOUVEMENT JUIF LIBÉRAL DE FRANCE (NULF)

de conférence sur la pensée juive, la première intervention de Shmael TRIGANO.

vous propose, dans le cadre de son cycle

sur le thèrne : « Exil et retou dans la pensée julve

Jeudi II février 1999, 20 h 15, MJLF -- 11, rue Gaston-de-Calilavet. Paris-15" -- Buffet dinatoire après la conférence.

Participation bux frais: 120 F. Renseignements et niservations au siège du MULF. Tél.: 01-44-37-48-48.

#### Formation continue

PARLER EN PUBLIC Développer l'impact de sa parole, ga-gner en confiance, présenter efficacement. Méthodes actives unimées par des comé-Quilotoe formation : 01-47-48-18-18

#### Collogues

- Le Centre d'études sur Giambattista Vico qui dépend du CERPHI (Ecole nor male supérieure de Fontenay/Saint Cloud: dir.: Pierre-François Moreaut, le Centre d'histoire des systèmes de pensée moderne (Paris-I: André Tosel, Jean Sasi), la Scuola normale superiore de Pise Vichiani de Naples (Giuseppe Cacciatore Manuela Sanna) organisent un

#### Colloque international Giambattista Vico et la pensée classique «

le leudi 11 février 1999. de 9 heures a 18 heures, Sorbonne, amphithéâtre Liard Perspectives actuelles de recharche La question du droit. le vendredi 12 février, Ecole normale supérieure de Fontenay-aux-Roses. sulle des colloques (RER B) Vico et Spinozo : les fondements cartésiens

du système vichien. le samedi 13 février. de 9 heures à 13 heures. Institut culturel italien. 50, rue de Varenne, Paris-76 oblemes lies à la traduction Les problèmes liés à la traducti de Vico en langue française

Souhaitez la SAINT-VALENTIN dans le Carnet du "Monde" le 14 février

83 FTTC LA LIGNE

#### <u>Séminaires</u>

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

Séminaires
Jacques RANCIÈRE : « L'idée esthétique » 12 feb., 12 mars, 18 h 30-20 h 30, 19 mars.

19 h 30-21 h 30: 2 et 9 avril. 7 mai

des sciences, L. rue Descartes, Paris.

Marcel DRACH: « La dette et l'échango. Destitution et institution de la raison économique » 15 lés., 15 mars, 12 avr., 17 mai et 14 juin. 13 h-15 h. Maison des sciences de l'honme (solle 214), 54, bd Raspail, Paris.

Alain BADIOU : • De quoi le XX siècle a-t-II été la fiz et de quoi le commencement ? »

10 fév., 10 et 24 mars, 7 avr., 5 et 19 mai, 20 h-22 h, aruphi 45. Uni. Paris-VII 2. place Jussieu, Paris.

Marc BALLANFAT : • L'athéisme dans

tes philosophies Indiennes • 16 fév., 9 et 23 mars, 6 avr., 18 h 30-20 h 30, salle RCA, Uni, Paris-VII, 2, Vironique FABBRI: • Figures du 17thme ; vers une esthétique de la danse » 11 fés... 11 mars. 8 avr.. 6 mai. 18 h 30-20 h 30. salle RC4, 10 juin, 20 h 30-22 h.

salle RC3, Uni. Paris VII. 2 place Jus-Jean-Michel SALANSKIS et François-David SEBBAH: « Les usages contemporains de la phénoménologie » 12 fév., 19 mars, 2 avr., 7 mai, 18 h-20 h. 28 mai, 19 h 30-21 h 30, amphi A. Carri

Antonia SQULEZ: « Supposez que...: languer et expérience » 16 fév., 9 mars, 6 et 13 avr., 11 et 18 mai. 18 h 30-20 h 30, amphi Stourdeé, Carré

Claude BIRMAN: « Bible et philosophie. 1 = 11 mars et 8 avr.. 20 h-22 h, 20 mai. 20 h 30-22 h-30, 10 juin. 20 h-22 h, amphi B. Carré des sciences.

Claude GAUTIER. Olivier LECOUR GRANDMAISON et Sophie WAHNICH: « Passions et sciences hu-

12 fév... 2 avr et 14 mai. 11 h-15 h. Curapp. Faculté de droit. Pôle universitaire Cathé-Philippe PELLETIER, Francis ROUS-

SEAUX et Bruno SIFANTUS: «Re constitution critique de la décision polilico-stratégique » 15 fev. 30 h-22 h et 15 mars, 20 h 30-22 h 30, amphi Stourdzé. Curre des sciences, I, rue Descartes, Paris, 19 avr., 18 h-20 h, villa Douce, 9 hd de lo Parx.

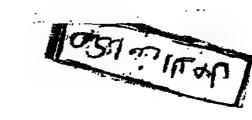
6 Samedi autour d'un livre Le Cuite du néant, de Rocer-Pol Droit avec Marc Ballantat (sous reserve). téphane Douailler, Roger-Pol Droit et Charles Malamoud

Reums.

15 fév., 9 h 39-12 h 30, emphi. Strurdre, Carré des sciences, 1 que Descartes, Paris, L'accès à toutes les activités du Collège

places disponibles). Renseignement sur salles, repondeur : 01-44-41-46-85. - Autres reuseignaments: 01-14-41-46-80.

est libre et gratali (dans la limite des



EURO L'arrivée de la monnaie de consommateurs dénoncent des unique a relancé le débat sur les frais prélevés par les banques. Les européens ainsi que les associations ro pour augmenter leurs marges.

tarifs trop élevés et expriment leurs craintes de voir les institutions financières profiter du passage à l'euMALGRÉ LA DISPARITION du risque de change entre devises européennes, les commissions perçues par les banques lors des opérations de conversion n'ont guère baissé. **● LES VIREMENTS TRANSFRONTA-**LIERS font eux aussi apparaître de ments financiers de l'Euroland. • En France, banquiers, consommateurs

et pouvoirs publics doivent s'atteler à régler dans les mois qui viennent le problème spécifique du « ni-ni » : ni tarification des chèques ni rémunération des dépôts.

## Les dirigeants européens dénoncent des frais bancaires trop élevés

Un mois après le lancement de la monnaie unique, son emploi par les particuliers reste marginal. La Commission de Bruxelles a annoncé des mesures pour forcer les banques à faciliter l'utilisation de l'euro et à réduire les tarifs excessifs

L'ARRIVÉE de l'euro a eu comme conséquence immédiate de relancer le débat sur les frais pratiqués par les banques. Les autorités européennes, la Banque centrale européenne (BCE), les gouvernements des pays de l'Euroland... et les associations de consommateurs ont dénoncé des tarifs trop élevés et exprimé leurs craintes de voir les banques profiter du passage à l'euro pour augmenter leurs marges.

Pourtant, rien n'a encore vraiment changé pour le citoyen, ni pour le paiement par chèque, ni pour les opérations internes. Les transactions en euros restent marginales. Les commerçants sont plutôt réticents : « Pas de palements en euros », mentionnent par exemple des autocollants réalisés par des banques néerlandaises apposés sur des vitrines de commerçants i Au-delà de l'anecdote, les demandes de particuliers pour obtenir des chéquiers en euros restent faibles. Les paiements en euros effectués hors du pays d'origine sont facturés très cher - parfois plus cher que le montant du régiement lui-même.

« On ne peut pas, en un jour, transformer des systèmes de palement à 99 % nationaux en système européen, d'autant plus que les habitudes culturelles des clients sont très différentes », indiquait Plette Simon, président de l'Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (Afecei), dans un entretien aux Echos du 4 février. « On a présenté début janvier l'euro comme la monnaie des entreprises, celle de la gestion des patrimoines, et cela ne change strictement rien pour le consommateur, sauf la suppression voire la baisse des commissions de de FO Consommateurs et rapporteur du collège des consommade la consommation. « Nous de-

	FRANCE	ROYAUME-UNI	ALLEMAGNE	BELGIQUE	PAYS-BAS
RÉMUNÉRATION	0%	0,2-0,4%	0-0,5% ns	0,5% (> 5 000 F).	0,5%
COMMISSION DE COMPTE	gratuite g	rawite (si solde > 0	1) 15 F/mois	30F/an	gratuite
RELEVES DE COMPTE	gratuits	gratults	frais de timbres	frais de timbres	gratuits .
BANQUE À DISTANCE	abonnement ou communication surtaxée	gratuite	gratuite	gratuite	gratuite
DÉCOUVERT (autorisé)	15-17 %	50-90 F/mois + 16-18%	10-12%	15%	13%
CARTES : • de débit • de Crédit	140-240 F pa peu développées	gratuite 90-120 F/an	35 F peu développées	40-130 F peu développées	gratuites 100-170 F/an
RANSACTIONS PAIGNESS	gratults m	gratuits .	1,2-2 Fitransaction	0,8 F/transaction menuelle sa	gratuits
cartes de crédit	gratuks	10-15 F/retrait distributeur (4	15 F/retrait distributeur es	8 F/retrait	gratuits
NCIDENTS DE PAIEMENT	150-300 F	240 F	50 F	peu de rejets, pas de t	erification spécifiqu
OUR DE VALEUR	j-1/j+1/3	j-1/j+1/3 (chèques)	j/}+1	j-1/j+1	j-1/j+1

blèmes liés à l'euro », ajoute M. Marleix.

Si les banques ne sont pas suffisamment obéissantes, les autorités de Bruxelles n'hésiteront pas à réglementer, a prévenu Yves-Thibault de Silguy, le commissaire européen aux affaires économiques,

monétaires et financières. Les commissions de change. L'arrivée de l'euro supprime de fait tout risque de change entre les onze pays qui ont adhéré à l'euro. ce qui devrait en théorie faire baisser les frais. Mais les risques de change ne représentaient en moyenne que 20 % des commissions réclamées par les banques lors des opérations de change. Wim Duisenberg, président de la Banque centrale européenne (BCE), a tancé mi-janvier les banques en « déplorant de devoir payer des commissions de change excessivement élevées ». La souss'insurge Pierre Marleix, président commission monétaire du Parlement européen a demandé, jeudi 4 février, l'ouverture d'une enquête pour établir si des ententes illégales n'ont pas été conclues vons donc signaler tous les pro- entre les banques qui continuent à

percevoir des commissions de change dans la zone euro, qui étaient déjà très élevées avant

Selon une étude rendue pu-

blique jeudi par Christa Randzio-Platz, eurodéputée allemande (SPD) et présidente de la souscommission monétaire du Parlement européen, portant sur six pays (Allemagne, Belgique, Italie, Espagne, Luxembourg, France), les commissions de change s'écheionnent de 1 % pour le Banco Santander espagnol à 3,75 % pour la Commerzbank allemande. M™ Randzio-Piatz considère que ies banques n'ont pas fait profiter les consommateurs de l'économie que représente la suppression du risque de change entre les pays de la zone euro, qui devrait se situer entre 20 et 50 % de frais en moins. Les responsables bancaires devront s'expliquer lors d'une audition publique devant la souscommission monétaire, le 16 février à Bruxelles.

• Les virements transfrontaliers. « Il est très difficile de savoir quels sont les frais a priori. Ces frais Crédit agricole. Le groupe Banques populaires pratique des frais variables selon les pays destinataires, de 66.30 à 269 francs (10,11 à 41 euros), révélait une stude réalisée en septembre 1998 par la revue Budgets & droits. « Les nques pratiquent toutes une tarification incohérente et disparate », conclusit l'enquête. Il est certes normal que les établissements financiers se rémunèrent, mais il ne faut pas que « cela se fasse au detriment du consommateur », soulignaît, le 4 février, Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux PME, au commerce et à l'artisanat. En clair, elle demande, comme le fait la Commission européenne (lire cidessous), plus de transparence.

«Il faut être clair: la mise en place de l'euro unifie la monnaie, mais, hélas, pas encore les systèmes de paiement de petits montants qui architectures nationales sans lien entre elles », a expliqué M. de Silguy devant le Parlement européen. En effet, contrairement aux banques, qui possèdent entre elles un système de palement pour les gros montants, appelé « Target », Il n'existe pas de système de paiement unifié, compatible, peu ovéreux, rapide, pour les usagers bancaires entre les différents pays de l'Euroland. L'objectif doit être d'arriver à un « Target du citoyen », selon les vœux de M. de Silguy. C'est dans cet esprit que sont menées les réflexions sur le portemonnaie électronique, destiné au paiement des petits achats. • Les frais bancaires. Si l'arri-

vée de l'euro ne change rien dans l'immédiat à la tarification bancaire générale, la monnaie unique aura à terme pour effet de renforcer la concurrence entre établissements européens. « La facturation de la tenue de compte des particuliers est très hétérogène en Europe », révélait l'Afecei à partir de l'étude réalisée par le Boston Consulting Group (BCG). Pour les banques françaises, proches de la moyenne européenne en matière de tarifs, mais avec une qualité de service très supérieure à celle d'autres établissements européens, « le principal handicap tient au niveau des coûts réels de tenue de compte plus importants que pour leurs concurrentes européennes », indique l'étude du BCG.

En France, avant 2002, banquiers, consommateurs et pouvoirs publics doivent s'atteler à régler un problème très particulier, qui n'existe dans aucun autre pays: l'évolution du principe du ni-ni - ni tarification des chèques ni rémunération des dépôts -, toujours en vigueur. Un groupe de travail présidé par Benoît Jolivet, président du comit. consultatif du Conseil national du crédit, s'y active pour trouver des solutions dans les prochains mois et metire la France au niveau des autres pays de l'Euroland, qui rémunèrent les comptes courants au taux d'environ 0,5 % par an, mais font payer des frais de tenue de compte et notamment l'usage du chèque, qui reste le moyen de paiement préféré du consomma-

Pascale Santi

 $2\Phi_{i,j,\sigma_{i,\gamma}}$ 

## LTCM part à la reconquête des investisseurs

décidément peur de rien. L'Américain John Merlwether, qui a de l'argent à M. Merlwether au conduit Long Term Capital Management (LTCM), l'un des plus gros fonds spéculatifs (hedge fund), au bord de la faillite à l'automne 1998, fait à nouveau le tour des investisseurs qui lui avaient permis de lancer cette machine à spéculer. Le fonds a été sauvé en septembre 1998, sous l'égide de la Réserve fédérale, par quatorze banques américaines et européennes, qui ont injecté 3.6 mil-

Des performances positives en 1998

1998 à 200 milliards fin décembre 1998 (176 milliards d'euros).

TASS constate que 85 fonds sont sortis de sa base de données pen-

dant cette période, soit 6,5 %. Si une petite minorité a fait faillite, la

plupart ont choisi d'arrêter leur activité après avoir touché leurs li-

mites de pertes. Seules trois catégories (les fonds asiatiques, les ven-

deurs à découvert ou les spécialisés sur les marchés émergents) ont

enregistré des performances négatives, les huit autres ayant gagné

de l'argent (de 23,2 % pour les fonds spécialisés dans les valeurs eu-

ropéennes à 1,83 % pour les fonds exploitant les situations parti-

liards de dollars (3,15 milliards surpris et déçu certains de ses

culières). La performance moyenne s'établit à 2,69 %.

d'euros) dans LTCM et en ont pris

M. Meriwether, qui détient en-

core 3 % du fonds, et ses parte-

naires font le tour du monde pour

expliquer à leurs clients les rai-

sons qui ont conduit le fonds au

bord de l'abîme, et surtout pour

préparer une autre campagne. Ils

envisagent, indique l'agence amé-

ricaine Bloomberg, de réunir de

nouveau des capitaux pour rache-

ter aux banques du groupe de

le contrôle à hauteur de 90 %.

CERTAINS FINANCIERS n'ont sauvetage leur participation dans LTCM. Les clients qui ont confié moment où il a créé son fonds n'ont rien perdu dans la débăcie de septembre. Plusieurs mois auparavant, les gérants du fonds leur avaient rendu leur mise de départ - et plus s'ils le souhaitaient - et ne continualent à gérer que les plus-values. Ils n'ont toutefois pas encore commencé à lever ce capital.

M. Meriwether était à Genève au début du mois de janvier. Il y a

clients, envers qui il n'aurait pas

eu un mot d'excuse. Deux parte-

naires de M. Meriwether viennent

en outre de quitter LTCM : le Prix

Nobel 1997 Myron Scholes, qui a

rejoint son épouse à San Francis-

co et sera conférencier à l'univer-

sité Stanford, et William Krasker,

un professeur de la Harvard Busi-

ness School, ancien de Salomon

Brothers, qui a conçu les modèles

informatiques de LTCM. Il restera

consultant pour le fonds. Deux

bel du fonds, Robert Merton, et James McEntee - devraient aussi ouitter l'entité, a indiqué un proche du fonds à Bloomberg.

autres financiers - l'autre Prix No-

CONDITIONS DE SORTIE

Informées de la démarche prospective et des intentions de John Meriwether, les quatorze banques qui ont participé au sauvetage du fonds n'ont pas encore totalement arrêté leur stratégie. Les banquiers se sont réunis à New York, jeudi 4 février, pour discuter de l'avenir du fonds. Ils doivent notamment définir dans quelles conditions le pool de banques « sauveteuses » pourra sortir du En 1998, les fonds spéculatifs, les hedge funds, ces placements ficapital du fonds. Des contacts innanciers réservés aux investisseurs fortunés et avertis, ont souffert. fructueux avaient déjà eu lieu au Selon la société TASS Management, spécialisée dans Févaluation de moment de la débâcle de LTCM, leur performance, le total des fonds investis sous cette forme est avec des investisseurs comme Warren Buffett, l'assureur AIG ou passé de 240 milliards de dollars (212 milliards d'euros) en Juillet le prince saoudien Al Waleed.

La réunion du 4 février avait également pour but de donner des informations aux banquiers sur la réduction de l'exposition financière du fonds. « Je ne suis pas inquiet sur la perspective de ce placement et je suis certain que, à terme, il peut être rentable, mais vis-à-vis de mes actionnaires, je me sentirai plus à l'aise lorsque je pourrai leur dire que nous n'avons plus rien dans LTCM », indiquait récemment le patron d'une des banques françaises, qui a dû participer au sauvetage. De fait, depuis qu'il a investi dans le fonds, le groupe de sauvetage a vu son investissement se valoriser de 11%, après avoir réglé les commissions de gestion que continuent de toucher les parte-

> Sophie Fay (avec Bloomberg)

### La Cour de cassation met en cause le fonctionnement des autorités de régulation

LA COUR DE CASSATION a af-annulé les sanctions prononcées ré ? Celui qui peut voter pour inflé-irmé, vendredi 5 février, que le dé-par la COB contre M. Oury, car les chir la décision prise à la majorité y firmé, vendredi 5 février, que le déroulement des procédures de sanction devant la Commission des opérations de Bourse (COB), contredit la

demeurent trop élevés », explique

Olivier Eon, chargé des études

économiques à la Confédération

de la consommation, du logement

et du cadre de vie. Par exemple, vi-

rer une somme d'argent de France

en Belgique coûte 115 francs

(17,53 euros) au Crédit lyonnais

mais 258,18 francs (39,36 euros) au

Bruxelles cherche à faire pression

tontes les opérations de conversion et d'échange.

La Commission européenne a annoncé, vendredi 5 février, des

mesures pour inciter les banques à réduire les frais bancaires et à

les présenter plus clairement pour faciliter l'utilisation de l'euro.

Bruxelles demande aux banques de publier avant le 31 mars 1999

« un état exhaustif de l'évolution, depuis l'Introduction de l'euro, des frais bancaires facturés pour les échanges de billets et les paiements

transfrontaliers par chèque, par virement et par carte dans la zone

Elle trivite les consommateurs à lui signaler – par courrier électronique (europoint@dg15.cec.be) ou par télécopie (90-32-2-295-07-50) –

les cas où une banque ne respecterait pas la recommandation

qu'elle a émise le 23 avril 1998. Selon ce texte, la conversion des

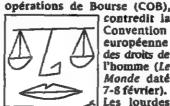
paiements entrants ou sortants libellés en euros ou en unité moné-

taire nationale sur un compte bancaire doit être gratuite, ainsi que

la conversion des comptes. Les banques ne peuvent pas facturer des

frais différents pour un même service selon qu'il est rendu en euro

ou en monnaie nationale. Elles doivent assurer la transparence de



Les lourdes **E**OPERTISE sanctions prises par la COB contre le financier Jean-Marc Outy sont donc annu-

L'article 6 de cette convention exprime le droit pour toute personne de bénéficier d'un tribunal impartial. Cette exigence implique que l'instruction et le jugement d'une affaire soient exercés par des personnes distinctes. En effet, si l'on permet au juge qui instruit une affaire de la juger dans la phase ultérieure de la procédure, il transporte son opinion dans l'acte de jugement, corrompant celui-ci. Cette règle s'impose alors même que les personnes considérées conservent leur volonté d'impartialité. Ce que l'on appelle l'impartialité objective concerne l'organi-

sation même des juridictions. Dans la perspective européenne, la COB est traitée comme une juridiction. Elle doit donc respecter le principe d'impartialité, alors gu'en droit français la loi, le Conseil constitutionnel et le Conseil d'Etat n'y voient qu'une autorité administrative, une analyse qui n'est pas celle de la Cour de cassation. Son arrêt est très clair. Il approuve l'arrêt rendu par la cour d'appel de

juges avaient relevé que « l'un des membres de la Commission, nommé rapporteur, a été chargé de procéder à une instruction sur les faits avec le concours des services administratifs et à toutes investigations utiles », ce qui lui interdisait de « participer qu délibéré ». Pour l'avoir fait, toute la procédure, frappée de partialité, est annulée. A l'avenir, les sanctions prononcées par la COB dans d'autres affaires en cours le seront

Faut-Il considérer que, par analogie, l'arrêt remet en cause le fonctionnement des autres autorités administratives indépendantes. par exemple le Conseil de la concurrence ou le Conseil supérieur de l'audiovisuel? Chacun exerce un pouvoir de sanction et bénéficie d'un rapporteur doté de pouvoirs d'instruction.

DEUX POINTS DE CONTROVEUSE

Mais deux points prêtent à controverse. En premier lieu, l'arrêt Oury vise l'hypothèse d'un rapporteur désigné parmi les membres de la COB. Lorsque l'autorité bénéficie d'un rapporteur qui lui est extérieur, comme le rapporteur devant le CSA, nommé par le Conseil d'Etat, cela suffit-il à écarter l'hypothèse de contrariété avec l'article 6? Sans doute non car la partialité objective de celui oui tout à la fois instruit et juge n'est pas effacée par la source de sa nomination.

En deuxième lieu, beaucoup plus délicate est l'interprétation de la « participation » du rapporteur au délibéré, dénoncée par l'arrêt. Que

participe indubitablement. Mais qu'en est-il de celui qui a voix consultative, c'est-à-dire exprime une opinion qui ne pèse pas dans le décompte des voix, comme le fait le rapporteur du CSA? Et, plus encore, comment apprécier celui qui assiste au délibéré sans voter du tout, comme au Conseil de la concurrence? On pourrait soutenir qu'une telle hypothèse n'est pas visée par l'arrêt Oury : participer au délibéré se réduirait à l'acte de voter. Dans ce cas, les procédures devant les autres autorités que la

COB peuvent rester inchangées. Mais est-ce bien dans l'esprit de l'article 6 de la Convention euro péenne des droits de l'homme ? En effet, celui qui assiste au délibéré influe sur l'opinion des autres en développant une opinion. Certes, On peut soutenir qu'il se tait. Mais alors pourquoi assiste-t-ii au délibéré ? il faut donc présumer qu'il prend la parole et que, en cela, il peut convaincre les autres juges. La participation à l'élaboration du jugement ne s'exprime pas alors par un vote mais par une influence. Dans son rapport annuel de 1992, la Cour de cassation avait analysé la seule présence du rapporteur du Conseil de la concurrence au délibéré comme attentatoire au procès équitable. Si l'on donne ce sens à l'arrêt Oury, c'est l'ensemble des procédures devant les autorités ad ministratives indépendantes qué ? les pouvoirs publics français doivent revoir.

Marie-Anne Frison-Roche (professeur à l'université

Paris-Dauphine)

Paris le 7 mai 1997. Celui-ci avait signifie « participer » à un délibéand the second section of the second second

## Avec la reprise du groupe belge Cockerill, Usinor atteint sa taille européenne

Le sidérurgiste français met en place sa nouvelle organisation

Usinor devait signer officiellement, mardi 9 février, avec les autorités wallonnes, le rachat de Cockerill. Francis Mer, PDG d'Usinor, ter ses pleins effets dans trois ans. En paraltion de ses activités: 2 000 à 2 500 emplois

POUR USINOR, le défi Cockerill-Sambre commence. Francis Mer, son PDG, devait signer, mardi 9 février, avec les autorités wallonnes l'acte de vente. « Maintenant, la fusion doit se faire très vite. Les personnes doivent connaître rapidement leur responsabilité, leur domaine d'intervention. Compte tenu des investissements lourds que nous avons à réaliser, notamment à Carlam, près de Charleroi, tout sera en place dans trois ans », affirme

Se Section (Section )

Market Section 1

新*田*野 (Aはないな)ニュース かんない g

The state of the state of

obation and replace to a

A MAN . Service

militar in the major state of the

probable a disease in the

r Bar Barr Barr and all are a

का व्यवस्थात के 🗈 व्यवस्था जिल्ला

State of the state of the state of

the latter of the principle of

F 1988 Harrist Agreem see Sugar

THE I WAS I THE COURSE WHEN IN SE

編集 現象 12 - 256 (87) ない

and in their properties to be the

SORGE AN LINETH PROPERTY AND

Appendix and justice angular attached

Bill an igentigefet wieren mire.

March 1988 Bles Contraction Co. 1

**着性でする。空後をいかったさい。**。

determination of the con-

 $(g_{ij}, P_{ij}) : g_{ij}, g_{ij} : g$ 

Company of the con-

week from the second second

griffeendigt in the second

कार्य कार्यक्ष ल

ಿಯ್ಯಾಗಿ ಎಸ್ ಕ್ರೇ

there are advised a

Breetler Control

The region that it is the

自食 均衡性的标识

Maria Carrier

See Agreement of the Party of the

1125---

Table 1

P 200

Barren !

Paragraph .

新年。 · 辛克

---

The same of the

M. B. R. ---The same of the sa **. . . . . . . . .** 

make the country of

garage and a

when you to get a

STALL SECTION SECTION 1

Almost Street Services

Burn Marie Marie Lange

des automio de la

A Park

Longuement préparée, l'intégration de Cockerill et de sa filiale Eko Stahl ne devrait pas, selon M. Mer, poser d'importants problèmes. « A l'image de Sollac, Cockerill a une identité très marquée. Il est hors de question de la modifier. » Soucieux de s'inscrire dans la réalité belge, le groupe français multiplie les précautions. Tout en rappelant que le gouvernement wallon conservera 25 % du capital de Cockerili pendant cing ans, il fera entrer au conseil du groupe belge des administrateurs indépendants. Dans sa nouvelle organisation, Usinor a déjà nommé des responsables de Cockerill à des postes clés. De même, Usinor a promis de respecter scrupuleusement le plan social de Cockerill, qui prévoit le départ de 2 000 personnes d'ici à l'an 2000. « Rien ne sera fait au-deia », assure le PDG d'Usinor.

Dans la gestion courante, les contours de la fusion sont délà tracés. « Les changements sont limités. Nous n'avons aucune envie de centraliser les approches commerciales. Le plus important est de coordonner les interventions, notamment dans

trois domaines où les clients sont méditerranéen et un peu au-delà. mondiaux : l'automobile, l'électroménager et le fer blanc », souligne M. Mer.

La reprise de Cockerill intervient au moment où le marché de l'acier se dégrade très vite. « On ne choisit pas. Quand les occasions passent, il faut les saisir. Cockerill est un sujet majeur pour le groupe », affirme le président d'Usinor. Avec ce rachat, le groupe achève le développement de son dispositif européen. Grâce à ses acquisitions espagnoles et italiennes, il est en mesure de fournir tout le pourtour

#### Un contrat pour Air Liquide

Le contrat de 1 milliard de francs (152,4 millions d'euros) signé entre Usinor et Air Liquide, pour fournir de l'électricité à Dunkerque à partir d'une centrale alimentée par des gaz sidérugiques, est-il le premier signe de la dérégulation du secteur? EDF, qui postulait pour le renouvellement de ce contrat, est en émoi. Usinor figure parmi les tout premiers consommateurs d'électricité. Le groupe sidérurgique nuance la situation : « Il s'agit juste d'un contrat technique. Nous aurions pu le signer il y a trois aus. » Administrateur d'EDF depuis sept ans, Prancis Mer se défend de passer à la concurrence : « j'ai dit à EDF qu'il leur fallait évoluer. Nous de-

Au Nord, Il atteint avec Cockerill les marchés scandinaves dont il était absent, Enfin, Eko Stahl, la filiale est-allemande de Cockerill, lui ouvre les marchés allemands et de l'Enrope de l'Est, qui vont rêver Francis Mer, La période d'intenses acquisi-

tions en Europe est achevée. « Pour l'instant, notre priorité est d'améliorer nos comptes. Fin juin, notre structure de bilan doit être revenue à un niveau acceptable avec un ratio d'endettement de 50 % », indique M. Mer. Pour l'avenir. il est moins affirmatif: « Vu notre taille, nous aurions pour l'instant du mal à obtenir de Bruxelles de nous agrandir. Mais, dans les prochaines années, les choses peuvent changer. Le mouvement de concentration va s'amplifier. Les critères pour juger la concurrence ne seront plus forcément les mêmes. La vraie compétition, ce ne sont plus les tonnes mais les pròc La réalité devient virtuelle : il suffit de savoir qu'il existe quelque part dans le monde des tonnes d'acier disponibles à un bas prix pour que tout le marché s'en res-

Le groupe a commencé à percevoir, en 1996, cette modification profonde de la réalité économique, entraînant des ruptures de cycle plus rapides qu'auparavant. Pendant deux ans, Usinor a engagé de profondes réflexions sur la stratégle « qui ont abouti à la décision de se séparer des aciers spéciaux », dit M. Mer. « Avec ou sans Cockerill, nous aurions engagé cette cesvons trouver des solutions pour sion. Compte tenu des changements que tout le monde soit gagnant. » de l'économie, nous n'avons pas les

mayens de développer trois métiers en parallèle, sauf à en sacrifier un, ce que nous ne voulions pas » soutient le président d'Usinor, qui reconnaît, cependant, que la vente des produits plats lui permettra d'améliorer ses comptes rapide-

INVENTER D'AUTRES SOLUTIONS

Le changement d'organisation du groupe relève du même esprit, assure le PDG : il serait intervenu même si le groupe n'avait pas re-pris Cockerill. « La nécessité d'avoir des unités plus petites, plus proches des clients, s'impose. Il faut créer les conditions pour que les gens se

sentent responsables, suivent leurs clients, mesurent leur création de valeur. Les technologies de l'information et les mises en réseau nous permettent de fusionner logistique, transports, achats.... et de mieux maîtriser nos coûts indirects », souligne Francis Mer. La réorganisation ne se fera pas sans coût social: #2000 à 2500 emplois devraient être supprimés, selon nos calculs. Mais nous sommes incapables de les identifier pour l'ins-

Alors que la sidérurgie affiche le

même problème de pyramide des âges que l'automobile, le président d'Usinor refuse de s'inscrire dans la même logique que les constructeurs. « Nous avons déjà commencé à régler certaines difficultés grâce à notre accord sur le temps choisi, qui nous a permis d'embaucher plusieurs milliers de jeunes. La loi sur les 35 heures peut nous aider à poursuivre ce chemin. Mais nous refusons de recourir à nouveau aux prerevulles : il n est pas raisi de continuer à traiter des problèmes sociaux de court terme, en prenant des solutions antagonistes avec nos problèmes de retraite sur le long terme. Nous devons inventer d'autres solutions », conclut-il.

Martine Orange

## Motorola tente de reprendre la première place dans la téléphonie mobile

Le groupe conclut des accords avec Cisco et Alcatel

de téléphones portables seront et le français Alcatel, ne cachent capables de transmettre non seulement la voix, mais aussi des données et des images, vio internet. Le constructeur américain de mobiles Motorola a annoncé lundi 8 février un accord avec son compatriote Cisco, le numéro un mondial des fabricants d'équipements pour réseaux (Le Monde du 6 février), pour développer ensemble cette nouvelle technologie. Les deux partenaires investiront 1 milliard de dollars (885 millions d'euros) sur cinq ans pour développer ce qu'ils espèrent voir devenir la future norme de la téléphonie mobile branchée sur Internet.

« Cette alliance (...) arrive au bon moment dans la course à la convergence entre le téléphone mobile et internet », a déclaré Bo Hedfors, vice-président de Motorola, à l'agence Bloomberg. L'an dernier, Qualcomm, le concurrent direct de Motorola, et le géant du logiciel Microsoft avaient conclu une alliance dans la même perspective. « Ceci étend la sphère d'Influence d'Internet au monde des téléphones sans fil et représente le principal déploiement de services intégrant la voix, les données et la vidéo à partir d'un mobile », relève Don Listwin, vice-président de

DÉTRÔNÉ EN 1998 PAR NOKIA

Pionnier et longtemps numéro un incontesté de la téléphonie mobile, Motorola a été détrôné, en 1998, par Nokia, révèle la société d'études de marché Dataquest ins son demier classement, bu blié le 8 février. L'an dernier, c'est le groupe finlandais qui a vendu le plus de mobiles dans le monde (22,9 % de part de marché), devant Motorola (19.8%), Un peloton d'industriels naguère tournés vers la téléphonie classique. comme l'américain Lucent, le ca-

LES PROCHAINES générations nadien Nortel, le suédois Ericsson pas non plus leurs ambitions sur ce marché, devenu le principal moteur de croissance des télécommunications. Selon l'Observatoire mondial des systèmes de télécommunications (Omsyc), en 1998, le marché des mobiles a généré 25 % du volume d'affaires mondial, services et produits confondus, estimé à 881,9 milliards de dollars (780 milliards d'euros).

Voyant ses positions remises en cause, Motorola a ressenti la nécessité de contre-attaquer. Outre son accord avec Cisco pour le développement de la prochaine génération, il a annoncé vendredi 5 février un accord de coopération mondiale avec Alcatel. Sur le plan commercial, Motorola mettra à son catalogue les commutateurs du groupe français pour compléter ses propres stations de base. Cela lui permettra d'offrir une infrastructure complète de réseaux à la norme numérique américaine CDMA, utilisée aux Etats-Unis, tandis que l'Europe a adopté la norme GSM. Dans la recherche et le développement. Motorola et Alcatel travailleront ensemble à la définition d'une autre norme qui donnera naissance à des réseaux de téléphonie mobile mondiaux. et non plus régionaux comme

c'est le cas actuellement. Attendue de longue date par les analystes financiers, cette alliance devrait générer un chiffre d'affaires de 1 milliard de dollars (880 millions d'euros) sur quatre ans pour Alcatel, permettant au oude mancais de retablir l'édu libre d'exploitation de sa division mobile en 1999. Les commutateurs concernés sont ceux de DSC la societé américaine rachetée par le groupe français pour 4,4 milliards de dollars en 1998.

**Emmanuel Paquette** 

## En Wallonie, le groupe français est attendu comme le messie

de notre correspondant

Le PDG d'Usinor, Francis Mer, doit solennellement remettre, mardi 9 février à Namur, un chèque de 26 milliards de francs belges (4,4 milliards de francs, 670 milllons d'euros) à Robert Collignon, le ministre-président socialiste de la région wallonne. Cette somme représente le montant de la prise de contrôle de la majorité des actions du groupe sidéturgique wallon Cockerill-Sambre, première entreprise de la province. La Société wallonne pour la sidérurgie (SWS), établissement public, conservera encore pour un temps limité 25 % du capital de l'entreprise, mais sans minorité de blocage. Lors de l'annonce de l'opération, en septembre 1998, le gouvernement wallon avait été accusé de « brader » ce joyau de l'industrie belge.

COMPLÉMENTARITÉ

Désormais, les polémiques se sont apaisées. Au contraire, on attend l'arrivée d'Usinor à Liège et à Charlerol, principaux sites de production de Cockerill, avec une espérance que le français va devoir éviter de décevoir. Les récents mécomptes d'un autre producteur walion d'acier, les Usines Gustave Boël de La Louvière, rachetées l'an dernier par le néerlandais Hogovens et qui se trouve actuellement au bord de la fermeture, rendent la position de Cockerill encore plus centrale dans un secteur et une région sinistrés économiquement.

Les dirigeants du groupe français ont fait valoir que les synergies créées par la fusion étaient bénéfiques aux deux parties. Fin janvier, la commission économique du Parlement wallon était conviée à l'usine de Fos-sur-Mer par la direction d'Usinor, pour se rendre compte in situ du dynamisme de l'entreprise, notamment en matière de recherche, ainsi que de la qualité des relations sociales. Bernard Serin, le directeur général de Sollac, maintenant disparne avec la réorganisation d'Usinor en centres de profits géographiques (Le Monde du 27 fanvier). soulignait la complémentarité entre Fos-sur-Mer, tourné vers les marchés méditerranéens, et le nouvel ensemble Lorraine-Wallonie, proche des consommateurs d'Europe du

Un autre argument en faveur d'Usinor était l'installation en Belgique d'une antenne de la Sodie, cette filiale du sidérurgiste français spécialisée dans l'aide à la reconversion et à la création d'emplois. Le bureau wallon de la Sodie vient d'ouvrir ses portes à Namur et dispose d'un droit de tirage de 1,2 milliard de francs belges (30,4 millions d'euros, 200 millions de francs) pour accompagner des projets créateurs d'emplois. En Wallonie, la Sodie se donne comme objectif de contribuer, en quatre ans, à la création de 4 000 nouveaux emplois.

On aurait pu penser que le départ de Philippe Délaunois, le numéro deux de Cockerill, Wallon bon teint, aurait fait froncer les sourcils à des Belges soucieux de voir leurs nationaux conserver des postes de commande. Il n'en a rien été. Si le quotidien catholique La Libre Beigique estime que ce départ marque « la fin d'une époque » et se désole une fois de plus de la fin de la « befgitude » industrielle et économique, ni les syndicats ni le monde politique n'interprétent cette démission comme une reprise en main par les Français des leviers de commande d'une entreprise symbolique de l'industrie helee jadis triomphante.

Luc Rosenzweig

Activité et résultats provisoires 1998 Chiffre d'affaires : progression de 9 % Résultat net : progression de 16 %

Le Conseil d'Administration de Cotas, réuni le 4 tévriar 1999 sous la présidence d'Alain Dupont, a examiné les chiffres provisoires d'activité et de résultats du Groupe pour l'exercice 1998.

Charries cles consolidés

(A.5 mileards d'ourcs).

an millions de françs

	1998 (chiffres provisoires)	1997	1998 (chiffres provisoires)	1997	
Chiltre d'affaires économique	29 539	26 995	4 503	4 115	
Résultat net	514	451	78,4	68,6	
Résultat net (part du Groupe)	501	433	76,4	66,0	
Capacité d'autofinancement	1 466	1 347	223,5	205,4	
					•

Le chiffre d'affaires économique s'étève à 29,5 milliards de francs (4,5 milliards d'euros) contre 27 milliards de francs (4,1 milliards d'euros) pour l'exercice 1997. Il se répartit en 17,2 milliards de francs (2,6 milliards d'euros) en France métropolitaine et 12,3 milliards de francs (1,9 milliards d'euros) à l'international et l'outremer. Le chiffre d'affaires réalisé

Le chiffre d'affaires augmente de 9 % par rapport à celui de 1997 et attaint 29,5 milliards de francs

en Europe et en Amérique du Nord représente 95 % du chiffre d'affaires total. L'augmentation du chiffre d'affaires a été obtenue grâce à :

 la prise en compte de l'activité des nouvelles sociétés américaines depuis leur acquisition en avril 1998, soit 1,6 milliard de francs (249 millions d'euros)

une activité routière métropolitaine en légère progression d'environ 3 %

une orientation favorable dans bon nombre de pays où Colas est présent.

Le résultat net (part du groupe) progresse de 16 % et atteint 501 millions de francs (76 millions d'euros). Le résultat net provisoire de l'exercice 1998 s'élève à 514 millions de francs (78,4 millions d'euros). Le résultat net part du Groupe est de 501 millions de francs (76,4 millions d'euros) à comparer aux 433 millions de francs (66 millions

Les comptes de l'exercice 1998 seront arrêtés définitivement par le Conseil d'Administration de Colas qui doit se réunir

Perspectives 1999

En France l'activité routière pourrait être du même ordre que celle de 1998.

A l'international en particulier en Amérique du Nord les marchés routiers devraient rester bien orientés.

Le développement du groupe se poursulvre par croissance externe avec pour priorités :

développement des implantations internationales

• renforcement des activités industrielles (enrobés, émulsions et membranes bitumineuses) croissance dans la production d'agrégats.

Un projet d'acquisition de carrières dans le Nord-Est de la France (production annuelle de 2,5 millions de tonnes) annoncé en décembre 1998 se materialisera au cours du premier semestre 1999. La Smac et sa filiale Axter, spécialistes de l'étanchéité en France, qui réalisent un chiffre d'affaires d'environ 2 milliards de francs (300 millions d'euros), vont être acquises au prix de 50 millions de francs (7,6 millions d'euros).

Ainsi est-il prévu pour 1999 un chiffre d'affaires en progression.

### La braderie réussie des licenciés de Weil

BESANÇON

de notre correspondant La conue, durant cinq jours, fut joyeuse et grave. Joyeuse, parce que de bonnes affaires, ca ne se refuse pas. Surtout quand il s'agit de costumes de marque à 300 francs ou de pulls et chemises à 50 francs. L'ambiance fut grave, aussi : chaque client. venu sous le chapiteau de 3 000 m², dressé sur le parking de la société textile Weil à Besançon, savait que les bénéfices de cette braderie de 10 000 pièces de vetements iraient aux 215 salariés licenciés. Entre compassion et effet d'aubaine, la foule se pressa donc, du 29 janvier au 3 février.

4 000 FRANCS CHACUN

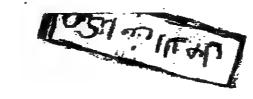
Faute d'obtenir une prime supplémentaire pour les licenciés, après la mise en règlement judiciaire de Weil survenue à l'automne (Le Monde du 12 novembre 1998), le personnel avait adopté, après accord entre direction et syndicats, le principe de cette compensation en nature. A charge, pour les salariés congédiés, de commercialiser les 10 000 articles, avec la perspective de toucher 4 000 francs chacun. Le succès fut tel qu'il fallut, à mi-chemin, débloquer un stock d'appoint de 35 000 vêtements, sur lesquels les « ex-Weil » ne toucheront, cette fois, que 30 % du

Licencié en mars - « mais j'ai plus de chance que

d'autres puisque, moi, je partirai dans le cadre d'un FNE »-, Michel Girardet, responsable de l'opération, ne cachait pas sa satisfaction. Lui qui avait obtenu le soutien de la maine (pour le fléchage et les barrières métalliques), de la préfecture du Doubs (pour les formalités administratives), de grandes surfaces et d'un groupe de restauration (pour les repas des vendeurs), du CE de Weil (pour la location du chapiteau) et d'une société privée (pour le prêt de caisses enregistreuses) voyait son « appel à la solidarité » récompensé. D'autant que les cadres victimes du plan social avaient accepté, comme l'avait souhaité la CFE-CGC, de laisser leur part de la recette aux employés et ouvriers.

Le PDG du groupe. Denis Weil, dressait, lui, un bilan nettement plus mitigé. « L'opération se retourne contre l'entreprise », confiait-il, après avoir reçu des appels d'acheteurs réguliers, mécontents de cette «concurrence» jugée par eux déloyale. « Il s'agit d'un malentendu. Ces 10 000 articles, démodés et dépareillés, tous très anciens, provenaient de stocks d'invendus que nous aurions de toute façon bradés, à des réseaux de soldeurs. Ce qui explique les tarifs, particulièrement bas. Cette vente, évidemment ponctuelle, n'a causé aucun préjudice à nos clients et au circuit traditionnel de distribution. »

Jean-Pierre Tenoux



#### COMMUNICATION

## La création publicitaire européenne s'affranchit de la référence au produit

Les Anglais ont encore remporté un grand nombre de récompenses lors du concours des Eurobest 98, qui priment les publicités les plus créatives en Europe. Mais les Portugais et les Néerlandais menacent désormais leur hégémonie

LONDRES

de notre envoyée spéciale Eloge du vide, du blanc, du minimal. A Amsterdam, une affiche blanche suffit à vendre du Tipp-Ex : à Lisbonne, une farandole de fourmis sur une page blanche, un insecticide; à Londres, c'est un tapis de bain antidérapant au fond d'une baignoire qui fait la promotion d'une voiture. Ces campagnes révèlent le niveau de sophistication atteint par le marketing en Europe: la publicité ne montre plus le produit pour le faire acheter, elle se contente de jouer avec

notre imagination. C'est justement cette liberté qu'ont voulu récompenser, vendredi 5 février à Londres, les onzièmes Eurobest. Ces trois annonces publicitaires

respectivement conçues pour Tipp-Ex, l'insecticide Raid et la Polo de Volkswagen - comptent parmi les soixante meilleures produites en Europe en 1998, selon un iury de publicitaires qui a évalué. dans quatorze pays, 3 760 publicités, en novembre et décembre

Ces campagnes signent la fin d'une domination strictement anglaise. Jusqu'ici, les publicitaires londoniens constituaient la référence créative en Europe, la seule capable de faire contrepoids aux déferlantes venues des États-Unis. Par un jeu de mots ou une association graphique inattendue, les hot shops britanniques (de petites agences spécialisées dans la création) parvenaient à faire oublier la fonction première de la publicité faire acheter - en divertissant le public par des mini-histoires bourrées d'humour, libérées des vieux tics publicitaires comme la démonstration de l'efficacité du produit par exemple.

Certes, la création insulaire a encore été remarquée cette année, mais elle n'est plus le fait que de deux grandes agences londoniennes, BMP DDB et Lowe Howard-Spink, qui se sont octroyé seize prix 2 elles deux. Les hot shops habituellement présentes comme Bartle Boggle Hegarty ou Leagas Delaney - ont brillé par

BMP DDB et Lowe Howard-Spink ont présenté des publicités à l'impact visuel puissant, parfois délirant, qui utilisent savamment les effets spéciaux. Le film pour la vodka Smirnoff, par exemple, met en scène un détective privé, victime d'hallucinations, qui se retrouve en train de courir, des palmes aux pieds, derrière une brunette dont il ne sait plus si c'est un sex-symbol ou une mamie bedonnante (Lowe Howard Spink), Une autre montre un garde immobile posté devant Buckingham Palace, des touristes japonais lui parlent, un enfant lui saute au vi-

sage, il ne bouge pas. Seule l'évo-cation d'une Volkswagen le tirera de son immobilisme (BMP DDB). ll y a quatre ans, les publici-

taires du nord de l'Europe continentale - Néerlandais en tête ont entrepris de copier les « trucs » anglais. Ils ont utilisé le registre de la vie quotidienne pour planter des décors - le mêtro, la rue, le canapé du salon, etc. -, en général plutôt tristes, dans lesquels des comédiens, pas franchement beaux, jouent leur propre

rôle sous des lumières crues. Certaines de ces campagnes qui allient une simplicité formelle à beaucoup de dérision out reçu un

LES PRANCALS EN METIVAIT

On retiendra notamment celle conque par les Suédois de l'agence Forsman & Bodenfors: un enfant âgé d'environ six ans joue au basket sur un terrain coincé entre des immeubles de grande hauteur. Ne parvenant pas à marquer, il va

chercher une échelle. Déséquilibré, il se retrouve accroché au panier. La camera le montre se balançant pendant de longues secondes, suspendu par les bras au-dessus du vide. Le slogan? Le lait rend les enfants plus forts.

Une autre, réalisée cette fois par des Norvégiens pour une compagnie d'assurances, joue sur le même registre: un couple de retraités partage un modeste repas dans une demeure qu'ils n'ont manifestement plus les moyens d'entretenir. Ils se sourient, ont l'air heureux... même lorsque l'épouse passe son dentier à son mari afin qu'à son tour il puisse croquer dans l'unique biscotte. Et nos compères de sourire de toutes leurs gencives. Message: mieux vaut choisir une assurance qui ne vous fera pas faux bond lors de vos vieux jours.

Si des pays comme les Pays-Bas, le Portugal ou la Suède se posent désormais en alternative à l'école britannique, la France, elle, ne fait pas recette. Même si quelques campagnes réalisées par les agences CLM/BBDO (Kookal) et DDB Advertising ont été ré-

Seul un film conçu pour les opticiens Visual par Enjoy Scher Lafarge pouvait prétendre jouer à armes égales avec le meilleur de la création britannique: un petit monsieur pousse la porte d'un magasin de musique. Il tourne, l'air inspiré, au milieu des clients, des musiciens hippies concentrés sur leur instrument. Soudain le silence se fait, l'intrus - qui aurait bien besoin d'une paire de lunettes - vient de se soulager dans un saxophone qu'il a manifestement pris pour un urinoir.

Florence Amalou

### Le court métrage intéresse les agences

CLERMONT-FERRAND

de notre envoyé spécial Le Festival du court métrage de Ciermont-Ferrand, dont la vingt et unième édition a eu lieu du 29 janvier au 6 février, a conquis son rang de premier festival international du genre. Il devance d'autres manifestations consacrées au court métrage comme les festivals de Figuera da Foz (Portugal), Flickerfest (Australie) ou Uppsala (Suède). Au point qu'une sélection des meilleurs films passés dans la cité du Puy-de-Dôme est traditionnellemement présentée en Nouvelle-Zélande, et qu'il est fréquent de citer Clermont-Ferrand comme le « Cannes du court »... Ce premier rang est dù à sa fréquentation – 120 000 spectateurs cette année, contre 118 000 l'an dernier - et à sa coloration internationale : sur queique 260 courts métrages en compétition, dont la longueur est comprise entre 4 et 44 minutes, figurent deux tiers de films étrangers, qu'ils soient néo-zélandals, tchèques, burkinabės, mauritaniens, estoniens, australiens, britanniques, russes ou italiens.

Le court métrage italien, hôte invité cette année, a connu des hauts et des bas. Très prisé dans les années 30, il est désormais soumis aux aléas des commandes des télévisions. Aujourd'hul, Canale 5, l'une des chaînes du groupe Medisaset de Silvio Berlusconi, diffuse régulièrement des courts métrages italiens, mais à des heures tardives. La télévision publique tente aussi de lui faire de la place dans ses programmes ; la RAI 3 prévoit en effet d'inscrire des courts métrages dans un magazine qui sera diffusé, en mars, en milieu

L'aspect international du Festival de Ciermont-Ferrand se manifeste aussi dans son « marché du film », avec ses 28 stands (canadien, néo-zélandais, coréen, américain, etc.) au lieu de 18 l'an dernier. Cette profusion offre une vue panoramique et sa coloration internationale attire à la fois les professionnels du cinéma, mais aussi des publicitaires.

REPÉRER UN STYLE, UNE TECHNIQUE

Le spot publicitaire présente en effet une parenté évidente avec le court métrage. Il pratique aussi le format court (quelques dizaines de secondes à deux minutes en moyenne) et use souvent d'effets spéciaux; enfin, il est grand consommateur de réalisateurs et de comédiens. Le grand prix du Festival du court métrage de Clermont-Ferrand 1998 avait d'ailleurs été attribué à Mo ploce sur le trottoir, de Philippe Pollet-Villard, qui fut auparavant directeur artistique dans la

Rares sont toutefois les agences ou les sociétés de production qui ont compris ce cousinage et décidé d'en tirer parti. L'agence Eu-

vidéothèque en comprend plus de 1 200, dont des clips, susceptibles de doper ou d'inspirer la créativité de ses équipes. « C'est la troisième année que nous nous rendons à Clermont-Ferrand, indique Rémy Babinet, directeur de la création d'Euro-RSCG

ro RSCG Babinet Erra Tong Cuong

(Euro-RSCG BETC) a dépêché la moitié de

ses créatifs, soit trente personnes, à Cler-

mont-Ferrand. Euro-RSCG BETC n'est pas

néophyte en matière de courts métrages : sa

BETC. L'expérimentation, malheureusement, n'a pas beaucoup de place dans la pub, qui préfère les gens confirmés aux talents neufs. Ici, on a une impression d'improvisation, de réalisme. Les jeunes cinéastes du court maîtrisent les techniques de l'image mais ne sont plus fascinés par elles : cela donne un style et des idées qui conferent un peu plus d'humanité à leurs films. Ce que souhaitent de plus en plus les annonceurs et les consommateurs. »

Pour l'instant, l'agence n'a pas encore mis la main sur un réalisateur ou des comédiens, mais a repéré au fil des projections, ici un style, là une technique filmique. Les publicitaires savent aussi que les jeunes réalisateurs de court métrage susceptibles de les intéresser ne sont pas insensibles au « confort de tournage » qu'offre la publicité.

. Yves-Marie Labé

## Manière de voir

Le bimestriel édité par

LE MONDE diplomatique



## Un atlas des conflits

Les armes de l'Amérique Poudrière balkanique Impasse au Proche-Orient Des crises au tournant

Glossaire, bibliographie, sites Internet...

■ Les autres guerres, par Ignacio Ramonet. ■ L'information, atout maître de l'empire américain, par Herbert I. Schiller. ■ Révolution militaire pour le XXI<sup>e</sup> siècle, par Maurice Najman. Pour le « micro-désarmement », par Bernard Adam. Double échec pour la non-prolifération nucléaire, par Paul-Marie de La Gorce. E Comment la Yougoslavie s'est désintégrée, par Catherine Samary. La paix américaine en panne en Bosnie, par Thomas Hofnung. Les Kosovars dans le piège balkanique, par Jean-Arnault Dérens et Sébastien Nouvel. Quel statut pour le Kosovo ? par Tommaso di Francesco. L'Albanie fragilisée. par Christophe Chiclet. Il Guerre sans fin contre l'Irak, par Alain Gresh Il Le Golfe, vu de Moscou et de Washington, (A. G.) Clefs pour une guerre avortée, par Eric Rouleau. La colonisation, obstacle principal à la paix, par Geoffrey Aronson. Aux intellectuels arabes fascinés par M. Roger Garaudy, par Edward Saïd. Pari irlandais sur l'avenir, par Richard Deutsch. La Géorgie face à ses minorités, par Vicken Cheterian. Chypre victime de la crise des fusées, par Niels Kadritzke. L'Afrique des Grands Lacs redessinée, par Mwayila Tshiyembe. Spirale meurtrière au Soudan sud, par Claire Brisset. La guérilla colombienne rêve d'une paix armée, par Maurice Le-moine. Timor-Oriental, vers l'autonomie ? par Jean-Pierre Catry. Glossaire, par Isabelle Avran. E L'hégémonie et le chaos, par Dominique Vidal.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 45 F - 6,86 €

### Quand Mickey et Picsou rencontrent Tom-Tom et Nana pour attirer les annonceurs

MICKEY, PICSOU, IOM-IOM EL pour enfants fait preuve d'une rare créativité, les annonceurs dans la création de CD-ROM. n'ont d'yeux que pour la téléviney Presse et Bayard Presse, ont décidé de s'unir pour proposer un couplage publicitaire rassemblant six titres pour les 7-12 ans: Le Journal de Mickey (192 149 exemplaires en diffusion totale payée 1997, selon Diffusion contrôle). P'tit Loup (77 355), Picsou magazine (226 340), d'une part, Astrapi (60 313 exemplaires), J'aime lire (179 067) et images doc (89 638) d'autre part. Ces magazines sont lus par 2,7 millions d'enfants de cette tranche d'âge, soit les deux tiers de cette population.

L'alliance peut paraître contre nature. D'un côté, il y a une association à 50/50 de deux grands groupes: Hachette, roi de la presse magazine, et Disney, l'un des symboles de la « World Company » ; de l'autre, un groupe propriété de la congregation religieuse des assomptionnistes. En réalité, Hachette et Bayard Presse sont déjà associés pour la régie publicitaire et ont des partenariats

L'APPRENTISSAGE DES MAXIQUES « On nous oppose de façon caricaturale », explique Bruno Lesouef, gérant d'Hachette Disney Presse, rendant hommage à son partenaire et concurrent: # Il y a une tradition de la presse enfantine unique au monde. En France, la culture de la bande dessinée franco-belge s'est croisée avec la créativité de Bayard Presse. Le hudique et

l'éducatif ne s'opposent pas. » Cette exception française a eu de l'influence sur les publications Walt Disney. Le Journal de Mickey ne consacre que la moitié de ses pages aux bandes dessinées. Le groupe a créé des publications comme Bambi et Winnie destinées aux plus jeunes et s'inspirant du modèle français. Depuis, les deux titres out été lancés par Disney en

Nana s'associent pour attirer les chez les autres concurrents, publicitaires. La France a beau comme Fleurus ou Milan Presse, être l'un des pays où la presse mais aussi dans la littérature et l'illustration pour la jeunesse, voire

Le couplage appelé « Espace 7sion. Deux groupes concurrents et d'univers différents, Hachette Dis-nois pour 231 000 francs mois pour 231 000 francs (35 220 euros). Pour Pierre-François Colleu, directeur général d'Interdéco, la régie publicitaire d'Hachette Filipacchi Médias, - et ancien de Bayard-Presse -, « 7-12 ans, c'est l'âge de l'apprentissage des marques. Et la presse est pratiquement absente. Les investissements publicitaires pour les jeunes représentent 1,6 milliard de francs [240 millions d'euros] à la télévision et seulement 35 millions [8,38 millions d'euros] pour la presse. » Ainsi, la plupart des

publicité dans les journaux.

Conformément à d'autres couplages publicitaires, Interdéco veut attirer les regards des annonceurs sur son efficacité auprès d'un public qu'il peut cibler, contrairement à la télévision. « Notre presse n'est pas connue pour ce qu'elle est, nous voulons démontrer aux annonceurs et aux agences la richesse de notre offre magazine, explique Georges Sanerot, responsable de Bayard Presse Jeunesse. La publicité fait partie du paysage, mais on fait attention à ce qu'elle ne soit pas envahissante. C'est aujourd'hui un matériau utilisé dans les écoles. On a des générations de sémiologues chez les en-

Alain Sailes

THE PROPERTY WAS A

DÉPÊCHES

■ MUSIQUE: Rupert Murdoch aurait l'intention d'acquérir le groupe de production et d'édition musicale britannique EMI, pour une somme de 4,2 milliards de livres (6,1 milliards d'euros), a affirmé, dimanche 7 février, l'hebdomadaire britannique Financial Mail, qui cite des sources « industrielles ». EMI, qui produit notamment les Spice Girls, avait démenti en novembre 1998 des rumeurs boursières indiquant que Rupert Murdoch était désireux d'acquérir 20 % de son capital. – (AFR)

TÉLÉVISION: la prochaine édition des 7 d'or sera retransmise sur TF1, le samedi 2 octobre. Télé 7 jours a confié à la Une la treizième édition de cette manifestation au cours de laquelle sont remis les trophées décernés par les professionnels de la télévision et par le public. TF 1 n'avait plus retransmis les 7 d'or depuis 1990. ■ Cécile Frot-Coutaz est nommée présidente de Pearson Télévision France. Elle succède à Michel Bassi, qui a quitté ses fonctions en juillet 1998. Née en 1966, Cécile Frot-Coutaz était adjointe du directeur de la direction européenne des opérations de production de Pearson Télévision.

■ ÉTATS-UNIS: CBS a enregistré une perte de 18,6 millions d'euros (122 millions de francs) en 1998 contre un résultat net de 486 millions d'euros (3,187 milliards de francs) en 1997, a annoncé, vendredi 5 février, le groupe de communication américain. ~ (AFP.) ■ NUMÉRIQUE : Gilles Galud et Denis Didolla ont été nommés respectivement aux postes de directeur général adjoint aux programmes et directeur financier de Multithématiques. Filiale de Canal Plus (30,16%), Havas Images (30,16%). Tinta (30,16%) et Part'Com (9,5%), Multithématiques, dirigée par Michel Thoulouze, diffuse sept chaînes dans huit pays auprès de 9,5 millions de foyers abonnés au càble ou au satellite.

INTERNET: Pintégralité des programmes de France-Inter est diffusée en direct, 24 heures sur 24, sur Internet en RealAudio depuis samedi 6 février. L'adresse du site estr www.radio-

FINANCES ET MARCHÉS

とドラ

The state of the s

A STATE OF THE STA

Parham de Phak de the decision dank The back of the let have a control of the let have a control of the let have been a control o We to Dill Indian Animal the cost of PING CO it that your papers tracial als boards of muntermen de eine fe The Sea Library de l'Albert THE THE SE and the Line

 $\gamma_1 = \sum_{i=1}^{n-1} \gamma_i = \sum_{i=1}^{n-1} \gamma_i$ 

in the

14.000

″े अकु

15 15 5

7.3

 $\mathbb{C}(\mathcal{A} \subseteq \Sigma_{k}^{*})$ 

14 72

5 - 1. W. C.

 $\leq (2n, 2)_{\mathbb{Z}}$ 

10.75

10 T TEL 1

... i ... 🖫

10000

1002

11.000

1.00%

2.5

and the

من المارية الم

- 30

or 15 3⊈

Section 1

 $\sigma_{i} = (i \epsilon_{i})^{n_{i}}$ 

1. 4. 5.725

1.5

1 1 Table 1

1.18

- 20th

3

10000

Programme Annual Control

no de la guerra do

200

一种 化二十二烷 医红斑 经基础

2

41 62

1.3

A STATES 10 KM

#### et Dominique Strauss-Kahn sur l'ouverture du capital d'Air France. II JAPON: chiffres de la consommation des ménages (décembre). ELATS-UNIS: estimation de la productivité au quatrième tri-

**TABLEAU DE BORD** 

MERCREDI 10 FÉVRIER FRANCE: Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique, présente le rapport Roché sur le temps de travail dans la fonction

**AGENDA** 

l'emploi (janvier).

MARDI 9 FÉVRIER

JEUDI 11 FEVRIER ■ JAPON : marchés financiers fermés (jour férié de la Constitution).

VENDREDI 12 FEVRIER ■ POLOGNE: rencontre à Cracovie des ministres de la défense du

« triangle de Weimar » (polonais, français et allemand). FRANCE: balance des paiements (statistiques de novembre, ministère de l'économie). Réserves de change (Janvier).

#### AFFAIRES

INDUSTRIE

■ BMW : le constructeur automobile allemand a confirmé, dimanche 7 février. qu'il négociait avec le gouvernement britannique une aide pour sauver sa filiale en difficulté Royer, Par ailleurs, les rumeurs du rachat de BMW par un concurrent ont été démentie par le groupe allemand, après le imogeage du patron Bernd Pischetsrieder (Le Monde daté 7 et

 VOLKSWAGEN : le patron du groupe automobile allemand. and Piéch, a índiqué, dans l'hebdomadaire Der Spiegel du! ... hındi 8 février, être toujours intéressé par la reprise d'un constructeur de poids lourds, mais, selon hii, ils sont trop chers pour l'instant.

 CHIMIE: la CFDT a comfirmé, vendredi, son intention de signer l'accord de branche sur les 35 heures, finalisé le 26 janvier dans la chimie (250 000 salariés) et rejeté par les autres syndicats.

#### GALLAHER: la reine Elizabeth II a retiré le brevet de fournisseur royal au fabricant des cigarettes Benson & Hedges. M ALLEMAGNE : statistiques de Cette décision a été prise après que la reine eut décidé de ne plus ■ FRANCE : conférence de presse passer de commandes de commune de Jean-Claude Gayssot

cigarettes, le fait de fumer n'étant plus prisé par la famille royale. SERVICES

● AIR FRANCE : la compagnie aérienne et son homologue libanaise, Middle East Aidines (MEA) signeront, jeudi 11 février, une alliance commerciale. Air France et MEA se partageront dès avril l'exploitation commerciale des vols Paris-Beyrouth.

● CEGELEC : le tribunal de grande instance de Nanterre a interdit, vendredi, à Cegelec (16 418 salariés dáns 58 établissements) de mettre en œuvre son projet de réorganisation per secteurs, tant qu'elle n'aura pas recueilli l'avis du comité central d'entreprise.

FINANCE MATTE: le marché à terme français et son associé, le Chicago Mercantile Exchange (CME), ont signé un accord d'accès croisé avec le Singapour International Monetary Exchange (Simex), le premier marché dérivé en Asie. Une alliance se dessine entre le Matif, le MEFF espagnol, le MIF italien, le CME américain et le Simex singapouden alors que du côté de la concurrence, le CBOT de

 DATWA SECURITIES: la banque japonaise a décidé, vendredi, de reporter la vente de sa filiale Dalwa Europe Bank Pic., en l'absence d'un accord sur le prix avec les acheteurs

Chicago a refusé de s'allier avec

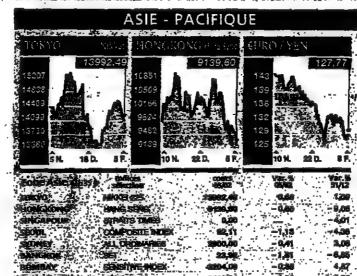
Errex, le marché germano-suisse

CRÉDIT LYONNAIS : les syndicats de la banque publique matinée pour adopter une position communie sur l'avenir de leur banque après l'annonce de la fission.

RÉSULTATS DASSAULT SYSTEMES: Péditeur de logiciels de conception assistée par ordinateur a annoncé, kundi 8 février, un résultat net pour 1998 de 89,1 millions d'euros (584,5 millions de francs), contre une perte de 17,3 millions d'euros en 1997. Son chiffre d'affaire atteint 2.71 milliards de francs (413.3 millions d'euros) en hausse de 30 %

#### EUROPE Europe 12h30 EUROPE STERCOS 1986.94 2,61 SHEET STAWY 324 -0.62 285,75 2,35 5,07 CAC 40 -0.72 MEDICAC 1679,27 4,15 0,19 4,73 PARES AMSTERDAL 831,13 - 1,34 8EL 20 1 BRIDGELES 3451.5D 1,78 FRANCFORT LONDRES MADEED DIX 80 8043,77 424 -0,71 -1,17 - o ee SECK DICHNIG -0.87 MEAN -4,01 - D,82

- FACT		AMÉF	RIQUES		
NEW YO		NEW YOR	K Nasteg	GIRO/D	OLLAR
9643	9304,24	2510	2373,62	1,19	1.12
9484	A	2377	M	1,18	
9285 9107		2245 2112		1,15	
8928		1980	Name of the last	1.13 عملية	
9749 <b>1.2</b>	18 D. 4 F.	1847 <b>%</b>	and se	1.12 10 N.	22 D. 8 E.
American	(768) ind	Cons <sup>2</sup>	00 mm	Yer h	Var. 9. 22/12
ELATS LINES	CON .	Cisco Cinese	10040 10040	-0,7s	784.8 22/12 1,84 0,45
ELATS UNIS ELATS UNIS ELATS UNIS EQUENTIS	DOWN SAP ST	ofice Office to COMPONIE	1004 AM 1004 AM 1204 AN 1207 AN 1207 AN	-0,78 -1,61 -0,48	707.15 12/12 1,84 0,43 2,25
EURES LIMES EURES LIMES EURES LIMES FERREDONING SAD LEMED MERICO	DOM: SAP S WASD THE M BOMS BOMS	Office Office O CI COMPORTE Desc	100 A.M. 100 A.M. 100 A.M. 1073 AM. 100 A.M. 100	-0.76 -1.69 -0.69 -2.69 -0.69	1,84 0,45 0,45 0,45 0,45 0,45 0,45 0,45
EURES LIMES EURES LIMES EURES LIMES PROMEDITATION SÃO PROMED MEXICO	DOWN SEP 3		100 A M 100 A	- 0,78 - 0,78 - 1,69 - 0,48 - 0,48 - 0,48 - 0,48	12/12 1,344 0,48 1,48 2,47 10,54 1,54 1,54 1,54 1,54
EURES LIMES EURES LIMES EURES LIMES FERREDONING SAD LEMED MERICO	MASSO MASSO THE MASSO HOUSE MOUSE MASSO MAS MASSO MASS		100 A 34 100 A 34 100 A 30 100 A 37 100 A 37 100 A 37 100 A 30 100	- 0,76 - 0,76 - 1,89 - 0,66 - 0,66 - 1,66	19/12 1,344 0,45 0,45 0,45 0,45 0,45 0,45 0,45 0,



#### ÉCONOMIE

#### Vers une amélioration de la situation économique au Japon

L'ÉCONOMIE japonaise a touché le fond à la fin 1998 mais une reprise totale ne sera possible qu'avec un rebond des dépenses d'investissements des entreprises, a déclaré, hundi 8 février, le chef des services économiques du gouvernement japonais Taichi Sakaiya. « L'économie japonaise devrait s'améliorer au devoième semestre de l'année fiscale 1999-2000 », qui débute en avril, a-t-il poursuivi lors d'une réunion, en mettant en avant les mesures de relance par l'investissement public et les baisses fiscales prises par le gouvernement et qui feront sentir leurs effets à partir de « mars ou avril ». Mais « le moteur d'une reprise économique totale sera les dépenses d'investi ments », a-t-Il ajouté. M. Murofushi a également estimé que l'objectif gouvernemental d'une croissance de 0,5 % pour la prochaine année fiscale allait être at-

m Eisuke Sakakibara, vice-ministre des finances japonais, a estimé, lundi, qu'il était très probable que, pendant le quatrième trimestre 1998, l'économie nippone ait en une croissance nulle ou légèrement positive en ajoutant que « la période de janvier-mars constitue un tournant pour l'économie ». ■ Kazuo Ueda, membre du conseil de politique monétaire de la Banque du Japon, pense que les taux longs japonais risquent de monter si le débat actuel sur l'opportunité pour la banque centrale de souscrire directement à des fonds d'Etat gagne en intensité.

Les prix de gros japonais ont baissé de 0,9 % en janvier, par rapport à leur niveau de décembre, ce qui a poussé leur déclin en gilssement annuel à 4.9 %, a annoncé vendredi la Banque du Japon.

■ ÉTATS-UNIS : le taux de chôchangé à 4,3 % en janvier et l'économie a créé 245 000 nouveaux emplois pendant la même période, a amnoncé vendredi le département du travail. Le secteur des services a tiré la croissance des empiois en créant 252 000 nouveaux emplois, a noté le département du travail. Le nombre de personnes sans emploi a reculé de 73 000 à 5,95 millions en janvier. Le salaire horaire moven a progressé de 0,5 % en janvier à 13,04 dollars. C'est la plus forte hausse depuis août, Sur l'année, les gains horaires sont en progrès de 4 %.

 Les crédits à la consommation aux Etats-Unis ont augmenté de 7,3 millards de dollars (6,4 milliards d'euros) en décembre pour se monter à 1 308 milliards de dollars, a indiqué vendredi la Réserve fédérale. Cette hausse est supérieure à ce qu'attendaient les analystes qui prévoyaient une hausse de 5,8 milliards de dollars. Elle est particulièrement importante pour les prêts automobiles et ceux liés à l'utilisation d'une carte.

5

■ BRÉSIL: les sept gouverneurs d'opposition réunis vendredi à Porto Alegre ont décidé de ne payer les échéances de la dette de leurs Etats respectifs vis-à-vis de l'Etat fédéral que si celles-ci ne dépassent pas 5 % de leurs fonds disponibles. La dette de l'ensemble des 27 Etats brésiliens envers le gouvernement central s'élevait en janvier à quelque 55,2 milliards de dollars (48 milliards d'euros). Certains Etats consacrent jusqu'à 15 % de leurs ressources au paiement de

La balance commerciale du Brésil a enregistré un déficit de 754 millions de dollars (667,2 millions d'euros) au mois de janvier, soit environ 100 milliards de dollars de phis qu'en janvier 1998, a annoncé vendrodi à Brasilia le ministère du

■ CHINE: les livraisons de pétrole vers le Japon auraient été suspendues afin de privilégier l'approvisionnement du marché intérieur, selon le journal japonais Nihon Keizai Shimbun de samedi. Le Japon risque de subir en retour une augmentation des prix du brut livré par l'Indonésie et un raientissement de l'activité de certaines centrales électriques.

■ EURO : le commissaire européen chargé des affaires monétaires, Yves-Thibault de Silguv. a déclaré samedi que le taux de change de l'euro, qui a perdu en un mois plus de 4 % de sa valeur face au dollar américain, ne lui posait « pas de problème ». « Un mois après son lancement, l'euro se tient ı », a-t-li assımé cita important » de l'émission en obligations. « En janvier, 50 % des obligations dans le monde ont été fuites en euros contre 40 % en dollars », at-il indiqué.

■ ROUMANIE : le gouvernement veut boucler 1999 avec un déficit consolidé représentant 2.4 % du produit intécieur brut (PIB), contre 4 % du PIB en 1998, a indiqué Radu Vasiel, lors de la présentation du budget devant le Parlement. Le taux d'inflation doit baisser à 25 % en 1999 contre 40,6 % en 1998, a-t-il dit. Le chef du gouvernement a également annoncé un recul de 2 % du PIB pour l'année en cours.

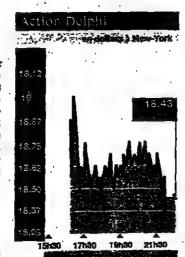
#### VALEUR DU JOUR

#### Delphi quitte le giron de GM

VENDREDI 5 février, Delphi, le premier équipementier automobile mondial faisait ses premiers pas à la Bourse de New York. General Motors, qui contrôlait entièrement Delphi, a proposé 20 % du capital au marché sur la base de 17 dollars (15 euros) par action. Lors de la première séance, l'action a progressé de 8,5 %, jusqu'à 18,43 dollars. De l'aveu même du président de Delphi, J. T. Battenberg III, le prix d'offre avait été volontairement minoré afin d'accroître les chances de succès de cette opération.

En août 1998, General Motors avait annoncé son intention de donner une autonomie progressive à sa filiale. L'introduction en Bourse de 20 % du capital n'est que la première étape. Dans un deuxième temps, General Motors devrait céder le reste du capital de Delphi à ses actionnaires par échange de titres Delphi contre des actions General Motors.

Créé en 1994 par le regroupement des différentes filiales d'équipement automobile de General Motors, Delphi a dû opérer une vaste restructuration pour se préparer à cette introduction. Sons l'égide de I. T. Battenberg III, le groupe a fermé une quarantaine d'usines, pour réduire le nombre d'unités de production à 169. Dans le même temps, il a accru son internationalisation. Il est désormais présent dans trente-six pays, et les ventes hors Etats-Unis représentent un tiers du chiffre d'affaires global. Il reste toutefois un défi de taille :



ment à sortir de l'ombre de son actionnaire. En 1998, sur les 28,4 milliards de dollars de chiffre d'affaires réalisés par Delphi, 77 % provenaient encore de commandes passées par General Motors. En accédant à une plus grande autonomie, il devrait pouvoir séduire de nouveaux clients. Pour GM, la séparation de Delphi est considérée comme une nécessité stratégique. En effet, le premier constructeur automobile mondial souffre toujours de la lenteur et de la faible compétitivité de ses usines d'assemblage. Lancée dans le grand bain de la concur- 13 992,49 points. Les investisseurs rence mondiale, Delphi devra net- sont prudents en raison des déclatement réduire ses prix de vente. rations divergentes sur les pro-Ce qui profitera directement à son principal client : General Motors.

Delphi devra réussir progressive

Enguérand Renault

SUR LES MARCHÉS

#### PARIS

AVEC UNE HEURE de retard en raison de problèmes techniques, la Bourse de Paris a ouvert en baisse hindi 8 février, pour s'inscrire en hausse vers midi, l'indice CAC 40 progressant de 0,09 % à 4151,11. Les valeurs françaises faisaient preuve d'une grande irrégularité, mais étaient soutenues par la fermeté da dollar

#### FRANCFORT

EN FIN DE MATINÉE, la Bourse allemande s'inscrivait en recul lundi 8 février. L'indice DAX cédait 1,25 % à 5 033,57 points hundi 8 février. Les investisseurs semblent douter après la défaite de la coalition SPD-Verts aux élections régionales du Land de Hesse.

#### LONDRES

LUNDI 8 FÉVRIER, la Bourse de Londres était en baisse vers 12 heures à la suite de la publication de la production industrielle qui s'est contractée en décembre de 0,8 %. L'indice Footsie 100 reculait de 0,45 % à 5 829,10 points.

ENCOURAGÉ PAR LA DÉTENTE sur les marchés obligataires, l'indice Nikkei a progressé de 0,7 %, lundi 8 février, pour clôturer à grammes d'achats d'obligations par la Banque du Japon qui risquent de déstabiliser les marchés obligataires.

#### **NEW YORK**

VENDREDI 5 FÉVRIER, l'indice Dow jones de la Bourse de New York est resté pratiquement stable à 9 304,24 points. En revanche, l'Indice Nasdaq de la Bourse électronique a perdu 1,51 % à 2 373,62 points sous l'effet de prises de bénéfice. Les gestionnaires de portefeuilles ont liquidé les valeurs de la haute technologie, qui ont enregistré une forte hausse en janvier, pour acheter des valeurs traditionnellement plus sûres (pétrolières et équipements lourds).

LES MARCHÉS OBLIGATAIRES européens étalent mai orientés lundi 8 février en début de matinée. Le rendement des obligations de l'Etat français à 10 ans s'inscrivait en hausse à 3,95 % tandis que celui des bunds allemands émis sur la même période se situait à 3,8 %. Vendredi, outre-Atlantique, le taux de l'obligation du Trésor à 30 ans est remonté à 5,338 % contre 5,258 % jeudi. Les intervenants craignent un relèvement des tanx aux Etats-Unis dans un contexte de forte croissance.

#### MONNAIES

LE DOLLAR était en bausse contre le yen lundi 8 février en début de matinée, à la faveur d'un redressement du marché obligataire nippon. Le billet vert s'échangeait à 113,56 dollars contre 113,30 yens à New York vendredi soir. L'euro restait mal orienté et cotait 1,1244 dollar contre 1,1260 dollar à New York à la veille du week-end.

#### Tauz de change fixe zone turo Guro contre ) Text contre franc ) Text

PUNT IRLANDAISE 0,76758 FUNT IRLANDAISE 5,22884 DOLLAR MEO-ZELAND 2,8431 FLORIN MERILANDAIS 2,81311 DORACHUE GRECQUE 232-36 FRANC BELGE (10) 1,18897 FRANC BELGE (10) 1,18897 FRANC BELGE (10) 1,18897 FRANC BELGE (10) 1,18897 FLORINT HORROS 286,91 MARKKA FINLAND 2,1751 MARKKA FINLAND 3,1751

Hors zone turo Euro contre >

Cours de change croisés DOLLAR 1,12415 127,77500 0,17137 1,63325 19,48500 105,71000 0,15245 1,45260 DOLLAR .... 0,87955 0,78263 5,13160 0,53850 1,26400 0,88956 5,83540 0,61228 1,42550 · .8,55967 FRANC SUISSE

(aux d')	mter	êf (%	7		3
BUX 05/02	Tauce	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30ans	O
ANCE	3,13	2,85	3,88	4,74	
LEMACNE	.3,12		3.79	4.72	4
E-BRETAG.	5,12	5,25	4,29	4,28	Εu
UE	-	3,02	4	4,95	W
PON	0.27	0,29	2,70	_	-
ATS-UNIS	4.72	4.49	: 4,92	5.32	
ISSE	0,66	1,15	2,49	3,86	
YS-BAS"	3,15	3,05	3,88	4,77	:4

Matières premières						
En dollars	Cours 05/02	Var.% veille				
MÉTAUX (LONDRES) CUIVRE 3 MOIS ALUMINIUM 3 MOIS PLOMB 3 MOIS ETAIN 3 MOIS ZINC 3 MOIS	1476,5 1237,3 498,6 5290 1027,5	0,30 -0,38 -0,24				
NICKEL 3 MOIS METALIX (NEW YORK) ARCENT A TERME PLATINE A TERME	5,67 78654,98	-6,15 \$ONCE 0,27 -1,42				
GRAINES DENRÉES BLÉ (CHICAGO)	270 21735 134,5	0,19 0,19 ~0,48 ~0,68 5/TONNE				

SUCRE BLANC (PARIS)...

•	0,68830 0,10495 0,42950 1,68235 0,26440 2,32525
	Matif
	Cours 12h 10 Volume derular premier prix prix
	SEARS 99
	juans 99 2811 96,93 96,94
	Pétrole
!	En dollars Cours Var. % 05/02 veille
	### 10.00 PRES   10.41
	<b>6</b>
	En Euros Cours Var %
!	OR FIN KILO BARRE 8250 + 1,86 OR FIN LINGOT 200 + 2,60 ONCE D'OR (LD) \$ 289,40 + 9,75 PIÈCE FRÀNCE 20 F 90,20 FIÈCE SUISSE 20 F 91 + 3,08
	PIECE SUISSE 20 F

Cotations, graphiques et ladices en temp réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse
---

PIÈCE 20 DOLLARS US...



#### VALEURS EUROPÉENNES

● Les valeurs de la technonologie ont reculé vendredi 8 février. Les investisseurs redoutent un recul des profits en raison de la baisse des prix des produits. ASM Lithography a reculé de 2,85 %, à 39,2 euros. Artwork Systems Group a perdu 2,92 %, à 16,6 euros. Tieto Corp a chuté de 7,09 %, à 32,5 euros.

 ◆ Adidas-Salomon a gagné v,43 %, à 79.5 euros vendredi. Le leader de la chaussure de sport en Europe a annoncé qu'il s'attendait à une aug-mentation de ses ventes et de ses profits en 1999.

● BMW a progressé de 3,49 %, à 682 euros vendredi avant que ne sott rendue officielle la démission de son président, Bernd Pischetsrieder.

• Gucci a cloturé vend hausse de 2,47 %, à 62,2 L'action a profité de rumes lesquelles le groupe LVMH être prêt à payer 100 dollars pour controler le designer it. • Henkel a grimpé vend 11,41 %, à 74,2 euros. Le num mondial des adhésifs a indic réfléchissait à la création d'un regroupant ses activités chin

• Le titre Scania a bénéficie formation parue vendredi quotidien suédois Dagens selon laquelle Volvo pourrai une offre publique d'acha constructeur de camions. Il a de 2,83 %. à 254 couronn doises.

				STREET,	- C		- 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1
08/02 12h50 b	Code	Cours	% Var.	CHIMIE -		2 No. 25 Ac.	No.
motor 151130 h	pays	en Euros	veille	AGA -A-	SE	11,95 11,78	****
AUTOMOBIL	E			AGA -B- AIR LIQUIDE /RM	FR +	187,2	-0.94
AUTOUV SDR	3E	36,29		AKZO NOBEL	ML, +		PR 1
BASE AG	BE .	32	-0.47	BASE AC	DE -	32 32	-0,47
BAN	DE .	710	+4,11	BAYER AG BOC GROUP PLC	GR .	11,72	-0,78 -7,13
CONTINENTAL AG	DE .	25,55	+ 2,20	CHBA SPEC CHEM	SH	70,88	+1,11
DAIMLER-BENZ AG	DE-	78,99 2,83	+ 1.07	CLARIANT N	CH	462,78	+ 0,42
FIAT PRIV.	п.	1.48	+ 2.07	DYNO INDUSTRIER EMS-CHEM HOLD A	NO CH	14,53 5027,48	+ 0.63
LABINAL /RM	ë <b>ਜ</b> ◆	160	- 0.08	HENKEL KGAA VZ	DE-	72.6	- 2,29
LUCAS VARITY	GB	4,21 1,28	- 0,34 + 1,59	HOECHST AG	O-6 •	40	- 1,23
Magneti Marelli Michelin-b- /rm	ਜ • F8 •	36	T 1,00	łG.	O.B	8,05	+2,78
PEUCEOT AM	FR+	135,4	+ 0,67	KEMIRÁ LAPORTE	GB	6,98 8,31	+ 3,10 + 0,35
PIRELLI	IT •	2,52	+0.60	LENZING AG	AT-		-26,19
RENAULT	FR •	43,62 23,5	+1,21	PERSTORP -B-	85	9,92	1144
SOMMER ALLIBER/ VALEO /RM	-R+	72.7	- 0,04	SNIA BPD	+71	1,38	
VOLKSWAGEN	DE -	87,1	+ 0,30	TESSENDERLO CHE	85 -	81 44,5	+0,08
AOFAO +	SE	28,84	18-1	LICS	BE-		
VOLVQ -B-	52	<b>24,29</b> 270,25	+ 0.10	D) E STOXX CHEM	P	287.0	0,37
D) E 510XX AU10		210.20	0.35				
Destruction and the left bear	1000	aring the p	200	CONGLOME	RATS		
BANQUES .		4.2		AKER RGI -A-	NO	10,61	
ABBEY NATIONAL	GB	17,14	- 1.26	STR	28	1,85	+0,75
ABN AMRO HOLDIN	741	18,4	- 0,27 + 2,42	CGIP /RM	FR -	65	- 1,30
ALLIED IRISH BA ALPHA CREDIT BA	8D 8D	16,63 115,55	*2,42	OR .	12-	1,05	-2,78
ARGENTARIA RS	65 -	23,17		DTETEREN SA GAZ ET BAUX/RM	PA •	458,1 43.85	+ 1,36 - 0.90
B PINTO MAYOR R	PT +	19,16	****	GBL	B6+	166,5	- 0.30
BANCO ESSI R	PT•	10,8 40, <del>8</del> 3	+ 0.20	GENL RLECTR CO	GB	7,48	- 1,15
BANK AUSTRIA AG BANK OF TRIBAND	- TA 68	19,03	+0,20	GEVAERT	SE+	62	
BANK OF MIRAEUS	BR .	37,15		HAGEMEYER NV INCHCAPE PLC	ML-	30,6 2,18	+1,15 +4,23
HAMKIN TER	ES -	32,8		INVESTOR -A-	SE	41,57	****
BAYRHYPO-UVER	08 DE -	20,30 56.6	-1,47 -2,42	INVESTOR -B-	SE	41,83	
BCA FIDEURAM	JT 4	8.87	-0.36	KVÆRNER 🛧	No	20,82	*100
BCA INTESA	17 -	4,4		KVÆRNER -6- LVMH / RM	NG FR •	16,85 212	- 1,35
SCA ROMA	17 *	1,33	+1,53	MYTILINEOS HOLD	GR	14,68	111
BCO BILICAD VIZIC BCO CENTRAL HIS	ES -	13,01 10,28	••••	NORSK HYDRO	No	32,34	****
BEO POPULAR ESP	E8 •	62		OERUKON-BUEHRL	CH	106,48	- 0,58
BCO SANTANDER	E6 *	17,08		ORKLA -A- ORKLA -B-	NO NO	13,43 11,53	\
BCP REG	PT ·	27,49		SONAR INVESTIME	PT .	57,3	A-11
SNP /RM ···	FR ·	77 84,5	- 0,13 - 0,47	VEBA AG	DE .	48,7	+3,40
CHRISTIANIA BK	NO	3,79	-	▶ D) € ZTOXX FOVQ	<u>''</u>	2000	0.169
COMIT	fT -	5,73	+ 0.53	Designation of the last of the		-	
COMMERCIANK	OF.	108,71 25,5	- 0.39	TELECOMMU	INICA	TIONS	
DEN DANSKE BA	DK	115,60	- 1,04	BRITISH TELECOM	96	13,41	-1,61
DEN NORSKE BANK	NO	3,78		CABLE & WIRELES	GB	12,04	- 1,66
DEUTSCHE BANK A	DE+	48,9	+ 0.82	DEVTSCHE TELEKO EUROPOLITAN HLD	0E •	39,2	+0,51
DEXIA CC DEXIA FCE RM	86°	148 133	+ 0,41 - 1,63	FRANCE TELECOM	FR •	93,67 80,1	+ D,56
DRESDNER BK AG	DE .	34,6	- 0,29	HELLENIC TELE (	GR	26,25	-,
ERGO BANK	GA	78,72		KONINKLIJKE KPN	NL .	42,55	****
FIRST AUSTRIAN	AT -		91,41	PORTUGAL TELECO SWISSCOM N	PT+	45,18 380,96	+ 0,66
FOERENINGSSB A	SE NO	23,22 8,78	- 1,30	TELE DANMARK	DK.	110,95	-0,36
HALIFAX	GB		- 0,28	TELECEL	PT •	181,35	
HSBC HOLDS	32		-0,67	TELECOM ITALIA	Π·	8,7	- 1,55
IMI	IT .	****		TELECOM ITALIA	П•	6,05	- 1,47
IONIAN BK REG.S JYSKE BANK REG	GR DK	84,82 77,25	- 0,86	TELEFONICA TIM	ES*	36,66	- 0.54
KAPITAL HOLDING	DK	44,25		VODAFONE GROUP	GB	15.57	-0.83
KBC BANCASSURAN	88+		+0.41	➤ DJ E STOXX TCOM	P	660.99	− D.CC
LLOYDS TSB	35		-1,16				
MERITA NAT BANK GREECE	FI = GR	6,8 63,99	-2,61	CONSTRUCTI	ON		
NATERS	FR-	86.5	- 0,89	AALBORG PORTLAN	bk	17.49	
NATL WESTM BK	68	16,78	- 1,87	ACCIONA	ES »	17,48 67,8	
MOKENANNEH HOLD		8,69	ш,	ACESA REG	18 ·	13,12	
OBERBANIA ROLO SANCA 1473	AT+	62 21,3	+1.48	AKTOR SA	GR .	13,45	
ROYAL BK SCOTL	G.S	17,21	+ 0,94	asko oy Aumar	FI =	12,9	+0.78
S.E. BANKEN	68	40.44		Lagrangian Company	E 60 T	21,98	1005

HSBC HOLDS	GE	21,53 - 0,87	TELECOM ITALIA	Π·	8,7 -1,55
IMI	IT .	****	TELECOM ITALIA	П•	6,05 - 1,47
<b>IONIAN BK REGS</b>	Q.F.	84,82	TELEFONICA	ës *	36,66
JYSKE BANK REG	DK	77,35 - 0,86		π•	5,5 -0.54
KAPITAL HOLDING	DK	44,25 - 1,79		GB	15,57 -0,88
KBC BANCASSURAN	8£ +	73,0 + 0,41		P	660,99 - 0.00
LLOYDS TSB	38	11,11 - 1,10			
MERITA NAT BANK GREECE	FI+	6,8 -2,61	CONSTRUCT	ON	
NATEKS	FR-	63,99 66.5 - 0.86	The second second second		
NATL WESTM BK	GB.	16,78 - 1,87	ANTIONG LOW PAIN	bk	17,48
MOKINGANIALIM HOLI		8,89,	Carried de la	E6 +	67,6
OBERBANI	AT+	62	ACESA REG AKTOR SA	GR ·	18,12
ROLO BANCA 1473	IT+	21,3 +1,45	ASKO DY	gn Fi =	13,45 12,9 +0,78
ROYAL BK SCOTL	0.5	17,21 + 0.94		28 -	21,99
S-E-BANKEN -A-	SE	10,14	AUTOSTRADE	1T <	5,88 + 0,44
SPÄREBANKEN NOR	NL+	155	BCA INTESA	П•	4,4
STE CENERAL-A-/	FR *	138,7 - 0,14	DICC PLC	GB	1,25 +2,41
SY HANDSK -A-	SE	35,62	BILFINGER & BUS	DE *	18,8 +0,27
UBS N	CH	283,85 +0,22	PROF CHICAGO INC.	GR	4,87 -1,47
UNKCREDITO ITAL	IT *	4,45 +0,44	DOD' COLD / FUR	FR	928,6 - 1,17
UNIDANMARK -A-	GR GR	72,62 - 0,95	D1 D	GB	3,36 - 0,85
XIOSBANK ► DJ E STUAK BANK		40,69 262,45 - 0,4	CARADON	GB	2,00 -0.69
D D) C STONY DAM	<u>,                                    </u>	204,70 -0,0		5E+	83
			CHARTER	QB PT+	<b>5,29</b> - 0,27
PRODUITS D	E BAS	E	COLAS /RM	FR *	25,2 183.5 - 0.27
			CRH PLC	QE.	15,69 +0,19
ACERINOX REG	ES -	62.14	CRISTALERIA ESP	58+	E4 7
ALUMINIUM GREEC ARIO WIGGINS AP	98	1,79 - 0,81	COLCUMENT COLUMN	28-	34,13
ASSIDOMAEN AB	35	an Ma	FOM CON CONTRAT	E5 +	69.8 <b>5</b>
AVESTA	SE	3.19	GROUPE GTM	FR+	61,5 - 0,61
SEXAERT	8E+	386 +2,12	HEIDELBERGER ZE	DE	56,5 +0,89
BILTON	GI	4,47 +1,68	HELLTROINDOOL	GR	8,65
BOEHLER-UDDEHOL	AT .	42,85	HERACLES GENL R	QR.	23,79
BRITISH STEEL	46	1,89 + 0.76		DE =	28 -4,11
Buhrmann Ny	NL -	15,23 + 3.04		CH	226,70 - 0,55 950,54 + 0,33
BUNZL PLC	GB	3,57 + 0,41	INSPERS MAN	FR+	950,54 +0,33 197,5 -1,38
CART.BURGO	u.	5,08 +0.40	(TALCEMENT)	17 *	9,37 - 0,32
DEGUSSA	DE 4	36	TALCIMENTI IINC	Πe	4,28 +0,71
ELNEM ASA, OSLO ELVAL	GR.	11,58 11,18	LAFANGE /NM	FR •	76 +1,20
INPARSA	DT =	19,83	MICHARINI REG.	GR	7,36
JOHNSON MATTHEY	GB	6,91 -0.42	PARTER	Fi e	7,7 +1,32
MAYR-MELNHOF KA	AT-	46 -0.22	PHILIPP HOLZMAN	DE +	116 -3,33
METSAE-SERLA A	FI -	6,6 +4,60	PILKINGTON PLC	GB	1,02 +7,69
MODO 8 FR	SE	24,23	POTAGUA -B-	DK	18,02 +1,52
NORSKE SKOGIND-	NÖ	28,25	RMC GROUP PLC	GB	7,63 -30,74
ОИТОКИМРИ ОТ -А	12 m	8,5 + 1,18	RUGBY GRP SAINT GOBAIN /R	FP.	1,44 +1,02 135,7 -0.68
PECHINEY-A	FR •	30,5 - 1,61	SEMAPA	PT •	15
PORTUCEL INDUST	FT#	5,3 5,85 +1,74	SKANSKA -B-	SE	26.60
rautaruukki k Rio Tinto	GB	10,97 +2,30		DK	12,91
SIDENOR	OB.	21,43	TARMAC	GB	1,63
SILVER & SARYTE	QP.	32,05	TAYLOR WOODROW	ĢB	2,34 + 0,63
SMURFIT JEFFERS	œ	1,66 - 0,67	TECHNIP /RM	FR •	72 -0,78
SONAE INDUSTRIA	PT ·	12,09	TITAN CEMENT RE	GR.	73,64
SOPORCEL	PT•	11,72	UNKEM URALITA SA	IT •	8,87 - 1,89
SSAB SW ST A FR	SE	10,26	VALENCIANA CEM	E5 +	9,53 11,96
STORA ENSO -4-	FI •	8,25 +3,13	WIENERB BALISTOF	AT .	174,1 -0,07
STORA ENSO -R-	FI+	8,3 + 0.61	WILLIAMS	GB	5,49 + 1,07
STORA KOPPARB -	SE SE	9,92	► D) E STOXX CNST I		183.7 - 0.04
SVENSKA CELLULO Thyssen	SE DE v	20,34 170 +2,26			
TRELLEBORG B	SE	9.07			
UNION MINIERE	8E -	33,3 + 0,33	CONSOMMA	HON	CACFIÓNE
UPM-KYMMENE COR	F) +	24,9 +1,63	ACCOR /RM	FR •	189 - 0,05
USINOR	FR •	11,76 - 1,59	ADIDAS-SALDMON	DE+	80 +0,63
VIOHALCO	GR	29,51	AMER GROUP A	Fi a	11,5 + 0,88
VOEST-ALPINE ST	AT +	27,15 - 1,74	AUSTRIAN AIRLIN	AT »	29,3 - 1,01
► D) E STOXX BASEP		153,92 + 1.30	BANG & OLUFSEN	OK	63,21 + 1,08

	STON
an water	
	3.15
_	294
redi en	413
5 euros.	253
ırs selon	232
pourrait	212
l'action	
alien.	
tredi de	
néro un-	BARRATT
qué qu'il	BEAZER (
ne filiale	BERKELE
niques.	BRITISH
é de l'in-	BRYANT
dans le	CHARGE
Nyheter,	CLUB ME
it lancer	COMPAS
it sur le	COURTA
a grimpé	DT.LUFTI
es sué-	ELECTRO
(C) 346-	EMP GRO
	FINNAIR
	G WIMPE
	GRANAD
	HERMES
,95	HPI HUNTER
78 2 -0.94	KLM

0	315 294 273	m	^	M	28575	280,57	288,25 287,16	285,75
s.	253	:	: - '8	- 4			<b>Φ</b>	100
n	232	1.57			1. 1		e e	ã
it	212							
0								_
	18 FÉV.		11 /	AOUT	8 FÉV.	M K	îĵî	î
e						_		
-	BARRATT DEV PLC	68	9 20	~ 0.41	LAND SECURITIES	68	11.56 +	1 60
1	BEAZER GROUP	GH	2.44	-0.59	LIBERTY INTCHOG	GB		0.85
_	BENETTON GROUP	17 •	1.46	- 0.68	MEDIOBANCA	Ħ-		1.02
е	BERKELEY GROUP	GB	7,41	- 0.39	MEDIOLANUM	П.		0.83
	BRITISH AIRWAYS	GB	5.68	+0.52	MEPC PLC	GB		0,69
-	BRYANT GROUP PL	GB	1,63	-0.88	METROVACESA	ES -	23,08	
-	CHARGEURS RM	FR-	41	-0.24	NATIO-INTER -C-	NI. ·	-	
6	CLUB MED /RM	- TR •		- 2.20	PARIBAS	FR 4		0,70
r,	COATS VIYELLA	GB	0,54	+2.78	PROVIDENT FIN	GB		1,97
r	COMPASS GRP	QB.	10.43	+0.14	RODAMICO NV	NL *	20,8 -	1,42
e	COURTAULDS YEXT	CAE	2	- 1,43	SCHRODERS PLC	<del>CB</del>	16,46	0,28
-	DT.LUFTHANSA N	DE -	19,1	+ 1,80	SEFEMEG N RM	FR a	58,3 -	0,51
é	ELECTROLUX - B-	8E	15,81		SIMCO N /RM .	FR ·	78,1	94
-	EMI GROUP	Q#	6,74	+ 2,88	SLOUGH ESTATES	Q.	4,48 -	0,38
	EURO DISNEY /RM	PR * .	1,1	- 1,78	SOPHIA/RM	FR 4	88	
	FINNAIR	FI +	4,78	****	UNIBAIL /RM	FR •	109,6 -	1,26
	G WIMPEY PLC	GS.	1,71	+ 0,85	UNIM	IT »	0,5	-
	GRANADA GROUP P	45	16,85	-0.43	VALLEHERMOSO	£8 =	11,55	
P.	HERMES INTL	<b>解</b> +	73,5	-2,65	WOOLWICH PLC	GB		0,31
_	MPI	IT +	0,57	-1,72	▶ D) E STOXX FINS P		252,35 -	0.18
	HUNTER DOUGLAS	ML ·	22,25	+ 3,48				
4	KLM	ML =	25	- 2.72				
_	LADBROKE GRP	ĢΒ	8,43	+0,85	ALIMENTATI	ON ET	ROISSE	i Ar
7	MOULINEX /RM	PR +	9,55	- 1.55	والمستقرق فالمناطق فيتهاج			
8	NCT HITDE	Ю	2,53		ALLIED DOMECO	Q III	6,88 -	0,63
3	PATHE /RM	PR *	231	- 0,26	ASSOCIATE BRIT	GE .		3,51
1	PENTLAND GRIP	<b>8</b> 0	1,35	+2,15	BASS	65		0.12
2	PERSIMMON PLC	ĢB	3,01	-0.48	BBAG OF BRAIL-BI	AT *		0,29
_	RANK GROUP	45	2,79	-4,95	BONGRAIN /RM	FR *	580	
4	SAIRGROUP N	CH	194,23	+0,32	BRAU-UNION	AT .		1,28
9	sas dannark ağ	DK	9,56		CADBURY SCHWEPP	G.B		2,40
3	SEB RM	PR v	51,5	-0.56	CARLSBERG -8-	DK	48,71	-
8	THE SWATCH GRP	CH	502,76	- 1,47	CARLSBERG AS -A	DK		0,31
ō	THE SWATCH CRP	CH	119,91	+ 0,39	CHR HANSEN HLD	DK		0,63
8	WILLIAM BAIRD	GB.	1,15	-2,47	CULTOR -1-	FI +		2,67
9	WILSON BOWDEN	88	7,89	- 0,54	DANISOD	DK		0, <del>95</del>
	WOLFORD AG	AT -	44,05	-1,01	DANONE /RM	FR *		80,0
	WWWW UK UNITS	GB	0,70		DELTA DAIRY	GR .	18,44 _	-
6	▶ D) E STOXX CCYC	,	146.47	÷ O.Q.C	DIACEO	GB.		0,76
7					ELAIS OLEAGINOU	er	20,50	-
					ERID.BEGHLSAY/	F18.44		3,64
7	PHARMACIE			1111	CREENCORE GROUP	88		0,87
_					HEINEKEN	NL -	47,5	
	ASTRA -A-	SE	18.15		HELLENIC BOTTU	44	32.81	

WWWW UK UNITS	GB	0,70		DELTA DAIRY
▶ D) E STOXX CCYC I		148.47	÷ O.C.C	DIAGEO
				ELAIS OLEAGINO
				ERID.BEGHLSAY/
PHARMACIE				Greencore Gr Heinbern
ASTRA -A-	SE	18,15		HETENIC SOLLI
ASTRA -B-	SE	18,08		HELLENIC SUGAL
ELAN CORP	GB.	18,86	+7,60	HUHTAMAEIG I V
<b>GLAXO MELLCOME</b>	38	24,69		KERRY GRP-A-
NOVARTIS N	CH	1057,51	- 0,23	MONTEDISON
NOYO NORDISK B	DK	104,90	-0,13	NESTLE N
ORION A	F۱۰	20	1993	PARMALAT
ORION B	Pi »	20,2	+0,78	PERNOD RICARD
RHONE POUL/RM	FR •	42,88	+ 0,25	raisio grp k
ROCHE HOLDING	CH	18831,88	part	RAISIO GRP V
ROCHE HOLDING G	CH	11882,08	-0,14	RIEBER & SON -
SANOFI /RM	PR »	189	-0,65	TATE & LYLE

sur 5 jours	EURO STOXX	50 -			٥
<ul> <li>28825</li> <li>287,16</li> <li>286,75</li> </ul>	3685 3432 3178 2925 2672 2419	<b>Y</b> ***	<b>✓</b>	Î Î	<b>Mary</b>
11,55 +1,92 8,95 +0,85 9,55 +1,02 6,11 +0,83 6,32 +0,68 23,06 	METRA A MORGAN CRUCIBLE NFC NKT HOLDING OCEAN GROUP PENNISORIENT S PREMIER FARNEL PREUSSAC AG EAILTRACK RANDSTAD HOLDIN RATIN A-	PF CB	14.6 3.48 2.15 73.97 11.37 9.50 2.95 452 23.08 50.3 182.90	+0,51 +1,24 +2.01 -0.44	AHOLI ASOA ( ATHEN AUSTR BEJERS BIC /R/ BRIT A CASINI CFR IM

	NL *	20,8	- 1,42	R
Ç	<del>GB</del>	16,46	~ 0,2B	R
-	FFI *	58,3	- 0,51	R
	FR ·	78,1	FFF-1	R
25	QB.	4,48	-0.20	R
	FR 4	88 '	- 1,26	R
_	FR =	109,5	-1,26	R
	IT #	0,5	Mari .	R
	£8 •	11,55		R
INS P	GB	4,73	- 0,31	54
INS P		252,35	- 0.18	5/
				S
				50
ΔΤΙ	ON FI	BOIS	MOS	54
			O A	50
9 .	QIII	6,86	- 0,63	50
	GE .	7,58	-3,51	S
	65	12,27	+0.12	S
	AT *	45	-0.23	SI
	FR .	580		51
	AT .	47,45	+ 1,28	SI
Ebb	65	13,64	+ 2,40	SI
	DK	48,71	-	51
ILD .	DK	43,04	+0,31	
ILD.	DK	106,92	+0,63	SI
	FI +	7,3	- 2,67	SI
	DK	49,23	0, <del>95</del>	51
	<b>PR •</b>	250	- 0,08	50
	an.	18,44	_	50
	GB.	9,86	+0,78	5
XI .	QR .	20,50	****	51
f	100	186	+3,84	5
OUP	48	5,86	+0.87	59
	16L -	47.5		T,
บ	NA.	32,81		71
R	GFI	8,29		U
٧Ż	FI =	35	-	U
	GB	11,60	- 7.95	4
	П-	0.00	+1.10	V
		-		-

	DK	49,23	0, <del>95</del>	
	<b>PR</b> •	250	- 0,08	-
	ar.	18,44	_	- 1
	GB	9,56	+0.78	- 1
NOU	QR .	20,60		
Y/	F18.44	186	+3.84	
SPOUP	88	5,86	+0,87	
	NL -	47,5	- 0,000	
m	NA.	32.81		
GAR	GPI	8,29		-
LVZ	P۱۰	35		i
	GB	11,40	- 7.95	•
	П-	0,02		,
•	CH	1802,65	-0,74	ì
	π-	1,57	+ 2,24	
RD/	PR-	1,01 54	-0.55	
KD				-
	Fi-	8,8		- 1
	FI =	6,4	+ 2.40	Į
i -8	NO	6,11	2624	
	65	1,48	- 0,89	- 4
	ibikite)			
- (//	ING. HE/			

						_		
RO STOXX	50 -			ุรถานก <b>ล</b> ก 3469,92	24	sur 5	jours	í
5 2 مر	٧,٧	$\wedge$	Ą.	W	3,662,90	3490,95	6 6	•
5 2		ئىدىر. ئىدىرىد	•	V			3460,92	
a rév.		W.	OUT	8 FÈV.	À	m j	νí	
44	Ħ+	14,6	-2.73	BIENS DE CO	N50	MMAT	ION	
AN CRUCIBLE	0E	3,48 2.15	••••	AHOLD	NL 7	35.75		
A CINC	GE DK	78,97		ASDA GROUP PLC	Ga	2,25		
HOLDING N GROUP.	. GB	11,37	+0.51	ATHENS MEDICAL	GR	21,87		
ISORIENTS	GB	9,50	+1.24	AUSTRIA TABAK A	AT+	86	+ 0.76	
IER FARNELL	OÜ.	2.95	+ 2.01	BEJERSDORF AC	DE .	65	-0,31	
SAG AG	DE -	452	-0.44	BIC /RM	FR .	52,95		
RACK	es	23,06	+0,32	BRIT AMER TOBAC	GB	8,69		
STAD HOLDIN	NL+	50,3	-0,10	CASINO GP /RM	FR *	88,5	-0,11	
-A-	DK.	182.90		CFR UNITS -A-	ĞН	1467,65		
1-8-	DK	184,24	-1,51	CPT MODERNES /R	FR*	525	-0,75	
A OY	FI.	11,95	+ 0.45	DBLHAIZE	BE+	86,2	+1,41	
OKIL INITIA	48	8,48	-1,23	ESSILOR INTLA	PR =	362,1	- 0,54	
4	ga	2,73	+1,62	ETS COLRUYT	85 *	722	+ 0,26	
/RM	PR =	72	- 0,69	FYFFES	GS.	2,40		
G .	AT +	22,55	+ 2,12	CIB	SE +	37,2	- 1,59	
R HLDG N	CH	523,98	+ 0,35	C0001/2	QR	26,87		
ÁR 😽	86	18,86	96 m	IMPERIAL TOBACC	69	9,66		
VIK -B-	, SE .	18,60	****	KESKO OY	P1 +	12,8 898		
ER ARBON N	CH	430,30	+ 4,24	L'OREAL /RM	PR P	19,39		
A AB -A	<b>9</b> E	28,46	****	MODELO CONTINEN	PT #	13,18		
A AB -B-	3E . :	28,63		PAPASTRATOS CIG	GR	12,12	-0.25	
IDLER HOLD	CH	1427,05	- 0,22	PROMODES/RM	FR-		- 19,37	
IDLER HOLD	CH .	1442,67	+ 2,12	RECKITT & COLMA	GB GB	4,02		
EDER /RM	FR •	55,5	- 1,68	SAFEWAY	G2	5,89		
PAGINE GIA	_ IT+	1,16		SAINSBURY J. PL	28 78 •	£2,6	-0,19	
UCOR .	GĐ.	8,31	-1,21	SEITA ARM	GB	2,86		
UTAS -B-	. SE	18,30	+0.73	SMITH & NEPHEW	08 68	3,70		
ENEVA BR	CH	774,42 3,34		STAGECOACH HILDG TABACALERA REG	EŞ.	21,02		
KS & MICHAN	65 ·	3,34	+ 0,44	TAMACALLION REG	F3 *	3,87		
POM LERE	GB .	. 3.80	-1,23	TESCO PLC	68	2,68		
RM	PR •	185	-0.43	TINT POST GROEP	NL *	31,15		
<del>Lan</del>	777	180	- 0,40	1141 PUSI LIMBER	13 F.	602.84		

FRA A	19 -	14,6	-2.73	BIENS DE CO	N50!	MMATI	ON
RGAN CRUCIBLE	0B	3,48	••••	AHOLD	NL+	35.75	-0.14
<b>E</b>	GE	2,15		ASDA GROUP PLC	Ga	2,25	-0.64
HOLDING	DK	78,97	MR . 0 E1		GR	21.87	
AN GROUP.	. GB	11,37	+0.51	ATHENS MEDICAL	AT+	86	+ 0.76
INSORIENTS	ĢB	9,50	+1,24	AUSTRIA TABAK A BEIERSDORF AG	DE.	65	-0.31
MIER FARNEL	<u>on</u>	2.95			FR.	52.95	-2.13
RUSSAG AG	DE-	452	+0.32	BIC /RM BRIT AMER TOBAC	GB	8.69	- 1.64
LTRACK	<b>es</b>	23,06	-0.10	CASINO GP RM	FR*	88.5	-0.11
NICLIOH CATEON	NL+	50,3		CFR UNITS -A-	CH	1467.65	+ 2.04
IN -A-	DK.	182,90	-1.51	CPT MODERNES /R	FR*	525	-0.75
UN -8-	DK	184,24	+0.45	DELHAZE	BE+	88,2	+1.41
JMA CIY	Ð.	11,05 8.48	-1.22	ESSILOR INTL IR	PR -	362.1	-0.54
TOKIL INITIA	48		+1.62	ETS COLRUYT	85 =	722	+ 0,26
AM :	GB	2,73	- 0.69	PYFFES	GS.	2,40	+ 3,12
EL/RM	76.	72	+2.12	GIB	SE +	37,2	- 1.59
AG	AT =			-	GR.	26,87	4.00
TER HLDG N	CH	523,98	+ 0,38	GOODYS	GB	9,86	-2.92
DVX 4	86	18,85	94 m	IMPERIAL TOBACC	Pi e	12.8	1111
IDVIK -B-	, SE _	18,60		KESKO OY	PR e	496	-
RER ARBON N	CH _	430,30	+ 4,24	L'OREAL/RM	PT a	19,39	
NIA AB -A-	<b>9</b> E	28,46	****	MODELO CONTINEN	GR	13,19	
NIA AB -B-	3E - :	28,63		PAPASTRATOS CIG	FR -	19,18	- 0.25
INDLER HOLD	CH	1427,05	- 0,22	PROMODES /RM	08		- 19.37
SINDLER HOLD	CH .	1442,67	- 2,12	RECKITT & COLMA		4.02	- 1.77
INCIDER /RM	FR ·	55,5	- 1,68	SAFEWAY	GB	5,89	-2,49
T-PAGINE GIA	_ IT+	1,16		SAINSBURY J. PL	<b>GB</b>	E2.6	-0.19
URICOR	GB	8,31	-1,21	SETA AUM	7A •		+ 5.91
URITAS -8-	SE.	13,30	***	SMITH & NEPHEW	GB	2,86	
GENEVA BR	CH	774,42	+0,73	STACECOACH HILDG	G8	3,70	+ 1,59
unks & Mobinan	<b>es</b> .	3,34	+0,44	TABACALERA REG	ES *	21,02	
EL PRIM	FFI 4	66,3	~ 0.30	TAMRO	FI.	3,87	-0,77
SIEBE	GB .	. 3,80	- 1,23	TESCO PLC	6B	2,68	+ 0,55
A/RM	FR •	185	-0,43	TNT POST GROEP	NL+	31,15	-0,32
+ '	. SE	12,68	****	▶ D) E STOXX CNCY :	1	502.84	- 0,5%
·B-	82	13,07	****				_
HUS BEREND -	DK		- 0,45	COMMERCE	DIST	PERMITM	ואר
YHUS BERENDS	DK	29,32	-3,11	COMMERCE	ناجات		إحسني
rk nv	ML **	17,35	+0,58	ARCADIA GRP	GB	2,82	+ 1,04
ZER FRAT.SAI	CH	507,12	+0,26	BOOTS CO PLC	GB	12,69	-0,57
DALA	48	14,48		CARREFOUR /RM	<b>严</b> 格 🔻	503	-1
NDBORG 🐣	DK	8009,07		CASTOLDUBOIS /R	FRF	198,1	- 0,95
CROUP PLC	GB .	5,00	- 1,02	CENTROS COMER P	ES-	22	
MRA SYSTEMS	HO	28,71		CONTINENTE	ES -	20.2	
TEN HOLDING	NO -	19,37		DIXONS GROUP PL	GB	14,74	-0.69
ITOR	NO	8,10	****	GEHE AG	DE+	81	+ 0.99
TECHNOLOGIC	AT-	64,45	+8,17	GREAT UNIV STOR	08	10.50	- 1,63
MET	FI=	10,5	+5	GUILBERT AUM	FR.	114	-3.33
SEE CONTRACTOR OF		240 47	A	Services     Late			-10-

ARMALAT ERNOD RICARD / AISIO GRP K AISIO GRP V	17 - 17 - 17 -	1,87 54 8,8 8.4	+2,24	ASSURANC	ES	
MEBER & SON -B ATE & LYLE	NO 65	8,11 8,48	-0,89	ACF /RM ALLEANZA ASS .	FR∗ त∙्	53,05 9,7
- 1 A	Publicite)	T. A.			ar ar	

Catégorie Actions Françaises:

Catégorie Obligations Convertibles :



CARDIF **ACTIONS OPPORTUNITÉS** +39,41%\*

122,1 -1,53 11,68 +1,13 38,27 -... 401,12 -0,15

7,18 ....
5,36 +2,07
12,91 +0,34
12,64 +10,37
33,78 ....
105,2 -1,88
100 -5,01
5,57 ....
3,27 -0,88
5,82 ....
1,61 +5,71
0,24 ....
77,1 -0,06
410 -1,44
11,78 ....
70,36 -0,92
8,20 ....
47,89 ....
47,89 ....
47,89 ....
47,89 ....
47,89 ....
47,89 ....
47,89 ....
47,89 ....
47,89 ....
48,07 ....
3,47 +0,87
4,85 -0,30
8,30 ....
94,65 -0,79

9,03 -0,80 74,78 +0,88 43,17 -... 7,45 -1,81 122,7 -1,84 33,22 ... 6,58 -6,02 5,20 -1,13 68,5 -0.72 129,6 ... 139,11 +0,79 500 -1,37 101,2 -1,27 5,88 +1 71,96 ... 44,25 -1,78

CONVERTIBLES EUROPE

+31,51%\*

ances du 31/12/97 au 30/12/98, source Fininfo, selon les données disponibles au 05/01/1999.

Avec **Cardif**, leader de l'assurance-vie multisupport, vous bénéficiez de la meilleure gestion financière dans le cadre d'un compte titres ou du contrat d'assurance-vie Cardif Multi-Plus.

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS CONTACTEZ-NOUS AU 01 41 42 86 23

GB GB

GE GE SERVICE ON GE WATER OF THE CONTROL OF THE CON

SERVICES FINANCIERS

SCHERING AG SMITHIGUNE BEBC ZENECA GROUP DE DI ESTOXX PHA

CESPA ELECTRAFINA ELF AQUITAINE/

ENTERPRISE OIL F.OLSEN ENERGY LASMO

LASIMO
OCEAN RIG
ONLY AG
PETROJENA SA BR
PETROJENA GEO-S
PETROJENA GEO-S
PETROJENA GEO-S
ROYAL DUTCH CO
SAGA PETROJENIM
SAIPEM
SHELL TRANSP &
SMEDVIG -ATOTAL RIM
DIFFESTIONN ENGYN

ALMANII ALPHA FINANCE AMVESCAP BAIL INVEST /RM BPI-SGPS N BRITISH LAND CO

BRITISH LAND CO
CAPITAL SHOPPIN
COBEPA
CORP FIN ALBA
COR, RM
S GROUP N
EURAFRANCE /RM
FONCIERE LYONNA
FORTIS AG
GECINA /RM
HAMMERSON
IMM FRANCE /RM
APITAL HOLDING



BIENS D'ÉQUIPEMENT

UNICER REG UNIGATE PLC UNILEVER UNILEVER DJ E STOXX

ABB AB -AABB AB -BABB BADEN
ADECCO CHESERIX
ALSTOM
ALISHISSE LON G
ASSOC BR PORTS
AYLAS COPCO -BATLAS COPCO -BATLAS GOPCO -BATLAS BABA

BAA BBA GROUP PLC BERGESEN BONNEUR

CMB COOKSON GROUP P

DAMPSKIBS -ADAMPSKIBS -BDAMSKIBS SVENID
DELTA PLC
DET SONDENFI NO
ELECTROCOMPONEN
FOLLANT NV

FLS IND.B FLUCHAFEN WIEN

FLUCHAFEN WIEN
GRY
GRY
GLYNWED INTL PL
HALKOR
HANSON PLC
HAYS
HEIDELBERGER DR
HELLAS CAN SA P
1511

HELLAS CAN SA P
1FIL
IMI PLC:
SS INTIL SERV-8
ROEBENHAIN LUFT
KONLNEDLLOYD
KONE 8
LAHMEYER
LEGRAND /RM
LUFF HOEGH
LINDE AG
MAN AG
MANNESMANN AG

METALLCESELLSCH

•		-		
	IT	T	П	ĺ
				Ü
	-		er yerk Sek	4
		3.69		

\$1,56	1894	ALLIANZ AG	DE -	\$06 -0,3
6,03	+0,24	ALLIED ZURICH	GB.	13,29 -1,2
. 64,2	-2,73	ASPIS PRONIA GE	GR FR-	13,68
8,26	+ 0,69	AXA RM		121,1 -1.0
232.59	- C.5°.	CORP.MAPERE REG	Q6 E3+	12,65 -0,5
**		ERGO VERSICHERU	DE+	468
INT	-	ETHNIKI GEN INS	GR.	87.04
10,60		PONDIARIA ASS	Ü÷	4.61 -1.3
19,60	1171	FORSIKRING CODA	DK	95,83 - 0,8
1139,15	+1,45	PORTIS AMEY NV	NL+	73.95 -1
424,08	+0,59	CENERALI ASS	II+	- 55 +9.2
21.1	-0,84	GENERALL HLD YI	AT -	195 -2,5
10,886	+0.76	INA	AT A	2,05 -0,4
3,95	-0,57	IRISH LIFE	GB	8,50 - 0,8
21,92	Pane.	LEGAL & GENERAL	GE.	12,67 -0,6
21,75	100	MUENCH RUECKVER	DE 4	217 -0.2
7,30	-	NORMICH UNION	43	6,81 -0,6
19,75	-0,40	POHJOLA GRP.B	Fix	46 +2,2
6,35	***	Prudential Corp Ras	48	12,98 -2,9
12,22	****		П	8,8 +1,0
17,76	104	royal sun allia Sampo -a-	68 ;	0,01 -0,4
32,6	+0.15	SCHWEIZ RUBCK N	CE:	84,5
1,96 1110,41	+0.75	SEGUROS MUNDIAL	PT	2099,05 + 0,1: 30,34
5581.11	-8.48	SKANDIA FOERSAE	2.5	
1069,07	- 2.44	STOREBRAND	NO	
1.76	+2,54	SWISS LIFE BIL.	CH	526,41 0,4
7.08	The state of	TOPDANMARK AS	DK	180,21
6.05	+8.75	TRYG-BALTICA	DK.	20,85 -1,9
74	- 2,63	ZURICH ALLIED N	CH	632,03 -0,3
. 32	+4,92	D) € STOXX INSU F	7	354,54 - 0,2
2,54	+6,06			
18,83				
41,4	+0,12			
12,27	-2,75	MEDIAS		
2,77	+ 3,80		·	
9,05	- 1.52	E dive a cooule		
6,81 8,16	1.25	B SKY B GROUP CANAL PLUS /RM	98	8,04 -0.7
a, 10	+4.84	CARLTON COMMUNI	FR-	259 -0.00
79.21	***	ELSEVIER	. ML e	13,8 -0,5
3,08	+ 3,01	HAVAS ADVERTISI	FR-	150,8 -0,13
3,76	+ 0.78	INDEPENDENT NEW	B+	3,24
61,86	511	LAGARDERE SCA N	FR.	37,55 -1,2
102,88		MEDIASET	17 -	8 +1,0
	- 0.92	PEARSON	<b>GB</b>	19,36 - 1,41
10,8		manus and the same a cold or	48 · ·	7,92 -0,58
10,8 108,5	- 1,32	REED INTERNATIO		
10,8 108,5 47	- 1,32 + 7,80	RELITERS GROUP	QB.	11,91 +0,81
10,8 108,5 47 194,8	- 1,32	REUTERS GROUP SCHBSTED	GB NO	12,45
10,8 108,5 47 194,8 10,72	- 1,32 + 7,80 + 0,41	REUTERS GROUP SCHIBSTED TFI	GB NO FR	12,45 156 -0,00
10,8 108,5 47 194,8 10,72 515	- 1,32 + 7,80 + 0,41	REUTERS GROUP SCHESTED TFI UNITED NEWS & M	GB NO FR 4 GB	12,45 156 - 0,00 9,16 + 1,94
10,8 108,5 47 194,8 10,72	- 1,32 + 7,80 + 0,41	REUTERS GROUP SCHIBSTED TFI	GB NO FR	12,45 156 -0,00

ZURICH ALLIED N  ► DI E STOXX INSU F	CH	<b>632,03</b> 354,54	
MEDIAS .			
B SKY B GROUP	QB	6,04	-0,7
CANAL PLUS /RM	FR-	259	-0,0
CARLTON COMMUNI	GB	9,62	+1.3
ELSEVIER . '	- ML e	13,8	-0.8
HAVAS ADVERTIS!	FR∓	150,8	- 0.13
INDEPENDENT NEW	R+	3,24	
LAGARDERE SCA N	FR.	37,55	-1,2
MEDIASET	17 +	8 .	+1.0
PEARSON	ØВ	19,36	- 1.4
reed internatio	68 ·	7,92	-0,5
RELITERS GROUP	QB.	11,91	+ 0.8
SCHBSTED	NO '	12.45	
TFI	FR +	156	- 0.0
UNITED NEWS & M	GB.	9,16	+1.9
WOLTERS KLUWER	NL .	189,05	+0.2
WIPP GROUP	GB .	6,87	-9.6
▶ DI £ STOXX MEDIA	٠, ٦	309,29	- 0,1

	CIRCLES OF INDEPART			
	JERONINO MARTIN	PT +	37,99	
	KARSTADT AG	DE -	365	-0.62
	KINKERSHER"	QB.	9,65	-6,60
	MARKS & SPENCER	<b>GB</b>	5,21	+0,28
1	METRO	OE .	68,5	-0,07
	NEXT PLC	GE	9,88	+ 6,08
	PINAULT PRINT!	PR+	180,3	-0.37
'	RINASCENTE	17 -	8.33	- 1,42
Œ		R.		- 1,-6
7	STOCKMANN A		19,6	. 0 40
1	VALORA HLDG N	CH	208,91	+0,60
5	W.H SMITH CROP	GB	8,87	1194
	WOLSELEY PLC	GS	6,54	+ 4,90
	DI E STOXX RUIT		J.: 01.R9	- 0.54
M				
	MAUTE TECH			
	HAUTE TECH	NOLC	IGIE .	
1	ALCATEL /RM	PR-	92,5	-0.32
7	ALTEC SA REG.	GR	27,32	
-			21,02	
	ASK PROXIMA	NO	8.83	
	BAAN COMPANY	NL .	8,7	-0,57
	BARCO	BE .	185	65.00
	-BOWTHORPE	QB .	6,13	+0,48
	British Aerospa	GB	6,26	+1,88
	BRITISH BIOTECH	QB	0,38,	
	ON CEMINI /RM	FR 4	167	-0,60
	COLOPLAST 8	ЭK	99,53	-1,33
	DASSAULT SYSTA	FR.	40.68	-1,11
	ERICSSON A	SE	25,57	
			1	- 1.95
	FINMECCANACA	П.		
	FREENIUS MEDIC	OE+.	55,6	+ 1,80
	GAMBRO -A-	\$E	8,40	p4 100
	GAMBRO -B-	96	B <sub>1</sub> 45	4F
	GETRONICS	NL =	41,6	- 0,95
	GN CREAT NORDIC	DK.	32,14	2000
	INSTRUMENTARIUM	FI.	32,5	
	INTRACOM N	GH.	50,29	
	KON, PHILIPS EL	NL e	62	-1,18
	MERKANTILDATA	NO.	10.32	-
	MISYS	GS	8,80	- 0.18
	NERA ASA	HQ	1,87	***
	NETCOM ASA	NO	25,48	
	NOKIA -4-	₽÷	116,69	-0.09
	NOKIA -K-	FI÷	117	
	NYCOMED AMERSHA	GB	5,81	+2,30
	OCE	NL+	25.66	+0,39
	OLIVETTI	17 -	5,12	-0.82
	RACAL ELECT CON	93		
			5,56	+1,08
	RADIOMETER -B-	DK	42,56	- 1,56
	ROLLS ROYCE	GB	3,82	-1,13
	SACEM	PH +	`584	-0,14
	SAP AG	DE .	307	- 0,97
	SAP VZ	DE +	343	P0-01
	SEMA GROUP	GB	10,17	-3,18
	SIEMENS AG	DE-	83	+0,16
	SIKTI	17-	5,16	+0,35
	SMITTES IND PLC	QB.		
			14	-0,41
	STMICROELEC SIC	PR+	82	••••
	TANDBERG DATA A	NO.	3,72	447
	THOMSON CSF /KM	PR +	34,3	-2
	THAMED MAILLIN	DK.	55,48	+9,48
	ZÓDIAC /RM	FR +	167,7	-0,18
	IN DIE STOYY TECH:		207.00	0.4

HENNES & MAURIT JERONIMO MARTIN KARSTADT AG

-0.62 -0.60 +0.28 -0.07 +6.08 -0.37 -1,42

WAY.

Marine.

D) E STOXX TECH (	3	367,89	- 0,12
SERVICES CO	HECT	TIES	
ANGLIAN WATER	GB	11,83	+1,69
BRITISH ENERGY	45	9,82,	-1,31
CENTRICA	GB.	1,78	+ 3,35
EDISON	ŧT÷	9,2	-2,15
ELECTRABEL	BE *	369	-1,55
ÉLECTRIC PORTUG	PT ·	20,95	·
ENDESA	E8 *	22,85	м.
EVN	AT *	124,5	-2,64
GAS NATURAL SDG	es •	90,1	
HAPSLUND -A-	NO	5,88	* ***
HAFSLUND -B-	NO	3.52	
REROROLA	£3 ÷	15,15	west .
ITALGAS	17 *	4,84	-1,22
NATIONAL GRID G	68	7,12	-1,01
NATIONAL POWER	GB	5,90	+ 0,64
OBSTERR ELEKTR	AT .	140	-0.26
POWERGEN	GB	11,79	-1,34
RWE	DĒ .	41	+8,99
SCOT POWER	GB	9.27	+5,28
SEVERN TRENT.	GB	. 13,20	+0,22
SUEZ LYON EAUX	FR •	173,4	-0,12
SYDNRAFT -A-	SE	24,80	
SYDKRAFT -C-	SE	18,37	
THAMES WATER	GB	15,47	+0.85
TRACTEBEL	BE +	163	-0,31
linbon el fenos	€8 =	14,69	
PALIFIC RUPLINE	GB	11,62	+ 1,27
VIAC	DE-	470	+1.69
VIVENDVRM	FR •	250,1	- 0,36
D) E STOXX UTIL P		332,45	- C.17

\* CODES PAYS ZONE EURO

FR: France - DE: Allemagne - ES: Espagne
IT: Italie - PT: Portugal - IR: Irlande
LU: Luxembourg - NL: Pays-Bas - AT: Autriche
FI: Finlande - BE: Belgique. CODES PAYS HORS ZONE EURO CH: Suisse - NO: Norvège - DK: Canemari GB: Grande-Bretagne - GR: Grèce - SE: Suiste

1-6

BESTEV MENS. AL

managenera Projection Springer Springer

3,4

1



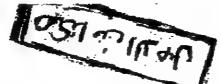
And the second

September 1

\$ 2.

- 771

ALC:



cinq nations 1999. • CEITE VICTOIRE a été acquise en fin de rencontre, grâce à un essai transformé d'Emile Ntamack et une pénalité de Thomas Castaignède tandis que le buteur ir-

aux siens à la dernière minute de jeu. • JEAN TRILLO, ancien entraineur de l'équipe de France, sou-ligne, dans sa chronique au Monde, l'opiniatreté défensive des Français et leur courage sous les chandelles délivrées par leurs adversaires. ● L'AUTRE RENCONTRE, qui opposait l'Ecosse au pays de Gailes, s'est

achevée sur la victoire inattendue des joueurs du Chardon (33-20). PROCHAINE JOURNÉE, le 20 février, avec Angleterre-Ecosse et pays de Galles-Irlande.

## Les chandelles irlandaises ont manqué d'obscurcir l'avenir du XV de France

Un essai et une pénalité permettent aux Français de gagner sur la fin (10-9) un match d'une rare âpreté. Selon l'entraîneur Pierre Villepreux, le recours systématique aux coups de pied en l'air par les Irlandais a donné à la rencontre des airs de « guerre des étoiles »

DUBLIN

de notre envoyé spécial Il était une fois dans l'ouest de l'Irlande, au bord de la rivière Shannon, un club de rugby établi à Garryowen, un quartier de Limerick. Un petit club comme tant d'autres en Irlande, avec son terrain battu par les vents d'ouest, son club-house fréquenté par les gens de bonne société et quelques titres de champion d'irlande qu'on narre en dégustant quelque « café » à la mode du coin.

Un club anodin, ou presque. C'est là qu'a prospéré un style qui devait connaître un grand succès dans toutes les iles britanniques : le jeu de rugby aux chandelles. Un rude bonheur goûté par tous les spectateurs britanniques. Un Immuable cauchemar pour toutes les équipes de France de rugby. Mille fois averti de la difficulté, le XV de France conduit par Raphael ibanez a appris qu'en Irlande, la légende se mèle souvent à la réalité : sous le déluge de chandelles, la fameuse furia irlandalse était bien au rendez-vous de Lansdowne Road, samedi 6 février. « Une guerre des étoiles », disait Plerre Villepreux après la victoire étriquée (10-9) conquise par ses joueurs dans les tous derniers instants du match. Ancien arrière international, l'entraîneur de l'équipe de France se souvenait à quet point ce type de match n'est « pas une sinécure » pour une défense française.

Les rugbymen de Garryowen n'ont pas inventé les coups de pied en cloche, mais le recours systématique à cette technique, alors que le leu à quinze vivait encore son premier age, a rendu célèbre leur club dans tout le monde du rugby : on parle de « chandelle » en France, d' up and under > dans l'hémisphère sud, mais, en Grande-Bretagne, on prononce aujourd'hui garryouen pour désigner ces coups de pied qui font tourbillonner les ballons haut dans les airs et trembler sur terre les arrières les plus courageux, tétanisés à l'idée des mauvais coups qui manquent rarement de pleuvoir en même temps que les ballons.

Face à la France, David Humphrevs a fait honneur a la tradition. L'homme de Belfast, héros de la victoire de la province d'Uister en Coupe d'Europe, avait lustement été préféré au titulaire habituel. Eric Elwood, pour sa capacité à expédier sans répit ces chandelles millimétrées qui déroutent les défenses francaises.

Un sélectionneur aussi avisé que

Warren Gatland sait que le XV du trefle, toujours victime de la faiblesse de ses lignes arrières, doit jouer « les yeux dans les yeux » de ses adversaires, et nulle part ailleurs. Dans la tourmente de pluie et de vent uni s'était installée sur Lansdowne Road, il n'était donc pas question, pour ses hommes, de se lancer dans un leu plus osé que ce rugby - à 10 », combinant la force du pack à l'adresse des deux demis dans le jeu au pied.

Garnowen après garnowen, David Humphreys a parfaitement mene sa mission. Il a su plonger la défense trançaise dans l'embarras, noyer ses certitudes sous un déluge de ballons aériens et la conduire à la faute, faute de jeu ou indiscipline, peu importe. « Il donne des ballons touiours entre deux zones, toujours à la lutte, observe Emile Ntamack, premier visé par les chandelles d'Humphreys. Avec son leu au pied exceptionnel, il ne donne jamais un ballon trop loin, il ne laisse jamais de champ pour remonter le terrain. Avec le vent, le ballon part à droite, à gauche, accélère. On n'est pas des zorros. On savait qu'on allait tomber quelques ballons. » Cinq ou six, seion Jean-Claude Skrela.

Sous la tempète de Lansdowne Road, le XV de France, héroique en défense, a souvent semblé proche de l'asphyxie. « Dans les regroupe-



Le Français Philippe Benetton (nº 6) plaque l'Irlandais Dion O'Cuinneagain.

#### Restés debout dans la tempête

NOUS EN AVONS EU la preuve samedi : en se donnant les moyens de rapatrier ses meilleurs joueurs exilés dans le championnat anglais, l'Irlande bâtit une équipe pour la Coupe du monde. Difficile pour autant de balayer en quelques mois la culture de l'échec accumulée au cours de la demière décennie. Les joueurs au maillot vert frappé du trèfle ont perdu l'habitude de gagner. Face aux Français, ils ont eu la victoire au bout du pied de David Humphreys, à la dernière minute de jeu. Sa défaillance a sonné la défaite de son équipe. Comme si une fatalité s'achamait à ne pas récompenser l'engagement physique et mental de l'Iriande.

Les Français, eux, ont prouvé qu'après deux Grands Chelems, ils ont suffisamment de sérénité et de confiance pour ne jamais douter dans la tourmente. Pour avoir su se maîtriser sans jamais lacher prise, les coéquipiers de Raphael Ibanez ont pu revenir doucement dans la partie. Oui, cette équipe a une grande qualité : elle croit en son étoile. Sa capacité à s'adapter aux circonstances en est la preuve, quitte à négliger la méthode Villepreux. Résolument tournés vers un rugby offensif, les Français ont suctout montré reurs au niveau du premier rideau, des duels aériens perdus mais ils ont su utiliser les quelques ballons de récupération grappillés.

Le revirement tactique effectué après le repos a été judicieux : choisir le petit côté plutôt que les grands espaces. La solution pour réduire les dresses furent nombreuses en première période. Les Bleus, dans un registre délibérément offensif, ont perdu trop de ballons sous la pression des plaquages dévastateurs irlandais. Chaque contact, chaque impact était gagné par un adversaire. Dans les regroupements, les hommes en vert étaient plus nombreux au soutien. Du coup, les libérations de balles françaises, trop lentes, ne permettaient pas de dynamiser le jeu.

Plus inattendues étaient les difficultés en mêlées ordonnées. Comme en 1998, au stade de France, la lutte a été âpre entre les deux premières lignes mais la tolérance de Justin Marshall, l'arbitre de l'hémisphère sud, plus enclin à favoriser le spectacle que le règlement, est suspect. Pourquoi ne pas avoir sanctionné Paul Wallace, le pilier droit irlandais, qui refusait de se lier

des qualités défensives. Certes, il y a eu des er- | à son vis-à-vis? Malgré le manque de nythme d'éléments-dés comme Emile Ntamack, Thomas Castaignède, Christian Califano ou Fabien Pelous, les hommes de Raphael Ibanez ont réussi ce que peu d'équipes de France auraient pu faire dans de telles conditions; tenir, faire bloc, repousser les Irlandais, grignoter mètre après mètre le territoire adverse pour, finalement, mar quer un essai. Un essai d'avants inscrit par les trois-quarts, symbole d'une réelle volonté collective. Cette volonté. Thomas Castaignède l'incarne également parfaitement. Il n'est pas le buteur le plus régulier du rugby international, pourtant il transforme le tir au but de la victoire au moment où tout le poids de la rencontre repose sur ses épaules. Il ne craque pas là où David Humphreys s'écroule. Un champion ne manque jamais ce qu'il faut réussir. Et cette victoire de giadiateurs dans l'enfer de Landsdowne Road, si pauvre rugbystiquement, restera pour eux une référence de valeur.

> Jean Trillo \* Jean Trillo, ancien international, a été entraineur du XV de Françe.

ments, on a vu des gestes qu'on ne voit même plus dans notre championnat », assure Philippe Benetton, seul joueur français à perdre, momentanément, ses esprits en assomant d'un coup de poing l'ébouriffant lalonneur irlandais, Keith Wood. Pour le reste, les Français n'ont pas été à la hauteur de la réputation que leur a collé la presse anglo-saxonne. Et c'est heureux : leurs manquements à la règle et à la discipline ont été rares dans ce match # d'hommes ...

Malmenés comme ils ne l'avaient jamais été, les avants français ne sont pas tombés dans le traquenard irlandais. Ils n'ont concédé que huit pénalités dans leur propre camp. Le pilier Franck Tournaire lui-même était étonné de sa capacité à garder ses « mains dans les paches ». David Humphreys, moins inspiré pour viser entre les barres que pour envoyer ses garryowen meurtrières, en a tenté sept et réussi seulement trois. Sa dernière tentative, manquée à 25 mètres, dans les arrêts de leu, aurait sans doute apporté à l'Irlande sa première victoire sur la Prance depuis 1983. Parfait jusquelà, le botteur a raté son demier geste ; il en a pleuré de rage, avec toute l'Itlande. « Encore une défaite hérolque pour l'Irlande », déplorait, dimanche 7 février, le Sunday Tribune de Dublin.

Le XV de France, muet pendant une beure, a attendu les derniers instants pour convaincre les Irlandais qu'une malédiction française piane toujours sur Lansdowne Road. Un essai du tandem Richard Dourthe-Emile Ntamack poussés par le pack (61°), la transformation et une pénalité de Thomas Castalgnède (79°) ont suffi pour faire la différence : un point, c'est peu.

Cet Irlande-France n'était certalnement pas un beau match. C'était même la négation du beau jeu. Peu de courses, peu de passes, du combat pendant 80 minutes. « Virulent », « sauvage », entendait-on dans les vestiaires français. Ce n'était pas du grand rugby, ce n'était pas du jeu formaté pour les télévisions à péage du magnat Rupert Murdoch. Ce n'était pas un beau match, certes. Mais les visages éprouvés par la pluie, la boue et les couleurs envahissantes des publicités peintes sur le terrain disaient aussi que cette rencontre était de celles qui font la légende du Tournoi des cinq nations.

Eric Collier

#### Avec des « têtes de Schtroumpfs »

Pour profiter de la retransmission télévisée, deux partenaires du Tournoi des cinq nations avaient décidé de neindre leurs logos en grand sur la pelouse du stade de Lansdowne Road, samedi 6 février. Le procédé n'est pas une première, et il s'est assez rapidement banalisé depuis quelques années sur les terrains de rugby dans les iles Britanniques.

Ce qui n'était pas prévu, en revanche, c'est que, sous l'effet de la tempête de pluie qui a noyé Dublin, la peinture de ces publicités géantes s'est rapidement diluée pour s'accrocher aux corps et aux tenues des joueurs irlandais (habillés de vert et blanc) et français (vêtus de bleu et blanc), à chaque fois qu'ils tombaient sur les emplacements occupes par les publicité sur le terrain.

Peinturlurés de taches rouge et bleue difficiles à faire disparaitre, ils se sont découvert « des têtes de Schtroumpfs » en rentrant aux vestiaires.

En 1998, à l'occasion du match France-Angleterre, décisif pour l'obtention du grand chelem, France Télévision avait prévu de diffuser des publicités en incrustation, avant d'y renoncer, finalement.

## Le pays de Galles fait les frais du réveil écossais

d'Ecosse, a surement inscrit l'un des essais les plus rapides de l'histoire du Tournoi des cinq nations. Les supporteurs terminaient à peine l'hymne Flowers of Scotland. samedi 6 février, dans les tribunes de Murrayfield que le trois-quarts centre de Glasgow récupérait le coup d'envoi de son demi d'ouverture, Duncan Hodge (victime par la suite d'une fracture du péroné et indisponible pour la suite de la compétition), et portait le bailon dans l'en-but gallois. La chronomètre de l'arbitre anglais de la rencontre décomptait le temps de jeu depuis à peine 10 secondes. Le 78 Ecosse-pays de Galles démarrait à la vitesse d'un Grand Prix de formule 1. Une heure et 35 minutes plus

tard, il s'achevait sur le même rythme. Au terme d'un match débridé et d'une intensité toujours egale, les Ecossais de Garry Amstrong l'ont emporté 33-20, marquant quatre essais par John Leslie (1<sup>r</sup>), Gregor Townsend (48-1. Alain Tait (64) et Scott Murray (77), et en concédant deux aux Gallois de Robert Howley, inscrits par Daivid lames (34) et Scott Gibbs (64). A Nous arons beaucoup travaille cette semaine, pour améhores les aspects techniques de none leu et être capables de passer tres the la balle a nos arrières, expliquait Scott Murray, auteur de

John Leslie, Néo-Zélandais l'essai de la victoire. Maintenant, nous allons fêter cela avec quelques

> Une fête méritée car le rugby écossais revient de loin. On le disait miné par une déplorable saison 1998 - une seule victoire dans le Tournoi des cinq nations et deux défaites face à la Nouvelle-Zélande (8-24) et l'Australie (10-35) -, de graves problèmes financiers - la fédération écossaise (15 000 licenciés) accuse une dette de 170 millions de francs (près de 29 millions d'euros) à la suite des travaux de rénovation de son stade de Murrayfield -, l'incapacité, faute de moyens financiers, à mettre en place une politique sportive cohérente à l'heure du professionnalisme et le cynisme des bookmakers qui ont eu l'outrecuidance d'en faire les meilleurs prétendants à la demière

> > AVEC LA COMPIANCE...

place du Tournoi.

Quelques heures avant la rencontre, Jim Telfer glissait toutefois: « Dans un grand jour, avec la confiance, qui sait ... » La confiance, justement, a habité les Ecossais face à des Gallois souvent fébriles et à court d'imagination. «Aujourd'hui, nous n'avions rien à perdre », commentait Gregor Townsend, le seul Ecossais à n'avoir pas manqué un match du Tournoi depuis 1993.

« Nous étions derrière à la mitemps mais, toute la semaine, toute l'équipe a vraiment cru qu'elle pouvoit gagner ce match », assurait le

capitaine, Gary Armstrong. Ni la botte de l'ouvreur gallois Nell Jenkins, ni les percussions des centres Scott Gibbs et Allan Bateman - tous deux venus du rugby à XIII -, ni l'arrivée d'un entraineur néo-zélandais - l'ancien coach des Auckland Blues, Graham Henry -, fût-îl le mieux payê du monde, n'ont su finalement résister au réveil écossais. « L'Ecosse nous a battus à l'avant et mérite beaucoup de crédit pour cela. Aujourd'hui, l'organisation écossaise était meilleure que la nôtre. Nous ne méritions pas de gagner », a commenté Graham Henry.

Faut-il voir dans ce succès un simple sursaut du XV du Chardon dont la dernière victoire dans le Tournoi remonte à 1990 ~les hommes de Gavin Hastings avaient décroché le troisième grand chelem de leur histoire -, sa résurrection ou, au contraîre, une rechute du pays de Galles, pourtant annoncé comme l'équipe à suivre en 1999? La prochaine journée du Tournoi, samedi 20 février, avec Angleterre-Ecosse et pays de Galles-Irlande, devraît fournir quelques éléments de ré-

Yves Bordenave

#### \_ TOURNOLDES CING NATIONS IRLANDE 9 FRANCE 10

Stade de Lansdowne Road, à Dublin « Temps trals, plute en 2° pérfode » Temain bon » Public enthouslaste » 49 000 spectateurs « Arbitre : M. Marshalt (Angletenre)

INSCRIES Statetiumière: Warren Gestand. «18. Concr O'Shee » 14. Junin Bishop, 18. Kevin Magga. 12. Jonather Beil (16 Rob Henderson, 157). 11. Girven Demany «10. David Humphyeys » 9. Contre Mc Gebressy; 7. Dion O'Culimengain, 8. Victor Costello (19. Trevor Brennan 519, 8. Eric Miller « 6. Jewany Davidson, 4. Paddy Johns, (cap.) » 3. Paul Walloco, 2. Kelth Wood, 1. Peter Cohessy; 21. Justin Pitzpetrick, 849).

14. Philippe Barret-Sabes, 13. Richard Dourtte, 12. Prank Combs, 11. Thomas Lombard 118, Arter Gomes, 79) \* 10. Thomas Captaignide, 9. Philippis Garbonness \* 7. Olivier Magne, 8. Thomas Literescond, 8. Philippis Barston, 6. Philippis Barston, 6. Philippis Barston, 6. Philippis Barston, 8. Philippis Barston, 8. Philippis Barston, 9. S. Fabret, 7. Christian Callisno 21. Sylvain Marconnet, 419.

3 - C. Après une tentitiva áchouée à la

#SERID 8 - 0. Contre le vent, le pack érançais souffre face aux intendais, rès virulente. Après écoulement d'une mittée, David Humphreys passe une pérasité, mas manque le cible avant le rétout eux vestiaires (39°).

ESSO 9 - Q. La pluie s'abat violemenent sur Larredowne Roed. Nouvelle réueste de David Humphreys, qui met son équipe à l'abri d'un éventuel essai adverse.

FRANCE: 3 péndités (Humphraya, 29°, 36°, 46°): FRANCE: 1 escal (Nameck, 61°): 1 translorestion (Catalynide, 61°): 1 pénelaé (Catalynide, 78°).

36, dani 19 (9+10) déclerchées par les avants et 17 (12+5) par les artères. FRANCE : 36, dont 23 (12+11) déclenchées par les avents et 13 (9+4) déclenchées

Castagnède a perme cette courte victoire de la France P. coups: de pied réusais sur 3 terriés). Avec 7 terris-dies (dont 3 réusaiss). Devid Humphreys a marqué

9 - 10. Un hors-jeu de Paul Wallace permet à Thomas Castagnède de transformé une pénatié d'une trentaine de mètres. Quelquie instants après, dans une position équivalente, David Humphreys manque l'occasion, procurée per une faute de Rapheël Ibanaz, de dommer la étable.

8 - 7 Le bon déroulement d'un mau, consécutif à une pénsité jouée à la main par Philippe Carbonneau, permet à Emile Niamok.

bien soutenu par ses équiplers, de marquer ut

ELECTION Provoqués par l'irlande : 67 (33+34), dont 9 pardus (4+5). Provoqués per la France : 51 (25+26), dont 8 per-

contre l'irlande : 2 (0+2), dont 2 pour hors-jeu (0+2). Pénettis contre la France : 7 (5+2), dont 3 pour hors-jeu (1+2), 2 lors

THE CHE DEFOUG.

ASSESSED OF THE PARTY OF THE PA the second second The state of the s

79 M

Constitute of .

The state of the state of

er to the long the

1 440

Section 18 Bulletin

J. S. St. 1884

the state of Garage

-- '= .....'.u

Committee of the second

And the Care

manage to feel the

A Section of the second section of

August Harry

 $(x_1,\dots,x_n)\in (x_1,x_2,\dots,x_n)$ 

· Professional Company Later Speak

A to Section

ng or sample

مولاديها فالمالا

----

· 心理性症炎

AP TO HARMY

THE REAL PROPERTY.

gamen affiliante a agent

or their management with the

The said of the second state of

## Avec un supplément de rage, Hermann Maier incarne un nouveau style de descendeur

Le skieur autrichien réussit une brillante démonstration aux championnats du monde

Les championnats du monde de ski alpin, qui ont lieu à Vail (Colorado), ont été marqués samedi 6 et dimanche 7 février par la domination de l'équipe d'Autriche. Après la démonstration de Hermann Maier, médaille d'or de la descente (après avoir partagé avec le Norvégien Lasse Kjus celle du su-

per-G), samedi, les Autrichiennes se sont adjugé dimanche les quatre premières places d'une épreuve gagnée par Renate Götschl.

VAIL (Etats-Unis)

de nos envoyés spéciaux Encore essoufflé par la violence et l'engagement total de sa course, Hermann Maier ne lâche pas le



MAN HAME TOTAL

1 - 17 K

157

1777 g

1,156 '50

49.

1. "我去我

100

WINT 2 ... 575 P. 15

Selon Pentraineur Pierre / ette

de « querre des étales »

grand écran Dans l'aire d'arrivée, il ne perd pas une image de la descente du Norvegien Lasse Kjus.

qui fut son alter ego d'un jour sur ia plus haute marche du podium mondial du super-G. Encore une fois, le skieur d'Oslo est son principal rival. Plus qu'un time de champion du monde de descente, c'est anjourd'hui l'hégémonie du descendeur de Flachau qui est en jeu. A l'arrivée, 31 centièmes séparent les deux mellleurs skieurs du moment. Maier sait qu'il a gagné, déjà certain que personne, pas même ses compatriotes, Hans Knauss ou Stefan Eberharter, pourtant forts aux entraînements, ne pouvaient « faire mieux » que hil.

La raison de cette indifférence est simple: plus encore que de coutume, Hermann Maler a pris tous les risques. Il a calculé au millimètre ses trajectoires, raccourci les distances, taillé des courbes au scalpel et défoncé trois portes, selon le vieux précepte des descendeurs: « Bouffe la piste, sinon c'est

UNE COURSE « OPTIMALE »

A le voir dévaler la piste « Birds of Prey » (oiseaux de proie) sans subir les assauts de la pente ou de la vitesse, là où les autres semblaient payer leur retenue à coups de centièmes, le public comprenait que ce skieur était programmé pour gagner. - .1

« Werner Margreiter, mon entralneur, n'avait pas apprécié ma performance en super-G, a expliqué le double champion du monde. Mal-

gré ma médaille d'or. il avait l'impression que je ne m'étais pas donné à 100 %. Il voulait donc que l'efface ce mauvais souvenir. Ma victoire en super-G m'a complètement libéré, J'ai réalisé une course optimale et cette victoire est la plus importante de ma carrière, » Avec ce titre, Hermann Maier affirme avoir atteint les sommets de sa discipline. « l'envisageais de prendre ma retraite à la fin de la saison, mais l'ai tellement de plaisir à skier que je réserve ma décision pour le prin-

très technique, soit très puissant ou très fort moralement, pouvoit faire la différence, analyse Luc Alphand, admiratif. Hermann Maier, lui, depuis la saison dernière, est le premier à réunir au même moment tous ces inerédients. Concrètement, pour atteindre son niveau, il faudrait que ses adversaires lèvent un peu plus de fonte afin de gagner en puissance et oser, du coup, les mêmes lignes extrêmes. » L'harmonie, la puissance et la densité musculaire de cet an-

#### L'amertume d'Antoine Denériaz

Antoine Denériaz, seul réprésentant français dans la descente masculine, organisée samedi 6 février sur la piste Birds of Prey, aura souffert de sa solitude. A vingt-deux ans, le Haut-Savoyard s'est trouvé propulsé porte-drapeau d'une équipe accablée par les bles-sures : Jean-Luc Crétier, Nicolas Burtin, Vincent Blanc et David Prétot avaient déclaré forfait. Or la meilleure préparation à ce rendezvous avec le risque se fait collectivement, quand les équipiers se serrent les coudes face à l'échéance. Lui n'aura pas connu la chaleur, la solidarité et l'amitié qui tissent en coulisse les fils du succès. Il a pris la 22º place, loin de son objectif. Skieur en devenir, il était encore trop tendre face au carré d'as autrichien et aux collectifs norvégien ou suisse. « J'ai fait ce que j'ai pu, a-t-il confié à l'arrivée. Avec de telles conditions météo, je n'al pas pu prouver ma vrale valeur. Ce n'est pos de chance. Mais c'est une expérience supplémentaire. J'apprends. »

Depuis deux ans, la réussite de Hermann Maier est un bonheur pour le ski de compétition. Aucun autre skieur n'avait présenté un catalogue aussi complet de qualités. On avait délà parlé de «ski min! ». du temps de Jean-Claude Killy ou de Franz Klammer, ce mythique lescendeur autrichien à qui la « furia» de Hermann Maier faisait penser samedi 6 février. Le ski total « version Maier » intègre, au plus haut piveau de sophistication et d'excellence, tons les paramètres (mental, physique, tactique, technique, technologique, culturel, etc.) qui font définitivement la différence entre le champion d'excep-

tion et l'athlète de haut niveau.

cien macon lui conferent un équilibre physique rare, au service d'une technique agressive, exigeante et explosive. Cela se manifeste par une très fine précision et une grande sobriété gestuelle.

Lors des reconnaissances de piste, Hermann Maier analyse chaque centimètre de neige, chaque bosse, chaque porte. Et cet esprit méticuleux se retrouve logiquement dans le choix de ses alds - ses spatulés présentent des formes plus « taillées » que celles des autres compétiteurs - et de son numéro de dossard. Superstitieux, Hermann Maier choisit le numéro 8, son chiffre fétiche, ceini qu'il portait pour la médaille d'or du super-G de Nagano en 1998.

outre une sensibilité et une acuité visuelle telles qu'il sait se jouer mieux que quiconque des situations extrêmes, même dans des conditions de visibilité réduite. De ce potentiel, peaufiné avec travail et abnégation, il a su tirer le mellleur pour aiguiser un engagement permanent et une ambition exacerbée par des années de frustration et de galère solitaire.

Marquée par un amour quasi maladif du ski depuis son enfance, Hermann Maier n'a pas été pétri dans le moule éducatif des écoles de sid autrichiennes. Arrivé tard, à vingt-quatre ans, dans le monde des compétitions grâce à Alex Maier, le président de la Fédération de ski de Salzbourg, cette montagne de muscles a tout de suite brisé les règles élémentaires du milieu. Conséquence: Hermann Maier n'a jamais perdu l'enthousiasme de ses jeunes années. Mieux, à vingt-six ans, il a conservé une fraîcheur que d'autres ont perdue depuis longtemps. Au point d'être considéré comme un « fou » par certains, à cause de ses prises de risques inconsidérées sur les pistes et de son comportement violent dans les chambres d'hô-

Architecte de la piste de descente du « Birds of Prey », l'ancien champion sulsse Bernhard Russi avait expliqué, avant l'épreuve, que seul un « skieur parfait » pour rait s'imposer sur ce tracé. Hermann Maier ne l'a pas fait mentir. Mais, pour les mauvaises langues la différence entre « Herminator » et les autres descendeurs devrait phitôt se rechercher dans ce qu'il incurgite avant les courses. Sans preuve, ces allégations ne sont que de soumoises rumeurs.

Gilles Chappaz et Paul Miquel

## Stockholm soupconnée d'avoir voulu acheter les voix de délégués du CIO

Des « accords d'assistance » en Afrique mis en doute

de notre correspondant Candidate malheureuse à l'accueil des Jeux olympiques d'été en 2004, Stockholm prétendait organiser une manifestation sportive « propre ». Respect de l'environnement et droiture scandinave, « contrôle » et « élégance » devaient caractériser l'événement. S'il était hors de question de déni-grer les villes rivales (Le Cap, Rome, Buenos Aires et Athènes, la future gagnante), le dossier de Stockholm exhalait une discrète supériorité bien suédoise. En résumê : pas de pollution ni de corrup-

tion chez nous... A voir. Le quotidien suédois Dagens Ny heter a affirmé, dimanche 7 février, que Stockholm n'est pas audessus de tout soupçon elle non plus. Depuis le mois de janvier, on savait que, juste avant le vote décisif du Comité international olympique (CIO) le 5 septembre 1997 à Lausanne, le Comité olympique suédois (SOK) avait signé des accords d'assistance avec six pays africains. Le SOK s'était engagé à financer le transport, le séjour et l'entraînement en Suède de sportifs originaires du Kenya, du Swaziland, de la Côte-d'Ivoire, du Togo, de l'Ouganda et du Zimbabwe. Montant total de l'aide: l.5 million de couronnes (170 000 €). Mais le SOK démentait jusqu'à présent tout lieu entre ces accords et la candidature scandi-

**ACCORDS A POINT MONIME** 

Dagens Nyheter affirme qu'en réalité Stockholm 2004, la société oui menait la campagne de la capitale suédoise, était l'initiatrice de ces accords tombés à point nommé. Le journal public la copie de deux factures de 1,5 million de couronnes chacune. La première est adressée par le SOR à Stockholm 2004 « pour prise en charge de l'échange sportif » ; l'autre, rédigée par cette dernière dès le lendemain, est destinée à Investor, le holding d'investissement de la famille Wallenberg, qui contrôle près de la moitié des sociétés cotées en Bourse à Stockholm, En termes clairs. Investor a sponsorisé Stockholm 2004 pour le financement de ces accords, ce crui a été confirmé dimanche 7 février par plusieurs responsables impliqués.

Mais le SOK, tout comme Stockholm 2004, s'est refusé à y voir une tentative d'achat de précieuses voix africaines. « Il était de notre intérêt que les accords soient signés, mais ils l'ont été entre des fédérations olympiques nationales (...) et ce soutien n'était pas conditionné à l'obtention des Jeux », a assuré Olof Stenhammar, le directeur de Stockholm 2004, une société financée par le secteur privé et par la municipalité. Pour le président du SOK, Carl-Gustaf Anderberg, Il ne s'agissait pas de « corruption », mais d'une pratique « asse: naturelle » de la part de villes candidates.

« C'EST INACCEPTABLE » La municipalité de Stockholm dont la majorité a changé depuis 1997 - ne l'entend pas de cette orelle. « Il faut être bien naif pour croire que la signature de ces accords avec six pays africains détenant des voix-clés, quatre jours avant le vote, n'ait rien eu à voir avec l'élection », a répliqué Jan Björklund, membre de l'équipe municipale aux affaires. « Il est ciair que Stockholm 2004 a essayé d'acheter des voix, et c'est inaccentable », a-t-il siguté, apponent une enquête sur les activités de cette société. La ministre des sports, Ulrica Messing, va convoquer les dirigeants du SOK pour entendre leurs explications.

Selon Dagens Nyheter, deux des accords bilatéraux signés entre le SOK et les pays africains l'ont été par des délégués du CIO démissionnaire (David Sikulumi Sibandze, du Swaziland) ou suspendu (le Kenyan Charles Mukora) pour avoir «terni la réputation » du mouvement olympique. Dans son édition du lundi 8 février, le journai indique que le SOK n'a toutefols pas encore versé d'argent aux six nations concernées, ayant jusqu'au mois d'août 2000 pour le faire d'après les accords signés avec elles.

Par ailleurs, samedi à Nagano. à l'occasion du premier anniversaire des 10 d'hiver de Nagano, le président du CIO, Juan Antonio Samaranch, a présenté « les excuses du mouvement abminique pour le scandale de corruption » qui le frappe depuis plus d'un mois.

Antoine Jacob

### Avec Werner Margreiter, le ski autrichien a trouvé un nouveau sorcier

d'un de nos envoyés spéciaux

La pédagogie, c'est son «truc». Bien avant de prendre les rênes de l'équipe masculine d'Autriche de ski alpin en 1992, une fois que la fiamme olympique eut quitté Albertville, Werner Margreiter était enseignant dans un collège. De ses années de professorat, ce robuste gaillard de quarante-cinq ans a gardé le goût du travail collectif. Un goût qu'il a exprimé de 1980 à 1984 avec l'équipe féminine d'Autriche, puis auprès des skienses des Etats-Unis deux années durant. Avec Hans Pum, le charismatique directeur des équipes d'Autriche, notre homme, rentré au pays, a mis en place, depuis la fin des années 80, un système de formation dont la pertinence n'est plus à prouver.

A Vail, les Autrichiens dominent les champlonnats du monde de ski alpin, et seuls les descendeurs norvégiens ont, pour l'instant, réussi à connester cette hégémonie.

Quel est donc le secret de l'école autrichienne de Werner Margreiter? « Chez nous, explique-tîl, le ski alpin est d'abord le premier sport national. Contrairement aux footballeurs, les skieurs ont toujours ramené des médailles au pays et les ieunes se sont toujours identifiés à ces champions. » « Les premières compétitions, détaille-til, commencent à l'âge de six ans grâce aux structures sportives des neuf régions autrichiennes. La Fédération nationale possède des antennes locales et développe sa propre politique dans les petits clubs. A partir de dix ans, les meilleurs sont orientés dans des classes de sport-études. »

DRUX CENTRES NATIONAUX Elitiste, la méthode autrichienne ne laisse aucune place au hasard : « Entre quotorze et quinze ans, les meilleurs éléments du sport-études se présentent au concours d'entrée, très sélectif, des deux erands centres de ski nationaux : l'école de

Stams et celle de Schladming. » Trois jours sont alors nécessaires pour dénicher cent vingt perles rares qui feront l'honneur de Stams et quatre-vingts génies des neiges qui bâtiront la réputation de Schladming. Mais la sélection ne s'arrête pas là. Les trois équipes nationales (juniors, Coupe d'Europe et Coupe du monde) puisent enfin dans ce vivier pour constituer leurs effectifs. Actuellement, 80 % des skieurs autrichiens sont passés par Stams ou Schladming. Même Hermann Maier, qui a construit sa légende sur une carrière d'autodidacte, a passé une amée du côté de Schlad-

« A partir de seize ans, certaines filles peuvent

prétendre à la grande équipe nationale. Pour les garçons, le grand saut ne se fait pas avant dix-huit ou dix-neuf ans, assure Werner Margreiter. Chaque année, nous intégrons cina ou huit skieurs dans la sélection, lamais plus, » A ce moment-là. les champions en herbe doivent choisir trois spécialités, « Un descendeur doit foire ses preuves en slaiom et un slaiomeur en super-G. C'est comme co et il n'y a nos d'exception », dit le magicien du Tyrol. Complets, bagarreurs, surentraînés, les skieurs autrichiens semblent invin-

« L'Autriche est aujourd'hui la référence, commente Didier Bonvin, l'entraîneur suisse de l'équipe de Prance masculine. Primo, leurs entraîneurs sont très, très bien formés. Secundo, une place énorme est accordée à la psychologie. Pour moi, il n'y a pas une école autrichienne mais plusieurs. Le style de chaque skieur est décortiqué et les entraînements sont adaptés à chaque individualité. » «Le boulot de Werner Margreiter est simple, note avec envie Michel Vion, le directeur des équipes de France. Il se place sur un monticule de neige et observe les lions se battre. A la fin du combat, il recrute les rescapés. » Le ski autrichien ignore la pitié.

## Même pour ses compatriotes, Renate Götschl était « invincible »

VAIL (Etats-Unis)

d'un de nos envoyés spéciaux Après un triplé - défà exceptionnel en super-G, le quadruplé - totalement inédit - en descente. C'est ce que l'on pourrait gentiment appeler une invasion féminine, une « Blitzkrieg » sur la neige. Les Autrichiennes ont prouvé, dimanche 7 février sur la piste de Vail, qu'elles n'avaient pas de rivales dans les épreuves de vitesse des championnats du monde. Renate Götschi, Michaela Dorfmeister, Stefanie Schuster et Alexandra Meissnitzer om pris les quatre premières places de la descente. Jusqu'à présent, aux Etais-Unis, seule la Suédoise Peroilla Wiberg les a dépossédées d'un titre mondial, en s'adjugeant, le 5 février, la première place du combiné. Sur les peuf médailles mondiales déjà mises en jeu, les filles de la Wunder Mannschaft en ont gagné sept. Et, même si les Autrichiennes out la réputation d'être moins coriaces dans putation d'être moins coriaces dans n'avait terminé que 5 du super-G. les épreuves techniques (slalom et géant), qui restent à disputer, leur enthousiasme actuel en fait des fa-

SAMS CONCURRENCE:

Leur domination met également en lumière l'absence actuelle de concurrence. Les Suissesses out été « désespérantes » (la première, Sylviane Berthod, termine à la 13º place, à 1 s 50 de Renate Götschi). En l'absence de Katja Seizinger, les Allemandes, décevantes, ont toutes subi les derniers mètres très bosselés d'une piste pourtant docile. Privées de Régine Cavagnoud, les Françaises n'ont po que figurer. Mélanie Suchet a pris la 6º place, Florence Masnada la 11º et Carole Montillet la 22º. Renate Götchi, 23 ans, avait

Riche d'un titre mondial au combiné (1997) et déjà nantie à Vail de deux médailles d'argent (super-G et combiné), elle a pris une belle revanche à l'issue d'une descente par-

«Il n'y pas de secret, dit-elle. Comme toutes les autres filles de l'équipe nationale, je m'entraîne dur Cet été, nous avons soigné notre préparation physique. Je voulais gagner une médaille et l'en ai trois dont une en or. Je π'oublierai jamais cette se-

PLUS VITE SUR LA FIN

Détendue, conquérante et libérée, Renate Götschl a skié à la perfection. Les bras tendus vers l'avant, les jambes puissantes et les genoux élastiques, la petite skieuse d'Obcommu la malchance aux Jeux olym- dach (1,64 m pour 60 kg) a su intel-

ligemment utiliser son centre de gravité plus bas pour décupler sa vitesse sur les parties glissantes et maîtriser ses envols sur les nombreuses difficultés aériennes du tracé. En retard à tous les temps intermédiaires, elle n'a jamais renoncé et refait son retard sur la fin du parcours où elle a su effacer toutes les bosses.

« l'ai fait une grande course du début à la fin. Je ressentais une forte pression avant le départ parce que je savais que deux de mes coéquipières étalent en tête et avaient fait un bon parcours, a expliqué, simplement, Renate Götschl. Je savais qu'il fallait que je me lâche et que je preme des risques. » Elle les a tous pris. Et à l'image de la Française Florence Mastrada, ses adversaires n'ont pu que se rendre à l'évidence : « Actuellement, elle est invincible. »





## Bordeaux perd la tête mais pas l'espoir de trouver un repreneur

Les Girondins ont été tenus en échec (1-1) à Rennes, à l'occasion d'un match émaillé d'incidents, alors que l'Olympique de Marseille s'imposait (3-1) face à Bastia, et reprenait la tête du championnat de France

commencé pour eux : dans son édi-

tion du 6 février, Le Figaro révélait

que la chaîne de télévision M 6 était

sur le point de racheter les Girondins

Cela fait près de deux ans que les

deux hommes essaient de

« vendre » la société anonyme à ob-

jet sportif (SAOS) qu'ils dirigent, en

duo, depuis 1996. « Nous en sommes

actuellement à la constitution d'une

liste de candidats. Pour des misons de

confidentialité entre ces derniers, nous

ne pouvons rien infirmer, ni confir-

mer », indiquait lean-Didier Lange,

Comme l'a précisé Jean Drucker.

le PDG de M 6, se chaîne n'a iamais

eu l'intention d'acquérir le club bor-

delais. Une proposition d'investisse-

ment, en revanche, a bel et bien été

faite par l'un des actionnaires de

M 6, en l'occurrence la société alle-

mande UFA, qui, associée avec la

compagnie luxembourgeoise CLT,

samedi, juste avant la rencontre.

de Bordeaux.

DIVERSIFICATION

hommes d'Elie Baup ont du concéder le match nul, samedi 6 février, face au Stade rennais, lors de la 23º journée du championnat de France. L'égalisation des Bretons, sur

nique de Mar-

seille 4-1 en fai-

sant montre de

sérénité et de

tranquille inso-

lence que vous

un coup franc indirect dans la surface de réparation, a provoqué la colère des Bordelais. L'entraîneur et le meneur de jeu, Ali Benarbia, ont été expulsés, tandis que Johan Micoud, Michel Pavon et François Gre-

net recevaient un avertissement. Ce résultat fait l'affaire de l'Olympique de Marseille, qui a profité de sa victoire sur Bastia pour s'emparer à nouveau de la première place du classement. L'avance des

deux animateurs du championnat est telle (l'OM compte treize points d'avance sur Lyon, troisième, et Bordeaux neuf) qu'ils semblent d'ores et déjà qualifiés pour la Ligue des champions 1999-2000.

forme l'un des plus importants hol-

dings audiovisuels européens. L'une des filiales du groupe. UFA-sport, est justement spécialisée dans le foothall. En 1998 elle a pris une participation de 25 % dans le groupe de marheting d'événements de Jean-Claude Darmon et a négocié, l'an demier, les droits télévisés d'environ 300 matrhes, dans une quarantaine de pays différents. Dans un but de diversification,

elle commence également à organiser elle-même des compétitions, comme la Puii Cup, un tournoi amical réunissant avant le début de la saison les quatre meilleures équipes du championnat allemand. Basée à Hambourg, UFA-sport a également la responsabilité du marchandisage du Borussia Dortmund et du Hertha Berlin. Les négociations avec les Girondins de Bordeaux datent du printemps 1998. Un courrier d'intention a été envoyé à la direction du club au moment où celle-cl était en pleine négociation avec la société

d'investissement English National Company Investment (ENIC). Dirigée par l'homme le plus riche de Grande-Bretagne, Joseph Lewis, cette entreprise possède déjà 25 % des Glasgow Rangers, 30 % de VIcence, 54 % du Slavia Prague et 79 % de l'AEK Athènes. Récemment, elle était sur les rangs pour devenir propriétaire du mythique stade de Wembley (finalement racheté par la Fédération anglaise de football).

En avril 1998, le conseil d'administration des Girondins de Bordeaux rompait les discussions avec ENIC pour plusieurs raisons. La première est liée au litige qui oppose la firme britannique à l'Union européenne de football (UEFA). Pour des raisons d'éthique sportive, l'UEFA interdit en effet le multiactionnariat dans les clubs professionnels. L'autre motif est d'ordre financier. ENIC se disait prèt à investir 120 millions de francs (plus de 18 millions d'euros) sur trois ans, ce qui représente assez peu pour un club comme Bordeaux, fort de quatre titres de champion, de trois Coupes de France et d'une finaie de Coupe d'Europe). Quand est arrivée la proposition d'UFA, les diriants girondins out décidé de décaler l'opération d'une saison.

Plusieurs grands groupes out déjà fait acte de candidature et ENIC est toujours en course. « Ils sont moins de dix et la plupart sont étrangers ». affirme jean-Didier Lange. Une fois désigné, le lauréat devra répondre à un cahier des charges extrêmement précis. Il lui faudra notamment construire des bâtiments pour le centre de formation du club, accepter de vivre à côté d'une association de loi 1901 (qui a la charge des enfants et des amateurs) et, bien sûr, augmenter les salaires des joueurs en cas de qualification pour la Ligue des champions. Tendu vers cet objectif, l'effectif professionnel est resté éloigné des négociations. Au lendemain de la victoire sur Marseille, Elie Baup s'est acheté un tracteur pour cultiver les terres familiales de Montespan (Haute-Garonne).

Frédéric Potet

#### RENNES

de notre envoyé spécial Le football ne serait-il rien d'autre qu'un éternel recommencement? Ce n'est pas parce que vous avez étrillé l'Olym-



ne craquerez POOTBALL pas, nerveusement, la semaine suivante devant un

autre adversaire. Les Girondins de Bordeaux ont perdu la face, samedi 6 février. Pas longtemps, l'instant de quelques minutes. En déplacement à Rennes, les hommes d'Elie Baup n'ont que très modérément apprécié de devoir partager le point du match nul à l'occasion de la 23 journée du champion-

nat de France. Alors qu'ils menaient

au score à la suite d'une magnifique

action collective conclue par Sylvain

PORTRAIT\_

RENNES

de notre envoyé spécial

ou trois dribbles sont nécessaires, et la ressem-

blance saute aux yeux : Shabani Nonda, jeune

attaquant burundais de vingt et un ans portant

les couleurs du Stade rennais depuis cette sai-

« Je veux prendre mon temps.

son, rappelle de manière confondante George

Weah, l'ayant-centre du Liberia qui fit les beaux

iours de l'AS Monaço puis du Paris-Saint-Ger-

main avant de rejoindre le Milan AC. Même

pulssance, même obsession du but et même

nonchalance trompeuse. Samedi 6 février, dans

le match au sommet face aux Girondins de Bor-

Mon objectif est de rester

à Rennes jusqu'à la fin

de la saison prochaine »

Quelques mètres d'accélération suffisent, deux

Wiltord (364), les postulants au titre sont brutalement sortis de leurs gonds, en fin de rencontre. Le but égalisateur de Patrick Wei-

ser (86) précipita les Bordelais autour de l'arbitre, Alain Sars, coupable à leurs yeux d'avoir sifflé un coup franc indirect « injustifié » dans la surface de réparation. La confusion se propagea jusqu'au banc de touche. Fait peu banal, M. Sars renvoya aux vestiaires l'entraineur, Elie Baup, et le meneur de ieu. Ali Bernarbia, qui venait d'être remplacé. Au coup de sifflet final. d'autres scènes d'énervement ternissaient un peu plus la soirée.

Ce qui ne pouvait que consolider la conclusion du jour: s'ils veulent devenir champions de France cette saison, les Girondins de Bordeaux devront apprendre à contrôler leurs

lean-Didier Lange et Jean-Louis Triaud, les deux coprésidents du club aquitain, se seraient bien passés de cette vérité. La journée avait mal

Shabani Nonda, le George Weah du Stade rennais teurs du championnat (quatrième avec 10 buts). Marqué de très près, et parfois de façon musclée, par les défenseurs adverses, il aura pu vérifier que sa réputation montante lui garantit déjà des surveillances étroites, quelques douleurs aux

chevilles et, bientôt, l'attention des plus grands

Shabani Nonda possède un autre point commun avec George Weah. Tout joueur d'exception qu'il est, il ne connaîtra probablement jamais une phase finale de Coupe du monde. On peut en dire de même du Tchadien Japhet N'Doram (Monaco) ou encore du Togolais Bachirou Salou (Borussia Dortmund). Shabani Nonda le Burundais vient en effet d'un des pays les plus démunis d'Afrique. Samedi, après la rencontre, l'attaquant se réjouissait de la décision des sept Etats de la région de lever l'embargo sur son pays. « le pense que le retourneroi là-bas sitôt la fin du championnat », confiait-il.

Si elle n'en est qu'à ses débuts, la carrière de Shabani Nonda se lit déjà comme un roman. Exilé pour cause de guerre, l'apprenti footballeur deaux, Shabani Nonda n'est pas parvenu à amé- en est à son quatrième club et à son quatrième liorer son crédit au classement des meilleurs bu- pays. Arrivé en Tanzanie à l'âge de dix-sept ans,

puis transféré en Afrique du Sud, il pose ses crampons en Suisse, un matin de février 1996. au FC Zurich. Le pur buteur suscite sans tarder la convoitise de plusieurs grands clubs allemands et italiens. Repéré du côté du Stade rennais par Jean-Michel Moutier, il décide alors de s'installer en Bretagne, attentif à ne pas se brûler les ailes. Le montant du transfert s'élève à 23 millions de francs (3,5 millions d'euros), ce qui est un record pour le club repris par l'industriel François Pi-

Combien de temps le Stade rennais va-t-li pouvoir garder son buteur? La Juventus Turin est repartie à la charge ces demières semaines, en vain. « je veux prendre mon temps. Mon objectif est de rester à Rennes jusqu'à la fin de la saison prochaine. Je n'ai pas encore vingt-deux ans », rappelle le Burundais, dont le contrat court jusqu'en 2003. Si l'attaquant poursuit son chemin avec la même efficacité devant le but, le montant de son futur transfert pourrait, dit-on, approcher les 100 millions de f rancs (plus de 15 millions d'euros) d'ici dix-huit mois.

## L'Olympique de Marseille a « repris les choses en main »

LES NERFS des Girondins de Bordeaux ont làché. L'Olympique de Marseille (OM) n'a pas laissé passer l'occasion. C'est par un nouveau chassé-croisé en tête du championnat de France de football que s'est soldée la 23º journée, disputée samedi 6 février et dimanche 7 février. Marseille a repris les commandes d'un champlonnat qui voit également le FC Nantes se positionner à la quatrième place.

Etrillés lors de la journée précédente à Bordeaux (1-4), les joueurs de l'OM ont « repris les choses en main », comme a tenu à le souligner Robert Pires à l'issue d'un match victorieux, à domicile, face à Bastia (3-1). Le club phocéen, porté par un Fabrizio Ravanelli en verve (deux buts, 40° et 81°), auquel Daniel Bravo (334) avait montré l'exemple, a ainsi signé sa neuvictoire Stade-Vélodrome, en douze mat-

ches. « Nous voulons nous imposer à Toulouse, dimanche, et creuser un écart suceptible d'atteindre le morul des Bordelais, a annoncé Daniel Bravo. le pense que nous sommes les plus costauds et que notre éauire est celle qui possède le plus de chances d'être championne. » Les Toulousains, revigorés depuis de s'imposer (2-1) à Auxerre, semblent prêts à relever le défi.

UN JEU LIMPIDE ET VIVACE

Derrière l'OM et Bordeaux, à treize longueurs du premier et onze du second, Nantes s'est replacé dans la course aux places européennes. Sous les yeux d'« espions » de la Lazio Rome, de clubs espagnols ou allemands, les jeunes Canaris se sont imposés face au champion en titre Lens (2-0). Déployant un jeu limpide et vivace, ils ont signé leur neuvième match d'affilée sans défaite.

«On a énormément pris confiance en nous en cina mois. Maintenant on rentre dans les matches sans appréhension et toujours sans pression. Je crois que l'on a dépassé cette phase d'acclimatation », explique le milieu récupéra-Sébastlen Piocelle. « Maintenant, renchérit le gardien de but. Mickaël Landreau, on impose une certaine crainte chez nos futurs adversaires. >>

Le FC Nantes est désormais à égalité de points avec l'Olympique lyonnais, qui, endeuillé par la mort de son gardien de but remplaçant, Luc Borelli, l'a malgré tout emporté (2-1) face à Nancy. Lyon compte toutefols un match

le retour d'Alain Giresse, au point en moins et possède une diffé rence de buts supérieure (+11, contre + 9).

L'AS Monaco a également fait une bonne affaire en allant s'imposer au Havre (2-1). L'équipe monégasque occupe désormais le sixième rang du championnat. De quoi faire - temporairement? ~ oublier la crise de confiance que traverse l'équipe. Mais aussi les coups de semonce du prince Albert, qui, dans les jours précédant la rencontre, s'était montré très critique sur la gestion du président du club, Jean-Louis Campora.

Dans la même catégorie des clubs traumatisés, le Paris-Saint-Germain a également donné de légers signes d'embellie. L'équipe de la capitale, qui n'avait plus gagné depuis sept matches de championnat, s'est reprise, au Parc des Princes, face à Sochaux (2-1). Le club sochalien ne constitue certes pas une référence, puisqu'il occupe la dernière place du classement. Mais il n'avait plus perdu denuis trois rencontres. Et le PSG avait déjà prouvé qu'un promu avait toutes ses chances face à lui. puisque, en cinq matches contre Lorient, Nancy et ce même Sochaux, il avait cédé quatre fois, arrachant tout juste un match nul en

Le cha	mpio	nnat de France de football de D1
THE REPORT OF THE PERSON NAMED IN	7	CLASSEMENT
Nantes-Lens	2-0	
Le Havre-Monaco	1-2	1. Nerselle .: 51 23 15 6 2 +23 A GGNPG
Lyon-Nancy	2-1	-2 Bordouzz . 49 23 15 .4 4 +29 ▼ PGNGN
Marseille-Bassia	3-1	8 Lyon - 38 22 10 8 4 +11 A NNGGG
Rennes-Bordeaux	1-1	4 tautes / : 38 23 10 8 5 +9 A GNGNG
Paris SG-Sochaux	2-1	# Hennes : 37 23 10 7 6 +2 F PNNGN
Metz-Lorient	3-0	6 Monaco , 35 22 10 5 7 + 10 = NPNGG
Aurerre-Toulouse	1-2	7 Montpolie: 32 23 9 5 9 +4 == PGNGN
Montpellier-Strasbo.		# August 31 23 8 7 8 +3 = GPGNP
and shalles - Stateony	19 1-1	9 Dest : 39 23 9 3 11 ~1 = PGNPP
<b>可能性的</b>	÷2	10 Lens. 29 23 8 5 10 ~2 = NGNPP
8	4	11 Parts 86 28 23 7 7 9 0 = NPPPG
*	3	12 Mar. 28 23 7 7 9 ~7 = GPGPG
1 Auxerre C	39	13 Streetowng. 25 23 5 10 8 ~6 ₹ NNPPN
2 Nantes 1	33	14 Numey: 24 23 6 6 11 ~9 = PPGPP
3 Lorient 1	-	15 Le Harra : 22 23 5 7 11 -12 = GPGNP 16 Totalouse ** 21 23 4 9 10 -17 A NPPGG
16 Bordeaux 6	-	
—	67	17 Lodget - 20 23 4 8 11 -18 W NGPNP 16 Bocksex 17 21 3 8 10 -19 = PNNP
18 Basin 11		
<b>第四条数据数据</b>	1 Bo	deaux 49 buls • 2 Marselle 42 buts • 3 Montpeller 40 buts.
HE HAVE	1 Ma	selle 19 buts • 2 Bordeaux, Lyon 20 buts

15 buts - 2 Lastandas (Bordeaux) 15 buts - 2 Lastandas (Bordeaux) 15 buts - 3 Maurice (Margelle) 11 buts.

nedi 13 tévrier : Sochaux-Le Hawre, Monaco-Rennes, Lens-Peris S.G. ranche 14 février : Nancy-Metz, Toulouse-M

### La France gagne une médaille de bronze au mondial de bob à deux

DÉIÀ MÉDAILLÉS de bronze en bob à quatre aux Jeux olympiques de Nagano, en 1998, Bruno Mingeon et Emmanuel Hostache ont obtenu la médaille de bronze aux championnats du monde de bob à deux, dimanche 7 février, à Cortina d'Ampezzo (Italie). Les deux Français, licenciés à Macôt-La Plagne (Savoie), ont terminé derrière les Allemands Christoph Langen-Markus Zimmerman et les Italiens Guenther Huber-Ubaldo Renzi. « Nous nous attendions à un résultat entre les 4 et & places, a déclaré l'entraineur, Nano Pourtier. Mais Bruno a très bien piloté et cette médaille de bronze est une superbe récompense après une année de gros travail. »

DEPECHES

■ CYCLISME: le Français David Lefevre (Casino) a gagné, dimanche 7 février, la 29 édition de l'Etoile de Bessèges.

■ FOOTBALL: Saint-Etienne a ¿ creusé Pécart en tête du championnat de France de deuxième division, en s'imposant face au Mans (1-0), samedi 6 février. Les Verts, abordent le dernier tiers du championnat avec quatre longueurs d'avance sur Troyes, qui s'est fait surprendre à Lille (1-0).

L'équipe nationale d'Allemagne a concédé une étonnante défaite (0-3) face aux Etats-Unis, samedi 6 février, lors d'un match amical. La presse germanique n'a pas épargné son équipe. « Honte sur vous », a titré le quotidien populaire Bild au lendemain du match; « L'Allemagne ridiculisée » a choisi Die Welt; « A pleurer de rire », a ironisé l'agence de presse Sid.

----

to have a real

1 1 4 4 6

化二唑酸化 医克拉基二

St. 347 20 5

■ La Fiorentina a concédé le nul à 4 domicile (0-0) face au Milan AC, dimanche 7 février, lors de la 20<sup>s</sup> journée du championnat d'Italie. Au classement, la formation toscane ne dispose plus que d'un point d'avance sur la Lazio Rome, qui a enregistré son neuvième succès consécutif, devant Pérouse (3-0), La défaite (4-2) de la Juventus, à domicile, face à Parme, a provoqué la dé mission de l'entraîneur, Marcello

■ Le ciub italien du Torino a déboursé 400 000 francs (60 000 €) pour un contrat d'exclusivité avec la famille d'un enfant de dix ans, originaire de Naples. Vincenzo Samo (136 cm, 36 kg) a été remarqué alors qu'il iouait un tournoi annuel, auquel participent 70 clubs et près de I 400 jeunes. Il ne pourra signer un premier contrat qu'à l'âge de quatorze ans. Le quotidien France-Suir précisait, samedi 6 février, que le jeune prodige aurait plutôt souhaité devenir champion de karaté.

LOTO: résultats des tirages nº 11 effectués samedi 6 février. Premier tirage: 9, 20, 29, 36, 42, 47, numéro complémentaire : 6. Pas de gagnant pour 6 numéros. Rapports pour 5 numéros et le complémentaire: 512 745 F, 78 167 €; 5 numéros 7 495 F, 1142 €; 4 numéros et le complémentaire: 342 F. 52.13 €: 4 numéros: 171 F, 26,06 €; 3 numéros et le complémentaire : 34 F, 5,18 € ; 3 numéros : 17F : 2.59 €.

Second tirage: 6, 27, 34, 39, 41, 46,5 numéro complémentaire: 4. Rapports pour 6 numéros: 16 051 840 F. 2 447 087 €; pour 5 numéros et le complémentaire: 97 470 F, 14 859,20 €; pour 5 numéros: 6 320 F, 963,47 €; pour 4 numéros et le complémentaire : 332 F, 50,6 €; pour 4 numéros : 166 F, 25,30 €; pour 3 numéros et le complémentaire: 36 F 5,48 €, pour 3 numéros:

49

Le Monde interactif

## http://www.lemonde.fr

La Bourse au quotidien : les acteurs et les valeurs des marchés, les cotations en direct, les informations financières sur les entreprises... 99

White garding the training to 一直 新日本の日本 こうし 自然 神経 を持つかり

Mar Garantena Br. Physical Letters 1 Section of the section of See the the telephone in the year All and the second and the company of the contract of the contrac

医温度 医高级性动物 And the second Andread Francisco Company of the Company the state of the second

See Apply the Control of

Commence of the second 9-18-31 CTV TO MAKE THE PARTY OF THE military of a second geografia ang ti day ang ari ing Bergeralde in the second ्रो स्वर्षीत्र तथा । अस्तर्भागाः भागाः **10** 军兵所 100 200 400 AND SOME SERVICE Burney of the second Spine of Electrical

And the Section of the Section of

2 4 6

· 表 "我们也"

真代的 3

\$.3. \$. . · · · · ·

赛 医碘钠 化二头

great to the

東京管 如文中 樂 李明 衛 大 一文 美 the territory of the second of the

Encore un peu de neige dans le nord

MARDI, la dépression, ainsi que plaine l'après-midi. En Bourgogne, la perturbation qui l'accompagne, ce sera tantôt un peu de pluie, tans'enfonce sur le sud du pays, amenant des pluies en plaine et de la neige en montagne. Avec un flux de nord, la moitié nord passe progressivement en ciel de traîne, avec de l'air froid et quelques averses de

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Poussé par un vent de nord l'air froid s'installe. Nuages et éclaircies alterneront. Quelques averses pourront se produire près de la Manche. De rares flocons pe sont pas exclus en Normandie.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Les passages nuageux alterneront avec quelques éclaircies. Des averses de neige se produiront encore çà et là. Le vent de nord, qui soufflera jusqu'à 50 km/h, accentuera la très nette impression de froid qui domine.

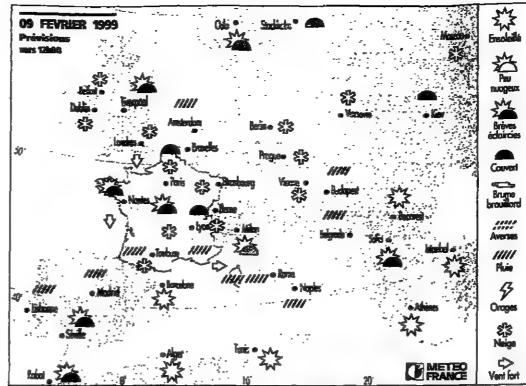
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Il neigera en Franche-Comté au-dessus de 500 m le matin et jusqu'en

ce sera tantôt un peu de pluie, tantôt un peu de neige, avant le déve-loppement d'éclaircies. Le vent de nord accentue la sensation de

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - La journée sera pluvieuse en Midi-Pyrénées. En Aquitaine, des éclaircies se developperont l'après-midi, comme en Poitou-Charente, où le soieil fera des apparitions dès le matin. L'air fraichit par le nord.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Journée pluvieuse et ventée avec des pluies sur les versants ouest des reliefs et de la neige audessus de 1000 m en Auvergne et de 300 m dans les Alpes. Des éclaircles se développeront l'après-midi en Limousin.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Pluies et vent d'ouest n'épargneront personne. Il neigera au-dessus de 500 m en soirée sur les Alpes du Sud. Le vent atteindra 90 à



### LE CARNET **DU VOYAGEUR**

MALLEMAGNE. Lufthansa annonce des « prix légers » sur quelque cinquante destinations longcourriers. Citons New York (2 170 F, 330 €), San Francisco (2 733 F, 416 €), Toronto (2 166 F. 330 €), Rio de Janeiro (3 346 F, 510 €), Acapulco (3 250 F, 495 €), Johannesburg (3 420 F, 521 €), Bombay (3 172 F, 483 €), Pékin et Shanghaī (3 361 F. 512 E). Pour en bénéficier, acheter son billet avant le 15 mars et voyager entre le 12 avril et le 31 mai. Réservations au 0802-020-030.

■ HÔTELS, Estonie, Togo, Maroc Madagascar, Australie et Thaïlande figurent parmi les pays venus étoffer le réseau des hôtels Mercure dont les 420 établissements sont présentés dans le Guide Mercure 1999. Parmi les 40 nouveaux venus, 32 se trouvent en Europe, dont 11 aux Pays-Bas. Mercure est désormals implanté à Cuba et en Colombie. Renseigne-

100 KINI 3	out at bount valorse.		19	- A	
PRÉVISIONS POUR LE 09 FEVRIER 1999 PA Ville par ville, les minima/maxima de température PO et l'état du ciel 5 : ensolelité; N : nongeon; C : couvert; P : phole; * : nelge.	APEETE 25/30 P KIEV OINTE-A-PIT. 19/28 S LISBONNI T-DENIS-RE. 24/28 C LIVERPOO ELONDRES MSTERDAM 9/3 P LUXEMBO THENES 6/13 S MADRID ARCELONE 7/15 S MILLAN	L -3/2 N ANTERNOUSES -3/3 S BRASILIA 20/29 S URG -4/3 C BUENOS AIR. 17/25 S 4/11 P CARACAS 21/28 N	LE CARE 12/20 S MARRAKECH 6/16 S MAIROBI 17/29 S PRETORIA 19/30 S RABAT 8/16 N TUNIS 9/16 S		
BIARRITZ 9/11 P NICE 4/12 P BE BORDEAUX 3/10 N PARIS -1/1 * BE BOURGES -1/5 N PAU 1/6 P BE BREST 1/4 N PERPIGNAN 5/12 P BE CAEN 0/2 N RENNES 1/4 N BR CHERBOURG -1/4 N ST-ETIENNE 0/4 P BU CLERMONT-F1/6 N STRASBOURG -2/1 * BU DUON -2/2 * TOULOUSE 4/10 P CO GRENOBLE -2/2 * TOURS 1/4 N DL LILLE -1/1 * PRABICE controlled LIMOGES -2/7 N CAYENNE 2/4/28 P GE LYON 0/5 P FORT-DE-FR. 2/2/27 S HE	ARCELONE 7/15 S MILLAN ELFAST -3/2 C MOSCOU ELGRADE -3/6 P MUNICH ERLIN -3/-2 S NAPLES ERNE -3/-2 C OSLO RUXELLES -3/1 C PALMA DE UCAREST -3/1 P ROME OPENHAGUE -3/2 N SOFIA RANCFORT -3/-1 N ST-PETER ELSINKI -17/-13 C TERRIFE TANBUL 3/9 S VARSOVIE	-543 C SAN FRANCIS. 6/10 N 6/13 P SANTIAGOCHI 14/31 S 6/16 N TORONTO -2/2 S -6/3 N WASHINGTON -1/14 N 819/-13 C AFFRQUE LM -84-5 C ALGER 5/16 C 10/14 N DAKAR 16/23 N	BANGKOK 21/29 N BOMBAY 19/28 S DIAKARTA 26/29 C DUBAI 18/27 S HANOI 18/24 S HONGKONG 14/22 S JERUSALEM 11/19 S NEW DEHLI 10/24 S PEKIN -3/7 S SEOUL 0/8 N SINGAPOUR 25/31 P SYDNEY 22/24 P	Situation le 8 février à 0 heure TU	Prévisions pour le 10 février à 0 heure TU

#### **ASTRONOMIE**

## Pluton conserve son statut de neuvième planète du système solaire

QUI CROERAIT, en pensant à la de 17 degrés par rapport au plan de très lointaine Pluton, que la neu- l'écliptique alors qu'aucune des était, sans qu'elle en ait la moindre idée, au cœur d'un débat passionné qui vient de connaître un terme

m'a dévoré une quantité de temps incroyable », en sourit encore johannes. Andersen, le secrétaire général de l'Union astronomique Internationale (UAI). Cette demière était ni plus ni moins accusée de vouloir déclassifier Pluton, de lui retirer son grade de planète. C'est que ce corps, découvert le 18 février 1930 par l'Américain Clyde Tombaugh, n'entre dans au-

cune des deux grandes catégories reconnues au sein de notre système solaire : les planètes telluriques (Mercure, Vénus, Terre et Mars) et les géantes gazeuses (Jupiter, Saturne, Uranus et Neptune). Avec un diamètre de seulement 2 200 kilomètres, Pluton est plus petite que notre Lune. Si la Terre pe-

sait i kilo, sa lointaine homologue ne peserait qu'un peu plus de 2 grammes. Un petit caillou à côté d'une grosse boule de pétanque. De plus, son orbite est inclinée de plus

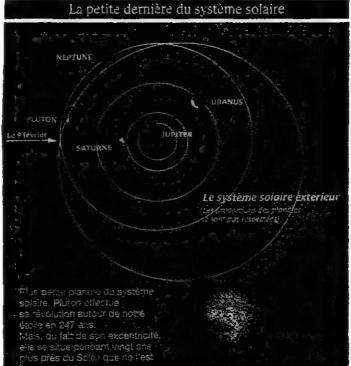
vième planète du système solaire autres planètes n'en dévie de plus de 7 degrés.

Enfin, et ce n'est pas la moindre entre astronomes. Une polémique de ses « bizarreries », Pinton décrit une trajectoire si excentrée par rap-- provisoire ? - mardi 3 février. port au Solell que, au cours de son parcours de 247 ans autour de notre étoile, elle se retrouve, vingt ans durant, plus proche du Soleil que ne l'est Neptune, la « huitieme planète ». C'est le cas depuis le 21 janvier 1979. C'est encore le cas à Pheure où ces lignes sont imprimées. Cela ne le sera plus le 9 fé-

COLLISION IMPOSSIBLE

Ce jour-là, Phyton croisera le plan orbital de Neotune et reprendra sa dernière place dans le cortège planétaire pour 227 ans. Qu'on se rassure, selon les calcuis des astronomes, les orbites de ces deux planètes sont telles qu'elles n'entreront jamais en collision l'une avec

Le cas de Pluton l'excentrique, petite bille recouverte d'azote et de méthane gelés, ne s'est pas arrangé avec la découverte, en 1992, du premier représentant d'une nouvelle catégorie d'astres lointains. Au-



jourd'hui, ces « objets transneptuniens » (TNO, selon l'abréviation anglaise) composent une famille comptant environ solvante-dix pour autant! » membres mesurant au maximum diamètre. Piuton, seion certains astronomes, dont Jane Litu (université de Leyde, aux Pays-Bas) qui codécouvrit le premier TNO, ne serait

que le plus gros d'entre eux. La discussion s'est donc ouverte au sein de l'UAI, qui fédère les astronomes professionnels du monde entier, pour savoir s'il fallait donner un muméro à Pluton dans cette liste, ou bien l'intégrer dans la classification, beaucoup plus vaste celle-là, des petites planètes. L'Américain Brian Marsden, responsable du Centre des petites planètes à l'UAI, proposait d'attribuer à Pluton l'honorifique numéro 10 000.

#### LA SEINE - AMÉRICAINE -

Levée de boucliers outre-Atlantique : on s'attaquait au statut de la seule planète découverte par un Américain! « A mon avis, juge le secrétaire général de l'UAI, ce débat était complètement farfelu et décalé par rapport à une mise au point technique. Faites la comparaison avec moi. Depuis que je suis né, je suis jo-

hannes Andersen. Plus tard, on m'a donné un numéro de Sécurité sociale mais je n'en suis pas redevenu singe

Mardi 3 février, l'UAI a, pour calquelques centaines de kilomètres de mer les esprits, publié un communiqué indiquant qu'elle n'avait jamais proposé de changer le statut de Pluton ». L'incident est donc clos, mais pour combien de temps ? « La classification actuelle est basée sur des caractéristiques historiques et non physiques. Pluton est l'objet le plus brillant au-delà de Neptune mais il se pourrait bien que, d'ici dix ou quinze ans, on découvre un coros plus massif, plus grand et plus sombre... »

#### Pierre Barthélémy

SOLEIL ET LUNE DE LA SEMAINE - vendredi 12 février 1999 (à Paris) -



#### **MOTS CROISÉS**

Ш

ľ

۷I

VII

VIII

IX

HORIZONTALEMENT

I. Coupe du monde. - Il. Cou-

verture légère. Mit en couleur.

- III. Sa prise déclenche les hostili-

tés. Souvent en ville, ils travaillent

à la campagne. - IV. Bien engagé.

Ouvre la valise. Dans la farine. - V.

Sans bavure. Qui remonte vers les

Soleil. Ignoble. - VII. Chanté à

l'office. Aide au tirage. - VIII. Pré-

position. Devient intéressant avec

1 2 3 4 5 6 7

PROBLEME Nº 2623

allemandes. - X. Une fin pour lo.

Comme 10, elle fut aimée par

I. Mise à l'eau ratée pour le bâti-

ment. -2. Couleur de fonds. -3.

Poussent un peu loin le régime.

peu disparu. - 5. Elle suit de près,

parfois dangereusement. - 6. Fait

le bon poids. Victoire qui ouvrit

VERTICALEMENT

parents. - VI. Plutôt irrégulière Petit et craquant. - 4. Vieilles

cette attirance de la Lune par le habitudes. Compresseur depuis

la cure. Exclamation. - IX. Fermat les portes de Berlin à l'empereur.

son corset. Paroles et musique -7. Sa scene est ouverte à tous.

8

9 10 11 12

SOS leux de mots: 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

Font leurs trous. -8. Bien plein.

9. Ensemble. Réservés en théorie aux revenus les plus modestes. - 10. Dans ces lieux. Du mauvais

côté dans la séparation, -11. Rapace qui crie moins qu'on le dit.

Article retourné. - 12. Comme une

l. Irrésistible. - Il. Moulinée.

Rab. - III. Butane. Noé (Eon). -IV. Ré. Négatif. - V. OLP. Caresser.

-VI. Globule. Mi. - VII. Leurre.

Plouf. - VIII. Lue. Iles. - IX. Open.

1. Imbroglios. - 2. Rouelle. Pi.

– 3. Rut. Poulet. – 4. Elan. Brune.

- 5. Sinécure. - 6. Inégalé. - 7. Se.

Are. Ide. - 8. Tente. Plot. - 9. Oise-

Adoubée. – X. Sites. Etrier.

VERTICALEMENT

Philippe Dupuis

voix sortie des fosses.

SOLUTION DU Nº 2522

HORIZONTALEMENT

## d'engrenages

AFFAIRE DE LOGIQUE

formé de quatre roues dentées A, B, C et D de 36, 10, 35 et 9 dents, disposées sur trois tiges, comme

indiqué sur la figure ci-contre. De combien de tours, ou fractions de tour, tournera la roue D lorsque la roue A fait un tour complet?

Si vous pouviez modifier le nombre de dents des roues C et D. combien en mettriez-vous pour que la roue D fasse 15 tours quand la roue A en fait 1

> Elisabeth Busser et Gilles Cohen © POLE 1999

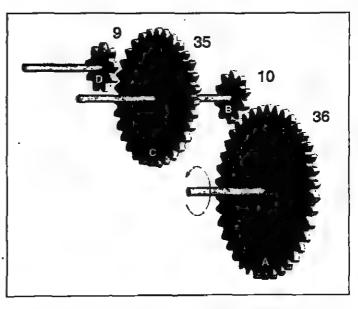
Solution du problème dans leur. - 10. Brefs. Osbi (bois). Le Monde du 16 février

**Le Monde** est éché par la SA Le Monde. Le reproduction de tout article est interdite sans l'ac

fe Monde

de l'administration.

75226 PAIIIS CEDEX 05 TEL: 01.42.17.39.00 - Fex: 01.42.17.39.26

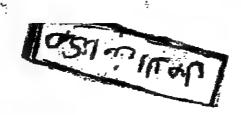


Solution du problème nº 107, paru dans Le Monde du 2 février

Un 1/1999 de page coûte 70 F, et un 1/13 de page coûte 1 280 F. ● Si une annonce occupe 1/3 de la page, d'après la loi 2, elle coûte la moitié du prix d'une page, soit 4 480 F. Mais en vertu de la loi 4, une annonce occupant 2/3 de page est facturée le même prix, et d'après la loi 1, toute surface comprise entre 1/3 et 3/5 de page est facturée 4 480 F. En particulier, une surface de 729/1999coûtera ce prix. Donc, d'après la loi 2, 243/1999 - coûteront 2 fois moins, 81/1999 encore 2 fois moins, et ainsi de suite jusqu'à 1/1999 de page, qui coûtera 70 F. ■ Appelons x le prix de 1/13° de page, et S = 8 960 le prix d'une page.

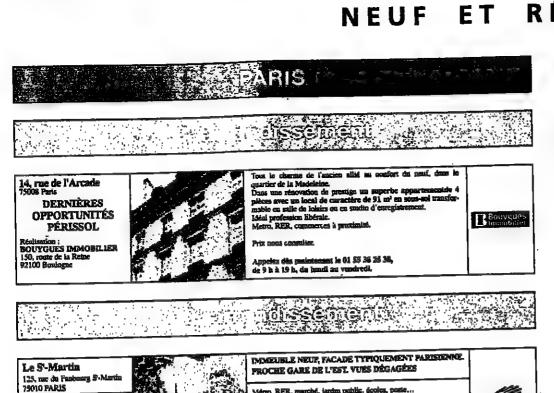
12/13= coûtent S - x d'après la loi 4, 4/13= coûtent (S - x)/2 d'après la loi 2, 9/13= coûtent (S + x)/2 d'après la loi 4, 3/13<sup>et</sup> coûtent (S + x)/4 d'après la loi 2, 1/13<sup>et</sup> coûte (S+x)/8 d'après la loi 2

On résout l'équation x = (S + x)/R, qui donne x = 1.280 F.





### NEUF ET RÉSIDENTIEL



Les 5 - Francisco S - Martin 125, rac da Fanbourg S - Martin 126 no PARIS Réalisation : FINANCIERE RIVE GAUCHE 104, bit du Monsporname 75014 Paris Commercialisation Tel. 91 42 09 13 83 Fax 91 47 59 96 92	PROCHE GARE DE L'EST. VUES DEGAGLES  Mérro, RER, marché, jarden public, écolos, poste  24 appartements : studio, 2 pièces, 3/4 pièces de 530 000 F à 1 630 000 F + parking  DEFISCALISATION PERISSOL  Barreau de vente sur piece : ouvert hands, jends, vendreds, samedi et démanche de 14h à 19h.	FINANCIJE ETVE GAUCHE
	Missamente de la	





Les jardins d'Amadeus		En lisière de l'avenue Mozart, sur 2600 m² de jardins privés et protégés,	
16 roe de la Source 3 et 7 roe Heart Habse 75016 Puris		George V Promotion réalise 3 petits immembles sux façades en pier- re de taulle porteure.	GFORGE V
Résileation : George V Promotion Commercialisation :	21.77	re de intile porteise. Du soulo au 5 pièces, cua appartements avec balcons ou terrasses et, pour la pitupari, une vue exceptionnelle sur les jardins. Prestations luxuouses - Perkings on sous-sol - Amortissement. Périssol	_promotion _
Pericits Consultants T&L : 01 55 21 07 21 Paz : 01 55 21 07 22		Renseignements: 01 55 21 07 21 Livraison for sometre 2000.	<u></u>

Les Jardins d'Anteull 11-13, rec Wilhem 75016 Paris DERNIÈRES OPPORTUNITÉS PERISSOL Résisation: BOUYGUES IMMOBILIER, 150, route de la Reine	DEFISCALISATION PERISSOL.  homeoble de standing de 42 appartaments du stadio au 4 pièces.  Prix à partir de : studio 380 000 F nors parting.  4 pièces 2 930 000 F parting incins.  A procurso intentifatat du Punt Mirabenn, et du Parc de la Fondation Rossial, des appartements exceptionnels sur jurdin, dans une résidence de samding alliant architecture dégastes et prestations de qualité.  Remesignements et vents : 91 55 36 28 38	Benyeues lean,obiliet
92100 Boulogue http://www.sthobatie.fr	 DU STUDIO AU 3 PIÈCES IDEAL POUR PIED À TERRES	

Les Jardins de la Fontaine

Réalisation · COPRIM Commercialisation : GEFIC Tél. barean de vente 01 55 21 78 70	GEPIC Bureau de vente	nome et pressionale de la	
	Tel 01 40 50 12 1	0	
		CINCOLE, S. E.	7.79

Découvrez le charme d'un jurdin secret agrémenté d'une moistane fontaine et de part et d'autres, des appartements hant de gamme annieunés de vastes belcons, Livraison 1° et 2° trimesure 99.

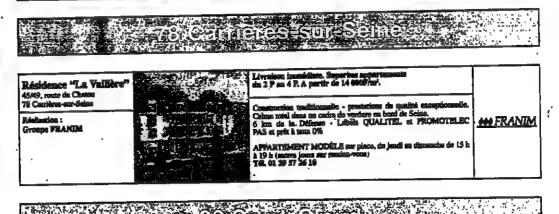
	arciesemenes, . ex	7764
Les allées Cantates Per des Municiens Rue Adolphe Mille 75019 PARIS A 200 m du metro Porte de Pantis	DU STUDIO AU 5 PIÈCES - À PARTIR DE 17 500 FA&2 HORS PARRING. AMORTISSEMENT PÉRISSOL. Au ceur du Parc des Musicions, la nouvelle résidence des Albées Cantales s'inscru dons un environnement privilégé : entre Parc et jurdins. L'archinecture parisienne, en pierre, briques et zinc, les jur- chts privatifs entourés de gralles, les larges balcons crientés en rod.	
Réalisation : SOFERIM. Commercialisation : AMSTEAM CONSEIL TAI : 81 42 45 17 57	como inventa la qualité de cette réalisation. 58 apparaments dispo- nibles. Pressaions de standing : parquet chêne dans dans les aéjours et entrée chaufiage norme Vivrelee, chape flottante, digicodes, vidéo- phones, porter bhndees, labré Qualitel. Burreats de vente sur place : ras Adolpho Mille - 75019 Paris, ouvert tous les jours de 14h à 19h et le samedi de 10h à 13h.	SOFERIA

Réalisation : SOFERIM Commercialisation Anomine sur place ouvert 7 jours sur 7 de 14h à 19h et le Bareau de vente sur place ouvert 7 jours sur 7 de 14h à 19h et le Bareau de vente sur place ouvert 7 jours sur 7 de 14h à 19h et le Bareau de vente sur place ouvert 7 jours sur 7 de 14h à 19h et le Bareau de vente sur place ouvert 7 jours sur 7 de 14h à 19h et le Bareau de vente sur place ouvert 7 jours sur 7 de 14h à 19h et le Bareau de vente sur place ouvert 7 jours sur 7 de 14h à 19h et le Bareau de vente sur place ouvert 7 jours sur 7 de 14h à 19h et le Bareau de vente sur place ouvert 7 jours sur 7 de 14h à 19h et le Bareau de vente sur place ouvert 7 jours sur 7 de 14h à 19h et le Bareau de vente sur place ouvert 7 jours sur 7 de 14h à 19h et le Bareau de vente sur place ouvert 7 jours sur 7 de 14h à 19h et le Bareau de vente sur place ouvert 7 jours sur 7 de 14h à 19h et le Bareau de vente sur place ouvert 7 jours sur 7 de 14h à 19h et le Bareau de vente sur place ouvert 7 jours sur 7 de 14h à 19h et le Bareau de vente sur place ouvert 7 jours sur 7 de 14h à 19h et le Bareau de vente sur place ouvert 8 jours sur 7 de 14h à 19h et le Bareau de vente sur place ouvert 8 jours sur 7 de 14h à 19h et le Bareau de vente sur place ouvert 8 jours sur 7 de 14h à 19h et le Bareau de vente sur place ouvert 8 jours sur 7 de 14h à 19h et le Bareau de vente sur place ouvert 8 jours sur	
Réalisation : SOFERIM  Commercialisation  Serves de vente sur place ouvert 7 jours sur 7 de 1 au 1 jui de serves de vente sur place ouvert 7 jours sur 7 de 1 au 1 jui de serves de 10h 1 jui Rue Adolptie Mülle, 75019 Paris.	120LEWIN
ASTRAM CONSEL. Tel. 61. 42.46 17 59.	et je

150, route de la Reine 92100 Boulogne		1 192. THE 6 821 157 164.	<b></b> _
Les Académies des Buttes Chaumont		IDRAL INVESTISSEURS Una acuvelle résidence pour éculianes avec porvices (gardian. cafétaria, laverie).	
75019 Pecis Métro Botzaria		NOMBREIM AVANTAGES ERVANCIENE : - pertabilité Glevéc	Bonyques
Réclisation : Groupe Bouygnes Immobilier 150, route de la Reine.		sécupération de la TVA défiscalisation PERISSOL gazaste des revenus pendant 9 ans Livration dés septembre 1999	
92100 Boulogns	The state of the s	Prix à partir de 410 000 F TTC hors parking. Representation et vente : 61 55 36 25 36	



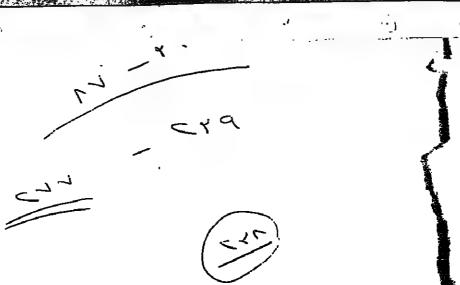
### **RÉGION PARISIENNE**



Jardins de Saint-Cloud 92 Saint-Cloud Réaltation :		EXCEPTIONNEL, à deux pas du pare de St-Cloud, votre apparte- ment dans une souvelle résidence de standing. Composée de deux immieubles de deux étages plus cambles, 35 appartements du stu- dio au 6 pièces (28 dispossibles dont nombreux appartements avec jardins privatifs et terrament. Prestutions de qualité qui vous assumeront un parfait confort de via.	Tanaguas
Rennson: 150, route de la Reine 92100 Boulogne Improves, imbaile	<b>建</b> 斯爾	Prix de lancement  Bureau de veune :  4 rue de la Pears Jussee à Saign-Clond. Ouvert landé, joudi et ven- dredi de 14h à 19h, sumedi et dimunche de 10k50 à 12h30 et de 14h à 19h.  Rengelgamments : 8 80x 152 176	Bouygues Inemasitier

Les Jardins de Montrouge	BALCON/TERRASSE PLEIN SUD, AU CALME SUR JARDIN INTÉRIEUR	
59 Avenue Heard Ginoux (ex. nue de Bagneux) 92120 Monarouge A 500m de Paris XIVèma Réalisation : LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS 761. 1 01 40 92 00 00	A proximité des commerces, des écoles et des transports, Façado de pierre, comichen. Pamput de chête dans tomm les pièces, Clausffage individuel en gaz, Livraison eté 2000 Amortissement Périssol. Exemple de prix pour un 4 pièces de 78 m²: 1 540 000 F Remetgaerrents: LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS Tél.: 81 49 92 00 00	LES NOUVEAU CONSTRUCTION
	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	





0/00



THE RESERVE OF THE PARTY OF THE of culture a miles coming of some THE RESERVED OF THE PROPERTY.

新華 恵美書 変換的によった。 八排性酸素物酶素等的

the state of the s

. . Electrical and the second and th The state of the s WYDE TEN AN البط أرافقا كالمنظرة عراد كالمدر

加州 一人 医红色性 養殖 

المخطيب بجوده فناصب المخد

 $(\varphi_{\mathcal{F}} \circ \varphi_{\mathcal{F}}) = \varphi_{\mathcal{F}} \circ \varphi_{\mathcal{F}} \circ \varphi_{\mathcal{F}}$ Commence of the State of the St والمنافية والمنافرة والمنافرة والمنافرة

 $\sigma_{2}(z,t)$ 

1.100

では彼のような影響を The second section is a second Harte and Alle

83000

WARREN STEEL SEE THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO 大學 医

يُعَلِّمُونَ مُنْ اللهُ وَعَلَيْهِ مِنْ اللهِ مُنْ اللهِ مُنْفِعِهِمُ مِنْ اللهِ مُنْفِعِهِمُ

i di a di a di a di a di a والإستامينية بالمواودي -海山 网络水色 Some a safety of the 4 4 18 Sept 6

Br. and V San San San

ateractif

5

## FICHE PRATIQUE DES NOTAIRES

DONATIONS ET DONATIONS-PARTAGE - UNIFICATION ET REDUCTION DES DROITS

L'article 36 de la Loi de Finances pour 1999 a unifié le régime des réductions de droits de mutation à titre gratuit entre les différents types de donations, qu'il s'agisse de donations simples, de donations-partages, de donation-partage à enfant unique et autres

 50 % lorsque le donateur a moins de 65 ans 30 % lorsque le donateur a plus de 65 ans et moins de 75 ans.

donations. Les taux de réduction sont désormais les suivants :

Ces dispositions sont applicables depuis le 1er septembre 1998.

Chambre des Notaires de Paris - Place du Châtelet - Paris 1er - Téléphone : 01.44.82.24.00

L'article 36-II de la même Loi de Finances a, par ailleurs, introduit un dispositif transitoire, applicable jusqu'au 31 décembre 1999 seulement. Ainsi, les donations effectuées entre le 25 novembre 1998 et le 31 décembre 1999 bénéficient d'une réduction de 30 % de droits sans aucune limite d'âge.

Compte tenu du dispositif exposé ci-dessus, on notera qu'en pratique, cette disposition vise essentiellement les donateurs âgés de 75 ans et plus.

Pour plus d'information : www.paris.notaires.fr

#### VENTES

COMPANIES OF STATE OF STATE

A S Track Town

the said of the

AND THE PERSON NAMED IN

#### FONDS DE COMMERCE

15º Libraide-F2, CA: 2 105 000 F retroite benef. 400 000 F

OFL: 01-53-00-98-08 78 LIBRAJRIE-papet. 150 m², informatisée CA: 4 6ft 000 F. Prix: 2 600 000 F

#### OFL: 01-53-00-98-07 APPARTEMENTS

#### PARIS 3º.

LUXUEUX 5 PCES Volume. Moutures, parquets bel imm. pierre de t., esc. A.I.M.: 01-53-01-99-01

1.00

#### PARIS 4

Rue des Archives Beau 4 p., dble expos. 108 m². Excellent état 2 600 000 F. X1MMO: 01-40-25-07-05

R. des Archives, poit, rue et cour, 3/4 p. rénover 72 m², parquet moulures

Chétalet imm. XVII<sup>a</sup>

chi ind. gaz. 01-43-35-18-96

2/3 P. CHARME Vue très dégagée 1 385 000 A.I.M.: 01-53-01-99-01

#### PARIS 5°

DANTE-LAGRANGE 2 p., 43 m², poutres, charme 5º ét. 98 asc., bon étail. NSMI : 01-47-66-68-17 5" VAL-DE-DEGRACE

2/3 p., 74 m², 3°, asc., 1750 000 LITTRÉ: 01-45-44-44-45

#### PARIS 6º

& JACOB STS-PÈRES LITTRÉ : 01-45-44-44-45

SEVRES-BABYLONE STUDIO + TERRASSE

6" sans asc., 620 000 F. A.L.M.: 01-53-01-99-01 St-Germain-des-Près, style naison, super duplex 170 mi 5º et 6º ét, asc. même imm, te ét, channant 48 mi Agence s'abstenir. Tél. : 01-43-29-07-79

#### PARIS 7°

Paris 7º LA TOUR-MAUBOURG 3 P. 1 400 000 F. Tél. 01-53-59-50-50

#### PARIS 8

MADELEINE 226 M<sup>2</sup> 6 p. caractère 2º asc., belo. 4 600 000 F. 01-44-94-04-40

#### PARIS 9":

TRUDAINE. Studio 32 m2 6º asc., vue, 670 000 F. X'IMMO : 01-40-25-07-05 MARTYRS-TRUDAINE beau 7 p., 186 m², dbia expo pierre de t. baic. 4 450 000

X'IMMO : 01-40-25-07-05 RUE DES MARTYRS 6 PCES 160 MP

3º asc., + 2 chbres serv. avec douches + box 4 600 000 F. VALMONT 01-44-94-04-40

#### PARIS 10:

PRÈS CANAL ST-MARTIN appt exceptionnel de 180 m² env., style loft, gd confort Impaccable, Living 100 m<sup>2</sup> possible. 01-47-00-77-27

#### PARIS 11

11: FAIDHERBE Maleon de ville, 440 m² triple récept., 5 chbres, gar Partie ociale possib. Prestations haute quality

7 900 000 F. 01-47-00-77-27 BASTYLLE IMM: 1992 MAISON INDIVIDUELLE 5 p. + jardin + terrasset balcon, calma : 3 480 000

A.LM.: 01-53-01-99-01

#### PARIS 12°

GARE DE LYON, 3 P. Bel imm. pierre de t., asc. 80 m². Bon plan 1 680 000 A.I.M.: 01-53-01-99-01

BERCY, 4 P., 93 MF + balcons 9º ét. imm. récen Stand. Parkg vue 2 000 000 VALMONT 01-44-94-04-40

### PARIS 13°

Près parc Montsouris recent, 1975 es). 3 chères, gde culs. 2 bains, 92 m A ratraichir, park.

01-43-35-18-36 BUTTE-AUX-CAILLES BEAU 4 P., 6º ASC.

Balcon, Parking, 1 590 000 A.J.M.: 01-53-01-99-01 LE NOUVEAU MONDE

69, rue Dunois -2 p. 775 000 F - 3 p. à partir de 900 000 F

- 4 p. à partir de 1 000 000 F Bur. vte s/pl. 26° étage mercredi 11 h-12 h 30 et 15 h 18 h et vendredi 15 h-18 h GERER: 01-53-61-29-90 ou 06-07-62-63-00

#### PARIS 14

14" OBSERVATOIRE grand charme, tumineux ioft étonnant 167 m² LITTRÉ : 01-45-44-44-45

ALÉSIA. Imm. 1930, asc., él. él. 4 p., 95 m² partait él. sans vis

DENFERT, Imm. 7/8 p. Triplex à réaménager 235 m² : lardinet, calme, park, 01-43-35-18-36

ALLERAY, Maison 9/3 nvx, aél, 3 chib. ode cuis., 2 bains. 150 m², cheminée, poutres, bon étet, calme 01-43-35-18-36

RUE FRANQUEVILLE

#### PARIS 17°.

105, rue de Tocqueville 4 p., 91 m², 5" ét., park. cave, freis réduits. Px: 2,620 MF Tél.: 06-06-71-26-28

#### PARIS 19°

Rue Fessart, studio impec. metro Buttos Chaumont ent, evec rot, kitch., balc., s.d.b. WC, CRIVE, 7º, of avec asc. Park s/sol. Prix: 470 000 F.

T. 01-39-56-45-12 AGIMMO SPÉCIAL PERISSOL

Paris 19º studio, 2 pose, 3 pose

à partir de 676 000 F avec park. 0.42-2-20-20

#### PARIS 20

20° Maison, ateller stypique 210 m², 4 chbres 2 800 000 F. I.P.: 01-48-83-32-88

#### - 92 Hauts-de-Seine

SPÉCIAL PERISSOL 92 Countrevole-Challen ntudio, 2 p., 3 p., à partir

de 389 130 F. FBI PARIS 7º 01-53-59-50-50 LEVALLOIS contig. NEUTLLY

Part. à part. appart 2 pièces ENT. NEUF GRAND STANDING 51,35 m², 3º étage. Park. s/sol. Frails notaire roduits.

Périssol. Prix: 1,22 MF T.: 01-45-34-38-57 ou 01-47-57-58-22

#### BOULOGNE Prop. vd stud. 34 m², stóg calme, ensoteille. Partai

94

Val-de-Marne

<u>SAINT-MANDÉ FACE AU BOIS</u>

da immeuble recent 4 pces

2 gdes chbres, salon

salle à manger, parquet, perk.

Presizióne presige. 2 350 000 F. AG : 01-48-06-59-59

SAINT-MAMDÉ

Beau 3 poss avec 1 séj., 2 chbres

1 cultine, salle de beins, wc, cave

4º étage, 1 150 000 F.

AG. DU LAC : 01-48-08-59-59

Etranger

sal./a.a.m., adb, mazz. foyer

face pietes ski, pev., lois. :

gaun., fourb. plac. int.

Pos. loc. si abe. 70 M S CAN

étet. Px: 650 000 F. Tél.: 06-10-01-57-16

à-vis, caima, 01-43-35-18-36

#### PARIS 15°

Québec/St-Sauveur, app. 3 or. E.S.O. meu cuis, éq. cac PARIS 16°

Bei ancien, 4 p., 154 m² NSMI. 01-47-66-66-17

Tel.: 00-1-450-227-4100 Fax: 00-1-450-227-7324 PROPRIÉTÉS

## 'AIX-EN-PCE, MONTAIGUET

CHE

belle bastide contemporalne 250 m² s/2 ha en restanque s/les hauteurs sél, chem. 4 chbres, scib, ade. Ode terrassa, vue imprenabl

annexes 150 m² piec. tennie cave gar. 3 200 000 F Alx. Tel. : 04-42-26-93-26

### Le Spécialiste du Financement

### **Immobilier**

- Les taux les plus bas du marché\*
- Financement 100 % Accord spécial fonctionnaire
- Défiscalisation PERISSOL : (Nombreux produits clefs en mains)
- Refinancement de Crédit 27, avenue de Tourville - 75007 PARIS

**2 01 53 59 50 50** 

#### ADX-EN-PROVENCE AGERANCE VAUVENARGUES Exceptionn. proprieté de 300 m² sur 2 niv. S/2,5 ha, n. beaucous de charme

grd sej, chem. 6 chbres, 2 sch. cus.

Bureau, Dépendances 120 m<sup>2</sup>

+ remise et atelier 100 m²

pisc, terrasse vue reprenable

s/montagne Ste-Victoire.

4 250 000 F

Abx + 04-42-26-93-26

ACHATS

APPARTEMENTS

Ach. 100 à 120 m², Paris

prét. 5°, 6°, 7°, 14°, 15°, 16°

01-48-73-48-07, meme soir

d'exception 1930

#### Sur les hauteurs de St-Cloud dans une résidence Studio 58 m² bon état. 4º ét. cave et chauffage inclus.

Loyer 5 000 F ch. comp.

– F3, 68 m², 5 275 F

-F4, 87 m² 5 940F

Mª Kremlin-Bicetre Cave + park., chi mixte charges comprises

#### LOCATIONS 0149034340

**EMBASSY SERVICE** 

### ACTRANCE LOCATIONS 01 49 03 43 40

## VERRIÈRES-LE-BUISSON

Bolle residence - chambre 15 m², park loyer 1 398 F ch. comp. Comm. B02 F - 2 p., 56 m², jardin 70 m²

MELUN

et ceime

Comm. 1 876 F

- 4 p., 85 m², cave + park.,

balcon. Dispo, de suite.

Comm. 3 001 F

ACIFRANCE

LOCATIONS

0149034340

20° rue des Balicans

dans petite résid.

récents avec cardier

Loyer 5 088 F ch. comp. Comm. 2 913 F

#### PLAINE-MONCEAU 17 Imm. pierre de taille BELLES PRESTATIONS

APPTS REFAITS NEUF 4 p., 150 m², 14 700 F+ch 30 mn de Paris, petite résid. 6 p. 229 m², 20 000 F + ch dens cedre verdovant park, possibles dans l'imm SAGGEL TRANSACTIONS - 2 p., 55 m² cave + park. 01-55-07-69-95. Loyer 3 529 F ch. comp.

### PROX. MONTAIGNE (8º

INTER PROJETS metherch

a/Paris et Est parisien

volumes atypiques

à vendre ou à louer.

Tel.: 01-42-83-46-46

LOCATIONS

Imm. plarre de tallia très belies prestations Appts entièrement rénovés cuisine aménagée, s. de bains et a. d'eeu marbre ~ 5/6 p. duplex 179 m².

25 000 F + charges. - 5 p. 194 m², 26 000 F + ch. Parking dans (immeuble SAGGEL TRANSACTIONS. 01-55-07-69-98

Cannes, loue 3/4 pièces, 83 m² dans agréable malson de ville. Jardin, dépendences Tel.: 01-45-32-65-28

- studio 34 m² parking. Loyer 3 329 F ch. comp. Comm. 2 015 F – 3 p., 79 m² balc. + perk., 2 chbres, sdb. Loyer 6 782 F ch. comp.

#### Comm. 4 009 F AGERANCE LOCATIONS 0149034340

Face jardin des Invalides D 5 105 m², refait neut sél, dble, 3 chbres, 2 adb

Cave of parking inclus. Loyer 18 681 F ch. comp. Madeleine, superba studio + 85 m² jardin 5 500 + ch. - Passy vue Seine beau

2 p., 78 m², 6 900 + ch. Pasteur 3 p. 90 m² balcons 7º étg., park., 9 500 net Marais 5º ét. beau 4 p. 100 m² charme, 12 500 net 17º Wagram superbe 6 p. 140 m², 3° ét., 14 000 + ch.

#### VALMONT 01-44-94-04-40 DEMANBES VIDES

43, avenue Marceau. 75116 Rech. pour CLIENTS **ETRANGERS APPTS** HAUT DE GAMME HOTEL PARTICULIER & VILLAS OUEST Paris VIDES et MEUBLÉS GESTION POSSIBLE 01-47-20-30-05

#### OFFRES MEUBLEES Appartements de vacances

à partir de 155 F pour 2 pers./jour (hors saison). infos : M. Bochmann. Rosental 29. D-08289 Schneeberg

Tél./tax: 04-90-91-44-67 A louer Venise dans palais XVII-2 appts. jardin, terrasse 5/7

appl de mais. 18', jardin

2/3 pers., semaine ou mois

libre fév. a oct.

pers. 6 000/7 000 F/sem.

T/F 00-39-07-33-65-84-03.

## AGENDA

#### 4 ARTISAN Ch. ertisen, répar, entration

Fax: 0049-377221325

mach, à écrire mécanique. Merci d'adresser vos coordonnées aous la référence 9902 au Monde Publicité

21 bis rue Claude-Bernard

75226 Paris Cedex 05.

### € COOLICE: F

Si vous devez apprendre maintenant cele pose des problèmes, contactez R. américain, 20 ans

#### d'expérience en France Résultats, T.: 01-43-40-14-48

DEUX ROUES Part. vand MOTO DAELIM 125 VT risation Roada 125 cm3, nadristile avec Permis B auto) Sept. 98 - Bordeaux verni 400 km - Pr. Main Course Circuit élect. (apies

Maleur arbut : 22 640 P)

VENDUE # 19 500 |

Tél.: 01.46.42.98.92 (après 19 h.)

#### THE CAME IS SKI DE FOND

JURA (près Métablet, frontière suisse) 3 h de Paris par TGV. en pieine zone nordique 1 000 m attitude, chez sncien sélectionné clymp Chambres en pension

ou demi-pension, salle de remise en forme. ambiance (amiliate eerv. 03-81-49-00-72

SKI DE FOND Haut Jura, 3 h Paris TGV Yves of Lilians vous

**ACCUBILISM** de anc. jerme comtolar du XVIII Gd cft. ambiance conviviale table d'hôte, produits mais. et régx, chibre avec s. de bains + WC. Tarids selon période :

sem./pers. 2 600 F à 3 400 F ti compris : pension comple + van au repas, moniteur et maténel ski... LE CRÊT L'AGNEAU 25650 LA LONGEVILLE

Tel.: 03-61-38-12-51

Fax: 03-81-38-16-58

#### RUBRIQUE **IMMOBILIERE** TARIFS 1999

#### PARTICULIERS :

FORFAIT 5 LIGNES

2 Parutions : 510 F TTC / 77,74 Euros 4 Parutions: 705 F TTC / 107,47 Euros

#### 115 F TTC / 17,53 Euros la ligne supplémentaire

ABONNES : FORFAIT 5 LIGNES

(26 caractères ou espaces par ligne) 2 Parutions: 430 F TTC / 65,55 Euros 4 Parutions: 600 F TTC / 91,46 Euros

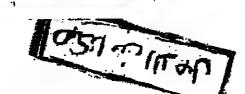
100 FTTC / 15,24 Euros la ligne supplémentaire. **全** 01.42.17.39.80

Fax: 01.42.17.21.36

Le Monde interactif

http://www.lemonde.fr

**RE Toute l'information** au quotidien. ""



### CULTURE

**DANSE** Sylvie Guillem signe avec Giselle, pour le Ballet national de Finlande, sa première création. Elle aborde ainsi une nouvelle étape de sa carrière, se mettant à diriger les

interprètes, créant les costumes, tout en jouant le rôle-titre. O LA DANSEUSE ÉTOILE de l'Opéra de Paris a revisité ce classique, créé en 1841 par Marius Petipa, avec le désir très vif d'en dire la modernité. Pour ceia, eile n'a pas craint de « bâtir, analyses, et recréer ; voire créer de toutes pièces », a-t-elle déclaré au Monde. O C'EST JORMA UOTINEN, le directeur du Ballet national de Finlande, qui a demandé à Sylvie Guillem de se lancer dans cette chorégraphie. Il compose à Helsinki un répertoire classique en même temps

qu'il commande des créations contemporaines, et déclare qu'il n'hésiterait pas à « arrêter tout » s'il ne trouvait « plus de satisfaction intellectuelle ou artistique ».

## Sylvie Guillem offre à Helsinki une Giselle mise à nu par l'amour fou

Pour sa première chorégraphie, qu'elle interprète avec le Ballet national de Finlande, la danseuse étoile choisit une des pièces les plus romantiques du répertoire et en révèle l'ardente modernité

HELSINKI

de notre envoyée spéciale Sylvie Guillem est trop orgueilleuse, ou trop modeste, pour faire semblant. Est-elle ou n'est-elle pas chorégraphe? Elle pose la question frontalement, en signant sa première création pour le Ballet national de Finlande. La voilà qui ne peut plus reculer. Depuis plus d'un an, elle a décidé de se faire violence, en mettant à plat sur le plateau tout ce qu'elle a appris de son corps d'exception, de son intelligence (très grande, très angoissée), ses doutes, ses terreurs. Elle, Sylvie Guillem, s'expose, paradoxalement cachée, protégée, tout là baut, dans cette cité du nord de l'Europe, en ce moment prise dans les glaces, les neiges amonceiées. Avec un thermomètre voisinant - 17 degrés. Evé-nement comparable à Nijinski lancant toutes ses forces créatrices dans Le Sacre du printemps, prouvant, au risque de sa santé mentale, et contre l'avis de tous, qu'un danseur hors du commun peut aussi être un chorégraphe qui invente tout. A l'inverse de Nijinski, Sylvie Guillem part de ce qu'elle connaît le mieux : le répertoire classique du XIX siècle. Et s'attaque au ballet le plus connu: Giselle. Avec ce désir très vif d'en dire la modernité. Car comment pourrait-elle, elle, la plus impressionnante danseuse de son temps, consacrer sa vie à interpréter des bistoires démodés ?

« Dans Giscile, il fallatt retrouver ce rôle puissant de femme devenue au fil des ans une bécasse. Ce ballet m'agaçait tellement, à cause de son Invraisemblance historique, théàtrale i le ne savais pas dans auoi le me lançais, mais le savais ce que je ne voulais plus voir. Il fallait bâtir, analyser, et recréer ; voire créer de toutes pièces », dit l'étoile au lendemain d'une première représentation crépitante, émouvante, devant le public élégant d'Helsinki.

SA VOLONTÉ EST UN COUTEAU

Les spectateurs ont l'habitude, en arrivant aux vestiaires, de troquer les gros godillots contre des escarplus. Le passe-montagne contre un décolleté. Cet Opéra du Grand Nord a de l'allure. Des filles aux cheveux de lin. Et un exceptionnel directeur de la danse : Jorma Uotinen, sorte de Méphisto habillé en Hamlet, aussi inquiet que Sylvie Guillem. Une paire magnifique. « Au départ, ce Giselle a été conçu pour être un film, reprend la danseuse. jorma m'a alors proposé, après avoir lu le script, d'en faire une version scénique pour le Ballet national de Finlande. Il a pris ce risque



Nombril à l'air, petit haut minuscule dégageant épaules et bras musciés, elle vient de prendre la lecon. donnée par Jarmo Rastas. Enfile une chemise blanche, des chaussons fourrés rouges. « je n'ai pas eu le temps de visionner la vidéo du spectacle d'hier soir, dit-elle. Mais les danseurs sont là. Ils attendent des

Il faut le voir pour le croire : Guillem, la timide, née pour diriger. Sans élever la voix. Sachant le pouvoir du verbe, des mots qui magnétisent. Observer le regard d'amour de ceux qui l'écoutent... « Elle peut tout murmure David Garforth, chef de la Philharmonique de Monte-Carlo, partenaire musical de cette Giselle. Elle donne du sens à tout ce qu'elle touche. De plus, elle est si musicale que tout devient plaisir. Elle est dorénavant taillée pour diriger une grande maison. » La maturité est là. L'étoile en a fini d'exister à travers ses refus. Elle est entrée dans la phase où l'on construit. Décidée à être positive. A croire en sa force. Des années qu'elle s'entraîne, tel le samouraï, à affronter cette initia-

Elle reprend le planiste qui patauge, chante le passage qu'elle veut. Sa volonté est un couteau. « Tu peux changer les pas. L'important est la manière dont tu te racontes ton histoire, dont tu la communiques ou public », expliquet-elle à Asia jääskeläinen et à Joyce Kitseroo. Mais qui est cette Giselle? Vaut-elle encore le coup qu'on lui consacre tout son temps, toutes ses pensées? Une petite paysanne qui tombe amoureuse d'un beau garcon (Albrecht), qu'elle prend pour un paysan alors qu'il appartient à la noblesse, jeu de masques. Elle en oublie son soupirant (Hilarion). Amour brisé net entre classes sociales différentes. Giselle, devenue foile, meurt d'amour. Et se transforme en willis, c'est-à-dire en créature qui revient sur la terre pour

tourmenter les hommes infidèles.

jouer avec leurs sentiments. A chacun son tour de souffit.

MERVELLEUS FOLLE

Apothéose du romantisme? Monument de réafisme social? « J'ai rendu à l'histotre sa logique. Je voujais un premier acte qui reconstitue vraiment une vie de village, avec des personnages qui solent autre chose que des potiches sur le bas-côté. J'ai responsabilisé les danseurs. A eux de trouver l'histoire de leur personnage. J'ai été jusqu'à écrire des dialogues. Toi, tu es un ivrogne, ta femme t'a plaqué en emportant ton môme. Toi, tu es l'idiot, invente tes tics. Il fallait cependant que tout reste compréhen-

Une certaine idée de la femme

Le livret de Giselle, ballet en deux actes, est signé Théophile Gautier, amoureux de la danse et des dansenses. Il s'inspire du spiritisme en vogue à l'époque. L'héroine, petite paysanne, se réincarne en else (Wilis) inaccessible. Jules Coralii et Jules Perrot ont écrit la chorégraphie. Ce ballet fut dansé pour la première fois, à Paris, le 28 juin 1841. Le rôle-titre est créé par Carlotta Grisi (Giselle), Lucien Petipa incarnant celui d'Albrecht. Puis, en 1884, à Saint-Pétersbourg, le maître de ballet français Marius Petipa donne sa propre version.

Giselle est l'héroine par laquelle les étoiles triomphent (Alicia Markova, Margot Fonteyn, Yvette Chauviré, Alicia Alouso, ont toutes marqué le rôle). En 1982, le Suédois Mats Ek présentait une Giselle marxiste, victime de la lutte des classes. Sylvie Guillem a préféré pour sa version, qui est aussi sa première chorégraphie, revenir à la logique d'un personnage féminin plus charnel, au réalisme des situations.

sible. Je voulais des nobles qui

tie de chasse, des mains aux fesses. Sinon, on s'ennute dans ce premier acte qui n'arrête pas de raconter la même chose. Je voulais des paysans qu'on puisse encore trouver auiourd'hui. Des vendangeurs aui alent l'air de savoir le poids des raistns. Je ne pouvais pas tout apprendre aux danseurs, le leur ai donné tout ce que je pouvais. Je les al dirigés comme moi-même je ne l'al jamais été. Comme je l'ai toujours rêvé. Toujours disponible pour répondre aux ques-

mangent bruyamment après une par-

tions. Ne iamais dicter son savoir. » Dégraissage, lifting. Coupe au sécateur de ce qui vient alourdir, dénaturer la diagonale de cette merveillense folle de Giselle. Le deuxième acte, l'acte blanc des willis en longs tutus, a radicalement

La chorégraphe a dessiné pour chacune des femmes une robe de mariée adaptée à sa personnalité. Elle a voulu que ces créatures, habituellement éthérées, phtisiques, soient heureuses de s'amuser, à leur guise, avec les hommes. Qu'elles cessent d'être des victimes. « J'ai partiellement réussi ce parl. Minna Tervamāki, reine des willis, aussi belle que Sharon Stone, incame cette sensualité affirmée que le désirais obte-

Tenter que les danseurs entendent des choses nouvelles. Pas seulement sur Giselle, mais sur euxmêmes, sur la complexité de leur travail. Credo de Guillem : la scène est le lieu idéal de la psychanalyse. S'y livrer tout entier, y révéler sa vérité. Chercher un rôle n'a pas d'autre sens que d'oser la liberté

MISCOUTENTENENT MATEUR « Je suis venu à bout de ce Giselle, mais je n'y croyais pas. Au début, j'ai perdu beaucoup de temps. Tout est écrit sur le papier, tout vibre dans la tête. Il faut jeter sans arrêt. J'étais là de neuf heures du matin à onze heures du soir. Je faisais tout au fur et à mesure. Les lois syndicales m'empêchaient d'avoir tout le monde en même temps. Les règles sont strictes. Les pauses inviolables. Par exemple, je n'avais pas le droit de parler aux danseurs dans les couloirs, ou à la cantine, car ces échanges étaient considérés comme des heures supplé-

mentaires ! » Tout est organisé dans la vie de Sylvie Guillem. Non pas en fonction de sa vie personnelle, mais en fonction de ce qu'elle veut vivre en scène. Des analyses ini indiquent ses besoins alimentaires, exactement ce qu'il lui faut absorber pour maximiser son énergie. A Heisinki, l'étoile souhaite diner au restaurant japonais Koto. Doudoune de grimpeuse d'Himalaya, mais plissé Mlyake pour la robe qu'elle découvre. Air d'une star en exil. D'une jeune Greta Garbo qui, à l'aube de ses trente-cinq ans, maîtrisant le regard des autres, descendrait soudain dans l'arène de la vie.

Tofu grillé et eau plate. « Je vis un éternel mécontentement. Le sentiment de culpabilité est une conscience plus forte que la volonté. qui travaille à votre insu. Et derrière la conscience, il y a l'Instinct. Autant de moteurs qui, au bout du compte, ont permis l'immense plaisir de cet aboutissement. » Sylvie Guillem parie des noyés qui peuplent son sommeil. Evoque les paroles de cet ostéopathe avengle qui la troublent encore: « Je sens une petite fille qui aimerait faire sentir son besoin çoise Ha Van, en Gilles Tapie (Il est aussi l'homme qui partage sa vie), elle sait avoir trouvé son équipe. L'amour fou? « Pour que les danseuses comprennent la scène de la foile de Giselle, je leur ai fait écouter Otly de Jacques Brel. Savoir chanter à ce point les sentiments est capital pour la compréhension de l'être hu-

Dominique Frétard

### Jorma Uotinen, équilibriste et directeur de ballet

JORMA UOTINEN, actuel directeur du Ballet national de Finlande (fondé en 1921), est un dandy aux cheveux blonds-blanes. « C'est un chat sauvage enfermé dans un bu-

#### PORTRAIT\_

Il préfère la scène à son poste, chante, joue dans des téléfilms. Et reste un écorché

reau », dit de lui Sylvie Guillem. L'homme a l'air hanté. C'est aussi un pragmatique. Après avoir été un danseur inoubliable chez Carolyn Carlson, il est retourné en Finlande il y a dix ans. Prenant la direction du Théâtre municipal d'Helsinki, puis celle du Ballet national au sein du nouvel opéra, ouvert en 1993 (ce bâtiment est l'oeuvre du cabinet d'architecture Hyvamaki-Karhunen-Parkkinen).

Iorma Uotinen sera l'homme qui a su convaincre Sylvie Guillem d'oser la chorégraphie. «La logique qu'elle a trouvée à l'histoire rend son Giselle très moderne. Très cinématographique aussi, avec tous ces mouvements circulaires qui animent l'acte 1. J'ai déjà demandé à

Sylvie Guillem un autre ballet. » Dans son bureau dont la simplicité surprend, Jorma Uotinen, qui est aussi un chorégraphe contemporain, laisse entendre qu'il π'est pas homme de pouvoir traditionnel: « Le jour où je n'ai plus de satisfaction morale, intellectuelle, ou artistique, j'arrête tout. J'y ai songé il y a deux ans. J'avais chorégraphié un ballet que le n'aimais pas. Tout roulait, mais je me sentais vide. Avec l'aide de textes de Fernando Pessoa. ie suis reparti à la recherche de mon mouvement. Un solo a vu le jour, The Man who never was... J'en di foit un film qui a gagné le Prix Italia en octobre 1998. Je viens d'achever Kolmas Yo, une pièce pour seize danseurs. J'ai enfin retrouvé la substance de mon travail, la profon-

\* FAIRE AVAINCER LA DANSE \*

Uotinen reste un écorché. Il chante. Il joue dans des téléfilms. « Si je dois faire un choix, j'opte pour la scène. Mon contrat de directeur court iusqu'en l'an 2001, » Chacun reconnaît qu'il sait l'art délicat de composer un répertoire. « Il a tous les classiques, dans de très bonnes versions, dit Sylvie Guillem, difficile en la matière. Il lui manque

avec Forsythe, Kylian, Ohad Naharin, tous les grands contemporains. » Le matin même, nous avions assisté à une répétition très sportive de Noces du Français Angelin Preljocaj. « Je vois beaucoup de jeunes talents à Helsinki, explique Jorma Uotinen. Je viens de passer commande à une chorégraphe indé-pendante Sanna Kekalainen. Quant à Tero Saarinen et Kenneth Kvarnsrtróm, ils ont dejà tous deux chorégraphié pour la compagnie. Mon rôle consiste à faire avancer la danse en Finlande. L'opéra est devenu un pôle culturel fort. Nous n'avons plus à partir en tournée. Le public vient à nous en bus. Il voit ainsi nos programmes dans de très bonnes conditions de salle et de pla-

Le Ballet national de Finlande compte quatre-vingt-cinq danseurs. Son budget s'élève à 30 millions de marks finlandais (5 millions d'euros). Jorma Uotinen a enfilé une houppelande à la coupe impeccable. Et a disparu. Telle une divinité sylvestre qu'un traîneau, attelé à des loups argentés,.. attend

### Le commentaire joyeux d'un classique rajeuni

GISELLE, de Sylvie Guillem (d'après les versions de Coralli/ Perrot, et de Petipa), assistée d'Olivier Chanut Adolphe Adam (musique). David Gazforth (chef d'orchestre). Ramon B. Ivars (scénographie, costumes), Sylvie Guillem (costumes des Wilis). Kimmo Ruskela (humières).

OPÉRA D'HELSINKI, les 2 et 4 février. Le spectacle sera repris en l'an 2000 au Sadler's Wells à Londres et en 2001, au Châtelet,

> HELSINKI de notre envoyée spéciale

A l'angle de Mannerheimintie et de Helsinginkatu, l'Opéra d'Helsinki, tout blanc, lumineux, se fond dans le paysage de neige et de glace qui enserre la ville. Un cadre parfait pour raconter l'histoire de cette Giselle que le désespoir et la mort transforment en créature de la nuit. appelée Will. Les lumières s'éteignent. Musique. Lever de rideau. Nulle trace de paysans de carte postale, mais un décor de façades grises, bistres, qui se déplace, se déroule, s'enroule. L'œil du spectateur devient travelling. Il va, il Des gens s'apprêtent à partir chasser. Là, un dépenaillé boit au goulot; ici, un idiot s'agite (superbe Javier Torrès). Vie de village. Lavandières et vendangeurs. D'entrée de jeu, on sent la patte Guillem : le désir de faire vrai, mais pas forcément réa-

La danseuse connaît le classique à travers chaque fibre de ses muscles. Elle a enfin l'occasion de le débarrasser de son côté « cucul ». Les pas de deux, les adages, les variations ne sont plus isolés comme autant d'exercices de virtuosité, mais pris dans un continuum où l'action centrale - l'amour naissant entre Giselle (Sylvie Guillem) et Albrecht (Kare Lânsivuori, un physique de conte de fées) - n'étouffe pas les actions secondaires. D'ordinaire, quelqu'un qui voit Giselle pour la première fois trouve grotesque cette pantomime exagérée. Sylvie Guillem a cherché le geste juste, l'ellipse qui favorise la commelension.

Impression de vitesse, de raccourci. Il n'en est rien. Il s'agit seulement de raconter autrement une même histoire. Quand Giselle découvre qu'Albrecht est de famille noble, que son amour est sans issue, elle devient littéralement folle de douleur.

Cette « grande scène de la folie », Guilletn, avec culot, avec sang-froid, l'escamote. Giselle se casse. Brutale déchirure qui tétanise. Elle refuse de danser autant de douleur. Sylvie Guillem pleure. La chair de poule." Mon voisin soupire, à bout d'émotion: « How touching I » Fin du premier acte. Deuxième acte : forêt de tubes d'acier figurant des bouleaux. Nuit de lune. La reine des Wilis apparaît. Grande Minna Tervamāki.

Tout est parfait chez cette ballerine. Comment danser le rôle principal, tout en dirigeant l'ensemble des interprètes? Comment veiller aux costumes, aux lumières? Il y a des instants fugitifs où l'étoile n'est pas entièrement dégagée de sa création toute neuve. Dans l'argument originel du ballet, Giselle est décrite comme « une jeune fille qui ne peut s'empécher de danser ». Une occasion pour Sylvie Guillem, qui observe les uns, les autres, d'accompagner, en l'esquissant, la danse de tous ses partenaires. Une sorte de commentaire joyeux, innocent, très jeune. Ainsi la chorégraphe retoume-t-elle en sa faveur le risque de dédoublement qui parfois la

D. F.



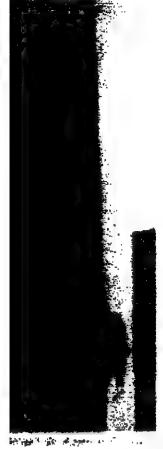
Marie Paris de la Company de l

nu par l'amour \* Total Mark the content of

se. . Stronger

10 10 10 May 20 12425

The state of the state of the state of



THE WALLEY THE VICTOR The second second Continue to the second And the state of the A HAMBLE PARTY OF THE graph of the state The William Control of the ~25g . . . Demography of A March State State of the Assessment  $\| \Psi_{\mathbf{p}}^{\mathsf{opt}}(X) - \mathcal{J}_{\mathbf{p}}(X_{\mathbf{p}}, X_{\mathbf{p}}) \|_{2} \leq \| \mathbf{J}_{\mathbf{p}} - \mathbf{J}_{\mathbf{p}} \|_{2} \leq \| \mathbf{J}_{\mathbf{p}} \|_{2} \leq \| \mathbf{J}_{\mathbf{p}} - \mathbf{J}_{\mathbf{p}} \|_{2} \leq \| \mathbf{J}_{\mathbf{p}} \|_{2} \leq \| \mathbf{J}_{\mathbf{p}} - \mathbf{J}_{\mathbf{p}} \|_{2} \leq \| \mathbf{J}_{\mathbf{p}} - \mathbf{J}_{\mathbf{p}} \|_{2} \leq \| \mathbf{J}_{\mathbf{p}} - \mathbf{J}_{\mathbf{p}} \|_{2} \leq \| \mathbf{J}_{\mathbf{p}} \|_{2} \leq \| \mathbf{J}_{\mathbf{p}} - \mathbf{J}_{\mathbf{p}} \|_{2} \leq \| \mathbf{J}_{\mathbf{p}} \|_{2} \leq \| \mathbf{J}_{\mathbf{p}} - \mathbf{J}_{\mathbf{p}} \|_{2} \leq \| \mathbf{J}_{\mathbf{p}} - \mathbf{J}_{\mathbf{p}} \|_{2} \leq \| \mathbf{J}_{\mathbf{p}} \|_{2} \leq \| \mathbf{J}_{\mathbf{p}} - \mathbf{J}_{\mathbf{p}} \|_{2} \leq \| \mathbf{J}_{\mathbf{p}} - \mathbf{J}_{\mathbf{p}} \|_{2} \leq \| \mathbf{J}_{\mathbf{p}} - \mathbf{J}_{\mathbf{p}} \|_{2} \leq \| \mathbf{J}_{\mathbf{p}} \|_{2} \leq \| \mathbf{J}_{\mathbf{p}} - \mathbf{J}_{\mathbf{p}} \|_{2} \leq \| \mathbf{J}_{\mathbf{p}} - \mathbf{J}_{\mathbf{p}} \|_{2} \leq \| \mathbf{J}_{\mathbf{p}} \|_{2} \leq \| \mathbf{J}_{\mathbf{p}} - \mathbf{J}_{\mathbf{p}} \|_{2} \leq \| \mathbf{J}_{\mathbf{p}} - \mathbf{J}_{\mathbf{p}} \|_{2} \leq \| \mathbf{J}_{\mathbf{p}} \|_{2} \leq$ Burgar Carlo photograph to the second Artist Contract Contract

South Control of May said to the second Section States Make Make the second of the se ASSESSMENT OF THE PROPERTY. expect the control of Michael Control of the St. Page Street Community of the

the second section is a second Participation of the second géral como en la como en  $(f_{i},f_{i},g_{i})=\int_{\mathbb{R}^{N}}f_{i}(g_{i})$ 

meux d'un classique ille

age in pullinger Light part habit little . Mark State Committee factor and the first 10,000 mg 10,000 · "我们"。

ENGLISH CONT. SAME THE STATE OF 本事者 かいく かいこう **資源和原格的** (45) (4 Sept and All Same C. Santagen A STATE OF THE PARTY OF THE PAR Canal Contract Apple with high branch as the A 1844 1 20 20 20 1 LOW SETTING THE SECOND The state of the s

**学课**等是"学"。 Control of the contro Ų.



AU CINÉMA LE 10 FÉVRIER



٠,

## Paris-Mexico-Paris avec Catherine Marnas au Conservatoire d'art dramatique

La metteur en scène présente « Alors, Entonces », spectacle créé au cours d'un atelier dans la capitale mexicaine

Un petit bout de Mexique s'est installé dans le cadre néoclassique du Théâtre du Conservatoire, à Paris. La metteur en scène Catherine Marnas y cours d'un atelier franco-mexicain. L'expérience associe des textes contemporains (Gabily, Kolcadre néoclassique du Théâtre du Conservatoire, spectacle qu'elle a créé à l'été 1998 à Mexico au tès, Lagarce, Mazev, Py), auxquels ont été ajouties des ceuvres mexicaines (Kahlo, Revueltas).

noire, épaules nues. Garçons en

costume gris, cravate. Ecrasés par

la touffeur de une, deux, trois, dix

versions de Besame mucho qui

s'abattent sur eux. Dans le cadre

néoclassique du Théâtre du

Conservatoire, devant un chaos de

peintures pompéiennes et de ten-

tures accordées, un petit autei

brûle à jardin, où pointe le

Mexique. Chaque acteur s'avance

dans l'ovale brutal d'un projecteur

pour dire un moment d'enfance.

Le français et l'espagnol se frôlent.

Traduction, entraide, déguise-

ment dans la langue de l'autre.

rires Juvéniles. Reflux soudains,

dans l'exercice de corps qui re-

viennent chercher leurs marques.

A chaque nouvelle avancée vers le

micro, chacun dépose un peu de

l'histoire de sa rencontre avec

l'autre sur la sciure qui recouvre la

scène. Elle est le sable de Vîtez, ci-

té ultérieurement : « L'acteur est

Ainsi s'engage Alors, entonces.

spectacle créé par la metteur en

scène Catherine Marnas l'été

1998 à Mexico au cours d'un ate-

lier franco-mexicain dirigé par elle et réunissant des élèves issus de

l'enseignement supérieur du théâtre en France et au Mexique.

Expérience menée autour d'une poignée de textes contemporains

(Gabily, Koltès, Lagarce, Mazev, Py), auxqueis ont été ajoutés des

œuvres mexicaines (Kahlo, Re-

vueltas). Le double « alors », de

Alors, entonces, dit le lien qui les

unit, le passage de témoin entre

les textes et les individus, les his-

toires, les écoles. Une démarche

un poète qui écrit sur le sable. »

se croisent, s'emmélent.

SOIR DE FÊTE. Filles en robe liaison passionnée avec le que le Mexique doit lui apporter:

> La rencontre remonte à 1990, dans les pas de Georges Lavaudant, qu'elle assiste à l'époque de Vera Cruz. La jeune femme vient de vivre la disparition soudaine et successive de ses proches, l'épuisement de leur accompagnement. « Soudain, j'ai recu le choc d'une civilisation qui n'a jamais poussé aussi loin le tabou de la mort. Venu de la tradition indienne, le rappel à chaque vivant qu'il est mortel, que chaque seconde peut être la dernière. » Le Mexique lui offre son sol pour donner le coup de talon qui la fait remonter à la vie, lavée de l'esprit de sérieux, de l'idée de

carrière, de pouvoir. LE MÔLE DE KOLTËS

Trois ans plus tard, elle vient enseigner au foro de la Ribera, une école de théâtre. Son maniement de la langue est encore insuffisant pour diriger les cours. Il ne ralentit en rien sa volonté d'éclaircir « ce mystère croissant que représente le jeu de l'acteur ». Elle sait déjà ce

Une classe de théâtre itinérante

l'entrée au jeune Théâtre national et dans la vie active.

L'atelier qui a donné naissance à Alors, Entonces est la première ma-

nifestation de la Classe internationale itinérante issue du Laboratoire 10-

nérant du théâtre (formation, échanges et création) inité par l'Action

française d'action artistique (AFAA) en coopération avec le Conserva-

toire national supérieur d'art dramatique à Paris. L'objectif est d'appor-

ter aux jeunes Français une première expérience internationale avant

L'ateller a réuni à l'été 1998 à Mexico, durant six semaines, six acteurs

français issus du Conservatoire où ils avaient participé à l'atelier « Maté-

riau Koitès » de Catherine Marnas en 1998, et buit acteurs mexicains sor-

tis de la Escuela de Arte Teatral (CNA) et du Centro Nacional de las

Artes. Pour donner plus de relief aux rencontres, Catherine Marnas a

éviter que le théâtre ne se referme sur lui-même, autour d'elle, l'aider à renérer et combattre les effets de mode, de plus en plus rapides à s'imposer et à s'effacer.

Entre elle et le Mexique, un autre intermédiaire s'est imposé: Koltès. En 1995, Catherine Marnas met en scène Roberto Zucco à Guanajuato, avec des comédiens, scénographes, techniciens mexicains. La pièce va tourner durant une saison. La metteur en scène mesure mieux ce qui sépare les deux côtés de l'Atlantique, dans le comportement do public notamment. Elle repère ce que cet « ange doux » de Zucco, son « déraillement » dans la violence gratuite, a d'incompréhensible sur un territoire où les violences n'ont iamais cessé. Elle n'en démord pas : «La force de révoite de Koltès est adéquate, accordée au pays ». Après son atelier « Matériau Koltès » au Conservatoire en 1998, c'est encore l'auteur de Dans la solitude des champs de coton qui jouera les

passeurs des deux mondes, avec

dit, laissé inachevé, qu'elle intègre

Cette fois, « adéquat » est bien le mot. Le ton est radicalement nouveau, plus joyeux et plus inquiétant. Il devient l'une des métaphores possibles de la rencontre. Il oppose une Coco chanelissime, haute en chaneau (Fred Cacheux) et sa soubrette indienne, Consuelo, rebelle forte en plumes (Giovanni Ortega). Entre le texte et la réalité s'ouvrent des extrêmes de l'aventure françomexicaine menée par Catherine Marnas, Au centre, loin des tempêtes, resteront des ouvertures sur la vie et les personnes qui débordent toute acquisition technique. Les élèves auront pu « apprendre à désapprendre », comme dit Fred Cacheux, et trouver, avec Jorge Sepulveda «la base mmune d'un langage universel ».

Le Mexique n'en finit pas d'opérer son travail souterrain chez les Français. Certains y sont déjà repartis, comme Nicolas Martel et Chioé Réjon. La jeune femme a voulu retraverser « dans les deux sens le miroir entre les deux mondes », et est revenue « avec un sentiment autre du cœur du temps ». Tout le poids de sa voiz porte sur le mot cœur.

Jean-Louis Perrier

\* Alors, Entonces, Mise en scène: Catherine Marnas. Avec les élèves de la classe internationale itinérante franco-mexicaine. Théâtre du Conservatoire, 2 bis, rue du Conservatoire, Paris 9º. Mº Bonne-Nouvelle. A 21 heures. Entrée sur réservation. Tél.: 01-53-24-90-16.

### Gallimard rachète ses parts à Havas

LES ÉDITIONS Gallimard ont racheté au groupe Havas la participation qu'il détenait, depuis 1990, dans leur capital (12,5 %). Menée à l'initiative d'Antoine Gallimard, PDG de la maison, cette opération s'est faite, selon ce dernier, « de manière non conflictuelle », Havas souhaitant « se désengager de ses participations minoritaires », tandis que Gallimard, soucieux de « renforcer la structure de son capital », veut « afficher de nouveau son indépendance ». Ce rachat vise aussi à se séparer d'un actionnaire qui, depuis la création d'Havas Publications Editions, était entré dans la « zone concurrentielle » de Galli-

La part d'Havas disparaissant, l'opération s'accompagne d'une réduction du capital de Gallimard, lequel passe, selon son PDG, de quelque 10 à 9 millions de francs environ (1,37 million d'euros). La part de la société holding familiale Madrigall, dans laquelle Antoine Gallimard est majoritaire, passe de 51 % à 59 %, tandis que les actionnaires extérieurs - BNP, Nateris, Caisse des dépôts, Financière de Rothschild, Comptoir des entrepreneurs... - se partagent les 41 % restants. Gallimard, qui a réalisé lors de l'exercice 1977-1998 un résultat net de 55 millions de francs (8,38 millions d'euros) pour un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de francs (182.92 millions d'euros), s'est refusé à communiquer le montant de cette transaction.

III CINÉMA : le réalisateur américain Steven Spielberg et l'acteur Tom Hanks ont commencé cette semaine dans l'archipel des Fidji le tournage d'un nouveau film, Cast Away (Jeté à la mer), rapporte le magazine Pocific Islands. Le tournage devrait durer un mois dans les Bes Mamanuca, à l'ouest de l'archinel

Il Le conseil régional d'Alsace organise un soutien financier pour la rénovation des petites salles de cinéma dont il souhaite éviter la disparition. Dans les quartiers défavorisés des grandes villes, dans les petites agglomérations et en milieu rural, le montant global des aides a été fixé à 1.5 MF (228 000 €) à condition que les communes apportent une subvention équivalente. Les grandes structures de production et distribution

M ARTS: le Musée Getty (Etats-Unis) va remetire aux autorités italiennes trois antiquités, après être parvenu à la conclusion que ces obiets d'art avaient été volés. Il s'agit d'une coupe en terre cuite datant de 480 avant J.-C., d'un torse de Mithra du II siècle après J.-C. et d'une cople romaine de la même époque de la tête du Diadumène de Polyclète.

■ La France est l'invitée d'honneur de l'ARCO à Madrid. Trente bays. mille artistes, 215 galeries d'art, dont 35 représenteront la France, seront rémis du 11 au 14 février, à Madrid, pour l'ARCO, foire internationale d'art

■ ALLEMAGNE: Michael Naumann est devenu officiellement ministre délégué à la culture, après une modification de la législation qui réservait cette fonction à des députés du Bundestag. La décision de Gerhard Schröder de se doter d'un ministre de la culture était très contestée dans un pays où le centralisme du régime nazi a laissé de mauvais souvenirs et où les questions auturelles rejèvent des Länder depuis la fondation de la RFA en 1949. Docteur en philosophie et ancien journaliste, Michael Naumann présidait avant sa nomination une maison d'édition américaine et n'avait jamais exercé de fonctions politiques.

■ Le gouvernement allemand a annoncé, le jeudi 4 février, son intention de ne pas amputer les subventions versées au Festival de Bayreuth. Le projet de réduire de moitié l'aide de l'Etat à cette prestigieuse manifestation mais aussi au Musée allemand de Munich ainsi qu'à l'Orchestre symphonique de Bamberg avait provoqué une vive émotion.

#### inséparable de l'itinéraire personvoulu des participants d'origines différentes, de formations différentes, nel de Catherine Marnas, de sa ne parlant pas leurs idiomes respectifs.

LETTRE OUVERUE

### A MESDAMES ET MESSIEURS LES DEPUTES EUROPEENS

MEMBRES DU PARLEMENT EUROPEEN, VOUS ALLEZ VOUS PRONONCER CETTE SEMAINE SUR LE CONTENU DE LA PROPOSITION DE DIRECTIVE CONCERNANT LES DROITS DES CREATEURS, ARTISTES ET PRODUCTEURS (DITE «DIRECTIVE SUR LE DROIT D'AUTEUR ET LES DROITS VOISINS») DANS L'ENVIRONNEMENT NUMERIQUE. NOUS VOUS APPELONS SOLENNELLEMENT A PROTEGER CES DROITS POUR QUE PUISSE VIVRE LA MUSIQUE EN FRANCE ET EN EUROPE.

À LA COPIE PRIVEE NUMERIQUE À PARTIR DES GRAVEURS DE C.D. ENREGISTRABLES, NON À LA PIRATERIE PRIVEE.

AU VOL DE MUSIQUE ORGANISÉ SUR INTERNET À PARTIR DES TRANSMISSIONS DE FICHIERS PIRATES TYPE MP3 ET AUTRES.

LA CHANSON FRANÇAISE

N'A JAMAIS EU AUTANT DE PUBLIC. LES CREATEURS ET ARTISTES N'ONT JAMAIS ETE AUSSI NOMBREUX. NOTRE AVENIR ET NOS CREATIONS DEPENDENT DE VOUS.

CONTRE LE PILLAGE DE LA CREATION PAR LA COPIE PRIVEE NUMERIQUE ET SUR INTERNET.

PERMETTEZ-NOUS D'UTILISER LES NOUVELLES TECHNOLOGIES POUR PROTEGER NOTRE TRAVAIL

ACCORDEZ-NOUS

LE DROIT DE NEGOCIER LA DIFFUSION NUMERIQUE DE NOTRE MUSIQUE.

Ils ont signé la

«Déclaration des artistes

sur le droit d'Auteur et

les Droits voisins», remise

aux Parlementaires

Européens, par J.M. Jarre,

porte-parole de l'IFPI:

M. Rostropovitch,

C. Aznavour, G. Becaud,

Deep Forest, F. Cabrel,

R. Cocciante, J. Ferrat.

P. Kaas, Dave, Noir Désir,

J.J. Goldman, J.M. Jarre,

J. Hallyday, M. Farmer,

F. Pagny, J. Higelin,

E. Shapplin, O. Winter,

H.F. Thiefaine, etc...



CARREST ...



والمراجع والمحاربة أستملأ كالأسار فيما A secretary supplied to the second The second second second Committee and the second of the second of the second We say give written on a control Better man any or No programme of a con-

115 St. 272

And the second s



## La rêve-partie de la musique française à la faveur de la cinquième Folle Journée nantaise

Après Mozart, Beethoven, Schubert et Brahms, Nantes fêtait les compositeurs de notre pays

FOLLE JOURNÉE, CIté des

NANTES

de nos envoyés spéciaux

quelques-unes debout, un di-

manche matin à 11 heures, pour

écouter les Visions de l'Amen

d'Olivier Messiaen, dans un si-

lence recueilli ? C'est le miracle de

la Folle Journée nantaise. Qua-

rante-cinq minutes d'une musique

aussi exigeante pour le public que

difficile pour Michel Béroff et

Jean-François Heisser qui ont

conquis l'auditoire, dont de nom-

breux enfants i Deux mille per-

sonnes assises et queiques-unes

debout, un dimanche après-midi,

pour écouter le Poème pour violon

et orchestre de Chausson, au mi-

lieu des toux, accompagné par un

orchestre imprécis et un chef

mou? C'est la limite de la grande

rève-partie nantaise i Et l'on en

admire davantage le violon téné-

chet, aussi intense que celui de

Ginette Neveu, ne dévia pas mal-

gré ces expectorations intempes-

Cela se passe à Nantes, comme

ailleurs. Mais ici, allez savoir

pourquoi?, on s'en fiche. On est

tellement content d'avoir entendu

deux fois l'œuvre dépressive de

Chausson - superbes Régis Pas-

quier et Michel Plasson - que l'on

n'arrive pas à se sortir de la tête ce

thème, l'un des plus beaux de

l'histoire de la musique. Il se mé-

lange alors avec ceux tout aussi

prégnants du Concert pour piano,

violon et quatuor du même

compositeur joué par Renaud Ca-

puçon et le Quatuor Castagneri,

avec l'Ouverture du Carnavoj ro-

main de Beritoz par Plasson et un

Orchestre du Capitole élégants et

flamboyants, avec les Miroirs de

Ravel par Alain Planès en apesan-

teur, avec le deuxième livre des

Préludes de Debussy, sanguins,

Polle Journée s'intitule Hector, Ga-

briel. Maurice et les autres, mais

on aurait aussi ou oser « tout ce

que vous avez toulours voulu savoir

sur la musique française sans ja-

mais oser le demander ». Nulle

prétention cependant à l'exhaus-

CONCERTS

Auditorium du Louvre

THE PERSON

Renaud Déjardin, violoncelle

Delphine Bardin, plano

BRAHMS, BEETHOVEN

LOC: 01 40 20 84 00

Centre culturel Calouste Gulbenkian

51, avenue d'Iéna - 75116 Paris

Jeudi 11 février - 20 heures

Bin Chao, violon

Ju Hee Suh, piano

Beethoven - Tartini

R. Strauss - Sarasate

Entrée dans la limite des places disponibles

p.e. Valmalete

ORCHESTRE DE PARIS

3

Salle Pieyer - 20 h

Cette cinquième édition de la

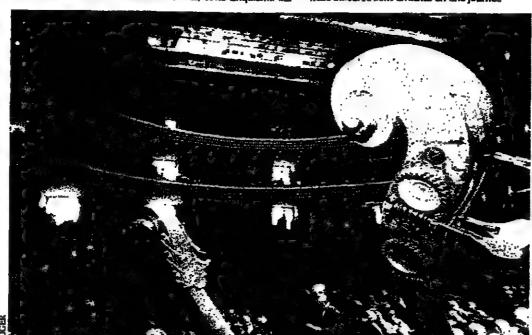
drus, intenses de Michel Béroff...

breux de Laurent Korcia dont l'ar-

Huit cents personnes assises et

congrès, les 6 et 7 février.

Vingt-quatre mille personnes ont passé les jour-nées du samedi 6 février et du dimanche 7, à voler de salles de concert en auditoriums pour découvrir de soixante mille billets vendus, cette cinquième édi-mille billets se sont arrachés en une journée



tivité, nulle simplification en forme de digest, mais le souci de réunir en deux jours valeurs sûres et compositeurs méconnus. Pour le mélomane averti et l'auditeur endimanché, le lycéen et l'étudiant, des parcours croisés que chacun peut vivre et recréer à sa

**UNE FORCE ÉTONNANTE** 

Salle Mallarmé, Laurent Korcia et Jean-François Heisser abordent la Deuxième Sonate pour violon et piano de Fauré. La concentration du public c

omme celle des musiciens donne à la musique une force étonnante, celle de la bonté. C'est perceptible dans l'air comme un partum, ce désir de partage, ce sentiment de proximité qui dessinent des sourires bienveiliants sur les visages. Feu et sang, salle Baudelaire avec la Suite de Carmen et l'Orchestre national de Bordeaux-Aquitaine sous la direction du bouillant Yutaka Sado. Le chef Japonais est magnifique à regarder diriger. tout de force et grâce mêlées. Après l'exotisme littéral, Tzigane de Ravel, un concentré de violon que Gérard Poulet défend avec une magistrale intégrité. Quant au

fameux Boiéro, peut-on rêver meilleur ferment de cohésion sociale? Ce thème unique, sans cesse démultiplié, est bien à l'image de la foule: une somme d'individus.

Mais, porté par la houle des 24 000 personnes qui se sont arrachées 65 000 billets dont 25 000 achetés dès l'ouverture de la location – six heures de queue un lundi matin -, on passe d'une salle de concert à une autre pour s'immerger dans un bain de musique qui nous ramène à cet état d'innocence que l'on désespérait retrouinterprètes mais la musique qu'ils jouent comme si on la découvrait pour la première fois. Et ce que cette armée d'interprètes - près de neuf cents - nous fait entendre, majeré les inévitables imperfections dues au fait qu'ils donnent en deux jours autant de concert qu'en deux ou trois semaines habituellement, nous semble être une vérité irréductible à toute contingence matérielle.

Paniqués le vendredi soir, inquiets le samedi matin, fourbus le dimanche après-midi, les solistes n'en gardent pas moins leur bonne humeur et l'« effet Folle

attablé au restaurant, Michel Béroff écoute François-René Duchâble jouer le Quatrième Concerto de Saint-Saens, avec Michel Plasson, le casque de son baladeur sur les oreilles. Il le passe aux autres planistes présents habitués mais quand même stupéfaits par les doigts fantastiques de leur collègue « Fafou ». On l'apprendra après, car pour rien au monde, on n'aurait manqué une telle rencontre. Duchable? Roi de la contrepèterie et de l'anagramme - en un week-end, il a bien dû en piano - au départ arrêté, li laisse tous ses collègues dans les star-\_ting-blocks -, pourralt jouer les stars : mais non !. comme Gérard Caussé, comme Plasson, Brigitte Engerer, Michel Béroff, Véronique Gens et tous les autres, à l'exception notable d'un planiste à allure déplacée d'altesse sérénissime, ils jouent le jeu de la rencontre avec le public pour le prix d'une ou deux places de cinéma. L'autre

miracle de ces Folles Journées,

c'est aussi celul-ci.

Journée » se fait blentôt sentir:

Marie-Aude Roux et Alain Lompech

## Rossignol d'exception, Natalie Dessay ensorcelle Stravinsky

RIMSKI-KORSAKOV, Le Coq d'or (extrait); STRAVINSKY, Renard, Le Rossignol. Natalie Dessay, Marie McLaughlin (sopranos), Hélène Perraguin (alto), lan Caley, Vsevolod Grivnov (ténots), Albert Schagidullin (baryton), Laurent Naouri, Maxime Mikhaîlov (basses), Orchestre et Chœurs de l'Opéra national de Paris, James Conlon (direction). Palais Garnier, le 4 février à 20 h.

Placée sous le signe de la légende

et du conte populaire russes, cette soirée à Garnier nous a transportés dans ce monde fabuleux où les hommes et les animaux parlent le même langage. Là, un vieux roi ridicule que tue un coq mal embouché ; là, un empereur que le chant salvateur du rossignol ramènera des rives de la mort. Là encore, un glouton de renard convoitant un coq vaniteux, pléonastique, avant que d'être lui-même la proie de la

chèvre et du chat. « Histoire burlesque chantée et jouée par quatre voix d'hommes et un orchestre de chambre », Renard appartient à la période suisse de Stravinsky, dans la veine des Noces et de l'Histoire du soldat. De cette musique colorée et volontiers burlesque, voire sarcastique, l'Or-

version plus cauteleuse que caustique, la direction de James Conlon tendant à en araser les pointes acérées et autres acidités. Mais chacun des instrumentistes prouve qu'il peut avoir à l'occasion l'étoffe d'un soliste. Quant au quatuor vocal, c'est un régal : un lan Caley criant de suffisante véhémence (le Coq), um Vsevolod Grivnov confondant de suave rouerie (Renard), la Chèvre et le Chat (respectivement Laurent Naouri et Maxime Mikhailov) se révélant de bien redoutables

Il était pertinent que la seconde partie s'ouvrît sur le Finale de la Suite symphonique tirée du Coq

d'or, le demier opéra de Rimski-Korsakov ayant en effet précédé de peu le premier ouvrage lyrique de son élève Stravinsky, encore imprégné de l'art du magister – du moins en ce qui concerne le premier acte. Car l'œuvre, maigré un effectif orchestral impressionnant, est en fait conçue comme un opéra de chambre. Dès la scène d'introduction (étonnant rappel des Nocturnes de Debussy: lignes sinueuses de Nuages et appels de Sirènes), un état de grâce mira-

Pour Natalie Dessay, la salle se ferait volontiers pêcheur ou empereur. C'est un chant irrésistible, merveilleux de délicatesse, rond et clair, d'une élasticité incomparable. Comme l'oiseau que son chant seul distingue tant est discrète sa robe, la voix de Natalie Dessay a le fondant des nuits de printemps, la magie des amours à venir. Elle sait donner à chaque inflexion sa juste mesure, moduler le son et le souffle jusqu'à l'extase, passer sur le chemin semé d'embûches des intonations, se jouant des intervalles et des ambitus. Chaque note est un enchantement

Autour de ce Rossignol d'exception, la distribution ne manque pas de lustre: pour Vsevolod Grivnov devenu Pecheur, l'onctuosité s'est faite ferveur, quant au Chat et à la Chèvre (Laurent Naouri et Maxime Mikhailov) désormais Bonze et Chambellan, ils ont tous deux la prestance de leurs rôles. De même pour Albert Schagidullin (l'Empereur), Marie McLaughlin (la Cuisinière) et Hélène Perraguin (la Mort), en tous points remarquables. Chœur et orchestre en grande tenue nous laisseront longtemps au cœur la marque ensorcelante de ce Rossignol de haut vol.



## DU 16 AU 21 FÉVRIER 20H30 AUX ABBESSES REGINE CHOPINOT

les Quatre Saisons création à Paris pour 6 danseurs Chant de lune création solo LOC. 01 42 74 22 77

#### SORTIR

Juliette Juliette est une chanteuse qui en impose. Face au public, elle formes et voix généreuses. Un public qu'elle aime volontiers provoquer, arrogante et le verbe abrupt. Les convertis à sa cause sont de plus en plus nombreux. D'où cet Olympia, amplement justifié, pour lequel la dame emploie les grands moyens, un quintette de musiciens. On ira réentendre ses morceaux de bravoure (notamment les textes que lui a écrits Pierre Philippe) et surtout découvrir sur scène ceux de son nouvel album. Assassins sans couteaux (Scalen). Olympia, 28, boulevard des Capucines, &. M. Opéra. Les 9, 10, 11, 12 et 13, à 20 h 30 ; le 14, à 17 heures. Tél. : 01-47-42-25-49. De 160 F à 240 F. Jean-Michel Pilc Trio Le pianiste Jean-Michel Pilc revient, pour un passage éclair, des Etats-Unis, où il s'est installé en 1995. Il joue à New York, rencontre le dessus du panier des solistes américains, multiplie les occasions de croisements des styles et des genres. Pour ses deux concerts parisiens, Pilc, soliste au phrasé rythmique, compositeur de formes inattendues, sera avec les frères François (contrebasse) et Louis (batterle) Moutin, que les pianistes s'arrachent. Au duc des Lombards, 42, rue des Lombords, 1™. Mª Châtelet. Les 8 et

9, à 22 heures. Tel.: 01-42-33-22-88. 80 F.

Felitz Rockert De son passage chez Pina Bausch. il a acquis la certitude qu'un spectacle est avant tout une forme, une mise en danger. Si le danseur se mouille, le public doit aussi payer de sa personne, expérimenter une relation différente à la danse. Par exemple un danseur se produit en solo pour un spectateur seul, isolé. Dans ce nouveau spectacle, Ring, vingt et un interprètes font face à vingt et un spectateurs placés en cercle. Tout peut arriver. Théâtre contemporain de la danse 9, rue Geoffroy-l'Asnier, #. M° Saint-Paul Du S au 12 février, à 19 heures. Tél.: 01-42-74-44-22. Le Sabotage amoureux Valérie Mairesse interprète l'héroine du roman de la Belge Amélie Nothomb, Le Sabotage amoureux, adapté et mis en scène par Annabelle Milot. Fille de diplomate, la romancière fait revivre, à travers un journal intime, son enfance en Chine et sa première grande histoire d'amour absolu pour une petite Italienne. Publié en 1993, ce livre est paru une année après Hygiène de l'assassin, également adapté au théâtre par Gérard Desarthe en 1993. Théâtre du Ronelagh, 5, rue des Vignes, 16. M. Muette. Du mardi

au samedi, à 21 heures; le dimanche, à 17 heures. TEL: 01-42-88-64-44. De 90 F à 180 F. Jusqu'au 30 mai.

#### GUIDE

FILMS NOUVEAUX

de Paul Schrader (Etats-Unis, 1 h 54). Astérix et Obelik contre César de Claude Zidi (France, 1 h 45). Bubbles Galore (\*\*) de Cynthia Roberts (Canada, 1 h 30).

de Vincent Gallo (Etats-Unis, 2 h). de Peter Duncan (Australie, 1 h 38). de Rose Troche (Grande-Bretagne, 1 h 36). Le Fantôme de l'Opéra (\*)

de Dario Argento (Italie; 1 ir 43). Le Jour du peintre (\*\*) de Warner Nekes (Allemagne, 1 h 24). de Fernando Solanas (Argentine, 1 h 50). O Amor Natural (\*\*)

de Heddy Honigm L'Ombre d'Anderson dessin animé de Jannik Hastrup et **Bent Haller** La Perote Marchande de roses

de Victor Gaviria Plus qu'hier, moins que den (France, 1 h 26). Preaching to the Perverted (\*\*) de Stuart Urban (Grande-Bretagne, 1 h 39).

d'Ali Abidy (Tunisie, 1 h 31). Vénus Beauté (Institut) de Tonie Marshall (France, 1 h 45). (\*) Film interdit aux moins de 12 ans. (\*\*) Film interdit aux moins de 16 ans.

TROUVER SON FILM Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tel.: 08-

36-68-03-78 (2,23 F/mn) ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de nmission par place). Place de la Madeleine et Parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, mardi au samedi; de 12 h 30 🌡

Madame Jonas, prophète

d'Elie-Georges Berreby, mise en scène de Stéphane Bouvet. Guichet-Montparnasse, 15, rue du Maine, 14<sup>a</sup>. M<sup>a</sup> Montparnasse-Bienve-nue. Le 8, à 20 h 30. Tél. : 01-43-27-88-61. De 50 F à 100 F. Jusqu'au 27 février. Di tanti palpiti Coup de cœur à Claire Geoffroy-De-

chaume. Airs et romances pour voix et guitare de Cimarosa, Martin y Soler, Rossini et Guiliani. Péniche Opéra, 200, quai de Jemmapes, 10°. M° Jaurès. Le 8, 9 et 10, à 20 h 30. Tél. : 01-42-45-18-20. 100 F.

Francis Poulenc : des animaux et des Bibliothèque nationale de France (site Tolbiac), quai françois-Mauriac, 13°. Mº Ouai-de-la-Gare. Le 9, à 19 heures. Tél.: 01-53-79-59-59, 100 F.

Louise-Andrée Baril (piano)

Trio Gabriel-Fauré Intégrale des trios pour plano, violon et violoncelle de Mendelssohn. Eglise des Billettes, 24, rue des Archives, 4. Mª Hötel-de-Ville. Le 9, à 19 heures. Tél.: 08-36-68-75-06. 120 F.

Café de la danse, 5, passage Louis-Phi-lippe, 17°. M° Bastille. Les 8 et 9, à 20 h 30. Tel.: 01-47-00-57-59. De 90 F

Elysée-Montmartre, 72, boulevard Ro-chechouart, 18°, Mª Anvers. Le 8, à 19 h 30. Tél.: 01-44-92-45-45. 110 f. Morgan Heritage, The Slackers, The Gadjits

New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, 10°. M° Château-d'Eau. Le 8, à 21 heures. 741. : 01-45-23-51-41. De

Levoir moderne parisien, 35, rue Léon, 18°. Mº Château-Rouge. Le 8, à 20 heures. Tél. : 08-03-80-88-03, 100 F.

Les Négropolitains Chansons de Boby Lapointe. Théâtre d'Edgar, SB, bouleverd Edgar-Quinet, 14. Mº Edgar-Quinet. Le B, à 20 h 15. Tél. : 01-42-79-97-97. De 70 f à 90 F. Jusqu'au 28 février.

indigo Théâtre de Dix-Heuras, 36, boulevard de Clichy, 18". Mº Pigelle. Le 8, à 20 h 30. Tél. : 01-46-06-10-17. 120 F.

RESERVATIONS

Ce soir on improvise

de Luigi Pirandello, mise en scène de Luca Ronconí. Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6°. Du 4 au 17 mars. Tel. : 01-44-41-36-36. De 30 F à 170 f.

Le Juif de Maite de Christopher Marlowe, mise en scène de Bernard Sobei. Théâtre, 41, avenue des Grésillons, 92 Gennevilliers. Du 12 mars au 18 avril. Tél. : 01-41-32-26-26. De 80 F à

King de Michel Vinaver, mise en scène d'Alain Françon. Théâtre national de la Coiline, 15, rue Malte-Rrun, 20th Du 11 mars au 25 avril, Tél.: 01-44-62-52-52. De 55 F

à 160 F. Le Misanthrope de Molière, mise en scène de Jacques Maison de la culture, 1, boulevard Lé-

nine, 93 Bobigny. Du 5 mars au 3 avril. Tél. : 01-41-60-72-72. De 60 f à 140 f. Natachu Atl≥s Olympia, 28, boulevard des Capu-cines, 9-. Le 17 mars, à 20 heures. Tél. :

01-47-42-25-49. 159 F. DERNIERS JOURS

10 février : Les Merdico

de Michel Albertini, mise en scène de Michel Albertini et Françoise Petit. Comédie-Française Studio-Théâtre, 99, rue de Rivoli, 1<sup>rt</sup>. Tél. : 01-44-58-98 58. De 45 F à 80 F.

de Bernard-Marie Koltès, mise en scène de Michel Didym. Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31. rue des Abbesses, 18°. Tél.: 01-42-74-22-77. 95 F et 140 F.

14 février : Sainte Jeanne des abattoirs de Bertolt Brecht, mise en scène

d'Alain Millanti. Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6°. Tél.: 01-44-41-36-36. De 30 F à 170 F. Vie de Myriam C.

de François Bon, mise en scène de Charles Tordiman. Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20°. Tél.: 01-44-62-52-52.

De 55 F à 160 F. La Fuite en Egypte de Bruno Bayen, mise en scène de

Théâtre, 41, avenue des Gresillons, 92 Gennevilliers. Tél.: 01-41-32-26-26. De 80 F à 140 F.

### KIOSQUE

#### EN VUE

■ Six personnes ont été tuées récemment dans le sud de l'Afghanistan au cours de rixes entre les hommes des tribus de la région de Khost et les talibans, qui, à l'occasion de la fête du Fitr, prétendaient les priver du « Tokhm-Jangi », un jeu traditionnel consistant à casser des

■ Empreints de l'esprit de clémence observé pour la fête du Fitr, les policiers de Dubaī, qui, au cours des neuf premiers mois de 1998, ont dresse 210 000 procès-verbaux pour excès de vitesse, ont distribué aux mauvais conducteurs des douceurs et des cartes de vœux.

■ La Cour de cassation vient de décider que les jeteurs de yaourts, équivalents grecs des entarteurs belges, ne seront plus poursuivis pour « injure aggravée » s'ils ont eu, au préalable, des relations personnelles avec leurs cibles.

■ Les gardiens de Jaime Gomez jurent que ce clown-illusionniste du cirque Josman, en tournée à Bogota, incarcété pour « séquestration de mineurs », s'est

évadé par un tour de passe-passe du centre pénitentiaire de Beltran, où la corruption sévit.

■ L'ancien juge Philippe Le Friant, radié en 1988 pour « atteinte à l'honneur de la magistrature », qui a récemment repris sa grève de la faim à Saint-Etlenne pour pouvoir vivre dignement avec sa compagne arrachée à la prostitution, serait « moralement au bout du rouleau », selon son avocat, M' Portejoie.

■ « Ce genre de spectacle n'apportant rien au caractère culturel et artistique de la zone », les Juges du tribunal administratif du canton viennent d'interdire un strip-tease dans un bar de la vieille

■ « J'al essayé de serrer le foulard aue i'avais autour du cou, mais, vous savez, c'est presque impossible de s'étrangler soi-même ». a raconté, mercredi 3 février, aux pomplers, Germaine, 75 ans, qui passé plus de trois jours bloquée dans le minuscule ascenseur de sa maison, sans manger ni boire, assise sur un seau à linge renversé.

■ Une femme de 86 ans, « petit dealer • qui tentait de revendre de la marijuana à un élève de 12 ans, a été arrêtée, mercredi 3 février, à la sortie d'une école dans la localité russe de Lipetsk, au sud de

Pour lui faire oublier la mort, en 1992, de sa compagne, Rong Rong, les gardiens de Zhai Zhai, vieux panda du zoo de Tianjin, en Chine, avaient fini par lui trouver une femelle de selze ans. Dans un premier temps, il avait été « très amical » avec elle, avant de s'en détourner, de tomber malade et de

Christian Colombani

## La revue « Vacarme » reparaît

Après plusieurs mois d'interruption, cette revue intellectuelle de gauche refait surface... et s'en prend à la conversion de la majorité à l'idéologie sécuritaire

EN PUBLIANT ce septième le dossier que ce numéro numéro, après quelques mois consacre à la sécurité en s'interd'interruption, les rédacteurs de rogeant sur le bien-fondé du tour-Vacarme ont voulu « faire mentir nant spectaculaire opéré par la la sinistre statistique selon lagauche sur ce suiet. Selon Stany quelle les revues indépendantes ne Grelet, la conversion de la gauche passent pas l'hiver ». Il s'agit ausà l'idéologie sécuritaire commence si, comme pour Pétition, d'apen 1993, lorsque les experts du porter la preuve qu'il existe un Parti socialiste, analysant les espace pour de nouvelles revues causes de l'échec aux législatives de cette année-là, découvrent la intellectuelles de gauche qui ne sont liées à aucun parti ni même désaffection croissante de l'électorat des banlieues où se conjuguent à un mouvement d'idées clairement identifié. La fin du marimmigration dense et forte inséxisme triomphant, le déclin du curité. Elle est accomplie lors du colloque de Villepinte, en octobre tiers-mondisme et du freudisme sont passés par là. S'il fallait un 1997. « Avant Villepinte, la sécurité adjectif pour résumer l'esprit de reste un boulet de droite que la cette jeune revue, ce serait, faute gauche doit apprendre à traîner si de mieux, celui d'« antiautorielle veut gouverner ; il faut maintenant convertir le plomb en or, effa-

cer les origines trop ostensiblement

qui ont pris l'initiative les pre-

miers en cherchant à mettre

l'UDF devant le fait accompli et

même en l'humiliant, puisque le

tonitruant président du RPR in-

carne mieux que quiconque le

refus de l'euro. Les centristes ont

souvent fait preuve de faiblesse

dans leur histoire. Pour une fois,

ce n'est pas le cas. La batallle se-

ra difficile pour François Bayrou.

Au moins aura-t-il combattu

■ Le roi Hussein savait que la

Jordanie avait besoin de la paix,

assortie de liens financlers

étroits, avec Israel pour at-

Cela vaut, en particulier, pour

■ Philippe Séguin et Alain Ma-

delin vont tenter d'accréditer

l'idée selon laquelle François

Bayrou est le diviseur de la

droite. lis auront du mai à

convaincre. En ce qui concerne

Alain Madelin, c'est lui qui a

donné le signal de la division en

faisant scission au sein de l'UDF.

Quant au RPR, le cavalier seul de

Charles Pasqua prouve bien qu'il

n'est pas à l'abri des compéti-

tions internes. Et puis, en ce qui

concerne directement l'échec de

la liste d'union de la droite, c'est

Philippe Séguin et Alain Madelin

DANS LA PRESSE

Alain Duhamel

electorales d'une préoccupation récente pour l'inscrire dans des généalogies plus flamboyantes et un langage plus pur. Jean-Pierre Che-

cholsi cette vole malgré l'impo-

pularité de cette dernière dans

sa population. Le peu d'enthou-

slasme manifesté par de nom-

breux Jordaniens à la présence

aujourd'hul à Amman de Benya-

min Netanyahou est le signe vi-

sible que certains chercheront

sûrement à exploiter ce senti-

ment. Seul un processus de paix

effectif peut rendre la coopéra-

tion entre Israël et la Jordanie

politiquement plausible. Beau-

coup de choses dépendront de

deux facteurs sur lesquels le roi

n'a pas de contrôle : l'éventualité

que Yasser Arafat proclame un

État palestinien en mai, et le ré-

sultat des élections israéliennes

venement, grand alchimiste de la majorité et vedette incontestée de ce colloque, s'y colle avec virtuosi-

La proclamation du « droit à la sûreté » dans l'article 2 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 permet de fournir cette « généalogie » plus rehisante, puisque remontant à la Révolution. Mais le coup de génie, l'« estocade » portée à Villepinte par Jean-Pierre Chevènement, est l'affirmation selon laquelle «ce sont les couches sociales les plus démunies qui souffrent le plus de l'insécurité ». Celle-ci permet à la gauche d'adopter le nouveau discours sur la sécurité sans avoir l'impression de trahir ses valeurs. Qu'importe si la réalité sociologique est dif-

ments, cependant, pourraient ne

pas être les aspects les plus trou-

blants de l'héritage du roi Ab-

dallah. Les machinations de la

Syrie, bien que sérieuses, pour-

raient aussi se révéler gérables.

Le vrai danger pourrait bien être

constitué par un homme qui, à

coup sûr, ne se rendra pas aux

funérailles du roi Hussein. Tant

que Saddam Hussein dirigera

l'Irak, la Jordanie sera prise

entre les Etats-Unis et les senti-

ments de la majorité de la popu-

lation. Le roi Abdallah doit espé-

rer que le prochain homme

politique nouveau et inexpéri-

menté à apparaître au Moyen-

Orient arrive au pouvoir à Bag-

culmine en fait aux deux extrémités de l'échelle, chez les plus tiches et chez les plus pauvres... Le récit que fait Mathieu Potte-

Bonneville, rédacteur en chef de Vacarme, de son passage comme enseignant dans un lycée de Seine-Saint-Denis, voisin d'un établissement réputé « dur », est également une remise en cause du nouveau discours de gauche sur la sécurité à l'école. Le ton est celui de l'étonnement amusé. Cela commence dès le seuil du lycée : la porte d'entrée est conçue de telle sorte, avec son bouton électrique placé sous la survelllance d'une caméra, qu'il est impossible de respecter ce geste minimal de politesse qui consiste à tenir la porte pour la personne qui vient derrière vous.

férente : le sentiment d'insécurité

Nul militantisme, donc, mais un regard différent, volontiers sarcastique. Vacarme pratique aussi un étonnant mélange des genres. On y trouve une recette de daurade au fenouil et au vin bianc et une autre de charlotte au chocolat et aux écorces d'orange, ce qui n'est pas commun dans une revue d'idées. La même remarque vaut pour la rubrique « Air du temps », où est déplorée la disparition du garçon de café traditionnel, « prestidigitateur à moustache et tablier blanc ». au profit de son regrettable successeur, prompt à chasser indistinctement poivrots et vendeurs de fleurs pakistanals.

Dominique Dhombres

## www.inventions-tech.com

teindre la prospérité. Il a donc peu de temps après. Ces événe-

Aider les inventeurs français à trouver des partenaires dans le monde entier

LUCIEN VACHEY, solvante-quatorze ans, ancien joaillier, est le seul homme au monde à connaître la composition exacte du silverplatinoire, qu'il a mis dix-sept ans à perfectionner dans son rez-de-chaussée parisien. Après avoir vendu ses imgots à des bijoutiers, il recherche aujourd'hui des partenaires étrangers pour développer d'autres applications de son alliage. Pour 100 francs par an, il s'est inscrit sur le catalogue en ligne du site Inventions & Technologies de Compagnie 12 (éditrice du Livre mondial des inventions), our assure is promotion sur Internet des travaux d'inventeurs auprès de professionnels et d'investisseurs du monde entier.

La fiche technique du silverolatinium, en français et en anglais, a reioint ainsi celles de la centaine d'inventions présentées sur le site et classées par rubriques : sport, éducation, alimentation, transport, sé-

Après deux mois d'attente. Lucien n'a encore recu aucune réponse. Il n'est pas le seul dans ce cas : maigré



plus de deux ans de présence constante sur le site, la « valise ambuiante à moteur », qu'il suffit d'enfourcher pour qu'elle se transforme en moyen de transport. n'a touiours pas trouvé preneur, pas plus que la pincette pour manger les asperges

En revanche, Gestra, une association de six inventeurs indépendants. a pu entrer en contact ranidement avec des sociétés intéressées par ses prises électriques électables ou son robot poseur de balises sur autoroute, bantisé Oscar, Gestra recolt en moyenne un appel téléphonique

par semaine, en provenance des Etats-Unis, des Pays-Bas, des Caraībes ou du Portugal. Bernard Averseng, le papa d'Oscar, estime inventions n'auraient iamais évolué. Nous aurions été obligés de dépenser beaucoup d'argent et de temps pour démarcher, participer à des Salons. ou acheter de la publicité dans des re-

vues techniques. » Pourtant, les inventeurs sont conclents qu'en exposant leur travail dans une vitrine planétaire comme Internet Ils prennent aussi des risques : leur invention peut être copiée plus facilement, d'autant que, faute d'argent, la plupart des abonnés à Inventions & Technologies se contentent de déposer des brevets pour la France, qui n'offrent aucune protection dans le reste du monde. Ils auront donc intérêt à présenter aux industriels un produit presque achevé plutôt qu'une ébauche, afin de garder une longueur d'avance sur leurs concurrents potentiels.

Sylvie Dodeller

#### **SUR LA TOILE**

■ Le Centre national informatique d'Irak a annoncé que le pays ailait bientôt être connecté à Internet. Les premières bénéficiaires seront les grandes administrations. Des filtrages seront mis en place, « afin que les Irakiens ne soient pas affectés par des pensées occidentales nées ». Tusqu'à une date récente la presse irakienne critiquait internet, considéré comme un instrument créé par les États-Unis pour dominer le monde en pénétrant dans tous les foyers. ~ (AP.)

COMMANDOS ANTIPIRATES

■ Selon la chaîne de télévision CNN, le département américain ' de la justice a demandé une allocation budgétaire de 122 millions de dollars (environ 107 millions d'euros) afin de lutter contre le e cyberterrorisme e. Il souhaite recruter soixante détectives et autant de juristes, qui enquêteront sur les affaires de piratage des grands centres informatiques américains. Par aflieurs, il souhaiteralt obtenir 39 millions de dollars (environ 34 millions d'euros) pour financer un système qui permettra aux agents du FBI d'échanger des informations sur ces dossiers.

## Abonnez-vous au

lusqu'à economie SOIL semaines e lecture ABONNEZ-VOUS ET DEVENEZ LECTEUR

PRIVILÉGIÉ DU MONDE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante : □ 3 MOIS-562F □ 6 MOIS-1086F □ 1 AN-1980F au lieu de 585 F\* au lieu de 1 170 F\* . au lieu de 2340 F° Soit 360 F d'économie je joins mon règlement soit : ...

Di par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde Date de validité LILLI Signature: □ M. □ Mme Nom:

790F

M. Chevènement et l'éthique par Alain Rollat

EN TANT QUE citoyen, Jean-Pierre Chevènement a une haute idée de l'Etat. Cela l'honore. Il est donc naturel que Jean-Pierre Chevènement le prenne de haut, en tant que ministre de l'intérieur, quand l'Etat lui semble incriminé à tort. Cela prouve qu'il a de la suite dans les idées. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que Iean-Pierre Chevenement, qui était, dimanche soir. l'invité de l'édition nationale de France 3, ait vivement réagi, en direct, à un reportage sur la situation en Corse dont les auteurs avaient pris le parti d'illustrer le mécontentement que les enquêtes musclées des représentants de l'Etat suscitent dans cette île singulière depuis l'assassinat du préfet Erignac. Il a fait la leçon au jeune présentateur de ce journal télévisé: « Votre reportage est orienté. Il tend à désigner un seul coupable : l'Etat, ce pelé, ce galeux, d'où viendrait tout le mal... »

Sa réaction, sur ce point, n'était pas totalement infondée.

Dans le reportage en question, en effet, un militant nationaliste racontait sur le mode spectaculaire l'assaut subi par son domicile au cours d'une perquisition. Il mettait tant d'ardeur à reconstituer les faits qu'il rejouait lui-même le rôle des gendarmes. Le regard de la caméra sur cette mise en scène n'était pas exempt de complaisance. Cette séquence était-elle pour autant malhonnête? Non, elle ne l'était pas. Elle illustrait, sans doute jusqu'à l'excès, mais sans fard, la vérité subjective d'un état d'esprit authen-

Mais le ministre de l'intérieur a aussi reproché aux auteurs de ce reportage de s'être référés, pour justifier leur angle de vue, au récent rapport de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme stigmatisant + l'arbitraire de la justice antiter-

roriste française ». Regrettant que France 3 accorde un tel crédit à un rapport établi « par deux avocats étrangers qui ont passe huit jours en France et peut-être vingtquatre heures en Corse », Il s'est exclamé : « Pensez-vous que ce soit bien conforme - je vous pose la question - à l'éthique du service public? » Poli, inexpérimenté, le présentateur a fait semblant de ne pas entendre ce propos xénophobe et cet appel archaïque à

l'autocensure. il faudra donc attendre pour que Jean-Pierre Chevènement explique en quoi le fait qu'un rapport soit établi sous la responsabilité d'avocats « étrangers » peut invalider les faits et les témoignages sur lesquels il se fonde, et, surtout, quelle est sa conception de l'éthique en matière d'information publique. On imaginerait mal qu'une si haute idée de l'Etat républicain verse dans des arguments de bas étage.

1900 W

Service Services

transformation between the activities with probabilities and the extreme of the probabilities and the contract of the contract TO BE S. SEC.

ことのから、これは大きななど、いてませては、

The same of the sa

with relationing **秦器**(如何是)任

property was a first of

Brand - Commence

emphasis de sur The state of the s The state of the 🙀 a garden jageren av sa THE COMPLETE OF THE PARTY. APPROXITE TO A POST OF Marie Charles Con-The second second THE PARTY OF

4 997 10 10 12 The second of the second 40 本意物の対しから 4歳後に対しまします。その (#1) T 15/#1/74 171  $\|\hat{k}-\mu\|_{L^{\infty}}^{2} \|\nabla \mathcal{D}^{n} \otimes \mathcal{D}_{n}\| \leq \varepsilon_{n} - \varepsilon_{n}$ 

19/21/2015 College Committee 190 600 000 125 mg - 175 mg ig Affantioner in the San Section 2 14 9 9 6

project 音楽さ

**森斯 2017年展刊** 1917年

Aber eine Gerauf aus ein 24 . . . . . . . .

William Brown Committee Angelia de la compa medical participation A 1. 18 6 6 general comments Same Administra Approx 4-14-6 aged the term of the AND THE PERSON NAMED IN 51 140 41 16 16 1  $I = \operatorname{spec}(\tau^{\overline{p}}) = \tau = \tau$ Appropriate the second

2 8-2-5 20-0 The second second  $A^{-n}C^{-n}e^{i\phi A}=0$ in the second Section 2017 glander geführt. Walter Steel Co the training of the same of

Section of the section **运动数据** 높아 하고 하 42 1 5 825 1 384.32 Jan 44-1 18 Apr. 1- 1 Sign was a second 3043 NEWS to all the same of

the desired of the

## et l'éthique

to the second

Company To the Company of the Compan By the Contract **建筑建筑 第二十二** market frage market in Same of the same - 1737 was 新 ・ 一部 で ご THE RESERVE Militar terry . for The state of the state of 

### **GUIDE TÉLÉVISION**

DEBATS 21.20 Possession, à chacun ses esprits. Invités : Père Maurice Bellot ; Tobie Nathan ; Jacques Postel ; Andras Zempleni. Forum Planèse

23.20 Les Insectes et la science. Avec Vincent Albouy ; Edith Bertrand ; Nicole Hawlitzky ; Firouz Kabiri ; Frédéric Marion-Poll . Forum Planète

18.30 Nulle part aillieurs. Invités : Cassius, Christophe Malavos Sonic Youth, Sami Fray, Jean-Franço Balmer 19.10 et 0.10 Le Rendez-vous. La parité. Avec Disabeth Badinter. 20.00 20 h Paris Première. Avec Pierre Bachelet. Paris Premii

21.05 Le Point. Le bogue de l'an 2000 dans les hôpitaux. Le Canada : refuge des terroristes. Le seur pratiqué en groupe.
23.15 D'un monde à l'autre.

#### 0.45 Le Cercle. Thézere et politique. DOCUMENTAIRES

20.30 Jinebana, la possession an quotidien. Porum Planète 20.35 L'Epopée des fusées. 21.05 La Danse des baleines à bosses.

**TELÉVISION** 

Joel, l'aîné des frères Coen, assure

la réalisation, Ethan, la production,

et, ensemble, ils écrivent les scéna-

rios. Spécialisés dans le polar noir

cinglé, ils sont révélés par Sang

pour sang (1983). En 1991, à

Cannes, ils rafient plusieurs prix,

dont la Palme d'or, avec Barton

Fink, up cauchemar any couleurs

d'angoisse. Ces deux films sont dif-

PARIS PREMIERE

21.00 Sang pour sang

22.45 Barton Fink

fusés en v.o.

KI KILATELE

#### 21.55 L'Histoire de l'Italie au XX<sup>e</sup> siècle. [19/42]. Mussolini. Planete 22.30 Les Automates

vivants. Forum Plante 22.35 Les Parois de la mémoire. [1/6]. Riccardo Cassin. 22.50 Grees, Byzantins, Ottomans,

enfants de la Macédoine. Obysse 23.30 Voyage en pays FN. 23.40 Jean Dreville. 0.30 A la rencontre de nos ancêtres.
[2/5]. La dame des sables. Planèse

#### 0.50 Jazz 6. Sarah Vaughan. 346 SPORTS EN DIRECT: 12 07

19.00 Ski. Champio 20.00 Rugby à XIII. Championnat de France. 17º journée. St-Gaudens - Carpentras. Eurosport

#### MUSIQUE

FRANCE-CULTURE

22.10 L'adieu au siècle

21.00 Jeanne d'Arc. Opéra de Verdi. Par l'Orchessre et les Chœurs du Theâtre communal d Bologne, dir. Riccardo Chailly. Mun 23.30 Magic of Montreux 92.

0.35 E.L.O. Live at Wembley. 0.40 Renato Bruson et l'Orchestre de la Suisse italienne. Lugaro 1983. Par l'Orchestre de la Radio-télévision suisse italienne. diz Bruno Amadurci

L'écrivain Claude-Henri Buffard et

le metteur en scène Moise Touré

ont demandé à quarante écrivains

d'écrire un texte d'adieu au siècle.

je m'appelle, d'Enzo Cormann, au-

teur d'une vingtaine de pièces de

théâtre, est une visite guidée des

horreurs du siècle; L'Age de sang,

de Mohamed Rouabhi, acteur et

auteur dramatique d'origine algé-

rienne, un texte tissé sur la trame

29.30 Les Grands Jours du siècle. [4/14]. La guerre d'Espagne. prélude à la tragédie. Forum Plan

20.40 Le Vie en face. Apartado, ville meutrière. La lutte de Gioris Cuartas, maire colombiem.

20.45 Les Descendants. [1/13].

21.25 Les Enfants d'Helsinki.

21.40 Francis Scott Fitzgerald,

retour à Babylone.

21.50 Les Ateliers du rêve. [1/6]. Cinecità.

23.50 Le Fils du pressing.

29.00 L'Egypte. [4/5]. Dieux et démons.

0.55 Le Mystère

22.30 Les Pompiers de Paris,

la cinquième compagnie.

23.35 Les Déserts australiens. Odyssée

23.30 L'Epopée des fusées. [5/13]. Les ferrimes astronautes.

des faux Van Gogh.

SPORTS EN DIRECT

21.15 Andrew Carnegie.

20.35 Y a-t-II one vie

#### TELÉFILMS

20.50 Vérité oblige. L'avocat du diable. Claude Michel Rome. 21.15 Les Allomettes spédoises. Jacques Ertaud (2/31) 29.00 Pour cent millions.

#### 0.30 Hurlevent. David Skynner. COURTS METRAGES

22.14 Les Faell. 22.35 Courts an 13. Un portrait de Laura. Philippe Montportet. Avec Gabrielle Lazure. 13<sup>600</sup> Rpg 23.50 Court-circuit. Dons is peou. Ran Tal et Eugar Keres.

#### SÉRIES

20.13 Alfred Hitchcock présente. Le chat de miss Paisley. 13<sup>thes</sup> Rue 20.15 Ellen. The Boyfriend Stealer. RTL9 21.30 New York Police Blues, Andy passe sur le billand. Canal jin 21.55 The Sentinel. Quand les dieux descendent sur terre.

22.10 La Rédac. Réses éveillés. Rèses éveilés. Dismy Channel 22.40 Buffy contre les vampires. La face cachée. Série Club 23.25 NYPD Blue, Le ver dans le fruit. TSR 29.30 Cosmos 1999. A la dérive. Série Club 0.20 New York Undercover. Sans piùe.

1.05 La Case de l'Oncie Doc

En 1986, Vincent Martorana livrait

une belle chronique de la vie sici-

lienne avec son film Ragazzi.

Douze ans après, il est retourné

voir ce qu'étaient devenus les amis

dont il avait brossé le portrait.

Vincent Martorana n'a guère plus

de choses à leur dire. Sauf un aveu

d'importance: Il est homosexuel.

Chose incompréhensible sur cette

terre sicilienne... Une chronique

#### - LUNDI 8 FÉVRIER FILMS

Prançois Truffaut (France, 1958, 90 min). 20.30 La Reine des bandits # # Shekhar Kapur (Grande-6 1994, 120 min).

20.30 Soving Kids II III T.Carter(EU, 1992, 115 min). Cintstart 20.40 Country, les moissons de la colère **III** R. Pearce (EU, 1984, 110 min). RTL 9

20.40 Characte 雅 恒 Startley Donen (Etars-Unis, 1963, 115 mm). 13\*\*\*\* Rut 20.45 Bonjour tristesse # # Otto Preminger (Earts-Unis, 1957, v.o.,

20.50 En cas de malheur W W W. Claude Antant-Lara (France, 1956, N., 125 mini. France 3 21.00 Sang pour sang # # joel Cohen er Ethan Cohen (EU, 1964, v.o., 105 mm), Paris Promièn

22.15 Les Anges déches # N Wong Kar-Wai (Hongkong, 95 min). 22.15 Few of Us # m

22.49 Marathon Man # # J. Schlesinger (EU, 1976, 130 min). M 6 22.40 Blade Runner & B III Ridley Scott (Etats-Unis, 1982, 115 min). Cautal Jimon



22.45 Barton Fink E M Joel Coen et Ethan Coen. Avec John Birturro, John Goodman | Etats-Unis, 1991, v.o., 120 min). Paris Première 22.55 Jardins de pierre B F Francis Ford Coppola (Etan 1967, 110 min).

23.25 Norma Rac II II Martin Ritz (EU, 1978, 115 min). Të 1.50 The Crow # #

des dieux 🗷 🗷 🗷

17.00 Irma la douce # # Billy Wilder (Etats-Unis, 1963, 150 min).

18.30 La Reine des handits III III

Shekhar Kapur (Grandı 1994, 117 min).

de Moonfleet II II II Fraz Lang (Etats-Unis, 1955, 95 min).

21.55 Trainspotting # # Danny Boyle (Grande-Bretagne, 1995, vo., 90 mm). Ciné Cinémia

is need henres II III Mario Mattoli (Italie, 1941, N., v.o., 85 min). Ciné Classics

20.55 Les Contrehandiers

22.00 Leçon de chimie

19.30 Cent

#### PROGRAMMES

#### TÉLÉVISION

12:30 Exclosif. 19.05 Le Bigdil. 20.00 lommal, Météo.

20.50 Vérité oblige. L'avocat du diable Téléfum. Claude Michel Rome. 22.50 Y a pas photo! Les histories econnantes et drôles du mariag 0.15 Histoires naturelles. L'œil du lynx 1.10 TF I nuit, Météo.

#### FRANCE 2

18.45 Et un, et deux, et trois. 19.20 1 000 enfants vers fan 2000. 19.25 Qui est qui ? 20.00 Journal.

Dossier : l'affaire du sang contain

21.15 Les Aliumettes suédoises. Tééfim, Jacques Erraud [2/3]. 23.15 D'um monde à Pantre. 0.25 Journal, Météo. 0.45 Le Cercle. Théâtre et politique. 2.05 Histoires courres. En désespoir de cause. Court métrage. V. Loury.

#### FRANCE 3.

18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 18.55 19-20 de l'information, Météo 20.05 Cosby. 20.35 Tout le sport.

70.30 En cas de malbem # # # Film. Claude Autam-Lara. 22.55 Météo, Soir 3. 23.25 Le lournal de Vail. Film. Benoît Barbier.

1.05 La Case de l'Oncie Doc. Retour en Sicile.

#### CANAL+

► En clair jusqu'a 20.40 18.30 Nulle part affleurs. 20.40 XXL III Film, Ariel Zeltoun.

22.14 Les Paell. 22.15 Les Anges déchus **II** E Film. Wong Kar-Wai (v.o.). 23.50 Boxe hebdo.

1.00 Football. Champio Charlton Athletic - W 2.45 La Trève II

PROGRAMMES

#### ARTE

19.00 Nature. Quand l'Oder sort de son lit. 19.45 Météo, Arte info.

20.15 Reportage. Timor, la guerre sans fin.
20.45 Bornjour tristesse: # # Film. One Preminger (v.o.). 22.15 Few of Us **E E** 

#### 23.50 Court circuit. Dans la peau. Court métrage. R. Tal et E. Keret (v.o.). 0.30 Harlevent Telefilm, David Skynner

M 6 18.25 Lois et Clark. 19.20 Mariés, deux enfants. 19.54 Le Six Minutes, Météo.

20.10 Notre belle fimille. 20.40 Décrochage info, Les Produits stars 20.50 Turner et Hooch #

Film. Roger Spotsiswood 23.40 Marathon Man 
Film. John Schlesinger. 6.50 jazz 6. Sarah Yaughan.

#### RADIO

#### FRANCE CULTURE

20.30 Agora. Henriette Walter. 22.10 Fiction. L'adieu au siècle. 23.00 Nuits magnétiques [1/2]. 0.03 Du jour au lendemain.

#### FRANCE-MUSIQUE

20.00 Festival du Lubéron. Par le Quaturr Danel. Œuvres de Beethoven, Wainberg, Tchaîko, rei

22.30 Musique pitriel. Concours international de piano. Œuvres de Prévin, Kagel, Starita. 23.07 Le Bel Aujourd'hul. Festival Présences 99. Œuvres de Salone Vinao, Cherney, Dusapin.

#### RADIO-CLASSIQUE

20.15 Les Soirtées. Symphonie nº 85 La Rème, de Haydin, par l'Ensemble Tafelmusik, dir. Bruno Weil. 20.40 François Poulenc et les pelintres. CEuvres de Poulenc : Le Travoil du peintre FP 161 ; Œuvres de Stravinsky, Poulenc, De Victoria. 22.46 Les Soirées... (suite). Œuvres de Mozars, Sch

#### **GUIDE TÉLÉVISION**

DÉBATS 21.90 La Guerre d'Espagne. Catala ; josepnina Catala ; josepnina Catala ; Rémí Skoutsisky.
Porum Planista

### MAGAZINES

15.10 1 an de +. Invités : Fabrice Bénichou, Frédéric Bonnot, Yves Weber. Canai -17.10 Le Débat.

18.00 Stars en stock. Faye Dunaway.
Dean Martin. Paris Premier 18.00 et 21.00 Le Grand Journal. 18.30 Nulle part ailleurs.

Avec Jewel, Edward Norton, François
Forestier, Teri Moise.

Canai -19.00 Archimède.

19.10 et 0.10 Le Rendez-vous. LC 20.00 20 h Paris Première.

Avec Xavier Beauvols. Paris Pr 20.50 Fréquenstar. Noore-Dame de Paris.

4 21.00 Le Gai Savoir.
Faut-il brüler Pinternet ? Invités :
Claude Allègre, Alain Finiceltraut,
Marc Funaroli, Yann Quéffèec,
Arielle Dombasle. Paris Pren 21.05 Temps présent. TV 5 22.50 Place de la République. Prance 2 25.35 Comment ça va ? Hōoital, mode d'emp

0.20 Capital. Les pouveaux pirates. M 6 0.45 Le Cercle. Les femmes es et la polar.

#### 1.50 Saga-Cîtés. De gré ou de force : enquête sur le mariage des jeunes filles africaines. France 3 DOCUMENTAIRES

17.40 Otjikoto, la légende du lac. 17.55 Les Coulisses de la science. Les grands lacs du Canada. La Cinquiè 18.05 On the Road Again. 19.00 Le Musée d'Orsay.

18.10 Les Grands Compositeurs. [5/7]. Tchailovski (1840-1893). Planète 19.10 Seul en poste. 19.55 Le Vieux Pécheur et la Met. 20.05 Les Tribus indiennes. [7/20]. Planète et la Met.

20.15 Reportage. Ma Bourgogne.

**TELĖŸIŠION** 

9.10 Le temps des musiciens

Il y aura bientôt cent ans, Ernest

Chausson, le compositeur du

Poeme pour violon qu'Ysaye allait

rendre célèbre, mourait acciden-

tellement, à quarante-quatre ans.

Ami et parfois mécène de Debus-

sy, il fut marqué par l'influence de

César Franck. Depuis une quin-

zaine d'années, les partitions de

The second of th

plus en plus les interptrètes.

on la trilogie humaniste. Odyssé

18.30 et 21.30 Ski. 19.30 et 22.15 Pootball. Coupe des Rois. Tournoi international indoor de Genève (Suisse). Eurospor

17.20 Festival de piano de Musich 1990. Avec Alexei Sultanov, piano. Par l'Orchestre symphonique d'Etat de Moscou, dir. Pavei Kogan. Muzzik 19.00 Muddy Waters. Maintenance Shop Blues. 19.30 Haydin, Mozart et Schubett par le Wiener Klaviet Trio.

20.00 Angélique Kidjo. Montréal 1996. 20.45 La Folle Journée de Nantes. Œuvres de Franck, Ravel et Debussy. 20.50 Les 6º Victoires de la musique

classique et du Jazz. En direct du palais des Congrès de Paris. Retransmis simultanément, en stéréophonie sur France-Musique. Présidé par Yehudi Menuhin. France 3 20.59 Sairée Leopold Stokovski. Mazzk 22.25 Solti's Bartok in Budapest. Avec l'Orchestre symphonique de Chicago. Arte 22.45 Beethoven par Davis et Arrau.
Avec l'Orchestre symphonique

22.19 Les bizzareries des Faell

Bien connu des amateurs d'anima-

bizarreriès en 3 D, Lyonel Kouro

signe cette surprenante série de

programmes interludes. Diffusées

du lundi au jeudi, les Faell (formes

aléatoires en légère lévitation) ne

durent qu'une minute, même pas

le temps d'un clip. On y voit des

CANAL+

celui qu'on appelle parfois le choses étranges, de forme géomé-

« Brahms français » tentent de trique, animées d'imprévisibles

tendre et cruelle.

FRANCES

TÉLÉFILMS 17.00 Le Masque de Satan. 18.30 Les Ritais. Marcel Blum mal [2/2]. 18.45 Balle perdue. Edenne Péries. 28.30 Jennie, Lady Randolph Churchill. James Cellan Jones [1/3]. Festival 21.15 Les Montagnes blenes. Paolo Barzman [2/2]. ETSF1

SERIES 17.00 Au nom de la loi. Chasseur de primes. 17.10 Les Repentis. Mariage à l'essai. TSR 17.20 Seconde B. Calins troqués. 17.45 La Loi de Los Asgeles. Sidney, the Dead Noise Reinder. Têva 17.50 Hardey, coeurs à vif. 18.30 John Woo : Les Repentis. 19.20 Mariés, deux enfants. Voir ou conduire, il faut choisir.

20.00 Larry et Balkî. 20.05 Cosby. 20.10 Notre belle famille. Noël n'est plus oe qu'il était. 20.13 Affred Hitchrock présente 20.15 Ellen. The Soft Touch.

20.40 The Practice. Dans Farenc. Coup de poker. 20.55 La Vie à cinq. Retour de flame 21.00 Seinfeld. Une vie de chien. 21.45 Ally McBeal. These are the Days (N.O.). 22.15 Twin Peaks. (v.o.). Série Club

23.05 Millennium. L'apprentissage de l'ordinalm. 23.10 L'instit. Le Crime de Valentin 23.10 Star Trek, la nouvelle génération.
Soupçois (v.o.). Canal Jimmy 0.00 Star Trek, Deep Space Nine. Abandon (v.o.). Cannil Jimmy 0.05 Expériences interdites.

## FILMS

12.45 Jardins de pierre II II Francis Ford Coppola (Erat 1967, 115 min). 13.20 Le Meilleur II III 15.20 Les Mandits # 84 René Clément (Franc 100 min),

MARDI 9 FÉVRIER =

22.40 Parfum de meurtre.

TMC RTL9 16.00 Ladwig on le Crépt

19.35 Happy Days, Walter. Série Club THIC France 3

RTLS Série Chab 20.40 McMillan, Jusqu'à la mort. 13 Rue

22.50 High Secret City. Ac Mort of an witeran.

23.10 The Great Gatsby

Distribuée en France en 1951 sous

adaptation du roman de Francis

Scott Fitzgerald, réalisée en 1949

l'oubli. On la redécouvre, au-

tation romantique d'Alan Ladd, en

arriviste au coeur tendre.

ARTE

tion à base de pâte à modeler et de le titre Le Prix du silence, cette

22.15 Kika 🗷 🗷 1993, 110 min). 23.05 Histoires extraordinaires W.W. Roger Vadim, Louis Male et Federico Fellini (France, 1967. 120 min). 23.05 Secrets et mensonges ■ ■ Mike Leigh (Grande-Brezagne, 1996, v.o., 140 min). Cinéstar 2 0.50 Cop Rock, Happy Cartil Jimmy

par Elliot Nugent, un spécialiste de 23.10 The Great Gatsby # # Effort Nugent. Aver, Alan Ladd comédies légères, fut considérée comme médiocre et sombra dans jourd'hui, à cause de la patine du noir et blanc et grâce à l'interpré-

23.25 Le Bean Serge W Claude Chabrol (France, 1958, 93 min). Clark Classics 1.00 Key Largo E E John Huston (Etats-Unis, 1948, N., v.o. 100 min). Ciné Classic

### **TÉLÉVISION**

TF1 16.25 L'homme qui tou 17.15 Sunset Beach.

17.40 Beverly Hills. 18.30 Exclusi 19.05 Le Bigdil. 20.50 Le Père de la mariée. 22.50 High Secret City. Adieu bebe. Mort o'un vétéran. 6.30 Le docteur mène l'enquête.

1.35 Reportages.
Du riffif sur le Rio Grande FRANCE 2 15.50 La Chance aux chansons. 16.45 Des chiffres et des lettres 17.15 et 22.35 Un livre, des livres 17.20 Cap des Pins.

1.20 TF 1 muit, Météo.

17.50 Hartley, cœurs à vif. 18.45 Et um, et deux, et trois Aver Romy Schneider, Helman Berger (France - Italie - Allemagne, 1972, 80 min). Ciné Cinéma 2 19.20 1 000 enlants vers l'an 2000. 19.25 Oni est qui ?

20.00 Journal, Météo. 20.55 Un jour sans fin. Film. Harold Ramis. 22.40 Booche à oreille. 22.50 Place de la République 0.25 Journal, Météo. de Contors R III Robert Rossen (Eizas-Unis, 1959, 125 min). Cinés 0.45 Le Cercle. Les femmes et le polar

FRANCES.

14.58 Questions au gouvernement. 16.05 Grands pourmands. 16.40 Les Minikeums. 17.45 Le Kadox 18.20 Questions pour un ch 18.50 Un livre, un jour.

18.55 19-20 de l'information. Météo. 20.05 Cosby. 20.35 Tout le sport. 20.50 Les 6º Victoires de la musiqu classione et du jazz. 22.55 Météo, Soir 3.

23.30 Le Journal de Vail. 23.35 Comment ca va ? Hôpital, mode d'emploi 0.30 Magazine olympique. 0.55 Le Mystère des faux Van Gogb.

#### 1.50 Saga-Cités. CANAL ÷

15.55 Demiers paradis sur Terre. 16.50 Tonch 
Film. Paul Schrades. ► En clair jusqu'à 20.40 18.30 Nulle part alllettrs. 20.30 Le lournai du cinéma. 20.40 Les 101 Dalmatiens 22.19 Les Faell.

0.15 Le Capitaine Nemo et la VIIIe sous-marine = Film, james Hill (v.o.).

LA CINQUIÈME/ARTE 14.30 La Cinquième rencontre...
Santé et aciences.

15.25 Entretien avac François Lelond. 16.00 Les Grandes Aventires da XX+siècle. 16.30 Les Dessons de la Terre. 17.00 Au nom de la loi. 17.30 100 % opestic 17.55 Les Coulisses de la science

18.20 Météo. 18.30 Le Monde des animaux. 19 00 Archimede. 19.45 Météo, Arte info.

20.15 Reportage. Ma Bourgogne 20.40 La Vie en Face. Apartado, ville meurtrière. La lutte de Gloria Cuartas, maire colomblen.
21.35 Soirée thématique.
Francis Sont Fizzurald:
L'envers du paradis.
21.40 Francis Scott Fizzurald,
retour a Babytone.
23.10 The Great Gatsby ###
Film. Elliott Nugent (v.o.).
0.40 L'argent fail le bonfieur ###
Film. Robert Guédiguian.

15.15 Les Routes du paradis. 16.15 Boulevard des clips. 17.40 Les Nouvelles Aventures

de Robin des Bou. 8.25 Lois et Clark 19.20 Maries, deux enfants. 19.54 Le Six Mirrutes, Météo. 20.16 Notre belle famille. 20.40 Décrochage info.

20.50 Préquenstar. Notre-Dame de Paris. 20.40 Parfum de mountre. Téléhim. Bob Swaim. 0.20 Capital, Les nouveaux pirates.

#### RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Altan Gokalp (Le Livre de Dede Korkut. Récit de la Geste oghuz). 21.00 Poésie studio. Rafael Alberti. Hélène Sanguinetti. 22.10 Mauvais genres. 23.00 Nuits magnétiques (22).

#### FRANCE-MUSIQUE

20.30 Les 6<sup>rd</sup> Victoires de la musique classique et du jazz. Émis simultanément du Émis simultanément du France 3, par l'Orchestre national de France, 22.30 Musique pluriel.

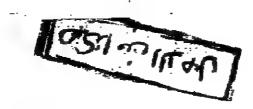
#### RADIO-CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Imprompus nº 1 op. 29 et nº 3 op. 51, de Chopin ; Giselle tle début du ballet), de Adam, par l'Orchestre symphonique de Londres, dir. Michael Tison-Thomas.
20.40 Tchalkovski au festival de Verbier Chross de Tchalkovski de Verbier. Œuvres de Tchaîkt 22.43 Les Soirées\_(suite). Œuvres de Beethoven, Bartok, Kurtag

Le Mande publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code Showview – ceux de la télés ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite. Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES:

On peut voir. ■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ Chef-d'œuvre ou classiques Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.



par Pierre Georges

À L'ÉTAL DU BOUCHER, les quartiers de viande portent souvent ce tampon sanitaire de couleur bleue facon « bon pour le rosbif! ... Ce n'est pas excessivement appétissant mais cela rassure. A l'étal du rugby samedi, dans ce crépusculaire affrontement qui, sous la tempête, opposa quinze furieux, et pius, d'irlande à autant de Français, les quintaux de chair à rugby finirent maculés de peinture bleue, comme bestiaux d'abattoir.

Spectacle étrange. Entre Apocalypse Road et happening au ripolin pour les braves du Tournol, le match avait taché. Comme un buvard bave, comme la publicité dégueule. Les shorts, les maillots, les cuisses, les visages, tout était maculé de toutes sortes de bavures bleuatres. Au point qu'on ne savait plus trop, l'œil de la télévision aidant, ce qui relevait des stigmates de l'hérolque bataille ou ce qui procédait de la rixe de peintres en bâtiment.

Dans les entreprises performantes, il fut de mode à un moment, pour remotiver les cadres, de les envoyer en forêt de Fontainebleau, ou d'ailleurs, pour se livrer à des simulacres de guerre au fusil à peinture. Cela s'appeilait le painting balls ou quelque chose comme cela. Et le leu consistait à se tuer fictivement à grandes giclées de peinture dans le buffet. Etait tout à fait mort et hors de combat celui qui s'en revenait des bois maculé comme palette de barbouilleur du di-

On doute qu'il ait été vraiment nécessaire de remonter les troupes dans la tempête de Landowsne Road. Mais les joueurs sont sortis du terrain tous marqués comme biliets de banque après un hold up. Pourquoi?

Tout simplement parce que le rugby, saisi par la publicité désormais comme M. Le Trouhadec par la débauche, avait accordé licence à un annonceur de peindre largement son logo sur la pelouse. Un beau logo bien bleu et un peu rouge, bien large, bien baveux comme omelette, fait ni pour le jeu, ni pour les joueurs, mais évidemment pour le télespectateur.

Cela devient une manie et une manne en effet que d'utiliser désormais les terrains de sport comme panneaux d'affichage. Ce match yous est offert par la compagnie d'assurances X. Donc à Dublin, la pelouse était en bleu, c'est-à-dire pas tout à fait conforme à l'idée qu'on peut se faire d'un cliché irlandais. Et comme il piut à tonneaux - là on restait dans la nonne -, cela fit une drôle de bouillie irlandaise.

Ce n'est pas grave, dira-t-on. Non, pas plus grave qu'une gêne permanente, qu'une insulte faite aux jeu et aux joueurs, sortes de bonhommes-couleur malgré eux, affublés de leur peinture de publicité comme il en est de guerre. Et de la plus tenace, paraît-il, car un collègue racontait qu'au lendemain du match, dans l'avion du retour la tribu des visages bieus portait encore au visage les traces

Revenir de Dublin recousu de partout, la lèvre tuméfiée, le cuir chevelu recousu, l'œli encocardé, vollà bien de l'héroïsme coutumier. Mais en revenir, pauvres bestiaux, repeint bleu d'Irlande fait nettement moins chic. Comme le signe de cette fameuse traçabilité instaurée en matière sanitaire pour détecter la vache folle. De falt, le rugby est nettement sur la voie de l'herbe foile et du maquignonnage publicitaire.

## Le fondateur de l'ARC, Jacques Crozemarie, est renvoyé devant le tribunal correctionnel

De 200 à 300 millions de francs auraient été détournés entre 1990 et 1995

LE TUGE D'INSTRUCTION en charge de l'affaire de l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC), Jean-Pierre Zanoto, a décidé de renvoyer lacques Crozemarie, fondateur et ancieu président de cette association, devant le tribunal correctionnel de Paris pour « abus de confiance et recei d'abus de biens sociaux ». Au terme de trois années d'investigations qui ont permis de faire la lumière sur un système complexe de détournements d'une partie importante des fonds provenant de centaines de milliers de donateurs, le juge parisien a, conformément aux téquisitions du parquet de Parls, également renvoyé vingt-six autres personnes devant le tribunai correctionnel.

Datée du vendredi 5 février, l'ordonnance de renvoi du juge Zanoto, qui compte 122 pages, fait une analyse détailiée des « avantages injustifiés » dont out bénéficié les responsables du groupe d'entre-

Trois ans d'instruction

• 2 décembre 1994. Révélée par

du chef de l'inspection générale

Michel Lucas, adressée en 1991 à

Claude Evin, ancien ministre des

affaires sociales, indique que les

charges de fonctionnement de

l'ARC représentent 65 % de ses

le contenu d'un rapport de la

l'ARC. Le lendemain, Jacques Crozemarie, président et

fondateur de l'ARC. « se met en

● 8 lanvier. Le Monde révèle le

contenu d'une note confidentielle

Cour des comptes mettant

retrait » de l'association.

• 2 janvier 1996. Libération révèle

gravement en cause la gestion de

recettes.

des affaires sociales (IGAS),

Le Monde, une note confidentielle

prises sous-traitantes qui gravi-taient autour de l'ARC et de Jacques Crozemarie. Il s'agit d'abus de bien sociaux réalisés au préjudice des sociétés Publicadvise, International Development, IDC, SQ2, Distrisarmon, Christel Organisation, etc. Ces sociétés étaient dirigées par Simon Félix, dit Michel Simon, Denis Baumont Ivan Ledoux et plusieurs de leurs proches. Ils sont aujourd'hui mis en examen pour « complicité et recei d'abus de confiance, faux et usage de faux ». Ces abus de biens sociaux pouvaient prendre différentes formes: rémunérations substantielles versées à certaines salariées ou à des tiers, travaux effectués à des domiciles privés, remboursements de frais de déplacement non professionnels ou commissions versées en Suisse.

Ces commissions provenaient des deux fournisseurs du papier utilisé pour les revues que l'ARC diffusait auprès de ses adhérents.

adressée en novembre 1990 par

lendemain, la note de la Cour des

● 16 janvier. Le parquet de Paris

ouvre une information judiciaire

confiance, complicité, recei, faux

et usage de faux. Elle est conflée

au juge d'instruction Jean-Pierre

● 18 janvier. Jacques Crozemarie

● 27 juin. Jacques Crozemarie est

confiance, faux, usage et complicité

mis en examen pour « abus de

de faux, recel d'abus de biens

sociaux, complicité de fraude ».

Placé en détention provisoire, il

sera remis en liberté sous contrôle

l'IGAS au gouvernement. Le

comptes est transmise au

contre X... pour abus de

ministère de la justice.

Versé sur différents comptes genevois, l'argent était ensuite reversé à Paris, le plus souvent en liquide, aux dirigeants d'International Development (Le Monde du 7 avril 1998). Différentes commissions rogatoires internationales ont permis d'établir que l'un des fournisseurs a versé un total de près de 88 millions de francs, une somme correspondant à environ 20 % du montant des travaux commandés pour International Development pour le compte de l'ARC. L'ordonnance de renvoi détaille également les honoraires versés à Jacques Crozemarie après son départ à la retraite du CNRS lorsqu'il avait déclaré, à compter du 1e mai 1990, une activité de « consell en marketing d'entreprises ».

On apprend ainsi qu'entre mars 1991 et juin 1994, le président-fondateur de l'ARC a reçu, sur l'un de ses comptes bancaires ouverts à la Société générale de Toulon 2 117 696 francs d'honoraires pro-

Simon, dirigeant d'International Development, principale filiale de l'ARC, est mis en examen pour « complicité et recel d'abus de . conflance, faux et usage de faux, abus de biens sociaux, complicité de fraude, recei d'abus de conflance, présentation de comptes sociaux inexacts ». Placé en détention provisoire, il est remis

• 5 septembre 1997. Le juge reçoit un rapport d'expertise dévollant que « plusieurs centaines de millions de francs » Ont été détournés de l'ARC vers la Suisse et les Etats-Unis. 20 mars 1998. Michel Simon est.

en liberté sous contrôle judiciaire

à nouveau placé en détention provisoire. Il est remis en liberté sous contrôle judiciaire le 3 juillet.

venant de deux mystérieuses sociétés américaines (Lynx Partners et Andaral dont le siège social était situé 380, Madison Avenue à New-York et qui était dirigées par Danielle Pihl, une proche de Jacques Crozemarie mise en examen. Il est reproché à Mª Pihl d'avoir reçu des fonds du groupe des sociétés sous-traitantes de l'ARC et d'avoir ainsi créé une autre voie, américaine, de détournement des sommes détoumées.

L'instruction de M. Zanoto a montré que l'une des contreparties des tarifs prohibitifs auxquels les sociétés sous-traitantes facturaient leur prestations à l'ARC consistalt à alimenter le train de vie personnel de M. Crozemarie : II a ainsi bénéficié d'avantages substantiels pour sa villa de Rians puis pour celle de Bandol, qu'il a vendue le 19 juillet 1995 à Jacques Litwak, l'un des responsables des so-600 000 francs et une rente annuelle d'un même montant. L'aménagement de son appartement de fonction de Villejuff, dont il vantait la modestie, est revenu à un coût supérieur à 2 millions de francs. Les responsables des sociétés sous-traitantes ont expliqué « ne pas avoir facturé la totalité des travaux car il leur paraissait difficile d'adresser à une association humanitaire une facture de 2,5 millions de francs TTC pour l'aménagement du logement de fonction du président ». Jusqu'à sa démission forcée, le 18 janvier 1996, Jacques Crozemarie aurait ainsi Indument bénéficié d'environ 20 millions de francs, le total des détournements de fonds au préjudice de l'ARC se situant entre 1990 et 1995 dans une fourchette comprise entre 200 et

300 millions de francs. Jean-Yves Nuu

### Accor reprend Frantour, le pôle tourisme de la SNCF

ACCOR, groupe spécialisé dans l'hôtellerie, le tourisme et le service aux entreprises a annoncé, lundi 8 février, la signature d'un protocole d'accord avec SNCF Participations pour l'acquisition de 65 % du capital de Frantour, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 1,48 milliard de francs (225 millions d'euros) en 1997. L'offre de reprise d'Accor, soumise à l'approbation des pouvoirs publics, est aussi proposée aux actionnaires minoritaires de Frantour. Depuis plusieurs semaines, la SNCF avait confirmé qu'elle était en « discussion exclusive » avec le groupe Accor (Le Monde du 28 décembre 1998). Le portefeuille du groupe présidé par Jean-Marc Espalloux devrait ainsi s'enrichir d'une trentaine d'hôtels représentant 4 500 chambres, de 86 agences de voyages sous enseigne Frantour ou Sud-Ouest Voyages et de sept sociétés de voyagistes représentant environ 620 000 clients. Selon Accor, « cette acquisition, qui n'entrainera pas de suppressions d'emplois, ouvrira des perspectives professionnelles nouvelles aux salariés de Frantour ». La restauration en gare gérée par Frantour a été cédée à l'Italien Autogrill, filiale de Benetton, pour 320 millions de francs, solt

#### DÉPECHES

■ VENTES: un acheteur français anonyme a acquis, dimanche 7 février, lors d'une vente aux enchères à Lyon une sculpture de César Le Patineur, œuvre de cinq mètres de haut en bronze, représentant un homme-olseau - pour le prix de 3 millions de francs (457 300 euros). La vente s'est tenue dans le cadre de la liquidation de la Société lyonnaise de conseil en investissement, propriétaire de l'œuvre. César, mort le 6 décembre 1998, était opposé au déplacement de la statue. La Ville de Lyon, elle aussi opposée à la vente, a fait part de sa « grande déception ». Elle voulait lancer une souscription publique de 2 millions de francs (305 000 euros) pour que la statue reste aux abords de l'Opéra de Lyon où elle a été installée en 1992.

■ ESPACE: la sonde américaine Stardust, qui doit ramener sur Terre des échantillons de la comète Wild-2, a été lancée dimanche 7 février de Cap Canaveral (Floride), par une fusée Delta-2. En janvier 2004, Stardust devrait rattraper, après un voyage de 4,8 milliards de kilomètres, la comète Wild-2. Elle en traversera la queue humineuse pour y collecter des échantillons des poussières et des gaz qui la composent et les ramener sur Terre, à la mi-janvier 2006.

■ ALGÉRIE: sept personnes ont été assassinées, dimanche 7 février, à quelque 500 km au sud d'Alger, a annoncé la tadio d'Etat, attribuant ce massacre aux islamistes armés. La semaine demière, au moins vingt-cinq personnes avaient été tuées, en majorité de jeunes

■ ACCIDENT: trois personnes ont trouvé la mort et cinq autres ont été blessées dans la collision de treize voitures, lundi matin 7 février sur l'autoroute A 9, entre Vendargues et Montpellier (Hérault). L'accident a été provoquée par un couple de personnes âgées qui avait arrêté intempestivement sa voiture après s'être rendu compte de la perte d'une valise placée sur le toit du véhicule, a précisé la gen-

■ VACHE FOLLE: un nouveau cas de vache folle a été décelé en Illeet-Vllaine, a annoncé lundi 8 février le ministère de l'agriculture. Il s'agit du 54º cas répertorié en France depuis 1990 pour un cheptel de 21 millions de têtes. C'est le cinquième cas mis en évidence en 1999 dans l'Hexagone et le troisième observé en Ille-et-Vilaine depuis juillet 1991. Conformément à la réglementation en vigueur, le troupeau concerné qui comptait 85 bovins, a été abattu et incinéré dimanche.

Tirage du Monde daté dimanche 7-lundi 8 février 1999 : 600 782 exemplaires.

### Les détournements de fonds recensés par l'ordonnance de renvoi

L'ORDONNANCE DU JUGE D'INSTRUCTION précise que Jacques Crozemarie est renvoyé devant le tribunal correctionnel pour :

v 1) Avoir, à Villeiuif, Rians, Bandol et en tout

cas sur le territoire national, du 1º octobre 1984 au 31 janvier 1992, en connaissance de cause, bénéficié, par tout moyen, du produit des délits d'abus de biens sociaux commis par Michel Simon et François Boquel au préjudice de la société Publicadvise, en

VERBATTEM l'espèce : en demandant que la société verse, sans contrepartie, un salaire à Suzanne Poser, qui lui servait de secrétaire particulière, et représentant, entre le 1ª octobre 1984 et le 31 janvier 1992, une somme supérieure à 2 millions de francs ; en bénéficiant de travaux dans ses résidences de Rians (2 millions), de Bandol (5,7 millions hors taxes ou 6,8 millions TTC) et l'appartement de fonction de Villejuif (1,2 million), soit un total de 10 mil-

2) Avoir, à Villejulf, Bandoi et en tout cas sur le territoire national, courant 1990, 1991, 1992, 1993, 1994 et 1995, en connaissance de cause, bénéficié, par tout moyen, du produit des délits d'abus de biens sociaux commis par Michel Simon et Pascal Sarda au préjudice de la société International Development, en l'espèce : en bénéficiant de nombreux déplacements en avion. en France ou à l'étranger, supportés par la sodété international Development pour un montant total de 234 708 francs; en bénéficiant du rachat de sa propriété de Rians par international Development pour un prix de 4,6 millions de francs; en faisant supporter par International Development la rémunération de son employé de maison (10 000 francs par mois versés en espèces), ainsi que que les dépenses de fonctionnement de la villa de Bandol; en recevant des dirigeants d'international Development des

fonds en espèces. 3) Avoir, à Villejuif, Rians, Bandol et tout cas sur le territoire national, de janvier 1988 à octobre 1994, en connaissance de cause, bénéficié, par tout moyen, du produit du délit d'abus de biens sociaux commis par Michel Simon et Pascal Sarda au préjudice de la société Distrisarmon, en l'espèce en faisant prendre en charge par cette société les salaires de ses employés de maison, ce qui a représenté en tout une somme

minimale de 677 000 francs. 4) Avoir, à Villejuif, Rians, Bandol et en tout cas sur le territoire national, de janvier 1990 à octobre 1994, en connaissance de cause, bénéficié, par tout moyen, du produit du délit d'abus de biens sociaux commis part Michel Simon au prérudice de la société Christel Organisation, en l'espèce en faisant prendre en charge par cette société les salaires de ses (deux) employés de

6) D'avoir, à Villejuif et sur le territoire national, de 1985 à 1995, détourné au préjudice de 🕬 l'ARC, dont il était le président, des vaieurs ou un bien queiconque qui lui avaient été remis et qu'il avait acceptés en charge de les rendre ou d'en faire un usage déterminé, en l'espèce en faisant supporter à l'ARC des prestations fictives ou manifestement surfacturées par International Development, Publicadvise et SQ2, soclétés dont il recevait par ailleurs des avantages en nature importants ; en faisant supporter à l'ARC le surcoût du prix du papier acheté par l'intermédiaire de Soafi; en percevant, par le biais des sociétés Lynx Partners et Andara, 2 117 696 francs d'honoraires correspondant à aucune prestation de sa part et qui ont, in fine, été supportés par l'ARC à travers les factures adressées par les sociétés du groupe ID; en faisant supporter par l'ARC le salaire de ses employés de maison et l'achat d'un véhicule Clio qui a servi à son usage personnel en province. »

## Des élus basques espagnols et français constituent leur « Assemblée » «

PAMPELUNE (Espagne) de notre envoyée spéciale

« lournée historique pleine d'émotion » pour les uns, « dangereuse pantomime » pour les autres : la réunion constitutive de l'« Assemblée permanente des maires et des élus municipaux d'Euskal Herria [Pays basque] » a rassemblé quelque sept cents élus, essentiellement du Pays basque espagnol, ainsi qu'une trentaine de Navarre et vingt et un du Pays basque français, samedi 6 février dans un cinéma de Pampelune, à l'appel des partis nationalistes basques. Danses, hymnes et drapeaux, interventions traduites en trois langues (espagnol, français et euskera) et adoptées à l'unanimité : en trois heures à peine, dans une ambiance voulue solennelle, la réunion était bouclée, et la première pierre posée, d'une hypothétique construction nationale basque ». L'idée, promue il y a quelques jours par le Parti nationaliste

basque (PNV, « modéré »), reprend à son compte, à peine édulcoré, en raison des vives réactions suscitées, un projet de Herri Batasima (HB), la vitrine politique de l'organisation séparatiste basque armée, FTA. Il s'agissait de tisser de facto une unité politique basque, en encourageant la coopération entre les villes des provinces basques espagnoles, françaises et de Navarre. En somme, un premier pas vers l'indépendance.

DIFFÉRENCES D'INTERPRÉTATION Le texte adopté samedi n'est pas si explicite. Dans un souci de rassurer, on y précise toutefois que l'Assemblée nouvellement créée ne « saurait en aucun cas se surimposer aux institutions existantes », c'est-à-dire au Parlement basque, « contrairement [à ce que diffusent] les campagnes de désinformation ». Il s'agirait plutôt, selon les signataires, de prendre acte de l'existence d'une « nation basque »

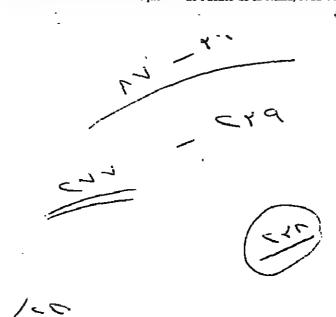
et de renforcer son développement à travers une « coopération transfrontalière ». Le but final n'en restant pas moins, en reprenant l'idée de « l'Europe des peuples », de faire de cette « nation basque », une « entité politique unie, démocratique et libre, dans l'Europe de demain ».

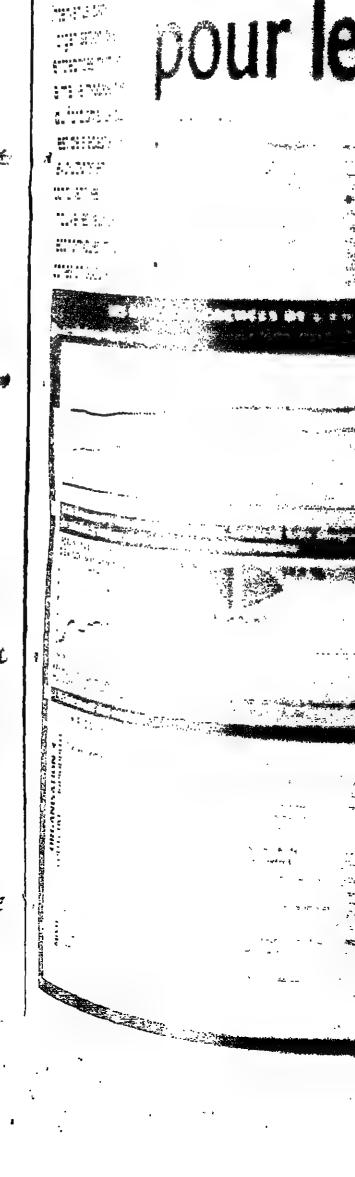
Qu'est-ce à dire? Le texte, suffisamment souple et fédérateur, est sujet à toutes les interprétations, celles « modérées » du PNV et de Eusko Alkartasuna (EA), et « radicales » de HB. Ainsi, si l'adjoint au maire de Biarritz, Jakes Abeberry, présent dans la salle, salue « une page qui se tourne irrémédiablement et une initiative de coopération en plein accord avec la construction européenne ». le maire de la vallée du Baztan (Navarre), Patxiko Oyarzabal (EA) parle plutôt de « mettre à jour un livre blanc des aspirations de toutes les provinces basques ». Le maire radical de Puente-de-la-Reina, Patxi Velez

(HB), sera plus tranché: « C'est un des plus beaux jours de ma vie, ditil, le début du chemin démocratique qui nous mènera vers l'indépen-

dance et le socialisme. » Réflexions accueillies avec une indignation unanime par le reste de la classe politique. Ainsi, notant que les maires des grandes villes ne s'étaient pas déplacés et que le système de fonctionnement de la nouvelle Assemblée, selon lequel « une mairie égale une voix », quelle que soit son importance, favorise les nationalistes qui détiennent de nombreux villages, est « antidémocratique », le Parti populaire (centre droit, au pouvoir à Madrid) parle de « provocation. sans aucune légitimité », tandis que ... les socialistes dénoncent le « grave risque de coupure sociale entre nationalistes et non nationalistes, à l'heure de la réconciliation exigée par la nécessité de la paix ».

Marie-Claude Decamps





cques Crozemarie unal correctionne desournes entre 1990 et 1995

par l'ordonnance de reste

1

h population spirit Birth Birthamaran A STREET **Barrier** ja 120 i. **海域** 等 45年的

Mary Company of the Party A STATE OF STREET marte bie Bimig-THE PERSON NAMED IN

constituent leur distill

# eMonde DIVIBION MARDI 9 FÉVRIER 1999

**LES ENJEUX** LES INITIATIVES



La monnaie unique conforte l'optimisme des petites et moyennes entreprises dont le moral est à la hausse, sauf au Royaume-Uni (page IV)

#### BOUSSOLE

L'affaire de la banane envenime les relations commerciales. L'Union européenne est en conflit avec les Etats-Unis, mais aussi avec cinq pays latinoaméricains



(page V)



Le Forum économique mondial de Davos a remis

**FUTURS** 

au goût du jour l'idée d'un système de notation sociale pour les entreprises cotées en Bourse (page VI)

#### LES ENTREPRISES D'INSERTION RECHERCHENT D'URGENCE **DE NOUVEAUX DÉBOUCHÉS** Le développement de la précarité

pénalise particulièrement les publics en difficulté. Un motif d'inquiétude



pour Christian Valadou, secrétaire général du Conseil national des entreprises d'insertion



OFFRES D'EMPLOIS De la page IX à la page XX

Les nouvelles technologies et les changements intervenus dans l'organisation des entreprises mettent à mal le modèle hérité du fordisme. Le pari est de s'adapter aux évolutions en conciliant les nouvelles réalités économiques et la cohésion sociale

# Un nouveau droit du travail pour les mutants du salariat

#### **STATUTS**

◆ Des experts, dont le Français Aisin Supiot, ont remis à Bruxelles un rapport sin « les transformations du travail et le devenir du droit du travail en Europe ». Leur diagnostic converge : le contrat à durée indéterminée et à plein temps n'est plus la norme. Les situations professionnelles hybrides se développent. Un

nouveau concept juridique : la « parasubordination » tente de définir un statut qui concerne déjà 1,4 million d'Italiens.

• La réforme des régles actuelles

passe par un droit commun du travail, attaché à la personne en toutes circonstances. Afin de faciliter les transitions entre des situations professionnelles et

et que le monde du tratage de précarité et de fléxibilité en est révolutionné, il faut imaginer d'autres règles protectrices et garantir une nouvelle cohérence des droits. Cette réflexion agite de nombreux pays européens.

Auteur d'ane Critique du droit du travail (PUF, 1994), Alain Supiot, professeur à l'université de Nantes, est l'un de ceux qui initient le débat. Il ne remet pas en cause le droit du travail, selon la tentation libérale, mais se propose de le réformer pour l'adapter aux réalités. A la demande de la Commission européenne, il a animé un groupe d'experts représentant huit Etais-membres, chargé d'analyser les transformations et d'envisa « le devenir du droit du travail en Europe ». Un rapport final, qui sera publié aux éditions Flammarion en mars, a été établi en juin 1998.

Ce rapport montre la convergence des situations conduisant à un même diagnostic, en dépit de législations différentes et de socies culturels parfois opposés. Le document démonte également des mécanismes commune d'entrée dans la société postindustrielle et tente d'apporter des réponses aux défis actuels.

La conclusion est imparable : la concordance absolue entre un modèle de production, dit fordiste, et un système de relations sociales, a vécu. Dès lors, en est ébranlé le socie qui définissait principalement le contrat de travail du salariat par le lien de subordination. Une importance prépondérante était donnée partout aux contrats saladaux à plein temps non temporaires et standardisés, fondés « sur un troc entre un haut niveau de subordination et de contrôle disciplinaire de la part de l'employeur et un haut niveau de stabilité et de compensations de prestations sociales et de garanties pour l'employé »; il n'en va plus de même autourd'hui.

Ces normes sont bousculées, tant à cause des nouvelles technologies que des changements intervenus dans l'organisation du travail. Non seulement le travailleur, mieux formé et plus compétent, doit faire preuve d'une certaine autonomie professionnelle, mais les statuts de son emploi s'éloignent du schéma initial. Parallèlement à l'essor des entreprises en réseaux, de l'externalisation et de la sous-traitance, se développent des formes d'emploi aux contours plus flous. Dont le travail indépendant, qui émerge moins quantitativement que qualitativement, assure le rap-

Par suite, les frontières du salariat deviennent incertaines, et le critère ses faiblesses. Les experts réunis au- du temps libre, ou supposé tel. Or, tour d'Alain Supiot estiment que le une fois de plus, les découpages acments et qu'il faut tendre vers un droit commun du travail, attaché à la

personne en tentes diconstances.

Héritage fordiste, là encore, le statut professionnel se confond avec le travail et la protection sociale au sens large. Il conviendrait, envisage le rapport, d'en assurer désormais la contimuité « au-deià des emplois occupés ». A l'inverse d'un courant qui s'arcbouterait sur le refus de la fiexibilisation croissante et de la multiplicité des relations d'emploi, dont les emplois atypiques, il s'agirait de maîtriser les changements selon une démarche d'« adaptation active », appuyée « sur une approche compréhensive du travail et capable de lier les impératifs de liberté et de sécurité ».

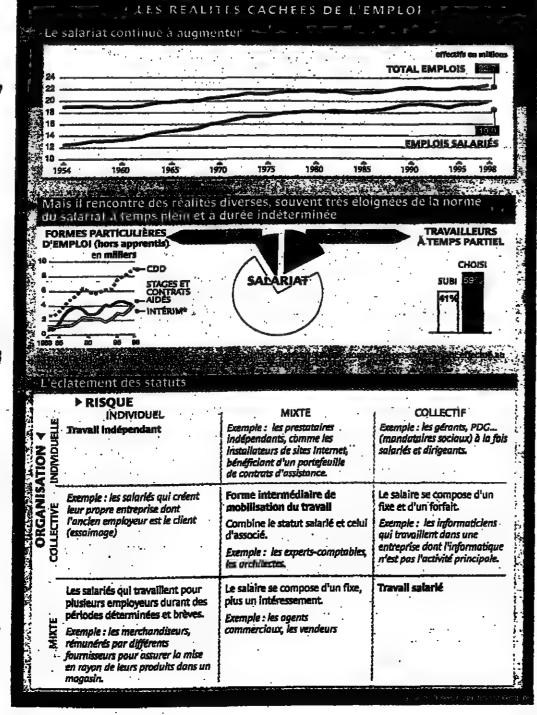
Ultime avatur du modèle fordiste et taylorien : le temps de travail homogène qui constituait la référence objective, l'instrument de mesure de la subordination. Il rejetait « dans l'ombre le temps de travail non sala-

différentes périodes de la vie aussi étanches. « De plus en plus hétérogène, le temps de travail est aussi de moins en moins collectif », souligne le

Mais il poursuit de manière plus originale en faisant observer qu'« il n'est plus possible de prétendre envisager la réglementation du temps de travail du seul point de vue de l'entreprise ou de l'organisation du salarié ». Il en déduit que « ceci suppose (...) une ouverture du champ de la négociation et un élargissement corrélatif du cercle des négociateurs », pour tenir compte des intérêts de la famille ou de la cité.

Une occasion supplémentaire de répéter que l'organisation sociale issue des contraintes de l'industrie prend eau. Et d'en appeler à des solutions collectives dont le droit du travail ne saurait être absent.

Alain Lebaube Lire la suite du dossier pages II et III.







#### **STATUTS** Questions-réponses

#### Comment s'est construite la catégorie salariée ? Le salariat naît progressive-

ment à partir de la loi Le Chapelier qui, en 1792, met fin aux corporations de métiers de l'Ancien Régime. Lorsque l'ère industrielle

s'annonce, l'accent est mis sur le contrat de travail, de gré à gré, qui lie deux personnes théoriquement consentantes, l'employeur et le salarié. Le mouvement ouvrier s'efforcera d'obtenir par les luttes sociales une dimension collective à ce statut qui n'était à l'origine qu'individuel.

Du Second Empire à ces toutes dernières années, des améliorations seront successivement apportées, la période optimale coïncidant avec les 

Pendant son travall, le salarié se met à la disposition de son employeur et exécute ses ordres. Un temps, rappelle Robert Castel, dans Métamorphoses de la question sociale (Fayard, 1995), les révolutionnaires se demanderont si le salarié, n'étant pas un homme libre, pouvait être un citoyen et voter! En contrepartie de cette sujétion, l'employeur lui assure un revenu régulier, puis des éléments de couverture sociale (de plus en plus étendue). Il s'engage surtout à fournir du travail au salarié. qui, pour sa part, renonce à

Robert Salais dans L'Invention du chômage (Presses universitaires de France, 1986) explique, par opposition, l'émergence de la catégorie des chômeurs. Un salarié qui se trouve privé d'emploi ne saurait se confondre avec un indigent qui sera pris en charge par les bureaux locaux d'alde sociale.

#### Qu'est-ce que la requalification

d'un contrat de travail? En France – mais des procédures analogues existent dans les autres pays européens -, 'Inspecteur du travall a la possibilité de reconsidérer (« requalifier ») un contrat dès lors ou'il estime que le travailleur répond aux critères du salarié. Sa décision est simple à prendre si le lien de subordination est établi, et s'il peut prouver le caractère permanent et exclusif de la relation de travail.

Avec le développement des nouvelles formes d'emploi dont le travail indépendant -, l'appréciation devient plus délicate. La loi Madelin du 11 février 1994 considère d'ailleurs que l'inscription au registre des métiers ou du commerce vaut, sauf démonstration contraire, reconnaissance du statut d'indépendant.

Aussi la jurisprudence utiliset-elle désormais la technique dite du « faisceau d'indices », devenue une caractéristique

commune du droit du travail en Europe. S'ensuit une liste d'indices qui aident à la décision. Par exemple: la soumission de l'intéressé à des ordres ou à un contrôle de l'autre partie en ce qui concerne ses méthodes de travail, le lieu d'exercice, les horaires, les moyens de travail mis à sa disposition, etc.

#### Qu'en est-il dans d'autres pays?

Soumis aux mêmes évolutions, chaque pays tente de répondre en fonction de sa législation propre. Certains pays font figure de précurseurs. C'est en partie le cas de l'Italie, mais aussi de l'Allemagne, dont le droit distingue trois catégories de travailleurs indépen-

Dans les deux premières, se retrouvent les entrepreneurs qui peuvent travailler soit en vertu d'un contrat de services libre - il v a alors une simple obligation de travailler (professions libérales) -, soit d'un contrat d'entreprise - où il existe une obligation de résultats (artisans, commercants, etc.).

La troisième catégorie regroupe des \* personnes semblables aux salariés » qui travaillent pour un donneur d'ordres principal dont ils dépendent économiquement. Juridiquement travailleurs indépendants, ils se voient appliquer certaines dispositions du droit du travail en matière de congés, de contentieux du travail ou de convention collec-

Combien y a-t-il de 4 travailleurs indépendants en France? Il est difficile de le savoir précisément puisque les frontières sont contestées et contestables. Les chiffres de l'Institut natio-

nal de la statistique et des études économiques (insee) oscillent entre une stabilité et une légère diminution de cette population, qui comprenait 1,4 million de personnes en mars 1998, date de la dernière

Mais, dans ce total, figurent les agriculteurs exploitants, les artisans et les commerçants, qui sont en diminution. Le travail indépendant, qui se développe dans l'industrie et les services, vient compenser ces pertes.

On sait aussi que d'authentiques travailleurs indépendants ont opté pour la création de sociétés à responsabilité limitée (SARL) dont ils sont les gérants minoritaires ou dont ils sont les uniques salariés, précisément pour disposer d'une couverture sociale. Cette tendance est impossible à chiffret.

Une seule certitude : les entrepreneurs individuels aul ont utilisé la loi Madelin ne sont guère nombreux, le dispositif de financement des retraites par capitalisation n'étant pas considéré comme attractif.

Alain Supiot, juriste, professeur à l'université de Nantes

## « Le droit du travail doit être le droit de toutes les formes de travail »

à la Commission européenne un rapport sur les « transformations du travail et le devenir du droit du travail en Europe ». Crayez-vous à l'européanisation des acteurs

- On prête à un commissaire européen l'affirmation selon laquelle il n'y aurait pas de droit social européen tant qu'il n'y aura pas de grandes grèves européennes. Le droit du travail d'hier est sorti de l'action, des conflits et de la négociation collective, pas de la tête des experts, il n'y a pas de raison qu'il en allie différemment dans l'avenir.

Le droit communautaire est un bon révélateur des transformations profondes du droit et des institutions. Ainsi, selon une décision du Tribunal des Communautés européennes, l'arrêt CGPME du 17 juin 1998, le principe démocratique de participation des peuples à l'élaboration de la loi ne s'exprime plus seulement par l'intermédiaire des assemblées étues. Il peut être assuré de manière alternative, en l'occurrence par l'intermédiaire des partenaires sociaux iorsqu'ils négocient sur la base de l'accord social de Maastricht.

Cette négociation légiférante marque une rupture évidente avec l'idée qu'on se fait depuis deux siècles de la démocratie et depuis un siècle de la négociation collective. La négociation entre groupes d'intérêts, hissée au même rang que la délibération entre élus du peuple. Un boulevard » semble donc s'ouvrir à ce que vous appeiez les acteurs so-

- Croyez-vous que l'on va assister à l'émergence d'un droit du travail européen?

- Deux thèses sont en présence. Certains disent que les situations sont trop diverses et que les cultures nationales resteront divergentes. D'autres pensent que la mondialisation entraîne inéluctablement une

L'histoire montre que les choses sont plus compliquées. Certes, le

culture de chaque pays. Mais, si l'on regarde les choses d'un peu plus haut, des traits communs apparaissent. Dans tous les pays européens, le droit du travail a signifié une intégration de la dimension personnelle, inhérente à toute relation de travail, dans un cadre contractuel, inhérent à l'économie de marché. Partout il y a eu insertion d'un statut dans le contrat de travail. C'est cela « avoir un emploi ».

Un emploi, c'est davantage qu'un travail, c'est un statut professionnel. Il assure une identité et un horizon de vie. Et l'un des problèmes communs à nos pays est la réapparition massive de la précarité, c'est-àdire du travail sans l'emploi.

- La flexibilité gagne-t-elle du terrain partout en Europe? - En tant que juriste, je ne sais pas ce que signifie la flexibilité. Je ne connais que le principe de liberté

professionnelle, c'est-à-dire d'un còté la liberté d'entreprendre de l'employeur et de l'autre la liberté du travail des salariés. Le droit du travail doit concilier ces libertés entre

I) doit aussi les concilier avec un autre principe : celui de la sécurité physique et économique des travailleurs. La question qui se pose est donc de savoir si un principe tend à l'emporter sur les autres. C'est très ambivalent. Le diagnostic préoccupant du rapport est que le droit du travail devient un des instruments de la dualisation du monde du travail. Les sécurités ont tendance à s'accumuler en haut de l'échelle et les précarités plutôt en

L'un des gros problèmes en droit du travail est de réindezer les fonctions de protection sur les besoins de protection. Par exemple, ce sont les salariés les mieux formés qui bénéficient le plus de la formation continue. Quant à la flexibilité, si l'on tient à employer cette notion élastique, le problème est de la bliatétaliser, d'en faire aussi un droit



Alain Supiot Professeur à l'université de Nantes depuis 1982, Alain Supiot a toujours travaillé sur le droit et le

changement social. • Il y a fondé et dirigé de 1993 à 1996, la Maison des sciences de l'homme Ange-Guépin, un pôle de recherche sociale réputé pour son observation du monde du travail.

- Entre le salariat et le travail indépendant, voit-on émerger de nouveaux statuts?

Je crois que la subordination à vie n'est pas un idéal insurpassable. Dans le modèle de l'Etat-providence, le travail était le lieu d'un échange fondateur entre dépendance économique et sécurité sociale. Certes, celui qui avait un emploi se soumettait au pouvoir d'autrui, mais il se voyait garantir en retour les conditions d'une vie sociale.

Les bases de ce pacte fondateur sont aujourd'hui remises en question. La pression économique est plus forte que jamais (pour ceux qui ont un emploi comme pour ceux qui n'en n'out pas), mais elle n'est plus compensée par une sécurité d'existence. On peut douter de la viabilité d'un tel modèle. On ne peut pas demander aux gens d'être responsables sans leur reconnaître des droits. On ne peut pas les faire travailler efficacement avec un revolver sur la tempe.

Nous avons conduit notre réflexion autour de la notion d'« étal

professionnel des personnes ». Pader d'état professionnel implique une continuité de droits sur la longue durée. Il faut se donner les moyens de garantir une trajectoire qui inclut des périodes de salariat, de formation, de travail indépendant. Nous avons essayé de penser des moyens de transition d'une situation à une

De la pratique émergent ce que nous proposons d'appeler des « droits de tirage sociaux ». Provisionnés par des moyens très divers (argent public, argent de la Sécurité sociale, de l'employeur ou d'organismes paritaires, comptes épargnetemps, etc.). ces droits permettent au salarié d'exercer certaines libertés, de se former, d'entreprendre, de se consacrer à sa vie familiale ou à une activité désintéressée et d'être assuré de retrouver ensuite sa place sur le marché du travail. Ce type de droits permet d'instituer un triangle liberté-sécurité-responsabilité »,

Une telle approche permet de répondre à la question de savoir s'il faut revenir à un droit du travail qui se resserre sur sa base historique celle du subordonné considéré comme irresponsable - ou bien si le droit du travail doit prendre en compte des situations qui ne répondent plus à ce modèle.

Nous avons pris clairement parti là-dessus. Le droit du travail doit. pour redevenir un facteur de cohésion sociale et être fidèle à son nom. être le droit de toutes les formes de travail, ce qui implique évidemment une évolution de son contenu. Nous préconisons de lier très fortement cette évolution au pouvoir de requalification du juge. Il ne faut pas laisser l'employeur et l'employé en décider seuls. A condition de maintenir ce verrou solidement fermé, il est possible de s'engager vers un droit du travail qui afuste le niveau de protection au besoin de protection et qui fasse place au travail indépendant ou semi-indépendant. »

Propos recueillis par

## Stéphane, un entrepreneur à la liberté très limitée...

ius jamais ça ! » Stéphane Desbled ne partage pas vraiment l'engouement que la création d'entreprise est censée susciter chez les jeunes ingénieurs éblouis par les success stories de la Silicon Valley. Tout avait pourtant commencé dans le respect du mythe : diplômé de Sup'aéro en 1982, il entre chez Dassault à vingt-trois ans. Thomson, intéressée par sa spécialisation en détection électronique, le débauche quatre ans plus

« Un collègue avait un projet de boîte d'ingénierie. Il m'a proposé d'être associé ; j'ai réfléchi quinze jours, et f'ai dit oui, tenté par l'aventure. » En 1990. Stéphane met 20 000 F (3 049 euros) dans la SARL Profind, dont il prend la gérance. Mais il reste salarié de Thomson, « histoire de conserver un revenu » en attendant de développer l'activité. « La semaine, j'étais Thomson, le soir et le week-end, j'étais Profind. »-

il s'aperçoit vite que la situation est intenable. Huit mois après, il démissionne de Thomson. Le

« Pour m'assurer un premier contrat, je leur al proposé de continuer mon activité à mi-temps, en tant que consultant. De chef de projet, je suis devenu conseiller du chef de projet qui m'avait remplacé. » Stéphane conserve même son bureau...

Si, chez Thomson, son expertise s'avère un atout, elle se révèle un handicap lorsqu'il s'agit de trouver d'autres clients pour Profind: «La plupart des prospects étaient des grandes entreprises qui ne sous-traitent pas le cœur de leurs métiers à un indépendant, susceptible de travailler ensuite pour un concurrent. Un prestataire ne fera Jamais que des travaux annexes ou des tâches d'organisation transversales. » Stéphane ne parvient à décrocher des contrats... qu'auprès d'autres services et filiales de Thomson I

Constatant, après un an et demi de ce régime, qu'il ne réussissait pas à gagner son indépendance, Stéphane se résout à chercher... un travail salarié. Il songe bien sûr à retourner chez son ancordon ombilical serait-il coupé ? Pas tout à fait... | cien employeur, mais la récession bat son plein et Thomson a gelé ses recrutements. « Pour toucher les Assedic, j'ai dû revendre mes parts et quitter la gérance. »

Après un an de « galère », il est embauché chez Matra Transport sur le projet du métro Météor et double son revenu par rapport à Profind. « Je suis finalement plus autonome en tant que salarié: chef de projet, je fixe l'organisation de mes tâches ; 🐗 j'ai la possibilité d'évoluer en prenant en charge des projets de plus en plus importants. Alors que le développement commercial de Profind m'obligeait à accomplir des tâches qui ne me procuraient aucun plaisir ! »

Au bout du compte, pour Stéphane, la « liberté » de l'entrepreneur s'est résumée à organiser son temps libre : « Le matin, je prenais mon téléphone pour appeler des prospects. Au bout de trois ou quatre échecs, j'abandonnais. Je sortais déjeuner au resto, je faisais une sieste, j'allais au cinéma, je jouais de la musique. C'est à cette époque que j'ai appris à jouer du saxo ! »

Antoine Reverchon

## Les professions libérales à la recherche d'une autonomie protégée

thérapeutes, les chirurgiens dentistes, les experts-comptables qui exercent leur profession, comme collaborateurs, voire comme salariés d'un cabinet, sont de plus en plus nombreux. A tel point qu'un avant-projet de loi visant à créer un statut spécifique est actuellement à l'étude à la délégation interministérielle aux professions libérales. Les nouvelles donnes économiques portent les professions libérales à se regrouper. Dans le domaine juridique notamment, l'arrivée des cabinets anglosaxons et de leur armée de spécialistes accélère le mouvement.

Chez les architectes et les experts-comptables, par exemple, le salariat est aujourd'hui largement répandu, alors que dans d'autres professions, comme celle des avocats, l'indépendance prévaut en-

Les professionnels intégrant un cabinet recourent à un contrat de

Architectes, dentistes, experts-comptables... La situation de ces métiers reste à aménager afin de

protéger leur éthique collaboration. « Celui-ci, expliquet-on à l'Union nationale des associations de professions libérales (Unapl), leur garantit d'exercer en toute indépendance leur métier, tout en bénéficiant d'une structure,

laquelle leur rétrocède des honoraires. » Ces situations ne sont pas à l'abri d'une requalification en contrat de travail salarié. Une procédure qui pour l'Unapl ne se justifie pas, ces professions - au demeurant réglementées - étant par

compatible avec le contrat de travail, précise l'acques Barthélémy, avocat conseil en droit social, qui travaille sur l'avant-projet de loi. En droit, la profession libérale se caractérise exclusivement par l'indépendance technique. Celle-ci. ajoute-t-il, induit néanmoins un fort degré d'autonomie qui rend atypique le contrat de travail. »

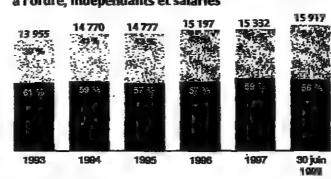
Le professionnel libéral est res-

ponsable de ses actes professionnels, tant d'un point de vue civil que pénal, alors que, dans le cadre d'un contrat de travail, la responsabilité civile du salarié ne peut être engagée qu'en cas de faute lourde. L'indépendance technique conduit aussi à un degré élevé d'autonomie concernant les conditions de travail. Par exemple pour pouvoir être libre de son diagnostic ou de son conseil, le professionnel libéral doit jouir de la plus grande liberté dans la détermination de son temps de travail. Son employeur peut dès lors diffi-

« Leur exercice n'est pas in- cilement contrôler ses horaires sans entraver son indépendance. Et le refus d'exécuter une tâche au nom de la conscience ne saurait constituer une faute ni dans l'exécution du contrat, ni au plan disci-

Le 30 décembre 1990, une loi a créé un statut spécifique d'avocat salarié, lequel vise à protéger l'indépendance technique, notamment sur la question de la conscience professionnelle. « Ce statut reste néanmoins ambigu, car

▼ Evolution du nombre d'experts-comptables inscrits à l'ordre, indépendants et salariés



SALARIÉS

la dépendance économique demeure, souligne Jacques Barthélémy. Or celle-ci justifie un droit protecteur. Il n'est des lors pas incongru d'imaginer une qualification juridique spécifique, fondée sur la parasubordination, intermédiaire entre le contrat de travail et le

contrat d'entreprise. » Une piste que l'UNAPL s'attache à faire valider dans l'avant-projet de loi. « Sa promotion est laborieuse, ne cache pas le syndicat. Ce projet surprend parce qu'il ne ren-voie ni à du salariat, ni au travail indépendant. Il faut du temps pour que les acteurs en assimilent le sens et l'esprit. De plus, on se heurte à des citadelles. Il faudra, en effet, sans doute créer une caisse de sécurité sociale. » Une chose est sûre, la création d'un tel statut renvoie à 🧳 l'adaptation des régimes de protection sociale, qui ne correspondent plus aux réalités d'an-

Laetitia Van Eeckhout

5.00

and the latest

5129 Bar المعهمية سرقا بيرواء فالأ - - - " - 2 - 7 WW.

# e le droit

and the second of the

named in the contract of

perté très limitée...

Markey Co.

u siècle passé, les bons auteurs affectionnaient de donner un titre énig-ALL SELECTION IN matique à leur tête de the continue impiger chapitre, censé intriguer le lecteur. multi de droits sur la ) Du genre : « Où il sera question de la ी केला के विकास के क parasubordination ». Grace à ce ... . We state the procedé, le mot était lâché et le mystère entretenu. Si l'on voulait en savoir davantage, il fallait accepter de se laisser guider pour finalement découvrir ce que l'on connaissait déjà. coperons d'appet de

..... हमा देल **गठना ग**र्ड

Tildi: Tem de la Co

CALL LES COME PORCE

and desirated the

TOTAL BUILDE

Designation of the second of t

THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TRANSPORT NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TRANSPORT NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TRANSPORT NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TRANSPORT NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TRANSPORT NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TRANSPORT NAMED IN COLUMN TRANSPO

-- देखा<mark>रातः छ छ</mark>त्

1. 12. O Dec 1

the call dist pro-

er etablige

Comment of the Street

いったない総合を担

73.7

تنظيمتا سراء

And the second

1. 1. 14. 2.2

متحضات بالمتحد

10.00 一个一种

----

- 4. Tab

triver ber

The same

The second residence

Cette comparaison s'applique parfaitement à la « parasubordination »..., un vocable étrange concocté par d'éminents juristes du travail et d'inventifs italiens pour exprimer une réalité que nous côtoyons. Ou

Il s'agit de la première tentative pour donner un nom à l'une de ces zones grises qui prolifèrent dans l'emploi, entre le salariat proprement dit et le chef d'entreprise, y compris individuel. Un de ces espaces indécis, véritable triangle des Bermudes où s'évanouissent les repères traditionnels, quand, déjà, le développement des emplois précaires ou atypiques a bousculé tous les autres schémas. A l'origine, il y a ie statut du salarié. Simple et clair,

Le contrat de travail qui consacrait un rapport d'autorité, en même temps que de dépendance economique, est devenu désuet

, La « parasubordination », un nouveau concept

mêmes certitudes. Sa définition, rappellent les spécialistes du droit du travail, repose justement sur l'existence d'un lien de subordination entre l'employeur et le travailleur. Autrement dit, le contrat de travail consacre un rapport d'autorité en même temps que de dépendance économique,

Sculement, voltà, ce qui se concevait sans peine sous l'empire du modèle industriei dominant, voire exclusif, ne s'apprécie pas de façon aussi tranchée aujourd'hui. Dans bien des situations quotidiennes de travail, il devient difficile, pour beaucoup, de prétendre que l'on appar-

# ▼ Budgets de l'emploi

tient intégralement à la catégorie salariée, au sens strict. Cela semble évident pour un dirigeant de société, un expert-comptable ou un avocat. salariés de leur entreprise ou du ca-

Mais le phénomène touche maigtenant d'autres professionneis qui disposent de plus en plus de latitude ou d'autonomie dans l'exécution de leurs tâches, soumis à une obligation de résultat et non de movens. Entretemps, les nouvelles technologies, les organisations modernes du travail dont l'externalisation, et le fonctionnément en réseau des entreprises sont passés par là, tandis

Encore ne faint-il voir in que des cas relativement faciles. Car il y a plus compliqué, ou problématique. Pour les mêmes raisons se multiplient les situations hors normes de ces consultants conseils et autres intervenants extérieurs que l'on nomme, par commodité, des travallleurs indépendants. Aux confins du saissist, un pied dedans, un pied de-hors, ils vivent en solitaire les contraintes de la sujétion et celles de

qu'en 1995 et dont le taux est de 12 % (contre 19 % pour le travail-

leur indépendant et 32 % pour le

salarié). Ce qui promet une retraite

très maigre pour les parasubor-

domés. Certes, il est prévu d'aug-menter la cotisation à 19 %, mais

en... 2028. Une échéance lointaine,

mais cohérente avec l'application

de la réforme générale des re-traites, qui a été différée à 2030. En

1998 a également été instaurée une

que le niveau de compétences s'éle-

protection sociale leur manquant encore davantage que la sécurité d'une convention collective

Dans une étude de la Dares (ministère de l'emploi) d'avril 1998 intitulée Entre salariat et travail indépen dant: les formes hybrides de mobilisation du travail, Yves Dupuy et Prancoise Lamé, deux chercheurs tentent de construire une grille de lecture de ces situations de travail. Croisant deux critères: partage du risque économique et organisation des tâches, ils en définissent neuf, « combinaisons complexes et protélformes » du salariat et du travail in-

Mais finalement combien sont-ils ces travailleurs à statut hybride? Nul ne le sait avec précision, alors que, continuellement, nous en croisons dans les usines, les bureaux et les magasins. La même tendance surgit presque pareillement dans toute l'Europé et constitue à chaque fois une brèche dans le droit du travail.

#### Droits de tirage sociaux

Selon le rapport « Le devenir du droit du travail en Burope », aux droits sociaux universels devratent s'ajouter des « droits de tirage sociaux » (DTS), correspondant an nouveau « statut professionnel tlargi ». Ce dernier, censé faciliter le passage d'un type d'emploi à un autre, devrait être assorti de droits garantissant cette liberté à chacun. Pour bénéficier à leur convenance de ces DTS, les individus en constitueralent la provision lors de leurs emplois successifs. Le principe d'un tel mécanisme existe déjà dans plusieurs dispositifs : crédits d'heures attribués aux représentants du personnel, compte épargne-temps, etc.

Rompana avec la conception traditionnelle de droits accordés en contrepartie de risques (maladie...) ou de sujétions particulières (majoration pour heures supplémentaires...), ces droits ne seraient accordés qu'an regard d'une finalité sociale déterminée.

## Entre le salariat et l'indépendance, la vogue d'une recette italienne indigeste

andis qu'en France les juristes et les consultants se creusent la tête pour imaginer un statut intermédiaire entre le salarié et l'indépendant, l'Italie l'a introduit dans son code civil il y a vingt-siz ans, sous le nom alambiqué de « collaboration coordonnée et continue ». Cette forme d'emploi, qui constitue majoritairement ce qu'on appelle la « parasubordination », concerne 1,4 million de personnes. Surtout répandue dans les petites. sociétés, mais adoptée aussi par les entreprises publiques, la formule a connu un développement exponentiel ces dernières années dans les zones riches - donc principalement le nord du pays.

Pen encadré, ce statut apporte. de la souplesse aux contrats et « permet aussi d'abaisser le coût du travail, car les charges sont très faibles. Au Nord, nous avons la parasubordination. Au Sud, le travail au noir », observe Michele Tiraboschi, chercheur à la faculté d'économie de l'université de Modene. Les professions intellectuelles ont été les premières concernées : · psychologues, consultants, informaticiens, etc. Mais aujourd'hui la parasubordination s'est étendue à toutes sortes d'activités, y compris peu qualifiées, comme distributeur de pros-

pectus, coursier, caissière... Daniele, trente-six ans, chercheur dans le domaine socioéconomique, a deux clients. Avec le premier, il a un contrat renouvelé d'une année sur l'autre. Avec le second, un contrat « sans terme défini à l'avance: Quand nous avons atteint le résultat recherché, nous arrétors ». En attendant le prochain

1,4 million d'Italiens sont concernés par la « parasubordination », Une formule souvent montrée en exemple à l'étranger en dépit de sa grande précarité

contrat. Daniele travaille généralement chez hii et apprécie son « autonomie ». « Travailler pour plusieurs clients, c'est qualifiant »,

Cette forme d'emploi est-elle

cotisation maternité, mais, là encore, la prestation est très mo-Les rémunérations peuvent être-Aevées dans certains cas. Mais pas touiours, car les travailleurs sont en concurrence. « Celui qui offre le prix le plus bas est apprécié », constate Daniele, qui dit « vivre

déguisant de vrais salariés en faux parasubordonnés. Anna, par exemple, effectuait de la saisie pour une société privée de Florence, avec un contrat de trois mois. « le devais être dans l'entreprise de 8 h 30 à 18 heures, du lundi au vendredi. Il fallait manger un sandwich au poste de travail. » Et cela pour 6 000 lives l'heure (environ 20 francs). Cent trente collègues étaient dans son cas. Anna a été congédiée au bout d'une semaine, pour être arrivée en retard. Soutenne par la CGIL-Nidil, elle compte demander au juse la requalification de sa prestation en contrat de travail salarié.

Actuellement, le projet du sénateur Carlo Smuraglia (Democrazia di sinistra, le parti du premier ministre Massimo D'Alema), destiné à améliorer ce statut, est discuté au Parlement. Ce texte prévoit des excanties relatives à la rémunération à la formation continue - à la représentation syndicale, à la durée du contrat (trois mois au minimum)... Mais rien n'est prévu en matière d'indemnisation en cas de maladie, d'accident du travail ou de chômage. Ces garanties que demandent les syndicats seront in troduites dans le débat », assure Romano Benini, expert en matière de travail à la Chambre des dépu-

Ce projet ne convient pas à Rinaldo Fadda, vice-directeur général de la Cofindustria (patronat): < C'est une sorte d'imitation du contrat de travail, alors que nous avons besoin d'un encadrement Les syndicats ont longtemps cru

qu'ils allaient pouvoir empêcher le développement de ces emplois atypiques « sans réaliser qu'il s'agissait d'un processus d'externalisation que l'on ne pouvait pas arrêter, mais qu'il fallait contrôler afin de doter le travailleur de garanties, reconnaît Bruno. Trentin, responsable de la commission du programme de la CGIL, dont il est l'ancien secrétaire général. Ce retard syndical a favorisé le développement des formes les plus sauvages. » Aujourd'hui, « c'est un deuil culturel qu'il faut entreprendre, un nouveau syndicalisme qu'il faut imaginer pour représenter ce statut. »

Francine Aizicovici

#### **CHRONIQUE**

par Serge Marti

## L'Amérique à l'écran

'après Alan Greenspan, le patron de la Réserve fédérale, elle est « pétillante ». Quant au Wall Street Journal, il considère qu'elle est tout simplement « torride ». Qui peut mériter une telle avalanche de superlatifs? méricaine, bien sûr, dont une bonne mottié du sonent Clinton, bombant le torse - avec raison -, est venue enter les mérites au Forum économique mondial de Davos.

Le tableau de bord, peint en rose bonbon, a effectivement de quoi impressionner: une croissance qui a explosé au dernier trimestre 1998 pour atteindre 5,6 % (soft 3,9 % pour l'ensemble de l'année) ; un chômage ramené à 4,3 % an mois de décembre, son tanx le plus bas, en temps de paix, depuis 1957; une inflation conterue à 1,6 % en sythme annuel; enfin, et ce n'est pas la moindre performance après tant d'années de laxisme budgétaire, un excédent des finances publiques de 70 milliards de dollars pour l'ensemble de l'année précédente, soit environ 0,80 % du PIB américain. En prévision d'un excédent qui, cumulé sur les quinze prochaines années, pourrait, selon l'administration, atteindre 4 400 à 4 800 milliards de dollars !

A l'énoncé d'un tel bilan, que le président Clinton a su habile-

ment mettre en valeur dans son traditionnel discours de janvier sur l'état de l'Union, on voit mal quels sont les points noirs qui pourraient en ternir l'éclat. « On a beau chercher, on a du mal à se faire peur », admettait à Davos un spécialiste de l'économie américaine, après avoir écouté le vice-président Al Gore et le secrétaire au Trésor Robert Rubin venus porter haut les conleurs d'un pays certes moralement judiciaires de Bill Clinton, mais qui a encore valeur de modèle. La permanence et la vitalité de ce dernier reposent cependant sur un certain nombre d'inconnues, la première d'entre elles

et il suffirait d'un rien, par Taux de chômage

que la Bourse américaine se mette en piqué. L'autre inconnue réside dans le sort du dollar. Pour l'instant, le billet vert, dopé par les dernières statistiques, fait bonne figure

étant de savoir jusqu'où peut continuer à gonfier la buile spéculative de Wall Street. De l'avis général,

les cours boursiers sont surévalués de 20 % à 25 %

exemple d'une étincelle

par rapport à une monnaie unique ayant sans doute trop vite cé-dé à l'« europhorie » qui a entouré sa naissance. Il reste que Pénormité du déficit de la balance des pajements - 300 milliards de dollars au bas mot en 1999 - est un facteur d'affaible la monnaie américaine. Et c'est en rappelant ce chiffire, doublé d'un déficit commercial sans doute voisin de 340 milliards de dollars, que Pred Bergsten, le directeur de l'Institute for International Economics (IIE), a annoncé à Davos qu'il escomptait une forte dépréciation du dollar d'ici six à doute mois. Quand le dollar était roi et quasiment seul maître à bord du système monétaire international, l'Amérique pouvait compter sur les autres pour financer le déficit de sa balance des paiements. Anjourn'hul, l'alternative monétaire est permise et certains pays ont commencé à y avoir

Wall Street et le dollar sont deux éléments dont la solidité repose autant sur des fondamentaux que sur le capital confiance qu'ils génèrent et qui, pour l'instant, leur est acquis. Mais ils peuvent se transformer en facteurs de troubles potentiels pour une économie qui, à ce jour, reste encore « l'oasis de prospérité » que ses dirigeants se plaisent à décrire.

#### mal(sa) précarité et [sa] sous-rémupour autant un modèle? Pas sûr. Car ce statut n'en est pas un : le neration ». Pour environ 50 heures

Adhésions syndicales « une à une »

Ces dernières années, surmontant l'obstacle de leur dispersion notamment grâce à Internet, des travailleurs parasubordonnés s'étalent organisés en associations. Les principales d'entre elles se sont dissoutes dans les structures spécifiques créées, vollà environ un an, par les trois syndicats italiens : la CGIL, la CSIL et PUIL. La plus importante, la CGIL-Nidil, née en mai 1998, a ouvert une

quarantaine de points d'accueil et resendique 2 000 adhérents. « Ce n'est pas si mal, estime Cesare Minghini, coordinateur national. Ces adhérents, nous sommes allés les chercher un 🛊 un. » 😁

La syndicalisation sera longue. « Nos réponses sont encore faibles en l'absence de loi. » Il faut aussi vaincre « la méfiance culturelle à l'égard des syndicuts, ajoute-t-il. Cependant, les contacts via le site internet du Nidil sont « nombreux car la solitude pese à ces travailleurs ».

travailleur ne bénéficie d'aucun droit et sa protection sociale est extrêmement réduite. Celle-ci se résume à une cotisation retraite obligatoire (dont les deux tiers sont théoriquement imputés au donneur d'ordres, un tiers au parasubordonné), qui n'a été instaurée

de travail par semaine, il perçoit «18 millions de lires net par mois (environ 5 900 francs ou 900 euros, impôt déduit), tandis qu'un ouvrie gagne 19,5 millions net ». Pour mieux protéger ces travail-

leurs, les syndicats cherchent à négocier avec les donneurs d'ordre. J'essaie avant tout d'obtenir que les contrats de collaboration soient écrits, ainsi qu'une référence de rémunération, qui, pour nous, doit être équivalente au coût d'un salarié . pour l'entreprise », explique Simonetta Leo, coordinatrice de la Confédération générale italienne du travail-Nouvelles identités de travall (CGIL-Nidil), une structure spécifique pour ces travailleurs créée an sein du syndicat CGIL

Le faible cofit du travail parasubordonné a produit toutes sortes de dérives, certaines entreprises

## Expert en études stratégiques,

on parle de vous en double page centrale

#### Bibliographie

 Métamorphoses de la question sociale, de Robert Castel (Fayard, 1995, 490 p., 190 F, 28.96 euros). ● Critique du droit du travail, d'Alam Supiot (Presses universitaires de France, 1994, 280 p., 178 F, 27,13 euros). Précis du droit du travail, de Gérard Lyon-Caen, Jean

Pélissier et Alain Supiot (Dalloz,

1998, div-neuvième édition 1007 p., 222 F, 33,84 euros). • Le Travail en perspectives, ouvrage collectif sous la direction d'Alain Supiot (LGDG, 1998, 640 p., 240 F, 36,58 euros). L'Invention du chômage, de Robert Salais, Nicolas Baverez ct Bénédicte Reynaud (PUF, 1986,

272 p., 150 F, 22,86 euros).

## L'euro conforte l'optimisme des PME des Quinze

es PME européennes semblent aborder la dernière année du millénaire avec confiance. Selon une enquête réalisée fin novembre-début décembre, pour la septième année consécutive, par le cabinet d'audit et de conseil Exco & Thornton, leurs perspectives d'investissements industriels et d'embauche continuent de progresser pour atteindre leur plus haut niveau depuis cinq ans.

Près des trois quarts entendent développer leurs investissements ou les poursuivre au rythme actuel (74%). Et la moitié (51%) pensent maintenir leurs effectifs, tandis que 34 % prévoient de les accroitre.

Quoique en léger recul, leurs anticipations de chiffre d'affaires restent bonnes: 60 % escomptent une hausse en 1999. Mais elles sont de moins en moins nombreuses à envisager une hausse de leurs prix de vente (23 % contre 26 % pour 1998). Dans leur majorité (49 %), elles tablent sur une stabilité de leurs prix.

« Le taux d'inflation est autour de 1% dans la plupart des pays. Les entrepreneurs ont bien intégré que l'on était en période d'inflation zéro et qu'il leur fallait davantage jouer sur l'amélioration de l'efficacité de leurs procédures que sur les prix », souligne un responsable de la DG XXIII (politique d'entreprise, commerce, tourisme et politique sociale) à Bruxelles.

« Le fait qu'un certain nombre de facteurs macro-économiques soient positifs comme jamais ils ne l'ont été depuis longtemps explique la confiance dont témoignent les PME européennes », poursuit ce demier.

Satisfaisant, ce panorama d'ensemble recouvre toutefois de fortes disparités entre les principaux pays de l'Union. La confiance des PME britanniques. au plus haut il y a un an, est en forte baisse. Elles ne sont plus que 54 % à prévoir une progression de leur chiffre d'affaires, et 41 % une hausse de leurs profits, contre respectivement 76 % et 65 % il y a un

Le moral des petites et moyennes entreprises est à la hausse, sauf au Royaume-Uni

· Le Royaume-Uni se trouve en fin de cycle économique. Et si les taux d'interet britanniques ont baissé, la hausse de la livre pénalise les PME, observe Jean-Luc Carpentier, président de Amyot Exco, filiale francaise du groupe Exco & Grant Thornton. Plus ouverte au commerce international, notamment avec l'Asie, l'économie de ce pays est également plus sensible à la degradation de la conjoncture mondiale. . De fait, les perspectives d'investissement des PME d'outre-Manche sont également sensiblement en recul : seules 31 % pensent les accroître cette année.

Ce sont les PME espagnoles qui, confirmant leur dynamisme, se montrent désormais les plus confiantes. Que ce soit en termes de chiffre d'affaires, de profit, d'investissement ou encore d'emploi. Elles affichent ainsi des perspactives très supérieures aux moyennes dans l'Union: 71 % anticipent une hausse de leur chiffre d'affaires, 42 % une progression de leurs profits, 42 % envisagent d'embaucher et 48 % d'investir.

« Le marché intérieur européen profite beaucoup aux entreprises espagnoles, confirme-t-on à la DG XXIII. Sous Franco, l'Espagne était un pays très fermé, protiquant des droits de douane élevés. Deux ans après son entrée dans l'Union européenne, l'Espagne a commencé à connaître une croissance soutenue qui n'a cessé de se poursuivre depuis. Désormais, ce pays devra lutter pour bénéficier comme auparavant des fonds structurels. . Des fonds dont il a largement benefi-

Moins enthousiates que l'an passé quant à l'amélioration de leurs profits et de leur chiffre d'affaires, les PME italiennes restent toujours les plus dynamiques en termes d'investissements : 51 % entendent investir cette année, contre 43 % l'année dernière. Et 61 % pensent connaitre une croissance de leur chiffre d'affaires.

cié et qui l'ont aidé à transformer

Elles sont d'ailleurs, sur ce point, reiointes par les PME françaises, lesquelles affichent leur meilleur niveau de confiance depuis cinq ans: 60 % escomptent une progression de leurs ventes et seulement 8 % une baisse. Tout en misant sur de meilleures prévisions de profits que l'an passé, elles entendent également investir davantage, seules 12 % anticipant une baisse dans ce domaine. Mais c'est surtout sur l'emploi que l'optimisme des PME de l'Hexagone se renforce. Si, comme en 1998, la moitié en-

tendent maintenir leurs effectifs au niveau actuel, cette année 37% projettent d'embaucher alors qu'elles n'étaient que 28 % l'an passé à l'envisager.

Leurs homologues d'outre-Rhin se montrent aussi plus confiantes. même si globalement leurs projections restent encore très inférieures aux moyennes de l'Union. 46 % seulement anticipent une hausse de leur chiffre d'afraires. Tout en restant à un niveau modeste, le redevient positif pour la première fois depuis 1995: 35 % escomptent une hausse, 30 % une baisse. Leurs projets d'investissement se développent lègèrement, le nombre de celles n'envisageant pas d'investir reculant de 4 points pour s'établir

OUTRE-RICH

Comme l'an passé la moitié des PME allemandes prévoient un maintien de leurs effectifs. Mais, cette année, celles qui comptent embaucher sont légèrement plus nombreuses que celles qui prévoient un recul de leurs effectifs (25 % contre 21 %), alors que l'an passé les secondes (30 %) étaient bien plus nombreuses que les premières (16 %).

« Si dans l'ensemble des pars, et en particulier en Espagne et en France, la poursuite de la croissance est essentiellement due à la solidité de la demande intérieure. l'euro constitue en soi, pour les PME en particulier, un levier de développement, souligne Jean-Luc Carpentiet La monnaie unique fait disparaître un frein à l'exportation. Les différences de change étaient d'autant plus pesantes pour les PME que la gestion du risque de change nécessite une certaine expertise dont celles-ci ne disposent pas toujours. »

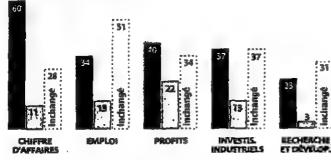
« Même celles qui exportalent dejà vont bénéficier de l'effet euro, appuie-t-on à la DG XXIII. La transparence sur les prix qu'entrainera la monnaie unique va leur donner l'occasion de remettre à plat leurs relations à l'exportation, et de renégocier, le cas échéant, leurs prix avec certains pays. »

tout à la fois l'intégrité des Etats-

nations et leur intérét à mieux coo-

Laetitia Van Eeckhout

▼ Les perspectives des PME européennes pour 1999 pourcentage de PME escomptant : III UNE HAUSSE UNE BAISSE



#### DROIT ET ÉCONOMIE par Stéphane Corone

## Protection des victimes: un pas en arrière

ccident de parcours? Exception qui confirme la règle? Ou paradone sans lendemain? Sous couvert de la nécessaire harmonisation des droits européens et de la protection des victimes, notre droit vient de faire un pas en arrière, en autorisant les fabricants à dégager leur responsabilité lorsque leur produit présente un défaut « pour risque de développement ».

Cette exonération, jusque-là incounue de nos textes, a été introduite par l'article 12 de la loi du 19 mai 1998 (1) : « Le producteur est responsable de plain droit [...] à moins qu'il ne prouve que l'état des connoissances scientifiques et techniques, au moment où il a mis le produit en circulation, n'a pas permis de déceler l'existence du défaut ». Jusqu'à présent la France se distinguait en matière de responsabilité des fabricants

La nouvelle loi permet aux fabricants de se dégager de toute responsabilité s'ils prouvent qu'ils ne pouvaient connaître les risques que

présentaient leurs produits à la date de leur mise en circulation

« l'obligation de sécurité » qui garantit aux victimes d'un produit défectueux une indemnisation, le producteur ne pouvant se dégager de sa respon-Ainsi, dans l'hypothèse d'un accident grave - la transmission à l'homme de la maladie de Creutzfeldt-Jakob ou encore des malformations dues à la prise d'un médicament -, la nouvelle loi per-

par sa jurisprudence fondée sur

met aux «fabricants» de ces situations de se dégager de toute responsabilité s'ils prouvent qu'ils ne pouvaient connaître les risques que présentaient leurs produits à la date de leur mise en circulation. On comprend l'impact que pourrait avoir la nouvelle législation pour les victimes.

Comme s'il avait -en partie - pris conscience de la gravité du texte qu'il votait, le Parlement a exclu cette cause d'exonération « lorsque le dommage a été causé par un élément du corps humain ou par les produits issus de celui-ci ». En votant cette disposition

complémentaire, le législateur a eu à l'esprit le risque lié à la transfusion sanguine. Mais n'y a-t-il pas là deux poids, deux mesures? Pourquoi, par exemple, la victime du virus HIV transmis par transfusion sanguine bénéficierai:-elle d'un régime plus favorable que la victime de la maladie de Creutzfeldt-Jakob, transmise par une viande contaminée ? Si l'on considère que la première mérite réparation, pourquoi n'en iralt-il pas de même pour la seconde? Comment en est-on arrivé là? C'est l'histoire confuse d'une loi

complexe. La France devait transposer en droit interne une directive européenne du 25 juillet 1985 (2) qui vise à harmoniser la responsabilité des fabricants dans les pays de la CEE, En 1993, la Commission de Bruxelles a condamné la France car elle n'avait toujours pas adopté cette directive. Après moult péripéties, le texte européen a été transposé par la loi du 19 mai 1998. Celle-ci se superpose au droit français préexistant, offrant ainsi au plaideur le choix de fonder son action sur la égislation antérieure (dite de droit commun) ou sur la nouvelle. Notons au passage que cette option est tout à fait exceptionnelle dans notre droit interne, comme l'a souligné Janine Revel, professeur de droit à l'université de Paris X-Nanterre, lors de son intervention à la s'est tenue le 12 décembre 1998 (3).

La directive européenne pose le principe d'une responsabilité du fabricant en cas de dommage causé par le défaut d'un produit, sans faire de différence entre les victimes, qu'elles soient ou non liées par contrat au producteur. Le texte édicte ensuite un certain nombre de causes qui libèrent le producteur, parmi lesquelles l'exonération « pour risque de développement ». Celle-cl n'était nullement imposée aux Etats membres, qui pouvaient la transposer ou non. Or, contre toute attente, la France a fait sienne cette cause d'exonération.

.Si l'élaboration de cette loi fut aussi longue et tourmentée, c'est notamment parce qu'elle a achoppé sur ce point. Fallait-il ou non reprendre cette exonération? Le Parlement a voté sous la pression des industriels et de leurs assureurs. Les lobbles ont invoqué la concurrence étranaère et la nécessité de ne pas alourdir les charges de nos entreprises, via les primes d'assurance. Argument qui semble un peu spécieux, comme le relève Patrice Jourdain, professeur de droit à l'université de Paris I-Panthéon-Sorbonne (4), puisque les entreprises étrangères qui vendent en France sont soumises aux mêmes règles de responsabilité que les entreprises françaises. L'argument ne vaudrait donc que pour l'exportation. Notons que l'effort de recherche des industriels n'a jamais paru handicapé par cette responsabilité.

Certains parlementaires ont aussi fait valoir que les victimes n'avaient rien à craindre de cette exonération, puisqu'elles pourraient toujours fonder leur action sur le droit commun, qui ne connaît pas cette disposition. Mais, comme le souligne Geneviève Viney, professeur à l'université de Paris I-Panthéon-Sorbonne (5), il est extravagant de justifier une disposition en expliquant qu'elle ne sert à rien puisqu'il suffit aux victimes de baser leur action sur un autre texte pour la contourner ! En réalité, il est à craindre - et c'est ce que souhaitent les industriels - que la construction jurisprudentielle française qui écarte cette exonération ne résistera pas à un texte écrit qui, iui, la prévoit en toutes lettres.

Enfin, d'un point de vue politique, on peut se demander si, en cas d'acrident majeur, l'Etat peut laisser les victimes sur le carreau. On se souvient que pour le sang contaminé, on a dû créer un mécanisme d'indemnisation spécifique, indépendant de toute responsabilité. Il est vraisemblable qu'une telle démarche devra être renouvelée en cas de catastrophe majeure. Certains, dont Geneviève Viney, proposent la création d'un fonds de garantie, alimenté par les assureurs, qui prendrait en charge les risques sériels (qui surviennent en série), indépendamment de la responsabilité des producteurs.

En définitive, on peut regretter qu'à une époque ou se profilent des risques majeurs, du fait du développement des technologies et en particulier de la biotechnologie, le législateur ait cru bon de faire un pas en arrière dans la protection de l'individu. Car, rappelons-le, la Commission ne nous imposait aucunement d'adopter cette exonération. Celleci a été introduite sous la seule et unique responsabilité de notre Parle-

(1) Loi re 98-389, du 19 mai 1998 (Journal officiel du 21 mai 1998). (2) Directive 85/374/CEE, du 25 juillet 1985.

(3) Les interventions doivent être publiées dans la Revue trimestrielle de

(4) « Commentaire de la loi nº 98-389 du 19 mai 1998 sur la responsabilité du fait des produits défectueux », de Patrice Jourdain, JCP Entreprise et Affaires nº 30, 23 juillet 1998.

(5) « L'introduction en droit français de la directive européenne du 25 juillet 1998 », de Geneviève Viney, Recueil Dalloz 1998, 31 cahier.

# Au Plan, Mario Dehove bâtit les institutions du futur

u est-ce qu'ette mai çais? A l'heure de l'Europe, chacun doit résoudre à sa manière la question pas si simple de l'identité nationale. Ce n'est donc pas un hasard si Mario Dehove, fils d'immigré espagnol - son grand-père a été fusillé par les franouistes pendant la guerre d'Espagne -, doté d'un nom flamand, se retrouve aulourd'hui au commissariat au Plan en train de piloter, sous la présidence de Jean-Louis Ouermonne, une réflexion sur l'avenir des institutions européennes.

Chargé de mission auprès du Commissaire, Mario Dehove avait déjà commencé d'étudier l'évolution institutionnelle de l'Europe au moment de la demière Conférence Intergouvernementale (CIG). Ses publications sur le suiet en ont fait un rapporteur tout désigné pour le groupe de travail que Matignon a demandé au Plan de constituer sur

du premier ministre, que le Plan a commencé à réfléchir à de nouveaux modèles de pilotage des institutions européennes. « La Grande-Bretagne ou l'Allemagne se sont forgé une représentation de l'Europe du jutur peu institutionnalisée pour l'une, plutôt fédérale pour l'autre. Ces pays ont su définir, a priori, le cadre qui leur conviendrait le mieux », explique Mario Debove.

À LA FRANÇAISE

La France a beau avoir été un militant actif de l'Europe, une doctrine de moyen ou long terme lui fait aujourd'hui défaut. C'est pourquoi la commission du Pian a constitué cinq groupes de travail : le premier traite de la coordination économique, le deuxième de l'Europe soclale, le troisième de la géographie économique, le quatrième de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et le dernier de la sécurité intérieure. Composés de

ron), ils ont été chargés d'imaginer des modèles institutionnels pour leurs domaines respectifs. Leurs travaux seront remis prochainement, à charge pour la commission présidée par Jean-Louis Quermonne - Mario Dehove étant le rapporteur final d'élaborer un modèle architectural de l'Europe du futur. Une Europe du futur à la française, bien évidem-

« On touche aujourd'hui à la limite de la capacité d'action de l'Europe, et surtout à la limite de sa capacité d'action dans l'urgence », explique Mario Dehove. Face à la criminalité qui se mondialise, au terrorisme, à la diplomatie qui exige des temps de réponse rapides, au budget qu'il faudrait mobiliser pour parer aux crises qui inévitablement surgiront... l'Europe ne dispose pas des structures adéquates. Ses temps de réponse aux problèmes nouveaux

sont trop longs. La nécessité de cette réflexion est la conséquence directe du succès de l'euro, qui met en valeur l'essouffiement d'une certaine forme d'intégration européenne. L'achèvement du marché unique n'a eu que très peu d'effets stimulants sur la croissance, le commerce intra-européen stagne et, plus étonnant encore, l'intégration des systèmes de production demeure à l'état d'ébauche. Le pacte de stabilité a certes engendré une discipline budgétaire, mais le mécanisme de coordination prévu par le traité de Maastricht n'a pas été réellement mis en œuvre. Enfin, en matière de systèmes sociaux, l'intégration s'est cantonnée au minimum compatible avec le principe de libre circulation des per-

**JONNIES** C'est en dehors des domaines économiques que les faiblesses de l'Union européenne sautent aux yeux. En matière de justice et de sécurité intérieure à l'échelon européen, l'échec de Maastricht a été manifeste. La coopération entre les polices demeure plus affaire de bonne volonté que de structure et la mise en place d'une politique étrangère commune frôle le symbolique. Enfin. au plan institutionnel. aucune innovation particulière n'a



Mario Dehove Ingénieur de formation, Mario Dehove, cinquante-deux ans, a fait l'essentiel de sa carrière dans la fonction publique. Il a ainsi travaillé pendant douze ans à la direction de la prévision au ministère de l'économie

et des finances. • Diplomé de l'Ecole centrale, il est également professeur associé d'économie à l'université

Sans préjuger des conclusions de la commission du Plan. Mario Dehove est persuadé que la monnaie unique fera de l'Europe une entité monétaire aussi influente que les Etats-Unis. A terme. les Etats-Unis seront obliges de traiter l'Europe comme une entité régionale naissante au rayon d'influence mondial. A condition toutefois qu'un certain nombre d'écueils soient évités : la dilution de puissance que l'intégration de certains pays de l'Est dans l'Union peut ocasionner, les crispations identitaires, qui pourraient se révéler plus importantes que prévu, et l'absence de moyens institutionnels capables de mettre en valeur les éléments de puissance que l'euro recèle. C'est dire si la prospective a aujourd'hui sa place dans la réflexion gouvernementale.

**ECOLE SUPERIEURE** DE COMMERCE Diplôme visé Bac + 4

Concours ouvert aux élèves de terminale et aux bacheliers - 10 et 11 mai 99

enseignement

Un + des spécialisations métiers généraliste + des spécialisations géographiques

L'expérience de De de 10 à 16 mois de stages en l'entreprise en France et à l'étranger

**IPAG Nice** 

4. bd Carabacel

L'international ▶ 6 mois minimum à l'étranger pour tous les > 60 universités partenaires : Europe,

élèves Etats-Unis, Amérique latine **IPAG Paris** 184, bd St-Germain

Tél. 01.53.63.36.00

Emblissement privé d'enseignement technologique supérieur

 $\lambda \in g_{\mathcal{D}}$ i ... حرطيا كا 4575 Sec. 11

1.:

17 

10.0  $\sim 200 \, \rm kg$ 1 - 42 1.00

1000

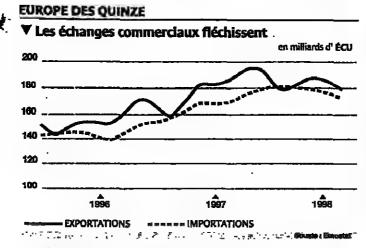
1. -251 kg

1 A 10 A F 124.

. · "-"\$"

- -1.74

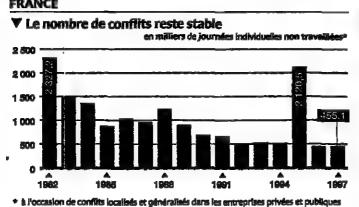
**建一种的一种的一种** 



■ LES EXPORTATIONS européennes sont, depuis le printemps dernier, affectées par le tassement de la demande mondiale, lié à la crise financière. Les entreprises britanniques sont les plus touchées. En Allemagne et en Espagne, les ventes à l'étranger continuent de progresser modérément. En France, la tendance est à la stabilisation.

LES IMPORTATIONS européennes sont également en baisse. Cette contraction conjointe des exportations et des importations permet de maintenir des niveaux d'excédents extérieurs particulièrement élevés : plus de 25 milliards d'euros (164 milliards de francs) à la fin du troisième

EDANS L'EUROLAND, le commerce continue de progresser très légèrement. En revanche, les échanges entre l'Euroland et les quatre autres membres de l'Union européenne s'essoufflent.



■ 455 099, c'est le nombre de journées de grève enregistrées en 1997 dans le secteur privé et semi-public. Exception faite de l'année 1995, avec ses deux millions de journées de grève, ce chiffre confirme la tendance à

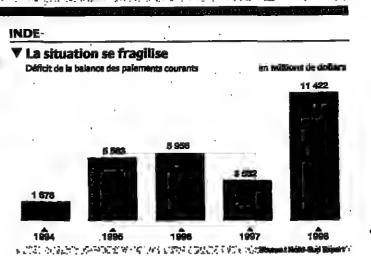
TATAL TO THE SECOND PROPERTY OF THE PROPERTY O

la balsse des conflits sociaux depuis le début de la décennie. ■ SI LES GRÈVES LOCALISEES atteignent leur plus bas niveau depuis vingt ans, les conflits généralisés augmentent fortement, passant de 3 711 en 1996 à 61 719 un an plus tard. Les salariés des secteurs bancaires et de l'audiovisuel public se sont le plus mobilisés.

■ SEPT CONFLITS SUR DIX portent sur l'emploi et les salaires dans les entreprises d'au moins cent salariés. Dans les petites entreprises, les grèves ont pour principal objet le respect du droit du travail et le palement des arriérés salariaux.

Les chiffres de l'éconor	nie mond	iale									
										EURO 11	UE 15
PRODUCTION INDUSTRIELLE (en %)											型
Sur un an	2,4 (oct.) 0,6 (oct.)	-7,0 (oct.) -0,7 (oct.)	3,6 (oct.) 9,7 (oct.)	-4,6 (oct.) -0,0 (oct.)	8,3 (oct.) 0,8 (oct.)	17 (oct.) 0,5 (oct.)	2,1 (oct.) 0,4 (oct.)	1,3 (oct.) 0,5 (oct.)	-1,2 (oct.) 0,3 (oct.)	3,2 (oct.) 0,5 (oct.)	
TAUX DE CHÔMAGE (en %)											
1998	45 (oct.)	4,3 (sept.).	9,4 (nov.)	· 8,5 (nov.)	18,2 (nox.)	11,8 (déc.)	12,3 (pst.)	3.7.(oct.)	6,2 (sept.)	10,8 (nov.)	9,8 (nov.)
PRIX À LA CONSOMMATION (en %)											& 1-17
Sur un an	1,5 (sept.) 0,2	+0,1 (juil.) -0,6	0,4 (déc.) 0	0,7 (dec.) - 0,1	1,4 (déc.) 0,3			1,5 (déc.) -0,4	15 (déc) 03	0,8 (déc.) 0,1	0.1 (déc.) 0
PIB EN VOLUME (dernier trimestre connu, en %)	3 trimestre 1998	3 trimestre 1998	3° trimestre 1998	≇ trimestre 1998	≯ trimestre 1998	3° trimestre 1998	3° trimestre 1998	3⁴ trimestre 1998	3 trimestre 1998		
Sur trois mois	3,5 0,9	- 3,5 - 0,7	2,7. 13.	2.2 0,4	-3,8 -0,9	2.9 9.5	12.** 0.5		2.3 0.4	2,7 0,7	2.7 0,7
DÉFICIT PUBLIC/PIB (en %)											<b>*</b>
1997 1998*	0,1 1,4	-33 -55	-27. -26.	-24 -13	-26 -21	-3 29	-2,7 -2,6	-14 -14	19	- 2,5 - 2,3	- 2,3 - 1,8
DETTE PUBLIQUE/P18 (en %)											
1997	ND	ND	- 61,3	122,2	58,8		127.6	72.7	.53,4	74,5	71,9
BALANCE COURANTE™ (en % du P18 anticel)	1º trimestre	2º trimestre	3º trimestre	3º trimestre	3° trimestre	3º trimestre	3º trimestre	3º trimestre	3º trimestre		
Solde trimestriel 1997 Solde trimestriel 1998	-0.49	0.4 0.7	0.5 -0.19	7.A.: 1,13	0,1 0,21	0,6	0,6 0,91	5.4 0,74	0.2	9,4 8,4	0,3 6,3
* prévisions Commission européenne y compris les flux intrazones pour le	JETŠ et ELIRON.	Le chiffre de la	habinee coura	nte belge inclu	e čejuj du 1 eo	embeure.		The same			(A)

Les chiffres de l'économie france	aise	
		<b>MANUAL</b>
CONSORMATION DES MÉMAGES : 1975 - 1977	034 % (ddm) · · · ·	4.442%
TAUX O'EPANGNE	14,5 % (2° trim. 98)	- 0,1 %
POUVOIR D'ACHAT DES NIENAGES	+0,8 % (2-0 km, 98) ,	+39%
	+ 0,5 % (3° trim. 98)	
INVESTISSEMENT	+ (7,8 % (3° ts lm. 98)	+13,7 %
COMMERCE EXTÉRIEUN (en milliards de francs/euros) + 15,9 MdF/2,42 milli (solde cumulé sur 12 mols) + 147,77 MdF/22,53 milli		- 46,9 % - 5,3 %
ENQUÊTE MENSUELLE SUR LE MORAL DES MÉNAGES	-7 (Jame)	-29**
ENQUÊTE MENSUELLE DANS L'INDUSTRIE» opinion des chefs d'entreprise sur les perspectives générales	- 11 (Janv.)	+ 23**
TAUR DE CHÔMAGE DES JEUNES (+ de 25 ans)	21,6 % (08c.)	-21%
PART DU CHÔMAGE DE LONGUE DÜRÉE (UN AN) DANS LE CHÔMAGE TOTAL	37,1 %	+1%
EMPLOIS AIDÉS DANS LE SECTEUR MARCHAND	1 060 700 646CJ	22%
EMPLOIS AIDÉS DANS LE SECTEUR NON MARCHAND	365 300 (déc.)	-11,2%
INTERIOR	592 056	+ 28,8 %
<ul> <li>solde des opinions négatives et positives, données C/5</li> </ul>		mois auparavant
	and the second second second	1.00



M DANS LA TOURMENTE ASIATIQUE, les prévisions de croissance de l'inde demeurent parmi les plus stables, sinon les meilleures de la région, avec un taux de 4,5 % attendu cette année. Mais l'aggravation du déficit de la balance des palements en 1998 inquiète.

ELE DYNAMISME DE LA DEMANDE INTÉRIEURE a entraîné l'an dernier une progression sensible des importations, tandis que les exportations marquaient le pas. Cette détérioration des échanges est préoccupante alors que le pays doit faire face à des échéances sur le remboursement de sa dette, de plus en plus lourde. Par ailleurs, la coalition gouvernementale étant bloquée, les politiques de développement, au premier rang desqueis l'éducation et les infrastructures de base, plétinent, (Nord-Sud Export, groupe « Le Monde ».)

#### **UN CHIFFRE**

DURÉE MOYENNE DU CHÔMAGE DES BACHELIERS **AGRICOLES SUR LES CINQ** ANS SUIVANT L'OBTENTION DE LEUR DIPLÔME

Parmi tous les jeunes sortis du système éducatif en 1992, les titulaires d'un baccalauréat agricole sont ceux qui ont connu la plus brève durée cumulée de chômage pendant les cinq années qui cat suivi.

Ils n'y ont passé que 7,44 % du temps écculé entre 1992 et 1997 (soit un peu plus de quatre mois) et sont ainsi mieux lotis que les jeunes sortis sans aucun diplôme (34 %), mais aussi que ceux issus d'un bac général (12 %), et même que les sortants... c'écoles d'ingénieur (12 %) ou de commerce (9 %), bref, que toutes les autres catégories de diplômés.

C'est une des surprises de l'enquête effectuée par le Centre d'études et de recherches sur l'emploi et les qualifications (Cereq) auprès d'un échantillon de 27 000 jeunes arrivés sur le marché du travail en 1992.

4. 4

La hiérarchie des diplômes reste en revanche assez attendue en matière de qualité de l'insertion. La part des cadres et professions intermédiaires (cinq ans après l'obtention du diplôme) est de 99 % pour les diplômés d'écoles d'ingénieur, entre 87 % et 96 % pour les di-plômés de l'université, de 35 % pour les titulaires d'un bac général et... de 22 % pour ceux d'un

bac agricole. De même leur salaire médian net mensuel est la moitié de ce-Jui d'un ingénieur (6 267 F contre 13 000 F, 955 euros contre 1982 euros), et légèrement infétieur à celui d'un bachelier général (6 500 F, soit 991 euros).

## re de la banane envenime les re

de la croissance aux Etats-Unis et le raientissement en Europe favorisent l'explosion de conflits commerclaux latents. Le premier orage s'est déclaré, il y a deux semaines, à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Fait sans précédent, deux Etats des Caraïbes - la Dominique et Sainte-Lucie - ont mis leur veto à l'autorisation, demandée par les Etats-Unis, d'engager des représailles envers l'Union parce que celle-ci ne s'est pas conformée, dans son nouveau règlement européen sur l'importation de bananes, aux règles du commerce international.

Ces règles avaient pourtant été rappelées à l'Union, il y a quinze mois, par un jugement de l'OMC confirmé en appel. Face à ce blocage, le Président Clinton a aussitôt annoncé qu'il allait réactiver une disposition particulière des lois américaines, le « Super 301 », qui lui permettralt d'engager des représailles sans l'accord de l'OMC (le Super 301 date d'avant la création de l'OMC). Et il a aussi évoqué la possible utilisation du Super 301 en réaction aux exportations d'acier bon marché en provenance d'Asie. notamment du Japon et de la Corée, vers les Etats-Unis.

L'affaire de la banane a, depuis quarante ans, la capacité d'envenimer sérieusement le commerce international et les relations intra-européennes. De fait, en déplt d'améliorations, l'Union n'a pas mis son règlement d'importation des bananes en conformité avec les règles de l'OMC. comme l'ont reconnu deux Etats membres, le Danemark et les Pays-Bas. Il reste deux conflits

Le premier met face à face cinq pays latino-américains (Equateur, Guatemala, Honduras, Mexique et Panama) et européen maintient deux quotas culture des céréales et autres

dégringolade attendue L'Union européenne est en conflit avec les Etats-Unis, mais aussi avec cinq pays

latino-américains

pour les pays liés à l'Union par la Convention de Lomé (ou pays ACP, dont font partie la Dominique et Sainte-Lucie), l'autre pour les pays latino-américains. Les quotas accordés aux pays ACP sont bien plus généreux (tant en termes de quantités que de droits de douane) que ceux imposés aux pays latino-américains. C'est cet aspect discriminatoire du règlement européen qui fait problème : l'OMC s'accommoderait du niveau existant (élevé) de protection s'il était mis en œuvre de facon non discriminatoire, tous les pays bénéficiant du même régime de quo-

à l'importation distincts, l'un

Evidemment, cet aspect discriminatoire est là parce que la Communauté veut protéger les pays ACP et ses propres producteurs de bananes (Canaries, Crète, Guadeloupe, Madère et Martinique) contre les producteurs bien plus efficients que sont ces pays latino-américains.

QUQTAS

Mais cette protection atteint-elle son objectif affiché, protéger les agriculteurs les plus pauvres et les plus petits? Les études économiques montrent que non: chaque année, la protection actuelle de la banane coûte, aux consommateurs européens, de 10 à 12 milliards de francs dont les trente mille producteurs et salariés du secteur voient à

peine le quart. De plus, l'analyse, désormais Bruxelles. Le nouveau règlement largement acceptée pour la l'ancien règlement était appli-

produits agricoles en Europe. des producteurs par le blais des quantités (ce qui est le cas des quotas) profite aux gros produc-teurs, pas aux petits, tout simplement parce que les premiers produisent beaucoup et les seconds peu.

La solution au problème est

étonnamment simple dans son principe (même si elle peut exiger d'apres négociations pour sa mise en œuvre). Euerconsiste à utiliser un autre instrument que les quotas à l'importation pour atteindre l'objectif social visé, à savoir des subventions directes et transitoires – aux revenus des petits producteurs de bananes, et non pas à la production. Appliquée aux producteurs européens de bananes, cette solution est très proche de ce que l'Agenda 2000 prévoit pour nombre d'agriculteurs européens. Appliquée aux pays ACP, elle s'apparente à une assistance conditionnelle, à la fois technique et financière.

Le second conflit met face à face les Etats-Unis et l'Union. Il concerne les services pour acheminer les bananes des producteurs aux consommateurs. L'ancien règlement européen sur les importations de bananes favorisait les grandes multinationales européennes de distribution par rapport aux grandes entreprises américaines : non seulement les premières avaient un accès privilégié aux bananes produites dans l'Union et les pays ACP, mais elles avaient même recu des droits privilégiés pour 30 % des bananes importées en provenance des pays latino-améri-

En apparence, le nouveau règlement élimine cette disposition discriminatoire. Mais, en fait, il la maintient, car il prévoit d'accorder aux entreprises les autorisations d'importer à proportion des quantités importées entre 1994 et 1996, soit précisément la période pendant laquelle

La responsabilité de l'Union d'autres biens ou services plus vaut pour la banane : protéger européenne est centrale dans ce profitables que la banane. contit. Bruxelles a les movens financiers et juridiques d'atteindre ce double objectif légitime: aider les petits agriculteurs et permettre la vente de bananes bon marché (la banane étant, par excellence, le fruit des petits revenus en Europe). En ratant l'opportunité offerte par le jugement de l'OMC pour vraiment atteindre ces objectifs, elle expose des producteurs européens de biscuits, sacs à main, boîtes de carton et autres puliovers aux représalles de ses partenaires commerciaux (Etats-Unis et peut-être d'autres) et elle entache sa crédibilité, si nécessaire pour jouer un rôle central

lors du « Millenium Round » qui

débute dans moins d'un an.

ANACIONISME

La responsabilité de la Dominique et de Sainte-Lucie n'est pas mince. Certes, ils out retiré leur veto au bout de quelques ours. Mais ils out introduit une incertitude, inconnue jusqu'à présent, qui mettra du temps à disparaître. En opposant leur veto, ils bloquent le processus juridique de l'OMC qui, comme tout droit, tend à protéger les petits pays contre les grands, et qui leur aurait permis de négocier, dans les meilleures conditions possibles, une aide compensant l'abandon de l'ancien règlement européen, aide qu'ils auraient pu utiliser pour se mettre à produire

La responsabilité des États Unis, enfin. Il existe une ultime procédure de recours à l'OMC. Elle est en cours, et doit aboutir le 3 mars : déclencher les représailles à cette date, au lieu du 1" février (date butoir initiale), était un risque qui méritait d'être couru et que les Etats-Unis ont finalement pris Il y a quelques

Réactiver le Super 301 est un anachronisme: l'instrument rassure certains membres du Congrès, mais, comme l'ont souligné nombre d'observateurs, son efficacité dans le passé a été plus que limitée. Le danger est encore plus grand quand cet instrument est employé comme une menace envers le lapon et la Corée. faisant rêver les producteurs américains d'acier, toujours à l'afflit d'une occasion pour protéger encore plus leur marché intérieur, et en l'occurrence alliés objectifs des producteurs ACP et

 $\mathcal{A}_{\mathcal{A}}^{-\frac{1}{2}}$ 

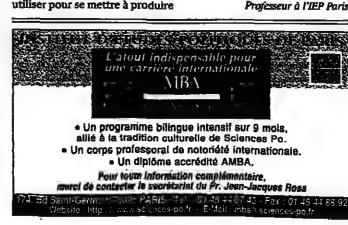
1,1

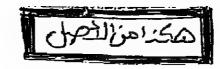
1

sit.

européens de bananes. Ce premier orage révèle le grand paradoxe des conflits commerciaux: ces derniers mettent en présence des secteurs qui n'ont jamais ou peu été libéralisés, la banane en Europe, l'acier aux Etats-Unis. Ces « poches » de haute protection devraient être au cœur des négociations à venir.

> Patrick Messerlin Professeur à l'IEP Paris





## L'idée d'une notation sociale pour les entreprises cotées en Bourse fait son chemin

la vingt-neuvième édition du Forum économique mondial de Davos, en janvier 1999. Quelle ironie ! Le Gotha de la finance internationale, plutôt prompt à défendre mondialisation et libéralisme, a vu la workholder value (valeur pour le salarié) mise en balance avec la shareholder volue (valeur pour l'actionnaire). Peter Hartz, l'un des dirigeants de Volkswagen, a évoque « les responsabilités sociales des multinationales », expliquant que « plus haute sera la workholder value, plus haute sera la shareholder value ». L'adage parfait. A salarié heureux, actionnaire combié. en

#### EMCHAÎNEMENT VERTUEUX

Geneviève Férone n'en a pas cru ses oreilles. « A Davos! vous rous rendez compte... C'est surement le changement de siècie qui perturbe les esnrits. » Cette économiste, passée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OC-DE), appartient au cercle de convertis qui ne voient pas la force de travail comme une donnée passive qui pénalise les comptes des entreprises. En 1997, elle crée Analyses et recherches sociales sur les entreprises (Arese) dont l'objectif est d'évaluer la manière dont les entreprises cotées en Bourse traitent leurs salariés et se soucient de l'emploi. Une sorte de « rating social » donc, où sont pris en compte le niveau des rémunérations, le budget formation, la fréquence des plans sociaux, etc. « Mais attention, prévient-elle, pas d'angelisme. Nous ne decernons pas des prix de bonne conduite. Ce sont ies investisseurs qu'il faut convaincre. »

Sur ce point, le Domini Social index (DSI) est, pour elle, un instrument en or. Cet indicateur traduit les résultats de 400 entreprises cotées à la Bourse de New York, choisles pour la qualité de leur gestion des ressources humaines. Le portefeuille qui appartient à un fonds d'investissement éthique (Domini Social Equition en 1990, des performances

#### Les bonnes performances des placements éthiques commencent à séduire les investisseurs

supérieures à celles du S & P 500, l'un des indicateurs de la Bourse de New York ... . Ce qui signifie bien, reprend Geneviève Férone, qu'une bonne politique sociale n'est pas financièrement penalisante, au

De nombreuses études, menées aux Etats-Unis notamment, confirment la réalité de cet enchaînement vertueux. L'une des toutes demières (pas encore publiée) menée par Mercer Management Consulting (auprès de 800 grandes entreprises nord-américaines dans 35 secteurs différents) révèle qu'entre 1992 et 1997 le taux de progression annuel moven de la valeur boursière des entreprises réductrices de coûts n'a augmenté que de 16 %, contre 26 % pour celles qui ne le sont pas. «A l'heure où la réduction des couts et la rationalisation des activités demeurent une pratique courante

dans de nombreux secteurs, note l'étude, ces résultats confirment que la Bourse est de moins en moins convaincue par les sociétés qui s'appuient exclusivement sur ces stratégies afin d'augmenter leurs bénéfices. > Oue les états d'esprit changent,

Charles-Henri d'Arcimoles, professeur de gestion à l'université de Poitiers, en est persuadé. Il avait choisi de faire sa thèse de doctorat sur « l'utilité d'un bilan social pour les investisseurs » et se souvient du mal qu'il avait encore, il y a deux ou trois ans, à aborder la question d'un rating social. « Je crois que les investisseurs sont prets aviourd'hui à intégrer les ressources humaines dans leurs

Le développement du European Business Network for Social Cohesion (EBNSC, réseau des entreprises européennes pour la cohésion sociale), est une autre traduction des progrès réalisés. Lors de sa création autour de Jacques Delors en 1995, - il y avait une vangtaine de chefs d'entreprise, se souvient Patrick Boulte, correspondant français de l'EBNSC et coordinateur du programme « Fi-Ils sont maintenant près de 200 ».

Mais la tâche est complexe. « La véritable difficulté pour un investisseur, c'est d'anticiper, explique Charles-Henri d'Arcimoles. Et, pour y

▼ Les bonnes performances des placements éthiques

parvenir, les corrélations entre des séries statistiques ne suffisent pas. Il lui faut établir les liens de causalité entre tel et tel facteur. » Or la sohère sociale ne livre pas facilement ses secrets, moins que la protection de l'environnement ou la lutte antitabac par exemple qui, du coup, lui voient souvent la vedette dans les critères de choix d'investissements retenus par des fonds éthiques.

Dès qu'il s'agit d'entrer dans le détail ou dans le qualitatif, le casse-tête mence. Quels critères retenir? Dans l'exemple de la formation professionnelle, doit-on s'arrêter au montant de son budget sur une période de cinq ans? Ne vaut-il pas mieux s'interroger sur ses objectifs et savoir à quels salariés elle est des-

Idem pour les licenciements. Il est communément admis que la Bourse salue les plans sociaux. « Ce n'est pos aussi mécanique, insiste Charles-Henri d'Arcimoles. Une restructuration opérée afin de remodeler l'organisation est généralement bien accueillie par les investisseurs. Mais un ajustement des effectifs réalisé en catastrophe pour faire face à des difficultés fiincières n'est pas pavé de retour. »

La récolte des informations pose également problème. En France, les bilans sociaux n'y suffisent pas. La transparence affichée peut d'ailleurs réserver des surprises. « Un grand groupe indiquait avoir distribué 20 millions de francs de stock-options à douze de ses cadres dirigeants, explique ce spécialiste des rémunérations. Mais once se partageaient 1 million et un seul les 19 millions restants. » Dévoiler ces secrets ou d'autres peut déstabiliser l'entre-

Enfin. et surtout, les « récettes » en matière de ressources humaines sont contingentes, ce qui rend difficile la mise en exergue des meilleures pratiques. Autant de chantiers auxqueis il faut s'attaquer pour que le rating social entre dans les faits.

Marie-Béatrice Baudet

## De nouvelles règles du jeu pour la recherche

inalement, le budget de recherche européen pour les quatre années à venir a été adopté le 22 décembre 1998, sans tambour ni trompette, par les quinze pays de l'Union. Se montant à 14,96 milliards d'euros, ce cinquième programme-cadre pour la recherche et le développement (PCRD) est en progression réelle de 4,61 % par rapport au précédent. Après d'intenses négociations entre les ministres de la recherche des Etats membres et la Commission, li semble autourd'hul satisfaire tout le monde.

Ce programme diffère des quatre précédents dans la définition de ses priorités. Ce ne sont plus les technologies qui sont mises en avant, mais leurs finalités. Les « actions clés » n'ont plus pour objectif affiché d'améliorer la compétitivité des entreprises, mals de s'attaquer à des problèmes économiques et sociétaux : amélioner la qualité de la vie et la gestion des ressources vivantes, développer une société de l'information conviviale, favoriser une croissance compétitive et durable, préserver l'écosystème, innover et faire participer les PME, accroître le potentiel humain, affirmer le rôle international de la

#### Repères

● L'Association nationale de la recherche technique (ANRT) organise, les 11 et 12 février prochains à Paris, un colloque sur le cinquième programme-cadre de recherche et développement de l'Union européenne. www. anrt asso. fr/europe/colloque/index. html

◆ La conférence de lancement du cinquième programme-cadre sa tiendra à Essen (Allemagne), les 25 et 26 février. events, relatech, fi/fp5

 Plus généralement, on trouve de nombreuses informations sur la politique de recherche communautaire sur les deux sites suivants : europa. eu. int (site de la Commission); www. cordis. lu (tout sur le cinquième PCRD).

#### Le cinquième programme-cadre de l'Union européenne veut mettre les technologies au service du citoyen

recherche communautaire. Certains services de la Commission ont été réorganisés pour mieux servir cette cause. Ainsi l'équipe qui gérait le programme Esprit a quitté la DG 3 (industrie) pour rejoindre la DG 13 (société de l'information et innovation). Elle-même s'est redécoupée en fonction de ses propres objectifs: améliorer les systèmes d'information pour le citoyen, pour les entreprises, pour l'éducation, etc. « Nous allons encourager les nouvelles applications pour lesquelles le marché est en retard, comme la santé, l'aide aux handicapés, aux personnes âgées, la cité numérique », explique Robert Verrue, directeur général de la DG 13.

Néanmoins, lorsqu'on recombine les chiffres pour voir de quel budget vont bénéficier les différentes technologies, on observe que le changement se fait dans la continuité. Les technologies de l'information continuent d'être bien servies avec un budget de 3,6 milliards

d'euros. Des comités consultatifs réunissant experts, scientifiques et utilisateurs en entreprises conseilleront et contrôleront le bon avancement

des projets. La valorisation, souvent décevante, des actions subventionnées, et la difficulté de plus en plus grande de faire voter ces budgets au plan politique expliquent ce nouveau mode de gestion du programme-cadre. Le Conseil de la compétitivité, organisme américain, a présenté, mardi 2 février à Davos, un nouvel indicateur mesurant la capacité d'innovation des pays développés. Il indique que

cinq pays européens, la France, l'Italie, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne, ont régressé dans le classement entre 1980 et 1995. Or ces pays ont bénéficié des trois quarts des fonds du quatrième

Certes, les PCRD, qui ne représentent que 4 à 5 % des dépenses de recherche des Quinze, ne sont pas les seuls responsables de cet état de fait. Mais le nouveau mode de gestion du cinquième programme contribuera-t-il à inverser le phénomène, à mieux valoriser sur le marché les résultats des recherches?

« On verra si ces changements sont cosmétiques ou réels dans les mois qui viennent », répond Christian Dambrine, ex-directeur général de l'Association nationale de la recherche technique (ANRT) et consultant pour la Commission. Ce bon connaisseur du dossier reste sceptique quant à la capacité de la Commission à surmonter deux handicans : la lenteur du processus d'attribution des aides, et l'incapacité à arrêter un projet lorsqu'il ne

mène à rien. Pour Pierre de la Chapelle, président de la commission recherche européenne du Medef, et directeur

de la coopération européenne pour Thomson-CSF, un autre frein est celui « de la propriété intellectuelle. L'absence de protection efficace limite les recherches menées au sein des PCRD, un programme ouvert à tous vents ».

Ferveut avocat des programmes de recherche européens, il apprécie néanmoins ce système qui permet « en dépensant 100 F d'occéder à un budget de 1 000 grace aux apports des autres partenaires et de la Commission »; il juge aussi inestimable « le bouillon de culture durable, le réseau européen de laboratoires suscité par ces programmes de recherche . Ces partenariats restent néanmoins assez peu diversifiés. Selon une étude de l'ANRT, « 35 % des liens établis par des Français dans l'Europe des Quinze, à travers des contrats de recherche, le sont avec des partenaires allemands ou

Cette nouvelle approche pragmatique ét citovenne aura en tout cas permis au projet d'être approuvé. Ce qui, dans cette période de restriction budgetaire, n'est déjà pas un mince résultat.

Annie Kahn



#### HISTOIRE ÉCONOMIQUE

par Laurent Fléchaire et Jacques-Marie Vaslin

## La revanche financière sur la défaite de Sedan

uand on touche le fond, on ne peut que remonter. C'est sans doute ce qu'a dû se dire Adolphe Thiers en arrivant au pouvoir, tant la situation politique et économique qu'il affronte est difficile. La France traverse alors « l'Année terrible », entre l'été de 1870 et le printemps de 1871. Le régime de Napoléon III, qui a déclaré la guerre aux Prussiens en juillet 1870, tombe six semaines plus tard, après une succession de défaites.

La guerre est perdue, la France envahie, et bientôt la Commune va se lever pour remettre en cause à la fois la paix signée avec les Allemands et la légitimité du gouvernement de Thiers qui a pris la succession de l'Empire. Pour couronner le tout, Bismarck exige, outre l'Alsace et la Lorraine, des réparations de guerre colossales. Certains ministres prussiens évoquent d'abord des sommes de 2 ou 3 milliards de francs. Finalement, Bismarck tranche: ce sera 5 milliards de francs, soit l'équivalent de près de trois ans de recettes fiscales! Et les Allemands mettent la pression sur les autorités françaises, en conditionnant leur départ au versement programmé de ces indemnités.

La Ville de Paris doit régier 200 millions de francs. La France doit s'acquitter de 1,5 milliard de francs pendant l'année 1871, 500 millions en mai 1872, et 1 milliard de francs tous les 1m mars de 1873 à 1875. On prévoit même la date et l'heure (le 1º mars 1871 à 10 heures) de l'entrée des troupes allemandes dans Paris pour forcer la main à l'Assemblée nationale qui doit ratifier les conditions de paix négociées avec Thiers. La France a le couteau sous la gorge et le chancelier Otto von Bismarck est bien décidé à étouffer financièrement son voisin.

Le gouvernement français va tout faire pour sortir de cet étau. Thiers organise, à un an d'intervalle, les deux emprunts qui vont porter son nom et qui sont les plus élevés du siècle. Son idée est de payer au plus vite, quel que soit le prix, pour que les armées allemandes partent le plus rapidement possible. Mais la partie est loin d'être gagnée d'avance. Les budgets des années 1870-1871 se soldent déjà par des déficits dont la somme globale est estimée à plus de 1,6 milliard de francs et la France est un pays vaincu et politiquement fragile.

Adolphe Thiers organise, à un an d'intervalle, les deux emprunts les plus élevés du siècle. Son idée est de payer au plus vite, quel que soit le prix, pour que les armées allemandes partent le plus rapidement possible

Thiers, qui veut réserver à ces émissions toutes les chances de réussite, élargit leur accès à l'ensemble des capitaux mobilisables. Les grands banquiers comme les particuliers vont pouvoir y souscrire. En plus des traditionnels guichets du Trésor s'ouvrent auprès des établissements bancaires ainsi qu'à la caisse des trésoriers payeurs en Algérie. Jusqu'en Inde, on peut proposer son épargne à l'Etat français. Selon les archives du banquier ailemand Warburg, le gouvernement français avait même payé une double page de publicité dans la presse hambourgeoise pour attirer les souscripteurs d'outre-Rhin.

Le premier emprunt se fait en rente 5 % (l'équivalent de l'obligation d'Etat d'aujourd'hui) le 27 juin 1871. Le gouvernement souhaite lever 2,3 milliards de francs. Mais, en moins de six heures, est réuni plus du double ! Au total, 335 000 personnes souscrivent pour 4,9 milliards de francs. Dont un milliard de francs qui vient de l'étranger puisqu'on achète à Londres, à Amsterdam, à New York, mais aussi à Bombay ou à Calcutta.

Le résultat inespéré de cette émission fait alors les titres des plus grands journaux. Les rédacteurs du journal officiel utilisent les superlatifs les plus élogieux pour souligner la réussite de cet emprunt. La presse étrangère salue également ce succès. Le Times note, dans son édition du 28 juin 1871, l'engouement « considérable » qu'a suscité cette souscription en Angleterre. Deux jours plus tard, le journal britannique affirme que le premier sentiment généralement éprouvé à la nouveile de cet incroyable succès, c'est la surprise devant ces ressources intarissables jusqu'alors insoupçonnées. Le journal belge L'Echo du Parlement qualifie les souscriptions belges d'« énormes », et il en est de même en Autriche.

Le succès est tel que la rente 5 % voit son cours augmenter de 15 % en quatre mois. Car, comme aujourd'hui dans le cas d'une privatisation très réussie, ceux qui n'ont pas pu être servis lors de la souscription tentent de racheter les titres émis par l'Etat en

Il faut dire que le gouvernement a pris toutes les mesures possibles pour attirer l'épargne. Financièrement d'abord, les conditions sont avantageuses puisque les souscripteurs reçoivent un taux actuariel de 6,45 %, supérieur aux taux proposés antérieurement par l'Etat. Ce n'est donc pas uniquement par patriotisme que les Français sont venus proposer leurs économies. On encourage même les épargnants en autorisant les souscripteurs à payer en dix-sept mensualités.

Pour clore le financement des indemnités, une nouvelle émission est mise en place par la loi du 15 juillet 1872. C'est le plus gros emprunt du siècle, puisque 3,5 milliards de francs sont levés par l'Etat. La souscription a lieu les dimanche 28 et lundi 29 juillet. Cette fois-ci, on consent à ce que les épargnants payent en vingt mensualités. Ce n'est plus un succès, c'est un triomphe ! En deux jours, quelque 49 milliards de francs sont proposés. Près de 21 milliards à l'intérieur du pays et plus de 28 milliards hors de nos frontières.

Les marchés vont saluer la réussite de la France, qui est parvenue à se sortir de cette situation financière épineuse, en achetant massivement des rentes (ce qui fait baisser le taux d'intérêt). Preuve que l'Etat aura gagné en crédibilité, en triomphant de la difficulté qui lui était imposée. Et, comme l'avait souhaité Adolphe Thiers, les troupes allemandes sont parties plus tôt que prévu du sol français. Le raz de marée financier pendant ces deux emprunts fut tel que le caricaturiste Honore Daumier avait représenté, dans le Charivari du 2 août 1871; un Prussien portant le traditionnel casque à pointe écrasé par des sacs pleins des indemnités françaises. C'est donc bien avant leur revanche militaire de 14-18 que les Français prirent une revanche financière sur l'humiliation de Sedan.

· Quels criteres pour evalu de la Banque centrale eu

Bresi :: Russie, deux et facea une crise de chan

- No. 1876 - **開始** 1. 1389

4.50 320 Sec.

TRIBUNES

#### Quels critères pour évaluer la politique Franche financière de la Banque centrale européenne?

RE ECONOMIQUE

Maria production in the con-

THE RESIDENCE

papers of the

B. WHEN THE WAY TO THE

Branch Branch Branch Carlo

A STATE OF STATE OF

ALL THE PARTY OF

make the territory

défaite de Sedan à quelque chose? Oui, à fournir des recommandations de politique économique, répond l'Association fran-Charles of the Control of the caise de sciences économiques (AFSE). Cette institution tente de réaliser en France ce qui est usuel dans le monde anglo-saxon: faire se rencontrer les acteurs politiques et les universitaires. C'est dans ce sens qu'elle a organisé, le 27 janvier के केंद्र हैं के जिल्ला है के उन्हें à Paris, ses premiers « entretiens » autour du thème : « Quelles poiltiques monétaire et budgétaire en Union économique et monétaire? », un sujet où « l'actualité brûlante croise la vivacité du débat académique», selon Louis-André Gérard-Veret, le président de l'AP $e^{-i\frac{\pi}{2}} \left( \frac{1}{2} \frac{1}{n} \frac{d p_{n,\underline{n}}}{d n} \right)$ SE. (Les travaux présentés dans le cadre de ces premiers « entretiens » seront publiés dans la Revue d'économie politique en juin pro-100

72.25

11.440

11,000

10.00

Sec. 25, 1988

4.50

- 25.0

. 10 total <u>pot</u>

Et il est vrai que les objectifs de la Banque centrale européenne (BCE)



Jean-Paul Pollin ● Professeur d'économie à · l'université d'Orléans depuis 1980, Jean-Paul Pollin, 54 ans, est un spécialiste de la politique monétaire.

■ Il s'inscrit dans le courant post-keynésien et estime que « la monnaie est une affaire trop sérieuse pour la Jaisser aux mains des banquiers centraux ».

Colloque L'Association française de sciences économiques milite pour des indicateurs

transparents

sont définis très généralement et que l'opacité de son comportement reste grand. Suivant quel raisonne-ment la BCE doit-elle décider de modifier ses taux? Quelle doit être la « règle monétaire » pour la BCE ? C'est à ces questions qu'ont tenté de répondre les économistes Patrick Artus, Alexis Penot et Jean-Paul

Leur réflexion s'est organisée en trois temps. Acte I : pourquoi défi-nir des règles monétaires ? Deux arguments sont avancés par les économistes. Il s'agit d'abord « d'assurer la nécessaire transparence de la politique monétaire, contrepartie de l'indépendance de la Banque centrale ». L'instauration de règles de comportement permet de discuter et de contrôler les banquiers centraux et, le cas échéant, de les sanctionner.

An-delà de cette justification démocratique, les économistes ranpellent que la crédibilité est la condition sine qua non de l'efficacité de la politique monétaire. Ils soulignent que la BCE, nouvellement née, ne bénéficie d'aucune réputation, si ce n'est ceile issue de l'hédtage supposé et limité de la Bundesbank. Elle se doit donc de justifier ses choix pour assurer sa crédibilité et, par conséquent, son efficacité. De plus, la définition de règles de comportement lui permettrait de se protéger des éventuelles pressions des onze gouver-

Acte II : si des rè tement de la BCE doivent être Cette complexité rend difficile la

ixées, reste à déterminer lesquelles, Que peut-on proposer comme alternative à l'indicateur de masse monétaire (poétiquement nommé M3 H) qui sert aujourd'hui de réfé-

rence à la politique de la BCE? La difficulté est de trouver le bon équilibre entre simplicité et préci-sion du raisonnement. Les règles doivent être suffisamment simples pour être comprises par l'opinion, et pour que transparence rime avec crédibilité et efficacité. Et en même temps, elles ne doivent pas être trop simplistes, afin que la BCE ne prenne pas de mauvaises décisions à partir d'un modèle qui serait im-

précis car trop réducteur. L'indicateur de masse monétaire présente, selon Patrick Artus, l'avantage d'être simple. Mais il y a un tel éloignement entre l'objectif intermédiaire (la masse monétaire) et l'objectif final (l'inflation ou l'activité) qu'on ne sait pas si la banque centrale prend des décisions utiles.

CIBLES D'INFLATION

Les trois économistes estiment que cibler un objectif de masse monétaire est donc « peu crédible et immrécis ». Jean-Paul Pollin rappelant que la Buba, qui observait cette procédure, « n'atteignait environ qu'une fois sur deux ses objectifs, et était contrainte de s'en expiiquer a posteriori ». Il n'est pas sûr « qu'une banaue centrale (de moindre réputation que la Buba) puisse sans dommage se permettre de manquer trop fréquemment les objectifs qu'elle se serait eile-même assignés ». Donc, exit les objectifs de masse monétaire.

Reste la règie des « cibles d'infiation », utilisée par la Banque d'Angieterre ou la Banque du Canada, par exemple. La cible est plus juste, car les objectifs visés collent de plus près à la réalité, mais la banque centrale doit, pour prévoir une inflation à cibler, construire une maquette de l'économie complète et des de compor- donc nécessairement complexe

compréhension des décisions de la banque centrale.

Après avoir signalé ces risques théoriques, les économistes sont passés à la pratique. Acte III : tester différentes règles monétaires pour tenter de déterminer la plus pertinente. Mais leurs calculs, qui n'aboutissent pas à des résultats univoques, appellent à de nouvelles

L'AFSE invita ensuite Philippe foutot, directeur adjoint des questions économiques à la BCE, à réagir à l'exposé des économistes. Il in-

diqua que la BCE ne souhaitait pas utiliser ses prévisions « comme symboles » et rejetait donc l'idée de se fixer une règle des « cibles d'inflation ». La BCE, qui peut changer ses estimations au fur et à mesure des événements, pourrait souffrir d'afficher trop publiquement ses anticipations. Perdant en crédibilité, elle y perdrait en efficacité. Une certaine opacité lui est donc

Enfin, le représentant de la BCE rappela, outre qu'il était « allergique » à une inflation qui serait entre 3 % et 5 %, que la banque centrale ferait un point de presse une fois par mois et que son président viendrait s'expliquer cinq fois par an devant le Parlement européen.

Les entretiens de l'AFSE ont atteint leur but en instaurant un premier dialogue entre universitaires et responsables de l'action politique. Un autre de ses objectifs était de démocratiser l'acrès à une information économique de qualité, c'est-à-dire éviter à la fois les arguments simplistes et ceux trop abscons des spécialistes. Mais la présence de nombreux économistes dans la salle a parfois orienté le discours vers une discussion universitaire. Pour rendre plus attractif leur discours, les économistes doivent sans doute le simplifier.

Laurent Fléchaire

#### LIVRES

par Daniel Urbain

## **Exception syndicale**

LES SYNDICATS EN MIETTES de Jean-François Amadieu Seuil, 222 p., 110 F, 16,8 €

n France, le syndicalisme est particulièrement divisé. Afl-leurs, le pluralisme n'a pas le même impact « radical et ra-vageur ». Jean-François Amadieu appuie ce constat sur un panorama international (principalement européen). Plusieurs organisations peuvent coexister dans un pays, mais elles ne se multiplient pas à l'envi, et le souci d'une certaine unité d'action est toujours présent. L'exemple de l'Italie est intéressant à cet

Notre exception ne serait donc même pas latine. C'est bien dans l'Hexagone que le syndicalisme est confronté « aux risques d'une marginalisation ». Risques d'autant plus élevés que les modifications de périmètre correspondent chez nous, depuis un demi-siècle, à des mouvements centrifuges. Les scissions CGT/FO et CFDT/CFTC en témoignent, confirmées dans un passé récent par l'éclatement de la FEN, la création de SUD, le départ de certains adhérents de FO...

Ce livre démonte avec pertinence les mécanismes de l'émiettement. Notre législation préfère le principe proportionnel au principe majoritaire dans la représentation des organisations et la répartition des moyens dont elles bénéficient. Elle contribue ainsi à installer et à pérenniser des syndicats peu implantés, les « barrières à l'entrée » de nouveaux venus n'étant pas très élevées.

De même, les accords collectifs peuvent être validés par la signa-ture d'organisations très minorhaires (et même d'une seule); l'autorité de ces accords est alors fragile, puisque les autres organisations ne se sentent pas engagées.

C'est pourquoi Jean-François Amadieu prône «un changement profond de notre droit », une représentation unique au sein des entreprises sur le modèle américain (la compétition entre organisations ne s'y exerce qu'avant l'impiantation dans l'entreprise), la nécessité d'une signature de syndicats majoritaires pour qu'un accord soit valable, l'élection au lieu de la désignation des délégués syndicaux, la mise sur pied d'un système paritaire de règlement des litiges... Si, pour mettre fin à l'exception française, il faut « privilégier la négociation sur la loi » comme le souhaite l'auteur, ces modifications risquent de prendre du temps.

Mais même divisés et affaiblis, les syndicats français sont-ils dans un état aussi piteux et d'un fonctionnement aussi déplorable qu'il le décrit ? Affirmer qu'ils sont « des courroles de transmission des partis politiques et des groupuscules de tout poli » est caricatural et en partie inexact. Prétendre que leur fonctionnement est «opaque» et leurs dirigeants « incontrôlés » revient à oublier que la pratique du débat organisé et de la décision collective y est plus développée que dans beaucoup d'autres structures, partis et associations par

Certes, nos syndicats ne sont pas irréprochables. Et ils ont un gros défi à relever : répondre aux évolutions du salariat et de l'organisation des entreprises, dont ils ont en grande partie raté la première étape. C'est sans doute par une réflexion commune et par une unité d'action sur quelques-uns des thèmes liés à ces mutations

## Brésil et Russie, deux économies face à une crise de change

névitablement, la décision de laisser flotter le real brésilien fait écho à la crise du mois d'août 1998, lorsque la Russie décréta un moratoire sur sa dette interne et laissa filer la valeur du rouble contre le dollar. Le real en 1994, comme le rouble en 1995, a été ancré au dollar au sein d'une bande de fluctuation à dépréciation contrôlée. Cette politique s'avère efficace pour combattre l'inflation, mais elle s'accompagne de taux d'intérêt élevés à l'origine d'une hansse du service de la dette interne, et se traduit par une surévaluation qui finit par précipiter la crise de change.

· La comparaison de certains agrépets macroéconomiques (rapportés au PIB) renforce l'impression de similitude: dette publique à court terme de l'ordre de 15 % en Russie et approchant 20 % au Brésil (fin 1997), déficit public (8 %) et dette extérieure (supérieure à 30 %) équivalents dans les deux pays (mi-1998). Ce tableau succinct qui laisse craindre un «effet samba» aussi destructeur que l'« effet vodka » cache cependant des différences marquées quant aux fondements réels des deux économies, en particulier dans les choix d'industrialisation et d'insertion inter-

nationale. La dépendance commerciale constitue l'un des handicaps de la Russie: les hydrocarbures représentent environ deux cinquièmes de ses ventes externes, la chute sévère du prix du pétrole depuis l'autorme 1997 provoquant un choc exogène. A l'inverse, la diversification accrue des exportations du Brésil constitue um antidote aux chocs sectoriels sur les matières premières. Elle découle d'une politique d'industrialisation par substitution aux importations sur laquelle est venue se greffer une stratégie de promotion des exportations, où firmes multinationales et entreprises d'Etat (avionneur Embraer, sidérurgiste Vale Rio Doce,...) jouent conjointement un rôle mo-

En matière de régionalisation, 1991 fut une année-clé pour les deux pays: création du Mercosur donnant le feu vert à la formation d'une union douanière entre le Brésil, l'Argentine, le Paragusy et l'Uruguay (le commerce réciproque Brésil-Argentine a ainsi connu un essor spectaculaire de 360 % en valeur entre 1990 et 1995), et instauration de la CEI qui regroupe la plupart des Républiques de l'ex-URSS.

INTÉGRATION RÉGIONALE

Malgré l'accord d'avril 1994 sur la zone de libre-échange de la CEI, la volonté de ses Etats membres de protéger les marchés nationaux finit par prévaloit. La Russie participe à la « désintégration commerciale » de l'ex-URSS, au moment où le Brésil s'implique dans un processus vertueux d'intégration régionale dont le rythme d'ouverture est plus rapide que celui du commerce multilatéral. Avant l'éclatement de l'Union

soviétique, les échanges russes avec ses actuels partenaires de la CEI comptaient pour plus des deux tiers de son commerce total, contre moins du tiers aujourd'hui. Ils sont de plus caractérisés par un très faible taux d'échange intrabranche, héritage de l'ancienne division socialiste du travail entre les Républiques où l'hyperspécialisation était de règle (gaz, pétrole et bois à la Russie, coton à l'Ouzbékistan, acier à l'Ukraîne, etc.). Or le succès d'une régionalisation dépend davantage de l'essor du commerce intrabranche que du commerce interbranche. C'est iustement le cas des deux puissances dominantes du Mercosur. Mais la forte croissance de leurs échanges intra-industriels depuis le milieu de la décennie 80 est aujourd'hui menacée par les tensions bilatérales. que ne manque pas de susciter la chute du real.

Les changements structurels brésiliens et l'inertie du système industriel russe conduisent à opérer Moulin (Lyon).

une distinction entre « économie émergente » et « marché financier émergent ». Si la première désignation ne va pas sans l'autre, la réciproque n'est pas vraie. La capitalisation boursière de la Russie s'est rapidement déconnectée de la base réelle de son économie, qui n'a connu qu'une seule année de croissance, d'ailleurs bien timide (0,8 % en 1997) depuis le démantèlement de l'Union soviétique. La qualité d'économie émer-

gente n'est cependant pas une garantie contre les crises de change brisant les systèmes d'ancrage-dollar. Le maintien d'une parité surévaluée suppose une discipline budgétaire accrue pour la crédibiliser, sans quoi la hausse des taux d'intérêt doit s'y substituer. Or, c'est un cas critique de policy mix associant déficit public et taux élevés qui est adopté au Brésil, susceptible donc de provoquer un cercle vicieux d'augmentation de la dette interne puis sa restructuration. L'extrême rigueur de la politique monétaire tient aussi aux attaques répétées subies par le real au gré de la contagion asiatique puis russe dans un contexte de libéralisation

des flux de capitaux. Si l'« effet samba » était à l'origine d'un « effet tango », pourraiton cette fois invoquer l'indiscipline fiscale d'un pays sud-américain considéré parmi les plus vertueux en la matière ? L'adoption d'un ensemble de mécanismes régulateurs de prévention des effets de contagion est aujourd'hui un défi pour la stabilité de l'économie mondiale. Le nouveau système de crédit d'urgence du Fonds monétaire international (FMI), destiné à enrayer les fuites de capitaux de pays émergents exagérément malmenés, en constitue peut-être les prémices.

Catherine Mercier-Suissa et Jérôme Trotignon sont maîtres de conférences à l'Institut d'administration des entreprises de l'université Jean-





#### DÉPÊCHE

◆ CONCOURS. Le ministère de l'emploi et de la solidarité organise, avec le soutien du Fonds social européen et la participation de Lotus et Microsoft, Téléform 99, un concours des meilleurs Intranet dédiés à la formation professionnelle du personnel d'une entreprise ou d'une organisation. A la clé, trois prix avec une dotation financière et une dotation matérielle. Les dossiers d'inscription (cloturée le 31 mars) sont à remplir sur le site www.cyberwor-Renseignements: 04-42-70-00-66.

#### AGENDA

• FORMATION. Emergences, organisme specialise dans la formation et le conseil aux élus des comités d'entreprise et des CHSCT proche de la CGT, organise à Montreuil, depuis 1988, des « rendez-vous » avec des chercheurs ou des experts, destinés aux acteurs de la formation et aux responsables syndicaux.

D'ici à la fin de l'année, cinq rendez-vous sont proposés: avec Jacques Freyssinet (11 février, impact de la décentralisation sur la formation professionnelle des Jeunes), Jacky Beillerot (10 mars, modes d'accès au savoir, jeunes et adultes), Yves Clot (7 avril, la construction des compétences), Yvette Lucas (5 mai, travail et nouvelles technologies), Claude Dubar (3 Juin, les débats sur l'avenir du travail). Renseignements: 01-48-18-68-00.

● DÉBAT. Le revenu d'existence, les nouvelles formes d'entrepreneuriat, le tiers-secteur, la réduction du temps de travail, le renouvellement des formes d'action politique, la mobilité entre public et privé, la citoyenneté européenne... sont-ils autant de concepts fondateurs d'un «libéralisme de gauche »? La question fera l'objet d'une conférence-débat, animée entre autres par Didler Livio, Roger Sue, Jean-Pierre Worms, Pierre Larrouturou, Yoland Bresson, le 13 février à Saint-Denis.

Renseignements: 01-53-25-14-14. ● COMPÉTENCES. Dans quelle mesure l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication permet-il une individualisation des parcours de formation, en adaptant contenus et objectifs au niveau initial de chacun? Au travers d'exemples, le Forum français pour la formation ouverte et à distance organise un débat, le 18 février à Paris, dans le cadre de l'université ouverte de la société de l'information organisée par la Cité des sciences.

Renseignements: www.ardemi.ft/ffod ou www.cite-sciences.fr

● INNOVATION. L'Ecole supérieure de commerce de Paris (ESCP), l'école Solvay (Belgique) et le Conservatoire national des arts et métiers, associés au sein du forum Innover et Entreprendre, organisent simultanément à Paris et Bruxelles, le 26 février, un débat sur les « Entrepreneurs made in Europe », où Américains et Européens confronteront expériences et modèles d'entreprises innovantes. Renseignements: 01-49-23-20-16.

#### **SUR INTERNET**

• ORIENTATION. Le Centre d'information documentation jeunesse (CID)) vient d'ouvrir son site web, sur lequel on peut accèder à la totalité des « fiches » d'information de cet organisme sur les études, les professions, la recherche d'empioi, la santé et la vie pratique, les loisirs, les voyages à l'étranger. On y trouve également des offres de stages, les coordonnées des antennes du réseau information-jeunesse, un catalogue des publications du CIDI.

Seul regret : le mode de navigation est visiblement inspiré de la culture « documentaliste » du CID) ; boutons et menus sont dissimulés dans des onglets virtuels, figurant en haut des pages; encore faut-il le savoir... Heureusement, une recherche par mot-clé, d'une part, et un plan du site, d'autre part, facilitent la tâche de l'internaute.

www.cidj.asso.fr ou www.information.jeunesse.tm.fr

● VEILLE. Le nouveau site de l'Agence pour la diffusion de l'information technologique (ADIT) affiche grabiltement des milliers d'articles sur l'innovation technologique française et l'actualité scientific gique et économique mondiale. Un moteur de recherche permet de pointer les documents pertinents.

Après s'être abonné au service, chacun peut créer son « profil » personnel et recevoir régulièrement les informations recherchées, soit par courrier électronique, soit en se connectant au site de l'ADIT.

L'Agence pour la diffusion de l'information technologique est un établissement public à caractère industriel et commercial, placé sous la double tutelle du ministère des affaires étrangères et du ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie.

● PARTICIPATION. Une association américaine, The Foundation for Enterprise Development, a créé un site sur les stock-options. De quoi faire envie aux salariés français, qui ne bénéficient pas d'une législation aussi avantageuse que leurs collègues américains.

Un répertoire affiche également une liste impressionnante de liens vers des sites traitant de la façon dont on peut mieux motiver les salariés en les faisant participer au capital de l'entreprise.

#### $LE\ MONDE$ diplomatique

FONDS DE PENSION

Jouer sa retraite en Bourse? par Michel Husson Un triple échec aux Etats-Unis par Jacques Nikonoff Au nom des entreprises? par Dominique Plihon

**EUROPE**: Enjeux et pièges d'une Union européenne élargie, par Jean-Yves Potel. - L'opinion polonaise hésite, par Robert Soltyk. - Trafic de femmes en provenance de l'Est, par Yves Gery. - L'amère victoire des mineurs roumains, par Damien Roustel.

■ NIGERIA: Un pays aux multiples fractures, par Joëlle Stolz.

HISTOIRE: Les archives baillonnées de la guerre d'Algérie, par Claude Liauzu. - Des camps pour les républicains espagnols, par Denis Fernandez Recatala.

**QUÉBEC**: Les illusions du libre-échange, par Dorval Brunelle. SOCIÉTÉ: Le droit à l'intimité en prison, par Michaël Faure. -Les dessous de l'affaire du sang contaminé, par Catherine Smadja et Phi-lippe Froguel.

■ COLOMBIE: Clameurs de paix, par Benoît Guillou. - Le parti-cularisme - noir » au risque de la violence territoriale, par Michel Agier et

■ TURQUIE: La gauche entre militaires et islamistes, par Wendy

en. - Quelle stratégie pour le Kurdistan ? par Michel Verrier. En vente chez votre marchand de Journaux - 24 F - 3,66 €

## Les entreprises d'insertion recherchent d'urgence de nouveaux débouchés

travail : cette idée fondatrice des entreprises d'insertion (EI) est de plus en plus mise à mal. Non seulement leurs responsables se heurtent à des difficultés croissantes pour trouver des débouchés aux personnes qu'ils accueillent, mais aujourd'hui aucun ne saurait jurer de la pérennité de l'insertion des personnes qu'ils ont réussi (tant bien que mal) à placer dans l'emploi.

Seion la seule enquête de la Dares (ministère de l'emploi et de la solidarité) qui existe aujourd'hui sur le sujet, un peu plus de deux ans après leur passage en EI, près de 60 % des personnes connaissent à nouveau une période de chômage. La moitié de celles (plutôt les jeunes et les mieux formés) qui occupent un emploi l'ont déniché dans le secteur de l'insertion.

TRAVAUX PEU QUALIFIÉS

Les emplois sur lesquels débouchent les parcours d'insertion relèvent, pour l'essentiel, de travaux peu qualifiés du bâtiment, des travaux publics, des services d'entretien et de nettovage. Des postes qui, dans ces secteurs de main-d'œuvre fortement soumis aux aléas économiques, sont souvent les premiers touchés lors d'un retournement conjoncturel.

Surtout, « la réalité du marché du travail, c'est aujourd'hui de plus en plus de précarité, constate Caroline Le Dantec, l'ex-directrice de Vitamine T, une El parmi les premières à avoir été créées. Les personnes passées par une El restent beaucoup moins armées que les autres pour faire face aux changements incessants. »

La précarité des personnes se conjugue ainsi à celle du marché. « Les débouchés en CDI sont passés de 40 % à 10 % », reconnaît Alain Ribager, délégué de l'Union régional des structures d'insertion (UR-SI) de Poitou-Charentes.

« Il n'est pas question pour autant de mettre une croix sur la fonction de sas vers l'emploi durable », inLe développement de la précarité sur le marché du travail pénalise les publics en difficulté

siste Christian Valadou, secrétaire général du Conseil national des entreprises d'insertion (CNEI). Celle-ci reste essentielle, et il faut rechercher tout ce qui peut permettre de la relancer. »

Pour cela, « il faudralt qualifier, sinon on continuera à créer des illusions, relève Roger Bonnevial, créateur d'Autonomie Système, qui ne croit plus à l'insertion économique telle qu'elle a été conçue il y a vingt ans. Mais avec les contraintes économiques auxquelles nous devons faire face, nous

n'en avons pas les moyens. » « Lorsque nous envoyons des salariés en formation, c'est un manque à gagner en termes de production. D'autant que cela concerne ineluctablement ceux qui ont les potentiels les plus élevés », explique Patrick Klin, président d'Envie Développement, qui a passé un certain nombre d'accords avec l'Association pour la formation des adultes

Aussi les acteurs cherchent-ils désormals à « ériger en principe permanent » - pour reprendre une expression d'Alain Ribager - le partenariat avec les entreprises. Ils s'attachent de plus en plus, par exemple, à assortir les contrats de sous-traitance d'une clause de priorité d'embauche pour leurs salariés sur les postes à pourvoir par le donneur d'ordres.

« Lorsque nous arrivons à placer les personnes en stage, nous augmentons sensiblement les chances de réussite car la moitié d'entre eux débouchent sur un emploi », appule Martin Spitz, délégué général d'Envie Développement.

Face à l'ampleur du défi, les El vont jusqu'à envisager de créer elles-mêmes des emplois pérennes. Certaines en viennent ainsi à stabiliser des personnes sur des postes permanents.

De plus en plus répandue, cette solution n'est toutefois qu'un pisaller pour Sylvie Grucker, délégué générale de l'URSI d'Alsace : « Les El assument ainsi une responsabilité qui, à l'origine, n'est pas la leur. »

Daniel Roumier, directeur d'Ecoplast, qui a joué cette carte au fil du développement de son activité, en reconnaît hui-même les limites. Aujourd'hui, son El compte 60 salariés, dont un tiers en contrat de travail classique. Une proportion que son activité, désormais stabilisée, permet difficilement

Les El sont conscientes qu'elles doivent aussi s'intéresser à la création d'activités. En Poitou-Cha-



Christian Valadou Enseignant de formation, Christian Valadou fonde, en 1986, Astrobade Formation, un organisme d'insertion et de développement local en Seine-Saint-Denis. ● Après avoir créé, en 1992, un organisme d'ingénierie et de recherche en économie sociale, il devient, deux ans plus tard, secrétaire général du Collectif des entreprises d'insertion du Québec. Depuis 1996, il est secrétaire

rentes, elles sont en train de se regrouper, en s'associant avec des artisans locaux, pour proposer aux communes de la région une prestation clé en main de restauration du petit habitat social. « Cela apportera de l'activité non seulement aux EI, mais aussi aux artisans qui pourront être amenés à recruter et à embaucher nos salaries qu'ils auront vus à l'œuvre sur les chan-

CONCURRENCE

« Ce type d'initiatives constitue certainement une perspective d'avenir intéressante », assure Christain Valadou, confirmant que de plus en plus d'El en viennent à songer à créer, au côté de leur structure, une entreprise ordinaire, qui ne bénéficieralt pas des aides publiques accordées aux EI.

Envie réfléchit, elle, à un tel projet sur le secteur de recyclage des huiles issues des appareils électroménagers usagers. Cette prestation de services pourrait devenir solvable avec l'application de la législation européenne en matière d'environnement.

« Il faut être prudent, relève touterois Olivier Laganec, son délégué général adjoint. Si un marché est rentable, il n'y a aucune raison pour que les entreprises privées ne s'y engouffrent pas. Or developper un nouveau marché demande des moyens en recherche et développement, et une force de frappe financière que les acteurs des El n'ont pas. »

De surcroît, ces derniers ne joueront jamais à armes égales: « Nos entreprises auront toujours tendance à valoriser l'emploi, ce qui n'est pas toujours le cas des entreprises classiques. >

A défaut de créer elles-mêmes une entreprise. « les El neuvent susciter la création de nouvelles filières », souligne Michel Goutteux de Tribor, qui travaille ainsi sur un projet de transformation des matériels informatiques hors d'usage.

« Or le locataire avalt sous-loué son

local à une entreprise employant

deux cents personnes... Certes, il y a

le droit, mais il y a aussi les consé-

quences socio-économiques à

prendre en compte. » Les deux par-

ties ont accepté d'examiner le

Patrick, lul, a beaucoup enseigné

l'éducation physique dans des éta-

blissements situés en zones sen-

sibles. « Je me demandais comment

le droit et l'institution judiciaire ré-

pondaient aux problèmes de la ban-

lieue. » C'est ce qui l'a conduit à

Si ce prochain renfort de magis-

« La formation est extrêmement

réduite, déplore Christiane Berka-

ni, secrétaire générale de l'Union

syndicale de la magistrature. Cer-

tains de ces magistrats iront en cour

d'appel, et devront confirmer ou in-

firmer des décisions prises par des

magistrats du premier degré qui ont

plus d'expérience qu'eux. Ce n'est

Sur les cent lauréats du

concours exceptionnel de 1998,

trats est salué, il provoque aussi

des critiques relatives aux modali-

d'une médiation.

franchir le pas.

pas sérieux. »

tés de recrutement.

Laetitia Van Eeckhout

## La magistrature s'ouvre à des profils différents

rofesseur d'éducation physique durant vingt ans, magistrat dans quelques mois: le parcours de Patrick, quarantedeux ans, est atypique. Sur les bancs de l'Ecole nationale de la magistrature (ENM), il n'était pas le seul dans ce cas. Il y avait aussi un ex-directeur d'un groupe de erande distribution, un ancien médecin radiologue, etc., eux aussi en reconversion.

Rien d'étonnant, en fait, pour cette promotion issue des trois concours exceptionnels de 1998, dont l'un des objectifs est justement d'enrichir le corps judiciaire de professionnels Issus d'horizons variés. Cette diversité doit cependant être relativisée : 70 à 90 % de ces candidats ont une formation Juridique, et 28 % étaient avocats. Patrick, par exemple, est titulaire d'un DEA de droit. Il a été assistant de justice dans un parquet de 1996 à 1998 pour les besoins de sa thèse de doctorat.

FORMATION

Ces cent nouveaux magistrats, dont 60 % sont des femmes, prendront leurs fonctions au prochain semestre, après une formation de six mois, dont un à l'ENM de Bordeaux (étude des différentes fonctions et de la méthodologie judiciaire) - «très intensif», selon Patrick -, et cinq en stage pratique dans une juridiction, centré sur la préparation de la fonction choisie pour exercer.

Renouvelée cette année (clôture du dépôt des dossiers le 19 février). cette procédure expresse, inscrite dans le cadre de la réforme de la iustice et du renforcement de ses moyens, permettra de pourvoir en urgence les deux cents postes actuellement vacants dans les parquets et tribunaux. Habituellement, le recrutement est beaucoup plus long. La voie classique par le concours de l'ENM, ouverte principalement aux étudiants diplômés d'un bac + 4 (et dans une moindre mesure aux fonctionnaires sous certaines conditions) et qui offrira concours, et justifier d'une activité

Le recrutement de cent juges issus d'autres métiers suscite des critiques au sein de la profession

185 postes en 1999, dure deux ans et sept mois.

Or il y a urgence. Selon les données du ministère de la justice, le contentieux a augmenté de 150 % en vingt ans, tandis que le nombre de magistrats ne s'est accru que de 20 % pour atteindre 6 357 en 1998. En 1997, 12 millions de décisions ont été rendues en matière pénale (+7,5 % par rapport à 1996) et 2 millions en matière civile et commerciale (-0,2%). La durée moyenne de règlement s'accroît: en cour d'appel, par exemple, elle est de 16,3 mois en 1997, contre 15.8 mois en 1996.

Le déséquilibre entre l'accroissement du contentieux et celui du nombre de magistrats a eu pour conséquence d'augmenter la charge de ces demiers. Cette situation a contraint les magistrats à intégrer des « impératifs de flux », constate Gilles Sainati, secrétaire général du Syndicat de la magistrature. « On oublie que derrière les flux, il y a des situations humaines parfois dramatiques. Et cela porte

Les concours exceptionnels

professionnels confirmés, issus des

métiers judiciaires ou aux anciens

cadres supérieurs du secteur privé

ou public possédant une solide

Les candidats doivent être

expérience de juriste.

s'adressent en priorité à des

Repères

en germe le concept encore plus dangereux d'abattage. »

général du Conseil national des

entreprises d'insertion (CNEI).

Entrée en magistrature en 1975, Francine Levon-Guérin, l'une des vice-présidentes du tribunal de grande instance de Paris, a vécu cette accélération : « Il faut réflé-chir vite, apprendre à rédiger les décisions de façon très synthétique, sans occulter le besoin du justiciable de comprendre. » Et il ne faut « pas compter son temps »: « Quand un dossler est difficile, j'y passe mon week-end. Il faut une certaine dose d'abnégation. » Elle dit pourtant être une «juge heureuse» parce qu'elle a le « sentiment d'apporter

quelque chose ». Patrick sait bien les sacrifices qui l'attendent. « La surcharge de travail ne m'effraye pas. Quand on est passionné... Il faut avoir une culture particulière du service public. »

La diversification des profils amenée par les concours exceptionnels est censée contribuer à l'adaptation de la justice aux nouvelles formes de contentieux.

« La fonction première d'un juge est de dire le droit, précise Francine Levon-Guérin. Mais dans le contexte actuel, on ne peut se limiter à cela. Il faut essayer de rapprocher les parties », ajoute-t-elle, être un « pacificateur ».

Par exemple, face à la demande de résiliation d'un crédit-bail immobilier par un propriétaire, en raison du non-paiement des loyers par le locataire, la clause résolutoire s'appliquait sans équivoque.

professionnelle dont la durée varie

candidature ont été déposés pour

■ La voie classique de recrutement

de huit à quinze ans.

100 postes.

En 1998, 3 583 dossiers de

par le concours de l'Ecole

nationale de la magistrature

cinquante seront en effet nommés en cour d'appel, les autres dans des tribunaux de grande instance. Pour Gilles Sainati, « l'erreur

fondamentale » de cette formation est de prévoir un stage pratique ne préparant qu'à la première fonction qui sera exercée, alors qu'« un magistrat doit être polyvalent». Pour cette fonction initiale, « leut maturité professionnelle peut compenser leur inexpérience technique. Mais lorsque, dans deux ou trois ans, ils voudront bouger, ils ne se seront pas formés à leur nouveau poste, et des problèmes techniques risquent d'apparaître ».

Pour Gilles Sainati, ces recrutements dans l'urgence résultent de « l'absence totale de gestion prévisionnelle des ressources humaines dans le corps des magistrats et d'anticipation de l'augmentation du contentieux ».

Francine Aizicovici

titulaires d'un diplôme de niveau (ENM) offrira, en 1999, bac + 4, être âgés au minimum de 185 postes, contre 145 pour chacune des trois années 35, 40 ou 55 ans selon les précédentes.



#### Le monde des cadres

ALAUTRE - VOS -COMPÉTENCES PENRICHISSENT

Le Groupe Ecole Supérieure de Commerce de Paris comprend 4 grandes divisions de Programmes : Ecole, Mastère, MBA Part-Time, ESCP Senior, avec 1600 étudiants et 260 collaborateurs dont 83 professeurs permanents. Aujourd'hui le Groupe recherche un

CHEF DE PROJETS D'INGENIERIE PEDAGOGIQUE EN ENTREPRISE et d'i dustrie de Paris 28,000 entreprises de Paris de Hauts de Seine.

de la cine-Saint-Denis Elle participe à l'équiement de Paris et de sa région. Chaque annie, 1,200 étudiants

(FRANCE ET INTERNATIONAL) Au sein d'ESCP Senior (Centre de Formation pour cadres dirigeants) et de l'équipe Ingénierie Formation intra-entreprises, vous avez pour mission la négociation, l'organisation et la gestion d'universités internes ou sein des grandes entreprises françaises et internationales. Certains de cas projets sont conduits en partenariat avec des universités européennes, nord-américaines ou asiatiques. Diplômé d'une grande ácole de commerce ou MBA Nord américain, vous justifiez d'une expérience

et 40 000 duttes suivent d'au moins deux ans dans un grand cabinet de des fornations dans conseil offrant une méthodologie de projet très sus publissements d'adoptabilité sont confirmées. Une grande ouverture d'esprit et une forte disponibilité sont nécessaires à ce poste.

Merci d'adresser votre condidature sous la référence de métterqu'elle vous ALM12273 à la CCIP - DRH - Michèle DAIN proposée partager! 8 rue Choteaubriand - 75008 PARIS



PARS HAUTS DI SENE SENE-SANT-DENS VAL DE MARNE



#### RESPONSABLE ÉTUDES ET DÉVELOPPEMENT

**RÉSEAUX DE DISTRIBUTION** 

HEC-ESSEC-MBA...

Tout le reste ? 5 marques de confiance, 5 marques de référence : Volkswagen, Seat, Skoda, Anti, Volkswagen Utilitaires. Vous aimerez l'impovation, bien sin, dans un groupe qui associe technologies de pointe et creativité pour étonner ses clients et leur offrir la performance. Vous aimerez aussi la croissance d'un groupe qui détient 11 % des parts du marché automobile français pour un CA de 20 milliards de francs.

Au sein de la Direction Stratégie

des réseaux auprès de le recrutement des concessions. Etre l'Interface des opérationnels de nos maisons meres en Allemagne yous enthousiasmers. Vous apprécierez encore de participer aux réflexions et actions stratégiques

pour le développement de nos réseaux de distribution. A 30-35 ans, HEC, ESSEC, MBA ou équivalent, vous allez valoriser vos 5 années d'expérience et votre un groupe qui fait de la confiance avec ses équipes le moteur de son dynamisme. Vous maitrisez les outils micro (Word, Excel, Powerpoint, Exchange). L'anglais courant est Indispensable, l'allemand est un plus.

Merci d'adresser votre candidature (CV et lettre de motivation), sous réf. 78651, à Eric Clavreul, Groupe VOLKSWAGEN France. 11 avenue de Boursonne, 02601 Villers-Cotterêts.

Quelles que soient vos préférences, c'est votre référence.







POLR DONNER UN NOUVEL VOTRE CARRIÈRE, LISEZ LE MODE D'EMPLOI



Consultants, fianciers, juristes, spécialistes de la communication et du marketing, responsables des assources humaines... les offres d'emploi sont dans votre

upplément du lundi.



Spécialistes des hautes technologies. de l'informatique, de l'industrie ou les offres d'emploi qui yous concernent sont dans votre supplément du mardi, date mercredi.

Grez Le Monde, le monde de l'emploi s'ouvre à vous

Le Monde

#### LA NOUVELLE REPUBLIQUE **DU CENTRE-OUEST**

6ème OUOTIDIEN REGIONAL

recherche pour une de ses éditions départementales décentralisées

#### UN(E) RESPONSABLE DE SECRETARIAT DE REDACTION

Plusieurs années d'expérience en presse quotidienne régionale sont indispensables pour prendre une part active à la responsabilité éditoriale.

Au sein d'une rédaction départementale comprenant : localiers, secrétaires de rédaction, photographes.

Ce journaliste expérimenté:

ranime une équipe de 6 journalistes secrétaires de rédaction, collabore étroitement avec la direction départementale de

🗪 assure les liaisons fonctionnelles quotidiennes avec l'équipe de compositeurs graphistes,

organisateur anticipateur, il pratique l'informatique appliquée aux travaux rédactionnels.

Le poste est à pourvoir dans le chef-lieu du département.

Adresser lettre manuscrite, c.v. détaillé, photo récente et prétentions à LA NOUVELLE REPUBLIQUE DU CENTRE-OUEST Service des Relations Sociales 232, avenue de Grammont - 37048 TOURS CEDEX 1

Organisme professionnel national, housreviterelisms pour intre Direction Economique, un

#### Chargé d'études économiques

Sous la responsabilité du Directeur, vous serez principalement chargé de réaliser des études domaine de la construction. Vous devrez également consacrer un peu de votre temps à des travaux de documentation.

Titulaire d'un dipiôme de 3ème cycle spécialisé, une première expérience professionnelle vous a permis de valider vos acquis, notamment en matière d'économétrie. Une connaissance du secteur du logement on de la construction sera appréciée. Vous maîtrisez parfaitement les outils informatiques.

Rigoureux et actif, vous savez vous adapter à différents types d'activités et êtes capable de travailler en équipe.

ce poste est à pourvoir rapidement.

Merci d'envoyer voire dossier de candidature (CV: lettre manuscrite, photo et prétentions i en précisant la référence 20515 sur la lettre et sur l'enveloppe à Publipanet - 13, rue Rosenwald - 75015 Paris, qui transmettra.

PARIS/LYON **VOTRE ÉNERGIE DE DIRIGEANT D'ENTREPRISE** 

#### AU SERVICE DE PDG

En prise directe avec le président de cette société privée qui prend des participations financières dans des entreprises en croissance, vous faites vivre un réseau d'hommes d'offaires composé de plus d'une centaine de PDG. Manager, de formation supérieure (Grande Ecole), vous êtes crédible grâce à une expérience diversifiée d'une vingtaine d'années acquise, de préférence, au sein d'un groupe international.

Voire maîtrise des mécanismes de l'entreprise vous permet d'écouter et de comprendre les multiples demandes de dirigeants d'entreprises de tous secteurs. Grâce à voire connaissance du tissu économique, des nouvelles technologies, des marchés et à votre précieux carnet d'adresses, vous les aidez à répandre à leurs attente Homme de relations, vous enrichissez et renforcez le réseau en créant des événements, en organisant des octions qui favorisent les opportunités de contact entre les membres.

Créativité, diplomatie, discretion, autonomie, maîtrise parfaite de l'anglois sont les principales qualités pour réussir à ce poste passionnant car stratégique. Si vous vous êtes reconnu, écrivez sous la réf. C/1558 M à notre Conseil Pierre BUCCAI -CONCORDANCES - 77, rue François Mermet - BP 32 - 69811 TASSIN LA DEMI-LUNE Cedex, qui s'engage, al votre candidature est retenue, à vous adresser un dossier dans les trois semaine

CONCORDANCES

Entre les Hommes et les Entreprises .

Importante société spécialisée dans le stationnement urbain (développement d'opérations, exploitation et gestion), filiale d'un grand groupe, souhaite accompagner sa forte croissance en renforçant ses équipes commerciales

Dans le cadre de la stratégie définie avec la Direction Générale, vous prenez part à l'élaboration et la négociation des offres commerciales. Faisabilité, business plans, etudes de rentabilité, modes de financement .. vous faites appel a vos multiples compétences dans les domaines juridique, technique et financier pour elaborer des projets complexes au plus près des attentes de votre client, qu'il sort organisme public ou opérateur prive

De formation Ingénieur ou Ecole de commerce, vous possedez une expérience de 3 ans minimum et une expertise reconnue dans l'élaboration de dossiers. Dote d'un excellent sens relationnel, vous êtes à l'aise avec des interlocuteurs variés. Vous parlez couramment anglais. Ce poste basé en région parisienne, offre de fortes perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV, photo et prétentions) sous référence CA/M à EURO RSCG Futurs, 162, rue de Rivoli, 75001 Paris, qui

Norm sociale de secteur agro-alimentaire, valorise ses produits et son savoir-faire sur l'ensemble du territoire national. Leader sur son marché et en constante progression, elle recherche pour son siège basé dans l'ORNE un (e)

#### ATTACHE DE DIRECTION

LE POSTE : Pattaché à la Direction Générale, vous devrez notamment entretenir et optimiser les relations auprès des différentes administrations et organisations agricoles, négocier des marches publics etc...

Ce poste nécessite une grande polyvalence tant sur le plan commercial, juridique, administratif que relationnel. PROFIL: Etudes supérieures en gestion, spécialisation en agriculture, droit rural et économie agricole (IHEDREA) ou equivalent. Vous justifiez d'une expérience similaire (chargé de mission pour des organismes spécialisés, chambre d'apriculture, CCI, organismes professionnels ou coopératifs...) renforcée par une bonne connaissance du monde agricole

et de l'industrie agro-alimentaire. Vous avez de réelles aptitudes à la communication. Venez renforçer notre équipe dans ce poste évolutif qui répondre aux attentes d'un candidat de voleur.

Envoyez lettre manuscrite, CV, et prétentions sous réf. AD à mettre sur l'enveloppe à

'...

ANNE SECHAUD CONSULTANTS

8, bd Volney - 35700 RENNES - Tél. 02.99.36.08.17

RENNES

and the second second

rofils differents

4-1-5 And the second second 1000 000 are made and the Committee of the Commit

10 mm 2 Section 1997 and the and the second . . . . . . . B 4 4 graphic against

ইংকিকে বা ⊒গা ।

water to the

pa juja et egan .

্ৰীকে কেম্ব

12 March 2014 (1974)

Wing Letter & Control

Ragaria services

Bugging a grant for

THE PARTY OF Berthard and in

The State of Paragraphics

seems come and the

**ા કુલ્લા ભા**યું કરો છે. તેનું કુલિકાની ક

(李野)公理, 李泰镇(P.Y.)

· 相对的特别的主义性

TOWNS NOT A 19 YEAR

 $(x_{i+1})^{\operatorname{op}} e^{-x_{i+1}} e^{-x_{i+1}}$ 

est for the second  $(w_{n,k,k}) \not= (w_{n,k}^{-1})^{-1}(D(w_{n,k,k}))$ 

April 4 Park

March March Alberta Spirit Spirit

Appearance of the second

THE TO LEAD

77 77 ... est I'm no had garage of constraints

15.00

Applied to the second 7,72 Trees and the Sugar Salar a con-

14 St. 1

A. 42---

4. 40 -





#### **Consultants**

**Management/Organisation** Conduite du changement

H/F

Au sein d'une de nos équipes et après une période d'intégration et de formation à nos méthodes, vous développerez notre activité de conseil en management, organisation, conduite du changement auprès de nos clients (organismes H.L.M., coflectivités locales, acteurs de la ville, ...).

A 28/35 ans, de formation Grande Ecole ou universitaire (3ème cycle), une première expérience en cabinet de conseil vous a permis d'affirmer votre esprit d'analyse, votre rigueur et votre sens commercial. Vous recherchez aujourd'hui plus d'autonomie et de responsabilité, vous êtes motivé par les problématiques de l'Habitat et de la Ville.

Nous vous proposons d'intégrer une structure à taille humaine et de partager des

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo, rémunération actuelle e prétentions) à notre Conseil MERCURI URVAL, 4 rue Léon Jost 75017 PARIS, sous réf. 73.0116/LM portée sur lettre et enveloppe ou par E-mail: pg@mercuri-urvai.fr - http://www.mercuri-urvai.fr

Mercuri Urva



Wanage!
Organisati

On parte de variables d'études

DANS LE CADRE DE L'EVOLUTION DE SON DEGRHISATION ET POUR ACCOMPAGNER SON DÉVELOPPEMENT «Cabinet de Conseil-Audit-Expertise spécialisé dans le secteur de l'Économie Sociale » (45 PERSONNES PRÉSENT À PARIS ET LECLE

#### Consultant comptable confirmé

· Analyser la situation des entreprises sous un angle économique,

 Prodiguer à nos clients, les Comités d'Entreprise et de Groupe, un diagnostic financier économique et stratégique de leur entreprise (notamment dans le cadre des évolutions de structures, mutations technologiques et changements profonds de l'environnement concurrentiel).

 Proposer des solutions créatives, adaptées à la problématique de la simation.

• De formation supérieure Grandes Écoles de Commerce, 3º cycle spécialisé ou équivalent, adepte de l'utilisation de l'info vous justifiez d'une solide expérience dans le consell.

· Votre maîtrise des techniques de l'analyse financière vous permet

 Ouvert et rigoureux, votre sens de l'organization allié à vos réelles qualités de communication vous prédisposant tout naturellement à l'animation et la prise de responsabilité.

Poste évolutif pour candidat à fort potentiel à pourvoir à Paris.

Adresser dossier de candidature, sous la réf. 4416 à l'Agence Centrale de Publiché, BP 229, 93573 Saint-Denis cedex,

# Achaque fois qu'on parle de <u>nous</u>



# recherche Consultants

**GRECOM** 

Intervenir dans les grands projets d'organisation en intégrant la dimension humaine : études et réalisations en Organisation. Communication, Formation.

Pluridisciplinaire, mobile intellectuellement impliquée depuis la phase d'étude jusqu'à la mise en œuvre des actions.

Grande Ecole (ingenieur ou commence) Formation ou expertise complémentaire

Premiere expérience professionnelle si possible dans le conseil Intérêts pour les aspects techniques (logistique, informatique), pédagogiques

Adresser CV + lettre manuscrite à Véronique ATHENOSY GRECOM - 110 Bid Jean Jaurès - 92100 BOULOGNE

#### **GRECOM**

Douze ans d'expérience au service de la rénssite des projets





0/00

sont aujourd'hui au

cœur de la stratégie

Expertel Consulting.

fort developpement.

majeurs de ces

a pour objectif de

поичених епјецх.

accompagner les

entreprises dans le

développement de

leur performance

économique grâce aux

élécommunications.

Son métier :

pôle conseil du groupe

France Télécom en très

devenir l'un des acteurs.

des entreprises.

# Managers **Organisation**

Manager expérimenté, nous yous preposons de rejoindre aujourd'hui l'équipe dirigeaute de notre Département Conseil en Organisation et de l'accompagner dans sa croter

Vous managerez une équipe de consultants et interviendrez dans des missions d'optimisation et de transformation des processus de l'entreprise (vente, après-vente, production...) liées à l'introduction des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication.

Diplômé(e) d'une école d'Ingénieurs ou de commerce (idéalement double formation), vous possédez une expérience d'au moins 5 ans en organisation au sein d'un cabinet de conseil, d'une société de services ou d'une

Merci d'envoyer votre candidature (lettre, CV) sous réf. CO/MO4 5 : Experted Countries - DRH, 8 Impresso Boson Neurodo. RP 806, 75470 Fash codex 10. a-mail clothids.boury@arportsi.fr

#### **Auditeurs** Bancaires (H/F)

**Etablissement** 

Important

Au sein de notre Etablissement Bancaire, vous serez chargé : • de participer à la réalisation de missions d'audit et au suivi des recommandations qui en découlent ;

**Bancaire Régional** 

• de vous assurer, au cours de ces missions, de la régularité des opérations traitées et du respect des procédures ; · de contribuer à l'actualisation du système de contrôle interne

de tout premier

de l'entreprise.

Diplômé de l'enseignement supérieur (Bac +4 minimum), vous justifiez d'une première expérience professionnelle similaire, acquise de préférence au sein d'un établissement bancaire.

plan poursuit son

Vos aptitudes relationnelles, votre capacité d'adaptation et votre esprit d'analyse et de synthèse constitueront pour vous des atouts déterminants dans votre réussite au sein de cette fonction.

développement

Ce poste évalutif est basé sur TOULOUSE.

et recherche des

Si vous souhaitez apporter votre compétence et votre dynamisme à une banque qui vous offrira de réelles perspectives d'évolution, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae et photo) en précisant sur l'enveloppe la réf. 981229 à EVIDENCE 110/114, rue Jules Guesde - 92300 Levallois-Perret, qui transmettra.



# on parle de vous.

#### Responsables d'études stratégiques,

quand on parle de grands projets d'envergure internationale, de clients prestigieux, d'une approche du conseil intégrant les composantes essentielles de l'entreprise; la stratifgie, les technologies, l'organisation et les ressources. hamaines, on parle de nous.

Quand on parle de formations, d'epportunités d'évolution et de créativité pour proposer régulièrement de nouveaux axes d'études et de recherches économiques aux interloculeurs internes, on parle de vous... Parce que vos ambitions sont aussi les nôtres et vos succès, notre réussite,

Right place\*. A 27/32 ans. diplômé de l'enseignement apérieur, votre expérience réassie dans un cabinet de conseil, un institut d'études marketing et d'opinion ou au sein du service d'élades économiques d'uny grande aitreprise internationale vous permet de mettre à profit vos connaissances des sources d'information et vos qualités d'analyse et de réflexion dans les secteurs sulvants ; -Finance (banque, assurance, marchés financiers).

 Produits de grande consommation (commerce de détail, distribution), Biens d'équipement (notamment transport). Consulting est le leader mondial du conseil en mang-

La mission de notre réseau global interne de recherche stratégique est d'apporter une valeur ajoutée à nos.

prestations de conseil en associant des méthodologies variées et une experfise sectorielle approfondie. C'est là que vous allez élargir-le champ de vos compétences à l'échelle internationale, dans des secteurs d'activités

Right time". Dans un contexte de très forte croissance (plus de 25 % par an), vous rejoignez l'équipe " Études Stratégiques " basée à Paris. C'est le moment pour vous de valoriser votre potentiel en participant activement à des maherches économiques innovantes.

Right decision. Participer à un développement horse du commun, c'est la bonne décision.

Adressez votre dossier sous référence 0299/LM/SROT. à Andersen Consulting, Département Recrutement, 55 avenue George V. 75379 Paris Cedex 08.

Entreprise de conseil en stratégie et marketing située à Neuilly-sur-Seine, nous nous sommes donné pour mission d'aider les grandes entreprises de services à affronter la concurrence dans les secteurs en cours de dérégulation ou de mutation technologique.

Nous les aidons à formuler leurs nouvelles stratégies de développement, à redéfinir leurs offres de service et à adepter leurs dispositifs opérationnels. Pour contribuer à un fort

#### **UN CONSULTANT SENIOR**

9/35 ans, de formation supérieure (ESC, DESS, ...), consultant confirmé et commercial dans l'âme, vous avez acquis un solide savoir-faire en marketing stratégique ; nous souhaitons vous confier des missions d'études et de conseil qui comporteront, pour certaines, une dimension européenne.

Nos références alliées à vos compétences devraient vous permettre d'atteindre des objectifs ambitieux en vous appuyant sur une équipe solide et conviviale. Anglais et/ou Allemand nécessaires.

#### UN CONSULTANT JUNIOR

Agé d'environ 25 ans, de formation supérieure (ESC, DESS, ...), vous possédez une solide première expérience au sein d'une entreprise de services ou en cabinet conseil ; vous participerez à la réalisation de nos missions en collaboration étroite avec un



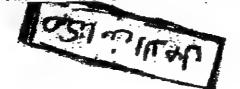
Merci d'écrire avec CV et prétentions en précisant la référence à notre conseil : TPA - 54 boulevard Saint-Michel - 75006 Paris.

Spécialistes du Conseil et de l'Audit,

prenez dès maintenant rendez-vous avec notre opération spéciale "Conseil/Audit"

dans

"Le Monde de l'ECONOMIE" du lundi 15 daté 16 février.



XII / LE MONDE / MARDI 9 FÉVRIER 1999

REPRODUCTION INTERDITE

# INITIATIVES LOCALES

les offres d'emplois cadres des collectivités territoriales

Gestionnaires et financiers



Centre de Culture Scientifique dédié à la mer. OCEANOPOLIS s'agrandit pour ouvrir, à BREST, à Pâques 2000, le Premier PARC DE LOISIRS DES SCIENCES DE LA MER. Il recrute son

## Directeur h,

Rattaché au Directeur Général de la SOPAB, Société d'Economie Mixte de la Ville et de la Communauté Urbaine de Brest, vous assurez la direction de cet équipe structurant (CA: 90 MF, effectil: 150 personnes, investissement total: 300 MF). Vous êtes plus particulièrement chargé de :

- e planifier, coordonner et contröler l'ensemble des moyens financiers, techniques et e mettre en œuvre les orientations stratégiques en matière de communication,
- de politique commerciale et de partenariat,
- erminer les objectifs culturels et scientifiques De formation supérieure, à la fois manager et gestionnaire :
- Vous justifiez impérativement d'une expérience probonte dans la direction d'une structure,
- vous justinez imparativement à une experience processes à direction à une situatire, publique ou privée, dans l'univers des loisirs, du tourisme ou de la culture,
   Soucieux du développement commercial, vos qualités relationnelles vous ont permis de développer des compétences d'encadrement et d'animation d'équipes pluridisciplinaires de haut niveau.
- Vous parlez couramment anglais.

Veuillez adresser voire candidature, sous la réf. MH/2553, à notre conseil : Maya HEDROUG UGHT Consultants - 5/7 nue Jeanne Braconnier - 92366 Meudon-la-Forêt Cedex. Tél. 01 46 01 49 50 Fax. 01 46 32 56 06.



15 mn RER A de Paris - 2" ville des Yvelines - 50440 habitants

Placé sous l'autorité du Secrétaire Général Adjoint, vous collaborarez à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie financière de la ville. Vous assurerez le pilotage, la préparation et l'exécution du budget (400 MF), la gestion de la dette, de la trésorerie et du patrimoine. Vous mênerez des études, des projections financières et fiscales et établirez des indicateurs financiers.

Gestionnaire, vous êtes méthodique et rigoureux. Chargé de l'animation du service financier, vous conseillerez et préterez assistance aux services et disposez de réelles qualités relationnelles. Votre expérience des finances publiques, votre maîtrise des comptabilités M14, M4, M49 et de l'outil informatique sont indispensables.

Rémunération statutaire et régime indemnitaire attractif.

Merci d'adresser CV et lettre de motivation à M. le Maire 2 rue Buffon, BP 275, 78506 SARTROUVILLE Cedex.



pour la direction de l'économie, de la recherche et de l'enseignement supérieur

DEUX CHARGES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (H/F) nsable de l'économie, et en collaboration avec d'autres charges de dévelo

Pour l'autre poste (98/DERES 43M), vous assurerez l'élaboration de Compats Régionaux Objectif Crois rous course posse (200 JERCE 4.5M), vous assurerez relaboration de Contrats Regionalux Object entreprises industrielles, de contrats globaux de développement et de certains dossiers d'in zone rurale. Vos fonctions : instruire les projets, négocier avec les partenaires et rencontrer les ci les projets en apportant votre expertise économique, piloter des cabinets conseils, présenter techniques, s'assurer du suivi et de la bonne exécution des contrats.

- PROFIL : FONCTIONNAIRES, CADRE A des Collectivités Territoriales ou de l'État :
- mation supérieure en économie, gestion...; ence préalable de conduites de projets à dimension économique, familiarisé avec le monde de l'en Ités d'analyse et de synthèse, qualités relationnelles et de négociation, sens du travail en équipe.

la référence choisie à : REGION RHONE-ALPES - Direction des ressources hun 78 route de Paris - 8.P. 19 - 69751 CHARBONNIERES-LES-BAINS CEDEX

# Auditeur



URSSAF et 7 centres informatiques) qui callecte les resso orione un nouveau poste d'AUDITEUR.

alon : responsable du contrôle qualité des procédures et de ses données, vous assurez les opérations d'audit en URSSAF, supervisez les opérations de contrôle interne en URSSAF et à l'ACOSS, pilotez les actions de formation, concevez les tableaux de bord de synthèse.

Profil : 28-30 ans environ, de formation Bac + 5 en gestion, université ou grande école de commerce, vous justifiez de 2 à 3 années d'expérience en audit idéalement acquises dans le secteur banque, assurance ou protection sociale. De réelles facuités d'adaptation et une forte disponibilité sont indispensables pour réussir dans ce poste basé à PARIS 11ême. Rémunération de départ : 240 à 260 KF selon profil et expérience.

Merci d'adresser lettre + C.V. + photo en précisant sur l'enveloppe la référence BR0199A, à notre Consell Rémi GUEVEL - RH PARTNERS - 365 rue de Vaugirerd 75015 PARIS et de consulter http://www.rh-pariners.com

RH PARTNERS

ayonne, Belfont, Besancon, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Duon, Lyon, Marseille, Paris, Poitiers, Quimper, Rennes, Rouen. SOPHIA ANTIPOLIS, TOULDUSE, CANTON, HONG KONG.

#### 296 000 Cadres de l'administration sont des lecteurs du Monde\*

9 source IPSOS Cadres actifs 1997 LNM

#### Avis de concours de la fonction publique territoriale

LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE SEINE ET MARNE

LE CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE GESTION DE LA GRANDE COURONNE DE LA REGION ILE-DE-FRANCE

LE CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE GESTION DE LA PETITE COURONNE DE LA REGION ILE-DE-FRANCE

(centre organisateur) ouvrent UN EXAMEN PROFESSIONNEL D'ACCES AU GRADE

#### D'INFIRMIER TERRITORIAL HORS CLASSE

ouvert aux fonctionnaires appartenant au cadre d'emplois des infirmiers territoriaux (homme ou femme)

Date limite de dépôt des dossiers d'inscription : 22 avril 1999.

Date des épreuves : le 2 juin 1999. Lleu des épreuves : 42, rue de Romainville - PARIS 19ème.

Adresse à laquelle les dossiers de candidature doivent être demandés :

Centre Interdépartemental de Gestion de la Petite Couronne de la Région Ile-de-France 3, rue de Romainville - 75940 PARIS Cedex 19

AVIS DE CONCOURS nº 99-03

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Rhône organise pour son département et pour le compte des Centres de Gestion de l'Isère et de la Loire : UN CONCOURS INTERNE ET UN CONCOURS EXTERNE

#### D'ANIMATEUR TERRITORIAL

Les épreuves auront lieu à Lyon à partir du 11 mai 1999. Le concours est ouvert pour 51 postes :

- cours externe : ouvert aux candid ets titulaires du Brevet d'État d'Animateur Technicien de l'Éducation Populaire et de la Jeunesse (BEATEP) : 39 postes.
- concours interne : 12 postes, solt :
- 4 postes ouverts aux agents publics justifiant au 1er janvier 1999 de 4 ans au moins de services publics
- 8 postes ouverts aux agents territoriaux titulaires ou non titulaires, exerçant des fonctions d'animation, en fonction à la date du 27 octobre 1998 et justifiant, au 1er janvier 1999, de 4 ans au moins de services

RETRAIT DES DOSSIEIS D'INSCRIPTION

Les dossiers de candidatures sont à retirer du 10/03/1999 au 09/04/1999 inclus au :

Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Rhône 18, rue docteur Edmond Locard - 69322 LYON Cedex 05

sur place ou par courrier (joundre une enveloppe 24 x 32 affranchie à 6,70 Frs et libeliée aux nom et adresse du candidat). DATE LIMITE DE DEPOT OU D'EXPEDITION DES DOSSIERS COMPLETS
Vendredi 9 avril 1999 minuit, le cachet de la Poste falsant for, au Centre de Gestion de la Fonction Publique

#### LE DEPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE

organise un concours sur titres avec épreuve

#### d'ASSISTANTS TERRITORIAUX MÉDICO-TECHNIQUES

(spécialité technicien qualifié de laboratoire)

à partir du 11 mai 1999

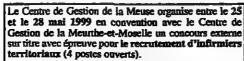
Nombre de postes ouverts : 3

Peuvent faire acte de candidature, les personnes de nationalité française, titulaires du diplôme d'Etat de laborantin d'analyses médicales, ou d'un D.U.T. ou d'un 8.T.S. ou de tout autre diplôme ou titre homologué au niveau ill ou à un niveau supérieur dans le domaine des sciences de l'environnement, de la physique, de la utrimie, de la biologie, de l'agroalimentaire, de l'agronomie ou des sciences vétéripaires.

Quant aux ressortissants d'un Etal membre de la Communauté Européenne ou d'un autre Etat partie à Quant aux resourcesants du la configure européen, souhaitant concoudr, les devront présenter soit le copie du titre cu du diplôme obtenu dans leur État d'origine et reconnu comme équivalent au diplôme français requis, soit la décision rendue par la commission instituée par le décret n°94.743 du 30 août 1994 modifié, ass leur diplôme à un diplôme français ainsi que la copie du titre ou du diplôme étrangar ayant fait l'objet de la décision d'assimil

Les candidatures doivent être adressées au Président du Conseil Général d'Indra-et-Loire - Direction des Ressources Humaines B.P. 32.17 - 37032 TOURS Cedex.

Clôture des inscriptions : 9 avril 1999 (demier délai) (le cachet de la poste faisant fol).



Le Centre de Gestion de la Meuse organise entre le 10 mai et le 14 mai 1999 un concours externe sur titre avec épreuve pour le recrutement d'un assistant socio-édu-catif spécialité "éducation spécialisée" (1 poste

Période légale d'inscription : du 1° mars 1999 au 27

renoue legale d'inscripțion : du 1º mars 1999 au 27 mars 1999 inclus.

Dossier de candidature transmis sur demande écrite : joindre une enveloppe format 160 x 220 avec nom et adresse et affranchie à 4,50 francs, au Centre de Gestion de la Meuse, 92, rue des Capucins - BP 54 - 55202 COMMERCY CEDEX.

Tous les dossiers d'inscription devront être envoyé ou déposés au : Centre de Gestion de la Meuse pour le 8 avril 1999 dernier délai le cachet de la poste faisant foi.

conditions) et qui offrira concours, et justifier d'une activité

Le Monde

N° 1 sur les Cadres de l'Administration et des Collectivités Locales\*

\* Source : IPSOS Cadres Actifs 97 LNM

précédentes

Francine Aizicovici

TOURANE

CONSEIL GÉNÉRAL D'INDRE-ET-LOIRE

DRECTEUR DE LA COMMISSION

ET DES RELATIONS EXTERNIS

 $(a,b)\in \mathcal{G}_{n}(\mathcal{G}_{n}) \times \mathcal{G}_{n}(\mathcal{G}_{n})$ 17 17 (2.7)  $-479/\pm 1078$ 

0/00

# INITIATIVES LOCALES

les offres d'emplois cadres des collectivités territoriales

#### Cadres territoriaux



Etablissement Public de l'Etat agissant dans le domaine de l'Environnement et la Protection de l'Eau (500 personnes -5 Milliards de Francs d'interventions) recherche pour son siège basé à Nanterre son :

#### DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS EXTÉRIEURES H/F

Votre mission : Rattaché au Directeur Général et membre du Comité de Direction, vous serez chargé de concevoir et mettre en œuvre la politique globale de communication, en coordination et en cohérence avec les différents directeurs du siège et de province.

Vous assurerez les publications et la production éditoriale et développerez les relations avec les médias et les millieux institutionnels et associatifs.

Votre profil : 30-45 ans, de formation supérieure scientifique ou en sciences humaines (Sciences Po, Celsa...), vous possédez une expérience significative de la fonction, dans le secteur public ou dans le secteur privé mais ayant développé des contacts avec des réseaux du secteur public.

Manager expérimenté, vous êtes organisé et vous avez une grande aisance dans vos relations, tant extérieures qu'avec vos équipes.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, rémunération actuelle et prétentions) sous la référence FL0107 à notre Conseil Frédéric LAMBIN, AXAD - Parc Avenue - 2, rue de la Camoy - 59130 Lambersart, qui étudiera votre candidature en toute confidentialité.

Voies Navigables de France

#### Un Directeur Adjoint pour valoriser les Voies Navigables de France. HIF

L'Etat nous a conflé la gestion et la valorisation du domaine public fluviai (80 000 ha, 6 000 kms de canaux et rivières). Dans l'objectif de croissance des ressources de VNE nous recherchons pour notre Directeur du difrétoppement. un adjoint Chargé des affaires domaniales et juridiques.

Responsable de 3 départements du siège (10 collaborateurs), vous mobilisez vos équipes au service des régions et de tous les agents décentralisés. Vous faites recenser le domaine, valorisez les initiatives locales, imaginez les projets de développement (touristiques, culturels, commerciaux, sportifs...), faites monter des opérations "phare" sur des sites pilotes, assurez les montages juridiques avec tous les partenaires.

Vous êtes un animateur expérimenté du développement territorial. Diplômé Bac + 5, vous apportez votre sevoir-faire en direction de projets, vos méthodes, vos talents pédagogiques, votre sens du service et des résultats. Si ce profil vous correspond, mesci d'adresser votre CV avec lettre menuscrite et rémunération actuelle sous référence 443-7, à SIRCA, 20 avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

LA VILLE D'ARLES 🚃 (Bouches du Rhône) 🚍

ont:

r.

54000 habitanta - recrute

CHARGE DE MISSION H/F

«Arles ville numérique-Médiapôle» Cadre A

Au sein de le direction de l'action A Economicia, direction de l'action réceires indischaractique de 15 collaboractics, indischaractique de la mise en according était et l'intége numérique. MISSIGNE d'inégociations euprés des intesperates prêse et métaborales, e contagé et suivi des dossiers de financiant des opérations d'organisation et mise en place d'un contracte resegueces, et de formation aux centre de l'esseurces et de l'orosion eux risters de l'esseurces et de l'orosion eu par cable de la ville et à unites les ecters-tendent à favoriser le concept «Arles, villa mondrates»

Profit. A please planet: regimer of the +4.

• discretion of the grants described, was besided of the statement of the statem

CHESTECE.

Recognisses state tiles on Caleton 14, 5 and communicate. Solojon I migacles school l'expirateurs.

Meri d'adresses jutto de matjouties, CA, glacis et prétection à la la litera d'Aute, participa de l'experiment de l'experiment



Le Conseil Général de l'Ariège recrute par voie de mutation, de détachement ou inscription

un Directeur Territorial

à la Direction des Finances

Sous l'antorité du Directeur Général des services, vous serez chargé de l'élaboration et de l'exécution d'un budget de 720 millions de francs (et de quatre budgets annexes), assurerez la gestion de la dette et de la trésorerie et mènerez les études financières prospectives et rétrospectives.

Vous serez épaulé par une équipe de ouze personnes (dont deux cadres A), et bénéficierez de procédures et de moyens informatiques éprouvés.

Vous justifiez d'ante expérience des finances publiques et connaissez les outils informatiques. Doté du sens du contact et de l'analyse, vous êtes disponible.

Merci d'adresser candidature manuscrite et CV à

La terre courage



Ville contemporaine jeune (35 ans)
Cité d'avenir avec le parc d'activités technologiques et tertiaires CITIS
Cité de communication interactive avec Internet Citoyen

La Ville d'HÉROUVILLE SAINT-CLAIR 25 000 babitants - 565 agents

#### CHEF DE PROJET DU CONTRAT DE VILLE

Collaborateur privilégié du Maire, membre de l'équipe de Direction sous la responsabilité du Directeur Général des Services, votre mission sera de construire le futur CONTRAT DE VILLE

2000 - 2006 en : utilisant l'amplitude des champs d'application de la problématique urbaine : enjeux urbains, habitat

économie, action sociale, développement du lien social et de la citoyenneté ; mobilisant les déférents dispositifs mis en place par les Pouvoirs Publics ;

Grand Caen (élaboration du contrat d'agglomération), de la Région, de l'Etat (préparation du Contrat de Plan) et de l'Europe (réforme des fonds structurels européens liés à l'objectif 2).

De formation supérieure pluridisciplinaire, vous avez acquis une expérience confirmée d'animation des dispositifs de la politique de la ville ainsi qu'une très bonne connaissance des méthodologies et des acteurs récessaire à une requalification urbaine impliquant : - la pratique de l'évolution urbaine de la Ville ; du travail sur le terrain ; - une capacité d'ouverture sur l'extérieur avec un tempérament de négociateur - une capacité d'analyse, de travail partenarial et de montage de projets ; - le sens du service put Vos qualités relationnelles (écoute et dialogue), votre sens du travail en équipe, votre disponibilité seroi

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser avant le 22 février votre CV accompagné d'une lettre de motivation précise et argumentée sous le férence CUR99011M à FC Conseil, 9 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75006 PARIS.

#### OFFICE PUBLIC VILLE D'AUBERVILLIERS



RECHERCHE

pour une de ses antennes (4 000 logements)

son responsable

L'Office, engagé dans une politique de décentralisation souhaite pérennier les actions qui ont été entreprises dans l'intérêt des locataires et dans le sens de l'amélioration des prestations qui leur sont dues. Retteché à la direction du publi

NESSIONS & Manager une équipe d'une quarantaine d'agents (techniclens administratifs et agents de proximité) ■ Définir les priorités techniques et les interventions en Balson avec les services du slège ⊀ Piloter une douzaine de bureaux d'accueil & Animer, coordonner et contrôler toutes les actions de terrein.

PROFIL & Manager confirmé et sens du travail en partenariat en relation avec les structures de quartiers & Sens des responsabilités et de l'organisation. Rigueur et capacité de négociation nécessaire « Expérience professionnatie similaire ou dans le logement social souhaitée a Pratique de l'outil informatique et maîtrise de la gestion budgétaire indispensables a Disponibilité. CONDITIONS DE RECRUTEMENT & Rémunération statutaire plus régime indemnitaire. Poste à pourvoir rapidement.

er sentiment eres photographic of CV it M. le Président, 122, no André-Koronn, 9330) Automities.

#### Le centre culturel de Lavoûte-Chilhac (Haute-Loire, Auvergne), Centre du paysage en préfiguration,

#### UN CHEF DE PROJET (H/F)

Dans le cadre de la préfiguration du Centre du paysage, l'association "Centre du paysage, centre culturel de Lavoitre-Chilhac" recherche un chef de projet chargé d'élaborer pour décembre 1999 un projet sur 3 ans : élaboration de la programmation du Centre du paysage, d'un budget négocié avec les partenaires, d'une convention triennale susceptible d'obtenir le label Centre

Le candidat a une expérience significative dans la direction et la gestion d'un centre culturel et connaît les réseaux culturels

et du paysage en France et en Europe. Poste à pourvoir début avril 1999. Lettre de motivation et curriculum vine détaillé à adresser avant le 28 février 1999 à :

Monsieur le directeur régional des affaires cuiture

Hôbel de Chazarat - 4, me Pescal - 63000 CLERMOND-FERRAND

CENTRECO Agence de développement économique de la région Centre,

#### DIRECTEUR

A la tête d'une équipe de 5 collaborateurs, vous assurerez des missions d'évaluation, d'information et de promotion économique de la région. Vous animerez et organiserez sur le terrain des relations suivles avec les développeurs qui participent à la mise en œuvre de la politique régionale.

Homme de relations publiques et de communication déjà expérimenté dans le développement économique des Collectivités Locales, parlant couramment l'anglais, vous avez entre 30 et 35 ans et : · une formation supérieure Grande Ecole ou Université, une expérience de terrain du développement local et du travail en réseau avec les acteurs locaux.

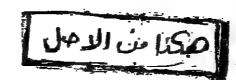
Mercí d'adresser votre CV accompagné d'une lettre de motivation avant le 1º mars sous référence CDE99032M à FC Corseil, 9 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.

#### Pour insérer vos annonces dans la rubrique

"INITIATIVES LOCALES"

Contactez le : 2 01-42-17-39-42 - (Fax : 01-42-17-39-38)





XII / LE MONDE / MARDI 9 FÉVRIER 1999

REPRODUCTION INTERDITE

XIV/LE MONDE/MARDI 9 FÉVRIER 1999

# INITIATIVES LOCALE

les offres d'emplois cadres des collectivités territoriales

Cadres territoriaux

La Région Haute-Normandie recrute selon conditions statutaires. par voie de mutation ou de détachement

#### **UN DIRECTEUR GENERAL ADJOINT** Administrateur

Membre de l'équipe de direction générale :

- vous animerez et coordonnerez en liaison étroite avec le Directeur Général des
- Services, les directions opérationnelles et fonctionnelles, • vous participerez à la mise en œuvre de choix stratégiques de la politique régio-
- nale et serez force de proposition, • vous garantirez l'application des objectifs annuels et pluri-annuels déterminés
- par l'exécutif et l'assemblée régionale. vous veillerez au strict respect des procédures administratives, juridiques et financières des collectivités territoriales que vous maîtriserez.

Vous possèdes également :

- une expérience confirmée tant pour les directions fonctionnelles qu'opération-
- des qualités de management, d'animation, de dialogue et de moti-
- ration d'équipes. • le sens de l'organisation, des responsabilités, des capacités d'ana-
- lyse, de synthèse et de rigueur. · un esprit d'initiative et une grande disponibilité.
- Une connaissance des problématiques d'aménagement régional serait appréciée.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV + photo + dernier arrêté statutaire + 3 fiches de notation, sous réf. DGS2, à M. le Président du Conseil Régional de Haute-Normandie, Service des Ressources Humaines, 25 bd Gambetta. BP 1199, 76174 ROUEN Cedex, pour le 5 mars 1999 dernier délai.



Organisme Institutionnel du Pos-de-Calais comprenant 200 agents recherche son

#### Directeur des Services aux Entreprises h/f

Auprès du Directeur Général, vous optimisez la qualité des prestations à destination des entreprises de la circonscription et contribuez à la promotion de l'image de l'instrtution auprès des acteurs économiques en animant un service de 30 personnes. Vous assumez également la fonction de Chef de marché Commerce

Plus particulièrement, vous avez pour mission de diagnostiquer les attentes des entreprises pour proposer, organiser et suivre des axes de soutien à leur développement. En tant qu'interlocuteur privilégié des unions commerciales, vous animez le tissu commerciai de la circonscription. Vous représentez l'organisme auprès des administrations de l'Etat, des instances régionales, départementales et locales ainsi que des agences de dételoppement.

Enfin, wous présentez aux instances dirigeantes les plans d'actions et les propositions budçtaires formulées par les chefs de marchés et exécutez ces oudgets.

De formation grande école de commerce, âgé de 35 à 45 ans, votre expénence professionnelle a été acquise en entreprise ou en structure de développement économique publique ou privée. Votre aisance relationnelle, vos capacités de négociation et de management d'équipe sont des atouts supplémentaires La pratique de l'anglais et la connaissance du tissu économique local sont souhaitées.

Merci d'adresser votre candidature CV, lettre Photo et présentions SOMS N.Y 54/903 à notre conseil KEY MEN. 96, rac



#### La rubrique "Initiatives Locales"

est le rendez-vous hebdomadaire des Cadres de l'administration.

Pour tous renseignements, contactez le : 2 01-42-17-39-42 - Fax : 01-42-17-39-38

## Dirigeants

Cadres Commerciaux

Organisation internationale, Gaico Group Limited est membre du groupe JLA International et conduit ses activités en Europe, aux USA et au Canada. Notre spécialité est d'aider nos clients à accroître leurs résultats en réalisant des améliorations importantes au niveau de leurs performances et de leurs profits. Nous poursuivons actuellement notre croissance en France et en Europe.

Si vous êtes intéressé par une activité de collaborateur indépendant, si vous avez une expérience de

#### Président ou Directeur Général

dans une société industrielle ou de services (grande ou moyenne), si vous ne souhaitez plus être salarié d'une organisation mais retrouver la maîtrise de votre futur et si vous aspirez à des gains élevés... vous avez la possibilité d'accomplir ces objectifs au sein de notre équipe.

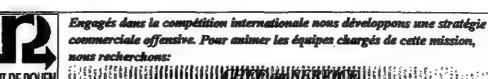
A l'issue d'une période de formation préalable intensive et très sélective, vous travaillerez initialement en France comme collaborateur indépendant sous la supervision du directeur général de la société.

La maîtrise du français et de l'anglais est indispensable. La connaissance d'une autre langue sera un plus apprécié.

Adresser CV et lettre en anglais à notre bureau de représentation :

GALCO International Limited, 38 rue de Berri, 75008 Paris

e-mail: .hgda@lmaginet.fr.



#### Votre Mission:

Animer et fédérer les équipes autour d'un projet Mise en place de nouveaux trafics, et consolidation

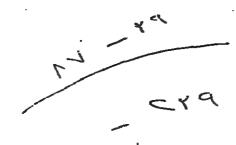
des trafics existents per le Merché hinterland Votre Profil: Vous étes diplomé d'une Boole Supérieure de Co dans le transport international et maîtrisez l'anglais cours

Si ce challenge vous motive, merci d'adresser rapidement: votre candidature ( lettre de motiv. manusc.+CV + prétentions) Service du Personnel 34, Bd de Boisguilbert BP 4675 76022 ROUEN Cedex Tél.02.35.52.54,67



Retrouvez toutes les annonces du Monde :

INTERNET • http://www.cadresonline • http://www.lemonde.fr/emploi MINITEL • 3615 cadresonline (2,23 F/mn) • 3615 LEMONDE (2,23 F/mn)





Conseil - Audit

LE MONDE / MARDI 9 FÉVRIER 1999 / XV

e vasiin

OMIQUE

nancière le Sedan

P. C. C. C.

La dimension dont vous avez besoin.

les projets dont vous avez envie.

le style qui vous convient.

Et votre talent devient conseil

Merci d'adresser votre candidature et CV à Valérie Giroguy sous référence LM08/02

CSC Peat Marwick - Tour Framatome -1, place de la Coupole, 92084 Paris La Défen

CSC Peat Marwick

CSC

Computer Sciences Corporation



(VI/LE MONDE/MARDI 9 FÉVRIER 1999

#### Juristes - Ressources humaines

## Consultant

Notre savoir-faire depuis plus de 10 ans : le conseil en recrutement de cadres moyens, cadres supérieurs et cadres dirigeants. Nos clients : de grandes entreprises et beaucoup de PME, soit filiales françaises de groupes internationaux, soit entités françaises

Nous avons entrepris, ces dernières années, de développer nos interventions dans des domaines que nous voulons renforcer par la venue d'un nouveau Consultant (coaching, gestion des carrières, aménagement du temps de travail, gestion prévisionnelle des emplois...), bref, le domaine du conseil en ressources humaines.

Nous avons la volonté d'accroître le savoir-faire du cabinet en élargissant le champ de compétences de chacun de ses collaborateurs, au profit d'une clientèle fidèle et solide que nous continuerons de développer ensemble.

De formation supérieure, vous avez acquis une expérience significative du conseil suprès des entreprises et parlez couramment l'anglais. Humainement, vous êtes un homme de petite structure, reconnu par une clientèle qui vous est attachée et que vous servez de manière qualitative.

Si cette perspective de collaboration vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions salariales), sous la réf. LM/C, à Michel Garnier & Associés, 6 av. Delcassé, 75008 PARIS. Consultez notre site internet: http://www.mgarecrut.com E-mail: bienvenue@mgarecrut.com



Michel Garnier & Assoc

Groupe Financier en pleine expansion, Paris 8ème, recherche son

#### Juriste d'Affaires (H-F)

Véritable conseil auprès de vos interlocuteurs : - Vous accompagnez les directions opérationnelles et fonctionnelles dans le traitement de l'ensemble des affaires juridiques, notamment lors de l'étude et de la réalisation des interventions financières (prises de participations, protocoles d'accord, pactes d'actionnaires, droit boursier, etc...) ou de la mise en place de controts de recherche & développement.

Vous êtes en mesure de conseiller, en matière juridique et fiscale, les filiales du groupe et les organismes professionnels de son secteur.

Diplômé de l'enseignement supérieur, d'un DESS en droit des affaires et/ou fiscalité, ou d'un DJCF, votre expérience de 5 à 10 ans maximum au sein d'une entreprise, d'une banque d'affaires ou d'un cabinet de conseil juridique vous permet d'aborder tous les ospects juridiques rencontrés dans la . vie d'une société.

Vous êtes doté d'une grande capacité de travail, de rigueur et d'aisonce relationnelle et d'un bon sens de la négociation. La pratique de l'anglais est nécessaire.

Merci de bien vouloir adresser lettre manuscrite + CV ainsi que vos prétentions, sous la référence DJA, à notre Conseil Linden 3, Avenue du Président Wilson - 75116 PARIS





Nouvelle adresse : 105, rue des Moines 75017 Paris Tel: 01 40 25 47 13 Fax: 01 40 25 03 88

#### Conseil **Audit**

Dans le conseil aussi les plus gros ne sont pas toujours les plus forts.

Présents sur le marché du conseil depuis 10 ans, qualifiés OPQCM et certifies ISO'9001, la qualité de nos prestations en France comme à l'étranger (50% du'CA est réalisé & l'International) nous a permis de gagner la conflance des plus grandes entreprises. Your aussi devenez leur partenaire. Vous les accompagnerez, de la stratégie à la mise en œuvre de plans d'action. Notre priorité : leur transmettre le savoir-faire de notre cabinet qui s'articule autour de trois axes : concevoir, produire et distribuer. Cette démarche nécessite d'établir avec chacun des relations de confiance. Pour vous, c'est l'opportunité de voir se réaliser vos projets et d'en valider la

justesse. Le sur-mesure pourrait résumer notre profondes et des réalisations

En rejoignant notre équipe, vous choisissez de travailler sur des projets ambitieux et de mener intégralement vos missions. A 28-35 ans, de formation supérieure (grandes écoles d'ingénieurs, Normale Supérieure, MBA...), vous avez idéalement une première expérience dans le secteur de l'industrie ou du consell. Cependant votre personnalité est déterminante. Doté d'un sens des réalités précis et d'un fort esprit d'analyse et de synthèse, l'envie d'entreprendre vous caractérise. Capable de créer un partenariat avec vos clients, vous savez à la fois anticiper, provoquer, déranger et convaincre les décideurs afin de leur apporter une vision . nouvelle de leur avenir. Si vous privilégiez la qualité et la performance, blenvenue Merci d'adresser votre

Nous fondons notre reussite candidature, sous référence LM/0802, à SIRIS Partenaires SA, 50 rue Marcel-Dassault. 92100 Boulogne-Billancourt impliquant des



Groupe industriel de premier plan dans le domaine des matériaux énergétiques et de la chimie (5 milliards de france de CA. 5 200 personnes), notre politique de diversification et noure stratégie de développement externe nous permettent

d'occuper aujourd'hui de solides positions

industrielles et commerciales. Organisés en Unités Opérationnelles autonomes correspondant à nos savoir-faire dans la Chimie, l'Espace, la Défense et la Pyrorechnie, nous exportons dans plus de 70 pays la moitié de nos productions réalisées sur une quarantaine de sites.

Au sein de la Direction Financière et Juridique du Groupe et auprès du Directeur des Assurances et du Contentieux, vous avez la charge du traitement des litiges pré-contentieux et contentieux du Groupe tant en France qu'à l'étranger. En relation permanente avec les Unités notamment à la rédaction des conclusions ; vous pourrez également représenter la société lors des expertises judiciaires et élaborer

des protocoles transactionnels. A 35 ans environ, de formation juridique

supérieure en droit privé, vous désirez valoriser une expéri Autonome et pragmatique, vous savez allier la rigueur à un relationnel aisé. La pratique courante de l'anglais est bien entendu nécessaire dans cette fonction

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV, photo et prétentions), sous réf. JC, à Hervé CRESPIN, Direction des Ressources Humaines et des Relations Sociales, 12 Quai Henri-IV 75181 Paris Cedex 04 ou h. crespin@supe.fr.

**GROUPE SNPE** 

#### Consultant junior (H/F) Recrutement de cadres et de dirigeants

Secteur assurance - Leader un chargé de recrutement connaissant mondial du conseil en management et blen les métiers de l'assurance et dési-(2500 personnes dans 20 pays) a béti et développé sa renommée en France sur le conseil en recrutement, l'évaluation et ment du changement. Pour renforcer l'anglais est nécessaire. Écrire en précinotre croissance, nous souhaitons inté- sant la référence 0975/DB/CJ à Madame grer un jeune consultant pour notre acti- BAUD-BERTRAND - PA CONSULTING et dirigeants dans le secteur de l'assu- de Gaulle - 92522 NEUILLY Cedex rance où notre leadership est reconnu. Tél. 01.40.88.79.74. Vous pouvez égale-Ce consultant menera des missions de ment envoyer votre CV à l'adresse recrutement en s'appuyant sur l'infra- dominique.baud-bertrand@ structure d'un grand groupe. A terme, pa-consulting.com ou en remplissant il gérera et développera de façon notre formulaire de candidature sur notre autonome un portefeuille de clients. Ce site www.pa-jobworld.com poste basé à Neuilly, s'adresse soit à

en technologie, PA Consulting Group reux de s'investir dans une nouvelle carrière, soit à un consultant junior issu d'un cabinet de conseil et ayant mené des missions significatives dans le secteur le développement, ainsi que le manage- de l'assurance. Une bonne maîtrise de vité de conseil en recrutement de cadres GROUP - 114, avenue Charles

0/00

Consulting Group

置 电水气体

1. W. T. L.

#### Gestion **Finance**

siècies, ont forgé la réputation de la Banque NSM en

Ce sont nos équipes qui perpétuent cette tradition nembre de l'un des réseaux les plus étendus au monde, le Groupe ASN AMRO.

Nos services et produits, performants et s vous outriront les portes d'une banque tournée vers le nonde, attentive à l'avenir des marchés financiers et au devenir de chacun de ses collaborateurs.

Nous n'avons jamais su compter... autrement que sur votre talent.

THEF

NECE

MCLHOLSE LYON

MARSETLE

TOULDUSE

BORDEAUX

NANTES

#### Attachés clientèle privée

Des activités marquées par un fort développement, le souci constant de la satisfaction d'une clientèle exigeante... Tout concourt aujourd'imi au renforcement de nos équipes, notamment au sein de nos

succursules régionales. Vérinable homme de terrain, vous développez un portefeuille de particuliers hant de gamme, constitué pour partie par votre propre rospection. Attentif I Tévolution des marchés et soucieux de répondre efficacement à nos ciseus, vous proposez des solutions onnalisées et efficientes, élaborées avec l'appul de nos spécialistes de l'ingénierie patrimoniale, de l'assurance-vie, de la fiscalité...

A 25/30 aus, diplômé d'une ESC, vous justifiez d'une première expérience commerciale réussie auprès d'une clientèle patrimoniale. Nous vous proposons dès à présent de rejoindre une banque de renom où vous enercerez, en toute autonomie, talent commercial et sens de la négociation.

Notre stratégie de croissance, alliée à notre appartenance zu prem groupe bancaire étranger en Prance, vous ouvrint des perspectives d'évolution motivantes. Ces postes nécessitent une bonne connaiss du tissu économique local.

Hésène Schweblin vous remercie de lui adresser voure dossier de candidanut sous référence ACP/M/02 en précisant la ville choisie à : Banque NSM, 3 avenue Hoche, 75410 Paris Cedex 08. www.benque-nsm.fr

Banque de Neuslize, Schlumberger, Mallet

#### La Documentation française, éditeur et centre de documentation public, recherche pour son site d'Aubervilliers :

## un CONTROLEUR DE GESTION

junior (H. ou F.), jeune diplômé(e) bac + 5, sortant d'école ou avec une première expérience, école de commerce, DESS ou IUP de gestion.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. avec prétentions (sous réf. 9901) à : LE MONDE PUBLICITE 21 bis, rue claude-Bernard BP 218 - 75226 PARIS Cedex 05, qui transmettra.

La Direction juridique

et fiscale d'un grand

établissement financier

recherche **UN GESTIONNAIRE** 

#### FISCAL DE HAUT NIVEAU

Au sein d'une équipe de 5 personnes, vous définirez et mettrez en place des procédures fiscales dont vous. contrôlerez la bonne application. Vous suivrez les opérations des services et participerez à l'établissement de l'impôt à titre prévisionnel.

Maîtrisant la comptabilité bancaire, vous manifestez une très forte motivation pour la fiscalité et vous montrez ouvert aux aspects économiques et financiers. Vous êtes de préférence, ancien(ne) élève de l'Ecole Nationale des Impôts ou titulaire d'un des diplômes suivants : maîtrise de gestion, DESCF, DECF.

Doté d'un esprit rigoureux et logique, vous possédez une aptitude à communiquer, le sens des relations humaines et le goût des contacts.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV en précisant la rétérence 386 sur l'enveloppe, à SAFARI, 17, boulevard Poissonnière, 75082 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

### Juristes Ressources humaines

#### Juriste d'entreprise droit des sociétés (75)

- ■Analyse de dossiers complexes dans le cadre de restructurations, montages sociétaires
- (fusions, acquisitions). ■ Modifications statutaires, approbation des comptes, secrétariat juridique de 20 sociétés. ■ Vallie législative sur les accords commerciaux.
- Formation Bac+4/5, 3 à 7 ans d'expérience en sociétés de services. Rémunération 250 KF.

#### Juriste unique droit social-droit des sociétés (91)

- ■conseil et suivi des dosaiers liés à la vie des contrats individuels de travail. ■ Formation BAC+5, 2 ans d'expérience minimun dans la fonction.
- Rémunération 250 KF
- # Réf. TLC 20,214

= Ref. TAP 20.178

#### 2 juristes droit social (91 et Province)

- Gestion des négociations collectives avec les instances syndicales
- m Mise en place et suivi d'un accord d'entreprise sur les 35 heures. ■ Consell auprès de la direction sur la politique sociale et sur la gestion du personnel.
- ■Formation supérieure + 15 à 20 ans d'expérience dans la fonction. ■ Rémunération ± 500 KF.
- m Réf. TAR 20.234/20.235

Envoyez votre CV à PAGE INTERIM JURIDIQUE E2, roe de la Bienfalsance 75008 Paris z le sur notre alte Web http://www.ps Tél. 01 53 77 33 33 - Fex. 01 40 75 04 80

PAGE

Conseil en recrutement temporaire spécialisé

#### **AVOCAT** EN DROIT DES SOCIÉTÉS Reims

Nous sommes un cabinet d'avocats de grande notoriété, Notre développement nous amène à renforcer notre équipe spécialisée en droit des sociétés. Le titulaire du poste se verra comfier une clientèle d'emreprises simées à l'intérieur du pôle économique Reims - Epernay -Chalons en Champagne pour laquelle il assurera des prestations de haut niveau allant de la modification de structure juridique au conseil en stratégie. Agé d'au moins 28 ans, titulaire du CAPA et d'une maîtrise de Droit au minimum, à l'aise dans l'utilisation des movens informatiques, il aura acquis une expérience de 2 à 5 ans en cabines ou dans le service juridique d'une

Il s'agit d'une très belle opportunité car, outre une grande autonomie et des facilités de formation, de larges possibilités d'évolution de rémunération et de bilités sont ouvertes.

Pour la saisir, merci d'adresser votre candidature sous référence K.02.543 à notre Conseil, Daniel LANDEAU, qui vous garantit réponse et discrétion totale.

ce Flandre - 59179 CROIX

Premier courtier d'assurance français recrute

#### Un Juriste H/F

Notre crossance nous conduit à renforcer notre pôle d'expertise juridique. Rattaché ou directeur juridique, vous réaliserez des études et conseillerez avec pertinence les opérationnels : vous interviendrez dans tous les domaines du droit des affaires (droit commercial, de la concurrence, informatique...) et bien entendu du droit des assurances, sans pour autant exercer un rôle technique. Force de proposition, vous établirez, négocierez, voliderez des contrats. Titulaire d'une double formation, d'un troisième cycle en droit des affaires et en droit des assurances, vous justifiez

intulaire d'une double tormaine, à un indestre cycle et du des un cabinet.

Vos capacités rédactionnelles, d'analyse et de synthèse, votre aptitude au travail d'équipe, sont vos atouts pour réussir dans ce poste dont la variété des dossiers traités constitue la richesse.

Lieu de travail : Neuilly sur Seine.

Merci d'adresser votre dossie de candidature (C.V., photo, lettre manuscrite, rémunération actuelle) sous référence JUR/MFC à

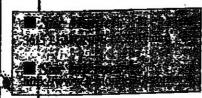


**GRAS SAVOYE** B.P. 129 92202 NEURLY SUR SEINE CEDEX.

Tant qu'il y aura des reques Un Monde de carrières à portée de clavier

Consultez toutes les offres d'emploi parties dans LE MONDE et dans 18 autres titres de presse.

Recherche multi-critères : fonction, socieur, lieu, mot-clé. Mise à jour hebdomadaire le jeudi



Une façon

SIMPLE **FIABLE** 

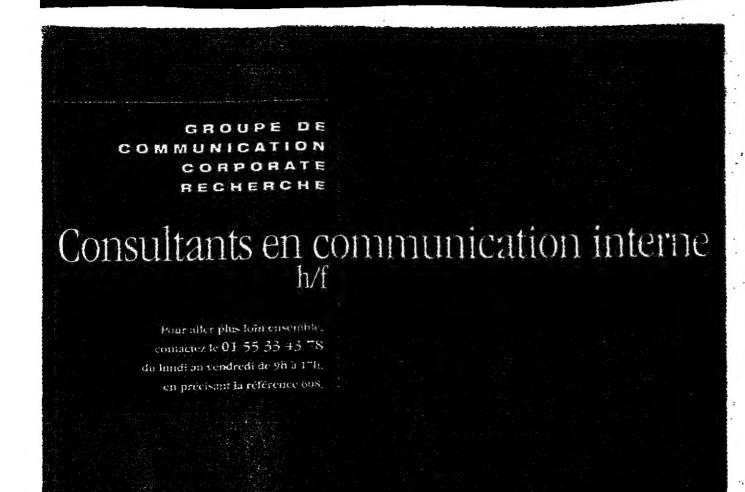
*EFFICACE* 

• de rechercher un emploi • de retrouver une annonce déjà parue

XVIII/LE MONDE/MARDI 9 FÉVRIER 1999

1 L 1 1 MM 1

## Marketing - Communication





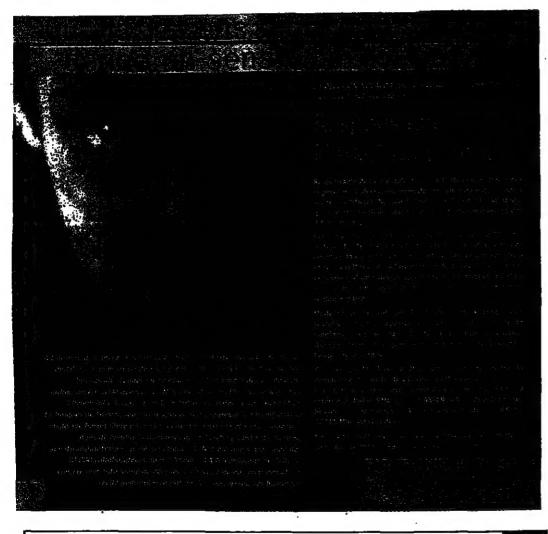
#### RESPONSABLE MULTIMÉDIA

Rattaché à notre Branche Education, vous définissez et mettez en œuvre la politique en matière de produits multimédia (off line et

A ce titre, vous réalisez le plan de développement des différents projets, organisez les bases de données nécessaires, menez les négociations avec les principaux interlocuteurs internes et

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez împérativement acquis une expérience significative dans le développement de projets multimédia. Vous connaissez bien le secteur éducatif français et perlez couramment l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature sous référence RM/LM à S. Meyer, HACHETTE Livre, 43 Quai de Grenelle, 75905 Paris cedex 15.



Le capital humain est le bien le plus précieux d'une entreprise. Informer, recruter, susciter l'adhésion : la vocation de THE LINK FACTORY est de concevoir et de produire des liens de communication qui unissent les collaborateurs et les publics extérieurs de l'entreprise. Communication pour les ressources humaines et communication. électronique, THE LINK FACTORY, filiale d'HAVAS ADVERTISING vous offre l'opportunité de devenir :

#### **Conseil en Communication Ressources Humaines**

De formation supérieure, vous possédez 3 ans minimum dans un environnement ressources humaines. Vous maîtrisez parfaitement toutes les facettes de la communication Régres Réalisation d'importants plans media, gestion des annonces, vous connaissez par cœur tous les outils de communication media et hors media.

Au delà de ces connaissances, vous êtes à même d'établir des relations privilégiées avec vos clients, d'anticiper leurs demandes et de répondre de manière réactive à leurs besoins. Pour étayer vus recommandations, vous possédez une aisance. relationnelle hors pair. Vous avez une vision globale des enjeux RH et, surtout, un excellent esprit d'équipe et l'envie d'avancer.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions), sous référence LM/LF02, à notre Conseil qui traîtera votre dossier en toute confidentialité.

 $\zeta_{c}^{a}$ 

C

14 120 ...

95.7 mg

Way .



**Mireille Proust Consultants** 162 rue de Rivoli - 75001 Paris http://www.mireilleproust.com



#### CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE,

Ouest de la France, recherche

JEUNE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL auprès de la direction de la chambre (ESC/SCIENCES PO/3the cycle en communication)

Vous assurez la permanence de la politique du DG et participez à la concrétisation des orientations stratégiques. Vous coordonnez les actions, animez les groupes de projets, facilitez le travail de décision des étus et gérez la communication. Vous accédez rapidement à une vision stratégique, organisationnelle et fonctionnelle de la Chambre. Vous serez assisté d'une équipe de deux chargés de communication et de deux assistantes.

Une première expérience en entreprise a révélé votre sens de l'organisation, votre excellent rela-tionnel ainsi que des qualités rédactionnelles et de synthèse certaines.

Pour ce poste à responsabilité et évolutif, adressez votre dossier complet. lettre de motivation manuscrite. CV, photo et préteritions à notre Conseil Sophile BECQUET L'HERITEAU, sous référence CCI/OF, BP 5, 17 002 La Rochelle Cedex SBL

#### ARS COM

PME spécialisée dans les radiocommunications,

> recherche pour son développement

#### ⇒ JEUNE COMMERCIAL (H/F)

Mobile et motivé de niveau BAC + 2 (sensibilité technique souhaitée) Débutant accepté, formation assurée.

Envoyer lettre de motivation + CV et photo a : ARS COM - 189, rue d'Aubervilliers 75886 PARIS Cedex 18

## CONSULTANT

#### Hors Media -Communication interne

Réfléchir, qui, Mais expliquer encore et agir, toujours.

Un métier qui vous en apprendra beaucoup sur les autres et sur vous-même si vous aimez créer, convaincre, élaborer et vendre des stratégies de communication interne et des plans d'action. De formation Bac +4/5 (Sciences Po, Celsa, 3º cycle en communication d'entreprise), vous avez une première expérience en entreprise en qualité de chargé(e) de communication interne ou bien dans la vente de conseil aux entreprises dans l'univers de la communication.

Choisissez l'exigence et la performance.

Votre réflexion Notre agence de communication stratégique hauteur de yotre talent

commercial

spécialisée en forte croissance, filiale d'un grand groupe, se caractérise par un esprit d'innovation permanent, du travail, du travail et toujours du travail. Mais quel plaisir!

Si vous faites rimer action et réflexion, écrivez vite, sous référence LM, à : Séverine BEUBRY, 170 rue du Président-Wilson, 92300 Levallois Perret.

Juristes ... Ressources huma

LES OFFA

Carrie

Avocat en Droit Soi

Michael Page





#### Carrières internationales



#### MALI (Bamako)

#### • Directeur de filiale RH. Offre MAR-99-1063

Bamalto avec des déplacements dans tout le paus. Il est àgé de 45 à 50 ans, ingénieur ou équivalent avec une grande expérience dans le génie civil (gros ceutre et ouvrages d'ard. Il a également des commaissances dans d'autres corps d'estat : chaudronneille mécanique. L'expérience de l'Afrique est absolument obligatoire. Contrat d'expatrié à durée indéterminée. Rémonitration 350 à 400 KF/an seion profil + aventages ilés à l'expetriation

Délégation Régionale de Marseille, 16, rue Autoina Zattara, 18331 Marseille cadex 03.

#### THAILANDE

Groupe transit international - logistique oversess recherche

Juristes

Ressources humaines

Cabinet d'Avocats d'affaires international recrute pour son

implantation lyonnaise:

**Avocat en Droit Social** 

Michael Page

Ouvert à la réflexion et attentif aux mutations tant législatives que régle-

mentaires, vous faites preuve d'une

réelle capacité d'adaptation. Doté

d'une grande autonomie et d'un fort

potentiel relationnel, vous souhaitez

vous investir au sein d'une structure

évolutive qui appréciera votre exper-

tise technique autant que votre profes-

La pratique courante de l'anglais est

Merci d'adresser votre candidature sous

la référence JEV26633 à Eric Verney.

un atout supplémentaire.

Vous interviendrez pour le compte

d'une clientèle française ou étrangère

comme conseil sur des dossiers rela-

tifs notamment aux aspects sociaux

des restructurations d'entreprise, des

licenciements économiques collectifs.

des mécanismes d'aménagement-

réduction du temps de travail. Vous

serez également appelé à traiter des

relations individuelles de travail et des

modes de rupture du contrat de travail.

Agé de 30 à 33 ans, de formation juri-

dique supérieure en droit social (DEA,

DESS), vous avez acquis une expérience

d'au moins 5 ans en cabinet d'avocats.

Responsable filiale B4. Office LYO 99-1052 Responsable de son centre de profit (objectils, ventes, budgets), le candidat assure la bonne marche des opérations aériennes et manifimes import et export, anime et développe une équipe d'environ 1,5 personnes et gère les achais, les lacturations et les paiements. Agé de 27 à 40 ans, de formation ESC et/ou Transport-Logistique, il justifie d'une expérience répa sie d'au moins 5 ans en transit-logistique et si possible d'une bonne commaisments. Agé de 27 à 40 ans, de sance de l'Asiè. Développeur, ayant prouvé une forte autonomie, il est 3, billingue français/anglais. CDI de droit local avec aventages liés à l'expetris-tion. Rémunération à négocier.

• Chargé d'affaires BH. Offic MON-99-1160

Timbine d'un BTS Froid et Climatisation, le candidat prévoit et organise, à partir d'un nique, administrative et budgitaire des channiers jusqu'à la garantie du parfait achève-ment des travens. Il établit les relations avec les différents partenaires externes ou internes à l'entreprise. 15 ans d'expérience dans un poste se ances des réseaux aérautiques et hydroutiques sont demandées. Contrat de

Office des Migrations Internation Mice des Pagestato Migation de Montrouge, Servex, BTO. 11. avenue Pierre Brossolette, 92120 Mon

• Directeur centre de profit 🕰 🏣 🤧 1049 Le candidat est chargé de prendre la direction opérationnelle d'une unité du groupe. Manager, gestionneire et commerçart, il est directement responsable des résultats de ce centre de profit. Il fait preuve d'autonomie, de responsabilité et d'initiative dans le cadre des objectifs et des méthodes du groupe. Il peut être amené à collaborer à l'implentation, puis à l'animation de nouveaux ities en fonction de ses résultais. Agé de 35 à 45 ans et de formation supérieure technique ou de gestion. Il justifie d'une expérience confirmée de directon d'entreprise. Trilingue anglais/polonais exigé. CDI de droit français. Poste à pourvoir des que possible.

Bureaux Europe, 20, place des Halles, 67000 Strasbourg.

• Ingénieur travaux génie rural RH. Offre MAR-99-1065 Le candidat est chargé de la réhabilitation d'ouvrages de génie rural hydraulique dans le domaine de l'assainissement et de l'eau potable (installations sanitaires de base, puits, pompes manuelles, aménagement de sourcas, de bornes fontaines, de réseaux villageois). De formation ingénieur (ENGES (pénie de l'eau et de l'environnement) ou équivalent, il maîtrise parfaitament la langue espagnole, les mécanisme de financements de la Communauté Européenne et justifie d'une expérience similaire à l'international (10 ans minimum) en Amérique Latine. CDI d'expatrié, départ en famille. Salaire 360 KF + aventages hés à l'expatriation.

Advesser lettre meauscrite + CV à l'OMI. Délégation Régionale de Marseille, 16, rue Antoine Zattara, 13331 Marseille cedex 03.

#### GRANDE-BRETAGNE (environ de Londres)

•Responsable clientèle =4. Office LEL-99-1183 Sa mission consiste à vendre différents types de terminaux (télécopieurs,

téléphones) auprès d'une clientèle de distributeurs spécialisés, à recruter de nouvenux distributeurs et à népocier avec eux, ainsi qu'à animer le réseau actuel par des techniques de marketing existantes ou à mettre en place. Le candidat, diplômé d'une école de commerce ou équivalent, est motivé par la vante et possède des qualités de négociateur. La pratique courante de l'anglais est impérative. Une première expérience dans le domaine de la vente est un atout. Ce poste basé à proximité de Londres offre des perspec d'évolution au sein du groupe et est à pourvoir de façon immédia Adresser lettre dactylographile + CV (les 2 en anglais) à :

l'OMI, Délégation Régionale de Lille, 892, avenue de la République, 59700 Marco

#### en Communication ces Humaines

#### Retrouvez toutes les annonces du Monde :

INTERNET • http://www.cadresonline • http://www.lemonde.fr/emploi MINITEL • 3615 cadresonline (2,23 F/mn) • 3615 LEMONDE (2,23 F/mn)

#### LA COMMISSION **EUROPEENNE**

#### Secrétaires

de langue française Centroms général COM/C/2/99

Conditions requises:

ayoir une comaissance approfondie de la langue aise et une connaissance satisfaisante d'une dedicine langue de l'Union auropéenne, Etre unitaire d'un diplôme de fin d'écudes moyennes.

posséder un diplôme sanctionnant une formation spécifique en secrétariat d'au moins 1 an et une expérience professionnelle d'au moins 2 ans, en rapport avec les fonctions faisant l'objet du concours. A défaut de ce diplôme, posséder une expérience professionnelle d'une durée minimale de 3 ans. L'expérience devra, dans tous les cas, avoir été acquise postérieurement au diplôme de fin d'études moyennes.

Lieu d'affectation: Bruxelles, Luxembourg ou tout autre lieu d'activité de la Commission européenne.

La Commission européenne met en œuvre une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes et veille scrupuleusement à éviter toute forme de discrimination basée sur la race, les croyances ou 3 les handicaps.

L'avis de concours est publié au Journal officiel C 27 A du 02.02.1999. Sous peine d'exclusion du concours, les candidats doivent utiliser l'acte de candidature inséré dans le Journal officiel. Celui-ci peut être obtenu en envoyant sous pli une enveloppe (minimum 23 x 32 cm) non timbrée, libellée à votre adresse, à la Commission

#### COMMISSION EUROPEENNE

Représentation en Francés

Service Concours (COM C 2 99).

288, boulevard St-Germain. J-75007 Paris.

2. rue Henri Barbusse.

F-13241 Marseille CEDEX 01 Unité "Politique de Recrutement;

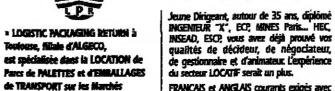
Concours et Sélections#

MO34 (COM C/2-99),

rue de la Loi 200, 8-1049 Bruxelles.

Date limite pour l'envoi de l'acte de candidature obligatoire: 19.03.1999.





der Grandes INDUSTRIES

de la Grande Distribution.

et des PADUSTREES Fourniss

Déjà Implantès au RENELUX, en ESPAGNE et au U.K., notre éyeu

de croissance nous amène à ren

FRANCAS et ANGLAS courants exiges avec Rattaché au P-DG, le Directeur EUROPE de cette branche européenne (ISO 9002).

doit définir, mettre en œuvre notre stratégie - Ce poste est à créer. Il est basé à Toulouse,

d'innovation, votre talent commercial et la pertinence de vos solutions logistiques conçues avec nos Services Etudes et Exploitation, seront à la hauteur des

sogences de la clientèle Grands Comptes

Merci d'envoyer lettre MANUSCRITE, (photo), CV détailé <u>actualise,</u> avec le SALAIRE Annuel Brut Southaité sous réf. M 99015 (sur l'env.) à Marie-Françoise LAUTREC LEPY, en Français/Angleis à Paris/Toulouse. Confidentialité assurée.

Marie-Françoise LAUTREC LEPY \_



Groupe

**ESC Reims** 

XX/LE MONDE/MARDI 9 FÉVRIER 1999

## Le monde des cadres



Peur de rester figé dans votre entreprise?

# l'avenir vous ase

Systèmes d'informations, Internet, Décisionnel, Multimedia, Télécoms,... A un moment où la convergence de toutes ces tehnologies s'accélère, il est normal de vous poser les bonnes questions sur votre avenir. Oracle ést prêt à y répondre, très simplement... Avec 5 000 personnes dans le monde, la division Oracle Applications - solution intégrée de plus de 50 modules de Production, Supply Chain Management, Comptabilité/Finance, Ressources Humaines et Front Office - croît deux fois plus vite que le marché. Enjeu stratégique pour Oracle, l'activité Applications bénéficie d'un potentiel de développement exceptionnel.

#### Consultants avant-vente ORACLE APPLICATIONS

PREMIER ÉDITEUR MONDIAL DE BASES DE DONNÉES D'ENTREPRISE

DEUXIÈME ÉDITEUR MONDIAL DE PROGICIES

LEADER MONDIAL en système D'INFORMATION DECISIONNELLE

UNE OFFRE NTERNET/INTRANET SANS ÉQUIVALENT

Vous intégrez une équipe de 50 consultants, organisée par marché : banque, secreur public, services, industrie et PME. Expert sur l'un de ces marches, ou expert dans les métiers des Ressources Humaines, du Manufacturing, de La Logistique ou du Front Office (outils de tidélisation client), vous accompagnes les ingénieurs d'affaires dans le processus de vente de solutions applicatives. Interlocuteur de nos clients grands comptes (directions opérationnelles et générales), vous qualifiez, orientez les besoins et participez à la conception er à la présentation de la solution proposée.

La taille des projets que vous gérerez pendant le cycle de vente nécessite la mise en place d'offres complémentaires avec nos partenaires et centres de compétences européens. Une approche qui vous garantit une variété de contacts et de problématiques tout en exigeant une forte adaptabilité, une bonne organisation, de l'initiative et de la créativité.

Dix ans d'expérience minimum en poste opérationnel en entreprise ou dans un cabinet de conseil, vous ont permis de participer à la mise en œuvre d'un système d'information ou de pilocage. Aujourd'hui, valorisez votre expertise métier ou marché au sein d'un éditeur majeur dans une équipe de professionnels. Vous beneficierez d'une formazion à nos produits de 5 semain ou aux Erars-Unis.

Notre politique active de développement offre des perspectives d'évolution vers l'expertise, le management, ou l'international. La maîtrise de l'anglais professionnel est nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature, sous la réf. AVA/LM/02/CL à Oracle France, 89 av. François Arago, 92000

Nanterre.Email:emploi@fr.oracle.com (préciser la référence du poste). Pour en

savoir plus : www.oracle.fr





#### RÉGION CHAMPAGNE (REIMS)

Les axes majeurs de notre développement sont de poursulers et d'accroître : - la dimension muiticulturelle, par des partenariats nationaux et internationaux d'ingénieurs françaisses et de prestiglauses universités étrampères ; d'Ingénieurs françaises et de prestigieuses université la qualité et le niveau de service, en laisant évoluer :

Pour y taire tace, nous intégrans :

#### **Directeur adjoint**

Dans un esprit de concertation, et capable d'autonomie dans le cadre de directives très larges, vous êtes respon-sable de la gestion, de l'organisation et du pilotage de l'ensemble des opérations de coordination interne de l'institution, de la conception et de la mise en œuvre du projet qualité du groupe, et enfin de la préparation, du suivi et du contrôle du budget du groupe. A 38 ans environ, vous justifiaz d'une formation supérieure (bac + 5, doctorat eu équivalent) et d'une double expérience de 5 à 10 ans, conjuguant des parcours d'enseignant ou de formateur en management et de dirigeant ou cadre dirigeant (encadrement d'équipe de haut niveau) d'une école ou d'un centre de formation managérial. Une exité ou d'un centre de formation anagérial de la publié dans Une culture de conseil de direction et de qualité dans le domaine du service est un plus. L'anglais (lu, parié et écrit) est un avantage certain.

#### Directeur délégué

Auprès de la Direction du groupe ESC, vous êtes en Auprès de la Direction du groupe cou, vous eus en charge directe, d'une part de la conception et de la mise en œuvre, à partir d'objectifs négociés, du projet CESEM (vision, alliances, sélectivité), d'autre part de le garantie de son identité et de sa visibilité interne et externe (partenaires, étudiants, institutions diverses), et enfin de la préparation, du suivi et du contrôle du budget

Justifiez d'une formation supérieure (bac+5 ou doctorat) et d'une expérieure d'encadrement d'équipes d'enseignants de l'enseignement supérieur (minimum 5 ans), en tant que responsable d'école ou de centre de formaan tan que responsame o ecua ou de cantre de tornita-tion au management... Ce poste suppose une person-nalité fédératrice et rayonnante. De langue matemella française ou anglaise, vous possédez une double cul-ture d'enseignement et d'entreprise, et une visibilité

#### Directeur des études CESEM

Auprès de votre Directeur, vous organisez les activités pédagogiques, depuis la conception de leur architecture et la gestion de leur logistique jusqu'à la mise en œuvre des critères de validation, de conformité et d'ajustement, et en garantissez la quelité. Vous veillez à l'implication des étudiants dans les études et prenez les mesures correctives nécessaires:

A 32 ans environ, vous justifiez d'une formation supé-neure bac + 5 et d'une expérience significative (3 à 5 ans) en entreorise, ainsi qu'en tant qu'en: seignement supérieur. Ayant fonctionné comme responsable de programmes pédagoglques en école ou an centre de formation (entreprise ou grande école), vous maltrisez la gestion de projets et votre enthou-

Merci d'adresser votre lettre manuscrite et votre CV détaillé, accompagnés d'une photo et du montant de votre salaire actuel, en précisant la référence du poste choisi, à notre conseil Morano International, 17, rue Courmeaux, 51100 Reims.



#### Logiquement tourné vers le futur\*

Spécialiste du Conseil et de l'édition pour le compte des plus grands groupes français et étrangers, nous proposons une approche globale dans le traitement des informations financières, juridiques et de gestion. Les perspectives de nos 250 collaborateurs reposent sur des données factuelles : une présence à l'international, une croissance dynamique et une approche Services à travers la mise en œuvre de Systèmes d'Information Groupe.

## **Manager Formation**

Pour renforcer nos équipes, nous vous proposons de nous rejoindre. Vous aimez créer, développer, animer. Venez piloter notre activité formation. Vous définirez les différents projets pédagogiques, adapterez les supports aux besoins de nos stagiaires et étendrez notre offre formation auprès de nos clients. Véritable facilitateur, vous saurez fédérer nos consultants autour de nos projets formation dans un souci d'efficacité et de satisfaction clients.

A 34 ans environ, vous témoignez d'une double compétence gestionnaire/ formateur. Vous avez réussi vos premières expériences de contrôleur de gestion. consolideur ou de consultant et avez mis vos qualités pédagogiques au service des autres. Depuis environ quatre aus vous êtes responsable de la création et de l'animation de stages dans le domaine de la gestion et/ou de la finance orientée produit. Vous êtes diplômé d'une école de gestion ou équivalent et connaissez parfaitement le monde de l'informatique de gestion.

La maîtrise de l'anglais sera appréciée,

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Evelyne LEVY - CARTESIS 23-25 rue de Berri 75008 Paris, www.cartesis.com

CARTESIS

SRUXELLES - HAMBOURG - MELBOURNE - NEW-YORK - PARIS - UTRECHT

agner son développement, la Sociésé Générale recherche pour se Direction

# Chargé d'Assurances IARD junior

L'entiré - produits clientèle » de cette direction met en place des produits d'assurance IARD, destinés à être commercialisés, notamment auprès des particuliers, des PME et des artisans par le biais du réseau ou des filiales de la banque.

Vous étes associé sur le plan technique, à la conception et à la mise au point de nouveaux produits ainsi qu'à l'aménagement de produits existants.

Par ailleurs, vous effectuez le suivi économique de ces produits et participez au suivi budgétaire et administratif d'une petite société de courtage d'assura

Âge de 24/28 ans, de formation supérieure (DESS assurances, diplôme de l'Institut des Assurances ou ENAss, ESA), débutant ou justifiant d'une première expérience professionnelle dans l'énude de produits IARD, vous avez une sensibilité juridique et appréciez également les chiffres. La maîtrise d'Excel et de Word est indispensable Pour ce poste situé à la Défense, merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation et CV) sous la réf. CS/IARD à Société Générale, Service Recrutement,

Espace 21, 92972 Paris-La Défense Cedex.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

- Azec 58 000 collaborateurs dans le munde, 2 600 agences on France et plus de 500 implantations dans 80 pays, la SOCIETÉ GÉNÉRALE groupe international,

est active dans tour les métiers de la banque et de la finance.

ノィク



Page 12 1

 $\mathbb{E}_{\mathbb{R}^n_{+}}\cdot$ ferroriair-**≅**•(: .

> la mort din March

A la table d'un nautra pi

كالمسامعية الأحراث

TOP INTEREST